

JOHN REED
Dix jours qui
ébranlèrent
le monde

*Traduit de l'américain
et du russe
par Vladimir Pozner
Préface d'Eva Bérand*



Table des matières

[Note de l'éditeur](#)

[Biographie](#): de John REED [1887-1920], par Albert Rhys Williams

[Préface](#): De la légende à l'histoire

[Introduction](#): Lénine 1920

[Préface](#): à l'édition russe de 1923

[Préface](#): de l'auteur

[Notes et explications](#)

Livre

- Chapitre I. [La toile de fond](#)
- Chapitre II. [L'orage approche](#)
- Chapitre III. [À la veille](#)
- Chapitre IV. [La chute du Gouvernement provisoire](#)
- Chapitre V. [En avant toute !](#)
- Chapitre VI. [Le Comité de salut](#)
- Chapitre VII. [Front révolutionnaire](#)
- Chapitre VIII. [La contre-révolution](#)
- Chapitre IX. [La victoire](#)
- Chapitre X. [Moscou](#)
- Chapitre XI. [La conquête du pouvoir](#)
- Chapitre XII. [Le Congrès paysan](#)

Appendice

[Chapitre I.](#)

- 1
- 2 *Salaires et coût de la vie avant et pendant la révolution*
- 3 *Les ministres socialistes*
- 4 *Élections municipales de septembre à Moscou*
- 5 *Arrogance croissante des réactionnaires*

Chapitre II.

- 1
- 2 *La conférence démocratique*
- 3 *La mission des soviets est terminée*
- 4 *Discours de Trotsky au Conseil de la République russe*
- 5 *Le nakaz* de Skobélev (Résumé)*
- 6 *La paix aux dépens de la Russie*
- 7 *Les soldats russes en France*
- 8 *Le discours de Téréchtchenko (résumé)*
- 9 *La flotte britannique (etc.)*
- 10 *Appels contre l'insurrection*
- 11 *« Lettre aux camarades » de Lénine*
- 12 *Discours de Milioukov (Résumé)*
- 13 *Interview de Kerenski*

Chapitre III.

- 1 *Résolution de la fraction bolchevique sur le rapport du camarade Larine, adoptée par la Conférence panrusse des comités d'usine.*
- 2 *La presse bourgeoise et les bolcheviks*
- 3 *La presse socialiste modérée et les bolcheviks*
- 4 *Edinstvo*
- 5 *Les bolcheviks étaient-ils des conspirateurs ?*
- 6 *Appel du Comité central de l'armée contre l'insurrection*
- 7 *Les événements de la nuit du 6 novembre*

Chapitre IV.

- 1 *Les événements du 7 novembre*
- 2 *La fuite de Kerenski*
- 3 *Le pillage du Palais d'Hiver*
- 4 *Le viol du bataillon des femmes*

Chapitre V.

- 1 *Appels et proclamations*
- 2 *La protestation de la douma municipale*
- 3 *Le décret sur la terre Le nakaz* paysan*
- 4 *La terre et les déserteurs*
- 5 *Le Conseil des commissaires du peuple*

Chapitre VI.

- 1 *Appels et invectives*

Chapitre VII.

- 1 *Deux décrets*
- 2 *Le fonds de grève*

Chapitre VIII.

- 1 *L'avance de Kerenski*
- 2 *Proclamations du Comité militaire révolutionnaire*
- 3 *Les décrets du Conseil des commissaires du peuple*
- 4 *Le problème de l'alcool*

- 5 *Ordre numéro 2 du Comité du régiment de réserve finlandais de la garde à tous les comités de maison et aux citoyens de l'Île Vassili*

Chapitre IX.

- 1 *Bulletin numéro 2 du Comité militaire révolutionnaire*
- 2 *Les événements du 13 novembre à Petrograd*
- 3 *L'armistice – Réponse de Krasnov au Comité pour le salut de la patrie et de la révolution*
- 4 *Les événements de Tsarskoïe Selo*
- 5 *Appel du gouvernement soviétique*

Chapitre X.

- 1 *Les dégâts du Kremlin*
- 2 *La déclaration de Lounatcharski*
- 3 *Questionnaire à l'usage de la bourgeoisie*
- 4 *Une mesure révolutionnaire*

Chapitre XI.

- 1 *Les limites chronologiques du chapitre*
- 2 *Préambule de la déclaration des droits des peuples de Russie*
- 3 *Décrets*
- 4
- 5 *Le nouveau régime tourné en ridicule*
- 6 *Sur la question de l'accord*
- 7 *Le pillage des caves.*
- 8 *Les spéculateurs*
- 9 *La lettre de Pourichkévitch à Kalédine*
- 10 *Arrêté obligatoire*
- 11 *Décret sur le monopole des annonces*
- 12 *Proclamation*
- 13 *Appels et contre-appels*
- 14 *À tous les ouvriers de Petrograd*
- 15 *Les élections à l'assemblée constituante à Petrograd*
- 16 *Le Conseil des Commissaires du peuple aux Cosaques travailleurs*
- 17 *Communiqué de la commission de l'Éducation populaire auprès de la douma municipale centrale*
- 18 *La correspondance diplomatique du gouvernement soviétique*
- 19 *Appel aux combattants du front Doukhonine*
- 20 *Extrait de l'ordre du jour n° 2 des armées de terre et de mer*

Chapitre XII tous les ouvriers de Petrograd.

- 1 *À la population*

Journaliste, poète, révolutionnaire...

NOTE DE L'ÉDITEUR

[Retour à la table des matières](#)

En 1927, Les Éditions Sociales internationales éditèrent la traduction de la version américaine de ce livre par Martin STAHL. Cette traduction fut ensuite rectifiée et annotée par les Éditions sociales, en 1958, sur la base de textes et documents russes originaux (la présente édition s'en inspire majoritairement). Si, dans l'original de REED, des erreurs apparaissent dans les références, ce ne fut ni négligence ni indolence de sa part mais plutôt dû aux conditions de l'écriture du manuscrit. En 1918, à son arrivée au port de New York, l'Attorney Général – Ministre de la Justice aux États-Unis – lui confisqua de nombreuses archives et affiches ; il les récupéra et travailla dans des conditions difficiles tandis que plusieurs fois son éditeur fut cambriolé. La préface qu'écrivit Lénine, vers la fin de 1919, pour une nouvelle édition américaine, fut publiée aux États-Unis en 1926 ; alors qu'elle était disponible depuis 1923 dans l'édition russe.

BIOGRAPHIE

de John Reed (1887-1920)

Par Albert Rhys Williams ¹

[Retour à la table des matières](#)

La première ville américaine où les ouvriers refusèrent de charger des munitions pour l'armée de Koltchak fut la ville de Portland sur le Pacifique. C'est, dans cette ville que, le 22 octobre 1887, était né John Reed.

Son père était un de ces pionniers solides, à l'âme droite, dépeints par Jack London dans ses récits sur l'Ouest américain. Homme d'une intelligence aigüe, il haïssait la fourberie et l'hypocrisie. Au lieu de se tenir du côté des gens riches et influents, il s'opposait à eux et, lorsque les trusts, comme des pieuvres gigantesques, s'emparèrent des forêts et des autres richesses naturelles de l'État. Il engagea contre eux une lutte acharnée. Il fut persécuté, battu, chassé de son emploi. Mais jamais il ne capitula devant ses ennemis.

Ainsi, John Reed reçut de son père en héritage un sang de lutteur, une intelligence de premier ordre, une âme hardie et courageuse. Ses dons éclatants se manifestèrent de bonne heure et, à la fin de ses études secondaires, il fut envoyé à Harvard, la plus célèbre université américaine. C'est là que les rois du pétrole, les barons de la houille et magnats de l'acier envoyaient leurs enfants, sachant parfaitement que ceux-ci, après quatre années de sport, de luxe et d'« étude impartiale de la science impartiale », reviendraient avec un esprit exempt du moindre soupçon de radicalisme ².

John REED passa quatre ans dans les murs de Harvard, où son charme personnel et ses talents le firent aimer de tous. Il se heurta quotidiennement aux jeunes rejetons des classes riches et privilégiées. Il écouta les cours emphatiques des professeurs de sociologie bien-pensants. Il écouta les sermons des prêtres suprêmes du capitalisme, les professeurs d'économie politique. Pour finir, il organisa un club socialiste au centre même de cette forteresse de la ploutocratie. C'était un véritable coup de poing à la face des savants ignares. Ses supérieurs se consolèrent en pensant qu'il ne s'agirait que d'une lubie de gamin.

¹ Albert Rhys William (1883-1962) fut témoin et participant à la révolution russe comme son compatriote et ami de John Reed. Il a voyagé et étudié le communisme en train de s'édifier et en fit l'apologie aux États-Unis. IL écrivit: *Through the Russian revolution*, *In the claws of the German eagle* et *Lenin the man and his work*. La biographie qu'il consacra à son ami est une apologie pleine d'une fougue révolutionnaire communiste vraiment étonnante de la part d'un américain.

² Voilà comment, dans les collèges et les universités, des dizaines de milliers de jeunes Américains sont façonnés en défenseurs de l'ordre établi, en gardes-blancs de la réaction.

« Ce radicalisme, disaient-ils, lui passera dès qu'il aura passé la porte du collège et entrera dans l'arène de la vie. »

Après avoir terminé ses études et obtenu ses titres universitaires, John REED entra dans le vaste monde et, en un temps incroyablement bref ; il le mit à ses pieds. Il le mit à ses pieds par son amour de la vie, son enthousiasme et sa plume. Encore étudiant, il avait collaboré au journal satirique *Latroon (Le Persifleur)*, et il avait fait montre d'un style aisé et brillant. Maintenant, un flot de poèmes, de récits, de drames sortait de sa plume. Les éditeurs le couvraient de propositions, les revues illustrées lui offraient des sommes presque fabuleuses, les grands journaux lui commandaient des chroniques sur les événements les plus importants de la vie étrangère.

C'est ainsi qu'il devint un pèlerin des grandes toutes du monde. Celui qui voulait se tenir au courant de la vie moderne n'ait qu'à suivre John REED comme le pétrel, oiseau des tempêtes, il était présent partout où il se passait quelque chose d'important.

À Paterson, une grève des ouvriers du textile grandit en un orage révolutionnaire : John REED était au cœur de la tourmente.

Au Colorado les esclaves de ROCKEFELLER sortirent de leurs fosses et refusèrent d'y retourner, malgré les matraques et les fusils des gardes armés : John REED était là, au côté des révoltés.

Au Mexique, les *peones* (paysans) opprimés levèrent l'étendard de la révolte et, commandés par Villa, marchèrent sur le Capitole : John REED, à cheval, avançait parmi eux.

Un compte rendu de ce dernier exploit parut dans la revue *Metropolitan* et, plus tard dans le livre *Le Mexique révolutionnaire*. Avec des couleurs lyriques, REED y dépeignait les montagnes couleur de pourpre et les immenses déserts « protégés de toutes parts par les épines des cactus géants ». Il aimait les plaines sans fin, mais davantage encore leurs habitants, exploités sans merci par les grands propriétaires et l'Église catholique. Il les décrit faisant descendre leurs troupeaux des pâturages des montagnes pour se joindre aux armées de libération, chantant le soir autour des feux de camp et se battant admirablement pour la terre et la liberté, malgré la faim et le froid, pieds nus et vêtus de haillons.

La guerre impérialiste éclate. Partout où le canon tonne, John REED est là : en France, en Allemagne, en Italie, en Turquie, dans les Balkans, en Russie. Pour avoir dénoncé la trahison des fonctionnaires tsaristes et rassemblé des documents démontrant leur participation à l'organisation de pogroms antisémites, il est arrêté par les gendarmes en compagnie du célèbre peintre Bordman ROBINSON. Mais, comme toujours, grâce à une intrigue habile, à un hasard heureux ou à un subterfuge rusé, il échappe à leurs griffes et se jette en riant dans une nouvelle aventure.

Le danger ne l'a jamais arrêté. C'était son élément naturel. Il s'est toujours faufilé dans les zones interdites, dans les lignes avancées des tranchées.

Combien est resté vivant dans ma mémoire mon voyage avec John REED et Boris REINSTEIN sur le front de Riga, en septembre 1917 ! Notre automobile faisait toute vers le sud, vers Venden, lorsque l'artillerie allemande se mit soudain à bombarder un village, à l'Est. Et ce village devint soudain pour John Reed le lieu le plus intéressant du monde ! Il insista pour que nous nous y rendions. Prudemment, nous nous mêmes à ramper quand, soudain, un énorme obus

éclata derrière nous et, du tronçon de toute sur lequel nous venions de passer, jaillit une colonne noire de fumée et de poussière.

Pris de peur, nous nous cramponnâmes les uns aux autres, mais un instant plus tard John REED était déjà tout rayonnant. Il semblait qu'une sorte de besoin impérieux de sa nature eût été satisfait.

C'est ainsi qu'il parcourait le monde, d'un pays à l'autre d'un front à l'autre, d'une aventure extraordinaire à une autre. Mais ce n'était pas simplement un aventurier, un reporter, un spectateur indifférent, un observateur impassible, des souffrances humaines. Au contraire, ces souffrances étaient les siennes propres. Tout ce chaos, cette boue, ces souffrances et ce sang versé offensaient son sentiment de la justice et des convenances. Opiniâtement, il cherchait la racine de tous les maux afin de les extirper.

Lorsqu'il revenait de ses pérégrinations à New York, ce n'était pas pour se reposer, mais pour travailler encore et défendre ses idées.

À son retour du Mexique, il déclara : « Oui, le Mexique est dans le trouble et le chaos. Mais ce n'est pas aux *péons* sans terre qu'en incombe la responsabilité ; c'est à ceux qui sèment le trouble en envoyant l'or et les armes, c'est-à-dire aux compagnies pétrolières américaines et anglaises en lutte. »

Il revint de Paterson pour organiser dans la plus vaste salle de New York à Madison Square Garden, une grandiose représentation dramatique intitulée *La bataille du prolétariat de Paterson contre le capital*.

Du Colorado, il rapporta le récit des massacres de Loodlow, dont l'horreur surpassait presque celle des fusillades de la Léna en Sibérie. Il raconta comment les mineurs furent chassés de leurs maisons, comment ils vécurent dans des tentes, comment ces tentes furent arrosées d'essence et incendiées, comment les soldats tiraient sur les ouvriers qui couraient et comment une vingtaine de femmes et d'enfants périrent dans les flammes. S'adressant à Rockefeller, roi des millionnaires, il déclara : « Ce sont vos mines, ce sont vos bandits mercenaires et vos soldats, Vous êtes des assassins ! »

Des champs de bataille également, il revint non pas avec des bavardages creux sur les férocités de tel ou tel belligérant, mais en maudissant la guerre elle-même, comme une boucherie, un bain de sang organisé par les impérialismes rivaux. Dans le *Liberator*, revue progressiste révolutionnaire à laquelle il donnait gratuitement ses meilleurs écrits, il publia un virulent article antimilitariste sous la manchette : « *Procure-toi une camisole de force pour ton fils soldat* ». Avec d'autres rédacteurs, il fut traduit devant un tribunal de New York pour haute trahison. Le procureur tenta de toutes ses forces d'obtenir un verdict sévère des jurés patriotes ; il alla même jusqu'à installer près des bâtiments du tribunal un orchestre qui jouait des hymnes nationaux pendant tout le temps des délibérations ! Mais Reed et ses camarades défendirent vaillamment leurs convictions. Après que Reed eut déclaré courageusement qu'il estimait de son devoir de lutter pour la révolution sociale sous le drapeau révolutionnaire, le procureur lui posa la question :

— Mais, dans la présente guerre, vous combattiez sous le drapeau américain ?

— Non ! fit Reed catégoriquement.

— Et pourquoi donc ?

En réponse, Reed prononça un discours passionné dans lequel il décrivit les horreurs dont il avait été le témoin sur les champs de bataille. Son récit fut si vivant et si impressionnant que même certains des jurés petit-bourgeois, pourtant prévenus, en furent émus jusqu'aux larmes. Les rédacteurs furent acquittés.

Juste au moment de l'entrée en guerre de l'Amérique, Jon REED dut subir une opération : on lui fit l'ablation d'un rein. Les médecins le déclarèrent inapte au service militaire.

« La perte d'un rein peut me dispenser de servir la guerre entre deux peuples, déclara-t-il. Elle ne me dispense pas de servir la guerre entre les classes. »

En été 1917, John REED se rendit en hâte en Russie, où il avait discerné dans les premiers combats révolutionnaires l'approche d'une guerre de classes.

Ayant rapidement analysé la situation, il comprit que la conquête du pouvoir par le prolétariat était logique et inévitable. Mais les retards et les attermolements l'inquiétaient. Chaque matin, au réveil, il constatait avec un sentiment proche de l'irritation que la révolution n'avait pas encore commencé. Enfin, Smolny donna le signal et les masses se lancèrent dans la lutte révolutionnaire. Tout naturellement, John REED s'y lança avec elles. Il était omniprésent : à la dissolution du pré-parlement, à la construction des barricades, à l'accueil délirant fait à LÉNINE et ZINOVIEV sortant de la clandestinité, à la chute du Palais d'Hiver... Mais tout cela, il l'a raconté dans son livre.

Partout où il passait, il rassemblait sa documentation. Il réunit ainsi des collections complètes de la *Pravda* et des *Izvestia*, ainsi que de toutes les proclamations, brochures et affiches. Il avait une passion particulière pour les affiches. À chaque fois qu'une nouvelle affiche paraissait, il n'hésitait pas à l'arracher du mur, s'il ne pouvait l'obtenir par un autre moyen.

En ces journées, les affiches étaient imprimées en telle quantité et avec une telle rapidité qu'il était difficile de trouver une place pour les coller sur les palissades. Les affiches des Cadets, des S.R. ; des mencheviks, des S.R. de gauche et des bolcheviks se collaient les unes par-dessus les autres, en couches si épaisses qu'un jour Reed en arracha seize superposées. Il fit irruption dans ma chambre, brandissant l'énorme plaque de papier en criant : « Regarde ! j'ai raflé en un coup toute la révolution et la contre-révolution ! »

C'est ainsi qu'il se constitua, par différents moyens, une admirable collection de documents. Elle était si belle que, lorsqu'il arriva au port de New York, après 1918, les agents de l'attorney général américain l'en dépossédèrent. Il réussit néanmoins à en reprendre possession et à la dissimuler dans la petite pièce new-yorkaise où, parmi le fracas des métros aériens et souterrains qui couraient au-dessus de sa tête et sous ses pieds, il tapa à la machine *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

Naturellement, les fascistes américains n'avaient pas envie que le public connût ce livre. À six reprises, ils s'introduisent dans les bureaux de la maison d'édition pour essayer de voler le manuscrit. Une photographie de John Reed porte cette dédicace : « À mon éditeur Horace Liveright, qui a failli se ruiner en imprimant ce livre.

Celui-ci ne fut pas le seul fruit de son activité littéraire liée à la propagation de la vérité sur la Russie. La bourgeoisie ne voulait naturellement pas entendre parler de cette vérité. Haïssant et craignant la Révolution russe, elle tentait de la noyer dans un torrent de mensonges. Les

tribunes politiques, les écrans des cinémas, les colonnes des journaux et des revues déversaient sans fin des flots de calomnies odieuses. Les revues qui qu'émandaient naguère les articles de Reed n'imprimaient plus une seule ligne écrite par lui.

Mais elles ne pouvaient l'empêcher de parler. Et il parlait à des meetings où des foules se pressaient.

Il fonda une revue. Il devint rédacteur de la revue socialiste de gauche *The Revolutionary Age*, puis du *Communist*. Il écrivait article sur article pour le *Liberator*, parcourait le pays, participait à des conférences, bourrant de faits tous ceux qui l'écoutaient, leur communiquant son enthousiasme, son ardeur révolutionnaire. Enfin, il organisa au centre du capitalisme américain le Parti ouvrier communiste, exactement comme, dix ans auparavant, il avait organisé un club socialiste au centre de l'Université de Harvard.

Selon leur habitude, les « sages » s'étaient trompés. Le progressisme de John Reed était tout ce qu'on voulait excepter une « lubie éphémère ». Contrairement aux prophéties, le contact avec le monde extérieur n'avait nullement guéri Reed. Il n'avait fait qu'affermir et renforcer son progressisme. À quel point ce progressisme était à présent solide et profond, la bourgeoisie pouvait s'en convaincre en lisant *The Voice of Labour*, le nouvel organe communiste dont Reed était le rédacteur. La bourgeoisie américaine comprenait qu'un authentique révolutionnaire était enfin apparu dans sa patrie. Aujourd'hui, ce seul mot de « révolutionnaire » la fait frémir ! Certes, il y a eu des révolutionnaires en Amérique dans un passé reculé, et maintenant encore existent dans ce pays des sociétés hautement honorées et respectées, dans le genre des « Filles de la Révolution américaine ». C'est la façon de la bourgeoisie réactionnaire de rendre hommage à la Révolution de 1776. Mais ces révolutionnaires sont depuis longtemps partis dans un autre monde. Tandis que John Reed, révolutionnaire vivant, incroyablement vivant, est un défi à la bourgeoisie !

Il ne lui reste qu'une chose à faire : tenir Reed sous les verrous. Aussi on l'arrête. Pas une fois, ni deux, mais vingt fois. À Philadelphie, la police ferme la salle de réunion où il doit prendre la parole. Mais il grimpe sur une caisse à savon et, de cette tribune, s'adresse à la foule immense qui obstrue la rue. Ce meeting à un tel succès et suscite tant de sympathie que, lorsque Reed est arrêté pour avoir « troublé l'ordre public », il est impossible d'obtenir des jurés un verdict de condamnation. Aucune ville américaine ne se sent tranquille aussi longtemps qu'elle n'a pas arrêté John Reed, fût-ce une seule fois. Mais il réussit toujours à obtenir sa liberté sous caution ou un ajournement du jugement, et il se hâte d'aller livrer bataille dans une nouvelle arène.

C'est devenu une habitude pour la bourgeoisie occidentale d'attribuer tous ses malheurs et tous ses insuccès à la révolution russe. L'un des crimes les plus affreux de cette Révolution était d'avoir fait de ce jeune Américain si doué un fanatique de la Révolution ainsi pense la bourgeoisie. La réalité est quelque peu différente.

Ce n'est pas la Russie qui a fait de John Reed un révolutionnaire. Un sang révolutionnaire américain coulait dans ses veines depuis le jour de sa naissance. Oui, bien que l'on représente constamment les Américains comme des gens bien nourris, satisfaits et réactionnaires, l'indignation et la révolte coulent encore dans leurs veines. Souvenez-vous des grands révoltés du passé : Thomas Paine, Walt Whitman, John Brown et Parsons. Et aujourd'hui, les camarades et compagnons de combat de John Reed : Bill Heywood, Robert Mynor, Rootenberg et Foster !

Souvenez-vous des sanglants conflits industriels de Homestead, Pulman et Lawrence et de la lutte de l'I.W.W. Tous – ces leaders et ces masses – sont d'origine purement américaine. Et bien qu'à l'heure actuelle cela ne soit pas absolument évident, le sang des américains est fortement imprégné d'esprit de révolte.

On ne peut donc pas dire que la Russie ait fait de John Reed un révolutionnaire. Mais elle a fait de lui un révolutionnaire conséquent et ayant une pensée scientifique. Voilà son grand mérite. Elle l'a obligé à couvrir sa table de travail des livres de Marx, Engels et Lénine. Elle a lui a donné la compréhension du processus historique et de la marche des événements. Elle l'a obligé à remplacer ses vues humanitaires un peu vagues par les faits durs en brutaux de l'économie. Et elle l'a incité à devenir l'éducateur du mouvement ouvrier américain et à tenter de l'asseoir sur les fondations scientifiques sur lesquelles il avait édifié ses propres convictions.

« La politique n'est pas ton fort, John » lui disaient parfois ses amis. « Tu n'es pas un propagandiste, mais un artiste. Tu dois consacrer ton talent à un travail littéraire créateur ! » Il sentait souvent la vérité de ces mots, car dans sa tête prenaient constamment naissance de nouveaux poèmes, de nouveaux drames, qui cherchaient constamment leur expression, aspiraient à revêtir une forme déterminée. Et, lorsque ses amis insistaient pour qu'il laissât de côté la propagande révolutionnaire et se mît à écrire, il répondait avec un sourire : « C'est bon, je vais m'y mettre. »

Mais pas un seul instant il n'interrompit son activité révolutionnaire. C'était au-dessus de ses forces ! La Révolution russe s'était emparée de lui corps et âme. Elle avait fait de lui son adepte, l'avait obligé à soumettre son humeur anarchique, hésitante, à la discipline sévère du communisme ; elle l'avait envoyé, comme une sorte de prophète au flambeau embrasé, dans les villes d'Amérique ; elle l'appela à Moscou en 1919 pour travailler à l'Internationale communiste à l'unification des deux partis communistes des États-Unis.

S'étant armé de nouveaux faits de la théorie révolutionnaire, il se lança à nouveau dans un voyage clandestin à destination de New York. Dénoncé par un matelot, débarqué du navire, il fut jeté en cellule dans une prison de Finlande. De là, il revient à nouveau en Russie, écrit dans l'*Internationale communiste*, rassemble des documents pour un nouveau livre, est délégué au Congrès des peuples d'Orient à Bakou. Mais ayant contracté le typhus (probablement au Caucase), épuisé par un labeur excessif, il ne peut résister à la maladie et succombe le dimanche 17 octobre 1920.

Nombre de combattants semblables à John Reed ont lutté contre le front contre-révolutionnaire en Amérique et en Europe aussi vaillamment que l'Armée rouge a combattu la contre-révolution en U.R.S.S. Les uns sont tombés victimes des pogroms, d'autres se sont tus à jamais dans les prisons. L'un a péri durant une tempête en mer Blanche, alors qu'il retournait en France. Un autre s'est écrasé sur San Francisco, en tombant d'un avion d'où il lançait des proclamations protestant contre l'intervention. Aussi furieux qu'ait été l'assaut de l'impérialisme contre la révolution, il aurait pu l'être encore davantage sans ces combattants. Eux aussi ont fait quelque chose pour contenir la pression de la contre-révolution. Ce ne sont pas seulement les Russes, les Ukrainiens, les Tatars et les Caucasiens qui ont aidé la révolution russe, mais aussi, bien qu'à un degré moindre, des Français, des Allemands, des Anglais et des Américains. Parmi ces « non-russes », la figure de John Reed se dresse au premier plan, car c'était un homme aux dons exceptionnels, abattu dans le plein épanouissement de ses forces...

Lorsque la nouvelle de sa mort arriva de Helsingfors et de Revel, nous fûmes convaincus que ce n'était qu'un mensonge de plus parmi ceux que fabriquent quotidiennement les usines à mensonges contre-révolutionnaires. Mais, lorsque Louise Bryant confirma cette nouvelle bouleversante, nous dûmes, malgré notre douleur, abandonner l'espoir qu'elle serait démentie.

Bien que John Reed fût mort en exil et menacé d'une peine de cinq ans d'emprisonnement, la presse bourgeoise elle-même rendit hommage à l'artiste et à l'homme. Un grand soulagement envahit le cœur des bourgeois : John Reed n'était plus, qui savait si bien démasquer leurs mensonges et leur hypocrisie, et dont la plume les fouaillait si durement.

Les milieux progressistes d'Amérique ont subi une perte irréparable. Il est très difficile aux camarades qui vivent hors d'Amérique de mesurer le sentiment de perte que sa mort provoqua. Les Russes considèrent comme une chose tout à fait naturelle et allant de soi qu'un homme doive mourir pour ses convictions. Dans ce domaine, aucun sentiment n'est d'usage. En Russie soviétique, des milliers et des dizaines de milliers d'hommes sont morts pour le socialisme. Mais, en Amérique, de tels sacrifices ont été relativement peu nombreux. Si l'on veut, John Reed fut le premier martyr de la révolution communiste, le premier des milliers à venir. La fin soudaine de sa vie véritablement météorique, dans la fontaine Russie fermée par le blocus, fut un coup terrible pour les communistes américains.

Une seule consolation reste à ses vieux amis et camarades : John Reed repose dans le seul endroit au monde où il voulait reposer, sur la Place Rouge, contre le mur du Kremlin.

Là, sur sa tombe a été érigé un monument conforme à son caractère, sous la forme d'un bloc de granit brut, sur lequel sont gravés les mots :

« JOHN REED,

DÉLÉGUÉ À LA III^e INTERNATIONALE, 1920. »

Dix jours qui ébranlèrent le monde.

PRÉFACE

À l'édition américaine

Vladimir OULIANOV, dit Lénine

Fin 1919

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir lu avec un immense intérêt et la même attention jusqu'au bout le livre de John Reed : Dix jours qui ébranlèrent le monde, je recommande du fond du cœur cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues, car il donne un tableau exact et extraordinairement vivant d'événements qui ont une si grande importance pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. Ces questions sont aujourd'hui l'objet d'une discussion générale, mais avant d'accepter ou de rejeter les idées, il est indispensable de comprendre toute la signification du parti que l'on prendra. Le livre de John Reed, sans aucun doute, aidera à faire la lumière sur ce problème fondamental du mouvement ouvrier universel.

Dix jours qui ébranlèrent le monde.

PRÉFACE

De la légende à l'histoire

Ewa BÉRARD.

Juin 1996

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque, le 10 septembre 1917, John Reed débarque à Petrograd en compagnie de sa femme, Louis Bryant, il vient d'avoir trente ans et il est déjà un écrivain célèbre aux États-Unis par ses reportages et ses livres.

Avec la guerre en Europe, il a cru voir « la civilisation vaciller et s'écrouler ». Il est allé voir de près, sur les fronts français et allemands d'abord, puis sur le front de l'Est. Il est revenu hanté par la « monstrueuse machine de mort » déchaînée, écrit-il, par les intérêts des capitalistes nationaux, et persuadé que son pays devait rester à tout prix à l'écart de la démence européenne. Socialiste, mais avant tout antimilitarisme, il a soutenu, en 1916, la candidature de Wilson qui briguait un deuxième mandat à la présidence des États-Unis, parce que celui-ci promettait de garder la neutralité.

Or, une fois réélu, Wilson a viré de bord et annoncé, au début d'avril 1917, l'entrée des États-Unis dans la guerre aux côtés des Alliés. Au même moment, à Petrograd, capitale de l'empire déchiré par les secousses de la révolution de février, Lénine, rentré d'exil, réclamait « tout le pouvoir aux soviets » et la fin immédiate des hostilités ? Du coup, John Reed a trouvé, pour la cause du pacifisme, une nouvelle raison d'espérer ; attentif aux slogans des bolcheviks, il s'est bientôt convaincu que le destin de la guerre se jouait désormais dans la tourmente russe – et qu'il ne saurait en être absent : « De grands et terribles événements se préparent en Europe, des événements que seule l'imagination d'un poète aurait pu concevoir. »

« En Amérique, nous possédons un grand empire, mais nous vivons comme s'il était aussi peuplé que l'Angleterre. [...] Nos rues sont étroites et nos villes congestionnées. [...] Chaque famille est une cellule fermée, repliée sur elle-même, fanatiquement "privée". La Russie est également un grand empire mais les gens y vivent comme s'ils le savaient. » écrivait-il en 1916 dans *La Guerre dans les Balkans*. Car la Russie n'est pas tout à fait une inconnue pour lui : il l'a découverte à l'automne 1915, au cours d'un périple de six semaines semé d'aventures – arrêté comme espion alors qu'il était entré en Bukovine par la Roumanie faire un reportage sur le front russe, menacé d'exécution, il a été amené, à son corps défendant, jusqu'à Saint-Pétersbourg. Il n'a certes pas eu la révélation d'une terre promise de la révolution sociale ; mais, au-delà de ses descriptions de l'arrogance des officiers et de l'abrutissement d'un peuple endormi, on devine dans son récit une fascination pour cet immense pays qui, contrairement à une Amérique qu'il trouve prématurément vieillie, poursuivait encore, généreux et violent, la quête de la « frontière », de l'impossible dans le temps et dans l'espace. Dans la mythologie

personnelle de Reed, la Russie est une terre où tout est encore possible, une « force de la nature ». Et *a fortiori* quand y éclate la révolution.

À Petrograd, son attente n'est pas déçue. Au moment où il arrive, le gouvernement provisoire de Kerenski vient de juguler sur sa droite le putsch du général Kornilov, et il doit affronter sur sa gauche les coups de boutoir des bolcheviks et des soviets. John Reed écrit à son ami Boardman Robinson, le compagnon du voyage de 1915 : « Les choses vont se passer ici. Il est possible que les généraux avancent par le feu et le fer. Dans tous les cas de figure, le sang coulera – à flots... »

Effectivement, les « choses » vont vite. Le 23 octobre (5 novembre nouveau style), il prend encore une interview de Kerenski. Deux jours plus tard, dans la nuit du 25 (7 novembre), il monte avec les soldats mutinés de l'Institut Smolny à bord d'un camion qui se dirige vers le Palais d'Hiver. Muni d'un laissez-passer établi par le Comité militaire révolutionnaire, il pénètre dans le palais des Romanov déjà investi par les gardes rouges.

Il est décidément séduit par la détermination des bolcheviks dans la poursuite de leur but unique, la prise du pouvoir – leur « audace », dit-il, en reprenant le terme de Danton – par leur programme précis qui reflète les aspirations du peuple – bref par tout ce qui tranche, chez eux, sur une intelligentsia russe qu'il juge indolente et bavarde. Son enthousiasme se mue définitivement en engagement. Du jour au lendemain, il devient un « révolutionnaire professionnel » – encore qu'un peu gêné par un certain goût de la provocation qui lui vient de ses années du Village et de ses exploits de journaliste. Il entre au *Bureau de propagande internationale* dirigé par Karl Radek, où il rédige les tracts antimilitaristes destinés aux soldats allemands. Le 18 janvier 1918, il est témoin de la dispersion manu militari de l'Assemblée constituante. Le lendemain, il patrouille, fusil en main, devant le ministère des affaires étrangères. Cinq jours plus tard, au palais de Tauride, où se tient le III^e Congrès des soviets, il joint sa voix au chœur qui acclame le nouveau régime et il y déclare que « la révolution russe ne manquera pas de produire un impact sur les masses américaines opprimées et exploitées ». Pour couronner le tout, il se fait nommer par Trotsky (commissaire aux Affaires étrangères) ... consul général de la république russe à New York. Les services diplomatiques américains sont en émoi. Lénine lui-même en est agacé et fait échouer le projet : est-ce pour cela que, dans les Dix jours, John Reed écrira que le chef de la révolution manquait de sens de l'humour – remarque qui, curieusement, sera censurée dans les rééditions soviétiques post-staliniennes ?

En attendant, l'ambassadeur des États-Unis à Petrograd, R. Francis, s'emploie à semer d'embûches le chemin de son retour. Le journaliste est retenu six semaines à Christiana (le futur Oslo) dans l'attente d'un visa. Lorsqu'il débarque enfin dans la baie de l'Hudson à la mi-avril 1918, toutes ses notes et tous ses documents lui sont confisqués pour être visés par le Département d'État. Il est furieux : pour qui le prend ton ? N'est-il pas toujours l'illustre reporter, l'auteur du *Mexique insurgé* ? Veut-on carrément l'empêcher d'écrire son nouveau best-seller, le livre qui doit donner un sens à son voyage ? Et puis, ne rentre-t-il pas dans un pays qui se prétend la patrie de la démocratie ? Le gouvernement américain n'est-il pas tenu de respecter la Constitution et la liberté d'opinion de ses citoyens ? Déjà, pendant son séjour forcé à Christiana, il a bombardé Washington de lettres où il dénonçait l'illégalité de la décision qui l'empêchait de rentrer dans son propre pays et réclamait, factures à l'appui, le remboursement des frais ainsi occasionnés...

S'ouvre une période aride. Lui qui était, il y a peu encore, l'un des journalistes les plus en vogue sur la place de New York, il s'est aliéné tous les grands organes de presse par ses prises de position « antipatriotiques ». Les rapports des services du contre-espionnage le qualifient d'agitateur bolchevique très actif, probablement l'un des plus forts dans notre pays grâce à ses contacts avec le gouvernement *bolchevik* », et tous ses pas sont étroitement surveillés. Empêché d'écrire, il se tourne vers la propagande de masse : de réunions antimilitaristes en meetings d'information sur la révolution russe, il ne s'accorde aucun répit. Fin mai 1918, il rassemble cinq mille personnes au New Star Casino de New York : « J'ai pris la parole devant le III^e Congrès national russe, et me voici ici pour vous raconter l'histoire. » Peu nombreux sont les Américains qui peuvent se prévaloir d'une telle expérience, et moins nombreux encore ceux qui s'y réfèrent pour lancer un appel au président Wilson en faveur de la reconnaissance de la Russie bolchevique. Une vague de psychose patriotique, militariste et anti-rouge déferle sur les États-Unis : l'*Espionnage Act*, destiné à protéger l'effort de guerre, vient d'être promulgué et le nouveau décret contre la sédition prévoit des peines allant jusqu'à vingt ans de prison ; cependant, Reed, poursuivi par les mouchards et couvert d'amendes, ne cesse de tonner contre l'intervention des Alliés en Sibérie. À deux reprises, il se trouve sous le coup d'une inculpation d'espionnage, à deux reprises il réussit à passer à travers les mailles. Et c'est avec toute l'indignation d'un persécuté qu'il décrit la Russie bolcheviste, dans le *Liberator*, comme un pays où « presque personne n'est emprisonné à cause de ses opinions. »

Vient enfin l'armistice du 11 novembre 1918. Le Département d'État lui restitue ses notes. Il loue une chambre à Greenwish Village et c'est là que d'un trait, en deux mois, il rédige les *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Publié en mars 1919, le livre est aussitôt salué par les journaux de tous bords comme une œuvre « prophétique », « éblouissante » et fondamentale pour qui veut connaître les bolcheviks.

Cependant, Reed s'engage toujours davantage dans la lutte politique. Il n'a plus rien de commun avec le personnage que son ami Walter Lippmann traitait ironiquement, deux ans plus tôt, de « guérillero romantique ». Il se lie avec l'aile gauche du Parti socialiste et, dès avril 1919, il assume la rédaction de son nouvel hebdomadaire, le *New York Communist*. Les scissions au sein des socialistes ne tardent pas à venir et, à leur suite, les scissions dans l'aile gauche, où les extrémistes des fédérations étrangères, essentiellement des émigrés russes et européens de l'Est, s'en prennent à l'opportunisme « menchevique » des travailleurs américains. Sous la direction de Louis Fraina, ils fondent le Parti communiste américain. Reed n'en fait pas partie : il dénonce leur dogmatisme, leur mépris du mouvement ouvrier américain et de son syndicat radical, l'IWW (*Industrial Workers of the World*). Pour leur faire pièce, il fonde le parti travailliste communiste. Entre les deux partis « communistes », lequel est historiquement correct ? La question ne saurait évidemment être tranchée qu'à Moscou...

C'est donc pour chercher le verdict que Reed se rend de nouveau en Russie, en novembre 1919. Affublé de fausses moustaches, muni de faux papiers, il n'oublie pas d'emporter en contrebande les *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Au Kremlin, une fois les affaires de parti réglées – les camarades américains sont priés d'abandonner leurs activités fractionnelles et de s'unir – le journaliste sollicite de Lénine une préface à la nouvelle édition de son livre. Mission accomplie, il prend le chemin du retour à la mi-mars 1920 : toujours sous une fausse identité, mais cette fois pour transporter, outre le précieux texte de Lénine, cent deux diamants et des devises destinés à subvenir aux besoins du mouvement américain. Découvert dans l'île d'Abo, il est arrêté, accusé de contrebande par les Finlandais et emprisonné dans l'attente que les

Américains aient mis au point une procédure d'inculpation de haute trahison. Finalement l'ambassade américaine refuse de lui délivrer un passeport, et il ne lui reste plus qu'à rebrousser chemin pour retourner à Moscou.

C'est là, dans la nouvelle capitale, que se jouent les derniers actes de sa vie : en juillet s'ouvre le II^e congrès de la Troisième Internationale, congrès qui doit mettre de l'ordre dans le mouvement révolutionnaire mondial et y instaurer définitivement la suprématie russe. La ligne fixée par les camarades russes, Lénine en tête, est d'en finir avec le « gauchisme infantile » des communistes étrangers, et de noyauter les partis et les syndicats « bourgeois ». C'est sur cette base que Reed s'oppose violemment à Radek, président de la Commission sur la question syndicale, et à Zinoviev, président du Komintern : il refuse fermement tout rapprochement avec les réformistes de l'AFL (*American Federation of Labour*) qu'il a toujours combattus. Il se fait traiter de « petit-bourgeois », dénoncer pour sabotage et finit, lors du vote, par se retrouver minoritaire. À la tribune, Radek déclare que « le prolétariat révolutionnaire considère la position des camarades américains comme absolument erronée ». Malgré cela, Reed est nommé membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste et, à ce titre, expédié avec le présidium au Congrès des peuples de l'Orient à Bakou – ce qui a le double avantage de l'impliquer plus avant dans des manipulations de l'appareil et de l'éloigner un temps de Moscou. À son retour dans la capitale, il confie à ses amis et à Louise Bryant combien il a été choqué par les appels à la « guerre sainte » contre l'impérialisme, écœuré par la morgue et le goût du luxe de **Zinoviev** ; mais, dans ses articles, il n'en chante pas moins le « chemin de la liberté » frayé par la révolution russe. Les témoignages de ses proches s'accordent pour dire qu'il est profondément démoralisé, et certains, comme Angelica Balabanoff ou Louise Bryant, affirmeront qu'il est allé jusqu'à présenter sa démission du Comité exécutif du Komintern ; par-dessus tout, semble-t-il, il aspire à rentrer aux États-Unis et à se consacrer au mouvement communiste dans son propre pays.

Trop tard. À Bakou, il a contracté le typhus. La lucidité de jugement acquise au cours des dernières semaines demeure cependant intacte : il fait venir Louis Fraina à son chevet et lui demande de surveiller la publication en anglais de ses déclarations sur la question syndicale, la version russe les reproduisant dans une traduction très inexacte. Il meurt le 17 octobre 1920. Son corps reste exposé au temple du travail pendant sept jours, entouré d'une garde d'honneur, salué par les leaders bolcheviques et par des milliers de Moscovites. Il est le deuxième étranger – après Inès Armand – à recevoir une sépulture sous les murs de la forteresse des tsars.

Tout est prêt désormais pour faire naître une légende. Elle ne tarde pas à éclore, riche, multiple et tronquée au gré des usages. Le bohème de Greenwich Village le dispute en couleurs au journaliste de talent, le fils d'un prospère Yankee et le diplômé de Harvard au Kominterniste déguisé, le poète au bolchevique. De nos jours encore, Régis Debray ne se souvient-il pas d'avoir rêvé, dans les années soixante, de devenir le John Reed de la révolution cubaine ? En 1948, Claude Roy confesse qu'il est venu au Parti grâce à la lecture des romans de Malraux, des poèmes de Maïakovski, et des *Dix jours*. Dans les années 30, aux États-Unis, les Clubs John Reed ont fait bonheur d'un millier d'écrivains prolétariens, tandis que, sur la Volga, son nom était donné aux bateaux à vapeur. Les anthologies de la littérature américaine moderne ont publié des extraits des *Dix jours* entre Hemingway et Dos Passos : Noël Coward et Cary Grant ont caressé le projet d'en tirer un film où ils incarneraient Reed.



Passons au plus sérieux, c'est-à-dire à la préface de Lénine. « Je recommande ce livre du fond du cœur aux travailleurs du monde entier », écrivait celui-ci. « Voici un livre que j'aimerais voir tiré à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes langues, car il décrit d'une manière véridique et extraordinairement vivante des événements d'une importance considérable pour comprendre ce qu'est la révolution du prolétariat, ce qu'est la dictature du prolétariat. Ces questions font à l'heure actuelle l'objet d'un vaste débat (...). Le livre de John Reed va certainement contribuer à faire la lumière sur ce problème, problème fondamental qui se pose devant le mouvement ouvrier international. »

Par ces quelques lignes, qui ne seront publiées en Russie soviétique qu'en 1923 ; trois ans après la mort de Reed, conjointement avec une préface de Nadejda Kroupskaïa, Lénine donnait au livre la valeur d'un témoignage officiel et d'une contribution essentielle, alors que le « vaste débat » avait déjà tourné à la glose. Dans l'historiographie communiste, très vite mise sous le double signe de l'hagiographie et des batailles fratricides autour de l'héritage d'Octobre, les *Dix jours* prenaient ainsi valeur de « document sensible ». Trop sensible ? La préface de Lénine disparaîtra purement et simplement de la quatrième édition de ses *Œuvres complètes*.

C'est Trotsky qui, le premier, en 1924, recourt aux *Dix jours* comme à une arme politique : il s'agit pour lui, alors que Kamenev et Zinoviev se sont rangés derrière Staline, de s'appuyer sur le témoignage de Reed pour rappeler leur pusillanimité à la veille des journées de l'insurrection. Staline réplique immédiatement que le journaliste américain n'avait pas grand-chose à voir avec le parti bolchevique et qu'il avait été réduit à collecter des « rumeurs absurdes ». Ajoutons ce détail important pour mieux comprendre la suite : parmi les quelques deux cents noms cités par Reed, celui de Staline ne l'est qu'une seule fois, et encore en bas d'une déclamation... Un tel détail ne pouvait rester impuni. Mais il est trop tard pour la vengeance.

Au cours des années vingt, les *Dix jours* sont constamment réédités dans le monde entier, cités par les historiens, utilisés à fond par les écrivains. Entre 1923 et 1930, le livre connaît douze éditions en Union soviétique, huit aux États-Unis et au Canada.

Toutefois, c'est sur la conjonction de deux noms que le mythe va prendre vraiment son essor : ceux de John Reed et de Serge Eisenstein.

En automne 1926, Kalinine, le chef du gouvernement soviétique, convoque Eisenstein, alors au sommet de sa gloire internationale après *Le Cuirassé Potemkine*, pour lui commander, toutes affaires cessantes, une œuvre destinée à marquer le dixième anniversaire d'Octobre. Il lui tend le livre de Reed : « Voici un bon livre, Lénine l'appréciait beaucoup. Il va vous être utile. » Et le chef du gouvernement conclut d'une voix solennelle : « Dans votre film, nous espérons voir l'image de Vladimir Ilitch, guide de la révolution socialiste, fondateur de l'État soviétique. » Grigori Alexandrov, l'assistant d'Eisenstein, confirme dans ses souvenirs ce rôle directeur du livre dans la naissance du film *Octobre* : « Il nous a donné le courage de nous lancer dans cette entreprise dont la hardiesse frôlait l'insolence ». D'ailleurs, dans les programmes de la commission de l'Anniversaire, le film figurera jusqu'à sa sortie sous le titre : *Les Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Pour le reste, le cadre chronologique » du récit de Reed étant trop étroit, Eisenstein est obligé de le « compléter » par d'autres témoignages et des romans. Bien lui en

prend de ne pas lier uniquement le sort de son film à celui du livre car, dix ans plus tard, ce dernier sera enterré...

Réunis par une commande officielle, le livre de Reed et le film d'Eisenstein fusionnent pour constituer un formidable réservoir de la mythologie d'Octobre, un point de référence et une matrice d'enthousiasme pour des générations de communistes et de sympathisants. Certes, hyperbolisés et traités en symboles, les cadrages célèbres qu'Eisenstein emprunte à Reed – tels la prise du Palais d'Hiver, sa défense par le bataillon féminin ou encore l'ouverture des ponts sur la Neva – ont une valeur toute différente dans les deux œuvres. Et pourtant, une filiation souterraine, une parenté dans le traitement dramaturgique de l'histoire, donnent à cet alliage forcé la magie du mythe. Le point de vue constamment mouvant du récit de Reed qui balaie Petrograd à la façon d'une caméra, le rythme saccadé des séquences, la foule élevée au statut de héros, les portraits collectifs entrecoupés d'épures de personnages-clés, l'abandon de la narration descriptive et des notations poétiques si caractéristiques des précédents reportages de Reed – autant de modernismes qui ne pouvaient que séduire Eisenstein. Les affiches et les tracts que l'auteur a incorporés dans le corps du récit ne sont-ils pas déjà des essais de collages, tels que Dos Passos, son ami et admirateur, les rendra plus tard célèbres ?

Puis c'est l'ère stalinienne. Il y a désormais des mythes, dans l'Union soviétique de Staline, qui sont aussi dangereux que les faits. Dès 1935, les noms de Trotsky de Zinoviev, de Kamenev, puis bientôt celui de Bakhounine, disparaissent des récits de l'insurrection d'Octobre, entraînant dans leur perte ceux qui les ont écrits, imprimés ou lus. Toute évocation des *Dix jours* est entourée d'un arsenal de qualificatifs et de précautions. Dans sa monumentale histoire du stalinisme rédigée dans la semi-clandestinité durant les années soixante, Roy Medvedev relèvera qu'en 1937-1938 « on envoyait des membres du Parti en prison ou dans les camps sous le seul prétexte qu'ils détenaient chez eux le livre de John Reed ».

Éclipse quasi complète, donc. Et pas seulement en URSS. En France, les Éditions Sociales internationales ne rééditeront plus le livre après 1928. La seule exception se situe aux États-Unis : en 1935, à l'instigation de Max Eastman, Random House sort une nouvelle édition, et le communiste Granville Hicks publie la première biographie complète de Reed, *The Making of a Revolutionary*.

Vingt ans passent, et vient la seconde naissance : à la faveur du « Rapport secret » de Nikita Khrouchtchev au XX^e Congrès, en juin 1956, et dans le sillage de la nouvelle édition des *Œuvres complètes* de Lénine où la célèbre préface reprend sa place, les *Dix jours* refont surface. Ils sont réédités en 1957. Les tirages se succèdent. En 1968, le titre est admis au sein de la prestigieuse collection russe « Littérature mondiale ». Les partis communistes étrangers emboîtent le pas : en France, le livre reparaît aux Éditions Sociales. Ce retour en force ne saurait étonner : le récit de Reed offrait en effet tous les ingrédients susceptibles de nourrir l'imagerie du « dégel » : il montre une révolution jeune, innocente et exaltante, un soulèvement spontané des masses, primitives et désemparées mais par là même authentiques, un Lénine tour à tour modeste et pathétique mais toujours tellement « humain », un Trotsky et Boukharine certes fanatiques mais entièrement dévoués à la cause, la figure de Staline carrément absente, et, pour couronner le tout, un auteur peu conforme à l'icône communiste, doté du halo fascinant de son passé dans la Sierra mexicaine et à Greenwich Village. Le théâtre de la Taganka adapte le livre pour la scène en 1965 – la pièce aura plus de six cents représentations à Moscou ! –, Les théâtres de Berlin-Est et de Varsovie la jouent avec succès, les Anglais et les Soviétiques tournent un

film en coproduction, Francesco Rosi en Italie, et le producteur Paul Lévi en France projettent d'en réaliser un, chacun de son côté. En 1981, *Reds* de Warren Beatty parachève la légende.

*
* *

Le jour arrive cependant où la légende finit par se heurter à l'histoire.

La science historique soviétique fermement tenue sous contrôle pendant le « dégel », ne progressait que très lentement parmi les méandres et les interdits de la déstalinisation. Au cœur de ses tabous le plus jalousement gardés reposaient les symboles fondateurs de l'État soviétique : Lénine et les journées d'Octobre. Cinquante ans encore après leur première publication, les *Dix jours* demeuraient toujours un document aussi « sensible ».

Ce n'est qu'en 1938 que paraît à Moscou un petit livre d'Abel Startsev qui rompt avec la vulgate : les *Blocs-notes russes de John Reed*. Envoyé aux États-Unis pour consulter les archives de John Reed, Startsev ne peut, à son retour, les publier que sous forme de citations (la 2^e édition de son livre, en 1977, sera « élargie et révisée »), mais son travail marque un tournant.

Qu'explique Startsev de nouveau ? Que même si Lénine a recommandé le livre de Reed à des millions de travailleurs et souhaité le voir imprimé à des millions d'exemplaires, celui-ci ne doit pas être pris pour une description précise, objective et complète de l'insurrection. Or, s'abritait derrière la caution du grand Lénine, les historiens ont renoncé à toute analyse critique du récit et l'ont pris directement comme source historique, sans la moindre des précautions d'usage dans le traitement de tels documents, fussent-ils des chefs-d'œuvre. Et Startsev de relever des répliques, voire des passages entiers de discours, que John Reed a attribués à tort à Lénine. À commencer par ces paroles maintes fois citées par lesquelles Lénine aurait fixé, lors de la « conférence historique » des dirigeants bolcheviques du 21 octobre (3 XI), la date de l'insurrection : « le 6 novembre, ce sera trop tôt [...]. D'une part, le 8 novembre, ce serait trop tard [...]. Nous devons agir le 7, jour où le Congrès se réunit. » (p. 91 de la présente copie). En fait, la réunion du Comité central du 21 octobre s'est déroulée à huis clos et l'intervention de Lénine a été rapportée à Reed par Volodarski, qui parlait anglais. Le seul problème, c'est que Lénine en était absent... Pour Startsev, cette erreur et bien d'autres (voir, par exemple, la note de Vladimir Pozner, p. 75 de la présente copie) s'expliquent aisément si l'on tient compte du fait que Reed ne connaissait pas le russe et qu'il « manquait d'expérience politique ». Et, pour faire bon poids, l'historien russe ajoute que son ignorance des « bases du bolchevisme » et du passé du Parti l'ont également empêché de « pénétrer l'essence du trotskysme » ...

Il est vrai que lorsqu'il est arrivé en Russie à l'automne 1917, Reed ignorait tout de ses futurs classiques. C'est ainsi qu'à la mi-octobre, alors qu'il s'appêtait à interviewer Trotsky, il lui fallut s'informer au préalable de la signification du terme « dictature du prolétariat » : « Volodarski me l'a décrite comme une "sorte de gouvernement informel, sensible à la volonté populaire, laissant les rênes libres aux forces locales". » (Comment ne pas évoquer ici Lénine qui recommandait le livre "pour comprendre ce qu'est la dictature du prolétariat"...). C'est seulement à son retour aux États-Unis que, profitant en quelque sorte des loisirs qui lui ont été imposés par le Département d'État, il s'est attelé à une étude systématique de la révolution russe à partir de 1905 ; il a d'ailleurs envisagé de la placer en introduction à son livre. Mais au-delà ? L'histoire du pays, de son peuple, de ses révoltes ? Non seulement Reed ne la connaissait pas

– et il n’y a rien d’anormal à cela –, mais sa fascination pour les bolcheviks, pour l’emprise qu’ils exerçaient sur l’histoire et sur les masses, pour l’habileté avec laquelle ils maniaient l’esprit et la force, l’empêchaient de songer à explorer l’histoire. Obstinément, il oblitérait tout ce qui pouvait paraître sombre et inquiétant dans le passé russe : en cela, il se présente comme un précurseur des « compagnons de route ».

Cet écrivain qui, chez lui, n’a pas été seulement journaliste mais poète et homme de théâtre a évité, une fois arrivé en Russie, tout contact avec ses semblables. Dans ce Petrograd de l’hiver 1917-1918, dont tant de témoignages nous racontent combien la vie littéraire et artistique était foisonnante, indifférente aux balles et au froid, Reed n’a fréquenté que les meetings et les usines, les sièges des partis, la Douma et l’Institut Smolny. S’il lui arrive d’aller au théâtre, c’est pour stigmatiser l’indifférence du public bourgeois... S’il lui arrive d’évoquer les intellectuels, lui l’ancien du Village, c’est avec condescendance : « Ah, cette intelligentsia russe ! Comme elle méconnaît les masses russes et comme elle leur est hostile ! »

L’une des très rares exceptions à ce désintérêt aurait pu être Gorki. L’auteur des *Bas-fonds*, l’ancien compagnon de Lénine qui avait sillonné les États-Unis en 1906 pour quêter en faveur des révolutionnaires russes emprisonnés, avait de quoi attirer John Reed. Mais il venait justement de quitter le camp des vainqueurs et, dans la *Vie nouvelle* (*Novaïa jizn*), le journal des socialistes internationalistes, il dénonçait avec véhémence les ambitions dictatoriales de ses anciens amis. La rencontre des deux hommes fut un fiasco, et Gorki ne voulut pas revoir le journaliste américain. D’ailleurs celui-ci était-il capable de l’écouter ? À plusieurs reprises, dans les *Dix jours*, on croise des avertissements angoissés émanant d’opposants de gauche – mencheviks, bundistes ou SR, délégués des soviets de l’intérieur et du front – qui accusaient Lénine et Trotsky de manipulations, dénoncent les usurpateurs, lancent des mises en garde pathétiques devant le danger de guerre civile. Reed consigne ces protestations et ces appels, mais c’est pour reporter aussitôt son regard passionné sur les vainqueurs. Il n’hésite pas à donner des leçons : le peuple russe et les lois d’airain de la révolution ? Qui les connaît mieux que lui ? Et il ne traite pas Gorki autrement que les autres voix critiques. Si les prises de position de celui-ci ponctuent le récit des *Dix jours*, une lettre de Reed à Upton Sinclair, datée de juin 1918, nous éclaire davantage sur les idées de l’auteur. Il y ridiculise un Gorki qui s’émeut des lynchages sur les ponts de Petrograd ou des batailles fratricides autour du Kremlin moscovite : « C’était sûrement la première fois qu’il voyait un combat », écrit, en combattant chevronné, celui qui fut le compagnon de Pancho Villa. Gorki dénonce l’engrenage de la violence dans lequel les bolcheviks entraînent le peuple russe au risque de briser la mince couche de civilité ? C’est qu’il manque d’éducation politique : « Ces “rumeurs monstrueuses” vont de pair avec nombre de légendes qui trouvent chez Gorki une oreille complaisante. Tu comprends, il est convaincu que les Russes sont des monstres. » Pour Reed, les préjugés de l’écrivain russe le condamnent à rester aveugle devant « la beauté et la grandeur de la chose dans son ensemble ».

Or aussi étonnant que cela puisse paraître, les tableaux que Reed brosse du peuple russe ne diffèrent pas vraiment de la vision qu’en a Gorki. Les « masses » dépeintes dans les *Dix jours* – essentiellement les paysans venus à Petrograd pour assister au Congrès des soviets et les matelots armés qui patrouillent dans les rues – ne se distinguent guère, et c’est un euphémisme, par leur conscience de classe ni par leur autonomie d’action. Elles sont toujours aussi « frustes » et « larges d’épaules » que celles que Reed a décrites en 1915, toujours se « grattant la tête d’un air embarrassé » devant une situation tant soit peu conflictuelle, manifestant leur soulagement à l’arrivée des chefs bolcheviques. Tout se passe comme si, voyant et enregistrant une certaine

réalité – celle-là même qui fait trembler Gorki et beaucoup d'intellectuels russes – il était décidé à n'en pas tenir compte au nom de « l'audace » bolchevique à bousculer l'histoire.

D'autres ont dit, comme Vladimir Pozner dans sa postface, le talent de l'écrivain et la flamme de son enthousiasme. Eût-il dépassé sa trente-troisième année, on peut penser qu'il serait devenu écrivain de la taille d'un Hemingway ou d'un Dos Passos. On peut aussi l'imaginer en homme politique : quel personnage l'aurait emporté en lui, du « révolutionnaire professionnel », du journaliste new-yorkais non conformiste, ou du premier d'une longue série de « compagnons de route » ? Difficile de répondre à cette question. Jusque sur son lit de mort il a bataillé ferme pour prouver la justesse de sa ligne politique, mais il est resté aveugle aux scènes de terreur et de destruction ; attentif aux cris de colère de l'insurrection et aux hourras de la victoire, il s'est voulu sourd aux avertissements qui traduisaient pourtant une réalité profonde qu'il n'avait pas eu le temps ni le souci d'apprendre : les peurs séculaires qui avaient agité des générations de Russes instruits, toutes tendances confondues, révolutionnaires ou conservateurs, devant ce que Pouchkine appelait « la révolte du peuple russe, absurde et impitoyable ». Ces Russes-là, eux, savaient que cette révolte pouvait faire craindre le pire, là où Reed espérait le meilleur. Courageux, tenace, insoumis, doté d'un sens d'observation hors pair, tous ses dons il les a mobilisés pour écrire, en pionnier, une histoire où les « flots de sang » qu'il avait prédits à son arrivée devaient se conclure par un *happy end* : « C'était un tel déluge de pensées nobles et ardentes – écrit-il en conclusion du congrès fondateur de l'État soviétique – qu'à coup sûr, la Russie ne redeviendrait jamais plus muette ! »

Ewa Bérard.

Juin 1996

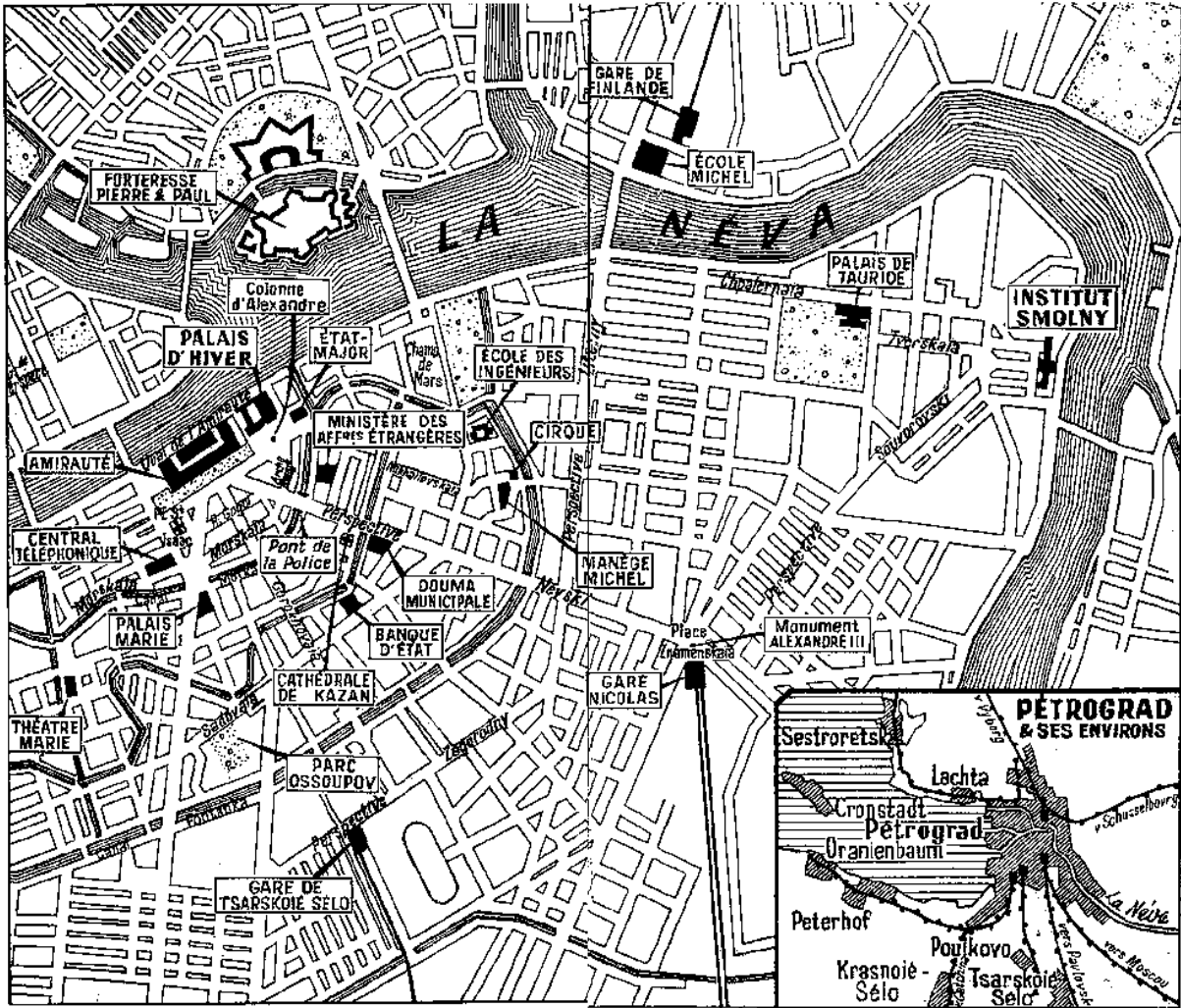
Les citations et informations concernant la vie et l'œuvre de John Reed sont tirées des sources suivantes :

- R. Rosenstone, *John Reed, le romantisme révolutionnaire*, Paris, François Maspero, 1977.
- A. I. Startsev, *Les Blocs-notes russes de John Reed* (Russkie bloknoty Djona Rida), 2^e éd. Moscou, 1977.
- E. Homberger, *John Reed and the Russian Revolution*, Macmillan, 1992.

John REED

Dix jours qui ébranlèrent le monde

[Retour à la table des matières](#)



Dix jours qui ébranlèrent le monde.

INTRODUCTION

Lénine
1920

[Retour à la table des matières](#)

C'est après avoir lu un immense intérêt et une attention toujours soutenue le livre de John Reed ; *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, que je le recommande du fond du cœur aux travailleurs de tous les pays. Voici un ouvrage que j'aimerais voir imprimé à des millions d'exemplaires et traduit en toutes langues, car il décrit d'une manière véridique et extraordinairement vivante des événements d'une importance considérable pour l'intelligence de ce qu'est la révolution prolétarienne, de ce qu'est la dictature du prolétariat. Ces questions font à l'heure actuelle l'objet d'un vaste débat, mais, avant d'adopter ou de rejeter ces idées, il est nécessaire de comprendre toute la portée de la décision qu'on va prendre. Le livre de John Reed va certainement contribuer à faire la lumière sur ce problème fondamental qui se pose devant le mouvement ouvrier international.

Dix jours qui ébranlèrent le monde.
Préface à l'édition russe
de 1923

N. KROUPSKAÏA.

[Retour à la table des matières](#)

Dix jours qui ébranlèrent le monde, tel est le titre que John Reed a donné à son remarquable livre. Il y décrit d'une manière extraordinairement forte et colorée les premiers jours de la révolution d'Octobre. Il ne s'agit pas d'une simple énumération de faits, ni d'un recueil de documents ; c'est une succession de scènes vivantes et caractéristiques à tel point qu'elles ne peuvent manquer d'évoquer, dans l'esprit de quiconque a participé à la révolution, des épisodes analogues dont il a été témoin. Tous ces tableaux pris sur le vif traduisent parfaitement l'état d'esprit des masses, cet état d'esprit qui, servant de toile de fond à la grande révolution, en rend chaque acte particulièrement facile à comprendre.

À première vue, il peut sembler singulier qu'un tel livre ait pour auteur un étranger, un Américain, qui ignore la langue du peuple russe, ses mœurs et coutumes... Il devrait, semble-t-il, tomber à tout bout de champ dans les erreurs les plus ridicules, passer à côté d'éléments importants.

Ce n'est pas ainsi que les étrangers parlent de la Russie soviétique. Ou bien ils ne comprennent rien aux événements qui s'y déroulent, ou bien ils s'emparent de faits isolés, qui ne sont pas toujours typiques, et ils les généralisent.

Il est vrai que bien peu furent témoins de la révolution. John Reed ne fut pas un observateur indifférent ; révolutionnaire passionné, communiste, il comprenait le sens des événements, le sens de la lutte gigantesque. De là cette acuité de vision sans quoi il n'aurait pu écrire un pareil livre.

Les Russes, eux aussi, parlent autrement de la révolution d'Octobre : ils formulent un jugement général, ou bien décrivent les épisodes auxquels ils ont pris part. Le livre de Reed, lui, trace un tableau d'ensemble d'une véritable révolution des masses populaires, aussi aura-t-il une importance particulièrement grande pour la jeunesse, pour les générations futures, pour ceux aux yeux de qui la révolution sera déjà de l'histoire. À sa façon, le livre de Reed est une épopée.

John Reed s'est voué corps et âme à la Révolution russe. La Russie soviétique lui est devenue chère et proche. C'est en Russie qu'il est mort du typhus et qu'il est enterré au pied du Mur rouge du Kremlin. Celui qui a décrit les funérailles des victimes de la révolution comme l'a fait John Reed est digne d'un tel honneur.

N. Kroupskaïa.

Dix jours qui ébranlèrent le monde.

Préface de l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre est de l'histoire sous pression, telle que l'ai vue. Il ne prétend être rien d'autre qu'un compte rendu détaillé de la révolution de Novembre ³, lorsque les bolcheviks, à la tête des ouvriers et des soldats, se sont emparés du pouvoir en Russie et l'ont placé entre les mains des soviets.

Bien entendu, il y est surtout question de la « Cité rouge de Petrograd », capitale et cœur de l'insurrection. Toutefois, le lecteur doit comprendre que les événements qui se déroulaient à Petrograd se répétaient d'une manière presque identique, avec plus ou moins d'intensité et à des moments différents, d'un bout du pays à l'autre.

Dans ce volume, le premier d'une série que je prépare, je dois me borner à relater les incidents que j'ai moi-même observés et vécus et ceux qui reposent sur des témoignages dignes de foi ; ils sont précédés de deux chapitres résumant brièvement les origines et les causes de la révolution de Novembre. Je me rends compte que ces deux chapitres sont d'une lecture difficile, ils n'en sont pas moins indispensables pour comprendre la suite du livre.

De nombreuses questions vont se poser à l'esprit du lecteur. Qu'est-ce que le bolchevisme ? Quelle forme de gouvernement les bolcheviks ont-ils instaurée ? Puisque les bolcheviks étaient partisans de l'Assemblée constituante avant la révolution de Novembre, pourquoi l'ont-ils dispersée ensuite par la force des armes ? Et si la bourgeoisie s'opposait à l'Assemblée constituante jusqu'au moment où le danger du bolchevisme devint apparent, pourquoi l'a-t-elle soutenue plus tard ?

Je ne puis répondre ici à ces questions et à bien d'autres encore. Dans un second volume : *De Kornilov à Brest-Litovsk* ⁴, Je retrace le cours de la révolution jusqu'à la paix avec l'Allemagne. J'y explique l'origine et les attributions des organisations révolutionnaires, l'évolution du sentiment populaire, la dissolution de la Constituante, la structure de l'État soviétique, ainsi que le déroulement et le résultat des négociations de Brest-Litovsk.

Lorsque l'on considère la progression des bolcheviks, il est nécessaire de comprendre que ce n'est pas le 7 novembre 1917, mais plusieurs mois auparavant que l'armée russe et la vie économique du pays se sont trouvées désorganisées et que c'était là la conclusion logique d'un phénomène remontant aussi loin que 1915. Les réactionnaires corrompus qui tenaient sous leur coupe la cour du tsar avaient entrepris délibérément de ruiner la Russie, afin de conclure une

³ La révolution avait commencé le 25 octobre, selon le calendrier russe qui retardait de treize jours sur le nôtre. L'auteur, qui s'en tient au calendrier grégorien, ne pouvait pas savoir, à l'époque où il écrivait son livre, que l'histoire accolait le nom de la révolution russe à celui du mois d'octobre. La même observation vaut pour la révolution de Février que Reed appelle la révolution de Mars. (Note du traducteur.)

⁴ Ce volume qui devait faire suite à *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, n'a jamais paru : la mort de l'auteur le laissa inachevé (Note du traducteur.)

paix séparée avec l'Allemagne. Le manque d'armes au front, cause de la grande retraite de l'été 1915, la pénurie de vivres dans l'armée et dans les principales villes, les désorganisations des usines et des moyens de transport en 1916, tout cela faisait partie, comme nous le savons à présent, d'une gigantesque campagne de sabotage. La révolution de Mars y mit un coup d'arrêt, juste à temps.

En dépit du désordre que peut provoquer une grande révolution apportant la liberté à cent soixante millions d'êtres humains qui comptaient parmi les plus opprimés de la terre, la situation intérieure du pays et la puissance combattive de son armée se sont effectivement améliorées au cours des premiers mois du nouveau régime.

Toutefois, la lune de miel fut brève. Les classes possédantes désiraient simplement une révolution politique qui leur aurait octroyé le pouvoir enlevé au tsar. Elles voulaient que la Russie devînt une république constitutionnelle, comme la France ou les États-Unis, ou une monarchie constitutionnelle sur le mode anglais. Les masses populaires, elles, aspiraient à un véritable démocratie industrielle et agraire.

Dans le livre *Le Message russe*, un récit de la révolution de 1905, William English Walling décrit fort bien l'état d'esprit des ouvriers russes qui, dans leur grande majorité, devaient par la suite soutenir le bolchevisme :

Ils (les travailleurs) s'aperçurent que, même sous un gouvernement libre, s'il tombait entre les mains d'autres classes sociales, ils pouvaient continuer à mourir de faim...

L'ouvrier russe est révolutionnaire, mais il n'est pas violent, ni dogmatique, ni inintelligent. Il est prêt à monter sur les barricades, mais il les a étudiées, et, seul de tous les ouvriers du monde, il les connaît par expérience personnelle. Il est prêt à combattre son oppresseur, la classe capitaliste, et il est disposé à le faire jusqu'au bout. Tout ce qu'il semble, c'est que les autres se rangent d'un côté ou de l'autre dans le dur et imminent conflit...

Ils (les ouvriers) étaient tous d'accord que les institutions politiques de notre pays (les États-Unis) étaient préférables aux leurs, mais ils n'étaient pas particulièrement désireux d'échanger un despote contre un autre (c'est-à-dire les capitalistes) ...

Les travailleurs de Russie ne se sont pas fait massacrer, exécuter par centaines à Moscou, Riga et Odessa, ils ne se sont pas fait jeter par milliers dans toutes les prisons russes et déporter dans les déserts et les régions arctiques pour gagner les douteux privilèges des travailleurs de Golsg-field et Cripple-Creek...⁵

Et c'est ainsi qu'en Russie, au milieu d'une guerre étrangère, la révolution politique a donné naissance à la révolution sociale qui devait aboutir au triomphe du bolchevisme.

M. A. J. Sack, qui dirige le Bureau d'information russe aux États-Unis, hostile au gouvernement soviétique, écrit dans son livre *Naissance de la démocratie russe* :

Les bolcheviks ont organisé leur propre gouvernement avec Nicolas [sic] Lénine comme président du Conseil et Léon Trotsky comme ministre des Affaires étrangères.

⁵ Goldfield, dans le Nevada, et Cripple-Creek, dans le Colorado, centres miniers où sont déroulées, entre 1903 et 1908, plusieurs grandes grèves sanglantes, tristement célèbres dans l'histoire du mouvement ouvrier aux États-Unis. (Note du traducteur.)

L'inévitabilité de leur accession au pouvoir apparut presque aussitôt après la résolution de Mars. Dès ce moment, l'histoire des bolcheviks est l'histoire de leur progression continue...

Les étrangers, et plus particulièrement les Américains, insistent souvent sur « l'ignorance » des travailleurs russes. Il est vrai que ceux-ci ne possèdent pas l'expérience politique des peuples de l'Occident, mais les formes spontanées d'organisation leur sont familières. En 1917, les coopératives de consommation russes comptaient plus de douze millions de membres, et les soviets eux-mêmes sont une remarquable démonstration du génie d'organisation de ces hommes. En plus, il n'existe sans doute pas de peuple au monde qui connaisse si bien la théorie du socialisme et ses applications pratiques. Voici ce qu'en dit William English Walling :

La plupart des travailleurs russes savent lire et écrire. Leur pays se trouve depuis de longues années en proie à des troubles tels que les ouvriers ont bénéficié de la présence à leur tête non seulement d'hommes intelligents issus de leur propre milieu, mais encore d'une partie considérable des couches cultivées, également révolutionnaires, qui s'est tournée vers les masses laborieuses et leur apportant ses idées pour une régénération politique et sociale de la Russie.

De nombreux écrivains expliquent leur hostilité à l'égard du gouvernement soviétique en soutenant que la révolution russe, à son dernier stade, se résumait tout simplement en une lutte des éléments « respectables » contre les assauts brutaux du bolchevisme. Pourtant, ce sont les classes possédantes qui, lorsqu'elles se sont rendu compte de l'expansion des organisations révolutionnaires, ont entrepris de les détruire et de stopper la révolution. Dans ce but, elles ont fini par recourir à des mesures désespérées. Elles ont désorganisé les transports et fomenté des troubles intérieurs pour renverser le gouvernement Kerenski et les soviets ; pour écraser les comités d'usine, les entreprises fermaient, combustibles et matières premières étaient détournés de leur destination ; pour briser les comités de soldats au front, la peine capitale a été restaurée et la défaite militaire machinée.

Tout cela faisait d'excellente huile pour le feu des bolcheviks. Ceux-ci réagissent en prêchant la guerre de classe et en proclamant la suprématie des soviets.

Entre ces deux extrêmes, que d'autres factions soutenaient avec plus ou moins d'empressement, se situaient les soi-disant socialistes « modérés », mencheviks et socialistes-révolutionnaires, ainsi que plusieurs autres partis moins importants. Ces groupements se trouvaient, eux aussi, en butte aux attaques des classes possédantes, mais leur force de résistance était minée par leurs théories.

En gros, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires croyaient que la Russie n'était pas économiquement mûre pour une révolution sociale et que seule une révolution politique y était possible. À les entendre, les masses russes n'étaient pas suffisamment éduquées pour prendre le pouvoir ; toute tentative dans ce sens aurait provoqué inévitablement une réaction dont quelque opportuniste sans scrupule aurait pu profiter pour restaurer l'ancien régime. Il s'ensuivait que les socialistes « modérés », forcés d'assumer le pouvoir, avaient peur d'en faire usage.

Ils croyaient que la Russie devait passer par les stades de développement économique et politique qu'avait connus l'Europe occidentale pour accéder enfin, avec le reste du monde, à un socialisme intégral. Aussi se trouvaient-ils, bien entendu, d'accord avec les classes

possédantes pour dire que la Russie devait devenir d'abord un État parlementaire, doté toutefois de quelques améliorations par rapport aux démocraties de l'Occident. C'est pourquoi ils insistaient sur la participation de classes possédantes au gouvernement.

De là à soutenir ces classes, il n'y avait qu'un pas. Les socialistes « modérés » avaient besoin de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie n'avait pas besoin des socialistes « modérés ». En conséquence, les ministres socialistes se virent obligés de céder petit à petit sur l'ensemble de leur programme, tandis que les classes possédantes devenaient de plus en plus exigeantes.

Et à la fin, lorsque les bolcheviks eurent jeté ce compromis creux, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se retrouvèrent luttant aux côtés des classes possédantes... On peut observer actuellement le même phénomène dans presque tous les pays du monde.

Il me semble que, loin d'être un élément de destruction, les bolcheviks étaient l'unique parti russe disposant d'un programme constructif et de la force nécessaire pour l'imposer au pays. S'ils n'avaient pas accédé au gouvernement au moment où ils l'ont fait, je ne doute pas qu'en décembre les armées allemandes auraient occupé Petrograd et Moscou et que la Russie serait à nouveau dominée par un tsar...

Il est encore à la mode, alors que le gouvernement soviétique compte une année entière d'existence, de parler de l'insurrection bolchevique comme d'une « aventure ». Pour une aventure, elle en fut une, une des plus merveilleuses que l'humanité n'ait jamais vécues, cette irruption dans l'histoire à la tête des travailleurs et ce va-tout joué par les simples et vastes aspirations de ces hommes. Déjà le mécanisme avait été mis en place qui allait permettre de distribuer les grands domaines aux paysans. Les comités d'usine et les syndicats étaient là pour assurer le contrôle de l'industrie par les travailleurs. Dans chaque village, bourg, ville, district et province, les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans étaient prêts à assumer l'administration des affaires locales.

Quoi qu'on pense du bolchevisme, il est indéniable que la Révolution russe est un des grands faits de l'histoire de l'humanité et l'accession des bolcheviks au pouvoir, un phénomène d'une portée universelle. De même que les historiens dépouillent les archives, à la recherche des plus petits détails de l'histoire de la Commune de Paris, ils voudront connaître les événements qui se sont déroulés à Petrograd en novembre 1917, l'esprit qui animait les gens, l'aspect physique, les paroles et les actes des chefs. C'est dans ce but que j'ai écrit ce livre.

Dans la lutte, je n'étais pas neutre. Mais, lorsqu'il s'est agi de relater l'histoire de ces grandes journées, je me suis efforcé de contempler le spectacle avec les yeux d'un reporter consciencieux, attaché à dire la vérité.

New York, le 1^{er} janvier 1919.

Dix jours qui ébranlèrent le monde.

Notes et explications

[Retour à la table des matières](#)

La multiplicité des organisations russes – groupements politiques, comités et comités centraux, soviets, doumas et unions – risque d’embrouiller le lecteur moyen. On trouvera donc ci-dessous quelques brèves définitions et explications.

Partis politiques

Au moment des élections et à la Constituante, dix-sept listes s’affrontaient à Petrograd alors que certaines villes de province en connurent jusqu’à quarante ; toutefois, le résumé que je donne des buts et de la composition des partis politiques se borne aux groupements et factions mentionnés dans ce livre. Seuls l’essentiel de leur programme et le caractère général des éléments qui les composent ont été retenus.

1. « Monarchistes » de diverses nuances, « octobristes », etc.

Ces groupes, jadis puissants, n’existaient plus ouvertement ; leurs membres se livraient à des activités clandestines ou bien se joignaient aux cadets, à mesure que ces derniers passaient progressivement dans le camp des monarchistes. Représentés dans ce livre par Rodzianko, Chouguine.

2. « Cadets »

Mot formé des initiales du Parti constitutionnel-démocrate. Nom officiel : « Parti de la liberté du peuple ». Du temps des tsars, les cadets qui se recrutaient parmi les éléments libéraux des classes possédantes étaient le grand parti de réforme politique correspondant approximativement au Parti progressiste américain. Lorsque la révolution éclata au mois de mars 1917, les cadets formèrent le premier Gouvernement provisoire. Ce dernier fut renversé en avril parce qu’il s’était prononcé en faveur des objectifs impérialistes des Alliés qui comprenaient les objectifs du régime tsariste. À mesure que la révolution prenait un caractère de plus en plus *social* et *économique*, les cadets devenaient de plus en plus conservateurs. Ils sont représentés dans ce livre par Milioukov, Vinaver, Chatski.

2 a. Groupe d’Hommes publics. Les cadets s’étant rendus impopulaires par leurs attaches avec la contre-révolution de Kornilov, le groupe d’Hommes publics fut fondé à Moscou. Ses représentants détenaient des postes dans le dernier cabinet Kerenski. Le groupe se proclamait sans parti, tout en ayant pour chef de file intellectuels des hommes comme Rodzianko et Choulguine. Il se composait des plus « modernes » parmi les banquiers, commerçants

industriels, assez intelligents pour se rendre compte que les soviets devaient être combattus par leur propre arme, celle de l'organisation économique. Représentants typiques : Lianozov, Konovalov.

3. Socialistes populistes ou troudiviks (groupe travailliste)

Parti numériquement faible, composé d'intellectuels circonspects, de dirigeants des coopératives et de paysans conservateurs. Tout en faisant profession d'être socialistes, les populistes soutenaient en réalité les intérêts de la petite bourgeoisie : employés, boutiquiers, etc. Héritiers directs de la tradition conciliatrice du groupe travailliste à la IV^e douma impériale, composé dans une large mesure de députés paysans. Au moment où a éclaté la révolution de Mars 1917, Kerenski était le leader des troudiviks. Les socialistes populistes sont un parti nationaliste. Ils sont représentés dans ce livre par Péchékhonov, Tchaïkovski.

4. Parti ouvrier social-démocrate russe

À l'origine, des socialistes. Au congrès de 1903, le parti s'est scindé sur des questions tactiques en deux fractions : la « majorité » (*bolchinstvo*) et la « minorité » (*menchinstvo*). Ainsi sont nés les noms de *bolcheviks* et de *mencheviks*, « membres de la majorité » et « membres de la minorité ». Ces deux ailes se sont transformées en deux partis séparés qui s'appelaient tous deux « parti social-démocrate russe » et se réclamaient tous deux du marxisme. Depuis la révolution de 1905, les bolcheviks se sont trouvés, en fait, en minorité, pour redevenir en majorité en septembre 1917.

a. *Mencheviks*. Ce parti comprend des socialistes de toutes nuances qui croient que la société doit progresser vers le socialisme par une évolution naturelle et que la classe ouvrière doit commencer par conquérir le pouvoir politique. Ils sont également nationalistes. C'était le parti des intellectuels socialistes et, comme toutes les possibilités d'éducation se trouvaient détenues par les classes possédantes, les intellectuels ont réagi d'instinct à leur formation pour se ranger du côté des possédants. Parmi ceux qui les représentent dans ce livre, on trouve Dan, Lieber, Tsérételli.

b. *Mencheviks internationalistes*. C'est l'aile progressiste des mencheviks, aile internationaliste et hostile à toute coalition avec la bourgeoisie, mais en même temps ne voulant pas de rupture avec les mencheviks conservateurs et opposée à la dictature du prolétariat que préconisent les bolcheviks. Trotsky a longtemps appartenu à ce groupe. Parmi ses leaders : Martov, Martynov.

c. *Bolcheviks*. S'appellent à présent : Parti communiste, pour souligner leur rupture totale avec les traditions du socialisme « modéré » ou « parlementaire », qui prévalent parmi les mencheviks et chez les soi-disant « socialistes majoritaires » dans tous les pays. Les bolcheviks ont préconisé l'insurrection immédiate du prolétariat et la prise du pouvoir, afin de hâter l'avènement du socialisme en s'emparant de force de l'industrie, de la propriété foncière, des ressources naturelles et des institutions financières. Ce parti exprime surtout les désirs des ouvriers d'usine, mais aussi d'une large portion de paysans. « Bolchevik » ne peut pas être traduit par « maximaliste » : les maximalistes forment un groupe à part (voir § 5b). Parmi les dirigeants : Lénine, Trotsky, Lounatcharski.

d. Sociaux-démocrates internationalistes unifiés. Également appelés groupe de *Novaïa jizn* (*La Vie nouvelle*), du nom du très influent journal qui en était l'organe. Un petit groupe d'intellectuels, très peu suivi par les ouvriers, à l'exception des partisans personnels de Maxime Gorki qui en était le leader. Des intellectuels, dont le programme était presque le même que celui des mencheviks internationalistes, sauf qu'ils refusaient de se lier à une des deux grandes fractions. Tout en s'opposant à la tactique bolchevique, ils demeuraient au sein des organisations soviétiques. Ses autres représentants dans ce livre ; Avilov, Kramarov.

e. Edinstvo. Un tout petit groupe, de plus en plus faible, composé presque entièrement de partisans personnels de Plékhanov, un des pionniers du mouvement social-démocrate russe dans les années 80 et son plus grand théoricien. Plékhanov, un vieillard qui était extrêmement patriote et trop conservateur, même au gré des mencheviks. Après le coup d'État bolchevique, *Edinstvo* disparut.

5. Parti socialiste-révolutionnaire

Appelé « essaire », d'après ses initiales (S. R.). À l'origine, parti des paysans révolutionnaires, parti des organisations de combat : des terroristes. Nombre de gens qui n'avaient jamais été socialistes y ont adhéré après la révolution de Mars. À cette époque, les essaies étaient en faveur de l'abolition de la propriété privée à la campagne seulement, les propriétaires devant être indemnisés d'une manière ou d'une autre. Finalement, la poussée du sentiment révolutionnaire chez les paysans força les essaies à abandonner la clause de l'indemnisation et poussa les plus jeunes et les plus fougues parmi les intellectuels à quitter le parti en automne 1917 pour en former un autre, le Parti socialiste révolutionnaire de gauche. Les essaies, que les groupements plus radicaux ont toujours nommés par la suite « socialistes-révolutionnaires de droite », adoptèrent l'attitude politique des mencheviks avec qui ils collaboraient. Ils finirent par représenter les paysans riches, les intellectuels et les habitants politiquement inéduqués de lointains districts ruraux. Cependant, on rencontrait parmi eux, sur les questions politiques et économiques, des divergences d'opinions beaucoup plus grandes que chez les mencheviks. Quelques-uns de leurs chefs, mentionnés dans ces pages : Avksentiev, Gotz, Kerenski, Tchernov, la « Grand-mère » Brechkovskaïa.

a. Socialistes révolutionnaires de gauche. Bien qu'ils souscrivaient en principe au programme bolchevique de dictature du prolétariat, ils avaient des scrupules à suivre l'impitoyable tactique bolchevique. Ils n'en demeuraient pas moins au sein du gouvernement soviétique et détenaient certains portefeuilles, en particulier celui de l'Agriculture. Ils s'en sont démis à plusieurs reprises, mais sont toujours revenus sur leur décision. Les paysans, à mesure que, de plus en plus nombreux, ils quittaient les rangs des essaies, venaient adhérer au Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, qui finit par devenir le grand parti de la paysannerie, artisan du gouvernement soviétique, de la confiscation sans indemnités des grands domaines et de leur partage par les paysans eux-mêmes. Parmi ses chefs : Spiridonova, Karéline, Kamkov, Kalagaïev.

b. Maximalistes. Un rejeton du parti socialiste-révolutionnaire pendant la révolution de 1905, et qui fut à l'époque un puissant mouvement paysan, exigeant l'application immédiate du programme socialiste maximum. À présent, un groupe insignifiant d'anarchistes paysans.

La procédure parlementaire

Les meetings et les congrès se déroulent en Russie sur le mode européen plutôt que sur le nôtre. D'habitude, on commence par élire un bureau et un présidium.

Le présidium est un comité directeur, composé des représentants des groupes et tendances qui forment l'assemblée, au prorata de leur importance numérique. Le présidium décide de l'ordre du jour, et ses membres peuvent être chargés par le président de la direction provisoire des débats.

Chaque question (*vopros**) est formulée d'une façon générale avant d'être débattue ; à la fin de la discussion, des résolutions sont déposées par les divers groupes ; chacune fait l'objet d'un vote séparé. L'ordre du jour peut être et généralement se trouve bouleversé au bout d'une demi-heure. Sous prétexte d'« urgence », presque toujours admis par l'assemblée, n'importe qui peut se lever et dire n'importe quoi sur n'importe quel sujet. C'est la foule des présents qui contrôle le déroulement de la réunion, et les fonctions du président se réduisent en fait à agiter une clochette et à donner la parole aux orateurs. Le vrai travail se fait entièrement dans les réunions des divers groupes et tendances politiques dont chacun, représenté par un porte-parole vote presque toujours en bloc. Il en résulte, toutefois, qu'à chaque nouveau problème ou vote important, la séance est suspendue pour permettre aux membres des divers groupes et tendances de se réunir entre eux.

La foule est extrêmement bruyante ; elle acclame ou interrompt les orateurs et bouscule les prévisions du présidium. Parmi les cris les plus fréquents, on entend : « *Prossim !* » (s'il-vous-plaît ! continuez !), « *pravilno* » ou « *éto verno !* » (juste ! c'est vrai !), « *dovolno !* » (Assez !), « *doloi !* » (À bas !), « *posor !* » (Honte !), « *tiché !* » (Silence ! moins de bruit !).

Organisations populaires

1. Soviets

Le mot « soviét » signifie conseil. À l'époque des tsars, le Conseil d'État impérial s'intitulait *Gossoudarstvennyi Soviet*. Mais, depuis la révolution, ce terme a servi à définir un certain type de parlement élu par les membres des organisations économiques de la classe ouvrière : le soviét des députés ouvriers, soldats et paysans. J'ai donc limité à ces organisations l'emploi du mot soviét, le traduisant dans tous les autres cas par conseil.

À côté des soviets locaux, élus dans chaque bourg, village et ville, petite ou grande, de Russie, il existe des soviets de districts (*rayonnyi*), de régions et de provinces (*oblastnyi et gubernskii*), ainsi que le Comité exécutif central des soviets panrusses qui siège dans la capitale et qu'on a surnommé, en le réduisant à ses initiales, Tsik. (Voir plus bas « les comités centraux ».)

Les soviets d'ouvriers par branches d'industrie, les syndicats ouvriers russes s'appelaient unions professionnelles et comptaient, au moment de la révolution bolchevique, de trois à quatre millions de membres. Ils formaient une organisation unique, une sorte de fédération du travail russe dont le Comité central exécutif siégeait dans la capitale.

2. Syndicats

Bien qu'organisés par branches d'industrie, les syndicats ouvriers russes s'appelaient unions professionnelles et comptaient, au moment de la révolution bolchevique, de trois à quatre millions de membres. Ils formaient une organisation unique, une sorte de Fédération du travail russe dont le Comité central exécutif siégeait dans la capitale.

3. Comités d'usine

Ces organisations avaient été créées spontanément dans les entreprises par les ouvriers qui avaient profité de l'effondrement de l'administration, consécutif à la révolution, pour essayer de s'assurer le contrôle de l'industrie. Ils avaient pour tâche de s'emparer des usines par l'action révolutionnaire et de les faire fonctionner. Ces comités, eux aussi, étaient organisés sur le plan national et possédaient, à Petrograd, un comité central qui collaborait avec les syndicats.

4. Doumas

Le mot douma signifie à peu près « assemblée délibérante ». L'ancienne douma impériale, qui, sous une forme démocratisée, survécut de six mois à la révolution, mourut de sa belle mort en septembre 1917. La douma municipale, dont il est question dans ce livre, est le conseil municipal réorganisé, souvent appelé « administration municipale autonome ». Elle avait été désignée au vote direct et secret et n'a pas réussi à entraîner les masses pendant la révolution bolchevique pour la seule raison que l'influence de tous les élus purement *politiques* déclinait alors qu'augmentait la puissance des organisations émanant des formations *économiques*.

5. Zemstvo

Veut dire approximativement « conseil rural ». Les zemstvos sont des organismes mi-politiques, mi-sociaux, dotés sous les tsars de pouvoirs administratifs forts réduits, et qui avaient été développés et dirigés principalement par les éléments intellectuels libéraux des propriétaires fonciers. Ils s'occupaient surtout de l'éducation et des services sociaux dans les milieux paysans. Pendant la guerre, les zemstvos ont graduellement pris en charge tout l'approvisionnement et l'équipement de l'armée russe, ainsi que les achats à l'étranger ; ils se livraient parmi les soldats à un travail correspondant d'une façon générale à celui que la YMCA⁶ faisait au front. Après la révolution de Mars, les zemstvos ont été démocratisés dans le but d'en faire des organes de gouvernement local dans les districts ruraux. Mais, pas plus que les doumas municipales, ils ne pouvaient concurrencer les soviets.

6. Coopératives

Avant la révolution, les coopératives de consommation ouvrières et paysannes comptaient en Russie plusieurs millions d'adhérents. Fondé par les libéraux et les socialistes « modérés », le mouvement coopératif n'était pas soutenu par les groupements socialistes de caractère révolutionnaire parce qu'il constituait un succédané du transfert intégral aux ouvriers des moyens de production et de distribution. Après la révolution de Mars, les coopératives connurent un essor rapide ; dominés par les socialistes populistes, les mencheviks et les essaires, elles jouèrent un rôle politique conservateur jusqu'à la révolution bolchevique. Il n'en reste pas

⁶ *Young Men's Christian Association*, association protestante fondée en 1884 pour la protection physique, morale et religieuse des jeunes gens. (Note de l'édition de 1982.)

moins que se sont les coopératives qui ont nourri la Russie lorsque l'ancien système du commerce et des transports se fut écroulé.

7. Comités de l'armée

Ces comités ont été formés par les combattants du front pour lutter contre l'influence réactionnaire des officiers de l'ancien régime. Chaque compagnie régiment, brigade, division et corps d'armée avait son comité ; au sommet se trouvait un comité d'armée. Le Comité central de l'armée collaborait avec l'état-major. La débâcle de l'appareil militaire administratif, consécutive à la révolution, força ces comités à assumer la plupart des tâches des services de l'intendance et même, dans certains cas, le commandement des troupes.

8. Comité de la flotte

Organisations similaires au sein de la marine.

Comités centraux

Au cours du printemps et de l'été 1917, toutes sortes d'organisations ont tenu leur congrès national à Petrograd. Ce fut le cas des soviets ouvriers, soldats et paysans, des syndicats, des comités d'usine, des comités de l'armée et de la flotte, sans compter toutes les branches des forces terrestres et navales, les coopératives, les minorités nationales, etc. Chacun de ces congrès désignait un comité central ou un comité exécutif central chargé de veiller à ses intérêts particuliers au siège du gouvernement. À mesure que le Gouvernement provisoire s'affaiblissait, ces comités centraux se voyaient obligés d'assumer un pouvoir administratif de plus en plus étendu.

Parmi les comités centraux mentionnés dans ce livre, les plus importants sont les suivants :

Union des unions

Lors de la révolution de 1905, le professeur Milioukov et d'autres libéraux avaient fondé des associations de médecins, d'avocats et d'autres représentants des professions libérales. Elles adhéraient toutes à une organisation centrale : l'Union des unions. En 1905, celle-ci avait coopéré avec les groupements démocratiques révolutionnaires, mais en 1917, elle s'opposa au soulèvement bolchevique et organisa les fonctionnaires qui se mirent en grève contre le pouvoir des soviets.

Tsik

Comité exécutif central panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats. Appelé ainsi d'après ses initiales.

Tsentroflot

« Centro-flotte » – Comité central de la flotte.

Vikjel

Comité central panrusse du syndicat des cheminots. Son nom est formé de ses initiales.

Autres organisations

Gardes rouges

Ouvriers d'usines armés. La garde rouge avait vu le jour pendant la révolution de 1905 pour réapparaître en mars 1917, lorsqu'il s'est agi de maintenir l'ordre à Petrograd. Les hommes étaient pourvus d'armes, et tous les efforts du Gouvernement provisoire pour les désarmer sont demeurés plus ou moins vains. Lors de chaque grande crise révolutionnaire, les gardes rouges descendaient dans la rue, dépourvus d'entraînement et de discipline, mais pleins de zèle révolutionnaire.

Gardes blancs

Volontaires bourgeois qui ont fait leur apparition au dernier stade de la révolution afin de défendre la propriété privée contre les atteintes des bolcheviks. Dans le nombre, il y avait beaucoup d'étudiants.

Tékhintsy

La soi-disant « Division sauvage » de l'armée, formée des membres des tribus musulmanes d'Asie centrale à la dévotion du général Kornilov. Les *tékhintsy* étaient connus pour leur obéissance aveugle et pour leur sauvage cruauté.

Bataillons de la mort ou bataillon de choc

C'est le bataillon de femmes que le monde a connu sous le nom de bataillon de la mort, mais il y a eu plusieurs unités composées d'hommes qui portaient ce nom. Kerenski les avait formées pendant l'été 1917 dans le but de renforcer par leur héroïque exemple la discipline et l'ardeur de jeunes gens d'un extrême patriotisme. Ils se recrutaient avant tout parmi les fils de la bourgeoisie.

Union des officiers

Organisation d'officiers réactionnaires formée pour combattre politiquement la puissance croissante des comités de l'armée.

Chevalier de Saint-Georges

La croix de Saint-Georges sanctionnait les actions d'éclat militaires. Son titulaire devenait d'office chevalier de Saint-Georges. Cette organisation se trouvait sous l'influence des militaristes.

Union paysanne.

En 1905, l'Union paysanne était une organisation révolutionnaire. Cependant, en 1917, elle exprimait les opinions politiques de la paysannerie aisée dans sa lutte contre le pouvoir grandissant et les buts révolutionnaires des soviets des députés paysans.

Chronologie et orthographe

J'ai adopté dans mon livre le calendrier grégorien, à la place de l'ancien calendrier russe qui retardait de 13 jours.

En transcrivant les noms et les mots russes, je n'ai pas cherché à suivre des règles scientifiques et me suis efforcé d'adopter une orthographe qui permît au lecteur de langue anglaise de reproduire le plus simplement possible la prononciation correcte ⁷.

Sources

De nombreux matériaux de ce livre proviennent de mes notes personnelles. Néanmoins, je me suis également servi d'une collection variée de plusieurs centaines de journaux russes – où l'on retrouve, à peu de chose près, toutes les dates de la période décrite –, de la collection du journal *Russian Daily News* et de deux journaux français : *Journal de Russie* et *Entente*. Cependant, le bulletin de la presse, publié tous les jours par le bureau d'information français à Petrograd, est beaucoup plus précieux, car il rend compte de tous les événements et discours importants et des commentaires de la presse russe. J'en possède la collection presque complète depuis le printemps 1917 jusqu'à la fin janvier 1918.

En outre, j'ai en ma possession, à quelques exceptions près, tous les décrets, proclamations et avis affichés sur les murs de Petrograd, depuis la mi-septembre 1917 jusqu'à la fin janvier 1918, de même que l'édition officielle de tous les décrets et ordres gouvernementaux et le texte officiel, publié par le gouvernement, des traités secrets et d'autres documents découverts au ministère des Affaires étrangères lorsque les bolcheviks s'en sont emparés.

⁷ Le traducteur a adopté le même principe à l'usage du lecteur français. (Note du traducteur.)

Chapitre I

LA TOILE DE FOND

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin du mois de septembre 1917, un professeur de sociologie, un étranger qui visitait la Russie, vint me voir à Petrograd. Des hommes d'affaires et des intellectuels lui avaient raconté que la révolution était en perte de vitesse. Le professeur en avait parlé dans un article, puis avait parcouru le pays, s'arrêtant dans les villes industrielles et les localités paysannes où, à son étonnement, la révolution semblait hâter le pas. Parmi les salariés et les travailleurs des champs, il était beaucoup question de « toute la terre aux paysans, toutes les usines aux ouvriers ». Si le professeur s'était rendu au front, il aurait entendu l'armée tout entière parler de paix.

Le professeur était perplexe, en quoi il avait tort : les deux constatations étaient correctes. Les classes possédantes étaient en train de devenir plus conservatrices, et les masses populaires, plus radicales.

Les hommes d'affaires et l'intelligentsia avaient généralement l'impression que la révolution s'était assez loin et n'avait que trop duré ; il était temps que les choses se calment. Ce sentiment était partagé par les groupes socialistes « modérés » les plus importants, les *oborontsy*⁸, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, qui soutenaient le gouvernement provisoire de Kerenski.

L'organe officiel des socialistes « modérés » écrivait le 14 octobre :

Le drame de la révolution comprend deux actes : la destruction de l'ancien régime et la création du régime nouveau. Le premier acte a assez duré. Il est temps de passer au second et de le jouer le plus rapidement possible. Comme l'a dit un grand révolutionnaire : « Hâtons-nous, amis, de terminer la révolution. Celui qui la fait durer trop longtemps n'en récolte pas les fruits... »⁹

Toutefois, les ouvriers, les soldats et les paysans s'obstinaient à croire que le « premier acte » n'était pas encore terminé. Au front, les comités de l'armée se heurtaient sans cesse à des officiers qui ne pouvaient s'habituer à traiter leurs hommes comme des êtres humains ; à l'arrière, les membres des comités agraires, élus par les paysans, étaient jetés en prison pour

⁸ Voir appendice, chapitre premier, 1, p. 322

⁹ Les très nombreux textes russes que Reed reproduit dans son livre comportent souvent, dans leur version anglaise, des approximations, des inexactitudes, voire même des contresens. En outre, quelquefois l'auteur ne devait avoir à sa disposition que des résumés ou copies plus ou moins exacts des documents dont il avait besoin. L'édition soviétique de son livre parue en 1957 (Éditions d'État de littérature politique, Moscou, 1957) cite les originaux de tous les textes réunis par Reed et que nous avons pu ainsi traduire directement du russe. En revanche, nous n'avons rien changé aux divers discours rapportés par l'auteur, même lorsque son résumé différerait de celui des journaux de l'époque. (Note du traducteur.)

avoir voulu appliquer les ordonnances gouvernementales concernant la terre ; les ouvriers¹⁰ dans les usines luttèrent contre les listes noires et les lock-out. Plus que cela, des réfugiés politiques qui rentraient chez eux étaient refoulés à la frontière comme « indésirables » ; des hommes revenus de l'étranger dans leur village furent poursuivis et emprisonnés pour des actes révolutionnaires qui remontaient à 1905.

À toutes les exceptions du mécontentement populaire, les socialistes « modérés » n'avaient qu'une réponse : attendez l'Assemblée constituante qui doit se réunir en décembre. Ce n'était pas assez pour satisfaire les masses. Il n'y avait rien à dire contre l'Assemblée constituante, toujours est-il que certains objectifs pour lesquels la révolution russe avait été faite et les martyrs révolutionnaires pourrissaient dans la tombe commune du Champ de Mars, que ces objectifs – la paix, la terre, le contrôle ouvrier de l'industrie – devaient être atteints, Constituante ou pas Constituante. Celle-ci avait été ajournée à plus d'une reprise, elle le serait sans doute encore jusqu'à ce que les gens se calment, au point, peut-être, de modifier leurs revendications. Quoi qu'il en soit, cela faisait huit mois que la révolution durait, et les résultats étaient maigres.

Entre-temps, les soldats s'étaient mis à résoudre la question de la paix en désertant, les paysans incendiaient les manoirs et s'emparaient des grands domaines, les ouvriers sabotaient le travail et déclenchaient des grèves. Bien entendu, comme on pouvait s'y attendre, les industriels, les seigneurs et les officiers s'employaient de leur mieux à prévenir tout compromis démocratique.

La politique du Gouvernement provisoire oscillait entre des réformes inefficaces et de sévères mesures de répression. Une circulaire du ministre socialiste du Travail prescrivait à tous les comités ouvriers de ne se réunir désormais qu'après les heures de travail. Au front, les « agitateurs » des partis de l'opposition étaient arrêtés, les journaux d'extrême gauche interdits, la peine de mort appliquée aux propagandistes des idées révolutionnaires. Il y eut des tentatives pour désarmer la garde rouge. Des cosaques furent expédiés en province pour y maintenir l'ordre.

Ces mesures étaient soutenues par les socialistes « modérés » et par leurs chefs membres du gouvernement, qui considéraient qu'il était nécessaire de collaborer avec les classes possédantes. Les masses eurent tôt fait de les abandonner pour passer aux bolcheviks qui étaient partisans de la paix, du partage de la terre et du contrôle ouvrier de l'industrie, ainsi que d'un gouvernement de travailleurs. La crise éclata en septembre 1917. À l'encontre du sentiment qui prédominait dans le pays, Kerenski et les socialistes « modérés » réussirent à former un gouvernement de coalition avec les classes possédantes, à la suite de quoi mencheviks et socialistes-révolutionnaires perdirent à jamais la confiance du peuple.

Un article, paru vers la mi-octobre dans le *Rabotchi pout* (*La Voie ouvrière*), sous le titre *Les Ministres socialistes*, exprimait le sentiment des masses populaires à l'égard des socialistes « modérés » :

Voyez leurs états de services¹¹ :

¹⁰ Voir Appendice, chapitre premier, 2, p. 322.

¹¹ Voir appendice, chapitre premier, 3, p. 325.

Tséréteïli : désarma les travailleurs avec l'aide du général Polovtsev, « apaisa » les soldats révolutionnaires et approuva la peine de mort dans l'armée.

Skobélev : commença par promettre d'enlever aux capitalistes 100 % de leurs profits et finit... par une tentative visant à dissoudre les comités d'usine.

Avksentiev : fit emprisonner quelques centaines de paysans, membres des comités agraires, et supprima quelques douzaines de journaux publiés par les ouvriers et par les soldats.

Tchernov : signa le manifeste, digne du tsar, ordonnant la dissolution de la diète finlandaise.

Savinkov : Conclut une alliance ouverte avec le général Kornilov ; s'il n'a pas été à même de livrer Petrograd à ce « sauveur de la patrie, ce fut pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Zaroudny : jeta en prison, avec la bénédiction d'Alexinski et de Kerenski, des milliers d'ouvriers, de soldats et de marins révolutionnaires, aida à monter contre les bolcheviks une « affaire » aussi honteuse pour la justice que l'affaire Beïliss ¹².

Nikitine : se comporta à l'égard des cheminots comme un vulgaire policier.

Kerinski : mieux vaut ne pas en parler. Ses états de services sont trop longs...

Le Congrès des délégués des marins de la Baltique, réuni à Helsinki, passa une résolution qui débutait ainsi :

Exiger le retrait immédiat du sein du Gouvernement provisoire de Kerenski, socialiste entre guillemets et aventurier politique sans guillemets, qui, par son chantage politique éhonté au profit de la bourgeoisie, couvre de honte et mène à la ruine la plus grande révolution et les masses révolutionnaires...

Tout cela eut pour résultat la progression du bolchevisme.

Depuis le mois de mars 1917, lorsque les vagues d'ouvriers et de soldats qui battaient les murs du palais de Tauride avaient forcé la douma impériale à assumer contre son gré le pouvoir suprême, c'étaient les masses populaires – les travailleurs, les paysans et l'armée – qui avaient imposé chaque nouveau changement dans le cours de la révolution. C'étaient eux qui avaient renversé le ministère Milioukov ; c'étaient leurs soviets qui avaient annoncé au monde les convictions de paix russes : « sans annexions ni réparations et avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ; une fois de plus, en juillet, ce fut le prolétariat inorganisé qui s'était soulevé spontanément pour monter une fois de plus à l'assaut du palais de Tauride et exiger la prise du pouvoir par les soviets.

Les bolcheviks, qui formaient alors une petite secte politique, prirent la tête du mouvement. À la suite de l'échec désastreux du soulèvement, l'opinion publique se tourna contre eux, et leurs troupes privées de chefs refluèrent vers le quartier de Vyborg, le Faubourg Saint-Antoine de Petrograd. Il s'ensuivit une chasse féroce aux bolcheviks ; des centaines d'entre eux furent emprisonnés, dont Trotsky, M^{me} Kollontaï et Kamenev ; Lénine et Zinoviev, sous le coup des

¹² Retentissante affaire montée en 1913, à Kiev, par les autorités tsaristes contre M. Beïliss, un juif faussement accusé du meurtre rituel d'un enfant chrétien. Il fut acquitté par le jury. (Note du traducteur.)

poursuites, se mirent en sûreté ; les journaux bolcheviques furent interdits. Les provocateurs et les réactionnaires proclamèrent à son de trompe que les bolcheviks étaient des agents allemands, tant et si bien que le monde entier y ajouta foi.

Pourtant, le Gouvernement provisoire ne se trouva pas en mesure d'étayer ces accusations ; les documents établissant la conspiration pro-allemande furent reconnus comme des faux¹³ ; l'un après l'autre, les bolcheviks furent libérés sous caution purement symbolique ou sans caution ; bientôt il n'en resta que six en prison. L'impuissance et l'indécision du Gouvernement provisoire, dont la composition changeait sans cesse, constituaient un argument que personne ne pouvait réfuter. Les bolcheviks lancèrent une fois de plus le mot d'ordre cher aux masses : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Ils ne le faisaient pas dans un simple but égoïste car, à l'époque, c'étaient leurs ennemis acharnés, les socialistes « modérés », qui détenaient la majorité au sein de ces assemblées.

Les bolcheviks se montrèrent plus forts encore en recueillant les aspirations simples et frustes des ouvriers, des soldats et des paysans pour bâtir leur programme immédiat. Ainsi, tandis que les *oborontsy** mencheviques et socialistes-révolutionnaires s'engageaient dans des compromis avec la bourgeoisie, les bolcheviks gagnaient les masses russes. En juillet, ils étaient pourchassés et méprisés ; en septembre, les travailleurs de la capitale, les marins de la Baltique et les soldats étaient presque tous acquis à leur cause. Les élections municipales qui se déroulèrent ce mois-là dans les grandes villes¹⁴ étaient significatives : mencheviks et socialistes-révolutionnaires ne totalisaient que 18 % des voix contre plus de 70 % au mois de juin...

Il demeure un phénomène qui a intrigué les observateurs étrangers : le Comité exécutif central des soviets, les comités centraux de l'armée et de la flotte et les comités centraux de certains syndicats – notamment des postiers et des cheminots – s'opposaient aux bolcheviks avec la dernière violence. Toutes ces assemblées avaient été élues au milieu de l'été, ou même plus tôt, à un moment où les mencheviks et socialistes-révolutionnaires jouissaient d'une énorme popularité ; elles retardaient ou empêchaient de nouvelles élections. Ainsi, statutairement, le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats *aurait dû être convoqué en septembre*, mais le Tsik se refusait à le faire sous prétexte que l'Assemblée constituante devait se réunir dans deux mois et qu'à ce moment-là, laissait-on entendre, les soviets allaient abdiquer. En attendant, dans le pays tout entier, les bolcheviks gagnaient un soviet local après l'autre, l'emportaient dans les sections syndicales et se renforçaient parmi les soldats et les marins. Les soviets paysans demeuraient encore conservateurs, parce que, dans les régions rurales arriérées, la conscience politique se développait lentement et que, depuis une génération, les socialistes-révolutionnaires avaient été le parti qui militait dans les campagnes. Cependant, même dans la paysannerie, une aile révolutionnaire était en formation. On s'en aperçut clairement en octobre, lorsque la gauche du parti essaie se détacha pour former un nouveau groupement politique, les socialistes-révolutionnaires de gauche.

¹³ Ils faisaient partie des fameux « documents Sisson ». (Note de J. Reed.) Le journaliste américain Sisson publia, aux États-Unis, une série de documents antibolcheviks qui étaient des faux. À son retour aux États-Unis, en 1918, Reed dénonça l'imposture. (Note du traducteur.)

¹⁴ Voir Appendice, chapitre premier, 4, p. 326.

En même temps, on pouvait noter à mille signes que les forces de la réaction reprenaient confiance ¹⁵. Au théâtre de la Farce Troïtski, par exemple, la représentation d'un vaudeville intitulé les *Péchés du tsar* fut interrompue par un groupe de monarchistes qui menacèrent de lyncher les acteurs « pour avoir insulté l'Empereur ». Certains journaux commençaient à soupirer après un « Napoléon russe ». Il était courant, parmi les intellectuels bourgeois d'appeler les soviets des députés ouvriers (*soviet rabotchi dépoutatov**) *soviet sabatchikh dépoutatov** – soviets des députés canins.

Le 15 octobre, j'eus un entretien avec le grand capitaliste Stépan Guéorguievitch Lianozov, le « Rockefeller » russe, cadet de par ses opinions politiques.

– La révolution, dit-il, est une maladie ici, comme on interviendrait pour guérir un enfant malade et lui apprendre à marcher. Bien sûr, ce sera plus ou moins déplacé, mais les nations doivent se rendre compte du danger que présente le bolchevisme pour leurs propres pays : les idées de « la dictature du prolétariat » et de « la révolution sociale mondiale » sont contagieuses. Il se peut que cette intervention ne soit pas nécessaire. Les transports sont désorganisés, les usines ferment leurs portes et les Allemands avancent. La famine et la défaite pourraient ramener le peuple russe à la raison...

M. Lianozov affirma catégoriquement que, quoi qu'il arrivât, les marchands et industriels ne sauraient admettre l'existence des comités d'usine ni la moindre participation des travailleurs à la gestion de l'industrie.

– Pour ce qui est des bolcheviks, on s'en débarrassera par une des deux méthodes suivantes. Le gouvernement évacue Petrograd et, l'état de siège proclamé, le commandement de la région militaire peut agir à l'égard de ces messieurs sans s'embarasser des formalités légales... *Ou bien, si, par exemple, l'assemblée constituante manifestait des tendances utopiques, elle pourrait être dispersée par la force des armes...*

L'hiver approchait, le terrible hiver russe. J'ai entendu des hommes d'affaires qui en parlaient ainsi : « L'hiver a toujours été le meilleur ami de la Russie. Peut-être va-t-il à présent nous débarrasser de la révolution. » Sur le front, glacé, les misérables troupes continuaient à souffrir de la faim et à mourir sans enthousiasme. Les transports ferroviaires fonctionnaient de mal en pis, les vivres se faisaient plus rares, les usines fermaient. Les masses désespérées clamaient que la bourgeoisie attentait à la vie des gens, qu'elle préparait la défaite militaire. La ville de Riga fut livrée à l'ennemi juste après que le général Kornilov eut déclaré publiquement : « Devons-nous sacrifier Riga pour ramener le pays au sens du devoir ? »

Les américains auront du mal à croire que la guerre de classes puisse atteindre un tel paroxysme. Et pourtant, sur le front Nord, j'ai connu moi-même des officiers qui préféraient franchement la débâcle militaire à la collaboration avec les comités de soldats. Le secrétaire de la section de Petrograd du parti cadet me raconta que l'effondrement de la vie économique du pays faisait partie de la campagne pour discréditer la révolution. Un diplomate allié, dont j'ai promis de ne pas mentionner le nom, me l'a confirmé pour l'avoir constaté personnellement. Je connais certaines mines de charbon près de Kharkov qui ont été incendiées et inondées par leurs propriétaires, des usines textiles de Moscou dont les ingénieurs, avant de partir, ont mis les

¹⁵ Voir Appendice, chapitre premier, 5, p. 326.

machines hors d'usage, des cadres des chemins de fer surpris par les ouvriers alors qu'ils sabotaient des locomotives.

Une proportion considérable des classes possédantes préférait les Allemands à la révolution, voire au Gouvernement provisoire, et n'hésitait pas à le dire. Dans la famille russe où je vivais, à l'heure du dîner, on s'entretenait presque invariablement de l'arrivée des Allemands apportant « la foi et l'ordre ». Un soir, chez un marchand moscovite, je demandai à onze personnes réunies autour de la table à l'heure du thé si elles préféraient « Guillaume ou les bolcheviks ». Guillaume gagna à dix contre un.

Les spéculateurs profitaient du désordre général pour amasser des fortunes et les dépenser en des orgies fantastiques ou en pots-de-vin distribués aux fonctionnaires. Vivres et combustibles étaient stockés ou secrètement exportés en Suède. Ainsi, par exemple, pendant les quatre mois de la révolution, les denrées alimentaires, emmagasinées dans les entrepôts de Petrograd, ont été pillées presque au vu et au su de tous ; de la réserve de blé, suffisante pour deux mois, il restait à peine de quoi approvisionner la ville pendant un mois. Selon le rapport officiel du dernier ministre du Ravitaillement du Gouvernement provisoire, le café, acheté en gros à Vladivostok pour deux roubles la livre, était vendu au consommateur à Petrograd treize roubles. Dans les grandes villes, tous les magasins regorgeaient de vivre et de vêtements, mais seuls les riches pouvaient en acheter.

J'ai connu dans une ville de province une famille de marchands devenus des spéculateurs, des *marodiory* (maraudeurs), comme disent les Russes. Les trois fils s'étaient soustraits au service militaire à coups de pots-de-vin. L'un spéculait sur les produits alimentaires. Le deuxième vendait à de mystérieux clients en Finlande de l'or illégalement obtenu des mines de la Lena. Le troisième possédait la majorité des actions d'une chocolaterie et approvisionnait les coopératives locales, à condition que ces dernières lui fournissent tout ce dont il avait besoin. Ainsi, alors que les gens touchaient sur leur carte 125 grammes de pain noir, lui recevait en abondance pain blanc, thé, sucre, bonbons, gâteaux et beurre. Cependant, lorsque les combattants du front avaient trop froid et trop faim, qu'ils étaient trop épuisés pour se battre, on aurait dû entendre cette famille s'indigner, les traiter de « lâches » et proclamer qu'elle avait « honte d'être russe » ! Et, lorsque les bolcheviks finirent par découvrir et réquisitionner les vastes stocks de provisions accaparés, n'était-ce pas là agir en véritables « bandits » !

Sous toute cette pourriture de surface, remuaient des forces occultes, secrètes et extrêmement actives, qui n'avaient pas changé depuis la chute de Nicolas II. Les agents de la tristement célèbre Okhrana s'affairaient encore, pour et contre le tsar, pour et contre Kerenski, pourvu qu'on les payât. Dans l'obscurité, des organisations clandestines de toutes sortes, telles que les Cent-Noirs, s'agitaient, tentant de ramener la réaction sous une forme quelconque.

Dans cette atmosphère de corruption, de demi-vérités monstrueuses, jour après jour résonnait, comme une note claire, le chœur de plus en plus puissant des bolcheviks : « Tout le pouvoir aux soviets ! Tout le pouvoir aux représentants directs des dizaines de millions de simples travailleurs, soldats et paysans ! La terre, le pain, fin à la guerre stupide, fin à la diplomatie secrète, à la spéculation, à la trahison ! La révolution est en danger et avec elle la cause des peuples du monde entier ! »

La lutte entre le prolétariat et les classes moyennes, entre les soviets et le gouvernement, lutte qui avait commencé dans les premières journées de mars, en arrivait à son point culminant.

La Russie qui d'un bond était passée du Moyen Âge dans le XX^e siècle offrait à un monde stupéfait le spectacle de deux systèmes révolutionnaires – la révolution politique et la révolution sociale – engagés en un mortel combat.

Après tous ces mois de famine et de désillusion, la révolution russe se révélait dans toute sa vitalité. La bourgeoisie aurait dû mieux connaître sa Russie. La « maladie » révolutionnaire n'était pas près d'y toucher à sa fin.

Considérée rétrospectivement, la Russie d'avant l'insurrection de novembre semble appartenir à un autre âge, incroyablement conservateur. Telle a été la vitesse de notre adaptation à une vie plus neuve, plus rapide. C'est que la politique tout entière avait glissé à gauche jusqu'au moment où les cadets furent mis hors la loi comme « ennemis du peuple », Kerenski devint un « contre-révolutionnaire », les chefs socialistes « centristes » – Tsérételli, Dan, Lieber, Gotz et Avksentiev – apparurent trop réactionnaires aux yeux de leurs propres partisans, et des hommes comme Victor Tchernov, et même Maxime Gorki, se trouvèrent à l'aile droite.

Vers mi-décembre 1917, un groupe de dirigeants socialistes-révolutionnaires vint voir en privé Sir George Buchanan, ambassadeur de Grande-Bretagne ; ils l'implorèrent de ne pas ébruiter leur visite car ils étaient considérés « trop à droite ». – Quand je pense, observa Sir George, qu'il y a un an, mon gouvernement m'a donné des instructions pour ne pas recevoir Milioukov parce qu'il était si dangereusement à gauche !

Septembre et octobre sont les plus mauvais mois de l'année en Russie et plus spécialement à Petrograd. Sous un ciel fris et terne, à longueur de journées de plus en plus brèves, la pluie tombait, pénétrante, continue. On marchait dans une boue profonde, glissante, collante, sillonnée en tous sens de lourdes empreintes de bottes, une boue pire que d'habitude à cause de l'effondrement total des services municipaux. Un vent âpre et humide soufflait du golfe de Finlande, un brouillard glacé envahissait les rues. La nuit, de peur des zeppelins, ainsi que par mesure d'économie, de rares réverbères s'allumaient à de grands intervalles ; dans les demeures privées et dans les immeubles, il n'y avait du courant électrique que de six heures à minuit, les bougies coûtaient 40 cents pièces, le pétrole était difficile à trouver. Il faisait noir de trois heures de l'après-midi à dix heures du matin. Les vols à main armée, les cambriolages se multipliaient. Dans les immeubles, les hommes, à tour de rôle, montaient la garde toute la nuit, armés de fusils chargés. Cela se passait sous le Gouvernement provisoire.

D'une semaine à l'autre, les produits alimentaires se faisaient plus rares. La ration quotidienne de pain tomba d'une livre et demie à une livre, à trois quarts de livre, à une demi-livre, à 125 grammes. Vers la fin, il y eut une semaine sans pain. On avait droit à un kilo de sucre par mois, à condition de s'en procurer, ce qui n'arrivait pas fréquemment. Une tablette de chocolat, une livre de bonbons insipides coûtaient de sept à dix roubles : un dollar ou plus. Il y avait du lait pour près de la moitié des bébés de Petrograd, la plupart des hôtels et des logements n'en avaient pas vu une goutte depuis des mois. À la saison des fruits, pommes et poires se vendaient au coin des rues pour un peu moins d'un rouble pièce.

Pour avoir du lait et du pain et du sucre et du tabac, il fallait faire la queue pendant des heures, sous une pluie glaciale. En rentrant chez moi, après des réunions qui avaient duré toute la nuit, il m'est arrivé d'apercevoir des *khvost* (queue) qui se formaient avant l'aube : des femmes pour la plupart, certaines avec des bébés dans les bras. Dans sa *Révolution française*, Carlyle écrit que le peuple de France se distinguait de tous les autres par sa capacité à faire la

queue. La Russie s'accoutuma à cette pratique qui avait pris naissance sous le règne de Nicolas le Bien-aimé, dès 1915, et qui devait durer par intermittence jusqu'à l'été 1917, pour s'intégrer alors à l'ordre normal des choses. Songez aux gens mal vêtus, restant debout des journées entières – en plein hiver russe – dans les rues de Petrograd durcies, blanchies par le gel ! J'ai écouté parler les gens qui faisaient la queue devant les boulangeries et j'ai saisi les accents amers et acerbes du mécontentement qui perçait quelquefois à travers la miraculeuse bonhomie de la foule russe.

Bien entendu, tous les théâtres jouaient tous les soirs, même le dimanche. La Karsavina se produisait dans un nouveau ballet au théâtre Marie et tous les Russes amoureux de la danse se pressaient pour la voir. Chaliapine chantait. Le théâtre Alexandrine avait repris *La Mort d'Ivan le Terrible* de Tolstoï dans la mise en scène de Mayerhold ; je me souviens d'y avoir aperçu un élève de l'École impériale des pages qui se levait durant les entractes et, correct dans son uniforme de parade, se mettait face à la loge du tsar, vide et dépouillée de ses aigles. Le *Krivoïé Zerkalo* monta une adaptation somptueuse de *La Ronde* de Schnizler.

Bien que l'Ermitage et les autres galeries de peintures aient été évacuées à Moscou, des expositions de tableaux se tenaient toutes les semaines. Des hordes d'intellectuels se pressaient aux conférences sur l'art, la littérature et les systèmes philosophiques faciles. Ce fut une saison particulièrement bien achalandée pour les philosophes. Et l'Armée du Salut, admise en Russie pour la première fois dans l'histoire, recouvrait les murs d'annonces de réunions évangéliques qui amusaient et surprenaient les gens.

Comme il arrive toujours à des époques pareilles, la ville continuait à vivre son train-train quotidien, sans tenir compte – dans la mesure du possible – de la révolution. Les poètes composaient des vers où il n'était pas question de la révolution. Les peintures réalistes brosaient des scènes de l'histoire médiévale russe, n'importe quelles scènes, sauf celles de la révolution. De jeunes provinciales arrivaient à Petrograd pour apprendre le français et cultiver leur voix, et les jeunes officiers, beaux et gais, promenaient dans les halls des hôtels leurs passe-montagnes cramoisis passémentés d'or et leurs épées caucasiennes ciselées. Les épouses des bureaucrates subalternes se rencontraient l'après-midi pour prendre le thé ; chacune portait sur elle sa petite boîte à sucre, en or, en argent, ou décorés de pierre précieuses, et, dans son manchon, une demi-boule de pain ; Elles n'avaient d'autres désirs que le retour du tsar, ou l'arrivée des Allemands, ou n'importe quoi qui permettrait de résoudre le problème des domestiques. La fille d'un de mes amis rentra un après-midi en proie à une crise d'hystérie parce qu'une receveuse de tramway l'avait traitée de « camarade ».

Tout autour d'eux, la grande Russie se débattait dans les douleurs de l'accouchement, donnant naissance à un monde nouveau. Les domestiques qui naguère étaient traités comme des animaux et recevaient des gages misérables laissaient voir des signes d'indépendance. Une paire de chaussures coûtait plus de cent roubles, et, comme les gens de maison gagnaient en moyenne trente-cinq roubles par mois, ils se refusaient à user leurs semelles en faisant la queue. Il y avait plus fort encore. Dans la nouvelle Russie, chaque homme et chaque femme pouvaient voter ; il y avait des journaux ouvriers disant des choses neuves et surprenantes ; il y avait des soviets ; il y avait les syndicats. Les *izvozchtchiki** avaient le leur, ils étaient également représentés au soviet de Petrograd. Le personnel des restaurants et hôtels était syndiqué et refusait les pourboires. Les garçons avaient fixé au mur des salles des pancartes où on pouvait

lire : « Ici pas de pourboire », ou bien : « Ce n'est pas parce qu'un homme doit gagner sa vie en servant à table qu'il faut l'insulter en lui offrant un pourboire ! »

Au front, les soldats luttèrent contre les officiers et apprenaient, grâce aux comités, à se gouverner eux-mêmes. Dans les entreprises, les comités d'usine, ces organisations russes uniques dans leur genre, acquéraient, en combattant l'ancien ordre, de la force, de l'expérience, et une meilleure compréhension de leur mission historique. Le pays tout entier apprenait à lire et *lisait* – de la politique, de l'économie, de l'histoire – parce que les gens voulaient *savoir*. Dans chaque grande ville, et dans la plupart des petites, tout comme au front, chaque groupement politique avait son journal, parfois plusieurs journaux. Des centaines de milliers de tracts, distribués par des centaines d'organisations, inondaient les régiments, les villages, les fabriques, les rues. La soif de l'éducation, réprimée pendant si longtemps, se manifestait avec frénésie depuis le début de la révolution. Pendant les six premiers mois, l'Institut Smolny à lui seul expédia tous les jours des tonnes, des wagons, des trains entiers d'imprimés, de quoi saturer le pays. Insatiable, la Russie absorbait la lecture comme le sable chaud absorbe l'eau. Et il ne s'agissait pas de légendes, d'histoire falsifiée, de religion délayée, ni de romans nocifs ou bon marché mais des théories sociales et économiques, de philosophie, d'œuvres de Tolstoï, de Gogol et de Gorki.

Et puis, il y avait ce flux de paroles à côté duquel « le torrent de la conversation française » dont parle Carlyle n'était qu'un mince filet. Conférences, débats, discours, dans les théâtres, dans les cirques, dans les écoles, dans les clubs, dans les salles de réunion des soviets, dans les locaux des syndicats, dans les casernes... Meetings au front, dans les tranchées, meetings sur les places des villages, dans les usines... Quel merveilleux spectacle que celui du Poutilovski zavod (usine Poutilov) déversant ses quarante mille ouvriers pour écouter les sociaux-démocrates, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, n'importe qui, quoi qu'ils aient à dire et aussi longtemps qu'ils désirent parler ! Des mois durant, à Petrograd comme partout en Russie, chaque coin de rue fut une tribune, dans les tramways, partout, toujours.

Et les conférences et congrès panrusses où se retrouvaient des gens venus de deux continents : congrès des soviets, des coopératives, des zemstvos, des ecclésiastiques, des paysans, des partis politiques ; la Conférence démocratique, la Conférence de Moscou, le Conseil de la République russe ! Il y avait toujours trois ou quatre manifestations de ce genre en train de se tenir à Petrograd. À chaque réunion, l'assistance votait contre toute tentative de limiter le temps de parole des orateurs, chacun était libre d'exprimer toute sa pensée.

Lorsque j'arrivai, avec des amis, au front, dans le secteur de la XII^e armée, derrière Riga, où les hommes émaciés, déchaussés, désespérés, dépérissaient dans la boue des tranchées, ils se dressèrent en nous apercevant, le visage hâve, leurs loques s'ouvrant sur un corps bleui par le froid, pour exiger avidement : « Avez-vous quelque chose à *lire* ? »

Malgré de nombreux signes extérieurs et visibles de changement, malgré le petit drapeau rouge que serrait dans sa main devant le théâtre Alexandrine, la statue de Catherine la Grande, malgré les autres drapeaux légèrement fanés qui flottaient sur tous les édifices publics, malgré la disparition des aigles et des monogrammes impériaux, arrachés ou masqués, et bien qu'au lieu de féroces *gorodovoï* (agent de police), une milice populaire, douce et non armée, patrouillât dans les rues, malgré tout cela, on observait bien des curieux anachronismes.

Par exemple la *Tabel o rangakh* – la table des rangs et des classes – que, d’une main de fer, Pierre le Grand avait imposée à la Russie était toujours en vigueur. Presque tous, à commencer par les écoliers, arboraient leur uniforme réglementaire avec l’insigne impérial sur les boutons et les pattes d’épaules. Vers cinq heures de l’après-midi, les rues se remplissaient d’humbles vieux messieurs en uniforme, chargés d’une serviette, qui, après une journée de travail dans les ministères et administrations d’État, énormes comme des casernes, rentraient chez eux en calculant sans doute le taux de mortalité chez leurs supérieurs hiérarchiques nécessaire pour les faire accéder au *tchin* (grade) convoité d’assesseur de collègue ou de conseiller privé, avec la perspective d’une retraite confortable et, qui sait, de la croix de Sainte-Anne.

On raconte l’histoire du sénateur Sokolov, venu en civil à une séance du Sénat et qui, en pleine tourmente révolutionnaire, se vit interdire l’entrée parce qu’il ne portait pas la livrée prescrite pour le service du tsar.

C’est sur cette toile de fond d’une nation entière en état de fermentation et s’en allant à la débandade que devait se dérouler le grand spectacle du soulèvement des masses russes...

Chapitre II

L'ORAGE APPROCHE

[Retour à la table des matières](#)

En septembre, le général Kornilov marcha sur Petrograd pour devenir dictateur militaire de Russie. Derrière lui, se révéla soudain le poing armé de la bourgeoisie qui tentait insolemment d'écraser la révolution. Quelques-uns parmi les ministres socialistes avaient trempé dans l'entreprise, Kerenski lui-même était suspect¹⁶. Savinkov, convoqué devant le Comité central de son parti, les socialistes-révolutionnaires, pour fournir des explications, s'y refusa et fut exclu. Kornilov fut arrêté par les comités de soldats. Des généraux destitués, des ministres relevés de leurs fonctions : le cabinet tomba.

Kerenski essaya de former un nouveau gouvernement en y faisant entrer les cadets, parti de la bourgeoisie. Son propre parti, celui des socialistes-révolutionnaires, s'y opposa. Il n'accepta pas d'obéir et menaça de démissionner au cas où les socialistes insisteraient. Pourtant, l'émotion populaire était telle que, pour l'instant, il n'osa pas s'obstiner, et un directoire provisoire composé de cinq membres du précédent ministère, avec Kerenski à la tête, assumait le pouvoir en attendant que la question soit réglée.

L'affaire Kornilov avait opéré un rapprochement entre tous les groupes socialistes – les « modérés » aussi bien que les révolutionnaires – unis par un réflexe passionné d'autodéfense. Il ne fallait pas qu'il eût d'autres Kornilov. Un nouveau gouvernement devait être formé qui serait responsable devant les partisans de la révolution. Aussi le Tsik invita-t-il les organisations populaires à envoyer des délégués à une Conférence démocratique qui allait se réunir à Petrograd au mois de septembre.

Aussitôt, au Tsik, trois tendances virent le jour. Les bolcheviks exigeaient que les soviets soient convoqués en un congrès panrusse et qu'ils prennent le pouvoir. Les socialistes-révolutionnaires « centristes », conduits par Tchernov, se joignirent aux essais de gauche, dirigés par Kamkov et Maria Spiridonova, aux mencheviks internationalistes, qui avaient pour chef Martov, et aux mencheviks « centristes », représentés par Bogdanov et Skobélev, pour demander un gouvernement socialiste homogène. Tsérételli, Dan et Lieber, au nom des mencheviks de droite, et les socialistes-révolutionnaires de droite, avec Avksentiev et Gotz, maintenaient que les classes possédantes devaient avoir des porte-parole dans le nouveau ministère.

Presque aussitôt les bolcheviks conquirent la majorité au soviet de Petrograd dont l'exemple fut suivi par les soviets de Moscou, de Kiev, d'Odessa et d'autres villes.

Alarmés, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui se trouvaient aux commandes du Tsik, décidèrent qu'après tout ils redoutaient le danger de Kornilov moins que

¹⁶ Voir Appendice, chapitre II, 1, p. 299.

celui de Lénine. Ils révisèrent la répartition des sièges à la Conférence démocratique¹⁷ en augmentant le nombre de délégués des sociétés coopératives et d'autres associations conservatrices. Même cette assemblée truquée commença par se prononcer en faveur *d'un gouvernement de coalition sans les cadets*. Il ne fallut pas moins que la menace de démission ouvertement proférée par Kerenski et le cri d'alarme des socialistes « modérés » affirmant que « la République était en danger » pour que la Conférence se décidât à approuver, à une petite majorité, le principe d'une coalition avec la bourgeoisie et à sanctionner l'établissement d'une sorte de parlement consultatif, privé de tout pouvoir législatif et appelé Conseil provisoire de la République russe. Les classes possédantes dominaient en fait le nouveau gouvernement ; au Conseil de la République, elles occupaient un nombre disproportionné de sièges.

Le fait est que le Stik, qui ne représentait plus les simples membres des soviets locaux, s'était illégalement refusé à convoquer un nouveau Congrès panrusse des soviets prévu pour septembre. Il n'avait pas la moindre intention de le réunir ni de permettre qu'il se réunît. Son organe officiel, les *Izvestia (Nouvelles)*, commença à insinuer que les soviets avaient presque terminé leur mission¹⁸ et qu'ils pourraient être bientôt dissous. À la même époque, le nouveau gouvernement annonça que son programme prévoyait la liquidation des « organisations irresponsables », c'est-à-dire les soviets.

Les bolcheviks ripostèrent en appelant les soviets de toute la Russie à se rencontrer à Petrograd le 2 novembre et à s'emparer du pouvoir. En même temps, ils se retirèrent du Conseil de la République en déclarant qu'ils entendaient ne pas participer à « un gouvernement de trahison du peuple »¹⁹

Pourtant, le départ des bolcheviks n'apporta pas le calme au sein du malheureux Conseil. Les classes possédantes, qui détenaient à présent des positions de force, se firent arrogantes. Les cadets déclarèrent que le gouvernement n'avait pas le droit légal de proclamer la République. Ils dénoncèrent les soviets et exigèrent des mesures rigoureuses pour détruire les comités de soldats et de marins. À l'autre extrémité de l'assemblée, les mencheviks internationalistes et les socialistes révolutionnaires de gauche demandaient la paix immédiate, la remise de la terre aux paysans et le contrôle ouvrier de l'industrie : en fait, le programme bolchevique.

J'ai entendu Martov répondre aux cadets. Voûté au-dessus de la table du présidium et parlant d'une voix tellement rauque qu'on pouvait à peine l'entendre, cet homme, mortellement malade, menaça du doigt les bancs de la droite – Vous nous appelez défaitistes, mais les vrais défaitistes sont ceux qui attendent un moment plus favorable pour conclure la paix, qui insistent pour remettre la paix à plus tard, jusqu'au moment où il ne restera rien de l'armée russe, où la Russie sera devenue un objet de marchandage entre les divers groupements impérialistes... Vous essayez d'imposer au peuple russe une politique dictée par les intérêts de la bourgeoisie. La question de la paix doit être posée sans tarder... Vous verrez alors que n'aura pas été vain

¹⁷ Voir Appendice, chapitre II, 2, p. 329.

¹⁸ Voir Appendice, chapitre II, 3, p. 330.

¹⁹ Voir Appendice, chapitre II, 4, p. 332.

le travail de ceux que vous appelez les agents allemands, de ces zimmerwaldiens²⁰ qui ont préparé dans tous les pays l'éveil de la conscience des masses démocratiques...

Entre ces deux groupes, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires oscillaient, irrésistiblement poussés à gauche par le mécontentement toujours croissant des masses. Une profonde hostilité divisait l'assemblée en des fractions irréconciliables.

Telle était la situation lorsque l'annonce, attendue depuis longtemps, de la Conférence alliée de Paris posa la question brûlante de la politique étrangère.

En principe, tous les partis socialistes russes en faveur d'une paix conclue le plus rapidement possible à des conditions démocratiques. Pas plus tard qu'au mois de mai 1917, le soviet de Petrograd, à l'époque dominé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, avait rendu publiques les fameuses conditions de paix russes. Une des revendications concernait une réunion au cours de laquelle les Alliés discuteraient les buts de la guerre. La conférence avait été promise pour août, reporté en septembre, ensuite en octobre, et voilà qu'elle était fixée au 10 novembre.

Le Gouvernement provisoire suggéra l'envoi de deux représentants : le général Alexéiev, officier réactionnaire, et Tséréchtchenko, ministre des Affaires étrangères. Les soviets désignèrent Skobélev pour parler en leur nom et rédigèrent un manifeste, le fameux *nakaz**²¹ ou mandat. Le gouvernement provisoire se prononça contre Skobélev et son *nakaz** : les ambassadeurs alliés protestèrent : finalement, aux Communes, en réponse à une question, Bonar Law²² déclara froidement : « Autant que je sache, la Conférence de Paris ne discutera pas du tout des buts de la guerre, mais seulement des méthodes à employer pour la mener. »

Sur quoi la presse conservatrice russe jubila et les bolcheviks s'écrièrent : Voyez où la tactique conciliatrice des mencheviks et les socialistes-révolutionnaires les a conduits ! »

Tout au long d'un front de quinze cent kilomètres, les millions d'hommes de l'armée russe s'agitaient comme la marée montante et inondaient Petrograd de centaines de délégations clamant : « Paix ! Paix ! »

Je traversai la Neva pour assister, au Cirque Moderne, à un de ces grands meetings populaires qui, plus nombreux d'un soir à un autre, se tenaient partout dans la capitale. L'amphithéâtre nu et obscur, éclairé par cinq ampoules qui pendaient à un mince fil, était bondé, depuis l'arène jusqu'au toit, et sur toute la raide envolée de ses gradins crasseux : soldats, marins, travailleurs, femmes tous prêtant l'oreille comme si leur vie en dépendait. Un soldat était en train de parler au nom de la 548^e division : personne ne savait ce qu'elle était ni où elle se trouvait.

– Camarades, criait-il, et ses traits tirés, ses gestes désespérés exprimaient une véritable angoisse. Les hommes au sommet nous demandent à nous toujours plus de sacrifices, mais personne ne touche à ceux qui ne manquent de rien. Nous sommes en guerre avec l'Allemagne. Aurions-nous l'idée d'inviter des généraux allemands à faire partie de notre état-major ? Eh

²⁰ Membres de l'aile révolutionnaire internationaliste des socialistes d'Europe, ainsi nommés à cause de leur participation à la conférence internationale qui s'était tenue à Zimmerwald, en Suisse, en 1915. (Note de J. Reed.)

²¹ Voir Appendice, chapitre II, 5, p. 334.

²² Chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement Lloyd George. (Note du traducteur.)

bien, nous sommes aussi en guerre avec les capitalistes et pourtant nous les invitons à faire partie de notre gouvernement... Les soldats disent : montrez-nous pourquoi nous luttons. Est-ce pour Constantinople ou est-ce pour une Russie libre ? Pour la démocratie ou pour les bandits capitalistes ? Si vous pouvez me démontrer que je défends la révolution, alors j'irai me battre sans y être forcé par la menace de la peine de mort... Quand la terre appartiendra aux paysans, et les usines aux travailleurs, et le pouvoir aux soviets, nous saurons que nous avons quelque chose à défendre et nous le défendrons !

Dans les casernes, dans les fabriques, au coin des rues, d'innombrables orateurs soldats réclamant la fin de la guerre, déclarant que, si le gouvernement ne faisait pas un effort énergique pour obtenir la paix, les troupes quitteraient les tranchées et rentreraient chez elles.

Le porte-parole de la VIII^e armée :

– Nous sommes faibles, il nous reste plus qu'une poignée d'hommes par compagnie. On doit nous envoyer des vivres, et des bottes, et des renforts, sinon il n'y aura bientôt que les tranchées vides. La paix ou le ravitaillement ! Que le gouvernement mette fin à la guerre ou qu'il aide l'armée.

Le 46^e régiment sibérien d'artillerie :

– Les officiers ne coopèrent pas avec nos comités, ils nous trahissent à l'ennemi, ils appliquent la peine de mort à nos agitateurs, et le gouvernement contre-révolutionnaire les soutient. Nous avons cru que la révolution allait amener la paix. Mais à présent les autorités nous interdisent même de parler de ces choses et pendant ce temps elles ne nous donnent pas assez de vivres pour subsister ni assez de munitions pour combattre.

Venues d'Europe, des rumeurs circulaient au sujet d'une paix conclue aux dépens de la Russie²³.

Les nouvelles des traitements infligés aux troupes russes en France ne faisaient qu'ajouter au mécontentement. Les hommes de la 1^{re} brigade avaient voulu remplacer leurs officiers par des comités de soldats, comme l'avaient fait leurs camarades en Russie : ils avaient refusé de se rendre à Salonique, exigeant d'être renvoyés chez eux. Ils furent encerclés et affamés avant d'être soumis à un feu d'artillerie ; et il y eut plusieurs tués²⁴.

Le 29 octobre, j'allai au palais Marie où, dans une salle décorée de marbre blanc et de tentures cramoisies, siégeait Téréchtchenko sur la politique étrangère du gouvernement, déclaration que le pays, épuisé et assoiffé de paix, attendait avec une terrible anxiété.

Un grand jeune homme, impeccablement mis, au visage glabre et aux pommettes saillantes, lisait suavement un discours circonspect et vide de tout engagement²⁵. Rien. Rien que les vieilles platitudes sur l'écrasement du militarisme allemand avec l'aide des alliés, les « intérêts d'État » russes, « l'embarras » causé par le *nakaz** de Skobélev. Il conclut sur cette idée maîtresse :

²³ Voir Appendice, chapitre II, 6, p. 338.

²⁴ Voir Appendice, chapitre II, 7, p. 338.

²⁵ Voir Appendice, chapitre II, 8, p. 342.

– La Russie est une grande puissance. Quoi qu’il arrive, la Russie demeurera une grande puissance. Nous devons tous la défendre, nous devons prouver que nous sommes les défenseurs d’un grand idéal, les enfants d’une grande puissance.

Personne n’était satisfait. Les réactionnaires voulaient une politique impérialiste « forte » ; les partis démocratiques voulaient l’assurance que le gouvernement allait réclamer la paix. Je reproduis un éditorial paru dans *Rabotchi i Soldat (Ouvrier et Soldat)*, organe du soviet bolchevique de Petrograd :

M. Téréchtchenko, ministre des Affaires étrangères, a prononcé au pré-parlement²⁶ un grand discours sur la guerre et la paix. Qu’a donc révélé à l’armée et au peuple le plus taciturne de nos ministres ?

Premièrement, nous sommes étroitement unis avec nos alliés (non pas avec les peuples, mais avec les gouvernements).

Deuxièmement, la démocratie ne doit pas discuter de la possibilité ou de l’impossibilité d’entreprendre une campagne d’hiver : la décision appartient aux gouvernements de nos alliés.

Troisièmement, l’offensive du 1^{er} juillet a été une entreprise fort heureuse et profitable. (Il n’en a pas mentionné les conséquences.)

Quatrièmement, il n’est pas vrai que nos alliés ne s’intéressent pas à nous. « Nous disposons de déclarations précises de nos alliés. » Des déclarations ? Et les actes ? Et la conduite de la flotte anglaise ?²⁷ Et les pourparlers du roi d’Angleterre avec le général Gourko, un contre-révolutionnaire exilé ? Le ministre n’a soufflé mot de tout cela.

Cinquièmement, le *nakaz** donné à Skobélev est mauvais. « À la Conférence alliée, nous devons tous parler le même langage. »

Et c’est tout ? C’est tout. Comment s’en sortir ? La solution, c’est la foi dans les Alliés et en Téréchtchenko. Pour quand, la paix ? Quand les Alliés le permettront.

C’est ainsi que le gouvernement a répondu aux combattants des tranchées sur le problème de la paix !

Une nouvelle force sinistre, les cosaques, commençait à se profiler vaguement à l’arrière-plan de la vie quotidienne. La *Novaïa jizn*, journal de Gorki, attira l’attention sur leurs agissements :

Au début de la révolution, les cosaques *refusèrent* de tirer sur le peuple. Lorsque Kornilov marcha sur Petrograd, ils *refusèrent* de suivre le traître... Dernièrement, leur attitude a quelque peu changé : ils abandonnent leur loyauté passive pour une offensive politique active... Du fond de la scène révolutionnaire, ils ont subitement avancé vers la rampe...

²⁶ Conseil de la République russe. (Note du traducteur.)

²⁷ Voir Appendice, chapitre II, 9, p. 344.

Kalédine, ataman des cosaques du Don, avait été destitué par le Gouvernement provisoire pour sa complicité dans l'affaire Kornilov. Il avait carrément refusé de se démettre de ses fonctions et se tenait à Novotcherkassk, entouré de trois immenses armées cosaques, dans une ambiance de complots et de menaces. Si grand était son pouvoir que le gouvernement dut fermer les yeux sur cet acte d'insubordination. Il fut même forcé de reconnaître officiellement le Conseil de l'Union des armées cosaques et de déclarer illégale la Section cosaque des soviets, nouvellement formée.

Dans la première moitié d'octobre, une délégation cosaque se présenta chez Kerenski pour exiger avec arrogance que les accusations contre Kalédine soient abandonnées et reprochait au président du Conseil de céder aux soviets. Kerenski accepta de laisser Kalédine tranquille, après quoi, raconte-t-on, il aurait dit : « aux yeux des dirigeants des soviets, je suis un despote et un tyran... Pour ce qui est du Gouvernement provisoire, loin d'être subordonné aux soviets, il regrette jusqu'à leur existence. »

À la même époque, une autre mission cosaque rendit visite à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, parlant carrément au nom du « peuple cosaque libre ».

Quelque chose qui ressemblait fort à une république cosaque fut établi dans la région du Don. Celle du Kouban se proclama État cosaque indépendant. Des cosaques armés dispersèrent les soviets de Rostov et d'Ekatérinoslav et pillèrent les locaux du syndicat des mineurs de Kharkov. Dans toutes ses manifestations, le mouvement cosaque se montrait antisocialiste et militariste. Il avait pour chefs des nobles et de grands propriétaires : Kalédine, Kornilov, les généraux Doutov, Karaoulov et Bardij, et il était soutenu par les puissants marchands et banquiers de Moscou.

La vieille Russie se désagrégeait rapidement. En Ukraine, en Finlande, en Pologne, en Russie blanche, les mouvements nationalistes s'enhardissaient à mesure qu'ils prenaient des forces. Les gouvernements locaux, dominés par les classes possédantes, revendiquaient l'autonomie et refusaient d'obéir aux ordres de Petrograd. À Helsinki, le Sénat finlandais se prononça contre un prêt d'argent au Gouvernement provisoire, proclama la Finlande autonome et exigea le retrait des troupes russes. La Rada²⁸ bourgeoise de Kiev étendit les frontières de l'Ukraine de façon à inclure la totalité des terres les plus fertiles du sud de la Russie, jusqu'aux monts Oural à l'est, et commença à former une armée nationale. Son premier ministre, Vinnitchenko, parlait à mots couverts de paix séparée avec l'Allemagne, et le Gouvernement provisoire n'y pouvait rien. La Sibérie, le Caucase réclamaient des assemblées constituantes séparées, et dans toutes ces contrées commençait une lutte acharnée entre les autorités et les soviets des députés ouvriers et soldats

La situation devenait de jour en jour plus chaotique. Les soldats désertaient le front par centaines de milliers, géantes hordes désemparées qui parcouraient le pays. Les paysans des gouvernements de Tambov et de Tver, las d'attendre la distribution des terres, et poussés à bout par les mesures répressives des autorités, brûlaient les manoirs et massacraient leurs occupants. D'énormes grèves et lock-out agitaient Moscou, Odessa et les mines de charbon du Donetz²⁹.

²⁸ Assemblée politique des nationalistes contre-révolutionnaires, constituée en Ukraine en 1917-1918. (note de l'édition de 1982.)

²⁹ Reed écrit : « bassin du Don ». Nous avons rectifié ce lapsus qui se répète plus loin et qui est dû sans doute au fait que le bassin du Donetz est habituellement appelé en russe le Donbass. (Note du traducteur.)

Les transports étaient paralysés, l'armée souffrait de la faim, les grandes villes manquaient de pain.

Le gouvernement, déchiré entre les groupements démocratiques et réactionnaires, ne pouvait rien faire ; lorsqu'il était forcé d'agir, c'était toujours pour défendre les intérêts de classes possédantes. Il envoyait les cosaques rétablir l'ordre chez les paysans, briser les grèves. à Tachkent, les autorités décidèrent la dissolution du soviet. À Petrograd, au Conseil économique, créé pour ranimer l'économie ravagée du pays, les forces opposées du Capital et du Travail aboutirent à une impasse ; Kerenski supprima le conseil. Les militaires de l'ancien régime, soutenus par les cadets, exigeaient l'adoption de mesures sévères pour restaurer la discipline dans les forces terrestres et navales. C'est en vain que l'amiral Verdérevski, le vénérable ministre de la Marine, et le général Verkhovski, ministre de la Guerre, affirmaient que seule une nouvelle discipline volontaire et démocratique, fondée sur la coopération avec les comités de soldats et de marins, était à même de sauver l'armée et la flotte. Leurs recommandations ne furent pas écoutées.

Les réactionnaires semblaient décidés à provoquer la colère populaire. Le procès Kornilov approchait. La presse bourgeoise défendait de plus en plus ouvertement ce général qu'elle présentait sous des traits d'« un grand patriote russe ». Le journal de Bourtsev, le *Obchtché diélo*, (*La Cause commune*), réclamait la dictature de Kornilov, Kalédine et Kerenski !

Un jour, dans la galerie de la presse du Conseil de la République, je parlai à Bourtsev : un petit homme voûté, au visage ridé, des yeux myopes cachés derrière des verres épais, des cheveux en bataille et une barbe striée de gris. – Notez bien ce que je vous dis jeune homme ! Ce qu'il faut à la Russie, c'est un homme fort. Nous devons cesser de nous occuper de la révolution et nous concentrer sur les allemands. Batre Kornilov : quelle maladresse ! Et derrière ces maladroits, se cachent les agents allemands. Kornilov aurait dû gagner...

À l'extrême droite, les organes monarchistes, à peine camouflés le *Narodny triboun* (*La Tribune populaire*) de Pourichkévitich, la *Novaïa Rouss* (*La Nouvelle Russie*) et le *Jivoïé Slovo* (*La Parole vivante*) préconisaient ouvertement l'extermination de la démocratie révolutionnaire.

Le 23 octobre, un combat se déroula dans le golfe de Tiga contre des unités de la marine allemande. Sous prétexte que Petrograd était en danger, le Gouvernement provisoire dressa des plans pour l'évacuation de la capitale. Les grandes usines de munitions devaient partir les premières pour être éparpillées à travers la Russie ; puis le gouvernement lui-même allait se transporter à Moscou. Aussitôt ; les bolcheviks déclarèrent que le gouvernement abandonnait la capitale rouge afin d'affaiblir la révolution. Riga avait été vendue aux Allemands, à présent Petrograd était trahi à son tour !

La presse bourgeoise exultait. « À Moscou, écrivait le quotidien *Retch* (*La Parole*), le gouvernement peut poursuivre son activité dans une atmosphère calme, sans être dérangé par les anarchistes. » Rodzianko, chef de l'aile droite des cadets, affirma dans *Outro Rossii* (*Le Matin de la Russie*) que la prise de Petrograd par les Allemands serait une bénédiction parce qu'elle permettait de détruire les soviets et de se débarrasser de la flotte révolutionnaire de la Baltique.

Petrograd est en danger, écrivait-il. Je me dis : tant pis pour Petrograd. On craint qu'avec la perte de la capitale, toutes les organisations centrales (les soviets, etc.) ne soient

détruites. À quoi je réponds que je me réjouirais si toutes ces organisations étaient détruites, car elles n'ont rien apporté à la Russie que du mal...

Avec la chute de Petrograd, la flotte de la Baltique sera anéantie elle aussi... Il n'y aurait rien à regretter, la plupart des navires de guerre sont tout à fait pervertis...

Devant la tempête de désapprobation populaire, le projet d'évacuation fut abandonné.

En attendant, l'ombre du Congrès des soviets pesait sur le pays telle une nuée orageuse traversée d'éclairs. Il se heurtait non seulement à l'opposition du gouvernement, mais aussi à celle de tous les socialistes « modérés ». Les comités centraux de l'armée et de la flotte, ceux de certains syndicats, les soviets paysans et par-dessus tout le Stik lui-même n'épargnaient aucun effort pour éviter la tenue du congrès. Les *Izvestia* et le *Golos soldata* (*La Voix du soldat*), journaux fondés par le soviets de Petrograd mais qui étaient tombés entre les mains du Tsik, s'y opposaient farouchement, de même que toute l'artillerie de la presse socialiste-révolutionnaire : le *Dieta naroda* (*La Cause du peuple*) et le *Volia naroda* (*La Volonté du peuple*).

Des délégués sillonnaient le pays, des télégrammes étaient expédiés aux bureaux des soviets locaux, aux comités d'armée, leur enjoignant d'arrêter ou de retarder les élections au Congrès. Solennelles résolutions publiques condamnant le Congrès, déclarations au nom de la démocratie s'opposant à ce que de telles assises se tiennent si peu de temps avant la convocation de l'assemblée constituante, protestations des délégués du front, de l'Union des Zemstvos, de l'Union paysanne, de l'Union des armées cosaques, de l'Union des officiers, des chevaliers de Saint-Georges, des bataillons de la mort... Le Conseil de la République n'était qu'un chœur de blâmes. Tout l'appareil créé par la révolution de Mars s'était mis en branle pour empêcher la réunion du Congrès des soviets.

En face, se dressait la volonté confuse du prolétariat : travailleurs, soldats et paysans pauvres. De nombreux soviets locaux étaient déjà bolcheviks ; puis venaient les organisations des ouvriers, les *fabritchno-zavodskié komitiéty*, les comités d'usine ; enfin, il y avait les organisations révolutionnaires de l'armée et de la flotte. Dans certains endroits, les gens, empêchés d'élire régulièrement des délégués au Congrès, tenaient des réunions improvisées et choisissaient l'un d'entre eux pour se rendre à Petrograd. Ailleurs, ils chassaient les anciens comités obstructionnistes et en formaient de nouveaux. Le feu de la révolte soulevait et brisait la croûte qui était en train de durcir lentement à la surface de la lave révolutionnaire immobile depuis des mois. Seul un mouvement spontané des masses pouvait assurer la tenue du Congrès panrusse des soviets.

Jour après jour, les orateurs bolcheviks faisaient le tour des casernes et des usines, dénonçant violemment « ce gouvernement de guerre civile ». Un dimanche, je pris, avec des amis un tramway à vapeur biscornu qui se traîna pesamment à travers des océans de boue, entre des fabriques maussades et d'immenses églises, pour nous déposer perspective Schlüsselbourg, devant l'Oboukhovski zavod, une usine de munitions gouvernementale.

Le meeting se déroula entre les murs de brique nus d'une énorme bâtisse inachevée : autour d'une estrade tendue de rouge, dix mille hommes et femmes, vêtus de noir, absorbés, à la voix éclatante, se pressaient sur des piles de bois et de briques, se perchaient tout en haut des poutrelles plongées dans l'ombre. De temps à autre, le ciel terne et lourd se déchirait et, à travers les trous des fenêtres, le soleil inondait d'une lumière rougeâtre la mer de visages simples levés vers nous.

Lounartcharski – une silhouette d'étudiant, le visage sensible d'un artiste – était en train d'expliquer pourquoi les soviets devaient prendre le pouvoir. Rien d'autre ne pouvait prémunir la révolution contre ses ennemis qui, délibérément, provoquaient la ruine du pays, la débâcle de l'armée, frayant la voie à un nouveau Kornilov.

Un soldat du front roumain, mince, tragique et farouche s'exclama :

– Camarades ! Au front, nous souffrons de faim, nous sommes engourdis de froid. Nous mourons pour rien. Je demande aux camarades américains de faire savoir à l'Amérique que les Russes ne renonceront jamais à leur révolution : plutôt mourir. Nous tiendrons nos positions de toutes nos forces, jusqu'à ce que les peuples du monde se soulèvent et viennent à notre aide ! Dites aux ouvriers américains de se soulever et de lutter pour la révolution sociale !

Puis, vint Petrovski, frêle, parlant lentement, implacable :

– À présent, le temps est aux actes, pas aux mots. La situation économique est mauvaise, mais nous devons nous y faire. Ils s'efforcent de nous affamer et de nous faire mourir de froid. Ils essaient de nous provoquer. Mais qu'ils prennent garde de trop s'avancer, s'ils osent toucher aux organisations du prolétariat, nous balayerons ce rebut de la surface de la terre.

Soudain, la presse bolchevique se multiplia. À côté des deux organes du parti, le *Rabotchi pout* et le *Soldat*, il y eut un nouveau journal pour paysans, la *Dérévenskaïa Bednota* (*La Paysannerie pauvre*) qui tirait à un demi-million d'exemplaires ; le 17 octobre, parut *Rabotchi i Soldat*. Son éditorial résumait le point de vue bolchevique :

Une quatrième année de guerre signifierait la ruine de l'armée et du pays. En même temps, la capitale révolutionnaire est menacée de reddition. Les contre-révolutionnaires tablent sur les malheurs du peuple... Les paysans, poussés au désespoir, se révoltent ouvertement. Les seigneurs et les fonctionnaires les massacrent à coups d'expéditions punitives, les usines et les fabriques ferment. On cherche à soumettre les travailleurs en les affamant. La bourgeoisie et ses généraux exigent des mesures impitoyables pour restaurer dans l'armée une discipline aveugle. Les kornilovistes ne s'endorment pas. Soutenus par la bourgeoisie tout entière, ils se préparent ouvertement à torpiller l'Assemblée constituante.

Le gouvernement Kerenski... est contre les ouvriers, les soldats et les paysans. Il mène le pays à sa perte.

Notre journal paraît à une heure redoutable. *Rabotchi i Soldat* sera le porte-parole du prolétariat et de la garnison de Petrograd. *Rabotchi i Soldat* défendra avec intransigeance les intérêts de la paysannerie pauvre...

Le peuple doit être sauvé du péril. La révolution doit être menée à bonne fin. Le pouvoir doit être arraché des mains criminelles de la bourgeoisie et remis entre les mains des ouvriers organisés, des soldats et des paysans révolutionnaires.

Le programme de notre journal est celui du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

Tout le pouvoir aux soviets, dans la capitale comme en province !

Trêve immédiate sur tous les fronts ! Une paix honnête et démocratique entre les peuples !

Les terres des propriétaires aux paysans, sans rachat !

Contrôle ouvrier de la production !

Une assemblée constituante loyalement convoquée !

Il est intéressant de reproduire ici un passage du même journal, organe de ces bolcheviks si bien connus dans le monde comme agents allemands :

Le Kaiser allemand, couvert du sang de millions d'hommes, veut lancer son armée sur Petrograd. Appelons à nous aider contre le Kaiser les ouvriers, marins et paysans allemands qui ne désirent pas la paix moins que nous-mêmes... « À bas la guerre maudite ! » Comment faut-il faire une offre pareille ? Le pouvoir révolutionnaire, un véritable gouvernement révolutionnaire s'appuyant sur l'armée et la flotte, sur le prolétariat et la paysannerie...

Un tel gouvernement s'adresserait, par-dessus la tête des diplomates, directement aux troupes allemandes. Il inonderait les tranchées allemandes de tracts en langue allemande... Nos pilotes les répandraient sur l'Allemagne tout entière...

Au Conseil de la République, l'abîme entre les deux ailes de l'assemblée se creusait davantage tous les jours.

– Les classes possédantes, s'exclamait Karéline, au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, veulent mettre à profit l'appareil d'État révolutionnaire pour attacher la Russie au char des Alliés ! Les partis révolutionnaires s'élèvent résolument contre une telle politique...

Le vieux Nicolas Tchaïkovski qui représentait les socialistes populistes se prononça contre l'octroi des terres aux paysans et se rangea aux côtés des cadets :

– Nous devons obtenir immédiatement une discipline rigoureuse dans l'armée... Depuis le début des hostilités, je n'ai cessé d'affirmer qu'il est criminel d'entreprendre des réformes sociales et économiques en temps de guerre. Ce crime, nous sommes en train de le commettre, et pourtant je ne suis pas ennemi de ces réformes, car je suis socialiste.

Interruption à gauche : « Nous ne vous croyons pas ! » Tonnerre d'applaudissements à droite.

Parlant au nom des cadets, Adjémov déclara qu'il n'était pas nécessaire de dire à l'armée pourquoi elle combattait : chaque soldat devait se rendre compte qu'il s'agissait avant tout de chasser l'ennemi hors du sol russe.

Kerenski lui-même intervint à deux reprises pour plaider passionnément la cause de l'unité nationale ; la deuxième fois, il finit par éclater en larmes. L'assemblée l'écouta froidement, l'interrompant par des remarques ironiques.

L'Institut Smolny, siège du Tsik et du soviét de Petrograd, se trouvait à des kilomètres du centre, à la limite de la ville, sur les bords de la majestueuse Neva. J'y allai en tramway. Le Wagon, bondé de gens, avançait en gémissant, à l'allure d'un escargot, le long des rues pavées de pierres et couvertes de boue. En arrivant au terminus, on voyait se dresser le couvent Smolny avec ses belles et gracieuses coupes bleu fumée, soulignées d'un filet d'or sombre ; à côté, on apercevait la façade de l'Institut Smolny, une sorte de caserne longue de deux cents mètres et haute de deux grands étages, avec les armes impériales géantes, gravées dans la pierre, toujours là, au-dessus de l'entrée, insolemment.

Jadis célèbre couvent-école pour les filles de la noblesse russe, parrainé par la tsarine elle-même, l'institut avait été occupé par les organisations révolutionnaires des ouvriers et des soldats. Il renfermait plus d'une centaine de vastes pièces blanches et nues avec des plaques émaillées sur les portes, qui continuaient à informer le passant qu'il s'agissait du « bureau de la surveillante », de la « quatrième classe » ou de la « salle des professeurs » ; par-dessus pendaient des écriteaux grossièrement tracés, témoignage de la vitalité de l'ordre nouveau : Comité central du soviet de Petrograd », « Tsik », « Bureau des affaires étrangères », « Union des soldats socialistes », « Comité central de l'armée » ; on y trouvait également les bureaux et salles de réunion des partis politiques.

Les longs couloirs voûtés, éclairés de rares ampoules électriques, débordaient de soldats et d'ouvriers dont on n'apercevait que les silhouettes fuyantes, souvent ployées sous le poids de grands ballots de journaux, de tracts, de toute sorte de propagande imprimée. Leurs bottes pesantes résonnaient sur le plancher de bois comme un roulement de tonnerre grave et incessant. Partout, des écriteaux proclamaient : « Camarades ! Dans l'intérêt de votre santé, veillez à la propreté. » À tous les étages, sur les paliers, on vendait tracts et publications de divers partis politiques, qui s'empilaient sur de longues tables.

Au rez-de-chaussée, le réfectoire, vaste et bas de plafond, n'avait pas changé de destination. J'achetai pour deux roubles un ticket qui donnait droit à un repas et je fis la queue avec des centaines d'autres gens en attendant de m'approcher des longues tables où vingt hommes et femmes plongeaient leur louche dans d'immenses chaudrons pour en extraire de la soupe aux choux, de gros morceaux de viande, ou des morceaux de kacha, le tout accompagné de quignons de pain noir. Moyennant cinq kopeks, on recevait du thé dans une tasse en fer-blanc. Chacun empoignait une des cuillers en bois graisseuses qui s'entassaient dans un panier. Pressés sur des bancs, le long des tables en bois, des prolétaires affamés dévoraient leur nourriture, discutaient, échangeaient de grosses plaisanteries d'un bout à l'autre de la salle.

Il y avait une autre cantine, en haut, qui était réservée au Tsik, bien que tout le monde y allât. Là, on pouvait obtenir du pain généreusement beurré et d'interminables verres de thé.

Dans l'aile sud, au premier, se trouvait la grande salle des séances, l'ancienne salle de bal de l'Institut. Elle était haute et blanche, divisée par deux rangées de colonnes massives, et éclairée par des centaines d'élégantes ampoules qui brûlaient dans des lustres d'un blanc vitreux ; à une extrémité, s'élevait une estrade, flanquée de deux grands lampadaires à branches multiples ; au fond pendait un cadre doré dont on avait découpé le portrait de l'Empereur. C'est là que les jours de fête s'étaient tenues les grandes-duchesses entourées de brillants uniformes militaires et ecclésiastiques.

Face à la salle, se trouvait le bureau de la commission des mandats du Congrès des soviets. Je m'y attardai à observer l'arrivée des nouveaux délégués : de grands soldats barbus, des travailleurs en chemise noire, quelques paysans à la longue chevelure. La jeune fille qui les recevait – une adhérente de *Edinstvo*, le groupe de Plékhanov – souriait avec mépris. « Ils sont très différents des délégués au premier *Siezd* (Congrès), observa-t-elle. Voyez comme ils ont l'air ignare et grossier ! Des gens incultes ! » C'était vrai : la Russie avait été remuée jusque dans ses profondeurs et à présent c'était le fond qui remontait à la surface. La commission des mandats, désignée par le vieux Tsik, récusait un délégué après l'autre, sous prétexte qu'ils

avaient été illégalement élus. Karakhan, membre du Comité central bolchevique³⁰, ne faisait que sourire. « Ça ne fait rien, dit-il. Le moment venu, nous veillerons à ce que vous obteniez vos sièges... »

Rabotchi i Soldat écrivait :

Nous attirons l'attention des délégués au nouveau Congrès panrusse sur les tentatives de certains membres du comité d'organisation pour faire échouer le congrès en répandant le bruit qu'il n'aura pas lieu et que les députés feraient mieux de quitter Petrograd... Ne prenez pas ces mensonges au sérieux... De grands jours approchent...

Il était évident que le 2 novembre le quorum ne serait pas atteint, l'ouverture du congrès fut donc remise au 7. Mais à présent le pays tout entier se trouvait en état d'ébullition, et, se rendant compte qu'ils étaient battus, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires changèrent soudain de tactique et bombardèrent leurs organisations de télégrammes frénétiques pour faire élire comme délégués le plus grand nombre possible de socialistes « modérés ». En même temps, le Comité exécutif des soviets paysans lança un appel urgent pour la convocation, le 13 décembre, d'un Congrès paysan destiné à contrecarrer toute initiative que pourraient prendre les travailleurs et les soldats.

Qu'allaient faire les bolcheviks ? Le bruit courait en ville qu'il y aurait une « manifestation » armée, un *vystouplénié*, une « sortie » des ouvriers et des soldats. La presse bourgeoise et réactionnaire prédisait une insurrection et pressait le gouvernement de faire arrêter le soviét de Petrograd ou au moins d'empêcher l'ouverture du congrès. Des feuilles comme la *Novaïa Rouss* préconisaient un massacre général des bolcheviks.

L'organe de Gorki, la *Novaïa jizn*, s'accordait avec les bolcheviks pour dire que les réactionnaires essayaient d'étrangler la révolution et qu'il fallait, si nécessaire, leur résister par la force des armes ; mais, écrivait le journal, tous les partis démocratiques révolutionnaires devaient présenter un front uni.

Tant que la démocratie n'a pas organisé ses forces principales, tant que son influence se heurte encore à une résistance considérable, elle n'a pas avantage à déclencher l'attaque. Pourtant, si c'est l'adversaire qui passe à l'attaque, alors la démocratie révolutionnaire doit engager la lutte pour s'emparer du pouvoir. Dans ce cas, la prise du pouvoir aura l'appui des couches les plus larges du peuple...

Gorki soulignait que la presse réactionnaire, comme la presse gouvernementale, incitait les bolcheviks à la violence. Toutefois, une insurrection ne ferait qu'ouvrir la voie à un nouveau Kornilov. Il pressait les bolcheviks de démentir les rumeurs. Dans le *Den (Le Jour)* menchevik, Potressov publia un article à sensation, accompagné d'une carte, qui prétendait révéler le plan de campagne secret des bolcheviks.

Comme par miracle, les murs se couvrirent d'avertissements³¹, de proclamation, d'appels émanant du Tsik et des comités centraux des groupements « modérés » et conservateurs, qui dénonçaient toute « manifestation » et suppliaient ouvriers et soldats de ne pas prêter l'oreille aux agitateurs. Par exemple, ce texte de la section militaire du Parti socialiste-révolutionnaire :

³⁰ Karalhan n'était pas membre du Comité central du Parti bolchevique. (Note du traducteur.)

³¹ Voir Appendice, chapitre II, 10, p. 345.

De nouveau le bruit de *vystouplénié* se répand en ville. Quelle est la source de ces rumeurs ? Qui, quelle organisation a mandaté ces agitateurs pour parler d'une manifestation ? En réponse à une question qui leur a été posée au Tsik, les bolcheviks ont déclaré qu'ils n'y étaient pour rien... Pourtant ces bruits mêmes présentent un danger considérable. Il pourrait arriver facilement que quelques têtes chaudes, sans prendre en considération le sentiment de la majorité des travailleurs, des soldats et des paysans, poussent une partie des ouvriers et des militaires à s'insurger en les appelant à descendre dans la rue, Et cette effroyable et pénible période que traverse la Russie révolutionnaire, cette manifestation peut aisément dégénérer en guerre civile et entraîner la destruction de toutes les organisations que le prolétariat, la paysannerie et l'armée ont édifiées au prix de tant d'efforts... Ils (les réactionnaires) ne manqueront pas de profiter de la manifestation pour déclencher des massacres contre-révolutionnaires et pour torpiller l'Assemblée constituante à la faveur d'une sanglante guerre fratricide...

Pas de manifestations ! Que chacun demeure à son poste !

Le 28 octobre, j'eus, dans les couloirs du Smolny, un entretien avec Kamenev, un petit homme à la barbe roussâtre et pointue, aux gestes vifs. Il n'était pas du tout sûr que les délégués viendraient en nombre suffisant.

– Si le congrès a lieu, dit-il, il exprimera le sentiment dominant du peuple. Si les bolcheviks ont la majorité, comme je crois qu'ils vont l'avoir, nous exigerons la remise du pouvoir aux soviets et la démission du gouvernement provisoire...

Volodarski, un grand jeune homme pâle, à lunettes, au teint maladif, se montra plus catégorique :

– Les *lieberdants*³² et les autres conciliateurs sabotent le congrès. S'ils réussissent à empêcher la tenue, eh bien, nous sommes suffisamment réalistes pour ne pas tout faire dépendre de ça !

Je trouve dans mon carnet, à la date du 29 octobre, les faits suivants glanés dans la presse du jour :

Moguilev (Grand quartier général). On y concentre les régiments de la garde demeurés fidèles, la division sauvage, les cosaques et les bataillons de la mort.

Les junkers des écoles d'officiers de Pavlovsk, Tsarskoïe Selo et Peterhof ont reçu du gouvernement l'ordre de se tenir prêts à gagner Petrograd. Les junkers d'Oranienbaum arrivent dans la capitale.

Une partie de la division d'autos blindées de la garnison de Petrograd a pris quartier dans le Palais d'Hiver.

Sur ordre signé de Trotsky, plusieurs milliers de fusils ont été remis par l'arsenal de Sestroretsk aux délégués des travailleurs de Petrograd.

À la réunion de la milice municipale du quartier de Bas-Litéiny une résolution a été adoptée exigeant que tout le pouvoir passe aux soviets.

³² Appellation péjorative, donnée à l'époque aux représentants des « conciliateurs » et formée des noms de deux leaders mencheviques, Lieber et Dan. (Note du traducteur.)

Ce n'est là qu'un échantillon des événements confus de ces journées enfiévrées où chacun savait que quelque chose allait arriver, mais où personne ne savait au juste ce que ce serait.

À une réunion du soviet de Petrograd, au Smolny, le soir du 30 octobre, Trotsky releva les affirmations de la presse bourgeoise au sujet d'une insurrection armée qu'envisageaient les soviets, et les stigmatisa comme « une tentative des réactionnaires pour discréditer et faire échouer le Congrès des soviets... Le soviet de Petrograd, déclara-t-il, n'a donné l'ordre d'aucun *vystouplénié*. Mais, si le *vystouplénié* devenait nécessaire, nous le ferions et nous serions soutenus par toute la garnison de la capitale... Ils (les hommes du gouvernement) préparent la contre-révolution ; nous devons y répliquer par une offensive impitoyable et décisive ».

Il est exact que le soviet de Petrograd n'avait pas donné l'ordre de manifester, mais le Comité central du Parti bolchevik envisageait le problème de l'insurrection. Il siégea toute la nuit du 23. Tous les intellectuels du parti, les dirigeants et les délégués des travailleurs et de la garnison de Petrograd étaient présents. Seuls de tous les intellectuels, Lénine et Trotsky étaient en faveur de l'insurrection. Les militaires eux-mêmes s'y opposèrent. On vota. L'insurrection fut repoussée.

Alors, on vit se lever un simple ouvrier, les traits crispés de rage. « Je parle au nom du prolétariat de Petrograd, dit-il brutalement. Nous sommes pour l'insurrection. Faites comme vous l'entendez, mais je vous préviens que si vous laissez détruire les soviets, nous en aurons fini avec vous ! » Quelques soldats s'exprimèrent dans le même sens. Puis on vota à nouveau : l'insurrection gagna ³³.

Toutefois, l'aile droite des bolcheviks, avec Riazanov, Kamenev et Zinoviev, continua à faire campagne contre un soulèvement armé. Le 31 octobre au matin ³⁴, le *Rabotchi pout* publia la première partie de la *Lettre aux camarades* de Lénine ³⁵, un des plus audacieux morceaux de propagande politique que le monde ait jamais connus. En partant des objections de Kamenev et de Riazanov, Lénine y présentait des arguments sérieux en faveur de l'insurrection.

Ou bien rejoindre les *lieber dans* et renoncer ouvertement au mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets », écrivait-il, ou bien déclencher l'insurrection. Il n'y a pas de milieu.

L'après-midi du même jour, Paul Milioukov, leader des cadets, prononça un brillant et amer discours ³⁶ au Conseil de la République. Il dénonça le *nakaz** de Skobélev comme étant pro-allemand, affirma que la « démocratie révolutionnaire » était en train de mener la Russie à sa perte, se moqua de Téréchtchenko et déclara franchement qu'il préférait la diplomatie

³³ Les événements qui devaient aboutir à la décision de déclencher l'insurrection ne se sont pas déroulés comme le raconte John Reed. Le 23 octobre, le Comité central du Parti bolchevique se réunit à huis clos, en présence de Boubnov, Dzerjinski, Kamenev, Kollontaï, Lénine, Lomov, Ouritski, Sokolnikov, Staline, Sverdlov, Trotsky et Zinoviev. La résolution de Lénine, approuvant le principe de l'insurrection fut adoptée à l'unanimité moins deux voix, celles de Kamenev et Zinoviev. Une deuxième réunion de diverses organisations bolcheviques de Petrograd eut lieu le 29. Après une intervention de Lénine, les présents approuvèrent la résolution du 23 octobre par 19 voix contre 2 (Kamenev et Zinoviev) avec 4 abstentions. (Note du traducteur.)

³⁴ Il s'agit du numéro du 1^{er} novembre. (Note du traducteur.)

³⁵ Voir Appendice, chapitre II, 11, p. 348.

³⁶ Voir Appendice, chapitre II, 12, p. 351.

allemande à la diplomatie russe... Tout au long de son intervention, une tempête de clameurs secoua les bancs de la gauche.

De son côté, le gouvernement ne pouvait rester inattentif à la signification du succès que rencontrait la propagande bolchevique. Le 29, une commission mixte du gouvernement et du Conseil de la République rédigea hâtivement deux lois, l'une pour la remise temporaire des terres aux paysans, l'autre pour la poursuite énergique d'une politique étrangère de paix. Le lendemain, Kerenski abolissait provisoirement la peine de mort dans l'armée. L'après-midi du même jour, se tint en grande pompe la première séance de la nouvelle « Commission pour le renforcement du régime républicain et la lutte contre l'anarchie et la contre-révolution », dont l'histoire n'a gardé aucune autre trace, fût-ce la plus légère... Le lendemain matin, avec deux autres correspondants, j'interviewai Kerenski³⁷ : ce devait être la dernière fois qu'il recevait des journalistes. – Le peuple russe, dit-il amèrement, souffre de la lassitude économique et de la déception que lui ont causée les alliés. Le monde croit que la Révolution russe ne fait que commencer...

Paroles plus prophétiques sans doute qu'il ne le croyait lui-même.

Le 30 octobre, le soviet de Petrograd tint une réunion orageuse qui dura toute la nuit. J'y assistai. Les intellectuels socialistes « modérés », les officiers, les membres des comités de l'armée, le Tsik y étaient présents en force. Contre eux, se dressaient travailleurs, paysans et soldats, simples et passionnés.

Un paysan parla des désordres de Tver qui avaient été provoqués, selon lui, par l'arrestation des comités agraires.

– Ce Kerenski n'est rien d'autre qu'un paravent pour les *poméchtchiki**, s'écria-t-il. Ils savent qu'à l'assemblée constituante nous allons en tout cas prendre la terre, alors, ils essaient de torpiller la Constituante !

Un mécanicien de l'usine Poutilov raconta comment les cadres fermaient un atelier après l'autre sous prétexte de pénurie de combustible et de matières premières. Le comité d'usine, déclara-t-il, avait découvert d'énormes stocks cachés.

C'est une *provokatsia**, dit-il. Ils veulent nous affamer ou nous pousser à des actes de violence.

Un des soldats débuta ainsi :

– Camarades ! Je vous apporte le salut d'un endroit où les hommes creusent leurs tombes et les appellent tranchées.

Puis, se leva un jeune soldat, grand et maigre, dont les yeux lançaient des flammes et qui fut accueilli par une tempête d'applaudissements. C'était Tchoudnovski, qu'on avait dit tué dans les combats de juillet et qui ressuscitait.

– Les masses de l'armée ne font plus confiance à leurs officiers. Même les comités de l'armée nous ont trahis en refusant de provoquer une réunion de notre soviet... La masse des soldats veut que l'Assemblée constituante se tienne exactement à la date prévue, et ceux qui

³⁷ Voir Appendice, chapitre II, 13, p. 354.

osent en retarder la tenue seront maudits, et il ne s'agit pas de malédictions platoniques : l'armée dispose également de fusils.

Il parla de la campagne pour les élections à la Constituante qui faisait rage dans la V^e armée.

– Les officiers, et surtout les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, s'efforcent délibérément de paralyser les bolcheviks. Nos journaux n'ont pas le droit de circuler dans les tranchées. On arrête nos orateurs...

– Pourquoi ne parles-tu pas du manque de pain ? cria un autre soldat.

– L'homme ne vit pas seulement de pain, répondit gravement Tchoudnovski.

Il céda la place à un officier, délégué du soviet de Vitebsk, un menchevik jusqu'au-boutiste.

– Il ne s'agit pas de savoir qui détient le pouvoir. Notre problème, ce n'est pas le gouvernement, c'est la guerre, et nous devons gagner la guerre avant d'entreprendre des changements. – Huées et acclamations ironiques ; – Ces agitateurs bolcheviques sont des démagogues ! – Explosion de rire – Oublions un instant la lutte des classes...

Il ne put continuer. Une voix hurla :

– Tu aimerais bien nous la voir oublier !

En ces jours, Petrograd offrait un curieux spectacle. Dans les usines, les bureaux des comités se hérissaient de faisceaux de fusils, les courriers allaient et venaient, la garde rouge faisait l'exercice. Dans toutes les casernes, des meetings chaque soir et, toute la journée, des discussions acharnées interminables. Dehors, à l'heure triste où tombe la nuit, la foule, plus dense, roulait ses lents flots volubiles le long de la perspective Nevski, se battant pour les journaux. Les actes de banditisme avaient pris une telle ampleur qu'il était devenu dangereux de passer dans les petites rues. Un après-midi, dans la Sadoväia, je vis plusieurs centaines de personnes battre et piétiner à mort un soldat surpris en flagrant délit de vol. De mystérieux individus erraient autour des femmes qui, pendant de longues heures glaciales, faisaient en grelottant la queue pour du pain et du lait ; ils chuchotaient que les juifs avaient accaparé les stocks alimentaires et que les membres des soviets vivaient dans le luxe alors que le peuple mourait de faim.

Au Smolny, les portails et les portes étaient strictement gardés, chacun devait exhiber un laissez-passer. Les permanences résonnaient jour et nuit du bourdonnement de la foule, des centaines de soldats et d'ouvriers dormaient partout où ils pouvaient trouver de la place, à même le plancher. Des milliers de personnes s'entassaient dans la grande salle du premier étage pour suivre les séances tumultueuses du soviet de Petrograd.

Les tripots fonctionnaient fébrilement, du crépuscule à l'aube, le champagne coulait à flots, les joueurs risquaient vingt mille roubles sur un coup. Au centre de la ville, le soir, des prostituées en fourrures luxueuses, ornées de bijoux, faisaient les cents pas, se pressaient dans les cafés.

Complots monarchistes, espions allemands, contrebandiers cherchant des combines...

Sous le ciel gris, transie de froid, cinglée de rafales de pluie, la grande cité vibrante se ruait de plus en plus vite vers... quoi ?

Chapitre III

À LA VEILLE

[Retour à la table des matières](#)

Dans les rapports d'un gouvernement faible avec un peuple rebelle, il vient un temps où tout acte des autorités exaspère les masses et où tout refus d'agir provoque leur mépris.

Le projet d'abandonner Petrograd avait soulevé une tempête : le démenti public de Kerenski affirmant que le gouvernement n'avait jamais nourri un tel dessein fut accueilli par une pluie de sarcasmes.

Acculé par la pression révolutionnaire, tonnait la *Rabotchi pout*, le gouvernement des favoris de la bourgeoisie essaie de s'en sortir à coups d'assurances mensongères en prétendant qu'il n'a jamais songé à fuir Petrograd et ne voulait pas livrer la capitale...

À Kharkov, trente mille mineurs s'organisèrent, adoptant le préambule aux statuts des IWW³⁸ : « La classe ouvrière et la classe des employeurs n'ont rien de commun. » Dispersés par les cosaques, certains furent lock-outés par les patrons, les autres proclamèrent la grève générale. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Konovalov, conféra les pleins pouvoirs à son assistant, Orlov, en le chargeant de rétablir l'ordre. Orlov était haï des mineurs. N'empêche que Tsik ne se borna pas seulement à approuver sa nomination, il refusa d'exiger que les cosaques soient retirés du bassin du Donetz.

Ces événements furent suivis par la dissolution du soviet de Kalouga. Après y avoir conquis la majorité, les bolcheviks avaient libéré certains prisonniers politiques. La douma municipale, forte de l'approbation du commissaire du gouvernement, fit venir de Minsk des troupes qui tirèrent au canon sur l'immeuble du soviet. Les bolcheviks cédèrent et, alors qu'ils quittaient la maison, les cosaques les attaquèrent en criant : « C'est ce que nous allons faire avec les autres soviets bolcheviques, y compris ceux de Moscou et de Petrograd ! » Une vague de panique et de rage secoua le pays.

La session du Congrès régional des soviets du Nord, présidée par le bolchevik Krylenko, s'achevait à Petrograd. Les délégués votèrent à une immense majorité une résolution réclamant la prise du pouvoir par le Congrès panrusse et conclurent en saluant les bolcheviks emprisonnés et en les appelant à se réjouir, car l'heure de la libération était proche. Au même moment, la première Conférence panrusse des comités d'usine³⁹ se prononçait catégoriquement pour les soviets et proclamait d'une manière significative :

³⁸ Initiales des *Industrial Workers of the World*, organisation syndicaliste révolutionnaire d'ouvriers américains. Note du traducteur.)

³⁹ Voir Appendice, chapitre III, 1, p 356.

Après avoir renversé l'autocratie dans le domaine politique, la classe ouvrière veut également faire triompher le régime démocratique dans le domaine de son activité productive. Cette aspiration se traduit le mieux par l'idée du contrôle ouvrier, qui a surgi tout naturellement dans l'ambiance de la débâcle économique provoquée par la politique criminelle des classes dirigeantes...

Le syndicat des cheminots exigea la démission de Livérovski, ministre des Voies et Communications.

Au nom du Stik, Skobélev insistait pour que le *nakaz** fût présenté à la Conférence alliée, il protesta officiellement contre l'envoi de Téréchtchenko à Paris. Ce dernier offrit sa démission.

Le général Verkhovski, impuissant à faire aboutir la réorganisation de l'armée, n'assistait plus qu'à de rares intervalles aux réunions du Conseil des ministres.

Le 3 novembre, le *Obchtché diélo* de Bourtsev parut avec de grandes manchettes.

Citoyens ! sauvez la Russie !

Je viens d'apprendre qu'hier, au Conseil de la République, à une séance de la commission de la Défense nationale, le général Verkhovski, ministre de la Guerre, un des principaux responsables de la défaite du général Kornilov, a proposé de signer à l'insu des alliés une paix séparée avec les allemands.

C'est trahir la Russie !

Téréchtchenko a déclaré que le Gouvernement provisoire n'avait même pas examiné la proposition de Verkhovski.

« C'est une vraie maison de fous ! a dit Téréchtchenko.

Les membres de la commission étaient horrifiés par les paroles du général.

Le général Alexéiev pleura.

Non ! ce n'est pas de la folie ! C'est pire. C'est de la trahison ouverte !

Kerenski, Téréchtchenko et Nékrassov nous doivent une réponse immédiate au sujet des paroles de Verkhovski.

Citoyens, debout !

La Russie est trahie !

Sauvez-la !

Ce que Verkhovski avait dit en réalité, c'est qu'il fallait insister auprès des Alliés pour obtenir une offre de paix, car l'armée russe ne pouvait continuer à se battre.

Cet article causa une énorme sensation, en Russie comme à l'étranger. Verkhovski fut mis en « congé illimité pour cause de maladie » et se retira du gouvernement. Le *Obchtché Diélo* fut interdit.

Le dimanche 4 novembre devait se dérouler la Journée du soviét de Petrograd ; d'énormes meetings étaient prévus dans toute la ville, soi-disant dans le but de collecter des fonds pour le soviét et pour sa presse, mais en fait pour procéder à une démonstration de force. Subitement,

il fut annoncé que les cosaques organisaient le même jour un *Krestny Khod* – une procession de la Croix – en l’honneur de l’icône de 1812 dont la miraculeuse intervention avait chassé Napoléon de Moscou. L’atmosphère était chargée d’électricité, une étincelle pouvait allumer la guerre civile. Le soviet de Pétrograd lança un manifeste intitulé « Frères cosaques ! ».

...Cosaques, on vous excite contre nous autres, ouvriers et soldats. Cette entreprise fratricide est l’œuvre de nos ennemis communs, les aristocrates oppresseurs, les banquiers, les seigneurs, les fonctionnaires de l’ancien régime, les ci-devant serviteurs du tsar... Nous avons mérité la haine de tous les usuriers, richards ducs, nobles, généraux, y compris vos généraux cosaques. Ils sont prêts à tout moment à détruire le soviet de Petrograd et à écraser la révolution...

On ne sait qui organise le 4 une Procession de la Croix cosaque. Prendre part à la procession ou ne pas y prendre part est affaire de la libre conscience de chaque cosaque. Nous ne nous mêlons pas de cette question, nous vous mettons en garde ! Faites attention que vos Kalédine, sous prétexte d’une procession religieuse, ne vous pousse contre les travailleurs, contre les soldats...

La procession fut décommandée en toute hâte.

Dans les casernes et les quartiers ouvriers de la ville, les bolcheviks prêchaient : « Tout le pouvoir aux soviets ! », tandis que les agents des forces occultes incitaient les gens à se soulever et à massacrer les juifs, les boutiquiers, les chefs socialistes.

D’un côté, la presse monarchiste appelant à une répression sanglante, de l’autre, la grande voix de Lénine rugissant : « insurrection ! ... Nous ne pouvons plus attendre !

La presse bourgeoise elle-même était désemparée⁴⁰. Dans les *Birjévyié Védomosti* (*Le Bulletin de la Bourse*), la propagande bolchevique était caractérisée comme une attaque contre « les principes fondamentaux de la société : le respect de la personne humaine et de la propriété privée ».

Pourtant, c’étaient les journaux socialistes « modérés » qui se montraient les plus hostiles⁴¹. « Les bolcheviks sont les ennemis les plus dangereux de la révolution », déclarait le *Diélo naroda*. Le *Den* menchevique écrivait : « Le gouvernement doit se défendre et nous défendre. » Le journal de Plékhanov, *Edinstvo* (*Unité*)⁴², attirait l’attention du gouvernement sur le fait que les ouvriers de Petrograd étaient en train de s’armer et exigeait des mesures rigoureuses contre les bolcheviks.

De jour en jour, le gouvernement semblait devenir lus impuissant. L’administration municipale elle-même s’était désagrégée. Les colonnes des journaux du matin étaient remplies de récits d’attaques à main armée et de meurtres plus audacieux les uns que les autres, et les criminels jouissaient de l’impunité.

En même temps, des ouvriers armés patrouillaient dans les rues la nuit, se battaient contre les maraudeurs et réquisitionnaient les armes partout où ils en trouvaient.

⁴⁰ Voir Appendice, chapitre III, 2, p. 359.

⁴¹ Voir Appendice, chapitre III, 3, p. 360.

⁴² Voir Appendice, chapitre III, 4, p. 361.

Le 1^{er} novembre, le colonel Polkovnikov, commandant de la région militaire de Petrograd, lança une proclamation.

Malgré les heures difficiles que traverse le pays, des appels irresponsables à des manifestations armées et à des massacres continuent à circuler dans Petrograd où le brigandage et le désordre augmentent de jour en jour.

Cet état de choses désorganise la vie des citoyens et gêne le travail bien ordonné des institutions gouvernementales et publiques.

En toute conscience de mes responsabilités et de mon devoir envers la patrie, j'ordonne ce qui suit :

1. Chaque unité militaire, conformément aux instructions spéciales et dans les limites du territoire où elle est stationnée, rendra toute assistance possible à la municipalité, aux commissaires et à la milice, pour la protection des institutions gouvernementales et publiques.
2. Des patrouilles seront organisées en collaboration avec le commandant de quartier et les représentants de la milice municipale, et des mesures seront prises pour l'arrestation des éléments criminels et des déserteurs.
3. Toutes les personnes pénétrant dans les casernes et incitant à des manifestations armées et à des massacres, seront arrêtées et remises au commandant en second de la place.
4. Les manifestations, meetings et défilés de rue sont interdits ⁴³.
5. Toutes les démonstrations et émeutes armées seront écrasées dans l'œuf avec le concours de toutes les forces armées disponibles.
6. Il sera prêté assistance aux commissaires pour empêcher les perquisitions et arrestations arbitraires.
7. Tout incident ayant lieu dans le quartier dont on a la charge sera immédiatement porté à la connaissance de l'état-major de la région militaire de Petrograd.

J'invite tous les comités et organisations de l'armée à prêter leur concours aux chefs militaires dans l'accomplissement de la mission qui leur est confiée.

Au Conseil de la République, Kerenski déclara que le gouvernement était parfaitement au courant des préparatifs bolcheviques et qu'il disposait des forces nécessaires pour faire face n'importe quelle manifestation ⁴⁴.

Il accusa la *Novaïa Rouss* et le *Rabotchi pout* de se livrer tous les deux au même genre d'activités subversives. « Mais en raison de l'absolue liberté de la presse, ajouta-t-il, le gouvernement n'est pas en mesure de combattre les mensonges imprimés... » ⁴⁵. Il affirma que

⁴³ Cet alinéa ne figure pas dans le livre de Reed. (Note du traducteur.)

⁴⁴ Voir Appendice, chapitre III, 5, p. 361.

⁴⁵ Ces paroles n'étaient pas tout à fait sincères. Le Gouvernement provisoire avait supprimé les journaux bolcheviques dans le passé, en juillet, et projetait de le faire à nouveau. (Note de J. Reed.)

c'étaient les deux aspects de la même propagande qui préparait la contre-révolution, si ardemment désirée par les forces occultes, et il continua : – Je suis un homme condamné, ce qui m'arrivera n'a pas d'importance, mais j'ai le courage de parler de l'incroyable provocation dont les bolcheviks se sont rendus coupables dans la capitale !

Le 2 novembre, quinze délégués seulement étaient arrivés pour assister au Congrès des soviets. Le lendemain, ils étaient cent et, le surlendemain matin, cent-soixante-quinze, dont cent trois bolcheviks. Il en fallait quatre cents pour constituer le quorum, et il ne restait que trois jours jusqu'à la date d'ouverture.

Je passais de longues heures au Smolny. Il n'était plus facile d'y pénétrer. De doubles rangées de sentinelles en gardaient le portail et, une fois passée la porte d'entrée, les visiteurs, en longue file, attendaient d'être mis par groupes de quatre et interrogés quant à leur identité et à l'objet de leur visite. On recevait un laissez-passer dont le modèle variait plusieurs fois par jour, car les mouchards n'arrêtaient pas de se glisser à l'intérieur.

Une fois, comme je m'approchais du portail, j'aperçu juste devant moi Trotsky et sa femme. Un soldat les arrêta. Trotsky fouilla dans ses poches sans réussir à trouver son laissez-passer.

– Ça ne fait rien, finit-il par dire. Vous me connaissez. Je m'appelle Trotsky.

– Vous n'avez pas de laissez-passer, s'obstina le soldat. Vous ne pouvez pas entrer. Les noms, ça ne veut rien dire pour moi.

– Mais je suis président du soviet de Petrograd.

– Eh bien, répliqua le soldat, si vous êtes une grosse légume, vous devez bien avoir un petit papier.

Trotsky était très patient.

– Laissez-moi parler à votre chef, dit-il.

Le soldat hésita, grommelant qu'il n'avait pas l'intention de déranger son chef pour chaque casse-pied qui se présentait. Finalement, il appela d'un geste le soldat qui commandait le poste. Trotsky lui expliqua l'affaire.

– Je m'appelle Trotsky, répéta-t-il.

– Trotsky ?

Le chef se gratta la tête.

– J'ai déjà entendu ce nom quelque part, dit-il enfin. Je suppose que ça va. Vous pouvez entrer camarade.

Dans le couloir, je rencontrai Karakhan, membre du Comité central bolchevique⁴⁶, qui m'expliqua ce que serait le nouveau gouvernement.

Une sorte d'organisation souple, sensible à la volonté populaire, telle que l'expriment les soviets, et laissant libre jeu aux forces locales. Actuellement, le Gouvernement provisoire entrave l'exercice de la volonté démocratique locale, tout comme le gouvernement tsariste l'avait fait. Dans la nouvelle société, l'initiative viendra d'en bas. La forme du gouvernement

⁴⁶ Voir note 15, p. 71. (Note du traducteur.)

sera façonnée sur les statuts du parti ouvrier social-démocrate russe. Le nouveau Stik, responsable devant le Congrès panrusse des soviets, qui se réunira fréquemment, fera office de parlement ; les divers ministères seront gérés par des *kolléguii* – des commissions – au lieu de ministres, et seront directement responsables devant les soviets.

Le 30 octobre, je montai dans un petit bureau vide, sous les combles du Smolny, où j'avais rendez-vous avec Trotsky. Il était assis au milieu de la pièce, sur une chaise inconfortable, devant une table nue. Je n'eus pas à poser beaucoup de questions ; il parla, rapidement et constamment, pendant plus d'une heure. Voici, dans ses propres termes, la substance de ce qu'il a dit :

– Le Gouvernement provisoire est absolument impuissant. La bourgeoisie domine tout, mais sa domination est camouflée grâce à une coalition fictive avec les partis jusqu'aboutistes. Eh bien, tout au long de la révolution, on assiste à des révoltes de paysans fatigués d'attendre leur terre promise ; on observe le même mécontentement chez les classes laborieuses dans le pays tout entier. La bourgeoisie ne peut maintenir sa domination qu'en recourant à la guerre civile. La méthode Kornilov est la seule qui permette à la bourgeoisie de gouverner. Mais c'est la force qui lui fait défaut. L'armée est avec nous. Les conciliateurs et les pacifistes, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ont perdu toute autorité, parce que la lutte entre paysannerie et seigneurs, entre ouvriers et employeurs, entre soldats et officiers, est devenue plus acharnée, plus intransigeante que jamais. Seule l'action concertée des masses populaires, seule la dictature du prolétariat victorieux peuvent mener la révolution à bonne fin et sauver le peuple... Les soviets sont les plus parfaits représentants du peuple, parfaits par leur expérience révolutionnaire, par leurs idées et leurs objectifs. Ils s'appuient directement sur les soldats des tranchées, sur les ouvriers d'usine et sur les paysans aux champs, ils sont l'épine dorsale de la révolution... On a essayé de créer un pouvoir sans les soviets et l'on n'a créé que l'anarchie. Des intrigues contre-révolutionnaires de toutes sortes se trament actuellement dans les couloirs du Conseil de la République. Le Parti cadet représente la contre-révolution militante. À l'autre extrémité, les soviets représentent la cause du peuple. Entre les deux camps, il n'y a pas de groupes de quelque importance... C'est la *lutte finale*⁴⁷. La contre-révolution bourgeoise mobilise toutes ses forces et attend le moment de nous attaquer. Notre réplique sera décisive. Nous achèverons le travail à peine commencé en mars et que l'affaire Kornilov a fait progresser.

Il se mit à parler de la politique étrangère du nouveau gouvernement :

– Notre premier acte sera un appel pour un armistice immédiat sur tous les fronts et pour une conférence des peuples qui devra discuter des conditions de paix démocratiques. Nous réussirons à obtenir un traité de paix d'autant plus démocratique que le sentiment révolutionnaire se révélera plus fort en Europe. Si nous créons ici un gouvernement de soviets, ce sera un facteur puissant en faveur d'une paix immédiate en Europe, car ce gouvernement s'adressera directement et immédiatement à tous les peuples, par-dessus la tête de leurs dirigeants, pour leur proposer l'armistice. Au moment de la conclusion de la paix, la révolution russe pèsera dans le sens d'une paix « sans annexions ni réparations », dans le sens d'une *République fédérée d'Europe*... À la fin de la guerre, je vois une Europe recrée non par les diplomates, mais par le prolétariat. La République fédérée d'Europe – les États-Unis d'Europe

⁴⁷ En français dans le texte. (Note du traducteur.)

– voilà ce qu'elle doit être. L'autonomie nationale ne suffit plus. L'évolution économique exige l'abolition des frontières nationales. Si l'Europe demeure divisée en groupes nationaux, l'impérialisme recommencera son œuvre. Seule une République fédérée d'Europe peut assurer la paix du monde.

Il sourit de son sourire fin, à peine ironique.

– Mais sans l'action des masses européennes, il est impossible d'atteindre ces buts... pour l'instant.

Alors que tout le monde s'attendait à ce qu'un matin, les bolcheviks surgissent tout à coup dans la rue et se mettent à mitrailler les personnes arborant des cols blancs, l'insurrection se déroula en réalité tout à fait naturellement et au grand jour.

Le Gouvernement provisoire se disposait à expédier la garnison de Petrograd au front.

Ils étaient près de soixante mille hommes qui avaient pris une part importante à la révolution. C'étaient eux qui avaient fait pencher la balance lors des glorieuses journées de mars, qui avaient créé les soviets des députés soldats et repoussé Kornilov des portes de Petrograd.

Or, beaucoup d'entre eux étaient des bolcheviks. Lorsque le gouvernement provisoire avait parlé d'évacuer la ville, ce fut la garnison de Petrograd qui répliqua : « Si vous n'êtes pas capables de défendre la capitale, signez la paix ; si vous ne pouvez pas signer la paix, retirez-vous et laissez la place à un gouvernement du peuple qui peut faire les deux... »

Il était évident que toute tentative d'insurrection dépendait de l'attitude de la garnison de Petrograd. Le gouvernement projetait de remplacer celle-ci par des troupes « sûres », cosaques et bataillons de la mort. Les comités de l'armée, les socialistes « modérés » et Tsik soutenaient le gouvernement. Une campagne de grande envergure était menée au front et dans la capitale, autour du fait que, depuis huit mois, la garnison se prélassait dans les casernes de Petrograd, pendant que leurs camarades épuisés crevaient de faim et se faisaient tuer dans les tranchées.

Bien entendu, il y avait une part de vérité dans les paroles de ceux qui accusaient les régiments de la garnison d'être peu disposés à échanger leur existence relativement confortable contre les rigueurs d'une campagne d'hiver. Mais il y avait d'autres raisons à leur refus de partir. Le soviet de Petrograd redoutait les intentions gouvernementales, et des centaines de délégués du front, choisis par les simples soldats, arrivaient pour clamer : « Il est vrai que nous avons besoin de renforts, mais ce qui compte encore davantage, c'est la certitude que Petrograd et la révolution se trouvent sous bonne garde. Tenez l'arrière, camarades, et nous tiendrons le front !

Le 25 octobre, le Comité central du soviet de Petrograd discuta à huis clos de la création d'un comité militaire spécial chargé de résoudre le problème dans son ensemble. Le lendemain, la Section de soldats du soviet se réunit pour élire un comité qui appela aussitôt au boycottage de la presse bourgeoise et condamna le Tsik parce qu'il s'était opposé au Congrès de Petrograd, Trotsky proposa de sanctionner officiellement la formation du Comité militaire révolutionnaire. « Nous devons fonder, dit-il, notre organisation particulière pour aller au combat et, si nécessaire, pour mourir... » Il fut décidé d'envoyer au front deux délégations, représenta l'une le soviet et l'autre la garnison, pour conférer avec les comités de soldats et le Grand quartier général.

À Pskov, le général Tchérémissov, commandant du front nord, reçut les délégués du soviet en leur déclarant sèchement qu'il avait donné l'ordre à la garnison de monter en première ligne, un point c'est tout. Quant aux envoyés de la garnison, la permission leur fut refusée de quitter la capitale.

Une délégation de la Section de soldats du soviet de Petrograd demanda qu'un de ses représentants fût admis à l'état-major de la région de Petrograd. Refusé. Le soviet de Petrograd exigea qu'aucun ordre ne fût promulgué sans l'approbation de la Section de soldats. Refusé. Les délégués reçurent cette réponse brutale : « Nous ne reconnaissons que le Tsik. Nous ne vous reconnaissons pas. Si vous violez une loi quelconque, nous vous arrêterons. »

Le 30⁴⁸, les représentants de tous les régiments de la capitale se réunirent pour voter une résolution qui disait : « La garnison de Petrograd ne reconnaît plus le gouvernement provisoire. Le soviet de Petrograd est notre gouvernement. Nous n'obéissons qu'aux décisions du soviet de Petrograd, promulguées par son Comité militaire révolutionnaire. » Les unités locales reçurent l'ordre d'attendre les instructions de la Section de soldats du soviet de la capitale.

Le lendemain, le Tsik convoqua à son tour une assemblée qui se composait surtout d'officiers, forma un comité qui devait collaborer avec le commandement et dépêcha des commissaires dans tous les quartiers de la ville.

Un grand meeting de soldats se tint au Smolny le 3 novembre et vota la résolution suivante :

La garnison de Petrograd salue la formation du Comité militaire révolutionnaire auprès du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd et lui promet son appui total pour l'application de toutes les mesures destinées à unir plus étroitement le front et l'arrière dans l'intérêt de la révolution.

En même temps la garnison déclare que, de concert avec le prolétariat révolutionnaire, elle assure le maintien de l'ordre révolutionnaire à Petrograd. Toute tentative de provocation de la part des éléments kornilovistes ou de la bourgeoisie en vue de semer la discorde et le désordre dans les rangs révolutionnaires, se heurtera à *une résistance impitoyable*.

Conscient de sa force, le Comité militaire révolutionnaire invita péremptoirement l'état-major de Petrograd à passer sous ses ordres. Il prescrivit à toutes les imprimeries de ne publier aucun appel ou tract sans son autorisation. Des commissaires armés se présentèrent à l'arsenal Kronverkski et saisirent des quantités considérables d'armes et de munitions ; stoppant un envoi de dix mille baïonnettes à Novotcherkassk, quartier général de Kalédine.

Soudain conscient du danger, le gouvernement promit l'immunité si le comité acceptait de se dissoudre. Trop tard. le 5 novembre, à minuit, Kerenski en personne envoya Malevski au soviet de Petrograd pour lui offrir de déléguer un représentant au sein de l'état-major. Le Comité militaire révolutionnaire accepta. Une heure plus tard, le général Manikovski, ministre de la guerre par intérim, annulait la proposition.

⁴⁸ Cette réunion eut lieu le 31. (Note du traducteur.)

Dans la matinée du mardi 6 novembre, la ville était mise en émoi par l'apparition d'une affiche signée « Comité militaire révolutionnaire du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd ».

À la population de Petrograd

Citoyens ! la contre-révolution a dressé sa tête criminelle. Les partisans de Kornilov se mobilisent pour écraser le Congrès panrusse des soviets et pour torpiller l'Assemblée constituante. En même temps, les promoteurs de massacres peuvent tenter d'inciter la population de Petrograd à de sanglantes émeutes.

Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd assume le maintien de l'ordre révolutionnaire face aux entreprises de violence et de contre-révolution.

La garnison de Petrograd ne tolérera ni excès ni troubles. Nous appelons la population à arrêter les voyous et les agitateurs des Cent-Noirs et à les remettre aux commissaires du soviet dans la caserne la plus proche. À la première tentative des éléments louches pour provoquer des troubles dans les rues de Petrograd, qu'il s'agisse d'actes de banditisme, de rixes ou de fusillades, les criminels seront balayés de la face de la terre.

Citoyens !

Nous vous demandons de garder votre calme et votre sang-froid. La cause de l'ordre et de la révolution repose dans des mains fermes...

Liste des régiments où se trouvent les commissaires du Comité militaire révolutionnaire...

Les dirigeants bolcheviques eurent, le 3 novembre, une nouvelle rencontre historique qui se déroula à huis clos. Prévenu par Zalkind, j'attendais dans le couloir devant la porte, et Volodarski qui en sortait me mit au courant de ce qui se passait.

Lénine avait pris la parole. « Le 6 novembre, ce sera trop tôt. Le soulèvement doit reposer sur des fondations panrusses ; or, le 6, les délégués au Congrès ne sont pas encore tous arrivés... D'autre part, le 8 novembre, ce sera trop tard. À cette date, le Congrès sera déjà en train de fonctionner, et une vaste assemblée organisée a du mal à entreprendre des actions rapides et décisives. Nous devons agir le 7, le jour où le Congrès se réunit, pour être à même de lui dire : « Voici le pouvoir ! Qu'allez-vous en faire ? »

Il y avait à l'étage supérieur une pièce où se tenait un personnage au visage mince et aux cheveux longs, un certain Ovsénko dit Antonov, mathématicien et joueur d'échecs, jadis officier du tsar, puis révolutionnaire et exilé ; il dressait soigneusement des plans pour la prise de la capitale.

De son côté, le gouvernement se préparait. Discrètement, certains de ses régiments les plus fidèles, qui avaient été choisis dans des divisions fort éloignées les unes des autres, reçurent l'ordre de gagner Petrograd. L'artillerie des Junker fut massée dans le palais d'Hiver. Pour la première fois depuis les journées de juillet des patrouilles cosaques firent leur apparition dans les rues. Polkovnikov lançait un ordre après l'autre, menaçant de réprimer avec « la plus grande énergie » tout acte d'insubordination. Kichkine, ministre de l'Instruction publique et le plus haï des membres du gouvernement, fut nommé commissaire spécial chargé du maintien de l'ordre à Petrograd ; il prit pour assistants deux hommes aussi peu populaires que lui, Rutenberg et

Paltchinski. L'état de siège fut proclamé à Petrograd, à Cronstadt et en Finlande, à la suite de quoi le journal bourgeois *Novoïe Vrémia* (*Le Temps nouveau*) observa ironiquement :

Pourquoi l'état de siège ? Le gouvernement n'est plus un pouvoir. Il ne dispose plus de l'autorité morale ni de l'appareil nécessaire qui lui permettrait d'avoir recours à la force... En mettant les choses au mieux, il ne peut que négocier avec quiconque consent à traiter avec lui. Son autorité ne va pas plus loin...

Le lundi 5, dans la matinée, j'entrai en passant au palais Marie pour jeter un coup d'œil au Conseil de la République. Débat acharné sur la politique étrangère de Téréchtchenko. « Échos de l'affaire Bourtsev-Verkhovski. Tous les diplomates présents, à l'exception de l'ambassadeur d'Italie, dont tout le monde dit qu'il est accablé par le désastre de Carso.

Au moment où j'entrai, Karéline, un socialiste-révolutionnaire de gauche, était en train de lire à haute voix un éditorial du *Times* de Londres, qui disait : « Le remède contre le bolchevisme, ce sont les balles ! » Se tournant vers les cadets, il lança :

– C'est ce que vous pensez, vous aussi !

Voix à droite : – Oui, oui !

– Oui, je sais que vous le pensez, répliqua vivement Karéline. Mais vous n'avez pas le courage d'essayer de le faire.

Ensuite, Skobélev, que sa fine barbe blonde et ses cheveux jaunes et ondulés faisaient ressembler à un ténor d'opéra, vint défendre, comme en s'excusant, le *nakaz** des soviets. Téréchtchenko, qui lui succéda, fut accueilli à gauche par les cris de : « Démission ! Démission ! » Il affirma que les délégués du gouvernement et ceux du Tsik devaient avoir un point de vue commun, le sien propre. Quelques mots sur le rétablissement de la discipline dans l'armée, sur la guerre jusqu'à la victoire... Tumulte et, malgré la résistance obstinée d'une gauche truculente, le Conseil de la République passa à l'ordre du jour.

Les sièges des bolcheviks s'alignaient, vides depuis le jour où ceux avaient-ci avaient quitté le Conseil en emportant tant de vie avec eux. Comme je descendais l'escalier, j'eus l'impression que, malgré les disputes acerbes, aucune voix vivante venant du rude monde extérieur ne pouvait parvenir jusqu'à cette salle haute et froide et que le Gouvernement provisoire avait fait naufrage sur le rocher de la Guerre et de la Paix où avait échoué le ministère Milioukov. Le portier grommelait tout en m'aidant à endosser mon pardessus :

– Je ne sais pas ce que devient la pauvre Russie. Tous ces mencheviks, bolcheviks, troudiviks... Cette Ukraine et cette Finlande, et les impérialistes allemands, et les impérialistes anglais. J'ai quarante-cinq ans et de toute ma vie je n'ai entendu autant de parole qu'ici...

Dans le couloir, je rencontrai le professeur Chatski, un individu à face de rat, vêtu d'une pimpante redingote, qui était très influent dans les cercles dirigeants du Parti cadet. Je lui demandai ce qu'il pensait du *vystouplénié* bolchevique dont il était tellement question. Il haussa les épaules d'un air méprisant.

– C'est du bétail, de la *canaille*⁴⁹, dit-il, ils n'oseront pas, et, s'ils osent, on aura tôt fait de les disperser. À notre point de vue, ce ne serait pas mauvais, parce qu'ainsi ils se casseraient le

⁴⁹ En français dans le texte. (Note du traducteur.)

nez et n'auraient aucune influence à l'Assemblée constituante... Mais permettez-moi, cher Monsieur, de vous esquisser mon projet d'organisation des pouvoirs, projet qui doit être soumis à la Constituante. Je suis, voyez-vous, président d'une commission nommée par le Conseil de la République et qui doit, conjointement avec le Gouvernement provisoire, élaborer un projet de Constitution. Nous aurons une assemblée législative composée de deux Chambres, comme celle que vous avez aux États-Unis. La Chambre basse comprendra les élus du suffrage universel, la Chambre haute, les représentants des professions libérales, des zemstvos, des coopératives... et des syndicats...

Dehors, soufflait le vent de l'ouest, humide et perçant. Mes chaussures s'imbibaient de boue glacée. Deux compagnies de junkers, raides dans leurs longs manteaux, remontant d'un pas lourd la rue Morskaïa en chantant un vieux refrain retentissant comme ceux que les soldats avaient chanté jadis, du temps des tsars. Au premier carrefour, je m'aperçus que les miliciens étaient à cheval et portaient des révolvers dans des étuis clairs tout neufs ; un petit groupe de gens les contemplait en silence. Au coin de la perspective Nevski, J'achetai une brochure de Lénine : *Les bolcheviks sauront-ils garder le pouvoir ?* en la payant avec une de ces vignettes qui faisaient office de menue monnaie. Comme d'habitude, des tramways passaient en rampant, garnis à l'extérieur de soldats et de civils qui s'y accrochaient dans des poses à faire mourir d'envie Théodore P. Shonts⁵⁰. Alignés sur le trottoir, des déserteurs en uniforme vendaient des cigarettes et des grains de tournesol.

Dans l'aigre crépuscule de la perspective Nevski, la foule se disputait les dernières éditions des journaux ; de petits groupes de gens s'efforçaient de déchiffrer les innombrables proclamations et appels⁵¹ collés sur la moindre surface plane : Tsik, soviets paysans, partis socialistes « modérés », comités d'armée menaçaient, maudissaient, suppliaient les travailleurs et les soldats de rester chez eux et de soutenir le gouvernement.

Une auto blindée allait et venait lentement dans un hurlement de sirène. À chaque coin, dans chaque espace libre, des groupes compacts se pressaient : soldats et étudiants en pleine discussion. La nuit tombait rapidement, les feux vacillants des réverbères s'allumèrent de loin en loin, la marée humaine s'écoulait interminablement... Il en est toujours ainsi à Petrograd juste avant les désordres.

La ville, nerveuse, sursautait à chaque bruit perçant. Mais les bolcheviks ne donnaient toujours pas signe de vie, les soldats demeuraient dans les casernes et les ouvriers dans les usines. J'entrai dans un cinéma près de la cathédrale de Kazan : un film italien plein de sang, de passion et d'intrigues. Aux premiers rangs, quelques soldats et marins contemplaient l'écran avec un émerveillement enfantin, absolument incapables de comprendre à quoi servaient toutes ces courses effrénées, toutes ces tueries.

De là, je me hâtai vers le Smolny. À l'étage supérieur, dans le bureau n° 10, le Comité militaire révolutionnaire siégeait en permanence, sous la présidence d'un garçon de dix-huit ans, aux cheveux d'étope, qui s'appelait Lazimir. Il s'arrêta en passant pour me serrer la main d'un air passablement timide.

⁵⁰ Un acrobate célèbre. (Note du traducteur.)

⁵¹ Voir appendice, chapitre III, 6, p. 362.

– La forteresse Pierre-et-Paul vient de se rallier à nous, dit-il avec un sourire de satisfaction. Il y a un instant, nous avons eu des nouvelles d'un régiment qui avait reçu du gouvernement l'ordre de se rendre à Petrograd. Les hommes étaient méfiants, ils ont fait arrêter leur train à Gatchina et nous ont envoyé une délégation. « De quoi s'agit-il ? Ont-ils demandé. Qu'avez-vous à dire ? Nous autres, on vient juste de voter une résolution : Tout le pouvoir aux soviets... » Le Comité militaire révolutionnaire leur a envoyé un message : « Frères ! Au nom de la révolution, salut ! Restez sur place et attendez des instructions ! »

Il raconta que toutes les lignes téléphoniques étaient coupées, les communications avec les usines et les casernes se faisaient grâce au matériel téléphonique de l'armée.

Courriers et commissaires entraient et sortaient en un flot ininterrompu. Une douzaine de volontaires attendaient devant la porte, prêts à porter un message dans les quartiers les plus éloignés de la ville. L'un d'eux – un visage de tzigane, un uniforme de lieutenant – dit en français :

– Il suffit d'appuyer sur le bouton pour que tout se mette en marche.

Je vis passer Podvoïski, le civil mince et barbu dont le cerveau avait conçu la stratégie de l'insurrection, Antonov, ivre de manque de sommeil, mal rasé, le col crasseux, Krilenko, le soldat trapu au visage toujours souriant, aux gestes violents, à la parole hésitante, et le marin Dybenko, un géant barbu aux traits placides. C'étaient les hommes du jour, et d'autres jours à venir.

En bas, dans le bureau des comités d'usine, Sérátov signait des bons d'armes à présenter à l'arsenal du gouvernement : cent cinquante fusils par usine. Les délégués attendaient rangés en file ; ils étaient quarante.

Dans le hall, je rencontrai quelques dirigeants bolcheviques de second plan. L'un d'eux me montra un revolver.

– Les jeux sont faits, dit-il, le visage pâle. Que nous agissions ou non, les autres savent qu'ils doivent nous détruire ou être détruits.

Le soviet de Petrograd siégeait jour et nuit et jour. Au moment où je pénétrai dans la vaste salle, Trotsky finissait de parler. – On nous demande, dit-il, si nous avons l'intention d'organiser un *vystouplénié*. À cette question, je puis donner une réponse claire. Le soviet de Petrograd pense que le moment est enfin venu où le pouvoir doit passer aux soviets. Le transfert du pouvoir sera opéré par le Congrès panrusse. Quant à savoir si une démonstration armée sera, oui ou non, nécessaire, cela dépendra de... ceux qui voudraient gêner les travaux du Congrès... Nous pensons que le gouvernement actuel, représenté par le personnel du ministère provisoire, est un gouvernement pitoyable et impuissant qui n'attend que le coup de balai de l'histoire pur s'effacer devant un gouvernement réellement populaire. Pourtant, nous nous efforçons encore, à cette heure même, d'éviter le conflit. Nous espérons que le Congrès panrusse assumera le pouvoir et l'autorité qui reposent sur la liberté organisée du peuple. Néanmoins, si le gouvernement veut mettre à profit le bref laps de temps, les vingt-quatre, quarante-huit ou soixante-douze heures qui lui restent à vivre, pour nous attaquer, nous répliquerons par une contre-attaque et rendrons coup pour coup et acier pour fer !

Il annonça, au milieu d'acclamations, que les socialistes-révolutionnaires de gauche avaient accepté de se faire représenter au Comité militaire révolutionnaire.

Comme je quittais le Smolny, à trois heures du matin, je notai qu'on était en train d'installer des mitrailleuses des deux côtés de l'entrée et que de forts détachements militaires gardaient les issues du bâtiment et les coins de rues les plus proches. Bill Chatov⁵² monta les marches quatre à quatre.

– Eh bien, cria-t-il, ça y est ! Kerenski a envoyé les junkers pour liquider nos journaux : le *Soldat* et le *Rabotchi pout*. Mais nos troupes y sont allées et ont brisé les scellés gouvernementaux, et à présent nous envoyons des détachements pour occuper les bureaux de la presse bourgeoise !

Joyeux, il m'assena une tape sur l'épaule et disparut en courant.

Le matin du 6, j'avais affaire à un censeur dont le bureau se trouvait au ministère des Affaires étrangères. Dehors, les murs étaient couverts d'appels hystériques au peuple pour l'inciter au « calme » Polkovnikov lançait *prikaz** sur *prikaz* :

J'ordonne à tous les détachements et unités militaires de rester dans leurs casernes en attendant les ordres du commandement de la région militaire...

J'interdis toute manifestation non autorisée.

Tous les officiers qui participeraient à des manifestations sans ordre de leurs supérieurs seraient traduits en conseil de guerre pour mutinerie armée.

J'interdis formellement aux soldats d'exécuter des ordres émanant de diverses organisations...

Les journaux du matin annonçaient que le gouvernement avait interdit la *Novaïa Rouss*, le *Jivorié Slovo*, *Le Rabotchi pout* et le *Soldat* et ordonné l'arrestation des dirigeants du soviet de Petrograd et des membres du Comité militaire révolutionnaire.

Alors que je traversais la place du Palais, plusieurs batteries de junkers passèrent sous l'Arc rouge et vinrent se ranger dans un bruit de ferraille devant le Palais d'Hiver. Une activité inaccoutumée régnait dans la grande bâtisse rouge de l'état-major, plusieurs autos blindées étaient alignées devant l'entrée, des voitures remplies d'officiers s'en allaient et arrivaient. Le censeur était fort excité, on eût dit un petit enfant au cirque. Kerenski, dit-il, venait de se rendre au Conseil de la République pour offrir sa démission. Je me précipitai au palais Marie et arrivai à la fin d'un de ces discours passionnés et presque incohérents de Kerenski, faits de justifications de soi-même et de dénonciations amères de ses ennemis.

– Je citerai le passage le plus caractéristique de toute une série d'articles publiés dans le *Rabotchi pout* par Oulianov-Lénine, un criminel qui se cache actuellement et que nous nous efforçons de trouver... Ce criminel a invité le prolétariat et la garnison de Petrograd à répéter l'expérience des 16 et 18 juillet, et il insiste sur la nécessité immédiate d'un soulèvement armé... En plus, d'autres chefs bolcheviques ont pris la parole dans une série de meetings et ont également lancé des appels à l'insurrection immédiate. Il faut noter tout particulièrement l'activité dans ce sens de l'actuel président du soviet de Petrograd, Bronstein-Trotsky... Je devrais vous signaler... que les expressions et le style de toute une série d'articles de *Rabotchi pout* et du *Soldat* rassemblent comme deux gouttes d'eau à ceux de la *Novaïa Rouss*... Nous

⁵² Nom familier au mouvement ouvrier des États-Unis. (Note de J. Reed. Il avait aidé à organiser les I. W. W. (Note du traducteur.)

avons affaire moins à l'activité de tel ou tel parti politique qu'à l'exploitation de l'ignorance politique et des instincts criminels d'une portion de la population, avec une sorte d'organisation qui vise à susciter en Russie, à n'importe quel prix, un mouvement inconscient de destruction et de pillage ; car, étant donné l'état d'esprit des masses, tout mouvement déclenché à Petrograd serait suivi des massacres les plus terribles qui couvriraient d'une honte éternelle le nom de la Russie libre... De l'aveu d'Oulianov-Lénine lui-même, l'extrême-gauche des sociaux-démocrates se trouve en Russie dans une situation très favorable...

Et Kerenski lut le passage suivant d'un article de Lénine :

– « Songez seulement : les allemands qui se trouvent dans des conditions diablement difficiles, avec le seul Liebknecht (et même lui est au bagne), sans journaux, sans liberté de réunion, sans soviets, se heurtant à l'incroyable hostilité, devant l'idée de l'internationalisme, de toutes les couches de la population, jusqu'au dernier paysan aisé, et malgré le remarquable degré d'organisation de la grande, moyenne et petite bourgeoisie impériale, les Allemands, c'est-à-dire les révolutionnaires internationalistes allemands, les travailleurs revêtus de vestes de marins, ont déclenché l'insurrection dans la flotte, avec une chance de succès sur cent.

« Et nous qui disposons de dizaines de journaux, de la liberté de réunion, de la *majorité* au sein des soviets, nous, les prolétaires internationalistes les mieux placés du monde entier, allons-nous refuser aux révolutionnaires allemands l'appui de notre insurrection ? »

Et Kerenski poursuivit :

– Les organisateurs de la rébellion reconnaissent ainsi implicitement que c'est en Russie que sont réunies aujourd'hui les plus parfaites conditions pour la libre activité d'un parti politique, en Russie, administrée par un gouvernement provisoire avec sa tête, comme le prétendent les bolcheviks, « un usurpateur, un homme qui s'est vendu à la bourgeoisie, le président du Conseil Kerenski » ... Ce n'est pas à l'aide du prolétariat allemand, mais à l'aide des classes dirigeantes allemandes que volent les organisateurs de l'insurrection et c'est au poing de fer de Guillaume et de ses amis qu'ils ouvrent le front russe... Peu important au Gouvernement provisoire les motifs qui guident ces gens, peu importe s'ils agissent consciemment ou inconsciemment ; quoi qu'il en soit, je déclare du haut de cette tribune et avec l'entière conscience de ma responsabilité qu'un parti politique russe qui agit de la sorte se rend coupable de trahison à l'égard de la Russie ! ... je me place au point de vue juridique et je propose de procéder sur-le-champ à une enquête et aux arrestations nécessaires. (Tumulte à gauche.) Écoutez-moi, s'écria-t-il d'une voix puissante. Au moment où l'État est mis en danger par la trahison consciente ou inconsciente, le Gouvernement provisoire, moi-même comme les autres, nous préférons être tués plutôt que de trahir la vie, l'honneur et l'indépendance de la Russie...

À cet instant, on fit remettre un papier à Kerenski.

– Je viens de recevoir la proclamation qu'ils distribuent aux régiments. En voici le contenu.

Il lut :

– « Le soviet de Petrograd est en danger. Je prescris au régiment de se mettre en état d'alerte et d'attendre les ordres. Tout retard ou la non-exécution de cet ordre seront considérés comme un acte de trahison à l'égard de la révolution. Pour le président : Podvoïski. Le secrétaire : Antonov. »

– En réalité, continua-t-il, c'est une tentative pour soulever la populace contre l'ordre des choses existant, abattre la Constituante et ouvrir le front devant le poing de fer des régiments de Guillaume... Je dis *populace* à bon escient, car la démocratie consciente de la grande démocratie russe, s'élève contre des choses pareilles. Je ne suis pas venu ici en quémendeur, je suis là pour exprimer ma ferme conviction que le Gouvernement provisoire qui en ce moment défend notre nouvelle liberté, que le nouvel État russe, destiné à un brillant avenir, trouvera un appui unanime sauf auprès de ceux qui n'ont jamais osé contempler la vérité en face... Le Gouvernement provisoire... déclare : à l'heure qu'il est, les éléments de la nation russe, les groupes et les partis qui osent s'attaquer à la libre volonté du peuple, tout en menaçant d'ouvrir le front aux Allemands, doivent être anéantis d'une manière décisive ! ... Que la population de Petrograd sache qu'elle se heurtera à un pouvoir ferme, et peut-être qu'au dernier moment, le bon sens, la conscience et l'honneur finiront par triompher dans le cœur de ceux qui possèdent encore ces facultés...

Tout au long de ce discours, la salle avait retenti d'un vacarme assourdissant. Lorsque le président du Conseil, pâle et trempé de sueur, descendit de la tribune et se retira avec son escorte d'officiers, les orateurs de la gauche et du centre se succédèrent pour attaquer la droite. La salle résonnait de rugissements de colère. Les socialistes-révolutionnaires eux-mêmes déclarèrent par la voix de Gotz :

– La politique des bolcheviks est démagogique et criminelle parce qu'elle exploite le mécontentement du peuple. Mais il existe toute une série de revendications populaires qui n'ont pas été satisfaites jusqu'à présent... Les problèmes de la paix, de la terre et de la démocratisation de l'armée devraient être posés de telle façon qu'aucun soldat, paysan ou travailleur ne puisse douter le moins du monde que le gouvernement s'efforce de les résoudre fermement et sans faillir... Les mencheviks et nous-mêmes ne voulons pas provoquer une crise gouvernementale et sommes prêts à défendre le Gouvernement provisoire avec toute notre énergie et jusqu'à la dernière goutte de notre sang, si seulement, sur toutes ces questions brûlantes, le gouvernement fait entendre les paroles claires et précises que le peuple attend avec une si grande impatience...

Puis, Martov, furieux :

– Le discours du président du Conseil qui s'est permis de parler de « populace » alors qu'il s'agit d'un mouvement d'importantes portions du prolétariat et de l'armée, entraînées il est vrai dans une mauvaise direction, ce discours n'est rien d'autre qu'une incitation à la guerre civile.

L'ordre du jour déposé par la gauche fut adopté. Il équivalait en fait à un vote de défiance.

1. La démonstration armée, qui se prépare depuis quelques jours et qui a pour objet un coup d'État, menace de déclencher la guerre civile, crée des conditions favorables aux massacres et à la mobilisation des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires, qui entraînent inévitablement l'échec de la Constituante, de nouvelles catastrophes militaires et la défaite de la révolution dans une ambiance de paralysie économique et de désagrégation du pays.

2. Les circonstances qui sont en cause de cette agitation ont été créées – en plus des raisons objectives dues à la guerre et au bouleversement général – par le retard apporté à l'adoption de certaines mesures urgentes. Aussi est-il nécessaire avant tout de promulguer immédiatement un décret remettant les terres aux comités agraires et

d'adopter une ligne de conduite énergique à l'étranger en proposant aux aillés d'entamer les pourparlers de paix et d'en proclamer les conditions.

3. Afin de faire face au désordre et à l'anarchie, il est indispensable de prendre des mesures immédiates visant à supprimer cette agitation et de créer à cet effet à Petrograd un Comité de salut public, composé des représentants de la municipalité et des organes de la démocratie révolutionnaire, agissant de concert avec le Gouvernement provisoire...

Il est intéressant de rappeler que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient tous voté cette résolution. Pourtant, lorsque Kerenski en prit connaissance, il manda Avksentiev au Palais d'Hiver pour explications. Si l'ordre du jour exprimait un manque de confiance dans le Gouvernement provisoire, il pria Avksentiev de former un nouveau ministère. Dan, Gotz et Avksentiev, chefs de file des « conciliateurs », firent leur dernier effort de conciliation. Ils expliquèrent à Kerenski qu'il n'avait pas été dans leurs intentions de critiquer le gouvernement !

Au coin de la rue Morskaïa et de la perspective Nevski, des détachements de soldats, baïonnette au canon, arrêtaient toutes les voitures privées qu'ils expédiaient vers le palais d'Hiver, après avoir fait descendre les occupants. Une foule considérable les regardait faire. Personne ne savait s'ils étaient partisans du gouvernement ou du Comité militaire révolutionnaire. On pouvait observer le même spectacle devant la cathédrale de Kazan : les autos étaient envoyées vers la perspective Nevski. Cinq ou six marins armés de fusils s'approchèrent en riant d'un air excité et engagèrent la conversation avec deux des soldats. Sur les rubans de leur bonnet, on pouvait lire les noms d'Avrora et de Zaria Svobody, les deux principaux croiseurs bolcheviques de la flotte de la Baltique. L'un d'eux dit : « Cronstadt arrive ! » C'était comme si, en 1792, dans les rues de Paris, quelqu'un avait dit : « Les Marseillais arrivent ! » Car, à Cronstadt, ils étaient vingt-cinq mille marins, bolcheviks convaincus et qui n'avaient pas peur de la mort.

Rabotchi i Soldat venait de paraître. Sa première page n'était qu'une énorme proclamation :

Soldats ! Ouvriers ! Citoyens !

Cette nuit, les ennemis du peuple ont pris l'offensive. Les kornolovistes de l'état-major s'efforcent de rassembler les junkers et les bataillons de choc stationnés dans les environs de la capitale. Les junkers d'Oranienbaum et les troupes de choc de Tsarskoïe Selo ont refusé de bouger. Une attaque perfide se prépare contre le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd... La campagne des conspirateurs contre-révolutionnaires est dirigée contre le Congrès panrusse des soviets à la veille de son ouverture, contre l'Assemblée constituante, contre le peuple. Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd monte la garde de la révolution. Le Comité militaire révolutionnaire dirige la riposte à l'assaut des conspirateurs. Tout le prolétariat, la garnison tout entière de la capitale sont prêts à porter aux ennemis du peuple un coup foudroyant.

Le Comité militaire révolutionnaire décrète :

1. Tous les comités de régiment, de division et de navire de guerre, avec les commissaires du soviet, ainsi que toutes les organisations révolutionnaires, siégeront en permanence, concentrant entre leurs mains toutes les informations sur les plans et actions des conspirateurs.

2. Aucun soldat ne s'absentera de son unité sans l'autorisation du comité.
3. Chaque unité et chaque soviet de quartier enverront immédiatement au Smolny deux à cinq délégués respectivement.
4. Tous les agissements des conspirateurs seront immédiatement signalés à l'Institut Smolny.
5. Tous les membres du soviet de Petrograd et tous les délégués du Congrès panrusse des soviets sont invités à se rendre immédiatement au Smolny pour une réunion extraordinaire.

Le contre-révolution a levé sa tête criminelle.

Un grand danger menace toutes les conquêtes, tous les espoirs des soldats, des travailleurs et des paysans. Mais les forces de la révolution surpassent de loin celles de ses ennemis.

La cause du peuple se trouve entre des mains fermes. Les conspirateurs seront écrasés.

Pas d'hésitation ni de doutes ! Fermeté, ténacité, discipline, esprit de décision !

Vive la révolution !

Le Comité militaire révolutionnaire.

Le soviet de Petrograd siégeait en permanence au Smolny, cœur de la tempête ; terrassés par le sommeil, les délégués s'affalaient sur le plancher et se relevaient pour intervenir dans les débats ; Trotsky, Kamenev, Volodarski parlaient six, huit, douze heures par jour. Je descendis au rez-de-chaussée dans le bureau où les délégués bolcheviques tenaient une réunion de groupe. Une voix rauque, dont le possesseur était caché par la foule, tonnait avec assurance :

— Les conciliateurs disent que nous sommes isolés. N'y faites attention, une fois que ça aura commencé, ils seront forcés de se laisser entraîner par nous ou de perdre leurs adhérents...

L'homme brandit un bout de papier.

— Nous les entraînon à notre suite ! On vient de recevoir un message des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ! ils disent qu'ils condamnent nos actes mais si le gouvernement nous attaquait, ils ne s'opposeraient pas à la cause du prolétariat !

Une clameur exultante...

À la tombée de la nuit, la grande salle se remplit de soldats et d'ouvriers, immense masse sombre qui bourdonnait dans un nuage de fumée bleue. Le vieux Tsik avait finalement décidé de saluer les délégués à ce nouveau Congrès qui signifiait sa ruine et peut-être la ruine de l'ordre révolutionnaire qu'il avait édifié. Toutefois, à cette séance, seuls les membres du Tsik avaient le droit de voter.

Il était passé minuit quand Gotz s'installa dans le fauteuil présidentiel et que Dan se leva pour parler, dans un silence lourd que je trouvai presque menaçant.

— Les heures que nous vivons ont pris un aspect des plus tragiques, dit-il. L'ennemi est aux portes de Petrograd, des forces de la démocratie essaient d'organiser la résistance, et au même moment nous nous attendons à ce que le sang coule dans les rues de la capitale, et la famine menace de détruire non seulement notre gouvernement homogène, mais la révolution elle-

même... Les masses sont malades et à bout de forces. Elles ne s'intéressent pas à la révolution. Si les bolcheviks déclenchent quelque chose, ce sera la fin de la révolution (Cris : « C'est un mensonge. ») La contre-révolution attend que les bolcheviks bougent pour commencer les émeutes et les massacres. Si un *vystouplénié* a lieu, il n'y a pas d'Assemblée constituante... (Cris : « Mensonge ! Honte ! ») Il est inadmissible que la garnison de Petrograd qui se trouve dans la zone des opérations militaires refuse de se plier aux ordres de l'état-major... Vous devez obéir aux ordres de l'état-major et du Tsik que vous avez vous-mêmes élu. Tout le pouvoir aux soviets, c'est la mort ! les bandits et les voleurs attendent le moment de se mettre à piller et à incendier ! Lorsqu'on vous offre des mots d'ordre comme celui-ci : « Entrez dans les maisons, prenez à la bourgeoisie chaussures et vêtements... » (Tumultes, Cris : « Ce mot d'ordre n'existe pas ! Mensonge ! Mensonge ! ») Eh bien, ça peut commencer autrement, mais c'est ainsi que ça va se terminer ! Le Tsik a pleins pouvoirs pour agir et il doit être obéi. Nous ne craignons pas les baïonnettes... Le Tsik défendra la révolution avec son corps... (cris : « Il y a longtemps que c'est un cadavre ! »)

Un immense vacarme se déchaîne, on entend l'orateur hurler en martelant le bureau :

– Ceux qui insistent là-dessus commettent un crime !

Une voix :

– Il y a belle lurette que vous avez commis un crime en vous emparant du pouvoir et le remettant à la bourgeoisie !

Gotz, agitant la sonnette :

– Silence, ou je vous fais expulser.

La voix :

– Essayez donc ! (Acclamations et coups de sifflet.)

– À présent, en ce qui concerne notre position sur le problème de la paix... (Rires.) Malheureusement, la Russie ne peut plus supporter de continuer la guerre. Il y aura la paix, mais pas une paix permanente, pas une paix démocratique... Aujourd'hui, au Conseil de la République, en vue d'éviter une effusion de sang, nous avons voté un ordre du jour exigeant le transfert des terres aux comités agraires et l'ouverture immédiate des pourparlers de paix... (Rires et cris : « Trop tard ! »)

Puis, au nom des bolcheviks, Trotsky monta à la tribune, porté par une puissante vague d'applaudissements. Toute la salle debout l'acclama. Son mince visage pointu avait une expression d'ironie mordante qui était proprement méphistophélique.

– La tactique de Dan prouve que les masses, les grandes masses bornées et indifférentes, sont entièrement de son côté ! (Hilarité titanesque.) – il se tourna vers le président d'un mouvement dramatique. – Lorsque nous parlions de donner la terre aux paysans, vous vous y êtes opposés. Nous avons dit aux paysans : s'ils ne vous la donnent pas, prenez-la vous-mêmes ! et les paysans ont suivi notre conseil. Et aujourd'hui vous préconisez ce que nous avons fait il y a six mois... Je ne pense pas que l'ordre de Kerenski suspendant l'application dans l'armée de la peine capitale ait été dicté par des considérations idéalistes. Je crois que Kerenski s'est laissé convaincre par la garnison de Petrograd qui a refusé de lui obéir... Aujourd'hui, Dan est accusé d'avoir prononcé au Conseil de la République un discours qui le démasque comme un

bolchevik caché... Le jour viendra peut-être où Dan dira que la fleur de la révolution a participé au soulèvement des 16 et 18 juillet... La résolution de Dan, votée aujourd'hui par le conseil de la République, ne dit mot de l'observation rigoureuse de la discipline dans l'armée, et pourtant son parti dans sa propagande insiste sur ce point... L'histoire des derniers sept mois montre que les masses ont abandonné les mencheviks. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont vaincu les cadets et lorsqu'ils ont eu le pouvoir, c'est aux cadets qu'ils l'ont remis... Dan vous dit que vous n'avez pas le droit de faire une insurrection. L'insurrection est le droit de tous les révolutionnaires ! Lorsque les masses opprimées se révoltent, c'est leur droit...

Puis ce fut le tour de Lieber, un homme au visage long, à la langue acérée, qu'accueillent rires et grognements.

– Engels et Marx ont dit que le prolétariat n'avait pas le droit de prendre le pouvoir tant qu'il n'y était pas prêt. Dans une révolution bourgeoise comme la nôtre... la prise du pouvoir par les masses signifie la fin tragique de la révolution... En tant que théoricien social-démocrate, Trotsky condamne lui-même ce qu'il défend en ce moment... (Cris : Assez ! À bas ! »)

Martov, constamment interrompu :

– Les internationalistes ne sont pas contre le transfert du pouvoir au peuple, mais ils désapprouvent les méthodes des bolcheviks. Ce n'est pas le moment de s'emparer du pouvoir...

Une fois de plus, Dan prit la parole pour protester violemment contre le Comité militaire révolutionnaire qui avait chargé un commissaire d'occuper les bureaux des *Izvestias* et de censurer le journal. Le tumulte était à son comble. Martov essaya de parler mais ne put se faire entendre. Les délégués de l'armée et de la flotte de la Baltique étaient debout dans la salle, hurlant que, pour eux, le gouvernement, c'étaient les soviets.

Au milieu de la confusion la plus effrénée, Ehrlich proposa une résolution demandant aux ouvriers et aux soldats de garder le calme et de ne pas céder à ceux qui les poussaient à manifester, reconnaissant la nécessité de créer sur-le-champ un Comité de salut public, et invitant le Gouvernement provisoire à décréter immédiatement le transfert de la terre aux paysans et à engager des pourparlers de paix.

Alors, Volodarski bondit, clamant d'une voix rude que le Tsik n'avait pas le droit d'usurper les fonctions du Congrès la veille du jour où celui-ci allait se réunir. Le Stik était virtuellement mort, dit-il, et le ranimer n'était rien d'autre qu'un tour de passe-passe pour ranimer ses forces déclinantes.

– Nous autres, bolcheviks, nous ne voterons pas cette résolution !

Sur quoi, tous les bolcheviks quittèrent la salle et la résolution fut adoptée.

Vers quatre heures du matin, je rencontrai dans le vestibule Zorine qui portait un fusil en bandoulière.

– C'est commencé ! ⁵³ dit-il, calmement mais avec satisfaction. Nous avons mis la main sur le ministre adjoint de la Justice et le ministre des Cultes. Ils se trouvent dans la cave en ce moment. Un régiment est en route pour s'emparer du central téléphonique, un autre pour

⁵³ Voir appendice, chapitre III, 7, p. 362.

occuper le central télégraphique, un troisième, la Banque d'État. La garde rouge est descendue dans le rue...

Sur les marches du Smolny, dans la nuit froide, j'aperçus pour la première fois les gardes rouges : un petit groupe de jeunes garçons, en vêtements de travail, baïonnette au canon, qui parlaient nerveusement, serrés les uns contre les autres.

Loin à l'ouest, par-dessus les toits silencieux, résonnait une fusillade désordonnée : les junkers s'efforçaient d'ouvrir les ponts sur la Neva pour empêcher les ouvriers d'usine et les soldats du quartier de Vyborg de rejoindre les combattants des soviets au centre de la ville ; et les marins de Cronstadt fermaient les ponts à nouveau.

Derrière nous, le grand Smolny, illuminé, bourdonnait comme une ruche géante.

Chapitre IV

LA CHUTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Le mercredi 7 novembre, je me levai très tard. Le canon de midi tonna dans la forteresse Pierre-et-Paul comme je descendais la perspective Nevski. La journée était froide et humide. Devant les portes fermées de la banque d'État, quelques soldats se tenaient baïonnette au canon.

– Pour qui êtes-vous ? Demandai-je. Pour le gouvernement ?

– Il n'y a plus de gouvernement, répondit l'un d'eux avec un sourire. *Slava Bogou !* Dieu merci !

Ce fut tout ce que je réussis à lui tirer.

Les trams circulaient sur la perspective Nevski, avec hommes femmes et enfants accrochés à la moindre aspérité. Les magasins étaient ouverts, et la foule semblait même moins inquiète que la veille. Toute une floraison de nouveaux appels contre l'insurrection s'était épanouie sur les murs pendant la nuit ; ils s'adressaient aux paysans, aux soldats, aux travailleurs de Petrograd. L'un d'eux disait :

Au nom de la douma municipale de Petrograd

La douma municipale porte à la connaissance des citoyens qu'au cours de sa séance extraordinaire du 6 novembre, elle a formé un Comité de salut public, composé des membres de la douma centrale et des doumas de quartier, ainsi que des représentants des organisations démocratiques révolutionnaires suivantes : le Comité exécutif central des soviets des députés ouvriers et soldats, le Comité exécutif panrusse des députés paysans, les organisations de l'armée, le *Tsentroflot*, le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd (*sic !*), le Conseil des syndicats, etc.

La permanence des membres du Comité de salut public se trouve dans l'édifice de la douma municipale. Téléphones : 15-40, 223-77, 138-36.

Le 7 novembre 1917.

Je ne me rendis pas compte que c'était la déclaration de guerre de la douma aux bolcheviks.

J'achetai le *Rabotchi pout*, seul journal qui semblait être en vente ; un peu plus tard, je donnai cinquante kopeks à un soldat pour un exemplaire d'occasion du *Den*. Le quotidien bolchevique, imprimé en grand format dans les locaux occupés de la *Rousskaïa Volia*, portait une grosse manchette : « TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS DES OUVRIERS, SOLDATS ET PAYSANS ! PAIX ! PAIN ! TERRE ! » L'éditorial était signé de Zinoviev⁵⁴, compagnon de Lénine dans l'illégalité. Il débutait ainsi :

⁵⁴ Cet article n'était pas signé. (Note du traducteur.)

Tout soldat, tout ouvrier, tout vrai socialiste, tout démocrate honnête ne peut pas ne pas se rendre compte que le choc révolutionnaire imminent réclame une solution immédiate.

De deux choses l'une.

Ou bien le pouvoir passe entre les mains de la clique des bourgeois et des propriétaires fonciers... Ce qui signifie une sanglante expédition punitive à l'échelle nationale qui... inondera le pays du sang des travailleurs, des soldats et des paysans. Ce serait la continuation de la guerre exécrée, ce seraient la famine et la mort inévitables.

Ou bien le pouvoir passera entre les mains des ouvriers, des soldats et des paysans révolutionnaires, et, dans ce cas, cela signifiera l'abolition complète de la tyrannie seigneuriale, l'immédiate mise à la raison des capitalistes, l'offre immédiate d'une paix juste. Alors, la terre sera assurée aux paysans, alors sera assuré le contrôle de l'industrie, alors le pain sera assuré aux affamés, alors cette boucherie prendra fin ! ...

Le *Den* contenait des nouvelles fragmentaires de la nuit qui avait été agitée. Prise par les bolcheviks du central téléphonique, de la gare de la Baltique, du central télégraphique ; les junkers de Peterhof, incapables d'atteindre Petrograd ; les cosaques hésitants, arrestation de quelques ministres ; le commandant de la milice municipale, Meyer, tué ; arrestations, contre-arrestations, escarmouches entre patrouilles de soldats, de junkers et de gardes rouges ⁵⁵ .

Au coin de la Morskaïa, je tombai sur le capitaine Gomberg, un *oboronets** menchevik, secrétaire de la section militaire de son parti. Lorsque je lui demandai si l'insurrection avait vraiment eu lieu, il haussa les épaules d'un geste las et répondit :

– *Tchort znaïet* ! le diable le sait ! Les bolcheviks sont peut-être capables de prendre le pouvoir, mais ils ne sauront pas le garder plus de trois jours. Ils n'ont pas les hommes qu'il faut pour gouverner. C'est sans doute une bonne chose que de les laisser essayer. Ça les achèvera...

Des marins armés gardaient les issues de l'hôtel militaire au coin de la place Saint-Isaac. Dans le hall, nombre de jeunes officiers chics allaient et venaient en se parlant à voix basse. Les marins ne les laissaient pas sortir.

Soudain, une détonation claqua dans la rue, suivie d'une fusillade désordonnée. Je me précipitai dehors. Quelque chose d'inhabituel se passait autour du palais Marie où siégeait le Conseil de la République. Une fille de soldats coupait la vaste place en biais ; ils épaulaient leur fusil, les yeux fixés sur le toit de l'hôtel.

– *Provokatsia* ! Ils nous tirent dessus ! lança un des hommes.

Un autre se précipita vers l'entrée.

Une grosse auto blindée se tenait à l'angle ouest du palais, elle arborait un drapeau rouge et portait en lettres rouges fraîchement peintes, les initiales « SRSD » (*Soviet Rabotchikh Soldatskikh Dépoutatov*) ; ses mitrailleuses étaient braquées rue Saint-Isaac. Une barricade s'élevait à l'entrée de la Novaïa Oulitsa, boîtes, tonneaux, un vieux sommier métallique, une charrette. Une pile de bois barrait l'extrémité du quai de la Moïka. Devant la façade de l'édifice, des soldats étaient en train de construire un parapet avec des billots qui provenaient d'un dépôt voisin.

⁵⁵ Voir Appendice, chapitre IV, 1, p. 364.

Je demandai :

– On va se battre ?

– Bientôt, répondit nerveusement un soldat. Va-t'en, camarade, tu vas te faire blesser. Ils vont venir de par-là, et il indiqua l'Amirauté.

Qui ça ?

– Ça, frérot, je n'en sais rien, dit-il en crachant.

Une foule de soldats et de marins se pressait devant l'entrée du palais. Un marin était en train de raconter la mort du Conseil de la République russe.

– Nous sommes entrés, dit-il, et nous avons bouché toutes les portes avec des camarades. Je me suis approché du Korniloviste contre-révolutionnaire qui occupait le fauteuil présidentiel. « Fini, le Conseil, que je lui dis. Et maintenant rentre vite chez toi ! »

Il y eut des rires. J'agitai un assortiment de pièces d'identité et réussis à parvenir jusqu'à l'entrée de la galerie de la presse. Là je fus arrêté par un énorme marin souriant. Je lui montrai mon laissez-passer.

– Vous seriez saint Michel en personne, camarade, que vous ne pourriez pas passer ici.

J'aperçus, à travers la porte vitrée, les traits décomposés et les bras gesticulants du correspondant français, enfermé à l'intérieur.

Devant l'entrée, un groupe de soldats entourait un petit homme à moustaches grises, en tenue de général. Il avait le visage cramoisi.

– Je suis le général Alexéiev, criait-il. En tant que votre supérieur hiérarchique et membre du Conseil de la République, j'exige qu'on me laisse passer !

La sentinelle se gratta la tête en louchant autour d'elle d'un air embarrassé ; elle fit signe de la main à un officier qui s'approchait ; celui-ci voyant à qui il avait affaire, se troubla et se mit au garde-à-vous avant de comprendre ce qu'il faisait.

– *Vaché Vyssokoprévoskhoditelstvo*, Votre Haute Excellence, bégaya-t-il à la mode de l'ancien régime. L'accès du palais est strictement interdit... Je n'ai pas le droit...

Une auto passa ; j'aperçus à l'intérieur Gotz qui riait et semblait s'amuser beaucoup. Quelques minutes plus tard, une autre voiture parut, avec des soldats armés sur le siège avant, elle était bondée de ministres du Gouvernement provisoire arrêtés. Peters, un Letton, membre du Comité militaire révolutionnaire, traversa la place au pas de course.

– Je croyais que vous aviez cueilli ces messieurs la nuit dernière, dis-je en indiquant l'auto.

– Oh, fit-il avec une expression de petit garçon déçu, des andouilles les ont relâchés sans nous laisser le temps de prendre une décision.

Une masse de marins s'alignait dans la perspective Voskressenski ; plus loin, on voyait s'approcher des soldats, à perte de vue.

Nous nous dirigeâmes vers le Palais d'Hiver en passant par le boulevard Admiralteïski. Toutes les issues de la place du Palais étaient bouchées par des sentinelles ; à l'extrémité ouest, une foule inquiète de civils assiégeait un cordon de troupes. À part un groupe de soldats qu'on

apercevait de loin et qui semblait transporter du bois de la cour du palais et l'empiler devant l'entrée principale, tout était tranquille.

Nous n'arrivions pas à nous rendre compte si les sentinelles avaient été placées là par le gouvernement ou par le soviet. Mais comme nos papiers du Smolny demeuraient sans effet, nous nous adressâmes plus loin pour exhiber d'un air important nos passeports américains en jetant : affaire de service ! », et nous nous frayâmes un passage. À l'entrée du palais, les mêmes vieux *chveïtsary** dans leur uniforme bleu au col rouge et or et aux boutons de cuivre, nous débarrassèrent poliment de nos pardessus et de nos chapeaux. Nous montâmes l'escalier. Dans le triste et sombre couloir, dépouillé de ses tapisseries, erraient quelques vieux serviteurs ; devant la porte de Kerenski, un jeune officier faisait les cents pas en se rongant la moustache. Je lui demandais si nous pouvions interviewer le président du Conseil. Il s'inclina en claquant les talons.

– Non, je regrette, répondit-il en français. Alexandre Fédorovitch est extrêmement occupé en ce moment... – Il nous contempla brièvement. – En fait il n'est pas là...

– Où est-il ?

– Il s'est rendu au front ⁵⁶. Et imaginez-vous, il n'y avait pas assez d'essence pour sa voiture. Nous avons dû en emprunter à l'Hôpital Anglais.

– Les ministres sont là ?

– Ils sont en séance dans une des salles, je ne sais pas où.

– Les bolcheviks arrivent ?

– Bien entendu. Certainement ils arrivent. J'attends d'un instant à l'autre un coup de téléphone pour annoncer qu'ils arrivent. Mais nous sommes prêts. Nous avons des junkers dans le palais. Derrière cette porte.

– Pouvons-nous entrer ?

– Certainement pas. Ce n'est pas permis.

Tout à coup il nous serra la main et s'en alla. Je m'approchai de la porte interdite, percée dans une cloison provisoire qui divisait la salle en deux ; elle était fermée à clé de notre côté. Des voix résonnaient à l'intérieur, quelqu'un riait. Sinon de vastes étendues du vieux palais étaient silencieuses comme une tombe. Un vieux *chveïtsar** s'approcha en courant :

– Non *barine**, vous ne devez pas entrer là.

– Pourquoi cette porte est-elle fermée à clé ?

– Pour empêcher les soldats de sortir, répondit-il, répondit-il. Après quelques instants, il dit qu'il devait aller prendre un verre de thé et s'éloigna. Nous ouvrîmes la porte.

Deux soldats montaient la garde à l'entrée, mais ils ne dirent rien. Le couloir aboutissait à une grande pièce décorée de corniches dorée et d'énormes lustres de cristal ; plus loin, venaient plusieurs pièces plus petites lambrissées de bis foncé. De par et d'autre, des rangées de matelas et de couvertures sales s'alignaient à même le parquet ; quelques soldats y étaient allongés. Le

⁵⁶ Voir Appendice, chapitre III, 2, p. 366.

tout disparaissait sous un fouillis de mégots, de morceaux de pain, de vêtements et de bouteilles vides avec de précieuses étiquettes françaises. Des soldats aux pattes d'épaules rouges des écoles de junkers allaient et venaient, de plus en plus nombreux à mesure que nous avançons ; cela sentait le renfermé, la fumée de tabac, une humanité mal lavée. Un des hommes tenait une bouteille de bourgogne blanc, de toute évidence chipée dans les caves du palais. Ils nous contemplèrent avec surprise, qui traversions une pièce après l'autre pour finir par atteindre une enfilade de grands salons d'apparat dont les hautes fenêtres crasseuses donnaient sur la place. Les murs étaient couverts de gigantesques tableaux dans de massifs cadres dorés. C'étaient des scènes de bataille : « 12 octobre 1812 » et « 6 novembre 1812 », et « 16-28 août 1913 » ... Une des toiles avait un accroc dans le coin supérieur droit.

L'endroit n'était qu'une vaste caserne, et cela depuis des semaines, à en juger par l'état des parquets et des murs. Des mitrailleuses garnissaient les rebords des fenêtres, des faisceaux de fusils se dressaient entre les paillasses.

Alors que nous étions en train de contempler les tableaux, je sentis, derrière mon oreille gauche, un souffle alcoolisé, et une voix dit en français pâteux mais correct :

– Je vois à la façon dont vous admirez les tableaux, que vous êtes des étrangers. – L'homme était petit, bouffi ; il enleva sa casquette, révélant un crâne dégarni. – Des américains ? Enchanté. Capitaine en second Vladimir Artsybachev, entièrement à votre service.

Il n'avait pas l'air de trouver insolite la présence de quatre étrangers, dont une femme, errant à travers le dispositif de défense d'une armée qui attend l'assaut de l'adversaire. Il commença à se plaindre de l'état où se trouvait la Russie.

– Il n'y a pas que les bolcheviks, dit-il, les bonnes traditions de l'armée russe s'en vont à vau-l'eau. Regardez autour de vous. Tous ces garçons sont élèves des écoles d'officiers. Mais sont-ils des hommes du monde ? Kerenski a ouvert l'accès des écoles aux simples soldats, à tout homme capable de passer un examen. Il va de soi qu'il y en a beaucoup, beaucoup, qui sont contaminés par la révolution.

Sans raison apparente, il change de sujet :

– Je suis très désireux de quitter la Russie. J'ai pris la décision de m'enrôler dans l'armée américaine. Voulez-vous avoir la bonté de voir votre consul et de tout régler avec lui ? Je vous donnerai mon adresse.

Sans écouter nos protestations, il l'écrivit sur un bout de papier et sembla aussitôt reprendre courage. Ce papier, je l'ai toujours : « *Vtoraïa Oranienbaoumskaïa Chkola Praporchtchikov, Sary Peterhof*⁵⁷. »

– Nous avons passé une revue ce matin de bonne heure, dit-il en nous guidant à travers les salles et en nous donnant des explications. Le bataillon de femmes a décidé de rester fidèle au gouvernement.

– Les femmes soldats sont dans le palais ?

– Oui, dans les pièces du fond où elles ne risquent rien s'il y a du grabuge. – Il soupira. – C'est une grave responsabilité, dit-il.

⁵⁷ « 2^e École d'Enseignes d'Oranienbaum, VieuxPeterhof. » (Note du traducteur.)

Notre petit groupe s'attarda devant la fenêtre à regarder la place du palais où trois compagnies de junkers, dans leur long manteau d'uniforme, s'alignaient, le fusil au pied ; un grand officier à l'aspect énergique les haranguait ; je reconnus Stankévitch, commissaire militaire principal du Gouvernement provisoire. Au bout de quelques minutes, deux des compagnies mirent l'arme sur l'épaule avec un bruit métallique, poussèrent trois cris perçants et traversèrent la place au pas cadencé pour s'engouffrer sous l'Arc rouge et se fondre dans la ville silencieuse.

– Ils sont allés s'emparer du central téléphonique, dit quelqu'un.

Trois élèves officiers se tenaient près de nous, la conversation s'engagea. Ils racontèrent qu'avant d'entrer à l'école, ils avaient été de simples soldats. Ils s'appelaient Robert Olev, Alexei Cassilenko et Erni Sachs, un Estonien. À présent, ils ne voulaient plus être officiers, car les officiers étaient fort impopulaires. En effet, les trois garçons n'avaient pas l'air de savoir ce qu'ils devaient entreprendre et on voyait clairement qu'ils n'étaient pas dans leur assiette. Pourtant, au bout de quelques instants, ils commencèrent à se vanter.

– Si les bolcheviks se montrent, nous leur ferons voir comment il faut se battre. Ils n'osent pas se battre, ce sont des lâches. Mais s'ils sont les plus forts, eh bien, chacun de nous garde une balle pour soi-même...

À cet instant, une rafale claqua dans le voisinage. Sur la place, les gens se mirent à courir ou à se jeter à plat ventre, et les *izvozhchiki** qui stationnaient au coin des rues s'éparpillèrent au galop. Dans le palais, tout était sens dessus dessous, des soldats couraient à droite et à gauche, empoignant fusils et cartouchières et criant : « Ils arrivent ! Ils arrivent ! » Au bout de quelques instants, tout se calma à nouveau. Les *izvozhchiki* regagnèrent leur place, les gens couchés par terre se relevèrent. Les junkers débouchèrent sous l'arc rouge ; ils ne marchaient plus en cadence ; l'un d'eux avançait, soutenu par deux camarades.

Il commençait à se faire tard quand nous quittâmes le palais. Sur la place, toutes les sentinelles avaient disparu. Le grand demi-cercle des édifices officiels semblait désert. Nous allâmes dîner à l'Hôtel de France et, juste au moment où nous mangions le potage, le garçon s'approcha, blême, et nous demanda avec insistance de passer dans la salle de restaurant principale qui donnait sur la cour, parce qu'on allait éteindre les lumières du café.

– Ça va tirer dur, dit-il.

Lorsque nous ressortîmes dans la Morskaïa, il faisait presque nuit. Au coin de la perspective Nevski, un réverbère éclairait d'une lumière vacillante une grosse auto blindée qui, le moteur emballé, s'enveloppa dans des nuages de fumée d'huile. Un petit garçon avait escaladé la paroi de l'engin et contemplait l'intérieur du canon d'une mitrailleuse. Un groupe de soldats et marins se tenait autour de la voiture, manifestement dans l'attente de quelque chose. Nous retournâmes vers l'Arc rouge où quelques soldats discutaient fort en contemplant le palais d'Hiver brillamment illuminé.

– Non, camarades, dit l'un d'entre eux. Comment pouvons-nous tirer sur eux. Le bataillon de femmes est à l'intérieur, on dira que nous avons tiré sur des femmes russes.

Au moment où nous revenions vers la perspective Nevski, une autre auto blindée tourna le coin, une tête d'homme jaillit de la tourelle.

– Allons-y ! hurla-t-il. On leur passe sur le ventre et on attaque !

Le conducteur de la première auto s'approcha et cria de façon à dominer le vrombrissement du moteur :

– Le comité a dit d'attendre. Ils ont de l'artillerie derrière ces piles de bois...

Ici, les tramways ne circulaient plus, les passants se faisaient rares. Il n'y a pas de lumières, mais, quelques pâtés de maisons plus loin, nous pouvions voir les trams, la foule, les devantures éclairées des boutiques et des enseignes lumineuses des cinémas : la vie continuait comme à l'ordinaire. Nous avons des billets pour le ballet au théâtre Marie – tous les théâtres étaient ouverts – mais le spectacle de la rue était trop passionnant.

Dans l'obscurité, je butai contre les piles de bois qui barraient le pont de la Police ; devant le palais Stroganov, des soldats mettaient en batterie un canon de trois pouces de campagne. Des hommes en uniformes divers erraient sans but et causaient à perte d'haleine.

La ville tout entière semblait se promener dans la perspective Nevski. À tous les coins, d'énormes attroupements se formaient autour d'un noyau qui discutait ferme. Des postes d'une douzaine de soldats, baïonnette au canon, se tenaient aux carrefours ; de vieux messieurs, en luxueuse pelisse de fourrure, le visage cramoisi, les menaçaient du poing, des femmes bien habillées glapissaient des injures ; des soldats répliquaient à peine, avec des sourires embarrassés. Des autos blindées remontaient et descendaient la perspective. Elles portaient les noms des premiers ducs de la Russie – Oleg, Rurik, Sviatoslav – et étaient barbouillées de grosses lettres rouges : « RSDRP » (*Rossiskaïa Sotsial-Demokratitcheskaïa Rabotchaïa Partia*)⁵⁸. Au coin de la Mikhaïlovskaïa, un homme parut portant une pile de journaux ; il fut aussitôt assiégré par une foule frénétique, les gens lui offraient un rouble, cinq roubles, dix roubles, s'entredéchiraient comme des bêtes. C'était *Rabotchi i Soldat* annonçant la victoire de la révolution prolétarienne, la libération des bolcheviks emprisonnés et demandant le soutien des troupes du front et de l'arrière : un petit journal enfiévré de quatre pages, composé en très gros caractères, sans nouvelles.

Au coin de la Sadovaïa, près de deux mille citoyens s'étaient rassemblés, qui contemplaient le toit d'un grand immeuble où une minuscule étincelle rouge s'allumait et disparaissait.

– Regardez ! dit un grand paysan en indiquant la lumière. C'est un provocateur. Dans un moment, il se mettra à tirer sur les gans...

Apparemment, personne ne songeait à aller voir de quoi il retournait.

Notre voiture s'arrêta devant le Smolny dont la façade s'inondait de lumière ; venant de toutes les rues, des flots d'ombres roulaient vers l'édifice, à peine distinctes dans les ténèbres. Autos et motos arrivaient et repartaient ; une énorme auto blindée, couleur gris éléphant, sa tourelle surmontée de deux drapeaux rouges, s'éloigna pesamment dans un hurlement de sirène. Il faisait froid, à la grille extérieure les gardes rouges avaient allumé un feu. Un autre feu brûlait près de l'entrée intérieure et c'est à sa lumière que les sentinelles déchiffrèrent lentement nos laissez-passer et nous examinèrent des pieds à la tête. Les gaines de toile avaient été enlevées des quatre mitrailleuses disposées à droite et à gauche de l'entrée, les bandes pendaient aux culasses comme des serpents. Un sombre troupeau d'auto blindées se tenait sous les arbres de la cour ; les moteurs tournaient. Les longues salles nues et mal éclairées résonnaient du tonnerre

⁵⁸ Parti ouvrier social-démocrate russe. (Note de J. Reed.)

des pas, de cris d'appels. Il y régnait une atmosphère d'insouciance téméraire. Soudain, une foule dévala l'escalier, des ouvriers en bonnet de fourrure et chemise noirs, dont plusieurs portaient un fusil en bandoulière, des soldats en capote raide couleur de boue, coiffé d'une *chapka** de fourrure grise aplatie d'un coup de main, un ou deux chefs bolcheviques – Lounatcharski, Kamenev – qui hâtaient le pas, entourés de quelques hommes et parlant tous à la fois. La réunion extraordinaire du soviet de Petrograd venait de prendre fin. J'arrêtai Kamenev, un petit homme aux mouvements vifs, la tête rentrée dans les épaules, le visage large et animé. Sans autre préambule, il lut en un français rapide le texte de la résolution qui venait d'être adoptée :

Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd salue la révolution victorieuse du prolétariat et de la garnison de la capitale. Il souligne tout particulièrement l'esprit de cohésion, d'organisation, de discipline et d'unanimité dont les masses ont fait preuve à l'occasion de cette insurrection, exceptionnellement peu sanglante et exceptionnellement bien réussie.

Le soviet est fermement convaincu que le gouvernement ouvrier et paysan qui sera créé par la révolution en tant que gouvernement des soviets et qui assurera au prolétariat urbain le soutien de toute la paysannerie pauvre, que ce gouvernement suivra résolument la route du socialisme, unique moyen d'éviter au pays les incroyables misères et horreurs de la guerre.

Le nouveau gouvernement ouvrier et paysan proposera immédiatement à tous les pays belligérants de conclure une paix juste et démocratique.

Il supprimera immédiatement la grande propriété et donnera la terre aux paysans. Il instituera le contrôle ouvrier de la production et de la distribution des produits manufactures et instaurera le contrôle public des banques qui seront transformées en un établissement d'État unique.

Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd appelle les travailleurs et les paysans de Russie à soutenir de toute leur énergie et de tout leur dévouement la révolution ouvrière et paysanne. Le soviet exprime la conviction que les ouvriers des villes, alliés aux paysans pauvres, feront preuve d'une discipline volontaire inflexible et assureront le plus rigoureux ordre révolutionnaire, indispensable à la victoire du socialisme.

Le soviet est persuadé que le prolétariat des pays de l'Europe occidentale nous aidera à mener la cause du socialisme à une victoire réelle et durable.

– Vous considérez donc que la partie est gagnée ?

Il haussa les épaules.

– Il y a beaucoup à faire. Énormément. Ça ne fait que commencer.

Sur le palier, je rencontrai Riazanov, vice-président des syndicats ; il avait l'air sombre et mordillait sa barbe grise. – C'est de la folie ! De la folie ! s'écria-t-il. Les ouvriers d'Europe ne bougeront pas ! Toute la Russie...

Il agita le bras d'un air égaré et se sauva.

Riazanov et Kamenev s'étaient tous deux opposés à l'insurrection et avaient ressenti les effets des terribles sarcasmes de Lénine.

La séance avait été capitale. Au nom du Comité militaire révolutionnaire. Trotsky avait déclaré que le Gouvernement provisoire n'existait plus.

– Le propre des gouvernements bourgeois, avait-il dit, est de tromper le peuple. Nous autres, soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, nous allons tenter une expérience unique dans l'histoire, nous allons fonder un pouvoir qui n'aura d'autre but que de satisfaire les besoins des soldats, des ouvriers et des paysans.

Lénine avait paru, salué par une puissante ovation, et avait prédit la révolution sociale mondiale... Puis Zinoviev s'écria : – Aujourd'hui, nous avons acquitté notre dette envers le prolétariat international et asséné un coup terrible à la guerre, un coup terrible à tous les impérialismes et spécialement à Guillaume le bourreau...

Ensuite, Trotsky avait annoncé que les télégrammes avaient été expédiés au front pour faire part de l'insurrection victorieuse, mais qu'ils étaient demeurés sans réponse. On disait que les troupes marchaient sur Petrograd, il fallait envoyer une délégation pour leur apprendre la vérité.

Cris : – Vous anticipez sur la volonté du Congrès panrusse des soviets.

Trotsky, froidement : – La volonté du Congrès panrusse des soviets a été anticipée par le soulèvement des ouvriers et des soldats de Petrograd.

Nous pénétrâmes dans la grande salle des séances, éclairée par des lustres blancs, en nous frayant un passage à travers la foule bruyante qui obstruait les portes. Alignés sur les chaises, comprimés dans les passages et sur les côtés de façon à ne plus pouvoir bouger, perchés sur les appuis des fenêtres et jusque sur le bord de la tribune, les représentants des travailleurs et des soldats de toute la Russie se taisaient avec anxiété ou exultaient frénétiquement dans l'attente du tintement de la sonnette présidentielle. L'endroit n'était chauffé que par la chaleur étouffante des corps humains sales. La fumée bleue du tabac s'élevait au-dessus de la foule en un nuage suffocant qui demeurait suspendu dans l'air épais. De temps à autre, un des organisateurs montait à la tribune et priait les camarades de ne pas fumer ; alors tout le monde, les fumeurs compris, répétait à tue-tête : « Ne fumez pas camarades ! » et continuait à fumer. Pétrovski, un délégué anarchiste de l'usine Oboukhovski, me fit une place à ses côtés. Mal rasé et crasseux, il vacillait après trois nuits de travail au Comité militaire révolutionnaire.

Les chefs du vieux Stik, installés à la tribune, dominaient pour la dernière fois les turbulents soviets qu'ils avaient gouvernés depuis le premier jour et qui, à présent, s'étaient soulevés contre eux. C'était la fin du premier stade russe que ces hommes avaient essayé de guider dans les voies de la circonspection. Leurs trois compagnons les plus importants n'étaient pas là : Kerenski fuyant vers le front à travers des villes de province en proie à la fermentation ; le vieil aigle Tchekhéidzé qui s'était retiré dédaigneusement dans ses montagnes géorgiennes pour y succomber à la phtisie ; et le noble Tséréteïli, lui aussi mortellement touché, mais qui n'en allait pas moins revenir et déverser le flot de sa belle éloquence en faveur d'une cause perdue. Gotz était là, et Dan, Lieber, Bogdanov, Broïdo, Fillipovski, tous indignés, le visage blanc, les yeux caves. À leurs pieds, le deuxième Congrès panrusse des soviets bouillonnait et tourbillonnait, et, par-dessus leur tête, le Comité militaire révolutionnaire agissait, furieusement, tenant entre les mains les fils de l'insurrection et portant des coups puissants. Il était dix heures quarante du soir.

Dan, un homme chauve aux traits doux, en uniforme fripé de chirurgien militaire, agita la sonnette. Le silence se fit tout d'un coup, un silence âpre, interrompu par la bousculade et les disputes des gens à l'entrée.

– Le pouvoir est entre nos mains, commença-t-il tristement. Après un bref silence, il continua d'une voix basse : – Camarades ! Le Congrès des soviets se réunit dans des circonstances tellement inhabituelles et à un moment tellement extraordinaire que vous comprendrez pourquoi le Tsik a jugé inutile de vous accueillir par un discours politique. Cela vous apparaîtra beaucoup plus clairement si vous vous souvenez que je suis membre du Tsik et qu'en cet instant même, nos camarades de parti se trouvent au Palais d'Hiver, sous les obus, en train de se sacrifier pour remplir la tâche dont ils avaient été chargés par le Tsik. (Tumulte confus.) Je déclare ouverte la première séance du Deuxième Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats !

L'élection du bureau se fit dans l'agitation et un remue-ménage continu. Avnessov annonça qu'à la suite d'un accord passé entre les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche et les mencheviks internationalistes, il avait été décidé de désigner le bureau à la proportionnelle. Plusieurs mencheviks bondirent pour protester. Un soldat barbu leur lança : « Rappelez-vous ce que vous nous avez fait, à nous autres bolcheviks, quand nous étions en minorité ! » Résultat : 14 bolcheviks, 7 socialistes-révolutionnaires, 3 mencheviks et internationaliste (groupe Gorki). Hendelmann, au nom des socialistes-révolutionnaires de droite et du centre, annonça qu'ils refusaient de participer au bureau. Khintchouk, porte-parole des mencheviks, fit la même déclaration. Quant aux mencheviks internationalistes, ils ne pouvaient faire partie du bureau jusqu'à ce que soient élucidées certaines circonstances. Quelques applaudissements et des huées. Une voix : – Renégats, et vous vous appelez socialistes ! Un représentant des délégués ukrainiens exigea et obtint une place au bureau. Puis le vieux Stik quitta la tribune où montèrent Trotsky, Kamenev, Lounatcharski, M^{me} Kollontaï, Noguine. Tout le monde était debout, la salle croulait sous les acclamations. Quel chemin ils avaient parcouru, ces bolcheviks, secte méprisée et pourchassée moins de quatre mois plus tôt, jusqu'en ce lieu suprême, au gouvernail de la Russie portée par la grande marée de l'insurrection !

L'ordre du jour, dit Kamenev, comprenait : premièrement, l'organisation du pouvoir, deuxièmement, la question de la guerre et de la paix et, troisièmement, celle de l'Assemblée constituante. Lozovski se leva pour annoncer qu'après accord des bureaux de toutes les tendances, il était proposé d'entendre et de discuter le rapport du soviet de Petrograd, puis de donner la parole aux membres du Tsik et aux représentants des partis et, finalement, de passer à l'ordre du jour.

Soudain, un bruit nouveau se fit entendre, plus profond que le brouhaha de la foule, persistant, angoissant, le bruit sourd du canon. En proie à une sorte de fièvre, les gens se tournèrent anxieusement vers les fenêtres obscures. Martov demanda la parole, croassa d'une voix rauque :

– La guerre civile commence, camarades ! La première question doit être le règlement pacifique de la crise. Pour des raisons de principe et pour des raisons de tactique, nous devons discuter d'urgence des moyens de prévenir la guerre civile. Dehors, nos frères sont en train de tomber sous les balles ! En ce moment où, avant l'inauguration du Congrès des soviets, la question du pouvoir se règle au moyen d'un complot militaire monté par un des partis révolutionnaires... – Pendant quelques instants, le bruit l'empêcha de se faire entendre. – Tous

les partis révolutionnaires doivent faire face à la réalité ! Le premier *vopros** (question) posé devant le congrès est la question du pouvoir, et cette question est en train d'être résolue dans la rue par la force des armes ! ... Nous devons créer un pouvoir qui sera reconnu par toute la démocratie. Si le progrès veut être le porte-parole de la démocratie révolutionnaire, il ne doit pas garder les bras croisés alors que se déclenche la guerre civile qui peut avoir pour conséquence une dangereuse explosion contre-révolutionnaire... La possibilité d'une issue pacifique dépend de la formation d'un pouvoir démocratique uni... Nous devons élire une délégation pour négocier avec les autres partis et organisations socialistes...

Toujours, les coups sourds et méthodiques du canon derrière les fenêtres, et les délégués échangent des invectives... C'est ainsi, dans la nuit, dans le tonnerre de l'artillerie, qu'entourée de haine, de peur et d'insouciance téméraire, la nouvelle Russie venait au monde.

Les socialistes-révolutionnaires et les sociaux-démocrates unifiés appuyèrent la proposition de Martov. Elle fut adoptée. Un soldat annonça que les soviets panrusses des paysans avaient refusé d'envoyer des délégués au congrès, il suggéra de leur adresser une invitation officielle par l'entremise d'une délégation. « Quelques délégués paysans sont présents ici, dit-il. Je propose de leur accorder le droit de vote. » Accepté.

Kharach, en uniforme de capitaine, réclama violemment la parole.

– Les hypocrites politiques qui dominent ce congrès, clama-t-il, nous ont dit que nous devons régler la question du pouvoir, question qu'on est en train de régler derrière notre dos avant même que le congrès ne soit ouvert ! Des coups sont portés au Palais d'Hiver, et c'est avec des coups de ce genre qu'on enfonce des clous dans le cercueil du parti politique qui a osé se lancer dans une pareille aventure !

Tumulte. L'orateur suivant, Gharra :

– Pendant que nous sommes ici à discuter des offres de paix, on se bat dans les rues... Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se désolidarisent des événements actuels et appellent toutes les forces publiques à se dresser contre la tentative de prise du pouvoir...⁵⁹

Koutchine, délégué de la XII^e armée et représentant des trousoviki :

– Je n'ai été envoyé ici qu'en mission d'information et je retourne immédiatement au front où tous les comités de l'armée considèrent que la prise du pouvoir par les soviets, trois semaines seulement avant la réunion de l'Assemblée constituante, est un coup de poignard dans le dos de l'armée et un crime contre le peuple !

Cris : – Mensonge ! Vous mentez !

Koutchine, lorsqu'il put se faire entendre à nouveau :

– Mettons fin à cette aventure à Petrograd même. J'invite tous les délégués à quitter cette salle afin de sauver le pays et la révolution !

Alors qu'il se retirait au milieu d'un vacarme assourdissant, la foule l'entoura, houleuse et menaçante. Puis, Khintchouk, un officier au long bouc marron, à la voix suave et persuasive, monta à la tribune.

⁵⁹ La *Pravda* attribue ces paroles à l'orateur précédent, Kharach. (Note du traducteur.)

– Je parle au nom des délégués du front. L’armée est mal représentée à ce congrès, et qui plus est, l’armée ne croit pas que le Congrès des soviets soit nécessaire alors que trois semaines seulement nous séparent de l’ouverture de la Constituante...⁶⁰.

– Cris et martèlement de pieds de plus en plus forts. – L’armée ne pense pas que le Congrès des soviets dispose de l’autorité nécessaire...

Des soldats commençaient à se lever de tous côtés.

– Au nom de qui parles-tu ? Qui est-ce que tu représentes ? Clamaient-ils.

– Le comité exécutif central du soviet de la V^e armée, le 2^e régiment de F..., le 1^{er} régiment de N..., le 3^e tirailleurs de S...

– Quand as-tu été élu ? Tu représentes les officiers, pas les soldats ! Que disent les soldats ?
– Quolibets et huées.

– Nous, groupe des combattants du front, continua Khintchouk, nous déclinons toute responsabilité pour ce qui s’est passé et pour ce qui se passe et nous jugeons nécessaire de mobiliser toutes les forces révolutionnaires conscientes pour le salut de la révolution ! Le groupe des combattants du front va quitter le congrès. C’est dans la rue qu’il faut se battre !

Immense clameur : – Tu parles au nom de l’état-major, pas au nom de l’armée !

– Je demande à tous les soldats raisonnables de quitter ce congrès !

– Korniloviste ! Contre-révolutionnaire ! Provocateur !

Alors Khintchouk annonça, au nom des mencheviks, que l’on ne pouvait parvenir à une solution pacifique qu’en engageant avec le Gouvernement provisoire des pourparlers pour la formation d’un nouveau ministère qui aurait l’appui de toutes les couches de la société. Il ne put se faire entendre pendant plusieurs minutes. Hurlant à pleins poumons, il lut la déclaration des mencheviks :

– « Puisque les bolcheviks ont ourdi un complot militaire avec l’aide du soviet de Petrograd et sans consulter les autres groupements et partis, nous ne jugeons pas possible de rester au congrès et nous nous retirons en invitant les autres groupes et partis à nous suivre et à se réunir pour discuter de la situation ainsi créée. »

– Déserteur !

Au milieu d’un tapage presque incessant, on entendit par intermittence Engelmann qui protestait, au nom des socialistes-révolutionnaires, contre le bombardement du Palais d’Hiver.

– Nous nous opposons à ce genre d’anarchie...

À peine était-il descendu qu’un jeune soldat au visage maigre aux yeux fulgurants, bondit sur la tribune et leva le bras d’un geste dramatique.

– Camarades ! cria-t-il, et le silence se fit. Ma *familial* (nom de famille) est Peterson, je parle au nom du 2^e tirailleurs lettons. Vous venez d’entendre les déclarations des deux représentants des comités d’armée ; ces déclarations auraient une certaine valeur *si leurs auteurs représentaient l’armée...* – Tempête d’applaudissements. – *Mais ils ne représentent*

⁶⁰ Selon les journaux de l’époque, cet alinéa est la continuation du discours de Koutchine. (Note du traducteur.)

pas les soldats ! – Le poing brandi : – La XII^e armée insiste depuis longtemps pour la réélection du grand soviét et du Comité d’armée, mais, tout comme votre Tsik, notre comité a refusé jusqu’à fin septembre de réunir les représentants des simples soldats. Il l’a fait pour permettre aux réactionnaires d’élire leurs propres pseudo-délégués à ce congrès. Je vous dis à présent, et les soldats lettons l’ont dit à plusieurs reprises : plus de résolutions ! plus de bavardages ! nous voulons des actes : le pouvoir doit passer entre nos mains ! Ces délégués imposteurs n’ont qu’à quitter le congrès ! L’armée n’est pas avec eux !

La salle tremblait sous les acclamations. À l’ouverture de la séance, les délégués, abasourdis par le rythme des événements, surpris par le son du canon, avaient hésité. Une heure durant, les orateurs les avaient martelés du haut de cette tribune, les soudant ensemble mais les écrasant en même temps. Seraient-ils seuls ? La Russie serait-elle en train de se soulever contre eux ? Était-il vrai que l’armée marchait sur Petrograd ? Puis, ce jeune soldat au regard pur avait parlé et, en un éclair, ils reconnurent la vérité. C’était là la voix des soldats, les millions effervescents de travailleurs et de paysans en uniforme étaient des hommes comme eux, qui pensaient et sentaient comme eux...

D’autres soldats... Gjelchtchak, au nom des délégués du front, annonçant que la décision de quitter le congrès n’avait été adoptée qu’à une petite majorité et que les *bolcheviks n’avaient même pas pris part au vote* car ils étaient d’avis que la question devait être tranchée par les délégués au sein de leurs groupes politiques respectifs.

– Des centaines de délégués du front, dit-il, ont été élus sans que les simples soldats aient participé au scrutin pour la bonne raison que les comités de l’armée ne représentent plus les simples soldats...

Ensuite, Loukianov s’écria que des officiers comme Kharach et Khintchouk ne pouvaient représenter l’armée à ce congrès, mais seulement le haut commandement.

– Les vrais occupants des tranchées désirent de tout cœur la remise du pouvoir aux soviets et ils en attendent bien des choses !

Le vent tournait.

Puis parut Abramovitch, porte-parole du Bund⁶¹, organisation des sociaux-démocrates juifs ; derrière les gros verres des lunettes, ses yeux lançaient des étincelles, il tremblait de rage. – ce qui se passe actuellement à Petrograd est une monstrueuse calamité ! Le groupe du Bund souscrit aux déclarations des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et se retire du congrès ! – il haussa la voix et leva le bras. – Notre devoir à l’égard du prolétariat russe ne nous permet pas de demeurer ici et de nous rendre responsables de ces crimes. Puisque le bombardement du Palais d’Hiver continue, la douma municipale, d’un commun accord avec les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et le Comité exécutif des soviets paysans, a décidé de mourir avec le Gouvernement provisoire, et nous allons en faire autant ! Désarmés comme nous sommes, nous allons exposer nos poitrines aux mitrailleuses des terroristes... Nous invitons tous les délégués au congrès...

⁶¹ L’auteur semble avoir amalgamé dans le discours suivant les interventions d’Abramovitch et d’Ehrlich, leader menchevique (Note du traducteur.) Bund : Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie, fondée en 1897. Membre du Parti ouvrier social-démocrate russe, le Bund s’en sépara en 1903. (Note de l’édition de 1982.)

La suite se noya dans une infernale tempête de huées, de menaces et d'injures qui monta à son paroxysme lorsque cinquante délégués se levèrent et se frayèrent un passage vers la sortie.

Kamenev agita sa sonnette en criant :

– Gardez vos sièges et passons à l'ordre du jour.

Et Trotsky se dressa, le visage pâle et cruel, pour jeter de sa voix sonore avec une expression de froid mépris :

– Qu'ils partent, tous ces conciliateurs soi-disant socialistes, ces mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bundistes effrayés ! Ce n'est qu'un rebut qui sera balayé dans la poubelle de l'histoire !

Porte-parole des bolcheviks, Riazanov rappela qu'à la demande de la douma municipale, le Comité militaire révolutionnaire avait envoyé au Palais d'Hiver une délégation avec l'offre de négocier.

– Ainsi nous avons fait tout notre possible pour éviter une effusion de sang...

Nous partîmes précipitamment, faisant une halte au bureau où, dans le tintamarre des sonneries téléphoniques, le Comité militaire révolutionnaire travaillait à une allure folle, engloutissant et crachant des courriers hors d'haleine, expédiant aux quatre coins de la ville des commissaires munis du pouvoir de vie et de mort. La porte s'ouvrit, laissant s'échapper une rafale aveuglante d'une lampe abat-jour, des hommes échevelés penchés sur une carte. Le camarade Ioséfov Doukhvinski, un garçon souriant à la tignasse jaune clair, établit nos laissez-passer.

Dehors, dans le froid pénétrant de la nuit, tout l'espace devant le Smolny n'était qu'un vaste parc d'autos ; les voitures arrivaient et partaient ; par-delà le bruit des moteurs, on pouvait distinguer au loin des battements lents du canon. Un grand camion était là, tout secoué par les rugissements de son moteur. Des hommes lançaient à l'intérieur des ballots que d'autres, leur fusil posé à côté d'eux, attrapaient au vol.

Je criai : – Où allez-vous ?

– Dans le centre... dans tous les quartiers... partout, répondit en souriant un petit ouvrier, et il fit un grand geste exalté.

– Venez avec nous ! Mais sans doute ça va tirer !

Nous grimpâmes à bord du camion ; le levier de changement de vitesse s'abaissa avec un raclement déchirant et le gros véhicule bondit en avant, nous projetant en arrière sur ceux qui étaient encore en train de monter ; laissant derrière lui le grand feu allumé à l'entrée, puis celui qui brûlait à la grille extérieure et qui jetait des reflets rouges sur les visages des travailleurs armés accroupis autour, il cahota à toute allure dans la perspective Souvorovski en se penchant de part et d'autre... Un des hommes arracha l'emballage d'un paquet et se mit à lancer en l'air des poignées de tracts. Nous faisons comme lui, emportés le long de la rue obscure, traînant derrière nous une queue de feuilles blanches qui flottaient et tourbillonnaient. Des passants attardés se baissaient pour les ramasser ; des patrouilles qui se pressaient autour des feux, au coin des rues, couraient, les bras en l'air, pour en attraper. Parfois, des hommes armés surgissaient devant nous, criant : « *Stoi** ! et levant leur fusil, mais notre chauffeur ne faisait que hurler quelques paroles inintelligibles et nous passions dans un fracas de ferraille.

Je ramassai un tract et je lus à la lueur fugitive des becs de gaz.

AUX CITOYENS DE RUSSIE

Le Gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir est passé entre les mains du Comité militaire révolutionnaire, organe du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui se trouve à la tête du prolétariat et de la garnison de la capitale.

La cause pour laquelle le peuple a lutté – offre immédiate d'une paix démocratique, abolition de la grande propriété foncière, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des soviets – Cette cause a triomphé.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

*Comité militaire révolutionnaire
auprès du soviet des députés ouvriers
et soldats de Petrograd.*

Un homme au type mongol, aux yeux coupés en amande, vêtu d'une cape caucasienne en peau de chèvre, qui était assis à côté de moi, s'écria :

– Attention ! Ici, il y a toujours des provocateurs qui tirent par les fenêtres.

Le camion tourna dans la place Znamenski, noire et presque déserte, vira autour de la statue grossière, œuvre de Troubetskoï, et s'élança dans la large perspective Nevski, trois hommes debout, épiant les fenêtres, le doigt sur la gâchette de leur fusil. Derrière nous, la rue se peuplait de gens qui couraient en se baissant. On n'entendait plus le canon, mais à mesure que nous approchions du Palais d'Hiver, les rues se faisaient de plus en plus calmes et vides. La douma municipale était brillamment illuminée. Au-delà, nous entrevîmes une foule noire et une rangée de marins qui nous hurlèrent rageusement de nous arrêter. La voiture ralentit et nous sautâmes à terre. C'était un spectacle surprenant. À l'angle du canal Ekatérinenski, sous une lampe à arc, un cordon de marins armés barrait la perspective Nevski, face à une foule disposée en colonne par quatre. Ils étaient quelque trois ou quatre cents personnes, des hommes en redingote, des femmes bien habillées, des officiers : des gens de toutes sortes et de toutes conditions. On pouvait reconnaître parmi eux de nombreux délégués au congrès, des chefs mencheviques et socialistes-révolutionnaires ; Avksentiev, président des soviets paysans, homme maigre à la barbe rousse, Sorokine, porte-parole de Kerenski ; Khintchouk, Abramovitch et, au premier rang, le vieux Schreider, maire de Petrograd, avec sa barbe blanche, et Prokopovitch, ministre du ravitaillement du Gouvernement provisoire, qui avait été arrêté dans la matinée puis relâché. J'aperçus Malkine, reporter du *Russian Daily News*.

– On s'en va mourir au Palais d'Hiver ! lança-t-il joyeusement.

Le cortège ne bougeait pas, seulement à sa tête on entendait le bruit d'une discussion animée. Schreider et Prokopovitch fulminaient contre un grand marin qui semblait être le chef.

Nous exigeons qu'on nous laisse passer ! Clamaient-ils. Regardez, ces camarades viennent du Congrès des soviets ! Regardez leurs mandats ! Nous allons au Palais d'Hiver. Le marin était manifestement perplexe, il se grattait la tête avec son énorme patte et fronçait les sourcils.

– J'ai des ordres du comité pour ne laisser passer personne au Palais d'Hiver, grommela-t-il. Mais je vais envoyer un camarade pour téléphoner au Smolny...

– Nous insistons pour passer ! Nous ne sommes pas armés ! Nous passerons avec ou sans votre permission, cria le vieux Schreider, au comble de l'excitation.

– J'ai des ordres, répéta le marin d'un air renfrogné.

– Tirez sur nous si vous le désirez ! Nous passerons ! En avant !– Les cris fusaient de tous côtés. – Nous sommes prêts à mourir si vous avez le courage de tirer sur des Russes, sur des camarades ! Nous exposons nos poitrines à vos balles !

– Non, dit le marin avec une expression têtue, je ne peux pas vous laisser passer.

– Que ferez-vous si nous allons de l'avant ? Allez-vous tirer ?

– Non, je ne vais pas tirer sur des Russes qui ne sont pas armés.

– Nous allons avancer. Que pouvez-vous faire ?

– On fera bien quelque chose, répondit le marin, visiblement embarrassé. On ne peut pas vous laisser passer. On fera bien quelque chose.

Un autre marin s'approcha, il semblait extrêmement irrité.

– Nous allons vous donner la fessée ! cria-t-il avec vigueur. Et, s'il le faut, nous allons également vous tirer dessus. À présent, rentrez chez vous et laissez-nous en paix !

Ces paroles furent reçues par des clameurs d'irritation et de colère. Prokopovitch monta sur une caisse et fit un discours en agitant son parapluie.

– Camarades et citoyens, dit-il. On a recours à la force contre nous ! Nous ne pouvons pas rougir de notre sang innocent les mains de ces hommes incultes ! Il est au-dessous de notre dignité de nous faire tuer dans la rue par des aiguilleurs. (Je n'ai jamais découvert ce qu'il voulait dire par « aiguilleurs ».) Retournons à la douma et délibérons de meilleurs moyens de sauver le pays et la révolution !

Sur quoi, dans un silence digne, le cortège fit demi-tour et remonta la perspective Nevski, toujours en colonne par quatre. Profitant de la diversion, nous nous glissâmes entre les marins pour prendre le chemin du Palais d'Hiver.

L'obscurité était complète, rien ne bougeait sauf les postes de soldats et de gardes rouges, farouches et nerveux. Devant la cathédrale de Kazan, un canon trois pouces de campagne était couché au milieu de la rue, renversé par le dernier coup qu'il avait tiré au-dessus des toits. Des soldats se tenaient dans toutes les portes cochères, se parlant à voix basse et regardant dans la direction du pont de la Police. J'entendis une voix qui disait : – Peut-être nous sommes-nous trompés... Au coin des rues, tous les passants étaient arrêtés par les patrouilles dont il était intéressant de noter la composition : des soldats de l'armée régulière commandés invariablement par un garde rouge. La fusillade avait cessé.

Juste au moment où nous approchions de la Morskaïa une voix cria :

– Les junkers ont envoyé un message pour dire qu'ils nous demandent de venir et de les sortir de là !

Des commandements retentirent, je discernai dans l'obscurité complète une masse épaisse qui avançait en silence que seuls troublaient le bruit des pas et le cliquetis des armes. Nous nous glissâmes dans les premiers rangs.

Tel un fleuve noir remplissant la rue de bord à bord, sans un chant ni un hurrah, nous nous écoulions sous l'Arc rouge lorsque l'homme qui me précédait immédiatement dit à voix basse :

– Attention camarades ! Nous vous y fiez pas ! Ils vont tirer, c'est sûr.

Une fois sur place, nous nous mîmes à courir, pliés en deux, par petits groupes, pour nous retrouver soudain massés derrière le socle de la colonne d'Alexandre.

Je demandai : – Combien ont-ils tué des vôtres ?

– Je ne sais pas. Une dizaine...

Après être ainsi restée entassée, la troupe – quelques centaines d'hommes – sembla reprendre confiance et subitement, sans attendre les ordres, elle se remit en mouvement. À la lumière qui ruisselait de toutes les fenêtres du Palais d'Hiver, je pouvais voir à présent que nous étions deux à trois cents gardes rouges avec quelques soldats isolés. Escaladant une barricade construite avec du bois de chauffage, nous sautâmes de l'autre côté et poussâmes un cri de triomphe : nous venions de buter contre un tas de fusils abandonnés par les junkers qui s'étaient tenus à cet endroit. Des deux côtés de l'entrée principale, les portes étaient grandes ouvertes, laissant s'échapper des flots de lumière ; aucun bruit ne sortait de l'immense édifice.

Portés par une vague d'hommes impatients, nous fûmes entraînés dans l'entrée de droite qui donnait sur une grande pièce voûtée et nue : la cave de l'aile est où prenait naissance le labyrinthe de couloirs et d'escaliers. D'énormes caisses d'emballage y étaient alignées. Soldats et gardes rouges s'y attaquèrent furieusement, les ouvrant à coups de crosses pour en retirer des tapis, des rideaux, du linge, des assiettes en porcelaine, de la verrerie. Un des hommes se pavanait, une pendule en bronze perchée sur l'épaule ; un autre trouva un panache en plumes d'autruche qu'il piqua dans son chapeau. Le pillage ne faisait que commencer lorsque quelqu'un cria :

– Camarades ! Ne touchez à rien ! C'est la propriété du peuple !

Aussitôt vingt voix lancèrent :

– Halte ! Tout remettre en place ! Ne prenez rien ! Propriété du peuple !

Plusieurs mains à la fois forcèrent les pillards à descendre des caisses, arrachèrent damas et tapisseries à ceux qui s'en étaient emparés ; des hommes saisirent la pendule en bronze. Le butin fut replacé dans les caisses, hâtivement, rudement, et des volontaires montèrent la garde. Tout cela s'était passé avec la plus grande spontanéité. Le long des couloirs et jusqu'en haut des escaliers, on pouvait entendre des cris qui s'estompaient dans le lointain :

– Discipline révolutionnaire ! Propriété du peuple...

Nous nous dirigeâmes vers l'entrée de gauche, dans l'aile ouest. Là aussi, l'ordre était en train de se rétablir.

– Évacuez le palais ! hurlait un garde rouge en passant la tête par une porte intérieure. Allons, camarades, montrons que nous ne sommes pas des voleurs et des bandits. Tout le monde sauf les commissaires doit quitter le palais jusqu'à ce que nous ayons placé les sentinelles.

Deux gardes rouges, un soldat et un officier, se tenaient là, revolver au poing. Derrière eux, un autre soldat était assis à une table, il avait une plume et du papier. Le cri de : « Tous dehors ! » résonnait de près et de loin, et la troupe commença à refluer par la porte, se

bousculant, maugréant, discutant. Dès qu'un homme paraissait, les membres du comité improvisé s'en emparaient ; ils fouillaient ses poches et soulevaient sa capote. Tout objet qui visiblement ne lui appartenait pas était saisi, noté par l'homme assis à la table et entreposé dans une petite pièce. La plus extraordinaire collection d'objets se trouva ainsi confisquée : statuettes, bouteilles d'encre, couvre-lits brodés au chiffre de l'empereur, chandelles, un petit tableau à l'huile, buvards, épées à poignées d'or, savonnettes, vêtements de toute sorte, couvertures. Un garde rouge était chargé de trois fusils, dont deux qu'il avait pris à des junkers, un autre transportait quatre serviettes regorgeant de documents manuscrits. Certains coupables se laissaient faire d'un air renfrogné, les autres se répandaient en supplications comme des enfants ; les membres du comité parlaient tout à la fois pour expliquer que voler n'était pas digne de défenseurs du peuple ; souvent des hommes pris en possession d'objets volés se laissaient convaincre et restaient pour aider à fouiller leurs camarades ⁶².

Les junkers apparurent par groupes de trois ou quatre. Le comité se saisit d'eux avec un redoublement de zèle, accompagnant la fouille de remarques telles que : « Ah, les provocateurs ! Kornilovistes ! Contre-révolutionnaires ! Assassins du peuple ! » Pourtant personne ne toucha à eux, ce qui ne les empêcha pas d'être terrorisés. Ils avaient, eux aussi, les poches pleines de menu butin que le greffier nota consciencieusement et qui fut rangé dans la petite pièce. Les junkers furent désarmés.

– Et maintenant, lancèrent des voix exigeantes, allez-vous jamais reprendre les armes contre le peuple ?

– Non, répondirent les junkers, l'un après l'autre, après quoi ils furent autorisés à s'en aller.

Je demandai la permission de pénétrer dans le palais. Le comité était hésitant, mais le grand garde rouge répliqua fermement que c'était interdit.

– Et puis qui êtes-vous ? demanda-t-il ? Qu'est-ce qui me dit que vous n'êtes pas tous pour Kerenski ? (Nous étions cinq, dont deux femmes.)

– *Pojal'st', tovarichtchi** ! S'il vous plaît, camarades !

Un soldat et un garde rouge s'encadrèrent dans la porte, faisant signe à la foule de s'écarter ; derrière eux venaient d'autres gardes, baïonnette au canon. À leur suite apparurent marchant en file indienne une demi-douzaine d'hommes en civil : des membres du Gouvernement provisoire. Kichkine venait en tête, les traits pâles et tirés, Rutenberg le suivait, l'air maussade ; les yeux baissés ; puis Téréchtchenko qui lançait des regards perçants autour de lui ; il nous contempla avec une fixité froide. Ils passèrent en silence ; les insurgés victorieux se pressaient pour mieux voir, mais on n'entendait que des grognements de colère. Nous devions apprendre plus tard que les gens dans la rue avaient voulu les lyncher, des coups de feu avaient claqué, mais les marins amenèrent les prisonniers sains et saufs à la forteresse Pierre-et-Paul.

Entre-temps, nous avons pénétré dans le palais sans difficulté aucune. Il y avait encore beaucoup de va-et-vient, les uns exploraient des appartements qu'ils découvraient pour la première fois dans le vaste édifice, les autres cherchaient des unités cachées de junkers qui n'existaient que dans leur imagination. Cette aile du palais avait été occupée, en même temps que par nous, par des détachements qui y étaient entrées du côté du quai de la Neva. Personne

⁶² Voir Appendice, chapitre IV, 3, p. 367.

n'avait touché aux peintures, aux statues, aux tapisseries et aux tapis des grandes salles d'apparat ; en revanche, dans les bureaux, chaque table et chaque classeur avaient été saccagés, et les papiers s'éparpillaient par terre ; dans les chambres, le linge avait disparu des lits et les armoires, fracturées, bâillaient. Les vêtements, dont les travailleurs avaient besoin, étaient le butin le plus apprécié. Dans une pièce qui servait de garde-meuble, deux soldats étaient en train d'arracher des chaises de cuir de Cordoue finement travaillé dont elles étaient tapissées. Ils nous expliquèrent qu'ils allaient s'en faire tailler des bottes.

De-ci-delà, les vieux serviteurs du palais, nerveux dans leur livrée bleue, rouge et or, répétaient par la force de l'habitude : – Vous ne pouvez pas y entrer, *barine**. C'est interdit...

Nous finîmes par découvrir la salle malachite et or aux tentures de brocart cramoisi où les ministres avaient conféré toute la journée et toute la nuit jusqu'à ce que les *chveïtsary** les livrent aux gardes rouges. La longue table recouverte d'un tapis vert était telle qu'ils l'avaient laissée comme on les arrêtait. Devant chaque siège vide, on avait posé une plume, un encrier et du papier ; les feuilles étaient noircies de début de plans d'action, de brouillons de proclamations et de manifestes. La plupart de ces gribouillages avaient été rayés à mesure que leur futilité devenait évidente, et le reste de la page s'ornait de dessins géométriques que leurs auteurs traçaient, l'esprit ailleurs, pendant qu'ils écoutaient avec découragement un ministre après l'autre agiter des projets chimériques. Je ramassai un de ces feuillets où l'on pouvait lire, de l'écriture de Konovalov : « Le gouvernement provisoire s'adresse à toutes les classes de la population avec la proposition de soutenir le Gouvernement provisoire... »

Il convient de ne pas oublier que pendant tout ce temps, et bien que le Palais d'Hiver fût encerclé, le gouvernement se trouvait en communication constante avec le front et avec la province. Les bolcheviks s'étaient emparés du ministère de la guerre tôt dans la matinée, mais ils ignoraient qu'un télégraphe militaire était installé dans les combles, relié au Palais d'Hiver par une ligne directe. Un jeune officier passa toute la journée dans ce grenier, inondant le pays d'un flot d'appels et de proclamations ; lorsqu'il sut que le palais était pris, il coiffa la casquette et quitta le bâtiment d'un pas tranquille.

Nous étions tellement absorbés par ce que nous voyions que nous restâmes longtemps sans nous apercevoir du changement dans l'attitude des soldats et des gardes rouges autour de nous. Comme nous errions à travers les pièces, un petit groupe nous suivait ; lorsque nous nous trouvâmes dans la grande galerie de tableaux où nous avions passé l'après-midi avec les junkers, ils étaient près d'une centaine d'hommes qui nous emboîtaient le pas. Un soldat géant se dressa devant nous, son visage sombre et renfrogné respirait le soupçon.

– Qui êtes-vous ? Grogna-t-il. Que faites-vous ici ?

Ses compagnons se massèrent lentement autour de nous sans nous quitter des yeux, ils commençaient à murmurer. J'entendis quelqu'un dire : « Provocateurs ! Pillards ! » J'exhibai les laissez-passer du Comité militaire révolutionnaire. Le soldat les prit précautionneusement, les retourna sens dessus dessous et les contempla d'un air perdu. Manifestement, il ne savait pas lire. Il me rendit les documents et cracha par terre.

– *Boumagui* ! Des papiers ! dit-il avec mépris.

La foule commença à se rapprocher petit à petit, tel un troupeau sauvage qui converge sur un cow-boy à pied. J'aperçu, par-dessus leurs têtes, un officier qui semblait abandonné et je l'appelai. Il se fraya un passage jusqu'à nous.

– Je suis commissaire, me dit-il. Qui êtes-vous ? De quoi s’agit-il ?

La foule attendait. Je montrai les papiers.

– Vous êtes des étrangers ? s’informa-t-il rapidement en français. C’est très dangereux. – Il se tourna vers les autres en brandissant nos documents. – Camarades ! cria-t-il. Ces gens sont des camarades étrangers, des Américains. Ils sont venus ici pour pouvoir rendre compte à leurs compatriotes de la bravoure et de la discipline révolutionnaire de l’armée prolétarienne.

– Comment le sais-tu ? répliqua le grand soldat. Moi, je te dis que ce sont des provocateurs ! Ils disent qu’ils sont venus ici pour observer la discipline révolutionnaire de l’armée prolétarienne, mais ils se sont baladés librement à travers le palais et rien ne nous dit qu’ils ne se sont pas rempli les poches.

– *Pravilno** ! grognèrent les autres en avançant.

– Camarades ! camarades ! fit l’officier. – Des gouttes de sueur perlèrent sur son front. – Je suis commissaire du Comité militaire révolutionnaire. Me faites-vous confiance ? Eh bien je vous dis de-que ces laissez-passer sont signés des mêmes noms que mon propre laissez-passer !

Il nous fit descendre et quitter le palais par une sortie qui donnait sur le quai de la Neva et où attendait le spectacle familier du comité occupé à fouiller les poches de tout le monde.

– Vous l’avez échappé belle, répétait sans cesse le commissaire et s’épongeant la face.

– Qu’est-il arrivé au bataillon de femmes ? s’informa un de mes compagnons.

– À qui ? Aux femmes ? – Il rit. – Elles étaient entassées dans une pièce du fond. Nous avons eu toutes les peines du monde à décider ce que nous allions en faire : plusieurs étaient en proie à une crise de nerfs, etc. Nous avons fini par les conduire à la gare de Finlande et les mettre dans le train de Lévochovo où elles ont un camp... ⁶³.

Dehors, la nuit était froide, fiévreuse, traversée de chuchotements de ténébreuses armées, chargée de patrouilles comme d’électricité. Un cri guttural résonna sur le bord opposé du fleuve que surplombait vaguement la masse noire de la forteresse Pierre-et-Paul. Sous nos pieds, le trottoir était jonché de débris de plâtre : deux obus du croiseur *Avrora* avaient touché la corniche du palais, unique dégât causé par le bombardement.

Il était trois heures passées. Dans la perspective Nevski, tous les réverbères brillaient à nouveau ; les canons avaient disparu ; seuls vestiges de la guerre, gardes rouges et soldats se tenaient accroupis autour des feux. La ville était calme, plus calme sans doute qu’elle ne l’avait jamais été au cours de son histoire ; cette nuit-là, il n’y eut pas une seule attaque à main armée, aucun acte de brigandage.

Pourtant, la douma municipale était tout illuminée. Nous montâmes à la salle Alexandre, une salle entourée d’une galerie et décorée de grands portraits d’empereurs, voilés de rouge dans leurs cadres d’or. Une centaine de personnes se pressaient autour de la tribune où parlait Skobélev. Il insistait sur l’élargissement du Comité du salut public : tous les éléments antibolcheviks devaient se rassembler en une vaste organisation qui porterait le nom de Comité pour le salut du pays et de la révolution. C’est ainsi que fut formé sous nos yeux le comité de salut qui devait devenir l’ennemi le plus puissant des bolcheviks et qui, au cours de la semaine

⁶³ Voir Appendice, chapitre IV, 4, p. 369.

suiuante, allait se manifester tantôt sous son appellation partisane, tantôt comme Comité de salut public strictement sans parti...

Dan, Gotz, Avkentiev se trouuaient là, ainsi que certains délégués dissidents du Congrès des soviets, des membres du comité exécutif des soviets paysans, le vieux Prokovitch, et même des membres du Conseil de la République, dont Vinaver et d'autres cadets. Lieber s'écria que le Congrès des soviets n'était pas légal, que l'ancien Tsik était toujours en fonction... On rédigea un projet d'appel au pays.

Nous hélâmes un fiacre. « Où allez-vous ? » Mais, lorsqu'il entendit : « Au Smolny, l'*izvochtchik** secoua la tête. « *Niet**, dit-il ; ce sont des diables.

Ce n'est qu'après avoir longuement erré que nous trouvâmes un cocher disposé à faire la course, et même lui en exigea trente roubles et nous déposâ à deux rues de notre but.

Les fenêtres du Smolny brillaient toujours ; les voitures allaient et venaient ; pressées autour des feux qui dansaient dans la nuit, les sentinelles, en quête de nouvelles fraîches, interrogeaient avidement tous les arrivants. Les couloirs étaient remplis d'hommes qui passaient, sales, les yeux caves, le pas hâtif. Dans certains bureaux, des gens dormaient par terre, leur fusil serré contre eux. Malgré le départ des délégués dissidents, la salle de séance était bondée d'une foule rugissante comme la mer. Au moment où j'entrai, Kamenev lisait les noms des ministres arrêtés. Celui de Téréchtchenko provoqua un tonnerre d'applaudissements, des clameurs de satisfaction, des rires ; la mention de Rutenberg fut accueillie plus calmement ; le nom de Paltchinski suscita une tempête de huées, de cris furieux, d'acclamations. On annonça que Tchoudnovski avait été nommé commissaire du Palais d'Hiver.

À cet instant, une interruption dramatique eut lieu. Un paysan de haute taille, son visage barbu crispé de rage, monta à la tribune et martela du poing la table du présidium.

– Nous socialistes-révolutionnaires, nous exigeons qu'on relâche immédiatement les ministres socialistes arrêtés au palais d'Hiver. Camarades ! Savez-vous que quatre camarades qui avaient risqué leur vie et leur liberté pour lutter contre la tyrannie tsariste ont été jetés dans la forteresse Pierre-et-Paul, ce tombeau historique de la Liberté !

Dans le tumulte général, il hurlait et cognait sur la table. Un autre délégué se hissa à ses côtés et montra le présidium du doigt.

– Les représentants des masses révolutionnaires vont-ils rester tranquillement assis ici pendant que l'Okhrana bolchevique torture leurs dirigeants ?

D'un geste, Trotsky réclama le silence.

– Ces « camarades » qui viennent d'être surpris en train de comploter l'écrasement des soviets avec l'aventurier Kerenski, quelles raisons avons-nous de prendre des gants à leur égard ? Ils ne nous ont pas beaucoup ménagés après les journées des 16 et 18 juillet ! – Et, d'une voix triomphante, il s'écria : – À présent que les jusqu'au-boutistes et les lâches sont partis et que la tâche de défendre et de sauver la révolution repose sur nos épaules, il est particulièrement nécessaire de travailler, travailler, travailler ! ... Nous avons décidé de mourir plutôt que de nous rendre !

Il fut suivi par le commissaire de Tsarskoïe Selo, hors d'haleine et crotté après la course qu'il venait de faire.

– La garnison de Tsarskoïe Selo monte la garde aux portes de Petrograd, prête à défendre les soviets et le Comité militaire révolutionnaire !

Folles acclamations.

– L'unité des cyclistes envoyée du front est arrivée à Tsarskoïe Selo et les soldats sont à présent avec nous, ils reconnaissent le pouvoir des soviets, la nécessité de la remise immédiate des terres aux paysans et le contrôle ouvrier de l'industrie. Le cinquième bataillon cycliste stationné à Starskoïe Selo est à nos côtés...

Au tour du délégué du troisième bataillon cycliste. Au milieu d'un enthousiasme délirant, il raconta comment, trois jours plus tôt, son unité avait été envoyée du front sud-ouest pour participer à « la défense de Petrograd ». Les hommes s'étaient pourtant méfiés des ordres reçus. À la station de Pérédolsk, ils rencontrèrent des représentants du cinquième bataillon de Tsarskoïe. Ils organisèrent une réunion commune, et il s'avéra que « parmi les cyclistes, il n'y en avait pas un seul qui fût prêt à répandre le sang de ses frères ou à soutenir un gouvernement bourgeois et de propriétaires fonciers » !

Au nom des mencheviks internationalistes, Kapélinski proposa d'élire un comité spécial chargé de trouver une issue pacifique à la guerre civile.

– Il n'y a pas de solution pacifique ! rugit la foule. La victoire est l'unique solution !

La suggestion fut rejetée à une majorité écrasante, et les mencheviks internationalistes se retirèrent du congrès dans un tourbillon d'injures goguenardes. Il n'y avait plus trace de peur panique. Du haut de la tribune, Kamenev lança aux partants :

– Les mencheviks internationalistes exigeaient la « priorité » pour la question de « la solution pacifique », mais ils ont toujours voté en faveur d'une suspension de l'ordre du jour pour permettre aux groupements désireux de quitter le congrès de faire des déclarations. Il est clair, conclut Kamenev, que le départ de tous les renégats était décidé à l'avance.

L'assemblée décida de ne pas tenir compte de l'absence de certains groupes et de rédiger un appel aux ouvriers, soldats et paysans de Russie.

AUX OUVRIERS, SOLDATS ET PAYSANS

Le II^e Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats s'est réuni. L'immense majorité des soviets y est représenté. De nombreux délégués de soviets paysans y assistent également... Guidé par la volonté de l'énorme majorité des ouvriers, soldats et paysans, s'appuyant sur l'insurrection triomphante des ouvriers et soldats de Petrograd, le Congrès assume l'exercice du pouvoir.

Le gouvernement provisoire est déposé. La plupart de ses ministres ont déjà été arrêtés.

Le pouvoir offrira à tous les peuples une paix démocratique immédiate et une trêve immédiate sur tous les fronts. Il assurera la remise sans compensation aux comités agraires des terres des seigneurs, de la couronne et des monastères ; il défendra les droits du soldat en procédant à la démocratisation, garantira la convocation de l'Assemblée constituante à la date prévue, se préoccupera de l'approvisionnement des villes en pain et des villages en articles de première nécessité ; et accordera véritablement à toutes les nationalités qui peuplent la Russie, le droit de libre disposition.

Le Congrès décrète le transfert de tous les pouvoirs locaux aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, chargés d'assurer l'ordre révolutionnaire.

Le Congrès appelle les combattants des tranchées à demeurer fermes et vigilants. Le Congrès des soviets est convaincu que l'armée révolutionnaire saura défendre la révolution contre toutes les attaques de l'impérialisme en attendant que le nouveau gouvernement soit parvenu à conclure une paix démocratique qu'il va proposer directement à tous les peuples. Le nouveau gouvernement prendra toutes les mesures pour assurer à l'armée révolutionnaire tout le nécessaire, au moyen d'une politique énergique de réquisitions et d'imposition des classes possédantes ; il s'occupera aussi d'améliorer la situation des familles des soldats.

Kerenski, Kalédine et les autres kornilovistes essaient de lancer les troupes sur Petrograd. Plusieurs détachements à qui les mensonges de Kerenski ont fait prendre le départ se sont rangés aux côtés du peuple insurgé.

Soldats, offrez une résistance active au korniloviste Kerenski ! Soyez vigilants !

Cheminots, arrêtez tous les transports de troupes envoyés par Kerenski contre Petrograd !

Soldats, ouvriers, employés ! Le destin de la révolution, le destin d'une paix démocratique repose entre vos mains !

Vive la révolution !

*Congrès panrusse des soviets
des députés ouvriers et soldats
Délégués des soviets*

Il était exactement cinq heures dix-sept lorsque Krylenko, chancelant de fatigue, grimpa à la tribune, un télégramme à la main.

– Camarades ! Des nouvelles du front nord. La XII^e armée envoie son salut au Congrès des soviets et annonce la création d'un Comité militaire révolutionnaire qui a pris le commandement du front nord !

Délire général, les hommes pleurent, s'embrassent.

– Le général Tchérémissov a reconnu le comité, le commissaire du Gouvernement provisoire Voïtinski a démissionné.

Et voilà. Lénine et les ouvriers de Petrograd avaient décidé l'insurrection, le soviet de Petrograd avait renversé le gouvernement provisoire et imposé le coup d'État au Congrès des soviets. À présent, il s'agissait de gagner toute l'immense Russie, et puis le monde, qu'allait-elle faire ? Les peuples entendraient-ils l'appel, se lèveraient-ils, marée rouge submergeant la terre ?

Bien qu'il fût déjà six heures du matin, la nuit s'attardait encore, épaisse et glaciale. Seule une singulière lueur blafarde se coulait dans les rues silencieuses, ternissait les feux des sentinelles, présage de l'aube terrible qui se levait, grise, sur la Russie.

Chapitre V

EN AVANT TOUTE !

[Retour à la table des matières](#)

Jeudi 8 novembre. Le jour se leva sur une ville en proie à l'agitation et au désordre les plus effrénés : la nation entière se levait comme se lève la tempête, en longues rafales sifflantes. En apparence, tout était calme : des centaines de milliers de gens s'étaient couchés à une heure raisonnable et s'étaient levés tôt pour se rendre au travail. À Petrograd, les tramways circulaient, magasins et restaurants étaient ouverts, les théâtres jouaient, une exposition de tableaux était annoncée. Le complexe train-train quotidien de la vie, monotone même en temps de guerre, se poursuivait comme d'habitude. Rien n'est plus surprenant que la vitalité de l'organisme social qui se nourrit, s'habille, se distrait, bref, subsiste face aux pires calamités.

La capitale était pleine de rumeurs au sujet de Kerenski, on disait qu'il avait soulevé le front et marchait sur Petrograd à la tête d'une grande armée. La *Volia naroda* reproduisit un *prikaz** qu'elle avait lancé de Pskov :

Les troubles actuels causés par la folie des bolcheviks placent le pays au bord du précipice et exigent de chacun un effort total de volonté et de courage dans l'accomplissement du devoir si nous voulons sortir victorieux de l'épreuve mortelle que traverse notre patrie...

En ce moment et en attendant l'annonce de la composition du nouveau gouvernement – si un tel gouvernement est formé – chacun doit demeurer à son poste et faire son devoir envers la patrie martyrisée. Souvenons-nous que la moindre perturbation dans l'actuelle organisation de l'armée risque d'entraîner des malheurs irréparables en exposant le front à de nouveaux coups de l'ennemi. Aussi est-il indispensable de sauvegarder à tout prix le moral des troupes en assurant un ordre complet, en préservant l'armée de nouveaux chocs et en maintenant la confiance réciproque la plus absolue entre les officiers et leurs subordonnés. J'ordonne, au nom du salut de la Patrie, à tous les chefs militaires et commissaires de rester à leur poste, comme je continue moi-même à occuper mon poste de commandant en chef, en attendant que le Gouvernement provisoire de la République fasse connaître sa volonté...

En guise de réponse, cette affiche sur les murs :

AVIS DU CONGRÈS PANRUSSE DES SOVIETS

Les ex-ministres Konovalov, Téréchtchenko, Maliantovitch, Nikitine, etc., ont été arrêtés par le Comité militaire révolutionnaire. Kerenski a pris la fuite. Ordre est donné à toutes les organisations de l'armée de prendre toutes mesures nécessaires pour l'arrestation immédiate de Kerenski et son transfert à Petrograd. Toute assistance prêtée à Kerenski sera châtiée comme un crime contre l'État.

Tous freins desserrés, le Comité militaire révolutionnaire fonçait en avant, éparpillant ordres, appels, décrets, comme une pluie d'étincelles⁶⁴. Il ordonna de ramener Kornilov à Petrograd. Les membres des comités agraires, arrêtés par le Gouvernement provisoire, furent relâchés. La peine de mort dans l'armée fut abolie. Les fonctionnaires reçurent l'ordre de continuer leur travail ; en cas de refus, ils s'exposaient à des sanctions sévères. Tout pillage et désordre, toute spéculation étaient passibles de la peine capitale. Des commissaires furent désignés temporairement dans les divers ministères : Affaires étrangères : Ouritski et Trotsky ; Intérieur et Justice : Rykov ; Travail : Chliapnikov ; Finances : Menjinski ; assistance publique : M^{me} Kollontaï ; Commerce, Voies et communications : Riazanov ; Marine : le matelot Korbir ; Postes et Télégraphes : Spiro ; Théâtres : Mouraviov ; Imprimerie d'État : Guerbychev ; commissaire de la Ville de Petrograd : lieutenant Nestérov ; commissaire du front nord : Pozern⁶⁵.

Appel à l'armée, pour la création de comités militaires révolutionnaires. Appel aux cheminots, pour le maintien de l'ordre, en particulier pour qu'aucun retard ne se produise dans le transport des vivres vers les villes et au front. En revanche, les travailleurs des chemins de fer recevaient l'assurance d'être représentés au ministère des Voies et Communications.

Frères cosaques ! disait une proclamation. On vous mène sur Petrograd. On veut vous forcer à combattre les ouvriers et soldats révolutionnaires de la capitale...

Ne croyez pas un mot de ce que racontent nos ennemis communs, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Tous les ouvriers organisés, tous les soldats, tous les paysans conscients de Russie sont représentés à notre Congrès. Le Congrès souhaite également accueillir dans son sein les cosaques travailleurs. Les généraux réactionnaires, les valets des propriétaires fonciers, les laquais de Nicolas-le-Sanglant sont nos ennemis...

On vous raconte que les soviets veulent confisquer les terres des cosaques. C'est un mensonge. La révolution ne confisquera que les domaines des grands seigneurs cosaques pour les distribuer au peuple.

Organisez les soviets des députés cosaques ! Unissez-vous aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans !

Montrez aux Cent-Noirs que vous ne serez pas des traîtres au peuple, que vous ne voudrez pas mériter les malédictions de toute la Russie révolutionnaire !...

Frères cosaques, n'exécutez pas un seul ordre des ennemis du peuple !...

Envoyez vos délégués à Petrograd pour s'entendre avec nous...

Les cosaques de la garnison de Petrograd, pour leur plus grand honneur, n'ont pas répondu aux espoirs des ennemis du peuple...

Frères cosaques ! Le Congrès panrusse des soviets vous tend une main fraternelle.

⁶⁴ Voir Appendice, chapitre V, 1, p. 371.

⁶⁵ Seul Ouritski fut nommé commissaire aux Affaires étrangères ; le ministère de la Marine fut confié au Comité révolutionnaire de la Marine de guerre, élu au IIe congrès des soviets par les représentants de toutes les escadres. (Note du traducteur.)

Vive l'union des cosaques avec les soldats, les ouvriers et les paysans de toute la Russie !

En face, quelle tempête de proclamations affichées, de tracts distribués partout, de journaux, hurlant, maudissant, prédisant la catastrophe. À présent, faisait rage la bataille des presses d'imprimerie : toutes les autres armes se trouvaient entre les mains des soviets.

D'abord, l'appel du Comité pour le salut de la patrie et de la révolution, diffusé à travers la Russie et l'Europe :

AUX CITOYENS DE LA RÉPUBLIQUE RUSSE

Contrairement à la volonté du peuple révolutionnaire, le 7 novembre, les bolcheviks de Petrograd ont criminellement arrêté une partie du Gouvernement provisoire, dispersé le Conseil de la République et établi un pouvoir illégal.

Cet acte de violence commis contre le gouvernement de la Russie révolutionnaire au moment du plus grand danger extérieur constitue un crime sans précédent contre la patrie.

L'émeute bolchevique porte un coup mortel à la cause de la défense nationale et retarde l'heure de la paix que tout le monde désire.

La guerre civile déclenchée par les bolcheviks menace de plonger le pays dans les horreurs indescriptibles de l'anarchie et de la contre-révolution et de provoquer l'échec de l'Assemblée constituante qui doit raffermir le régime républicain et assurer à tout jamais au peuple la possession de la terre.

Assurant la continuité du pouvoir d'État unique, le Comité pour le salut de la patrie et de la révolution assume l'initiative de reconstituer le gouvernement provisoire qui, appuyé sur les forces démocratiques, conduira le pays à l'Assemblée constituante et le sauvera de l'anarchie et de la contre-révolution.

Citoyens, le comité panrusse pour le salut de la patrie et de la révolution vous adjure :

Refusez de reconnaître le pouvoir fondé sur la violence.

N'obéissez pas à ses ordres !

Levez-vous pour la défense de la patrie et de la révolution !

Soutenez le Comité panrusse pour le salut de la patrie et de la révolution !

Comité panrusse pour le salut de la patrie et de la révolution, composé des représentants des organisations suivantes : douma municipale de Petrograd, Conseil provisoire de la République russe, Comité exécutif central des soviets des députés paysans, Comité exécutif central des soviets des députés ouvriers et soldats, Groupement des délégués du front, représentants du II^e Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats, Fractions des partis socialiste-révolutionnaire, menchevik, socialiste populiste, Groupe Edinstvo, etc.

Affiches du Parti socialiste-révolutionnaire, des mencheviks jusqu'au-boutistes, des soviets paysans, du Comité central de l'armée du Tsentroflot...

...La famine va ruiner Petrograd, clamaient-elles. Les armées allemandes piétineront notre liberté. Les massacres réactionnaires se propageront à travers la Russie si nous tous, ouvriers conscients, soldats, citoyens, nous ne serrons pas les rangs...

Ne croyez pas aux promesses des bolcheviks ! La promesse d'une paix immédiate est un mensonge ! La promesse du pain, un attrape-nigaud ! La promesse de la terre, une fable !

Elles étaient toutes de la même farine.

Camarades ! Vous avez été basement et cruellement trompés ! Les bolcheviks se sont emparés du pouvoir tout seuls... Ils ont caché leur complot aux autres partis socialistes représentés dans les soviets...

On vous a promis la terre et la liberté, mais la contre-révolution profitera de l'anarchie semée par les bolcheviks pour vous priver de la terre et de la liberté...

Les journaux n'étaient pas moins violents.

Notre devoir, écrivait le *Diélo naroda*, est de démasquer ces traîtres à la classe ouvrière. Notre devoir est de mobiliser toutes nos forces et de nous dresser pour défendre la cause de la révolution ! ...

Les *Izvestia*, qui parlaient pour la dernière fois au nom du vieux Tsik, évoquaient d'horribles châtements.

...Pour ce qui est du Congrès des soviets, nous affirmons qu'il n'y a pas eu de Congrès des soviets, nous affirmons qu'il s'agissait simplement d'une conférence privée de la fraction bolchevique ! Et puisqu'il en est ainsi, ils n'avaient pas le droit d'abolir les pouvoirs du Tsik...

Tout en plaidant la cause d'un nouveau gouvernement qui rassemblerait tous les partis socialistes, la *Novaïa jizn* critiquait sévèrement les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks pour leur départ du Congrès et soulignait que l'insurrection bolchevique prouvait clairement une chose : toutes les illusions au sujet d'une coalition avec la bourgeoisie s'étaient avérées vaines.

Le *Rabotchi pout* s'épanouit sous le titre de *Pravda*, le journal de Lénine, qui avait été interdit en juillet. Il claironnait sur un ton de défi :

Ouvriers, soldats, paysans ! En mars, vous avez renversé la tyrannie de la clique des nobles. Hier, vous avez renversé la tyrannie de la bande des bourgeois...

À présent, notre premier devoir est de garder les approches de Petrograd.

Le deuxième est de désarmer et de mettre définitivement hors d'état de nuire les éléments contre-révolutionnaires à Petrograd.

Le troisième est d'organiser définitivement le pouvoir révolutionnaire et d'assurer la réalisation du programme populaire...

Les quelques organes cadets qui paraissaient encore, et la bourgeoisie en général, avaient adopté à l'égard des événements une attitude détachée et ironique, une sorte de méprisant « je-vous-l'avais-bien-dit » à l'adresse des autres partis. On pouvait voir des cadets influents hanter les abords de la douma municipale et du Comité de salut. Sinon, la bourgeoisie se tapissait, en

attendant son heure qui ne pouvait tardait à sonner. Que les bolcheviks puissent rester au pouvoir plus de trois jours, cela, personne n'en eut jamais l'idée, sauf peut-être Lénine, Trotsky, les ouvriers de Petrograd et les plus naïfs parmi les soldats.

Cet après-midi, dans la salle Nicolas – un haut amphithéâtre – j'observais la douma, orageuse, siégeant en permanence, groupant autour d'elle toutes les forces de l'opposition. Le maire Schreider, un vieillard majestueux à la chevelure et à la barbe blanches, était en train de raconter la visite qu'il avait faite, la nuit précédente, au Smolny pour protester au nom du gouvernement municipal autonome. « La douma qui est le seul gouvernement légitime existant à Petrograd, élue au suffrage universel, direct et secret, ne reconnaîtra pas le nouveau pouvoir », avait-il dit à Trotsky. Et Trotsky de répondre : « À cela, il existe un remède constitutionnel. La douma peut être dissoute et réélue... »

Ce récit provoqua des clameurs furieuses.

– Si l'on veut reconnaître un gouvernement créé par la force des baïonnettes, continua le vieillard en s'adressant à la douma, eh bien, nous en avons un ; mais pour ma part, je ne considère comme légitime qu'un gouvernement reconnu par le peuple, par la majorité, et non celui qui est instauré par une minorité usurpatrice !

Tempête d'applaudissements sur tous les bancs sauf ceux des bolcheviks. Au milieu du vacarme renouvelé, le maire annonça que ces derniers avaient déjà violé l'autonomie municipale en nommant des commissaires dans plusieurs services.

L'orateur bolchevique cria, essayant de se faire entendre ; selon lui, la décision du Congrès des soviets signifiait que la Russie tout entière soutenait les actes de son parti.

– Vous ! hurla-t-il. Vous n'êtes pas les vrais représentants du peuple de Petrograd !

Exclamations : – C'est une insulte ! une insulte !

Le vieux maire rappela à l'orateur que la douma avait été élue sur le mode de scrutin populaire le plus libre qui soit.

– Oui, répliqua l'autre, mais il y a longtemps de cela, tout comme pour le Tsik, tout comme pour le Comité de l'armée.

– Il n'y a pas eu de nouveau Congrès des soviets, lança-t-on de divers côtés.

– Le groupe bolchevique refuse de rester dans ce nid de la contre-révolution... – Tumulte.
– ... et nous exigeons la réélection de la douma...

Sur quoi les bolcheviks quittèrent la salle poursuivis de cris de « Agents allemands ! À bas les traîtres ! »

Ensuite Chingariov, un cadet, exigea que tous les employés municipaux qui avaient accepté d'être commissaires du Comité militaire révolutionnaire soient licenciés et poursuivis. Shreider se dressa pour déposer une motion protestant contre la menace de dissolution proférée par les bolcheviks ; la douma, représentante légitime de la population, refusait d'abandonner son poste.

À côté, dans la salle Alexandre, bondée, siégeait le Comité de salut, et Skobélev parlait une fois de plus.

– Jamais encore, dit-il, le destin de la Russie n'a été aussi menacé, jamais encore le problème de l'existence même de l'État russe n'a suscité autant d'anxiété, jamais encore

l'histoire n'avait posé d'une façon aussi violente et catégorique cette question : la Russie doit-elle être ou ne pas être ? L'heure suprême de sauver la révolution a sonné, et c'est en pleine conscience de cela que nous observons l'étroite union des forces vives de la démocratie révolutionnaire dont la volonté organisée a déjà créé un centre pour le salut de la patrie et de la révolution... – Il y en avait beaucoup plus, et de la même eau. – Nous mourrons plutôt que d'abandonner notre poste !

De vifs applaudissements accueillirent la nouvelle de l'adhésion du syndicat des cheminots au Comité de salut. Quelques instants plus tard, les employés des postes et télégraphes firent leur apparition, puis quelques mencheviks internationalistes entrèrent dans la salle, salués par des acclamations. Les cheminots annoncèrent qu'ils ne reconnaissaient pas les bolcheviks et qu'ils prenaient en main l'exploitation des chemins de fer, se refusant à les confier à un pouvoir usurpateur quel qu'il fût. Le délégué des télégraphistes déclara que ses camarades avaient catégoriquement décliné de toucher à leurs appareils tant qu'un commissaire bolchevique se tiendrait dans le bureau. Les postiers ne voulaient pas acheminer le courrier destiné au Smolny ou en émanant. Toutes les lignes téléphoniques du Smolny avaient été coupées. On raconta avec allégresse l'histoire d'Ouritski se rendant au ministère des affaires étrangères pour exiger les traités secrets et se faisant mettre à la porte par Nératov. Les fonctionnaires étaient tous en train de cesser le travail.

C'était la guerre, une guerre délibérément préparée, à la manière russe, une guerre au moyen de la grève et du sabotage. En notre présence, le président lut une liste de noms et de missions : un tel devant faire le tour des ministères ; tel autre visiter les banques ; dix ou douze hommes étaient chargés de travailler les soldats dans les casernes et de les convaincre qu'ils devaient garder la neutralité (« Soldats russes, ne répandez pas le sang de vos frères ! ») ; un comité allait se rendre auprès de Kerenski pour conférer avec lui ; d'autres encore se voyaient dépêchés dans les villes de province pour y créer des filiales du Comité de salut et rassembler tous les éléments antibolcheviques.

L'assemblée était pleine d'entrain. « Ces bolcheviks veulent essayer de dicter la loi à l'intelligentsia ? On va leur faire voir ! ... » Rien n'était plus frappant que le contraste entre cette foule et le Congrès des soviets. Là-bas, la grande masse de soldats en vêtements usés, d'ouvriers crasseux, de paysans, des hommes pauvres, courbés et marqués sans leur chair par la lutte brutale pour l'existence ; ici, les chefs mencheviks et socialistes-révolutionnaires – les Avksentiev, les Dan, les Lieber –, les anciens ministres socialistes, les Skobélev, les Tchernov, faisant bon ménage avec des cadets tels que l'huileux Chatski, l'insinuant Vinaver, avec des journalistes, des étudiants, des intellectuels de presque toutes les tendances. Ces gens de la douma étaient bien nourris, bien vêtus ; parmi eux je ne comptai pas plus de trois prolétaires.

Des nouvelles arrivèrent. À Bykhov, les fidèles *tékhintsy* de Kornilov avaient massacré ses gardes, et il s'était échappé. Kalédine avançait vers le nord. Le soviets de Moscou avait formé un Comité militaire révolutionnaire et négociait avec le commandant de la ville la possession de l'arsenal afin de pouvoir armer les ouvriers.

Ces faits étaient mélangés à un extraordinaire fouillis de rumeurs, d'informations tronquées et de mensonges purs et simples. Par exemple, un jeune cadet intelligent, qui avait été secrétaire particulier de Milioukov d'abord, puis de Téréchtchenko, nous prit à part et nous raconta en détail la chute du Palais d'hiver.

- Les bolcheviks avaient à leur tête des officiers allemands et autrichiens, dit-il.
- C'est vrai ? Dit poliment l'un d'entre nous. Comment le savez-vous ?
- Un ami à moi s'y trouvait et il les a vus.
- Comment a-t-il fait pour savoir que c'étaient des officiers allemands ?
- Ils portaient l'uniforme allemand !

Des fables aussi absurdes que celle-là circulaient par centaines, et il n'y avait pas que la presse antibolchevique pour les publier solennellement, elles trouvaient également créance auprès des personnes les plus inattendues ; chez les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui s'étaient toujours distingués par leur sobre attachement aux faits.

Plus graves étaient les histoires de violence et de terrorisme bolchevique. Par exemple, on répétait et l'on imprimait que les gardes rouges, loin de se borner à piller le Palais d'Hiver de fond en comble, avaient massacré les junkers désarmés et tué de sang-froid quelques ministres ; quant aux femmes soldats, la plupart avaient été violées et plusieurs s'étaient suicidées à la suite des tortures qu'elles avaient subies...

Le clan de la douma ne faisait qu'une bouchée de toutes ces histoires. Pis encore, les mères et les pères des élèves officiers et des femmes soldats lisaient ces affreux détails, *souvent accompagnés de listes de noms* ; vers la tombée du jour, les citoyens frénétiques assiégeaient la douma.

Un cas typique était celui du prince Toumanov dont le cadavre, comme l'annoncèrent plusieurs journaux, avait été trouvé flottant dans le canal de la Moïka. Quelques heures plus tard, la famille du prince démentait la nouvelle en ajoutant que Toumanov avait été arrêté. Aussitôt la presse identifia le mort comme étant le général Dénissov. Ce dernier ayant ressuscité à son tour, je procédai avec mes amis à une enquête sans arriver à découvrir la moindre trace d'un corps qui aurait été repêché.

Comme nous quittions la douma, deux scouts étaient en train de distribuer des tracts⁶⁶ à l'énorme foule massée devant l'entrée et qui obstruait la perspective Nevski, une foule composée presque exclusivement d'hommes d'affaires, de boutiquiers, de *tchinovniki** et d'employés. Le tract annonçait :

AVIS DE LA DOUMA MUNICIPALE

Eu égard aux événements actuels, la douma municipale, dans sa séance du 8 novembre, a décrété l'inviolabilité des demeures privées. Par l'entremise des comités de maison, elle invite la population de la ville de Petrograd à opposer une résistance résolue à toute tentative de s'introduire par la force dans les logements privés, jusques et y compris le recours aux armes dans l'intérêt de l'autodéfense des citoyens.

Au coin de Livéïny, cinq ou six gardes rouges et deux marins avaient entouré un marchand de journaux et lui réclamaient ses exemplaires de la *Rabotchaïa Gazéta (La Gazette ouvrière)* menchevique. Le poing brandi, il les invectivait furieusement pendant qu'un des matelots s'emparait des journaux. Une foule hostile s'était rassemblée autour d'eux, qui injuriant les

⁶⁶ Voir Appendice, chapitre V, 2, p ; 372.

militaires. Un petit ouvrier s'adressait au vendeur et aux gens, recommençant obstinément ses explications :

– Ils publient la proclamation de Kerenski. Ça dit que nous avons tué des Russes. Ça va faire couler du sang...

Le Smolny était, si possible, plus nerveux que jamais. Les détachements d'ouvriers armés de fusils, les chefs politiques avec leur serviette bourrée qui pressaient le pas, anxieusement, entourés d'amis et d'aides, discutant, expliquant, donnant des ordres. Des hommes littéralement hors d'eux-mêmes, des prodiges vivants d'insomnie et de travail, pas rasés, crasseux, les yeux brûlants, qui fonçaient, portés par l'exaltation, vers le but qu'ils s'étaient fixé. Ils avaient tellement, tellement à faire ! Prendre le gouvernement en main, organiser la ville, assurer la fidélité de la garnison, combattre la douma et le comité de salut, contenir les Allemands, se préparer à la lutte à la lutte contre Kerenski, informer la province des événements, faire la propagande depuis Arkhangeslsk jusqu'à Vladivostok. Et cela alors que fonctionnaires et employés municipaux refusaient d'obéir aux commissaires des soviets, que postes et télégraphes les privaient des moyens de communication, que les cheminots s'obstinaient à ne pas tenir compte de leurs demandes de trains, que Kerenski avançait, que la garnison n'était pas entièrement sûre, que les cosaques se préparaient à l'attaque... Contre eux, non seulement la bourgeoisie organisée, mais tous les autres partis socialistes, à l'exception des socialistes-révolutionnaires de gauche, de quelques mencheviks internationalistes et des sociaux-démocrates internationalistes, et même ceux-là ne sachant s'ils devaient les soutenir. De leur côté, il est vrai, les ouvriers et la masse des soldats, ainsi qu'un nombre indéfini de paysans, mais par contre, pas d'hommes expérimentés et cultivés.

Riazanov monta l'escalier en expliquant sur un ton de frayeur comique, que lui, commissaire au Commerce, ne comprenait absolument rien aux affaires. Dans la cantine du premier étage, un homme était assis tout seul dans un coin, il portait une peau de bique sur des vêtements dans lesquels il avait – j'allai dire : dormi, mais bien entendu il n'avait pas dormi – et une barbe de trois jours. Il calculait anxieusement quelque chose sur une enveloppe sale en mordillant son crayon. C'était Menjinski, commissaire aux Finances, dont la formation se bornait à avoir été jadis employé dans une banque française. Et ces quatre hommes sortis du bureau du Comité militaire révolutionnaire qui traversaient la salle au pas de course et griffonnaient en courant sur des chiffons de papier, c'étaient des commissaires qu'on venait de dépêcher aux quatre coins de la Russie pour y porter des nouvelles, raisonner ou se battre, avec tous les arguments et toutes les armes qui leur tomberaient sous la main...

Le Congrès devait se réunir à une heure, depuis longtemps la grande salle des séances était pleine et pourtant, à sept heures du soir, il n'y avait pas encore trace de présidium. Les groupes bolchevique et socialiste-révolutionnaire de gauche siégeaient dans leurs bureaux respectifs. Pendant tout cet interminable après-midi, Lénine et Trotsky avaient lutté contre les partisans des compromis. Un nombre considérable de bolcheviks étaient d'avis qu'il fallait faire des concessions, au point de former un ministère de coalition socialiste.

– Nous ne pouvons pas tenir ! criaient-ils. Nous nous heurtons à trop d'obstacles. Nous n'avons pas les hommes nécessaires. Nous serons isolés et tout va s'écrouler.

Ainsi parlaient Kamenev, Riazanov et d'autres.

Mais Lénine, avec Trotsky à ses côtés, demeurait ferme comme un roc.

– Que les conciliateurs acceptent notre programme et ils peuvent se joindre à nous. Nous ne reculerons pas d’un pouce. S’il y a des camarades ici qui n’ont pas le courage et la volonté d’oser ce que nous osons, qu’ils aillent rejoindre les autres lâches et conciliateurs. Avec l’appui des ouvriers et des soldats, nous irons de l’avant !

À sept heures cinq, les socialistes-révolutionnaires de gauche firent savoir qu’ils demeuraient dans le Comité militaire révolutionnaire.

– Vous voyez ! dit Lénine. Ils nous suivent !

Un peu plus tard, alors que nous étions installés à la table de la presse dans la grande salle, un anarchiste qui écrivait pour les journaux bourgeois me proposa de l’accompagner pour essayer de retrouver le présidium. Il n’y avait personne dans le bureau du Tsik ni dans celui du soviét de Petrograd. Nous errions d’une pièce à l’autre, à travers le vaste Smolny. Personne ne semblait avoir la moindre idée de l’endroit où se tenait l’autorité suprême du Congrès. Tout en déambulant, mon compagnon me racontait son ancienne activité révolutionnaire, son long et plaisant exil en France. Quant aux bolcheviks, il me confia que c’étaient des gens du commun, grossiers et ignorants, et dénués de toute sensibilité esthétique. Cet homme était un spécimen authentique de l’intelligentsia russe. Il finit par atteindre le bureau 17, siège du comité militaire révolutionnaire, et il y resta, au milieu d’un remue-ménage frénétique. Une porte s’ouvrit et un homme en jaillit comme un boulet, trapu, vêtu d’un uniforme sans insigne, au visage plat et qui semblait sourire : il fallait un instant pour se rendre compte que c’était là une grimace figée, signe d’une extrême fatigue. C’était Krylenko.

Mon ami, qui était un jeune homme élégant, à l’aspect raffiné, émit une exclamation de plaisir et fit un pas en avant.

Nicolas Vassiliévitch ! dit-il en tendant la main. Vous ne vous souvenez pas de moi ? Nous étions en prison ensemble.

Au prix d’un effort, Krylenko fixa sur lui son attention et son regard.

– Mais bien sûr ! finit-il par dire en examinant son interlocuteur des pieds à la tête avec une expression fort amicale. Vous êtes S. *Zdravstvouié** – Ils s’embrassèrent. – Que faites-vous au milieu de tout ça ? – Il fit un geste circulaire.

– Oh je regarde... Vous semblez avoir beaucoup de succès.

– Oui, répondit Krylenko avec une sorte d’obstination. La révolution prolétarienne a énormément de succès. – Il rit. – Il se peut... Il se peut pourtant que nous nous retrouvions en prison.

De retour dans le couloir, mon ami recommença ses explications.

– Voyez-vous, je suis un adepte de Kropotkine. Pour nous autres, la révolution se solde par un immense échec, car elle n’a pas suscité le patriotisme des masses. Bien entendu, cela prouve seulement que les gens n’étaient pas prêts pour la révolution...

Il était exactement huit heures quarante lorsqu’une tempête d’acclamations accueillit l’entrée du présidium dont faisait partie Lénine, le grand Lénine. Petit trapu, avec une grande tête massive et chauve enfoncée dans les épaules. De petits yeux, un nez camus, la bouche large, généreuse, le menton lourd ; il était entièrement rasé, mais commençait déjà à se hérissier de la barbe qui avait été si caractéristique de sa personne, et qui allait le redevenir. Son costume était

râpé, son pantalon beaucoup trop long. Peu impressionnant pour une idole des foules, aimé et vénéré comme peu de chefs l'ont été au cours de l'histoire. Un singulier chef populaire, chef par la seule puissance de l'esprit, sans éclat, sans humour, intransigeant, distant, sans aucune particularité pittoresque, mais possédant le pouvoir d'expliquer des idées profondes en termes simples, d'analyser une situation concrète, et doué, en même temps que de sagacité, de la plus grande audace intellectuelle.

Kamenev donna lecture du rapport d'activité du Comité militaire révolutionnaire ; abolition de la peine de mort dans l'armée, rétablissement du droit de propagande libre, libération des officiers et soldats arrêtés pour délits politiques, ordre d'arrêter Kerenski, confiscation des stocks alimentaires dans les magasins privés... Applaudissements assourdissants.

De nouveau, le représentant du Bund. L'attitude intransigeante des bolcheviks signifie l'écrasement de la révolution, aussi les délégués du Bund doivent-ils refuser de participer plus longtemps au congrès.

Cris dans la salle : – On vous croyait partis la nuit dernière. Combien de fois encore allez-vous partir ainsi ?

Puis l'orateur des mencheviks internationalistes.

Cris : – Comment ? Vous êtes encore là ?

Il expliqua qu'une partie seulement de son groupe avait quitté le Congrès. Les autres avaient décidé de rester.

– Nous considérons qu'il est dangereux et peut-être même mortel de transférer le pouvoir aux soviets...

Interruptions.

– ... mais nous croyons de notre devoir de participer au Congrès et de voter contre le transfert !

D'autres orateurs se succèdent, sans aucun ordre apparent. Un délégué des mineurs du bassin du Donetz pressa le congrès de prendre des mesures contre Kalédine qui menaçait de priver la capitale de charbon et de vivres. Plusieurs soldats qui arrivaient du front transpirent au Congrès le salut enthousiaste de leurs régiments... Puis, Lénine, debout, se tenant au bord du pupitre, parcourant la foule du regard clignotant de ses petits yeux et qui attendait, apparemment inconscient de l'éclatante ovation qui dura plusieurs minutes. Lorsqu'elle eut pris fin, il dit simplement :

– À présent, nous passons à l'édification de l'ordre socialiste.

De nouveau, cet assourdissant rugissement humain.

– Avant tout, il s'agit de prendre des mesures pratiques pour faire la paix... Nous allons offrir la paix aux peuples de tous les pays belligérants sur la base des conditions soviétiques : pas d'annexions, pas de réparations, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En même temps, conformément à notre promesse, nous allons rendre publics et répudier les traités secrets... La question de la guerre et de la paix est tellement claire que je crois pouvoir donner lecture, sans préambule, du projet de proclamation aux peuples de tous les pays belligérants.

Sa grande bouche qui semblait sourire s'ouvrait largement quand il parlait ; il avait une voix enrouée mais point déplaisante à entendre, comme si des années de discours l'avaient durcie, une voix dont le son monotone donnait l'impression qu'elle pouvait ne jamais s'arrêter. Pour souligner un passage, il se penchait légèrement en avant. Aucun geste. Et, devant Lénine, des milliers de visages simples levés vers lui avec un air d'intense adoration.

***PROCLAMATION AUX PEUPLES ET AUX GOUVERNEMENTS
DE TOUTES LES NATIONS BELLIGÉRANTES***

Le gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution du 6 et 7 novembre et qui s'appuie sur les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix démocratique juste.

Le gouvernement considère comme une paix juste et démocratique, telle que la désire l'immense majorité des ouvriers et des classes laborieuses, accablées et décimées par la guerre – paix que les ouvriers et paysans russes ont réclamée de la façon la plus catégorique et la plus opiniâtre depuis le renversement de la monarchie tsariste – une paix immédiate, sans annexions (c'est-à-dire sans conquête de territoires étrangers, sans incorporation par la force de peuples étrangers) et sans réparations.

Voilà la paix que le gouvernement de Russie propose de conclure immédiatement à tous les peuples belligérants. Il se déclare prêt à prendre sans le moindre délai toutes les mesures décisives en attendant la ratification définitive de toutes les conditions de cette paix par les assemblées autorisées des représentants populaires de tous les pays et de toutes les nations.

Par annexion ou conquête de territoires étrangers, le gouvernement entend – conformément à la conception du droit qui est celle de la démocratie en général et des classes laborieuses en particulier – toute incorporation à un État, grand ou puissant, d'une nationalité petite ou faible, sans le consentement et le désir formels, clairement exprimés, de cette dernière, indépendamment de l'époque à laquelle remonte cette incorporation violente, indépendamment aussi du degré de développement ou du retard de la nation annexée ou retenue par la force dans les limites de l'État en question. Indépendamment enfin de l'endroit où cette nation réside, en Europe ou dans les lointains pays d'outre-océan.

Si une nation quelconque est maintenue par la force dans les limites d'un État, si, en dépit du désir qu'elle a exprimé – peu importe que ce soit dans la presse, dans les assemblées populaires, dans les décisions des partis ou par des révoltes et des insurrections contre l'oppression nationale – le droit ne lui est pas donné – après le retrait complet des troupes de la nation conquérante ou, d'une façon générale, plus puissante – de décider par un vote libre, sans la moindre contrainte, la question des formes politiques de son existence, l'incorporation de cette nation à un État constitue une annexion, c'est-à-dire une conquête et un acte de violence.

Le gouvernement estime que continuer cette guerre pour savoir comment partager entre les nations fortes et riches les peuples faibles conquis par elles serait commettre le plus grand crime contre l'humanité ; et il proclame solennellement sa volonté de signer

immédiatement les clauses d'une paix qui ferait cesser cette guerre aux conditions indiquées, également équitables pour tous les peuples sans exception.

En même temps, le gouvernement déclare qu'il n'attribue nullement aux conditions de paix énoncées ci-dessus un caractère d'ultimatum, autrement dit il accepte d'examiner toutes autres conditions de paix, insistant seulement pour qu'elles soient proposées le plus rapidement possible pour un quelconque des pays belligérants et pour que ces propositions soient faites en toute clarté, à l'exclusion inconditionnelle de toute ambiguïté et de tout secret ⁶⁷.

Le gouvernement abolit la diplomatie secrète ; il exprime pour sa part la ferme intention de mener tous les pourparlers au grand jour, devant le peuple entier, et procède immédiatement à la publication intégrale des traités secrets confirmés ou conclus par le gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, depuis le mois de mars jusqu'au 7 novembre 1917. Toutes les clauses de ces traités secrets, dans la mesure où elles tendent, comme c'était le cas la plupart du temps, à procurer des avantages et des privilèges aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes russes, à maintenir ou accroître les annexions des Grand-Russes, le gouvernement les proclame inconditionnellement et immédiatement annulées.

En invitant les gouvernements et les peuples de tous les pays à entamer aussitôt des pourparlers publics pour la conclusion de la paix, soit par écrit, télégraphiquement, soit par des pourparlers entre les représentants des divers pays ou dans une conférence de ces représentants. Afin de faciliter ces négociations, le gouvernement désigne son représentant plénipotentiaire dans les pays neutres.

Le gouvernement propose à tous les gouvernements et peuples de tous les pays belligérants de conclure immédiatement un armistice ; il considère de son côté comme désirable que cet armistice soit conclu pour trois mois au moins, c'est-à-dire pour un laps de temps dans lequel il est parfaitement possible aussi bien d'achever les pourparlers de paix avec la participation des représentants de tous les peuples ou nations sans exception, engagés dans la guerre ou forcés d'y prendre part, que de convoquer dans tous les pays des assemblées autorisées de représentants populaires pour ratifier définitivement les conditions de paix.

En adressant cette proposition de paix aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants, le gouvernement provisoire ouvrier et paysan de Russie s'adresse plus spécialement aux travailleurs conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité, des trois plus grands États participant à la guerre actuelle : l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Les ouvriers de ces pays ont rendu les plus importants services à la cause du progrès et du socialisme, comme en témoignent les remarquables exemples du mouvement chartiste en Angleterre, la série de révolutions d'une portée historique universelle accomplies par le prolétariat français, enfin la lutte héroïque contre la loi d'exception en Allemagne et le long travail acharné et discipliné pour créer dans ce pays des organisations prolétariennes de masse, travail qui peut servir de modèle aux ouvriers du monde entier. Tous ces exemples d'héroïsme prolétarien et d'activité historique sont

⁶⁷ Cet alinéa ne figure pas dans le livre de Reed. (Note du traducteur.)

pour nous le garant de ce que les ouvriers de ces pays comprendront la tâche qui leur incombe aujourd'hui, la tâche d'affranchir l'humanité des horreurs de la guerre et de ses conséquences, que ces ouvriers, par leur activité multiforme, résolue, pleine d'énergie et d'abnégation, nous aideront à mener à bien, jusqu'au bout, l'œuvre de paix, et en même temps, l'œuvre de libération des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation.

Lorsque le solennel tonnerre d'applaudissements se fut calmé, Lénine parla de nouveau :

– Nous proposons au Congrès de ratifier cette déclaration. Nous nous adressons aux gouvernements aussi bien qu'aux peuples, car une déclaration adressée seulement aux peuples des pays belligérants risquerait de retarder la conclusion de la paix. Les conditions de paix élaborées pendant l'armistice seront ratifiées par l'Assemblée constituante. En fixant la durée de l'armistice à trois mois, nous voulons donner aux peuples le repos le plus longtemps possible après cette sanglante boucherie et assez de temps pour élire leurs représentants. Cette proposition de paix se heurtera à l'opposition de certains gouvernements impérialistes : nous ne nous faisons pas d'illusion à cet égard. Mais nous espérons que la révolution éclatera bientôt dans tous les pays belligérants, c'est pour cela que nous nous adressons avec insistance particulière aux ouvriers de France, d'Angleterre et d'Allemagne... La révolution des 6 et 7 novembre, conclut-il, a ouvert l'ère de la révolution sociale. Au nom de la paix et du socialisme, le mouvement ouvrier vaincra et accomplira son destin...

Il y avait dans ces paroles quelque chose de calme et de puissant qui remuait les âmes. On comprenait pourquoi les gens avaient confiance quand Lénine parlait.

Il fut décidé, par un vote rapide à main levée, que seuls les représentants de groupes politiques pourraient intervenir au sujet de la motion et que le temps de parole serait limité à quinze minutes.

D'abord Karéline, au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche :

– Notre groupe n'a pas eu l'occasion de proposer des amendements au texte de la proclamation ; c'est un document privé des bolcheviks. Néanmoins, nous voterons en sa faveur parce que nous sommes d'accord avec l'esprit qui l'anime...

Au nom des sociaux-démocrates internationalistes, Kramarov, un homme long, myope, aux épaules tombantes, qui devait acquérir une certaine notoriété en qualité de clown de l'opposition : seul un gouvernement composé des représentants de tous les partis socialistes, aurait l'autorité nécessaire pour entreprendre une action aussi importante. Si la coalition socialiste était formée, son groupement soutiendrait le programme tout entier, sinon il n'en soutiendrait qu'une partie. Quant à la proclamation, les internationalistes en approuvaient entièrement les points principaux.

Puis, à tour de rôle, au milieu d'un enthousiasme croissant, la social-démocratie ukrainienne : soutien ; la social-démocratie lithuanienne : soutien ; les socialistes populistes : soutien ; la social-démocratie polonaise ; soutien ; le Parti socialiste polonais : soutien, bien qu'il eût préféré une coalition socialiste ; la social-démocratie lettonne : soutien... Une flamme s'était allumée dans le cœur de ces hommes. L'un parla de « la révolution mondiale imminente dont nous sommes l'avant-garde » ; un autre du « nouvel âge fraternel qui verra tous les peuples former une grande famille ». Un délégué demanda la parole en son nom personnel.

– Il y a là une contradiction, dit-il. Vous commencez par offrir une paix sans annexions ni réparations et puis vous dites que vous êtes prêts à examiner toutes les propositions de paix. Examiner signifie accepter...

Lénine bondit.

– Nous voulons une paix juste, mais nous n'avons pas peur d'une guerre révolutionnaire... Il est probable que les gouvernements impérialistes ne répondront pas à notre appel, mais nous n'allons pas lancer un ultimatum qu'il serait facile de rejeter... Si le prolétariat allemand se rend compte que nous sommes prêts à examiner toutes les propositions de paix, ce sera peut-être la dernière goutte qui fera déborder la vase : la révolution éclatera en Allemagne... Nous acceptons d'examiner toutes les propositions de paix mais cela ne veut pas dire que nous allons les accepter... Pour certaines de nos conditions, nous allons lutter jusqu'au bout, mais il y en a d'autres qui ne valent pas, sans doute, que nous continuions à faire la guerre pour elles. Par-dessus tout, nous voulons mettre fin à la guerre.

Il était exactement dix heures trente-cinq lorsque Kamenev demanda à tous ceux qui étaient pour la proclamation de lever leur mandat. Un seul délégué osa voter contre la motion, une soudaine et violente tempête autour de lui le força à baisser hâtivement le bras... À l'unanimité.

Soudain, mus par une impulsion commune, nous étions tous debout, pour retrouver comme à tâtons le cours légal, l'unisson exaltant de l'Internationale. Un vieux soldat grisonnant sanglotait comme un enfant. Alexandra Kollontaï retenait à peine ses larmes. L'immense chant envahit la salle, creva portes et fenêtres et monta vers le ciel calme.

– La guerre est terminée ! La guerre est terminée ! dit à mes côtés un jeune ouvrier. Son visage rayonnait.

Et lorsque ce fut fini et que nous restions là dans une sorte de silence embarrassé, quelqu'un au fond de la salle cria :

– Camarades ! Souvenons-nous de ceux qui sont morts pour la liberté !

Et nous entonnâmes alors la Marche funèbre, cet air lent, mélancolique et pourtant triomphant, si émouvant, si russe. L'internationale est, après tout, une mélodie étrangère, la Marche funèbre semblait être l'âme même de ces masses obscures dont les délégués, rassemblés dans cette salle, édifiaient avec leurs confuses visions une Russie nouvelle, et peut-être plus encore.

*Vous êtes tombés dans la lutte fatale,
Victimes de votre amour sublime du peuple,
Tout ce que vous aviez, vous l'avez sacrifié pour lui,
Pour sa vie, son honneur et sa liberté.*

*Parfois vous souffriez dans les cachots humides,
Les juges bourreaux avaient depuis longtemps
Prononcé leur impitoyable verdict,
Et vous partiez en exil en faisant résonner vos chaînes...*

*Tu portes tes fers en silence,
Tu souffres pour avoir trop aimé,*

*Parce que tu ne pouvais rester indifférent
Quand ton frère succombait sous le poids de la misère.*

*La foi sacrée brille dans ton cœur,
Tu sais que la vérité est plus forte que l'épée,
Que le jour viendra, et le sang que tu verses pour ton prochain
Sera apprécié à sa juste valeur.*

*La tyrannie s'écroulera, et le peuple se dressera,
Grand, puissant, libre.
Adieu, frères, vous avez honnêtement parcouru
Votre noble et glorieux chemin.*

*De nombreux combattants vous suivent,
Prêts aux exploits et prêts au sacrifice,
Adieu, frères, vous avez honnêtement parcouru
Votre noble et glorieux chemin.*

C'est pour hâter la venue de ce jour qu'ils reposaient, les martyrs de Février, dans leur froide sépulture du Champ de Mars, que des milliers et des dizaines de milliers d'hommes étaient morts en prison, en exil, dans les mines de Sibérie. Les choses ne s'étaient pas passées comme ils s'y étaient attendus ni comme l'intelligentsia l'avait désiré, mais le jour était venu, brutal, vivace, n'ayant que faire des formules, dédaigneux de tout sentimentalisme, *réel...*

Lénine était en train de lire le décret sur la terre :

1. La grande propriété foncière est abolie immédiatement sans aucun rachat.
2. Les domaines des propriétaires fonciers, de même que les apanages et les terres des couvents et de l'église, avec tout leur cheptel mort ou vif, leurs bâtiments et toutes leurs dépendances, passent à la disposition des comités agraires de canton et des soviets des députés paysans de district, en attendant la réunion de l'Assemblée constituante.
3. Toute dégradation des biens confisqués, qui appartiennent désormais au peuple tout entier, est considérée comme un crime grave qui relève des tribunaux révolutionnaires. Les soviets des députés paysans de district prendront toutes les mesures nécessaires pour faire observer un ordre strict lors de la confiscation des domaines à confisquer et les désigner exactement, pour dresser un inventaire précis de tous les biens confisqués et assurer la garde révolutionnaire rigoureuse de toutes les exploitations agricoles, constructions, outillage, bétail, provisions, etc., qui sont remis au peuple.
4. Le mandat paysan dont le texte suit ⁶⁸, établi d'après 242 mandats paysans locaux, par la rédaction des *Izvestia du soviet panrusse des députés paysans* et publié dans son n° 88 (Petrograd, n° 88, 19 août 1917), doit servir partout de guide pour la réalisation des grandes transformations agraires, en attendant que l'assemblée constituante se prononce en dernier ressort.

⁶⁸ Voir Appendice, chapitre V, 3, p. 373.

5. Les terres des simples paysans et des simples cosaques ne sont pas confisquées.

– Ce n'est pas, expliqua Lénine, le projet de l'ancien ministre Tchernov qui parlait d'« ériger une charpente » et s'efforça de réaliser les réformes d'en haut. C'est en bas, et sur place, que seront décidées les questions du partage des terres. La quantité de terre reçue par chaque paysan variera selon la localité... Sous le gouvernement provisoire, les *poméchtchiki** refusaient carrément d'obéir aux ordres des comités agraires, ces mêmes comités qui avaient été imaginés par Lvov, créés par Chingariov et administrés par Kerenski !

Les débats n'avaient pas encore eu le temps de commencer qu'un homme se fraya violemment un passage à travers la foule qui se pressait dans la travée et monta à la tribune. C'était Pianykh, membre du Comité exécutif des soviets paysans ; il était ivre de rage.

– Le Comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans proteste contre l'arrestation de nos camarades, les ministres Salazkine et Maslov ! jeta-t-il rudement à la face de la foule. Nous exigeons leur délibération immédiate ! Ils se trouvent actuellement dans la forteresse Pierre-et-Paul. Nous voulons que ce soit fait tout de suite. Il n'y a pas un instant à perdre !

Un soldat à la barbe embroussaillée, aux yeux flamboyants, lui succéda.

– Vous êtes là à parler de donner la terre aux paysans et vous vous conduisez à l'égard des représentants élus de la paysannerie comme des tyrans et des usurpateurs ! Et je vous préviens – et il brandit le poing – que si vous touchez à un cheveu de leur tête, vous pouvez vous attendre à un soulèvement.

Un remous confus parcourut la foule.

Alors, accueilli par une clameur, se leva Trotsky, calme et venimeux, conscient de sa force.

– La comité militaire révolutionnaire a décidé hier, pour des raisons de principe, de libérer les ministres socialistes-révolutionnaires et mencheviques, Maslov, Salazkine, Gvozdev et Maliantovitch. S'ils sont encore à Pierre-et-Paul, c'est uniquement parce que nous avons trop à faire ; toutefois, ils seront consignés à domicile en attendant que nous ayons procédé à une enquête sur leur complicité dans les actes de trahison de Kerenski au moment de l'affaire Kornilov.

– Jamais, cria Pianykh, dans aucune révolution, on n'a vu des choses pareilles !

– Vous vous trompez, répliqua Trotsky. Des choses pareilles, on en a vu même dans cette révolution. Des centaines de nos camarades ont été arrêtés pendant les journées de juillet... Lorsque la camarade Kollontaï fut relâchée sur l'avis du médecin, Avksentiev plaça devant sa porte deux anciens agents de la police secrète tsariste.

Les paysans se retirèrent en grommelant, accompagnés de huées ironiques.

Le représentant des socialistes-révolutionnaires de gauche vint discuter du Décret sur la terre. Son groupe, bien qu'il fût en principe d'accord, ne pouvait pas se prononcer avant d'en avoir conféré. Il faudrait consulter les soviets paysans...

Les mencheviks internationalistes insistaient, eux aussi, sur une réunion de groupe.

Ensuite, le chef des maximalistes, l'aile anarchiste des paysans, prit la parole :

– Nous devons rendre hommage à un parti politique qui, dès le premier jour, promulgue une loi pareille sans se répandre en bavardages !

Un paysan typique – cheveux longs, bottes et touloupe – était monté à la tribune et s’inclinait vers les quatre coins de la salle.

– Je vous salue, camarades et citoyens, dit-il. Il y a des cadets qui traînent là, dehors. Vous avez arrêté nos ministres socialistes, pourquoi ne pas arrêter ces gens-là ?

Ce fut le signal d’un débat entre paysans. Il ressemblait exactement aux interventions des soldats la nuit précédente. Les voilà, les vrais prolétaires des campagnes !

– Ces membres de notre Comité exécutif, Avksentiev et les autres, que nous avons pris pour les défenseurs des paysans, ce ne sont que des cadets, eux aussi. Arrêtez-les ! Arrêtez-les !

Un autre :

– Qui sont ces Pianykh, ces Avksentiev ? Ça n’a jamais été des paysans ! Ils ne sont bons qu’à bavarder !

La foule acclamait les orateurs, ses frères.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche proposèrent de suspendre la séance pendant une demi-heure. Comme le flot de délégués s’écoulait, Lénine se dressa à sa place.

– Camarades, nous ne devons pas perdre de temps ! La presse doit publier dès demain matin ces nouvelles qui sont d’une importance capitale pour toute la Russie. Pas de retard !

Et, dominant les discussions acharnées, les controverses, les bruits de pas, retentit la voix d’un envoyé du Comité militaire révolutionnaire :

– On demande d’urgence quinze agitateurs au bureau 17 ! Pour aller au front !

Près de deux heures et demie s’étaient écoulées lorsque les délégués regagnèrent leurs places par petits groupes et que le présidium monta à la tribune. La séance reprit par la lecture de télégrammes des régiments qui, l’un après l’autre, annonçaient leur appui au Comité militaire révolutionnaire.

Petit à petit, la réunion s’anima. Un délégué des troupes russes sur le front macédonien vint parler avec amertume de leur situation.

– Là-bas, nous souffrons davantage de l’amitié de nos « Alliés » que du fait de l’ennemi, dit-il.

Les représentants de la X^e et de la XII^e armée qui venaient d’arriver ventre à terre, annoncèrent :

– Nous vous soutenons de toutes nos forces !

Un paysan soldat protesta contre la libération des « socialistes traîtres Maslov et Salakzine » ; pour ce qui est du Comité exécutif des soviets paysans, il faudrait l’arrêter au complet ! C’était là de vrais propos révolutionnaires... Un délégué de l’armée russe en Perse déclara qu’il avait été mandaté pour exiger la remise de tout le pouvoir aux soviets. Un officier ukrainien, qui s’exprimait dans sa langue natale, affirma :

– Il n’est point de nationalisme dans une crise pareille. *Da Zdravstvouiïet** la dictature du prolétariat de tous les pays !

C'était un tel déluge de pensées nobles et ardentes qu'à coup sûr, la Russie ne redeviendrait jamais plus muette !

Kamenev fit observer que les forces antibolcheviques s'efforçaient de provoquer partout des troubles et il donna lecture d'un appel du Congrès adressé à tous les soviets de Russie :

Le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats charge tous les soviets locaux de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques pour prévenir toutes les tentatives contre-révolutionnaires et tous les pogroms antisémites ou autres. L'honneur de la révolution des ouvriers, des paysans et des soldats exige qu'aucun pogrom ne soit toléré.

La garde rouge de Petrograd, la garnison révolutionnaire et les marins ont maintenu dans la capitale un ordre parfait.

Les ouvriers les soldats et les paysans doivent suivre partout l'exemple des ouvriers et soldats de Petrograd.

Camarades soldats et cosaques, c'est à vous qu'incombe en premier lieu la tâche d'assurer l'ordre révolutionnaire véritable. Toute la Russie révolutionnaire, le monde entier ont les yeux fixés sur vous...

À deux heures, le Décret sur la terre était voté à l'unanimité moins une voix, et les délégués paysans étaient fous de joie. Ainsi les bolcheviks fonçaient en avant, irrésistiblement, surmontant les hésitations et les obstacles, seuls en Russie à posséder un programme d'action précis, tandis que les autres avaient passé huit longs mois à bavarder.

Un soldat se leva, décharné, déguenillé, éloquent, pour protester contre une clause du mandat qui, lors du partage des terres dans les campagnes, privait les déserteurs de leur part. Accueilli d'abord par des cris et des huées, son simple et émouvant discours finit par imposer le silence.

– Précipité contre son gré dans la boucherie des tranchées, que, dans le décret sur la paix ; vous avez reconnue vous-mêmes aussi stupide qu'horrible, dit l'orateur, le soldat a salué la révolution dans l'espoir de la paix et de la liberté. La paix ? Le gouvernement Kerenski l'a forcé de prendre une fois de plus l'offensive en Galicie pour massacrer et se faire massacrer ; en réponse à son désir de paix, Téréchtchenko ne faisait que rire... La liberté ? Du temps de Kerenski, il vit ses comités dissous, ses journaux interdits, les orateurs de son parti emprisonnés... Chez lui, au village, les seigneurs défiaient les comités agraires, jetaient ses camarades en prison... À Petrograd, la bourgeoisie, alliée aux Allemands, sabotait les envois de vivres et des munitions à l'armée. Il n'avait plus de bottes, plus de vêtements... Qui l'a forcé à désertier. Le gouvernement de Kerenski que vous avez renversé !

Il termina au milieu des applaudissements.

Mais un autre soldat protesta avec chaleur :

– Le gouvernement Kerenski n'est pas un paravent qui sert à dissimuler une saloperie comme la désertion ! Les déserteurs sont des canailles qui ont fui chez eux en laissant leurs camarades mourir dans les tranchées. Tout déserteur est un traître et devrait être châtié...

Tumulte, cris de « *Dovolno* ! Tiché* !* » Kamenev s'empressa de proposer que le gouvernement fût chargé de résoudre le problème ⁶⁹.

À deux heures trente, un silence total se fit dans la salle : Kamenev lisait le décret sur la formation du gouvernement :

Afin de gouverner le pays en attendant la réunion de l'Assemblée constituante, il est formé un gouvernement provisoire ouvrier et paysan qui portera le nom de Conseil des commissaires du peuple ⁷⁰.

L'administration des différents services de l'État est confiée à des commissions dont les membres doivent assurer l'exécution du programme décidé par le congrès, en une étroite liaison avec les organisations de masse des ouvriers et ouvrières, marins, soldats, paysans et employés. L'autorité gouvernementale appartient au collège des présidents de ces commissions, c'est-à-dire au Conseil des commissaires du peuple.

Le contrôle de l'activité des commissaires du peuple et le droit de les révoquer seront exercés par le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, et par son comité exécutif central.

Toujours le silence ; à la lecture de la liste des commissaires, explosion d'applaudissements après chaque nom, surtout après ceux de Lénine et de Trotsky

Président du Conseil : Vladimir Oulianov (Lénine) ;
Intérieur ; A. I. Rykov ;
Agriculture : V. P. Milioutine ;
Travail : A. G. Chliapnikov ;
Affaires militaires et navales : comité composé de : V. A. Ovsénko (Antonov), N. V. Krylenko et P. E. Dybenko ;
Commerce et Industrie ; V. P. Noguine ;
Éducation populaire : A. V. Lounatcharski ;
Finances : I. I. Skvortsov (Stépanov) ;
Affaires étrangères : L. D. Bronstein (Trotsky) ;
Justice : G. I. Oppokov (Lomov) ;
Ravitaillement : I. A. Théodorovtch ;
Postes et Télégraphes : N. P. Avilov (Glébov) ;
Président pour les questions des nationalités : I. V. Djougachvili (Staline).
Le poste de commissaire du peuple aux chemins de fer provisoirement vacant.

Des baïonnettes s'alignaient tout autour de la salle, des baïonnettes pointaient parmi les délégués ; le Comité militaire révolutionnaire armait tout le monde, le bolchevisme s'armait pour le combat décisif contre Kerenski dont le vent du sud-ouest apportait la sonnerie des trompettes. En attendant, personne ne partait, au contraire, des centaines de nouveaux arrivants se pressaient dans la salle, remplie à ras bords de soldats et d'ouvriers au visage grave, debout

⁶⁹ Voir appendice, chapitre V, 4, p. 375.

⁷⁰ Voir appendice, chapitre V, 5, p. 375.

pendant de longues heures, inlassablement attentifs. L'air était lourd de fumée de tabac, de respirations humaines, d'odeurs de vêtements grossiers et de sueur.

Avilov, rédacteur à la *Novaïa jizn*, était en train de parler au nom des sociaux-démocrates internationalistes et de ceux des mencheviks internationalistes qui étaient restés au Congrès. Il avait un visage jeune et intelligent, sa redingote bien taillée semblait déplacée dans cette salle.

– Nous devons nous demander où nous allons... La facilité avec laquelle le gouvernement de coalition a été renversé ne saurait être expliquée par la force de l'aile gauche de la démocratie, mais uniquement par l'incapacité du gouvernement à donner au peuple la paix et le pain. Et l'aile gauche ne peut se maintenir au pouvoir à moins de résoudre ces problèmes... Peut-elle donner le pain au peuple ? Le blé manque. La plupart des paysans ne vous suivront pas parce que vous ne pouvez pas leur procurer l'outillage dont ils ont besoin. Le combustible, les produits de première nécessité, sont presque introuvables... Pour ce qui est de la paix, ce sera encore plus difficile. Les alliés ont refusé de parler avec Skobélev. Ils n'accepteront jamais l'offre d'une conférence de paix, émanant de *vous*. Vous ne serez reconnus ni à Londres et à Paris, ni à Berlin... Vous ne pouvez compter sur l'aide efficace du prolétariat des pays alliés, parce que, dans la plupart de ces pays, il est très éloigné de la lutte révolutionnaire ; souvenez-vous, la démocratie alliée n'a même pas été capable de réunir la Conférence de Stockholm ; les représentants de l'extrême gauche lui ont dit que la révolution ne pouvait avoir lieu en Allemagne tant que durerait la guerre...

Les interruptions commencèrent à fuser de toutes parts, mais Avilov continua :

– L'isolement de la Russie aboutira fatalement soit à la défaite de l'armée russe par les Allemands et à une paix bâclée entre la coalition austro-allemande et la coalition franco-britannique *aux dépens de la Russie*, soit à une paix séparée avec l'Allemagne... Je viens d'apprendre que les ambassadeurs alliés se préparent à partir et que des comités pour le salut de la patrie et de la révolution sont en train de se former dans toutes les villes russes... Aucun parti n'est à même de surmonter ces énormes difficultés. Seule la majorité du peuple, groupée autour d'un gouvernement de coalition socialiste, peut mener la révolution à bonne fin...

Puis, il donna lecture de la résolution des deux groupes qu'il représentait :

Considérant qu'afin de sauvegarder les conquêtes de la révolution, il est indispensable de constituer immédiatement un gouvernement s'appuyant sur la démocratie révolutionnaire organisée en soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ; considérant en outre que ce gouvernement aura pour tâches le rétablissement de la paix dans les délais les plus courts, la remise de la terre aux comités agraires, l'organisation du contrôle de la production industrielle et la convocation de l'assemblée constituante à la date prévue, le Congrès décide d'élire un Comité exécutif provisoire, chargé de constituer un tel gouvernement, après accord avec ceux des groupes de la démocratie révolutionnaire qui prennent part au Congrès.

En dépit de son exaltation révolutionnaire, la foule des vainqueurs avait été ébranlée par le raisonnement patient et froid d'Avilov. Vers la fin de son intervention, cris et huées s'étaient calmés et sa péroraison souleva même quelques applaudissements.

Il fut suivi par Karéline, jeune, lui aussi, courageux, et dont personne ne mettait en doute la sincérité. Il parla au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, le parti de Maria

Spiridonova, le seul, ou presque, à se ranger du côté des bolcheviks, et qui représentait la paysannerie révolutionnaire.

– Notre parti a refusé d’entrer dans le Conseil des commissaires du peuple parce que nous ne voulons pas nous couper à tout jamais de cette partie de l’armée révolutionnaire qui a quitté le Congrès : une telle coupure nous mettrait dans l’impossibilité de servir d’intermédiaires entre les bolcheviks et les autres groupes démocratiques... Or, c’est, à l’heure actuelle, notre tâche primordiale. Nous ne pouvons soutenir aucun gouvernement sinon un gouvernement de coalition socialiste... Nous protestons, au surplus, contre la conduite tyrannique des bolcheviks. Nos commissaires ont été chassés de leurs postes. Notre unique organe, le *Znamia trouda* (*La bannière du Travail*), a été interdit hier... La douma centrale est en train de former contre vous un puissant Comité pour le salut de la patrie et de la révolution. Vous êtes déjà isolés, et votre gouvernement ne jouit pas du soutien d’un seul groupe à l’exception du vôtre...

À présent c’était Trotsky qui se dressait sur la haute tribune, confiant et autoritaire, avec cette expression sarcastique de la bouche qui frisait le ricanement. Il parla de sa voix vibrante : la grande foule buvait ses paroles.

– Ces considérations sur le danger d’isolement de notre parti ne sont pas nouvelles. À la veille de l’insurrection, on nous prédisait également une défaite inéluctable. Tout le monde était contre nous, seule une partie des socialistes-révolutionnaires de gauche collaborait avec nous au sein du Comité militaire révolutionnaire. Comment se fait-il donc que nous ayons été à même de renverser le gouvernement, pratiquement sans effusion de sang ? ... C’est la preuve la plus frappante de ce que *nous ne sommes pas isolés*. En réalité, c’est le Gouvernement provisoire qui était isolé, ce sont les partis démocratiques opposés à nous qui étaient et qui sont isolés et coupés à tout jamais du prolétariat ! ... On parle de la nécessité d’une coalition. Il n’existe qu’une seule coalition possible, celle des ouvriers, des soldats et des paysans pauvres, et c’est l’honneur de notre parti que d’avoir réalisé cette coalition... Quelle coalition Avilov a-t-il en vue ? Une coalition avec ceux qui ont soutenu le gouvernement de trahison du peuple ? La coalition ne mène pas toujours à un renforcement. Par exemple, aurions-nous réussi à organiser l’insurrection avec Dan et Avksentiev dans nos rangs ?

Éclats de rire général.

– Avksentiev donnait peu de pain. Une coalition avec les *oborontsy** en fournira-t-elle davantage ? Entre les paysans et Avksentiev, qui faisait arrêter les comités agraires, nous choisissons les paysans ! Notre révolution demeurera la révolution classique de l’histoire... On nous accuse de repousser tout accord avec les autres partis démocratiques. Est-ce nous qui sommes à blâmer ? Ou bien devons-nous, comme l’a dit Karéline, en rendre responsable un « malentendu » ? Non, camarades. Lorsque, en pleine tempête révolutionnaire, un parti encore enveloppé de fumée de poudre vient nous dire : « Voici le pouvoir, prenez-le ! » et que ceux à qui cette offre est faite passent à l’ennemi, ce n’est pas un malentendu, c’est la déclaration d’une guerre sans pitié. Et ce n’est pas nous qui avons déclaré la guerre... Avilov nous menace d’un échec de nos efforts pour la paix si nous demeurons « isolés ». Je répète que je ne vois pas comment une coalition avec Skobélev ou même avec Téréchtchenko peut nous aider à obtenir la paix ! Avilov essaie de nous faire peur en nous menaçant d’une paix conclue à nos dépens. Moi, je réponds qu’en tout cas, si l’Europe continue à être gouvernée par la bourgeoisie impérialiste, la Russie révolutionnaire est vouée à une perte inévitable... Il n’y a qu’une

alternative : ou bien la Révolution russe suscitera un mouvement révolutionnaire en Europe, ou bien les puissances européennes détruiront la révolution russe !

Ils le saluèrent d'une immense ovation enthousiaste, enflammés par cette audace, convaincus d'être les champions de l'humanité. Et, dès lors, les masses insurgées firent preuve, dans tous les actes, d'un esprit ferme et conscient qui ne devait jamais plus les quitter.

Cependant, chez l'adversaire également, la lutte prenait forme. Kamenev donna la parole à un délégué du syndicat des cheminots, un homme trapu aux traits durs, dont l'attitude exprimait une implacable hostilité. Sa déclaration éclata comme une bombe.

– Au nom de l'organisation la plus puissante de Russie, j'exige le droit de parole et je vous dis : le Vikjel me charge de porter à votre connaissance sa décision concernant la formation du gouvernement. Le Comité central refuse catégoriquement de soutenir les bolcheviks s'ils persistent à s'isoler de l'ensemble des forces démocratiques russes !

Un immense tumulte secoua la salle.

– En 1905 et pendant la tentative de Kornilov, les cheminots ont été les meilleurs défenseurs de la révolution. Mais vous ne nous avez pas invités à votre congrès...

Cris : – C'est l'ancien Tsik qui ne vous a pas invités !

L'orateur n'y fit pas attention.

– Nous ne reconnaissons pas la légalité de ce Congrès, poursuivit-il. Depuis le départ des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, il ne réunit pas le quorum légal. Mon syndicat soutient l'ancien Stik et déclare que le Congrès n'a pas le droit d'élire un nouveau Comité exécutif... Le pouvoir doit être un pouvoir socialiste et révolutionnaire, responsable devant les organes autorisés de la démocratie révolutionnaire tout entière. En attendant la création d'un tel pouvoir, le syndicat des cheminots, qui refuse de transporter les troupes contre-révolutionnaires en direction de Petrograd, interdira également l'exécution de tout ordre, quel qu'il soit, qui n'aura pas obtenu l'assentiment du Vikjel. Le Vikjel prend en main toute l'administration des chemins de fer russes.

À la fin, on l'entendait à peine, au milieu de la furieuse tempête d'injures qui s'était abattue sur lui. Mais le coup qu'il venait de porter était grave : on s'en rendait compte à l'expression soucieuse des membres du bureau. Pourtant, Kamenev se borna à répondre qu'on ne pouvait pas mettre en doute la légalité du Congrès, car le quorum fixé par l'ancien Tsik se trouvait dépassé, malgré le départ des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires.

Ensuite, on procéda au vote sur la formation du gouvernement, et le Conseil des commissaires du peuple fut confirmé dans ses fonctions à une énorme majorité.

L'élection du nouveau Stik, parlement de la République russe, prit un quart d'heure à peine. Trotsky en annonça la composition : 100 membres dont 70 bolcheviks. Quant aux paysans et aux groupes dissidents, des places leur seraient réservées.

– Nous serons contents d'accueillir au gouvernement tous les partis et groupes qui auront adopté notre programme, conclut Trotsky.

Sur ce, le II^e Congrès panrusse des soviets se sépara pour permettre à ses membres de retourner en toute hâte chez eux, aux quatre coins du pays, et y faire connaître les grands événements.

Il était presque sept heures lorsque nous réveillâmes les receveurs et conducteurs endormis dans les wagons que le syndicat des travailleurs des tramways faisait toujours stationner devant le Smolny pour ramener les délégués chez eux. Il me sembla qu'il y avait, dans la voiture bondée, moins de joyeuse gaieté que la nuit précédente. Beaucoup d'hommes avaient l'air anxieux ; peut-être se disaient-ils : à présent nous sommes les maîtres ; comment ferons-nous pour accomplir notre volonté ?

À l'entrée de notre immeuble, nous nous heurtâmes dans le noir à une patrouille de civils armés qui nous examinèrent attentivement. La proclamation de la douma portait ses fruits.

La logeuse nous entendit entrer et parut, enveloppée dans une robe de chambre de soie rose.

– Le comité de maison, dit-elle, a encore insisté pour que vous preniez votre tour de garde, comme le reste des hommes.

– Pourquoi cette garde ?

– Pour protéger la maison, les femmes et les enfants.

– Contre qui ?

– Contre les bandits et les assassins.

Mais supposez qu'un commissaire du Comité militaire révolutionnaire vienne perquisitionner pour voir s'il y a des armes ?

– Oh, c'est ce qu'ils essaieront de faire croire... D'ailleurs, quelle différence ça peut bien faire ?

J'affirmai solennellement que notre consul avait interdit à tous les citoyens américains de porter des armes, surtout à proximité de l'intelligentsia russe.

Chapitre VI

LE COMITÉ DE SALUT

[Retour à la table des matières](#)

Le vendredi 9 novembre...

Novotcherkassk, le 8 novembre.

En raison de la révolte des bolcheviks et de leurs tentatives pour renverser le Gouvernement provisoire et s'emparer du pouvoir à Petrograd et ailleurs, le gouvernement cosaque, qui considère la prise du pouvoir par les bolcheviks comme criminelle et absolument inadmissible, accordera, en liaison étroite avec les gouvernements des autres armées cosaques, tout son soutien au Gouvernement provisoire existant qui est un gouvernement de coalition. Étant donné les circonstances exceptionnelles et l'interruption des communications avec le pouvoir central, et en attendant le rétablissement de l'autorité du Gouvernement provisoire et de l'ordre en Russie, le gouvernement cosaque a assumé temporairement, à partir du 7 novembre dernier, la totalité du pouvoir dans la région du Don.

Ataman Kalédine,

Président du gouvernement cosaque.

Prikaz du président du Conseil Kerenski daté de Gatchina :

Moi, président du Conseil du Gouvernement provisoire et commandant en chef de toutes les forces armées de la République russe, j'annonce mon arrivée, aujourd'hui, à la tête des troupes du front demeuré fidèles à la patrie.

J'ordonne à toutes les unités de la région militaire de Petrograd qui, par ignorance ou par égarement, se sont jointes à la bande des traîtres à la patrie et à la révolution, de revenir immédiatement à leur devoir.

Il sera donné lecture du présent ordre dans tous les régiments, bataillons et escadrons.

*Le président du Conseil du gouvernement
provisoire et commandant en chef,*

A. Kerenski

Télégramme de Kerenski au général commandant le front nord :

La ville de Gatchina a été prise par les régiments fidèles au gouvernement et occupée sans effusion de sang.

Des compagnies de marins de Cronstadt, des régiments Sémionovski et Izamaïlovski et les matelots ont déposé les armes sans offrir de résistance et sont passés aux troupes du gouvernement.

J'ordonne à toutes les unités désignées d'avancer le plus vite possible.

Le Comité militaire révolutionnaire a ordonné la retraite de ses troupes...

Gatchina, située à quelque trente kilomètres au sud-ouest de la capitale, était tombée pendant la nuit. Quelques détachements des deux régiments en question – mais pas les marins – avaient été, en effet, encerclés par les cosaques et avaient déposé les armes alors que, privés de chefs, ils erraient dans la région ; il n'était pas vrai qu'ils avaient rallié les troupes du gouvernement. À ce moment même désespérés et honteux, ces hommes se pressaient en foule au Smolny, essayant de s'expliquer. Ils n'avaient pas cru les cosaques si près... Ils avaient tenté de discuter avec les cosaques...

Apparemment, la plus grande confusion régnait tout le long du front révolutionnaire. Les garnisons de toutes les petites villes du sud de Petrograd étaient divisées, violemment, désespérément, en deux ou même en trois groupes : les officiers supérieurs étaient, à défaut d'un chef plus fort, partisans de Kerenski, la majorité des simples soldats se prononçait pour les soviets, et les autres hésitaient misérablement.

Le Comité militaire révolutionnaire se hâta de désigner, pour diriger la défense de Petrograd, un ambitieux capitaine de carrière, Mouraviov, le même Mouraviov qui avait organisé en été les bataillons de la mort et qui avait reproché au gouvernement « sa trop grande indulgence à l'égard des bolcheviks qu'il fallait anéantir ». Un homme à l'esprit militaire, qui admirait le pouvoir et l'audace ; peut-être sincèrement.

Lorsque je descendis le matin, je trouvai, affiché près de ma porte cochère, deux nouveaux ordres du Comité militaire révolutionnaire : tous les magasins et boutiques devaient rester ouverts comme d'habitude ; chambres et logements vides étaient mis à la disposition du comité.

Cela faisait trente-six heures que les bolcheviks étaient coupés du reste de la Russie et du monde extérieur. Cheminots et télégraphes refusaient de transmettre leurs dépêches, les postiers n'acheminaient pas leur courrier. Il n'y avait que le poste émetteur gouvernemental de Tsarskoïe Selo qui, de demi-heure en demi-heure, diffusait bulletins et manifestes aux quatre coins du ciel ; dans des trains lancés à travers la moitié du globe, les commissaires du Smolny faisaient la course avec ceux de la douma municipale ; et deux avions volaient vers le front, chargés de matériel de propagande.

Cependant, les remous de l'insurrection se propageaient à travers la Russie avec une rapidité qu'aucune invention humaine ne saurait égaler. Le soviet de Helsinki vota une motion de soutien ; les bolcheviks de Kiev s'étaient emparés de l'arsenal et du télégraphe pour en être chassés par les délégués au congrès cosaque qui se tenait justement dans cette ville ; à Kazan, un Comité militaire révolutionnaire arrêta l'état-major de la garnison locale et le commissaire du Gouvernement provisoire ; dans la lointaine Krasnoïarsk, en Sibérie, les soviets avaient pris en main l'administration municipale ; à Moscou, où la situation était aggravée à la fois par une puissante grève des travailleurs du cuir et par la menace d'un lock-out général, le soviet avait

décidé à une majorité écrasante de soutenir l'action des bolcheviks de Petrograd. Un Comité militaire révolutionnaire y fonctionnait déjà.

Partout la même histoire se répétait. La grande majorité des simples soldats et des ouvriers prenait parti pour les soviets ; les officiers, les junkers et les classes moyennes se rangeaient généralement aux côtés du gouvernement, comme le faisaient les cadets et les partis socialistes « modérés ». Dans toutes les villes surgissaient des comités pour le salut de la patrie et de la révolution qui s'armaient et se préparaient à la guerre civile.

La vaste Russie était en état de désagrégation. Le processus avait commencé dès 1905 ; la révolution de Mars, n'avait fait que l'accélérer, mais, tout en donnant naissance à une sorte d'ébauche du nouvel ordre, elle avait fini par perpétuer les formes creuses de l'ancien régime. À présent, les bolcheviks les avaient anéanties en une seule nuit, comme de la fumée qu'on dissipe d'un souffle. La vieille Russie n'était plus ; la société humaine avait fondu comme sous l'effet de quelque chaleur primordiale ; de l'océan de feu déchaîné, où la lutte de classe, âpre et impitoyable, faisait rage, émergeait, fragile et lente à se refroidir, l'écorce de nouvelles planètes.

À Petrograd, seize ministères étaient en grève, y compris ceux du Travail et du Ravitaillement, des deux seuls ministères créés par le gouvernement de coalition socialiste d'août.

Si jamais des hommes s'étaient trouvés isolés, c'était bien, semblait-il ; par cette grise et froide matinée, la « poignée de bolcheviks » exposée à toutes les tempêtes⁷¹. Le dos au mur, le Comité militaire révolutionnaire se battait pour sa vie. « *De l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace...* »⁷² À cinq heures du matin, la garde rouge pénétra dans l'imprimerie municipale, confisqua des milliers d'exemplaires de l'appel-protestation de la douma et supprima l'organe officiel de celle-ci : le *Vestnik Gorodskovo Samooupravléniia* (*Bulletin de l'administration municipale autonome*). Tous les journaux bourgeois furent arrachés des presses, même le *Golos Soldata*, organe du vieux Tsik, qui, abandonnant son titre pour celui de *Soldatski Golos*, lança un numéro à cent mille exemplaires, qui exhalait la rage et le défi :

Les hommes qui ont commis leur acte de trahison pendant la nuit, les hommes qui ont confisqué les journaux ne réussiront pas à maintenir longtemps le pays dans l'ignorance. Le pays saura la vérité ! Il vous jugera, MM. les bolcheviks ! Nous en serons témoins !

Comme nous descendions la perspective Nevski, un peu après midi, une foule obstruait la rue à la hauteur de la douma. De-ci de-là, on apercevait un garde rouge ou un marin, baïonnette au canon, entouré d'une centaine d'hommes et de femmes – employés, étudiants, boutiquiers, *tchinovniki**, – qui brandissaient le poing et crachaient injures et menaces. Sur les marches de la douma, des scouts et des officiers distribuaient le *Soldatski Golos*. Au pied de l'escalier, au milieu d'une foule hostile, un ouvrier – brassard rouge, revolver au poing – exigeait en tremblant de colère et de nervosité qu'on lui remît les journaux. Je pense que l'histoire n'avait rien connu de tel. D'une part, une poignée de travailleurs et de simples soldats, armes à la main, représentants de l'insurrection victorieuse, et parfaitement malheureux ; de l'autre, une foule

⁷¹ Voir Appendice, chapitre VI, 1, p. 376.

⁷² En français dans le texte. (Note du traducteur.)

frénétique de gens comme ceux qui encombrant les trottoirs de la 5^e avenue à midi, ricanant, injuriant, hurlant :

– Traîtres ! Provocateurs ! *Opritchniki* ! ⁷³

Les portes de la douma étaient gardées par des étudiants et des officiers dont les brassards portaient, en lettres rouges : « Milice du Comité de salut public ». Une demi-douzaine de scouts courait dans toutes les directions. Au premier, tout était sens dessus dessous. La capitaine Gomberg descendit l'escalier.

– Ils vont dissoudre la douma. En ce moment même, le commissaire bolchevique se trouve chez le maire.

Comme nous arrivions en haut, Riazanov sortit d'un pas pressé. Il était venu sommer la douma de reconnaître le Conseil des commissaires du peuple et s'était heurté au refus catégorique du maire.

Dans les bureaux, la grande cohue volubile de fonctionnaires, d'intellectuels, de journalistes, de correspondants étrangers, d'officiers français et anglais, s'agitait, vociférait, gesticulait. D'un geste triomphant, l'ingénieur municipal indiqua les militaires alliés.

– Les ambassades ne reconnaissent que l'autorité de la douma, expliqua-t-il. Pour ces bandits et assassins bolcheviques, ce n'est plus qu'une question d'heures. La Russie tout entière se range à nos côtés...

Dans la salle Alexandre, le comité de salut tenait une réunion monstre. Fillipovski présidait et Skobélev discourait une fois de plus, annonçant, sous les acclamations, les nouvelles adhésions : le Comité exécutif des soviets paysans, l'ancien Tsik, le Comité central de l'armée, le Tsentrotflot, les groupes de délégués mencheviques et socialistes-révolutionnaires et le groupe des délégués du front au Congrès des soviets, les comités centraux des partis menchevique, socialiste-révolutionnaire et socialiste populiste, le groupe Edinstvo, l'Union paysanne, les coopératives, les zemstvos, les municipalités, le syndicat des postes et télégraphes, le Vikjel, le Conseil de la République russe, l'Union des unions, l'association du commerce et de l'industrie...

– ... Le pouvoir des soviets n'est pas un pouvoir démocratique, c'est une dictature, et non pas la dictature du prolétariat, mais une dictature exercée contre le prolétariat. Tous ceux qui ont ressenti ou savent ressentir l'enthousiasme révolutionnaire doivent s'unir à présent pour la défense de la révolution... Le problème du jour ne consiste pas seulement à rendre inoffensifs des démagogues irresponsables, mais encore de combattre la contre-révolution. Si les rumeurs sont exactes selon lesquelles certains généraux de province essaient de mettre les événements à profit pour marcher sur Petrograd avec de tous autres desseins, ce n'est qu'une preuve de plus de la nécessité de former un gouvernement démocratique assis sur des fondements solides. Sinon, aux troubles à gauche succéderont des troubles à droite... La garnison de Petrograd ne saurait demeurer indifférente lorsque les citoyens qui achètent le *Golos soldata* et les petits marchands de journaux qui vendent la *Rabotchaïa Gazeta* sont arrêtés dans la rue... L'heure des motions est passée... Que ceux qui n'ont plus foi dans la révolution se retirent... Si nous

⁷³ Les cruels gardes du corps d'Ivan le terrible, au XVII^e siècle. (Note de J. Reed.)

voulons instaurer un pouvoir uni, nous devons restaurer à nouveau le prestige de la révolution... Jurons que la révolution sera sauvée ou que nous allons périr !

Le public se dressa, les yeux brillants, pour acclamer l'orateur. On ne pouvait apercevoir nulle part ne fût-ce qu'un seul prolétaire.

Puis, Weinstein :

– Nous devons garder le calme et ne pas agir tant que l'opinion publique ne se sera pas fermement ralliée au Comité de salut : alors nous pourrons passer de la défensive à l'action !

Le représentant du Vikjel annonça que son organisation avait pris l'initiative de former un nouveau gouvernement et que ses délégués étaient en train d'en discuter au Smolny. Il s'ensuivit un débat acharné fallait-il admettre les bolcheviks au sein du nouveau gouvernement ? Martov plaida pour l'admission ; après tout, dit-il, les bolcheviks représentaient un parti politique important. Les avis étaient extrêmement partagés ; les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, tout comme les socialistes populistes, les coopératives et les éléments bourgeois, se prononcèrent violemment contre la participation des bolcheviks.

– Ils ont trahi la Russie, dit un orateur. Ils ont déclenché la guerre civile et ouvert le front aux Allemands. Les bolcheviks doivent être écrasés sans pitié...

Skobélev, lui, était pour l'exclusion simultanée des bolcheviks et des cadets.

J'engageai la conversation avec un jeune socialiste-révolutionnaire qui avait quitté la Conférence démocratique à la suite des bolcheviks la nuit où Tsérételli et les « conciliateurs » avaient imposé la politique de coalition à la démocratie russe.

– Vous ici ? Demandai-je.

Ses yeux lancèrent des flammes.

Oui ! s'écria-t-il. J'ai quitté le Congrès dans la nuit de mercredi, avec mon parti. Je n'ai pas risqué ma vie pendant plus de vingt ans pour subir à présent à tyrannie d'hommes incultes. Leurs méthodes sont intolérables. Mais ils ont compté sans les paysans. Lorsque les paysans passeront à l'action, les bolcheviks seront liquidés en quelques instants.

– Mais les paysans vont-ils réagir ? Le décret sur la terre ne suffit pas à satisfaire les paysans ? Que veulent-ils de plus ?

– Ah, le décret sur la terre ! répéta-t-il furieusement. Savez-vous ce qu'est le décret sur la terre ? C'est *notre* décret, c'est d'un bout à l'autre le programme socialiste-révolutionnaire ! Mon parti a conçu ce programme après avoir compilé aussi soigneusement que possible les vœux des paysans eux-mêmes. C'est une honte...

– Mais si c'est votre programme, pourquoi protestez-vous ? Pourquoi les paysans s'y opposeraient-ils du moment qu'il exprime leurs vœux ?

– Vous ne comprenez pas ! Ne voyez-vous pas que les paysans se rendront immédiatement compte que tout cela est un tour de passe-passe, que ces usurpateurs ont volé le programme socialiste-révolutionnaire ?

Je demandai s'il était exact que Kalédine marchait vers le nord.

Il hocha la tête et se frotta les mains avec une sorte de de satisfaction amère.

– Oui. À présent, vous voyez ce que les bolcheviks ont fait. Ils ont déclenché la contre-révolution. La révolution est perdue. La révolution est perdue.

– N’allez-vous pas la défendre ?

– Bien entendu, nous allons la défendre, jusqu’à la dernière goutte de notre sang. Mais nous n’allons nullement collaborer avec les bolcheviks...

– Et si Kalédine est devant Petrograd et que les bolcheviks défendent la ville ? Vous ne vous unirez pas à eux ?

– Bien sûr que non. Nous défendrons la ville de notre côté mais nous ne soutiendrons pas les bolcheviks. Kalédine est un ennemi de la révolution, mais les bolcheviks sont également ennemis de la révolution.

– Qui préférez-vous : Kalédine ou les bolcheviks ?

– Ce n’est pas une question à débattre ! éclata-t-il impatientement. Je vous dis que la révolution est perdue. Et ce sont les bolcheviks qui en portent la responsabilité. mais dites-moi ; à quoi bon parler de ces choses ? Kerenski arrive. Après-demain, nous passons à l’offensive. Le Smolny a déjà envoyé des délégués pour nous inviter à former un nouveau gouvernement. À présent, nous les tenons. Ils sont absolument impuissants. Nous ne collaborerons pas.

Dehors, une détonation claqua. Tout le monde courut vers les fenêtres. Un garde rouge, poussé à bout par les railleries de la foule, avait fini par tirer dans le tas, blessant une jeune fille au bras. Nous pouvions la voir pendant qu’on l’installait dans un fiacre, au milieu d’une foule excitée dont les clameurs montaient jusqu’à nous. Soudain, une auto blindée tourna le coin de la Mikhaïlovskaïa, ses mitrailleuses allant et venant de droite à gauche. Aussitôt la foule se mit à courir comme le font les foules à Petrograd. Les gens se laissaient tomber et s’immobilisaient par terre, ils s’entassaient dans les caniveaux, s’empilaient derrière les poteaux téléphoniques. L’auto avança lentement vers les marches de la douma. Un homme sortit la tête hors de la tourelle et réclama les exemplaires du *Soldatski Golos*. Les scouts se précipitèrent à l’intérieur en lui lançant des quolibets. Au bout d’un moment, le véhicule, indécis, fit demi-tour et s’éloigna le long de la perspective Nevski, pendant que des centaines d’hommes et de femmes se relevaient et commençaient à se nettoyer.

Une prodigieuse agitation régnait à l’intérieur de la douma. Des gens, chargés de piles de *Soldatski Golos* couraient en tous sens, à la recherche de cachettes.

Un journaliste se rua dans la pièce en agitant une feuille de papier.

– Voici une proclamation de Krasnov ! cria-t-il. – Tout le monde se pressa autour de lui. Faites-la imprimer, faites-la imprimer tout de suite et qu’on la distribue dans les casernes !

Par ordre du commandant en chef, je suis nommé à la tête des troupes massées devant Petrograd.

Citoyens, soldats, valeureux cosaques du Don, du Kouban, de la Transbaïkalie, de l’Oussouri, de l’Amour, du Iénisséi, c’est à vous tous qui êtes demeurés fidèles à votre serment de soldat que je m’adresse, c’est à vous qui avez juré de respecter inviolablement votre serment de cosaque que je fais appel pour que vous veniez sauver Petrograd de l’anarchie, de la violence et de la famine, et la Russie de la honte indélébile

dont la couvrent une poignée d'hommes ignorants, guidés par la volonté et par l'or de l'empereur Guillaume. Le gouvernement provisoire auquel vous avez prêté serment lors des grandes journées de mars, n'a pas été déposé, il a été expulsé de son siège par la violence et il est en train de se rassembler auprès des puissances armées du front, demeurées fidèles à leur devoir.

Le conseil de l'Union des armées cosaques a réuni tous les cosaques sous ses ordres ; fort de l'esprit cosaque et s'appuyant sur la volonté du peuple russe, il a juré de servir la patrie comme nos ancêtres l'avaient servie lors des troubles de 1612, quand les cosaques du Don sauvèrent Moscou, menacée par les Suédois, les Polonais et les Lituanais et déchirée par la discorde intérieure. Votre gouvernement existe toujours ⁷⁴ ...

Les combattants du front considèrent ces criminels avec une horreur et un mépris indicibles. Leurs actes de violence et de pillage, leurs meurtres, leurs agissements typiquement allemands à l'égard des vaincus – qui ne se sont pas rendus – leur ont aliéné la Russie tout entière.

Citoyens, soldats, valeureux cosaques de la garnison de Petrograd, envoyez-moi immédiatement vos délégués pour que je sache qui sont les traîtres à la liberté et à la patrie et qui leur est resté fidèle et que par mégarde je ne répande un sang innocent...

Presque au même instant, le bruit courut de groupe en groupe que l'édifice était encerclé par la garde rouge. Un officier avec un brassard rouge entra et demanda à parler au maire. Quelques minutes plus tard, il se retira et le vieux Schreider sortit de son bureau, le visage tour à tour blême et empourpré.

– La douma se réunit en séance extraordinaire ! cria-t-il. Tout de suite !

Dans la grande salle, toute activité s'interrompt.

– Tous les membres de la douma à une séance spéciale !

– Que se passe-t-il ?

– Je ne sais pas... On va nous arrêter... On dissout la douma... On arrête les membres à la sortie...

Les commentaires s'entrecroisaient fébrilement.

Dans la salle Nicolas, c'est peine si l'on trouvait de la place debout. Le maire annonça que les troupes bloquaient toutes les issues, ne laissant personne sortir ni entrer, et qu'un commissaire avait menacé de disperser la douma et d'en arrêter les membres. Un flot de discours ne saurait dissoudre l'administration municipale librement élue ; le maire et tous les conseillers sont inviolables ; les paysans, les provocateurs, les agents de l'Allemagne ne seront jamais reconnus ; quant à la menace de la dissolution, qu'ils essaient seulement ; ils auront à enjamber nos cadavres avant de s'emparer de cette salle où, tels les sénateurs de l'antique Rome, nous attendons avec dignité l'arrivée des Goths...

Résolution : informer par télégraphe tous les zemstvos et doumas de Russie. Résolution : le maire et le président de la douma ne peuvent entrer en rapport d'aucune sorte avec les

⁷⁴ Cette dernière phrase ne figure pas dans les journaux de l'époque. (Note du traducteur.)

représentants du Comité militaire révolutionnaire ou du soi-disant Conseil des commissaires du peuple. Résolution : appeler à nouveau la population de Petrograd à se dresser pour la défense de son administration municipale élue. Résolution : l'assemblée siège en permanence...

Entre-temps, un des conseillers arriva et annonça qu'il avait téléphoné au Smolny ; un représentant du Comité militaire révolutionnaire lui avait répondu qu'il n'y avait pas d'ordre pour encercler la douma et que les troupes seraient retirées.

Au moment où je descendis au rez-de-chaussée, Riazanov entra brusquement par la porte principale ; il était fort agité.

– Allez-vous dissoudre la douma ? lui demandai-je.

– Seigneur, non ! répondit-il. Tout cela est une erreur. J'avais bien dit ce matin au maire qu'on n'allait pas toucher à la douma...

Dehors, dans la perspective Nevski qui s'enveloppait de pénombre, une longue file double de cyclistes, le fusil en bandoulière, s'approcha de la douma. Les hommes s'arrêtèrent et la foule les entourait, les harcelant de questions.

– Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? s'informa un gros vieillard, un cigare à la bouche.

– XII^e armée. On arrive du front. On vient soutenir les soviets contre la bourgeoisie !

Des cris furieux éclatèrent :

– Ah ! Gendarmes bolcheviques ! Cosaques bolcheviques !

Un petit officier en veste de cuir descendit les marches de la douma en courant.

– La garnison commence à se ressaisir, chuchota-t-il à mon oreille. C'est le commandement de la fin des bolcheviks. Voulez-vous assister au renversement de la marée ? Venez !

Il partit en trotinant dans la Mikhaïlovnskaïa et je lui emboîtai le pas.

_ De quel régiment s'agit-il ?

– Les *bronéviki**

C'était, en effet, grave. Les *bronéviki* étaient les unités d'autos blindées, de qui tout dépendait : quiconque tenait les *bronéviki** tenait la ville.

– Les commissaires du Comité de salut et de la douma ont discuté avec eux. Ils sont réunis pour décider...

– Pour décider quoi ? Pour qui ils vont se battre ?

– Oh, non. Ce n'est pas comme ça qu'il faut s'y prendre. Ils ne se battront jamais contre les bolcheviks. Ils vont décider de rester neutres, et alors les junkers et les cosaques...

La grande entrée sombre du manège Mikhaïlovski bâillait devant nous. Deux sentinelles essayèrent de nous arrêter, mais nous passâmes hâtivement sans prêter attention à leurs remontrances indignées. À l'intérieur, une seule lampe à arc brûlait faiblement, tout en haut, sous le toit de l'énorme salle dont les pilastres élevés et les rangées de fenêtres s'estompaient dans la pénombre. Tout autour se tapissaient les silhouettes monstrueuses des blindés. Un engin avait été placé au centre, sous la lumière ; autour de lui se pressaient quelque deux mille soldats sombrement vêtus qui semblaient perdus dans l'immensité de cet édifice impérial. Une

douzaine d'hommes et d'officiers, présidents des comités de soldats et orateurs, étaient perchés sur l'auto ; du haut de la tourelle centrale, un militaire était en train de parler. C'était Khanjonov qui, l'été dernier, avait présidé le Congrès des *bronéviki** de Russie. Beau et souple dans son manteau de cuir aux épaulettes de lieutenant, il plaidait avec éloquence la cause de la neutralité.

– C'est une chose terrible, dit-il, pour les Russes, que de tuer leurs frères russes. Il ne doit pas y avoir de guerre civile entre les soldats qui ont combattu le tsar côte à côte et qui ont vaincu l'ennemi étranger dans des batailles dont l'histoire conservera le nom. Nous autres, soldats, qu'avons-nous à voir dans ces querelles de partis politiques ? Je ne vous dirai pas que le Gouvernement provisoire était un gouvernement démocratique, nous ne voulons pas de coalition avec la bourgeoisie, ça non ! Mais nous devons avoir un gouvernement de la démocratie unie, sinon la Russie est perdue ! avec un tel gouvernement, il n'y aura pas de guerre civile ni de luttes fratricides !

Cela semblait raisonnable, la grande salle renvoya l'écho des applaudissements et des acclamations.

Un soldat se hissa sur le char. Son visage était blême et contracté.

– Camarades ! lança-t-il. Je suis venu du front roumain pour insister auprès de vous : il nous faut la paix ! La paix immédiate ! Nous suivrons quiconque nous apportera la paix, que ce soient les bolcheviks ou ce nouveau gouvernement. La paix. Nous autres, qui sommes au front, nous ne pouvons plus combattre. Nous ne pouvons combattre ni les Allemands ni les Russes !

Il sauta à terre, et une sorte de sourd gémissement s'exhala de cette masse houleuse qui manifesta comme de la colère lorsque l'orateur suivant, un menchevik *oboronets**, tenta de dire que la guerre devait continuer jusqu'à la victoire alliée.

– Tu parles comme Kerenski ! lança une voix rude.

Un délégué de la douma plaida en faveur de la neutralité. Ils l'écoutèrent, marmottant des paroles gênées, sentant que ce n'était pas un des leurs. Je n'avais jamais vu des hommes faire de tels efforts pour comprendre, pour décider. Ils étaient plantés là, immobiles, les yeux fixés sur l'orateur avec une terrible intensité, les sourcils froncés par l'effort de réflexion le front couvert de gouttes de sueur, géants aux yeux innocents et clairs d'enfants et au visage de guerriers d'épopée.

À présent, un bolchevik, un de leurs camarades, parlait, violemment, haineusement. Il ne leur plut pas davantage que l'orateur précédent. Ils n'étaient pas dans les mêmes dispositions que lui. Pour le moment, arrachés au cours ordinaire des pensées banales, ils méditaient sur la Russie, le socialisme, le monde, comme s'il dépendait d'eux que la révolution vive ou meure.

Les orateurs se succédaient, argumentant au milieu d'un silence tendu, soulevant des clameurs d'approbation ou de colère. Agir ou s'abstenir ? Khanjonov reprit la parole, persuasif et sympathique. Mais il avait beau parler de paix, n'était-il pas un officier, un jusqu'au-boutiste ? Un travailleur de Vassili-Ostrov lui succéda. On lui demanda : « Est-ce que toi, ouvrier, qui nous donneras la paix ? » Près de nous, plusieurs hommes, dont de nombreux officiers, avaient formé une sorte de claque pour applaudir les partisans de la neutralité. Ils n'arrêtaient pas de crier : » Khanjonov ! Khanjonov ! » et sifflaient d'un air insultant lorsque les bolcheviks essayaient de se faire entendre.

Soudain, sous le toit de l'auto blindée, les hommes des comités et des officiers se mirent à discuter avec ardeur et force gestes. Le public cria pour savoir de quoi il retournait ; toute cette grande foule remuait et d'agitait. Un soldat qu'un des officiers essayait de retenir s'arracha à l'étreinte et leva le bras.

– Camarades ! le camarade Krylenko est ici et veut nous parler.

Une tempête d'acclamations, de coups de sifflet, de « *Possim* ! Possim* ! Doloi* !* S'il vous plaît ! S'il vous plaît ! À bas ! » accueillit le commissaire du peuple aux affaires militaires qui grimpa sur l'engin, aidé par-devant et par-derrrière, poussé par en bas et tiré vers le haut. Il resta un moment sur place, trapu, courtaud, tête nue, sans insigne à son uniforme, puis alla se poster sur le radiateur et, les mains sur les hanches, regarda autour de lui en souriant.

La claque à mes côtés s'époumona à qui mieux mieux.

– Khanjonov ! Nous voulons Khanjonov ! À bas ! Silence ! À bas le traître !

La salle entière hurlait bouillonnait. Puis elle se mit en mouvement, on eût dit qu'une avalanche déferlait sur nous : de grands gaillards aux sourcils noirs, qui se frayaient un passage dans notre direction.

– Qui est-ce qui sabote notre meeting ? Qui est-ce qui siffle par ici ?

La claque violemment dispersée, prit la fuite et ne se regroupa plus.

– Camarades soldats ! commença Krylenko d'une voix éraillée par la fatigue. Je ne peux pas vous faire un discours, je le regrette, mais je n'ai pas dormi depuis quatre nuits... Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis un soldat. Je n'ai pas besoin de vous dire que je veux la paix. Ce que je dois vous dire, c'est que le parti bolchevique qui a mené à bien la révolution des ouvriers et des soldats, avec l'aide d'hommes comme vous et tous les autres camarades courageux qui ont renversé à tout jamais le pouvoir de la bourgeoisie sanguinaire, – le Parti bolchevique a promis d'offrir la paix à tous les peuples et il l'a déjà fait : aujourd'hui même !

Applaudissements tumultueux.

– On vous demande de demeurer neutres, de demeurer neutres pendant que les junkers et les bataillons de la mort, qui, eux, ne sont jamais neutres, nous fusillent dans la rue et ramènent à Petrograd Kerenski ou peut-être quelqu'un d'autre de la même bande. Kalédine est en marche venant du Don. Kerenski arrive du front. Kornilov soulève les *tékhinstsy* pour répéter sa tentative du mois d'août. Tous ces mencheviks et socialistes-révolutionnaires qui vous appellent aujourd'hui à éviter la guerre civile, comment ont-ils gardé le pouvoir, sinon au moyen de la guerre civile, cette guerre qui dure depuis juillet dernier et dans laquelle ils se sont toujours rangés du côté de la bourgeoisie comme ils le font aujourd'hui ? Comment puis-je vous convaincre, camarades, si vous vous êtes déjà décidés ? La question est très simple. D'une part, vous avez Kerenski, Kaledine, Kornilov, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les cadets, les doumas, les officiers... Ils nous disent que leurs objectifs sont bons. D'autre part, se trouvent les ouvriers, les soldats et les marins. Les paysans les plus pauvres. Le gouvernement est entre vos mains. Vous êtes les maîtres. La grande Russie vous appartient. Allez-vous la rendre à ses anciens maîtres ?

Pendant qu'il parlait, on voyait qu'il se tenait debout par le seul effort de sa volonté ; un profond sentiment de sincérité colorait sa voix lasse. À la fin, il chancela et faillit tomber ; cent

bras se tendirent pour l'aider à descendre, et les grandes étendues sombres du manège renvoyèrent les échos de la tempête des ovations.

Khanjonov essaya de reprendre la parole, mais les hommes criaient :

– Aux voix ! Aux voix ! Aux voix !

Il finit par céder et lut la résolution : les *bronéviki** retiraient leur représentant du Comité militaire révolutionnaire et proclamaient leur neutralité dans la guerre civile actuelle. Tous ceux qui soutenaient cette motion devaient passer à droite, les autres, à gauche. Il y eut un moment d'hésitation, d'attente muette, puis la foule reflua, vite, toujours plus vite, à gauche ; dans la pénombre, des centaines de grands soldats butaient les uns contre les autres, se ruant en une masse compacte sur le plancher sale. Près de nous, une cinquantaine d'hommes demeurèrent seuls, abandonnés des autres, partisans obstinés de la motion, et, tandis que les hurlements victorieux faisaient trembler jusqu'à la haute toiture de l'édifice, ils firent demi-tour et, d'un pas rapide, abandonnèrent le manège et, quelques-uns, la révolution.

Qu'on s'imagine cette lutte renouvelée dans chaque caserne de la ville, de la région, sur tout le front, dans la Russie tout entière. Qu'on s'imagine les Krylenko, sevrés de sommeil, surveillant chaque régiment, volant d'un endroit à l'autre, discutant dans toutes les permanences de tous les syndicats ; dans les usines, dans les villages, à bord des navires des escadres russes éparpillées sur les mers ; qu'on songe aux centaines de milliers de Russes, ouvriers, paysans, soldats, marins, contemplant les orateurs, s'appliquant avec une telle intensité à comprendre et à choisir, réfléchissant avec une telle acuité et, à la fin, se décidant avec une telle unanimité. Ainsi était la Révolution russe...

Au Smolny, le nouveau Conseil des commissaires du peuple ne chôma pas. Déjà, le premier décret était à l'impression pour être, cette nuit même, distribué à des milliers d'exemplaires dans les rues de la capitale, expédié par paquets entiers dans des trains en partance pour le sud et l'est.

Au nom du gouvernement de la République, élu par le Congrès panrusse des délégués des soviets et soldats, avec la participation des députés paysans ; le Conseil des commissaires du peuple décrète :

1. Les élections à l'Assemblée constituante auront lieu à la date fixée du 12 novembre.
2. Toutes les commissions électorales, les organes de l'administration municipale locale, les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et les organisations de soldats au front feront tous leurs efforts pour assurer des élections libres et régulières à la date fixée.

Au nom du gouvernement de la République russe.

Le président du Conseil des commissaires du peuple,

Vladimir Oulianov-Lénine.

À l'hôtel de ville, la séance de la douma battait son plein. Nous arrivâmes pendant le discours d'un membre du Conseil de la république. Le Conseil, dit-il, considérait qu'il n'avait nullement été dissous, mais se trouvait tout simplement dans l'impossibilité de poursuivre ses travaux avant d'avoir trouvé un nouveau local. Entre-temps, son comité des doyens avait décidé

d'adhérer collectivement au Comité de salut. Je me permets d'observer en passant que c'est la dernière fois que l'histoire mentionne le Conseil de la République russe.

Puis, comme d'habitude, les délégués des ministères, du Vikjel, du syndicat des postes et télégraphes, défilèrent à la tribune, chacun réitérant pour la centième fois sa détermination de ne pas travailler pour les usurpateurs bolcheviques. Un junker qui avait été au Palais d'Hiver fit un récit extrêmement exagéré de l'attitude héroïque de ses camarades et de la sienne, et de la honteuse conduite des gardes rouges : le tout fut accepté comme article de foi. Quelqu'un lut à haute voix un article du journal socialiste-révolutionnaire *Narod* affirmant que les dommages causés au Palais d'Hiver montaient à cinq cents millions de roubles et décrivait d'une façon fort détaillée le pillage et les dégâts.

De temps à autre, des messagers venaient communiquer les nouvelles qu'apportait le téléphone. Les quatre ministres socialistes avaient été relâchés de prison. Krylenko s'était rendu à la forteresse Pierre-et-Paul pour informer l'amiral Verdérevski que le ministère de la Marine avait été déserté par son titulaire et pour le prier, au nom de la Russie, d'en assumer la charge. Le vieux marin avait accepté. Kerenski avançait au nord de Gatchina et les garnisons bolcheviques se repliaient devant lui. Le Smolny avait publié encore un décret étendant les pouvoirs des doumas municipales dans le domaine du ravitaillement.

Cette dernière impertinence provoqua une explosion de rage. Lui, Lénine, l'usurpateur, le tyran, dont les commissaires avaient pris possession du garage municipal, pénétré dans les entrepôts municipaux et s'immisçaient dans les affaires des comités de ravitaillement et dans la répartition de vivres, – cet homme prétendait définir et limiter les pouvoirs d'une administration municipale libre, autonome et indépendante ! Le poing brandi, un conseiller proposa de couper les vivres à la capitale si les bolcheviks osaient toucher au comité de ravitaillement. Un autre orateur, représentant du Comité spécial de ravitaillement, déclara que la situation alimentaire était très grave et demanda que des émissaires aillent hâter l'envoi des trains de vivres.

Dédonenko vint annoncer d'une voix dramatique que la garnison chancelait. Déjà, le régiment Sémionovski avait décidé de se placer sous les ordres du Parti socialiste-révolutionnaire ; les équipages des torpilleurs ancrés dans la Neva hésitaient. Sur-le-champ, sept personnes furent désignées pour continuer la propagande.

Ensuite, le vieux maire monta à la tribune.

– Camarades et citoyens ! J'apprends à l'instant que les prisonniers enfermés à Pierre-et-Paul sont en danger. Quatorze junkers de l'école de Pavlovsk ont été déshabillés et torturés par les gardiens bolcheviques, il y en a un qui a perdu la raison. Les ministres sont menacés de lynchage.

Ces nouvelles déchaînèrent une tempête d'indignation et de cris d'horreur qui gagna en violence lorsqu'une petite femme trapue, vêtue de gris, demanda la parole et fit entendre sa dure voix métallique. C'était Véra Stoutskaïa, vieille révolutionnaire et membre bolchevique de la douma.

– C'est un mensonge et une provocation, dit-elle sans se laisser troubler par le torrent d'insultes. Le gouvernement ouvrier et paysan qui a aboli la peine de mort ne saurait tolérer des actes pareils. Nous exigeons que cette histoire fasse l'objet d'une enquête immédiate ; si elle contient une parcelle de vérité, le gouvernement prendra des mesures énergiques.

Une commission composée des représentants de tous les partis fut désignée sur place et envoyée, maire en tête, pour enquêter à la forteresse Pierre-et-Paul. Comme nous quittions la salle à sa suite, la douma était en train de nommer une autre commission qui devait aller à la rencontre de Kerenski pour tenter d'éviter une effusion de sang lors de son entrée dans Petrograd.

Il était minuit lorsque, ayant forcé à coups de bluff les postes de garde, nous entrâmes sous la porte cochère de la forteresse et longeâmes, à la chiche lumière de rares ampoules électriques, l'église où, sous la fine flèche dorée, les tsars reposent, aux sons du carillon qui, des mois durant, avait continué à jouer tous les jours à midi *Bol-jé tsaria khrani*⁷⁵. L'endroit était désert ; la plupart des fenêtres n'étaient même pas éclairées. De temps à autre, nous butions contre une massive silhouette qui cherchait son chemin dans le noir et qui répondait à nos questions par l'habituel « *Ia né znaïou** ».

À notre gauche, se dressa l'ombre noire et trapue du bastion Troubetskoï, ce tombeau vivant où, du temps des tsars, tant de martyrs de la liberté avaient perdu la vie ou la raison, où le Gouvernement provisoire avait à son tour enfermé les ministres du tsar et où les bolcheviks gardaient à présent les ministres du Gouvernement provisoire.

Un marin aimable nous mena au bureau du commandant, dans une petite maison près de la Monnaie. Une demi-douzaine de gardes rouges, de matelots et de soldats étaient installés dans une pièce bien chauffée et remplie de fumée, où un samovar s'entourait joyeusement de nuages de vapeur. Ils nous accueillirent avec beaucoup de cordialité et nous offrirent le thé. Le commandant n'était pas là, il accompagnait une commission de *sabotajniki* (saboteurs) de la douma municipale qui affirmait que les junkers étaient en passe de se faire assassiner. Cela semblait amuser énormément les soldats. Assis dans un coin de la pièce, un petit homme chauve à l'aspect dissolu, vêtu d'une redingote et d'une pelisse luxueuse, mordillait sa moustache et jetait autour de lui des regards de rat pris au piège. Il venait d'être arrêté. Un des hommes dit, en glissant sur lui un regard négligent, qu'il était ministre ou quelque chose d'approchant. Le petit homme n'eut pas l'air de l'entendre, il était manifestement terrorisé bien qu'il ne semblât susciter la moindre animosité chez les occupants de la pièce.

Je m'approchai et lui parlai en français.

– Comte Tolstoï, dit-il en saluant sèchement. Je ne comprends pas pourquoi j'ai été arrêté. Je rentrais chez moi et traversais le pont Troïtski lorsque deux de ces... de ces... personnes m'ont arrêté. J'étais commissaire du Gouvernement provisoire, attaché au grand état-major, mais je n'ai jamais fait partie du ministère...

– Qu'il parte dit un marin. Il est inoffensif.

– Non répliqua le soldat qui avait amené le prisonnier. Nous devons demander au commandant.

– Le commandant ! répéta le marin, moqueur. Pourquoi as-tu fait la révolution ? Pour continuer à obéir aux officiers ?

Un *praporchtchik** du régiment Pavlovski raconta comment l'insurrection avait commencé.

⁷⁵ « Dieu protège le tsar. » (Note de J. Reed.) Le carillon de la cathédrale Pierre-et-Paul un air de cantique. (Note du traducteur.)

– Le *polk* (régiment) était de service la nuit du 6, au grand état-major. Quelques camarades et moi, nous étions de garde. Ivan Pavlovitch et un autre homme – j’ai oublié son nom – bref, ils se sont cachés derrière les rideaux des fenêtres dans la pièce où l’état-major s’était réuni, et ils en ont entendu, des choses ! Par exemple, ils ont entendu donner l’ordre de faire venir les junkers de Gatchina à Petrograd pendant la nuit, et l’ordre aux cosaques de se tenir prêts pour intervenir dans la matinée. Les principaux points de la ville devaient être occupés avant l’aube, et puis, il y avait cette question d’ouvrir les ponts. Mais lorsqu’ils se sont mis à parler de cerner le Smolny, Ivan Pavlovitch n’a plus tenu. Il y avait justement beaucoup de remue-ménage dans la pièce, il s’est faufilé dehors et il est descendu au corps de garde, laissant l’autre camarade recueillir le plus de renseignements possible... Je me doutais déjà qu’il se passait quelque chose. Des voitures remplies d’officiers arrivaient sans cesse, tous les ministres étaient présents. Ivan Pavlovitch me raconta ce qu’il avait entendu. Il était deux heures et demie du matin. Le secrétaire du comité du régiment était là, nous l’avons mis au courant et lui avons demandé ce qu’il fallait faire. « Arrêter tous ceux qui arrivent ou partent ! » dit-il. C’est ce que nous avons commencé à faire. Au bout d’une heure, nous avons pris quelques officiers et deux ministres que nous avons aussitôt expédiés au Smolny. Mais le Comité militaire révolutionnaire n’était pas prêt ; ils ne savaient pas à quoi se décider et, au bout d’un petit moment, ils nous ont donné l’ordre de relâcher tout le monde et de ne plus arrêter personne. Bon ! Nous nous sommes amenés au Smolny au pas de course et je crois bien que nous avons causé une heure entière jusqu’à ce qu’ils finissent par se rendre compte que c’était la guerre. Il était cinq heures quand nous sommes revenus à l’état-major et la plupart des gens étaient déjà partis. Nous en avons quand même pris quelques-uns, et la garnison tout entière s’est mise en branle...

Un garde rouge de Vassili-Ostrov décrivit avec beaucoup de détail ce qui s’est passé dans son quartier le grand jour du soulèvement.

– Nous n’avions pas de mitrailleuses, dit-il en riant, et nous ne pouvions pas en faire venir de Smolny. Le camarade Zalkind, qui était membre de l’*ouprava* (bureau) de la douma de quartier, se souvint subitement que dans leur salle de réunion traînait une mitrailleuse prise aux allemands. Alors, lui, moi et un autre camarade, nous y sommes allés. Les mencheviks et les socialiste-révolutionnaires y tenaient une réunion. Eh bien, nous avons ouvert la porte et nous avons avancé sur eux, douze ou quinze hommes assis autour d’une table, et nous, nous étions trois. Lorsqu’ils nous ont aperçus, ils se sont arrêtés de parler et ils nous ont regardés fixement. Nous avons traversé la pièce, avons démonté la mitrailleuse, le camarade Zalkind en a ramassé une partie, moi, l’autre, nous les avons chargées sur l’épaule et sommes sortis : personne n’a ouvert la bouche !

– Savez-vous comment le Palais d’Hiver a été pris ? demanda un troisième interlocuteur, un marin. Vers onze heures, nous avons découvert qu’il n’y avait plus de junkers du côté de la Neva. Nous avons défoncé les portes et nous nous sommes faufilés par les différents escaliers, un à un par petits groupes. Lorsque nous sommes arrivés en haut, les junkers nous ont arrêtés et nous ont pris nos fusils. Seulement, les copains continuaient à monter, petit à petit, jusqu’au moment où nous nous sommes trouvés en majorité. Alors, nous nous sommes retrouvés, et c’est nous qui avons pris leurs fusils aux junkers...

À cet instant, le commandant parut. C’était un jeune sous-officier jovial, le bras en écharpe et des cernes d’insomnie sous les yeux. Il remarqua d’abord le prisonnier qui se lança aussitôt dans des explications.

– Ah oui, interrompit le commandant. Vous étiez membre du comité qui a refusé, mercredi soir, de livrer l'état-major. N'empêche que nous n'avons pas besoin de vous, citoyen. Excusez-nous...

Il ouvrit la porte et, d'un geste, il invita le comte Tolstoï à se retirer. Il y eut des protestations, surtout parmi les gardes rouges, et le marin observa triomphalement :

– *Vot !* Voilà ! Je vous l'avais bien dit !

À leur tour, deux soldats s'adressèrent au commandant. Ils formaient un comité de protestation élu par la garnison de la forteresse. Les prisonniers, dirent-ils, recevaient le même ordinaire que les gardiens, alors qu'il y avait à peine de quoi manger à sa faim.

– Pourquoi les contre-révolutionnaires, doivent-ils être si bien traités ?

– Nous sommes des révolutionnaires, camarades, et pas des bandits, répondit le commandant.

Il se tourna vers nous. Nous expliquâmes qu'à en croire les bruits, les junkers avaient été torturés et la vie des ministres se trouvait en danger. Ne nous serait-il pas possible de voir les prisonniers pour être à même de certifier au monde...

– Non, dit le jeune sous-officier d'un air irrité. Je ne vais pas déranger les prisonniers encore une fois. J'ai été obligé à l'instant de les réveiller : ils étaient persuadés que nous voulions les massacrer. De toute façon, la plupart des junkers ont été relâchés et les autres le seront demain.

Il se détourna d'un mouvement brusque.

– Pourrions-nous alors nous entretenir avec la commission de la douma ?

Le commandant, qui était en train de se verser un verre de thé, hocha la tête.

– Ils sont encore là, dans l'entrée, fit-il négligemment.

En effet, ils se tenaient devant la porte, groupés autour du maire, et parlaient d'un air excité, à la faible lueur d'une lampe à pétrole.

Je dis :

– Monsieur le Maire, nous sommes des correspondants américains. Pouvez-vous nous communiquer officiellement le résultat de votre enquête ?

Il tourna vers nous son visage empreint d'une vénérable dignité.

– Il n'y a point de vérité dans ce qu'on raconte ; fit-il lentement. À l'exception des incidents qui se sont produits lors de leur transfert ici, les ministres ont été traités avec tous les égards. Quant aux junkers, il n'y en a pas un seul qui ait reçu la moindre blessure.

Dans les ténèbres désertiques de la nuit, une interminable colonne de soldats remontait en silence la perspective Nevski pour aller se battre contre Kerenski. Dans les petites rues obscures, des autos glissaient, tous phares éteints ; on devinait une activité furtive au 6 de la Fontanka, siège des soviets paysans, dans un certain appartement d'un haut immeuble de la perspective Nevski et à l'*Ingénerny Zamok* (École du Génie). La douma était illuminée.

À l'Institut Smolny, le Comité militaire révolutionnaire crachait un feu dévastateur, haletant comme une dynamo surchargée.

Chapitre VII

FRONT RÉVOLUTIONNAIRE

[Retour à la table des matières](#)

Le samedi 10 novembre.

Citoyens !

Le Comité militaire révolutionnaire déclare qu'il ne tolérera aucune violation de l'ordre révolutionnaire...

Les vols, les cambriolages, les agressions à main armée et les tentatives de pogroms seront sévèrement châtiés...

Suivant l'exemple de la Commune de Paris, le comité exterminera impitoyablement tous les pillards ou fomenteurs de troubles...

Le calme régnait dans la capitale. Pas une agression, pas un acte de brigandage, pas même une rixe d'ivrognes. La nuit, des patrouilles armées parcouraient les rues silencieuses ; aux carrefours, soldats et gardes rouges, accroupis autour de petits feux, riaient et chantaient. Le jour, d'énormes foules obstruaient les trottoirs pour écouter d'interminables discussions acharnées entre étudiants et soldats, hommes d'affaires et ouvriers.

Les citoyens s'arrêtaient les uns les autres dans la rue.

– Est-ce que les cosaques arrivent ?

– Non.

– Quelles sont les dernières nouvelles ?

– Je ne sais rien. Où est Kerenski ?

– On dit qu'il n'est qu'à huit verstes de Petrograd ; Est-ce vrai que les bolcheviks se sont réfugiés à bord du croiseur *Avrora* ?

– C'est ce qu'on dit...

Seuls les murs et les rares journaux hurlaient à tue-tête : réquisitoires, appels, décrets...

Le manifeste hystérique du Comité exécutif des soviets paysans s'étalait sur une énorme affiche :

... Ils (les bolcheviks) osent dire qu'ils s'appuient sur les soviets des députés paysans. Sans que rien les y autorise, ils parlent au nom des soviets des députés paysans...

La population laborieuse de Russie doit apprendre que c'est un mensonge et que tous les paysans travailleurs – le Comité exécutif panrusse des soviets des députés paysans –

repoussent avec indignation toute participation de la paysannerie organisée à cette criminelle violation de la volonté de tous les travailleurs.

La section militaire du Parti socialiste-révolutionnaire :

...La folle tentative des bolcheviks est à la veille d'échouer. La garnison est divisée, abattue. Les ministères sont en grève. Les réserves de blé touchent à leur fin. À l'exception d'une poignée de maximalistes, tous les groupes ont quitté le Congrès. Le Parti bolchevique est isolé...

Nous proposons... qu'on se groupe autour du Comité pour le salut de la patrie et de la révolution... et qu'on se tienne prêt afin d'offrir, à l'appel du Comité central, une résistance active au moment voulu...

Dans un tract, le Conseil de la République énumérait ses griefs :

...Cédant à la force des baïonnettes, le Conseil provisoire de la République russe a été obligé de se séparer et d'interrompre temporairement ses travaux.

Les usurpateurs qui n'ont que les mots de Liberté et de Socialisme à la bouche ont instauré un régime de violence et d'arbitraire. Ils ont arrêté et jeté dans les oubliettes impériales les membres du Gouvernement provisoire, y compris les ministres socialistes. Ils ont interdit les journaux, confisqué les imprimeries. Ce pouvoir est ennemi du peuple et de la révolution ; il est nécessaire de le combattre, nécessaire de le renverser...

En attendant la reprise de ses travaux, le Conseil provisoire de la République invite les citoyens de la République russe à se grouper autour des comités locaux pour le salut de la patrie et de la révolution qui préparent le renversement du pouvoir bolchevique et la reconstitution d'un gouvernement capable de conduire le pays épuisé jusqu'à l'assemblée constituante.

Le *Diélo naroda* écrivait :

La révolution est le soulèvement du peuple tout entier...

Qui donc a reconnu la « deuxième révolution » de MM. Lénine, Trotsky et consorts ? De petits groupes d'ouvriers, de soldats et de marins que ces hommes ont trompés, et *personne d'autre*...

On lisait dans le *Narodnoïé Slovo* (*La Parole populaire*), organe socialiste populaire :

« Gouvernement ouvrier et paysan » ? Un conte à dormir debout ! Personne en Russie, ni dans les pays alliés ni même dans les pays ennemis, ne reconnaît ce « gouvernement » ...

La presse bourgeoise avait provisoirement disparu.

La *Pravda* publia un compte rendu de la première séance du nouveau Tsik, devenu le parlement de la République soviétique russe. Milioutine, commissaire à l'agriculture, y avait fait observer que le Comité exécutif paysan avait convoqué pour le 13 décembre un Congrès panrusse paysan.

– Mais nous ne pouvons pas attendre, dit-il. Le soutien des paysans nous est indispensable. Je propose de convoquer un congrès paysan et de le faire immédiatement.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient d'accord. Un appel aux paysans de Russie fut rédigé en hâte et un comité de cinq membres élus pour mener la tâche à bien.

La question des plans détaillés pour la distribution de la terre et celle du contrôle ouvrier de l'industrie furent ajournées en attendant que les experts, qui étaient en train de les étudier, aient terminé leurs rapports.

Trois décrets⁷⁶ furent lus et approuvés. Premièrement, le règlement général de la presse, soumis par Lénine et prescrivant la suppression de tous les journaux qui incitaient à la résistance et à la désobéissance au nouveau gouvernement, poussaient à des actes criminels ou dénaturaient sciemment les nouvelles ; un décret proclamant le moratoire des loyers ; enfin, un décret instituant les milices ouvrières. Une ordonnance autorisait les doumas municipales à réquisitionner les immeubles et appartements vides, une autre prescrivait le déchargement des wagons de marchandises dans les gares terminus afin de hâter la distribution des denrées de première nécessité et de libérer le matériel roulant qui faisait grandement défaut.

Deux heures plus tard, le Comité exécutif des soviets paysans expédiait aux quatre coins du pays le télégramme suivant :

Une organisation bolchevique illégale qui s'intitule Bureau d'organisation pour la convocation du Congrès panrusse paysan invite télégraphiquement tous les soviets paysans à prendre part à un congrès qui se tiendra à Petrograd...

Le Comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans déclare qu'il continue à considérer comme dangereux de priver à l'heure actuelle la province des forces nécessaires à la préparation des élections à l'Assemblée constituante, unique moyen de salut de la paysannerie et du pays. Nous confirmons que l'ouverture du Congrès paysan reste fixée au 13 décembre.

La douma était en effervescence, des officiers allaient et venaient, le maire conférait avec les dirigeants du Comité de salut. Un conseiller municipal se précipita dans la salle avec une proclamation de Kerenski dont un avion, qui avait survolé la perspective Nevski à basse altitude, venait de lancer des centaines d'exemplaires ; elle menaçait d'une terrible vengeance tous ceux qui ne se soumettraient pas et ordonnait aux soldats de déposer les armes et de se rassembler immédiatement au Champ de Mars.

On nous raconta que le président du Conseil s'était emparé de Tsarskoïe Selo et se trouvait déjà tout près, à huit kilomètres de la capitale. Il ferait son entrée demain : dans quelques heures. On affirmait que les troupes soviétiques qui avaient pris contact avec les cosaques de Kerenski passaient au Gouvernement provisoire. Tchernov se trouvait quelque part entre les lignes, essayant de former avec les troupes « neutres » une force capable d'arrêter la guerre civile.

En ville nous dit-on, les régiments de la garnison étaient en train de lâcher les bolcheviks. L'institut Smolny avait déjà été abandonné. L'appareil de l'État ne fonctionnait plus. Le personnel de la Banque d'État avait refusé de travailler sous les ordres des commissaires du Smolny, voire de leur remettre de l'argent. Toutes les banques privées étaient fermées. Les

⁷⁶ Voir Appendice, chapitre VII, 1, p. 348.

ministères étaient en grève. En ce moment même, un comité de la douma faisait le tour des maisons de commerce, collectant des fonds⁷⁷ pour payer les salaires des grévistes.

Trotsky s'était rendu au ministère des affaires étrangères et avait donné l'ordre de traduire le décret sur la paix en langues étrangères ; six cents fonctionnaires lui avaient jeté leur démission à la figure. Chliapnikov, commissaire au travail, avait sommé les employés de son ministère de revenir à leur poste dans les vingt-quatre heures sous peine de perdre leur emploi et le droit à la retraite ; seuls les portiers cédèrent. Quelques filiales du Comité spécial de ravitaillement suspendirent leurs activités plutôt que de se soumettre aux bolcheviks. En dépit d'extravagantes promesses de hauts salaires et de meilleures conditions de travail, le personnel du central téléphonique boycottait les communications du quartier général des soviets.

Le parti socialiste-révolutionnaire vota l'exclusion de tous ceux de ses membres qui étaient demeurés au Congrès des soviets ou qui prenaient part à l'insurrection.

Nouvelles de province. Moguilev s'est prononcé contre les bolcheviks. À Kiev, les cosaques ont renversé les soviets et arrêté tous les chefs insurgés. Le soviet de Louga et sa garnison, forte de trente mille hommes, demeurent fidèles au Gouvernement provisoire et appellent tous les Russes à se rassembler autour de ce dernier. Kalédine a dispersé les soviets et les syndicats dans le bassin du Donetz et remonte vers le nord.

Un représentant des cheminots annonça :

– Hier, nous avons envoyé un télégramme dans toute la Russie pour exiger la cessation immédiate de la guerre entre les partis politiques et pour insister sur la formation d'un gouvernement socialiste de coalition. Sans quoi, demain soir, nous proclamerons la grève. Tous les groupes se réunissent dans la matinée pour examiner la question. Les bolcheviks semblent désireux d'aboutir à un accord.

– S'ils durent jusque-là ! dit en riant l'ingénieur municipal, un homme corpulent et haut en couleur.

En arrivant au Smolny – qui n'était nullement abandonné, mais plus actif que jamais, noir d'une foule d'ouvriers et de soldats qui arrivaient et repartaient en courant, entouré de gardes dont le nombre avait été doublé – Nous tombâmes sur les reporters des journaux bourgeois et socialistes « modérés ».

– On nous a jetés dehors ! s'écria l'envoyé de la *Volia naroda*. Brontch-Brouiévitche est descendu au bureau de la presse et nous a dit de partir. Il nous a traités de mouchards !

Ils commencèrent à parler tous en même temps

– C'est une insulte ! Une honte ! La liberté de la presse !

Dans le vestibule, les grandes tables disparaissent sous les piles d'appels, de proclamations et d'ordres du Comité militaire révolutionnaire. Ouvriers et soldats les transportaient, en titubant sous le poids, jusqu'aux autos qui attendaient dehors.

Un des tracts débutait ainsi :

⁷⁷ Voir Appendice, chapitre VII, 2, p. 379.

AU PILORI !

En ces heures tragiques que traversent les masses laborieuses russes, les conciliateurs mencheviques et les socialistes révolutionnaires de droite ont trahi la classe ouvrière. Ils sont passés du côté de Kornilov, Kerenski et Savinkov...

Ils publient les ordres du traître Kerenski et provoquent la panique dans la capitale en propageant les rumeurs les plus insensées sur les victoires imaginaires de ce renégat...

Citoyens ! Ne croyez pas ces bruits absurdes. Nulle force au monde ne saurait vaincre le peuple insurgé... Un châtiment rapide et mérité attend Kerenski et ses comparses.

Nous les clouons au pilori. Nous les livrons au mépris de tous les ouvriers, soldats, marins et paysans dont ils s'efforcent de river à nouveau les vieilles chaînes. Ils ne pourront jamais effacer de leur front la souillure de l'indignation et du mépris populaires.

Honte et malédiction aux traîtres envers le peuple !

Le Comité militaire révolutionnaire avait déménagé dans un local plus vaste : le bureau 17, à l'étage supérieur. Des gardes rouges se tenaient devant la porte. À l'intérieur, dans l'étroit espace délimité par une barrière, s'entassaient des gens bien mis, respectueux en apparence, mais pleins, dans leur for intérieur, de fureur assassine : des bourgeois qui voulaient des permis pour leurs automobiles ou des passeports pour quitter la ville. Dans le nombre, il y avait de nombreux étrangers. Bill Chatov et Peters étaient de service. Ils interrompirent toutes leurs occupations pour nous lire les derniers bulletins.

Le 179^e régiment de réserve offre son soutien unanime. Cinq mille dockers de chez Poutilov saluent le nouveau gouvernement. Le comité central des syndicats : soutien enthousiaste. La garnison et l'escadre de Raval élisent des comités militaires révolutionnaires en vue de coopérer avec la capitale et envoient des troupes. Des comités militaires révolutionnaires détiennent le pouvoir à Pskov et à Minsk. Salutations des soviets de Tsaritsin, Rostov-sur-le-Don, Piatigorsk, Sébastopol. La Division de Finlande, les comités nouvellement élus de la V^e et de la XII^e armée se mettent à la disposition du nouveau régime.

Les nouvelles de Moscou sont incertaines. Les troupes du Comité militaire révolutionnaire occupent les points stratégiques ; deux compagnies qui étaient de service au Kremlin sont passées du côté des soviets, mais l'arsenal est aux mains du colonel Riabtsev et de ses junkers. Le comité militaire révolutionnaire a exigé des armes pour les ouvriers, Riabtsev a parlementé jusqu'au matin, puis il a subitement lancé un ultimatum sommant les forces soviétiques de se rendre et le comité de se dissoudre. Les combats ont éclaté.

À Petrograd, l'état-major s'est empressé de faire acte d'obéissance aux commissaires du Smolny. Le Tsentroflot voulait résister ; pris d'assaut par Dybenko et une compagnie de marins de Cronstadt, il fut remplacé par un nouveau comité qui jouissait du soutien des escadres de la Baltique et de la mer Noire.

Cependant, cette assurance désinvolte cachait une sensation de malaise, de sombres pressentiments. Les cosaques de Kerenski avançaient rapidement ; ils avaient de l'artillerie. Le secrétaire des comités d'usine, Skrypnik, jaune et les traits tirés, m'assura qu'ils étaient tout un corps d'armée, et il ajouta farouchement :

– Mais ils ne nous auront jamais vivants !

Pétrovski rit d'un rire las.

– Demain peut-être, dit-il, nous pourrions dormir : longtemps.

Lozovski – visage émacié, barbe rousse – fit :

– Que pouvons-nous espérer ? Tout seuls... Une foule contre des soldats entraînés !

Au sud et au sud-ouest, les soviets avaient fui devant Kerenski, et les garnisons de Gatchina, Pavlovski et Tsarskoïe Selo étaient divisées : la moitié avait voté la neutralité, les autres, sans officiers, refluaient vers la capitale dans le plus grand désordre.

Dans les salles, on affichait le bulletin :

Krasnoïe Selo, 10 novembre, 8 heures du matin.

Transmettre au grand état-major, au commandant en chef et aux généraux commandant les armées du front nord, partout et à tous, tous, tous.

L'ex-ministre Kerenski a expédié partout et à tous un télégramme délibérément faux affirmant que les troupes de la capitale révolutionnaire auraient volontairement déposé les armes et rallié les forces de l'ancien gouvernement, gouvernement de trahison, et que le Comité militaire révolutionnaire aurait ordonné la retraite aux soldats. Les forces armées d'un peuple libre ne reculent pas plus qu'elles ne capitulent. Nos troupes ont abandonné Gatchina afin d'éviter une effusion de sang dans des combats contre leurs frères égarés, les cosaques, ainsi qu'en vue d'occuper hors de la ville des positions plus avantageuses. Celles qu'elles tiennent actuellement sont si solides qu'il n'y aurait nullement lieu de s'inquiéter quand bien même Kerenski et ses compagnons d'armes les plus proches décupleraient leurs forces. Le moral de nos troupes est excellent. À Petrograd, tout est calme.

*Le chef de la défense de Petrograd
et de la région de Petrograd.
Lieutenant-colonel MOURAVIOV*

Au moment où nous quitions le Comité militaire révolutionnaire, Antonov entra, un papier à la main : il faisait songer à un mort vivant.

– Expédiez ça, dit-il.

À TOUS LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS DE QUARTIER

ET À TOUS LES COMITÉS D'USINE.

ORDRE

Les bandes kornilovistes de Kerenski menacent les approches de la capitale. Tous les ordres nécessaires ont été donnés pour écraser impitoyablement cet attentat contre-révolutionnaire dirigé contre le peuple et ses conquêtes.

L'armée et la garde rouge de la révolution ont besoin du soutien immédiat des travailleurs.

Nous ordonnons aux soviets de quartier et aux comités d'usine :

1. D'expédier le plus grand nombre possible d'ouvriers pour creuser les tranchées, ériger les barricades et renforcer les réseaux de barbelés.
2. D'arrêter sur-le-champ le travail dans toutes les entreprises où l'exécution de cet ordre le rendra nécessaire.
3. De réunir tous les stocks disponibles de fil de fer barbelé et ordinaire, de même que tous les outils pour le creusement des tranchées et la construction des barricades.
4. De se munir de toutes les armes disponibles.
5. D'observer la discipline la plus stricte et de se tenir prêts à aider, par tous les moyens, l'armée de la révolution.

Le président du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, commissaire du peuple, LÉON TROTSKY.

Le président du Comité militaire révolutionnaire, commandant en chef de la région, NICOLAS PODVOÏSKI.

Lorsque nous nous retrouvâmes dehors, le jour était livide et maussade, et le hurlement des sirènes d'usines faisait le tour de l'horizon gris, un hurlement rauque et anxieux, chargé de présages. Les travailleurs déferlaient dans les rues, hommes et femmes, par dizaines de milliers ; par dizaines de milliers, les taudis bourdonnants vomissaient leurs légions sombres et misérables ! La Cité rouge de Petrograd était en danger ! Les cosaques ! Le long des rues sordides, vers le sud et le sud-ouest, dans la direction de la Porte de Moscou, s'écoulait le flot d'hommes, de femmes et d'enfants, chargés de fusils, de pioches, de bêches, de rouleaux de fil de fer, de cartouchières accrochées par-dessus les vêtements de travail. Un jaillissement immense, spontané, comme la ville n'en avait jamais vu. Ils dévalaient tel un torrent charriant des compagnies de soldats, des canons, des camions, des voitures, prolétariat révolutionnaire défendant avec sa poitrine la capitale de la République ouvrière et paysanne !

Une auto stationnait devant l'entrée du Smolny. Un homme mince, dont les verres de lunettes agrandissaient les yeux bordés de rouge, s'appuyant contre une des ailes, les mains enfouies dans les poches d'un raglan râpé ; chaque mot qu'il prononçait lui coûtait un effort pénible. Un grand marin barbu aux yeux clairs d'adolescent allait et venait fébrilement en jouant d'un air distrait avec son énorme revolver d'acier bleui qui ne quittait jamais son poing. C'étaient Antonov et Dybenko.

Quelques soldats s'efforçaient de fixer deux bicyclettes militaires sur le marchepied de la voiture. Le chauffeur protesta violemment ; l'email, dit-il risquait de s'érafler. D'accord, il était bolchevik, et l'auto avait été réquisitionnée à un bourgeois ; d'accord, les vélos devaient servir aux plantons. N'empêche que son orgueil professionnel se révoltait. Il fallut renoncer aux bicyclettes.

Les commissaires du peuple à la guerre et à la marine s'en allaient en inspection sur le front révolutionnaire dont personne ne savait au juste où il se trouvait. Pouvions-nous les

accompagner ? En aucun cas. L'auto n'avait que cinq places : les deux commissaires, deux plantons, et le chauffeur. Pourtant, un Russe que je connaissais et que j'appellerai Troussichka monta dans la voiture et s'y installa posément : aucun argument ne put l'en déloger.

Je n'ai aucune raison de mettre en doute le récit que Troussichka devait faire du voyage. Comme ils descendaient la perspective Souvorovski, l'un d'eux évoqua le problème de la nourriture. Ils parlaient pour trois ou quatre jours, et la région n'était pas particulièrement bien ravitaillée. Ils arrêtaient l'auto. L'argent ? Le commissaire à la guerre fouilla dans ses poches : il n'avait pas un kopeck. Le commissaire à la marine était à sec et le chauffeur itou. Troussichka acheta les provisions.

Au moment où ils débouchèrent dans la perspective Nevski, un pneu creva.

– Que fait-on ? s'informa Antonov.

– On réquisitionne une autre voiture ! suggéra Dybenko en agitant son revolver.

Antonov se posta au milieu de l'avenue en fit signe à une auto que conduisait un soldat.

– Je veux cette auto, dit Antonov.

– Tu ne l'auras pas, répliqua le soldat.

– Sais-tu qui je suis ?

– Et Antonov exhiba un papier certifiant qu'il avait été nommé commandant en chef de toutes les forces armées de la République russe et que chacun devait lui obéir sans discussion.

– Tu pourrais être le diable en personne, dit violemment le soldat, cette voiture appartient au 1^{er} régiment de mitrailleuses et nous sert à transporter les munitions. Tu ne peux pas l'avoir.

Le problème n'en fut pas moins résolu grâce à l'apparition d'un vieux taxi délabré qui arborait le drapeau italien. (En période de trouble, les voitures particulières étaient immatriculées au nom des consulats étrangers pour éviter les réquisitions.) On en expulsa un gros civil vêtu d'une luxueuse pelisse, et l'expédition repartit.

À une dizaine de kilomètres de là, à la Narvskaja Zastava, Antonov demanda à voir le commandant de la garde rouge. On le conduisit à l'extrémité de la ville où quelques centaines de travailleurs avaient creusé des tranchées et attendaient l'arrivée des cosaques.

– Tout va bien chez vous, camarade ? s'informa Antonov.

– Tout est parfait, camarade, répondit le commandant. Le moral des troupes est excellent. Une seule chose : nous n'avons pas de munitions.

– Au Smolny, nous avons deux milliards de cartouches, dit Antonov. Je vais vous donner un bon. – Il chercha dans ses poches. – Quelqu'un a-t-il un bout de papier ?

Dybenko n'en avait point, pas plus que les plantons. Troussichka dut offrir son calepin.

– Diable ! Je n'ai pas de crayon ! s'écria Antonov. Qui a un crayon ?

Inutile de dire que Troussichka était le seul à en posséder un.

Nous autres, qui n'avions pas trouvé de place dans l'auto, nous nous dirigeâmes vers la gare de Selo. Des gardes rouges remontaient la perspective Nevski, ils étaient en armes, les uns avaient des baïonnettes, les autres pas. Le précoce crépuscule d'hiver descendit sur la ville. Tête

haute, en colonne par quatre, sans musique, sans tambours, ils pataugent dans la boue glacée. Un drapeau rouge avec les mots « Paix ! Terre ! » Maladroitement tracés en lettres d'or flottait au-dessus d'eux. Ils savent qu'ils vont mourir. Sur les trottoirs, la foule, mi-craintive, mi-dédaigneuse, les regardait passer dans un silence haineux.

À la gare, personne ne savait au juste où se trouvait Kerenski ni où passait le front. Pourtant les trains n'allaient pas au-delà de Tsarskoïe.

Notre wagon était bondé de banlieusards, de campagnards qui rentraient chez eux, chargés de paquets et de journaux du soir. Toutes les conversations tournaient autour de l'insurrection bolchevique. Sinon, rien n'indiquait que la guerre civile déchirait la puissante Russie et que notre train se dirigeait vers la zone des combats. À travers les fenêtres, dans les ténèbres qui s'épaississaient rapidement, on pouvait voir la route boueuse et des masses de soldats qui regagnaient la capitale et discutaient en agitant les bras. Un train de marchandises rempli de troupes stationnait sur une voie de garage où brûlaient de grands feux. C'était tout. Derrière nous, à l'horizon plat, le reflet des lumières de Petrograd se dissipait dans la nuit. Au loin, un tramway rampait à travers un faubourg perdu.

La gare de Tsarskoïe Selo était calme mais, de-ci de-là, de petits groupes de soldats s'entretenaient à voix basse et contemplaient anxieusement la voie déserte qui menait vers Gatchina. Je demandai à l'un d'eux de quel bord ils étaient.

– Eh bien, dit-il, nous ne sommes pas suffisamment au courant. C'est sûr que Kerenski est un provocateur, mais nous ne pensons pas qu'il soit juste pour des Russes de tirer sur des Russes.

Un simple soldat occupait le bureau du commissaire militaire de la gare ; grand, jovial, barbu, il arborait le brassard rouge d'un comité de régiment. Nos papiers, établis par le Smolny, lui inspirèrent un respect immédiat. Partisan manifeste des soviets, il était désarmé.

– Les gardes rouges étaient là il y a deux heures, mais ils sont repartis. Un commissaire est venu ce matin, mais il est retourné à Petrograd lorsque les cosaques sont arrivés.

– Alors, les cosaques sont là ?

Il hocha la tête d'un air sombre.

– On s'est battu. Les cosaques sont venus tôt dans la matinée. Ils ont fait prisonniers deux à trois cents des nôtres et ils en ont tué près de vingt-cinq.

– Où sont les cosaques ?

– Eh bien, ils ne sont pas arrivés jusqu'ici. Je ne sais pas au juste où ils sont. Quelque part par là...

Il fit un signe vague vers l'ouest.

Je dînai avec mes amis au restaurant de la gare, mieux et meilleur marché que nous n'aurions pu le faire à Petrograd. Nous avions pour voisin de table un officier français qui était venu à pied de Gatchina. Là-bas, tout était calme, dit-il. Kerenski tenait la ville.

– Ah, ces Russes ! continua-t-il. Quels originaux ! En voilà une guerre civile ! On y fait de tout, sauf se battre !

Nous nous dirigeâmes vers la ville. Deux soldats, baïonnette au canon, se tenaient devant l'entrée de la gare. Ils « étaient entourés d'une centaine d'hommes d'affaires, de fonctionnaires et d'étudiants qui les criblaient d'injures et d'arguments passionnés. Les soldats étaient mal à leur aise et vexés comme des enfants injustement grondés.

Un grand jeune homme hautain, vêtu d'un uniforme d'étudiant, dirigeait l'assaut.

– Je suppose que vous vous rendez compte, dit-il d'un air insolent, qu'en prenant les armes contre vos frères, vous vous faites les instruments d'assassins et de traîtres ?

– Écoutez, frérot, répondit gravement le soldat, vous ne comprenez pas. Il y a deux classes, voyez-vous, le prolétariat et la bourgeoisie. Nous...

– Oh, je connais ces fadaïses ! l'interrompit rudement l'étudiant. Un tas de paysans ignorants comme toi entend quelqu'un brailler quelques mots d'ordre. Tu ne sais pas ce qu'ils signifient. Tu ne fais que les répéter comme un perroquet.

La foule se mit à rire.

– J'ai étudié le marxisme. Et je te dis que ce pourquoi tu te bats, ce n'est pas le socialisme. C'est tout bonnement de l'anarchie pro allemande.

– Oui, je sais, répondit le soldat, la sueur lui dégoulinait du front. Vous êtes une personne éduquée, ça se voit tout de suite, et moi, je ne suis qu'un homme simple. Mais il me semble...

– Tu crois sans doute l'interrompit l'autre sur un ton de mépris, que Lénine est un vrai ami du prolétariat ?

– Oui, je le crois, répondit le soldat, tourmenté.

– Eh bien, mon ami, sais-tu que Lénine a été expédié à travers l'Allemagne dans un wagon plombé ? Sais-tu que Lénine a accepté de l'argent des Allemands ?

– Ça, je n'en sais pas grand-chose, répliqua obstinément le soldat, mais il me semble que ce qu'il dit, c'est bien ce que je veux entendre, moi et tous les simples gens de mon espèce. C'est qu'il y a deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat...

– Tu es un sot ! Songe, mon ami, que j'ai passé deux ans à Schlüsselbourg pour activités révolutionnaires à une époque où tu tirais sur les révolutionnaires et chantais « Dieu protège le tsar ! » Je m'appelle Vassili Guéorguievitch Panine. Jamais entendu parler de moi ?

– Non jamais, avec toutes mes excuses, dit humblement le soldat. C'est que je ne suis pas une personne éduquée. Vous devez être un grand héros.

– Je le suis, répondit l'étudiant d'un air convaincu. Et je suis contre les bolcheviks qui détruisent notre Russie, notre révolution libre. Comment l'expliques-tu ?

Le soldat se gratta la tête.

– Je ne peux pas l'expliquer du tout, dit-il en grimaçant sous le pénible effort intellectuel. Moi, ça me semble tout ce qu'il y a de plus simple, seulement voilà, je ne suis pas bien éduqué. On dirait qu'il n'y a que deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie...

– Voilà que tu ressors ta formule imbécile !

– ... deux classes seulement, continua le soldat avec obstination, et quiconque n'est pas d'un côté est de l'autre...

Nous remontâmes la rue où les passants étaient rares et les lumières peu nombreuses. Un silence menaçant pesait sur la ville, sorte de purgatoire entre le ciel et l'enfer ou de no man's land politique. Seuls les salons de coiffure étaient brillamment illuminés et pleins de monde, et, à l'entrée du bain public, les gens faisaient la queue : c'était un samedi soir, moment où la Russie tout entière se lave et fait sa toilette. Je suis fermement convaincu que soldats soviétiques et cosaques se retrouveraient dans les lieux où étaient célébrés ces rites.

À mesure que nous approchions du parc impérial, les rues se vidaient de plus en plus. Un prêtre apeuré nous indiqua les locaux du soviet et repartit en hâte. Le soviet occupait une aile d'un des palais grands-ducaux donnant sur le parc. Les fenêtres étaient noires, les portes verrouillées. Un soldat qui flânait par-là, les mains enfoncées sous la ceinture, nous examina des pieds à la tête d'un air de sombre suspicion.

– Le soviet est parti il y a deux jours, dit-il.

– Où ça ?

Un haussement d'épaules.

*Ne znaiou**. Je ne sais pas.

Un peu plus loin, se dressait une grande bâtisse inondée de lumière. On entendait à l'intérieur un bruit de marteaux. Pendant que nous restions là à hésiter, un soldat et un marin passèrent dans la rue en se tenant par la main. Je leur montrai mes papiers du Smolny et demandai :

– Êtes-vous pour les soviets ?

Ils échangèrent un regard de frayeur et ne répondirent pas.

– Qu'est-ce qui se passe là ? s'informa le marin en indiquant la bâtisse.

– Je ne sais pas.

Le soldat tendit timidement le bras en entrouvrit la porte un tout petit peu. Nous aperçûmes une grande salle, décorée d'étamine et de plantes vertes, des rangées de chaises, des gens en train de construire une scène.

Une femme corpulente s'approcha de nous, un marteau à la main et la bouche pleine de semences de tapissier.

– Que désirez-vous ? Demanda-t-elle.

– Il y a un spectacle ce soir ? s'informa nerveusement le marin.

– Il y aura une représentation privée dimanche soir ; répondit-elle sévèrement. Allez-vous-en.

Nous essayâmes d'engager la conversation avec le soldat et le marin, mais ils semblaient effrayés et malheureux, et disparurent dans les ténèbres.

Nous poussâmes jusqu'aux palais impériaux en longeant de grands jardins sombres dont les pavillons fantasques et les ponts décoratifs se détachaient indistinctement dans la nuit, au milieu du jaillissement des fontaines. À un endroit où, au fond d'une grotte artificielle, un ridicule cygne de fonte crachait un jet d'eau continu, j'eus subitement l'impression que nous étions observés et levai la tête pour raconter le regard morne et soupçonneux d'une demi-douzaine de

soldats gigantesques et armés qui nous contemplaient maussadement du haut d'une terrasse couverte d'herbe. Je grimpai auprès d'eux et demandai :

– Qui êtes-vous ?

– On monte la garde, répondit un des hommes.

Ils avaient tous l'air extrêmement déprimés, comme s'ils venaient de passer plusieurs semaines – c'était certainement le cas – à discuter et à argumenter nuit et jour.

– Vous faites partie des troupes de Kerenski ou des soviets ?

Il y eut un bref silence, ils échangèrent des regards embarrassés.

– On est neutres, dit le même soldat.

Nous passâmes sous la voûte du vaste palais Catherine et, pénétrant à l'intérieur de l'enceinte, demandâmes le chemin du poste de commandement. Dans une aile blanche et incurvée de l'édifice, une sentinelle postée devant une porte nous dit que le commandant se trouvait à l'intérieur.

Dans une élégante pièce blanche de style George III, divisée en deux parties inégales par une double cheminée, un groupe d'officiers, debout, s'entretenaient anxieusement. Pâles, agités, ils n'avaient visiblement pas dormi. On nous indiqua le commandant, un homme d'un certain âge, à la barbe blanche, l'uniforme couvert de décorations. Nous lui montrâmes nos papiers bolcheviques.

Il sembla surpris.

– Comment avez-vous réussi à parvenir jusqu'ici sans vous faire tuer ? s'informa-t-il poliment. Les rues sont fort dangereuses en ce moment. Les passions politiques sont déchaînées à Tsraskoïe Selo. Il y a eu un combat dans la matinée et il y en aura un autre demain matin. Kerenski doit faire son entrée dans la ville à huit heures.

– Où sont les cosaques ?

– À peu près à un kilomètre et demi, par là.

Il agita le bras.

– Et vous allez défendre la ville contre eux ?

– Seigneur non ! – Il sourit – Nous tenons la ville pour le compte de Kerenski.

Le colonel s'éclaircit la gorge.

– À propos de vos laissez-passer, dit-il. Si vous êtes faits prisonniers, votre vie sera en danger. Par conséquent, si vous désirez assister à la bataille, je vous donnerai un bon de logement pour l'hôtel des officiers et si vous revenez ici demain matin à sept heures, je vous établirai de nouveaux laissez-passer.

– Ainsi, vous êtes pour Kerenski ?

– Eh bien, pas exactement pour Kerenski. – Le colonel hésita.

– Voyez-vous, la plupart des soldats de la garnison sont bolcheviques. Après le combat de ce matin, ils sont tous partis en direction de Petrograd et ils ont emmené l'artillerie avec eux. On peut dire qu'aucun *soldat* n'est pour Kerenski, il y en a certains qui tout bonnement ne

veulent pas se battre. Quant aux *officiers*, presque tous sont passés aux troupes de Kerenski ou sont tout simplement partis. Comme vous voyez, nous nous trouvons... heu... dans une situation extrêmement difficile...

Nous eûmes l'impression qu'aucune bataille n'aurait lieu.

Courtoisement, le colonel envoya son ordonnance pour nous escorter jusqu'à la gare. Le soldat, originaire du Midi, était né en Bessarabie de parents français.

– Ah, répétait-il tout le temps, ce ne sont pas les privations ni le danger qui me coûtent, c'est d'être séparé depuis trois ans de ma mère...

À travers la vitre du train qui nous emportait dans la nuit froide vers Petrograd, j'entrevis des groupes de soldats gesticulant autour des feux, des grappes d'autos blindées arrêtées aux croisements leurs conducteurs se penchant hors des tourelles pour échanger des vociférations.

Tout au long de la nuit agitée, des bandes de soldats et de gardes rouges rôdèrent dans la morne plaine, sans chefs, en proie aux disputes et à la confusion, et les commissaires du Comité militaire révolutionnaire cotèrent d'un groupe à l'autre, s'efforçant d'organiser la défense.

Dans la capitale, une marée humaine balayait la perspective Nevski. Quelque chose se préparait. L'artillerie tonnait au loin, du côté de la gare de Varsovie. Une activité fébrile régnait dans les écoles d'élèves officiers. Les membres de la douma faisaient le tour de casernes, discutant et plaidant, racontant d'effroyables histoires de violences bolcheviques : le massacre des junkers au Palais d'hiver, le viol des femmes soldats, l'assassinat de la jeune fille devant la douma, le meurtre du prince Toumanov... À l'hôtel de ville, le Comité de salut tenait une séance extraordinaire dans la salle Alexandre ; les commissaires arrivaient et repartaient au pas de course. Tous les journalistes chassés du Smolny étaient là, et d'excellente humeur. Ils n'ajoutèrent pas foi à notre rapport de Tsarskoïe. Comment donc, chacun savait que Tsarskoïe était occupé par Kerenski et que les cosaques se trouvaient à présent à Poulkovo ! On était en train d'élire un comité qui devait accueillir Kerenski à la gare le lendemain matin.

J'appris, sous le sceau du secret, que la contre-révolution allait éclater à minuit. Mon informateur me montra deux proclamations. L'une, signée de Gotz et de Polkovnikov, ordonnait à toutes les écoles de junkers, à tous les soldats convalescents dans les hôpitaux et aux chevaliers de Saint-Georges de se tenir sur le pied de guerre et d'attendre les instructions du comité le salut. L'autre document émanait du Comité lui-même :

À LA POPULATION DE PETROGRAD

Camarades ouvriers, soldats et citoyens de la capitale révolutionnaire !

Les bolcheviks, tout en incitant à la paix au front, incitent à la guerre civile à l'arrière.

N'écoutez pas leurs appels provocateurs !

Ne creusez pas de tranchées !

Bas les armes !

À bas les embuscades traîtresses !

Soldats, regagnez vos casernes !

La tuerie commencée à Petrograd signifie la mort de la révolution !

Au nom de la liberté, de la terre et de la paix, groupez-vous autour du Comité pour le salut de la patrie et de la révolution !

Comme nous venions de quitter la douma, une escouade de gardes rouges, qui avaient l'air grave de gens prêts à tout, passa dans la rue obscure et déserte en escortant une douzaine de prisonniers, membres d'un comité de quartier du Conseil cosaque, pris à leur quartier général en flagrant délit de conspiration contre-révolutionnaire.

Un soldat, accompagné d'un petit garçon porteur d'un seau de colle, était en train de placarder d'énormes affiches voyantes.

Par la présente, l'état de siège est proclamé dans la ville de Petrograd et dans ses faubourgs. Toutes réunions et assemblées dans la rue et, généralement, en plein air sont interdites jusqu'à nouvel ordre.

Le président du Comité militaire révolutionnaire,

N. Podvoïski.

Alors que nous rentrions chez nous, l'air résonnait de bruits confus : cornes d'autos, cris, détonations lointaines. Éveillée, mal à l'aise, la ville s'agitait.

Au point du jour, une compagnie de junkers déguisés en soldats du régiment de Sémionovski se présenta au central téléphonique juste avant l'heure de la relève. Les hommes connaissaient le mot de passe bolchevique et prirent la garde sans éveiller de soupçons. Quelques instants plus tard, Antonov arrivait en tournée d'inspection. Il fut fait prisonnier et enfermé dans une petite pièce. Lorsque la relève arriva, elle fut accueillie par une fusillade qui fit plusieurs morts.

La contre-révolution venait de commencer.

Chapitre VIII

LA CONTRE-RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

Le lendemain matin – le dimanche 11 – Les cosaques entrèrent dans Tsarskoïe Selo, avec Kerenski⁷⁸ en personne monté sur un cheval blanc tandis que les cloches des églises sonnaient à toute volée. Du haut d'une petite colline qui se trouvait hors de la ville, on pouvait voir les flèches dorées et les dômes polychromes de la capitale immense et grise, étalée dans la morne plaine, et, au-delà, le golfe de Finlande couleur d'acier.

Il n'y avait pas eu de bataille. Pourtant Kerenski fit une gaffe fatale. À sept heures du matin, il envoya au 2^e tirailleurs de Tsarskoïe Selo l'ordre de déposer les armes. Les soldats répliquèrent qu'ils allaient rester neutres, mais ne désarmeraient pas. Kerenski leur donna dix minutes pour s'exécuter. Les hommes se mirent en colère : depuis huit mois, ils se gouvernaient eux-mêmes par l'entremise de leur comité ; l'attitude de Kerenski sentait l'ancien régime. Quelques minutes plus tard, l'artillerie cosaque ouvrait le feu sur la caserne et tuait huit hommes. À partir de cet instant, il n'y eut plus de soldats « neutres » à Tsarskoïe.

Petrograd se réveilla au son des rafales de tir et du piétinement, retentissant comme le tonnerre, des hommes en marche. Sous un ciel haut et sombre, le vent froid sentait la neige. À l'aube, l'hôtel militaire et le central télégraphique avaient été occupés par de nombreuses unités de junkers et reconquis après un combat sanglant. Le central téléphonique était assiégé par les marins ; couchés au milieu de la Morskaïa, derrière des barricades de tonneaux, de caisses et de plaques de tôle, ou abrités au coin de la Gorokhovaïa et de la place Saint-Isaac, ils tiraient sur tout ce qui bougeait. De temps à autre, une auto passait dans un sens ou dans l'autre, arborant le drapeau de la Croix-Rouge. Les marins la laissaient passer.

Albert Rhys Williams⁷⁹ se trouvait au central téléphonique. Il le quitta dans une voiture de la Croix-Rouge qui semblait chargée de blessés. Après avoir circulé dans la ville, l'auto se dirigea par des chemins détournés vers l'école des junkers Michel, quartier général de la contre-révolution. Dans la cour, un officier français semblait diriger les opérations... C'est ainsi que provisions et munitions étaient transportées au central téléphonique. Des dizaines de ces prétendues ambulances servaient aux junkers de moyen de liaison et de ravitaillement.

Ils disposaient de cinq ou six autos blindées provenant de la Division blindée britannique qui avait été dissoute. Comme Louise Bryant⁸⁰ longeait la place Saint-Isaac, elle vit arriver un de ces engins qui venait de l'amirauté et se dirigeait vers le central téléphonique. Au coin de la rue Gogol, juste à la hauteur de la jeune femme, le moteur du véhicule cala. Quelques marins embusqués derrière des piles de bois ouvrirent le feu. La mitrailleuse abritée dans la tourelle pivota et arrosa d'une grêle de balles, au hasard, les bûches et la foule. Sous la voûte où se tenait

⁷⁸ Voir Appendice, chapitre VIII, 1, p. 380.

⁷⁹ Journaliste américain, ami de Reed, auteur de plusieurs livres sur l'Union soviétique (Note du traducteur.)

⁸⁰ Journaliste américaine que Reed épousa en janvier 1917. (Note du traducteur.)

M^{lle} Bryant, il y eut sept tués, dont deux petits garçons. Soudain, les marins bondirent en lançant un grand cri et se jetèrent dans la tourmente ; cernant le monstre, ils plongèrent leurs baïonnettes dans les meurtrières, coup sur coup, avec des hurlements. Le conducteur fit semblant d'être blessé, et ils le laissèrent partir : il court à la douma pour enrichir la légende des atrocités bolcheviques. Parmi les morts, on releva un officier anglais.

Par la suite, les journaux devaient mentionner un autre officier, un Français, qui avait été fait prisonnier dans une des autos blindées des junkers et expédié à Pierre-et-Paul. L'ambassade de France s'empressa de démentir la nouvelle, mais un des membres de la douma me raconta qu'il avait lui-même négocié la libération de l'officier.

Quelle qu'ait été l'attitude officielle des ambassades alliées, certains gradés français et anglais ont fait preuve d'activité ces jours-là, au point de donner des conseils en pleine séance du Comité de salut.

Les escarmouches entre junkers et gardes rouges, les combats entre autos blindées se succédèrent du matin au soir dans tous les quartiers de la ville. On pouvait entendre, de loin et de près, des rafales de tir, des détonations isolées et le crépitement perçant des mitrailleuses. Les boutiques avaient baissé leur rideau de fer, mais à l'intérieur la vente continuait. Les cinémas eux-mêmes, tous feux éteints, faisaient salle comble. Les trams circulaient. Tous les téléphones fonctionnaient ; lorsqu'on appelait la téléphoniste, on entendait distinctement dans l'écouteur le bruit de la fusillade. Le Smolny était coupé du réseau, mais la douma et le Comité de salut étaient en communication constante avec toutes les écoles de junkers et avec Kerenski à Tsarskoïe Selo.

À sept heures du matin, les élèves officiers de l'école Vladimir reçurent la visite d'une patrouille de soldats, marins et gardes rouges qui leur donnèrent vingt minutes pour déposer les armes. Les junkers repoussèrent l'ultimatum. Une heure plus tard, ils tentèrent une sortie mais furent rejetés par une violente fusillade qui provenait du coin de la Grébetskaïa et de la perspective Bolchoï. Les troupes soviétiques encerclèrent le bâtiment et ouvrirent le feu pendant que deux autos blindées allaient et venaient, l'arrosant en enfilade de balles de mitrailleuses. Les junkers téléphonèrent pour obtenir de l'aide. Les cosaques répondirent qu'ils n'osaient pas venir, car un nombre considérable de matelots avec deux canons leur interdisait toute sortie. L'école Paul était cernée. La plupart des junkers de l'école Michel se battaient dans les rues.

À onze heures trente, les assiégeants firent venir trois pièces de campagne. Les junkers accueillirent une nouvelle offre de capitulation par une rafale qui tua deux des parlementaires soviétiques munis d'un drapeau blanc. Alors, le bombardement commença pour de bon. De grandes brèches s'ouvrirent dans les murs de l'école. Les junkers se défendirent avec l'énergie du désespoir ; les gardes rouges qui montaient à l'assaut au pas de course, s'écroulaient, foudroyés par la mitraille. Kerenski téléphona de Tsarskoïe Selo pour interdire tous pourparlers avec le Comité militaire révolutionnaire.

Exaspérés par l'échec et par la multitude des morts, les troupes soviétiques déchaînèrent un ouragan d'acier et de feu contre le bâtiment déjà éprouvé. Leurs propres officiers n'arrivaient plus à arrêter le terrible bombardement. Un commissaire du Smolny, un certain Kirillov, voulut y mettre fin ; il faillit se faire lyncher par les gardes rouges. Le sang leur était monté à la tête.

À deux heures et demie, les junkers hissèrent le drapeau blanc ; ils étaient prêts à se rendre si on leur garantissait la vie sauve. On leur promit tout ce qu'ils voulaient. Mille soldats et

gardes rouges se précipitèrent en hurlant en et se bousculant à travers les fenêtres, les portes, les brèches des murs. Avant qu'il fût possible de les arrêter, ils avaient battu et blessé à mort cinq junkers. Les autres – deux cents hommes environ – furent emmenés sous escorte à Pierre-et-Paul, par petits paquets, pour éviter d'attirer l'attention. En route, la foule attaqua un des groupes et tua encore huit junkers. Plus de cent soldat et gardes rouges étaient tombés.

Deux heures plus tard, la douma fut avertie par téléphone que les vainqueurs marchaient sur l'*Injénerny Zamok* ; l'École du Génie. Aussitôt une douzaine de conseillers municipaux s'en allèrent distribuer à ces hommes des brassées de la plus récente proclamation du Comité de salut. Plusieurs d'entre eux ne devaient pas revenir... Toutes les écoles militaires se rendirent sans offrir de résistance, et les junkers furent expédiés sains et saufs à Pierre-et-Paul et à Cronstadt.

Le central téléphonique résista jusque dans l'après-midi, quand une auto blindée bolchevique fit son apparition et que les marins prirent l'endroit d'assaut. Effrayées, les téléphonistes couraient de tous côtés en poussant des cris aigus ; les junkers arrachaient tous les insignes distinctifs de leurs uniformes ; l'un d'entre eux offrit à William *n'importe quoi* en échange de son pardessus qui devait lui servir de déguisement.

– Ils vont nous massacrer ! Ils vont nous massacrer ! criaient-ils, car beaucoup d'entre eux avaient donné, au Palais d'Hiver, leur parole d'honneur de ne plus porter les armes contre le peuple. Williams s'offrit comme médiateur, à condition qu'Antonov fût relâché. Cela fut fait sur-le-champ ; Antonov et William tinrent des discours aux marins victorieux, exaspérés par la mort de tant des leurs, et une fois de plus les junkers purent s'en aller librement tous, sauf quelques-uns que la panique avait fait fuir par les toits ou se cacher dans les combles et qui furent découverts et précipités dans la rue.

Rompus de fatigue, ensanglantés, triomphants, marins et ouvriers affluèrent dans la salle du manuel ; en y trouvant tant de jolies filles, ils reculèrent d'un air embarrassé et restèrent là à se dandiner gauchement sur place. Aucune des téléphonistes ne subit la moindre violence ni la moindre insulte, terrifiées, elles s'entassèrent dans les coins, puis, voyant qu'il ne leur arrivait rien, elles donnèrent libre cours à leur dépit.

– Fi ! Quels gens sales et ignorants ! Les imbéciles !

Les marins et les gardes rouges étaient au supplice.

– Brutes ! Cochons ! glapissaient avec indignation les demoiselles en mettant leurs manteaux et leurs chapeaux. Elles venaient de vivre une aventure romanesque en passant des cartouches aux junkers et en pansant les blessures de leurs brillants jeunes défenseurs, dont beaucoup descendaient de leur tsar bien-aimé. À présent, elles avaient devant elles de simples travailleurs, des paysans, des gens incultes.

Le commissaire du Comité militaire révolutionnaire, le petit Vichniak, voulut les persuader de rester à leur poste. Il était d'une politesse exubérante.

– Vous avez été mal traitées. Les téléphones relèvent de la douma municipale. Vous touchez soixante roubles par mois et devez travailler dix heures par jour, sinon plus... Dorénavant, tout va être changé. Le gouvernement a l'intention de rattacher vos services au ministère des Postes et Télégraphes. Votre salaire sera immédiatement porté à cent cinquante roubles et vos heures

de travail seront réduites. En tant que membres de la classe ouvrière, vous devriez être heureuses...

Membres de la *classe ouvrière* ? Non mais ! Voulait-il insinuer qu'il y avait quelque chose de commun entre ces... ces brutes et *nous* ? Rester ? Pas même pour mille roubles !... Elles partirent, hautaines et rancunières.

Les employés du central, les poseurs de lignes et les manœuvres restèrent. Mais il fallait assurer les communications : le téléphone était d'une importance vitale. On ne disposait que d'une demi-douzaine de téléphonistes expérimentées. Un appel fut lancé pour trouver des volontaires ; il s'en présenta une centaine : marins, soldats, ouvriers. Les six jeunes filles galopèrent à droite et à gauche, montrant, aidant, réprimandant. Ainsi le service se remit en marche, boiteux, hésitant, et petit à petit les fils recommencèrent à bourdonner. Avant tout, il fallait relier le Smolny aux casernes et aux usines, ensuite, couper les lignes de la douma et des écoles de junkers. Vers la fin de l'après-midi, la nouvelle s'en répandit en ville et des centaines de bourgeois téléphonèrent pour hurler :

– Imbéciles ! Démons ! Combien de temps croyez-vous que ça va durer ? Attendez que les cosaques soient là !

Déjà, le crépuscule tombait. Dans la perspective Nevski presque déserte, balayée par un vent froid, une foule s'était rassemblée devant la cathédrale de Kazan, qui poursuivait une discussion sans fin ; quelques travailleurs, quelques soldats, et tous les autres, des boutiquiers, des employés et leurs semblables.

– Mais Lénine ne pourra pas forcer l'Allemagne à faire la paix, cria l'un d'entre eux.

Un soldat riposta violemment :

– Et qui en est responsable ? Votre maudit Kerenski, ce sale bourgeois ! Au diable Kerenski ! Nous n'en voulons pas ! nous voulons Lénine...

Devant la douma, un officier qui arborait un brassard blanc arrachait des affiches du mur en jurant à haute voix. Sur une des affiches, on pouvait lire :

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX COMMUNISTES

À LA POPULATION DE PETROGRAD

En cette heure de danger où la douma municipale devrait employer toutes ses forces à rassurer la population et à la ravitailler en pain et en autres produits de première nécessité, les socialistes-révolutionnaires de droite et les cadets négligent leur devoir et transforment la douma en une assemblée contre-révolutionnaire qui s'efforce de faciliter la victoire de Kornilov et de Kerenski. Au lieu de s'acquitter de leurs obligations directes, les socialistes-révolutionnaires de droite et les cadets ont converti la douma en une arène de lutte politique contre les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, contre le gouvernement révolutionnaire de paix, de pain et de liberté.

Citoyens de Petrograd, nous, conseillers municipaux bolcheviques que vous avez élus, nous portons à votre connaissance que les socialistes-révolutionnaires de droite et les cadets sont engagés dans la lutte contre-révolutionnaire, qu'ils ont oublié leurs

obligations et qu'ils mènent la population à la famine, à la guerre civile, à l'effusion de sang. Nous qui avons été élus par 183 000 voix, considérons qu'il est de notre devoir de faire connaître à nos électeurs les événements qui se passent à la douma et nous déclarons décliner toute responsabilité pour leurs conséquences funestes mais inévitables.

De temps à autre, une détonation claquait dans le lointain, sinon la ville était calme, froide, on eût dit épuisée par les spasmes violents qui l'avaient secouée.

Dans la salle Nicolas, la séance de la douma tirait à sa fin. Malgré toute sa violence, l'assemblée paraissait quelque peu désemparée. Les commissaires se succédaient pour annoncer la perte du central téléphonique, les combats de rue, la reddition de l'école Vladimir.

– La douma, dit Troupp, est du côté de la démocratie dans sa lutte contre la violence arbitraire, mais quoi qu'il en soit et quel que soit le vainqueur, elle sera toujours contre la justice sommaire et la torture.

Le cadet Konovski, un grand vieillard au visage cruel, dit :

– Lorsque les troupes du gouvernement légal entreront dans Petrograd, elles fusilleront ces insurgés, et ce ne sera pas un acte de justice sommaire.

Les protestations fusèrent de tous côtés, même parmi les membres de son propre groupe.

On sentait le doute et le découragement. La contre-révolution était en train de perdre la partie. Le Comité central des socialistes-révolutionnaires avait voté une motion de méfiance à l'égard de sa direction ; l'aile gauche avait pris le dessus ; Avksentiev était démissionnaire. Un courrier annonça que le comité de bienvenue envoyé à la gare pour accueillir Kerenski avait été arrêté. Dans les rues, on pouvait entendre, venant du sud et du sud-ouest, le grondement sourd d'une canonnade lointaine. Kerenski n'arrivait toujours pas.

Trois journaux seulement avaient paru : la *Pravda*, le *Diélo naroda* et la *Novoïa jizn*. Tous les trois consacraient une place importante au nouveau gouvernement de « coalition ». L'organe socialiste-révolutionnaire exigeait un ministère sans cadets ni bolcheviks. Gorki était optimiste : le Smolny avait fait des concessions. Un gouvernement socialiste homogène commençait à se dessiner qui rassemblerait tous les éléments à l'exclusion de la bourgeoisie. Quant à la *Pravda*, elle goguenardait :

...Ce n'est pas une coalition avec des « partis » dont la plupart se composent d'une poignée de journalistes qui ne jouissent en tout et pour tout que de la sympathie des bourgeois et d'une réputation douteuse, et que ne suivent plus ni les ouvriers ni les paysans. La coalition que nous avons conclue est celle du parti révolutionnaire de la classe ouvrière avec l'armée révolutionnaire et les paysans pauvres.

Sur les murs s'étalait la vaniteuse proclamation du Vikjel menaçant de faire grève au cas où les deux parties en présence n'arrivaient pas à un compromis :

Ceux qui sortiront victorieux de ces émeutes et de ces troubles dont notre pays est menacé, ce ne seront ni les bolcheviks ni le Comité de salut, ni les troupes de Kerenski, mais nous, le syndicat des cheminots.

Les gardes rouges sont incapables de faire fonctionner un organisme aussi complexe que les chemins de fer ; pour ce qui est du gouvernement provisoire, il s'est montré incapable de garder le pouvoir.

Nous refusons de collaborer avec tout parti qui n'est pas mandaté... par un gouvernement fondé sur la confiance de la démocratie tout entière...

Le Smolny vibrait de l'infinie vitalité d'hommes innombrables lancés dans l'action.

Au siège des syndicats, Lozovski me présenta au délégué des cheminots du réseau Nicolas qui me raconta que ses camarades organisaient d'immenses meetings pour condamner les actes de leurs dirigeants.

– Tout le pouvoir aux soviets ! clama-t-il en martelant la table. Les *oborontsy** du Comité central jouent le jeu de Kornilov. Ils ont tenté d'envoyer une mission au GQG, mais nous l'avons arrêtée à Minsk. Notre section a exigé la tenue d'un congrès national, et ces hommes refusent de le convoquer.

C'était la même situation qu'au sein des soviets et dans les comités de l'armée. Partout en Russie, les diverses organisations démocratiques éclataient et se transformaient l'une après l'autre. Les coopératives étaient déchirées par des luttes intestines ; le Comité exécutif des soviets paysans levait ses séances au milieu de violentes altercations ; il y avait de l'agitation jusque chez les cosaques.

À l'étage supérieur, le Comité militaire révolutionnaire allait un train d'enfer et portait ses coups sans arrêt. Des hommes arrivaient, frais et vigoureux ; ils se précipitaient dans le terrible engrenage pour y rester jour après jour et après nuit ; ils en ressortaient, rompus, aveuglés par la fatigue, aphones et crasseux, s'écoulaient par terre et s'endormaient. Le Comité de salut avait été mis hors la loi. Le plancher disparaissait sous les grandes piles de nouvelles proclamations ⁸¹.

...Les conspirateurs, qui n'ont pas de soutien dans la garnison ni dans la classe ouvrière, comptaient uniquement sur la soudaineté de leur attaque. Leur plan a été découvert à temps par le commissaire de la forteresse Pierre-et-Paul, le sous-lieutenant Blagonravov, grâce à la vigilance révolutionnaire d'un garde rouge dont l'identité sera établie. Au centre du complot se trouvait le soi-disant « Comité de salut ». Le commandement des troupes était confié au colonel Polkovnikov. Ses ordres étaient signés par Gotz, un ancien membre du Tsik, libéré sur parole...

Tout en portant ces faits à la connaissance de la population de Petrograd, le Comité militaire révolutionnaire ordonne :

Toutes les personnes qui ont participé au complot seront arrêtées et traduites devant le tribunal militaire révolutionnaire...

Nouvelles de Moscou. Junkers et cosaques avaient encerclé le Kremlin et enjoint aux forces soviétiques de déposer les armes. Les troupes avaient obéi ; alors qu'elles quittaient le Kremlin, elles avaient été attaquées et décimées. De petits groupes de bolcheviks qui tenaient les centraux téléphonique et télégraphique en avaient été délogés, les junkers occupaient à présent le centre

⁸¹ Voir Appendice, chapitre VIII, 2, p. 381.

de la ville. Mais, tout autour, les forces soviétiques se rassemblaient. Peu à peu les combats de rue prenaient de l'ampleur. Toutes les tentatives de compromis avaient échoué. Du côté des soviets, dix mille soldats de la garnison et quelques gardes rouges ; du côté du gouvernement, six mille junkers, deux mille cinq cents cosaques et deux mille gardes blancs.

Le soviet de Petrograd était en séance ; dans la salle voisine, le nouveau Tsik examinait décrets et ordres ⁸² dont un flot ininterrompu déferlait de l'étage supérieur où siégeait le Conseil des commissaires du peuple : règlement relatif à la ratification et à la promulgation des lois, décret sur l'institution de la journée de huit heures, « Fondements d'un système d'éducation populaire » de Lounatcharski. Quelques centaines de personnes seulement, la plupart armées, assistaient aux deux réunions. Le Smolny était presque vide, à l'exception des gardes qui s'affairaient devant les fenêtres du vestibule où ils étaient en train d'installer des mitrailleuses commandant les flancs de l'édifice.

Au Tsik, la parole était au délégué du Vikjel.

– Nous refusons de transporter les troupes des deux adversaires... Nous avons envoyé un comité chez Kerenski pour lui dire que s'il continuait à marcher sur Petrograd, nous couperions ses lignes de communication.

Il fit l'appel habituel pour une conférence de tous les partis socialistes afin de former un nouveau gouvernement.

Kamenev lui répondit avec circonspection. Les bolcheviks seraient très contents de participer à une telle conférence. L'essentiel, toutefois, n'était pas la composition d'un gouvernement de ce genre, mais l'acceptation par celui-ci du programme qu'avait adopté le Congrès des soviets... Le Tsik avait discuté la déclaration des socialistes-révolutionnaires de gauche et des sociaux-démocrates internationalistes, il était d'accord pour que les délégués à la conférence, y compris même ceux des comités de l'armée et des soviets paysans, soient désignés à la proportionnelle.

Dans la grande salle, Trotsky passait en revue les événements de la journée.

– Nous avons offert aux junkers de l'école Vladimir l'occasion de se rendre, dit-il. Nous voulions arranger les choses sans effusion de sang. Mais à présent que le sang a coulé, il ne reste qu'une issue : la lutte sans merci. Il serait puéril de croire que nous pourrions vaincre par d'autres moyens... Le moment est décisif. Tout le monde doit collaborer avec le Comité militaire révolutionnaire, signaler les stocks de barbelés, d'essence, de fusils... Nous avons conquis le pouvoir, à présent nous devons le garder !

Le menchevik Ioffé voulut lire une déclaration de son parti mais Trotsky refusa de laisser s'engager « un débat sur les principes » :

– À présent, s'écria-t-il, notre débat se déroule dans la rue. Nous avons fait le pas décisif. Nous tous, et moi en particulier, nous assumons la responsabilité des événements ;

Des soldats du front et Gatchina prirent la parole. Le délégué du bataillon de la mort du 481^e régiment d'artillerie :

⁸² Voir Appendice, chapitre VIII, 3 p. 382.

– Lorsque les hommes des tranchées sauront ce qui se passe, ils n’auront qu’un cri : « Ça, c’est notre gouvernement ! »

Un élève officier de Peterhof relata comment lui et deux de ses camarades avaient refusé de marcher contre les soviets ; lorsque les autres junkers étaient revenus après la chute du Palais d’Hiver, ils l’avaient élu commissaire en le chargeant de se rendre au Smolny et d’offrir leurs services à la *vraie* révolution.

Puis de nouveau, Trotsky, fougueux, infatigable, donnant des ordres, répondant aux questions.

– Pour battre les ouvriers, les soldats et les paysans, dit-il, la petite bourgeoisie s’allierait au diable lui-même.

Depuis deux jours, on avait relevé de nombreux cas d’ivrognerie. – Pas de boisson, camarades ! Personne dans les rues après huit heures du soir, sauf les gardes. Il faut perquisitionner tous les endroits soupçonnés de contenir des stocks d’alcool, qui doivent être tous détruits...⁸³ Pas de pitié pour les marchands d’alcool !

Le Comité militaire révolutionnaire envoya chercher les délégués du quartier de Vyborg, puis ceux de chez Poutilov. Ils se précipitèrent d’un pas pesant.

– Pour chaque révolutionnaire tué, nous tuerons cinq contre-révolutionnaires.

En ville, une fois de plus. La douma, brillamment illuminée ; la foule s’engouffre à l’intérieur. Au rez-de-chaussée, lamentations et cris de chagrins : la houle humaine bat le panneau d’affichage où se trouve la liste des junkers tués ce jour-là, ou censés être tués, car la plupart d’entre eux se retrouveront sains et saufs...

En haut, dans la salle Alexandre, le Comité de salut siégeait toujours. On remarquait les épauettes or et rouge des officiers, les visages familiers des intellectuels socialistes-révolutionnaires et mencheviks, les yeux durs et la volumineuse splendeur des banquiers et des diplomates, les fonctionnaires de l’ancien régime et les femmes bien habillées.

Les téléphonistes du central étaient en train de témoigner. L’une après l’autre, elles montaient à la tribune, petites filles trop parées et singeant la mode, les traits tirés et les souliers troués. L’une après l’autre, elles rougissaient de plaisir sous les applaudissements des gens « bien » de Petrograd, des officiers, des riches, des grands noms de la politique. L’une après l’autre, elles relataient les souffrances que leur avait fait subir le prolétariat et proclamaient leur fidélité à tout ce qui était ancien, établi et puissant.

La douma était réunie une fois de plus dans la salle Nicolas. Le maire dit d’un air optimiste que les régiments de Petrograd avaient honte de leurs actes : la propagande portait ses fruits... Les émissaires allaient et venaient, rendant compte d’horribles méfaits des bolcheviks, intervenant pour sauver les junkers, recueillant des renseignements.

– Les bolcheviks, dit Troupp ; seront vaincus par la force morale et non par les baïonnettes.

Cependant, tout n’allait pas pour le mieux sur le front révolutionnaire. L’ennemi avait amené des trains blindés armés de canons. Les forces soviétiques, des gardes rouges inexpérimentés pour la plupart, n’avaient pas d’officiers ni de plans arrêtés. Cinq mille soldats

⁸³ Voir Appendice, chapitre VIII, 4, p. 389.

seulement de l'armée régulière s'étaient joints à eux ; le reste de la garnison était occupé à réduire la révolte des junkers ou à garder la ville, ou encore à se demander ce qu'il fallait faire. À dix heures du soir, Lénine prit la parole devant les délégués des régiments de la capitale qui, à une majorité écrasante, décidèrent de se battre. Un comité de cinq soldats fut élu qui devait faire fonction d'état-major et, au point du jour, ayant pris les dispositions de combat, les troupes quittèrent les casernes. En rentrant chez moi, je les vis défiler dans les rues désertes de la cité conquise, au pas cadencé de vieux combattants, leurs baïonnettes parfaitement alignées au-dessus des rangs.

À la même heure, au siège du Vikjel, dans la Sadovaïa, se tenait la conférence de tous les partis socialistes pour la formation d'un nouveau gouvernement. Parlant au nom des mencheviks centristes ; Abramovitch dit qu'il ne devait y avoir ni vainqueurs ni vaincus et qu'il convenait d'oublier le passé. Là-dessus tous les partis de gauche étaient d'accord. Au nom des mencheviks de droite, Dan proposa aux bolcheviks une trêve aux conditions suivantes : la garde rouge serait désarmée et la garnison de Petrograd placée sous l'autorité de la douma ; les troupes de Kerenski n'allaient pas tirer un seul coup de feu ni opérer une seule arrestation ; un ministère serait formé, comprenant tous les partis socialistes à l'exception des bolcheviks. Riazanov et Kamenev, qui représentaient le Smolny, déclarèrent qu'un gouvernement de coalition était possible tout en s'élevant contre les propositions de Dan. Les socialistes-révolutionnaires étaient divisés, le Comité exécutif des soviets paysans et les socialistes populistes refusèrent catégoriquement d'admettre les bolcheviks. Après d'amères altercations, une commission fut élue pour trouver un plan acceptable.

La commission passa toute la nuit, toute la journée suivante, et encore une nuit entière, à se chamailler. Un effort de conciliation du même genre avait déjà eu lieu le 9 novembre, sur l'initiative de Martov et Gorki. À l'approche de Kerenski et voyant l'activité du Comité de salut, les mencheviks de droite, les socialistes-révolutionnaires et les socialistes populistes avaient subitement rompu les pourparlers. À présent, ils étaient terrifiés par l'écrasement de la rébellion des junkers.

Le mardi 12 fut une journée d'incertitude. Les yeux de la Russie étaient fixés sur la plaine grise aux portes de Petrograd où toutes les forces disponibles de l'ancien ordre de Petrograd où toutes les forces disponibles de l'ancien ordre faisaient face à la puissance inorganisée du nouveau, de l'inconnu. À Moscou, la trêve avait été proclamée, les deux adversaires parlementaient en attendant l'issue des événements de la capitale. À présent ; les délégués au Congrès des soviets, que les trains avaient emportés à toute allure partout, et jusqu'aux coins les plus reculés de l'Asie, rentraient chez eux, porteurs de leur message enflammé. En cercles toujours plus larges, la nouvelle du miracle se propageait sur toute l'étendue du pays et, à son passage, villes, villages et bourgades perdues s'agitaient et se soulevaient. Soviets et comités militaires révolutionnaires contre doumas, zemstvos et commissaires du gouvernement ; gardes rouges contre gardes blancs ; combats de rue et discours passionnés. Le résultat dépendait des nouvelles de Petrograd.

Le Smolny était presque vide, mais une foule bruyante remplissait la douma. Le vieux maire, digne comme d'habitude, était en train de protester contre l'appel des conseillers municipaux bolcheviques.

– La douma n'est pas un centre de contre-révolution, dit-il avec chaleur. La douma ne participe point à la lutte actuelle que se livrent les partis. Cependant, à un moment où le pays

est privé de gouvernement légal, l'administration municipale autonome constitue l'unique noyau d'ordre. C'est un fait dont convient la population pacifique ; les ambassades étrangères ne reconnaissent que des documents signés par le maire de la ville. L'esprit d'un Européen ne saurait admettre qu'il en fût autrement, car l'administration municipale autonome est le seul organe capable de protéger les intérêts des citoyens. La ville a le devoir d'offrir l'hospitalité à toutes les organisations désireuses d'en profiter, aussi la douma ne peut-elle s'opposer à la distribution de quelque journal que ce soit à l'intérieur de son enceinte. La sphère de notre activité s'élargit, nous devons jouir d'une complète liberté d'action, et les deux parties en présence doivent respecter nos droits. Nous sommes entièrement neutres. Lorsque le central téléphonique fut occupé par les junkers, le colonel Polkovnikov donna l'ordre de couper les lignes du Smolny, mais je protestai et elles continuèrent à fonctionner...

Cette déclaration provoqua des rires ironiques sur les bancs bolcheviques et des imprécations à droite.

– Et cependant, poursuivit Schreider, ils nous considèrent comme des contre-révolutionnaires et nous dénoncent à la population. Ils nous privent de nos moyens de transport en nous enlevant nos dernières voitures automobiles. Si la famine s'installe dans Petrograd, ce ne sera pas de notre faute. Il est vain de protester...

Kobozev, conseiller municipal bolchevique, ne croyait pas que les autos de la douma avaient été réquisitionnées par le Comité militaire révolutionnaire. Même s'il en était ainsi, la responsabilité devait en incomber à quelque personne agissant de son propre chef, face à une situation critique.

– Le maire, continua Kobozev, nous dit que nous ne devons pas transformer la douma en une arène politique. Et cependant, chaque menchevik et socialiste-révolutionnaire qui prend la parole ici ne fait que de la propagande pour son parti et, à la porte, ils distribuent leurs journaux illégaux, l'*Iskra* (*Étincelle*), le *Soldatski Golos* et la *Rabotchaïa Gazeta* qui incitent à l'insurrection. Qu'arriverait-il si nous, bolcheviks, nous nous mettions à distribuer nos journaux ici ? Mais nous ne le ferons pas parce que nous respectons la douma. Nous n'avons pas porté atteinte au gouvernement municipal autonome et nous n'allons pas le faire. Mais vous avez adressé un appel à la population et nous avons le droit d'en faire autant...

Après lui, Chingariov, un cadet avec des hommes qui avaient mérité les rigueurs de la loi et qui devaient être jugés pour trahison. Il proposa, une fois de plus, d'expulser de la douma les conseillers bolcheviques. Sa motion fut rejetée car on ne pouvait rien reprocher à ces gens sur le plan personnel, et ils prenaient une part active à la gestion des services municipaux.

Puis deux mencheviks internationalistes se levèrent pour déclarer que l'appel du groupe bolchevique constituait une incitation directe au massacre.

– Si tout ce qui est contre les bolcheviks est contre-révolutionnaire, dit Pinkévitch, alors je ne vois pas de différence entre la révolution et l'anarchie... Les bolcheviks s'appuient sur les passions des masses déchaînées, nous, nous n'avons que la force morale. Nous nous élèverons contre les massacres et la violence, de quelque côté qu'ils viennent, car nous avons pour tâche de trouver une solution pacifique.

– La proclamation affichée dans les rues sous le titre « Au pilori ! » qui appelle le peuple à supprimer les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, dit Nazariév, est un crime dont vous autres, bolcheviks, n'arriverez jamais à effacer la souillure. Les horreurs d'hier ne sont

qu'un prologue à ce que vous préparez avec un appel de ce genre... Je me suis toujours efforcé de vous réconcilier avec les autres partis, mais à présent je n'éprouve que du mépris à votre égard !

Les conseillers bolcheviques étaient debout et vociféraient ; autour d'eux, résonnaient des voix rauques et haineuses, des bras s'agitaient.

Dehors, je rencontrai l'ingénieur municipal, le menchevik Gomberg, et trois ou quatre reporters. Ils étaient tous d'excellente humeur.

– Vous voyez ! dirent-ils, ces lâches ont peur de nous. Ils n'osent pas arrêter la douma ! Leur Comité militaire révolutionnaire n'ose pas envoyer un commissaire dans cette enceinte. Tout à l'heure, au coin de la Sadovaïa, j'ai vu un garde rouge qui voulait empêcher un gosse de vendre le *Soldatski Golos*. Le gamin n'a fait que lui rire au nez, et la foule était prête à lyncher le bandit. À présent, ce n'est qu'une question d'heures. Même si Kerenski ne venait pas, ils n'ont pas les gens qu'il faut pour gouverner. C'est une absurdité ! Je me suis laissé dire qu'ils en sont à se battre entre eux au Smolny.

Un ami socialiste-révolutionnaire me prit à part pour me dire :

– Je sais où se cache le Comité de salut. Voulez-vous aller leur parler ?

C'était l'heure du crépuscule. La ville avait repris son aspect de tous les jours : les rideaux de fer des magasins étaient remontés, les lumières brillaient, la foule allait et venait lentement en discutant.

Au 86 de la perspective Nevski, nous empruntâmes un passage qui débouchait sur une cour entourée de hauts immeubles. À la porte de l'appartement 229, mon ami frappa d'une façon particulière. Un pas traînant se fit entendre, une porte claqua à l'intérieur, puis la porte d'entrée s'entrouvrit à peine et un visage de femme apparut dans la fente. Après nous avoir examinés quelques instants, elle nous fit entrer. C'était une dame entre deux âges, à l'aspect placide, qui se hâta de crier :

– Kyrill, tout va bien !

Dans la salle à manger, le samovar trônait sur la table, au milieu d'assiettes remplies de pain et de poisson fumé. Un homme en uniforme surgit de derrière les rideaux de la fenêtre, un autre, en tenue d'ouvrier, sortit d'un cagibi. Ils étaient enchantés de faire la connaissance d'un reporter américain. Ils m'affirmèrent, non sans une certaine satisfaction que, s'ils tombaient entre les mains des bolcheviks, ils seraient certainement fusillés. Ils ne voulurent pas me confier leur nom mais ils étaient tous deux socialistes-révolutionnaires.

Je demandai :

– Pourquoi publiez-vous de tels mensonges dans vos journaux ?

Nullement vexé, l'officier répondit :

– Oui, je sais. Mais que pouvons-nous faire ? – Il haussa les épaules. – Vous admettez vous-même qu'il nous est nécessaire de créer chez les gens un certain état d'esprit...

Son compagnon l'interrompit.

– Pour les bolcheviks, ce n'est qu'une aventure. Ils n'ont pas d'intellectuels. Les ministères ne pourront pas fonctionner. La Russie n'est pas une ville, c'est tout un pays. Nous rendant

compte qu'ils ne pouvaient pas durer plus de quelques jours, nous avons décidé de venir en aide au plus puissant de leurs adversaires, Kerenski, et de contribuer au rétablissement de l'ordre.

– Tout ça, c'est très beau, dis-je. Mais pourquoi vous allier aux cadets ?

Le soi-disant ouvrier sourit avec franchise.

– Pour vous dire la vérité, répondit-il, en ce moment la masse du peuple suit les bolcheviks. Nous n'avons pas de partisans... pour l'instant. Nous ne saurions mobiliser ne fût-ce qu'une poignée de soldats. Il n'y a pas d'armes disponibles. Les bolcheviks ont raison dans une certaine mesure : à l'heure actuelle, il n'y a en Russie que deux partis plus ou moins forts : les bolcheviks et les réactionnaires qui s'accrochent tous aux basques des cadets. Les cadets croient qu'ils se servent de nous mais en réalité, c'est nous qui nous servons d'eux. Lorsque nous aurons écrasé les bolcheviks, nous nous retournerons contre les cadets...

– Est-ce que les bolcheviks seront admis au sein du nouveau gouvernement ?

Il se gratta la tête.

– Ça, c'est un problème, avoua-t-il. Bien entendu, s'ils ne sont pas admis, ils vont sans doute recommencer. En tout cas, ils seront en mesure d'être les arbitres à la Constituante, à condition, bien entendu, qu'il y ait une Constituante.

– Et puis, dit l'officier, la question se pose de savoir s'il convient d'admettre les cadets dans le nouveau gouvernement, et cela pour les mêmes raisons. Vous savez que les cadets ne veulent pas vraiment de l'assemblée constituante, ils n'en veulent pas si les bolcheviks peuvent être écrasés maintenant. – Il secoua la tête. – La politique n'est pas une chose facile pour nous autres, Russes. Vous, les américains, vous êtes des politiciens-nés, vous vous êtes occupés de ces questions toute votre vie. Tandis que nous... eh bien, vous le savez vous-même, ça ne fait qu'un an !

Je demandai :

– Que pensez-vous de Kerenski ?

– Oh, Kerenski est responsable des péchés du Gouvernement provisoire, répondit mon deuxième interlocuteur. C'est Kerenski qui nous a imposé la coalition avec la bourgeoisie. S'il avait démissionné comme il menaçait de le faire, nous aurions eu une crise ministérielle seize semaines seulement avant la réunion de l'Assemblée constituante, et c'est ce que nous voulions éviter.

– Mais n'est-ce pas revenu au même, en fait ?

– Oui, mais comment pouvions-nous savoir ? Ils nous ont trompés, les Kerenski et les Avksentiev. Gotz est un peu plus à gauche. Moi, je suis avec Tchernov qui est un vrai révolutionnaire... Voyons, pas plus tard qu'aujourd'hui, Lénine a fait savoir qu'il ne s'opposerait pas à la présence de Tchernov au gouvernement... Nous aussi, nous voulions nous débarrasser du ministère Kerenski, mais nous pensions qu'il était préférable d'attendre la Constituante. Au début des événements, j'étais avec les bolcheviks, mais le Comité central de mon parti, unanime, vota contre : qu'est-ce qu'il me restait à faire ? C'était une question de discipline de parti... D'ici une semaine, le gouvernement bolchevique va se désagréger ; si seulement les socialistes-révolutionnaires pouvaient se tenir à l'écart et attendre, le pouvoir leur tomberait entre les mains. Mais si nous attendons une semaine, le pays se trouvera dans un tel

état d'anarchie que les impérialistes allemands remporteront la victoire. C'est pour cette raison que nous avons déclenché notre soulèvement avec la promesse de soutien de la part de deux régiments seulement, deux régiments, qui se sont retournés contre nous... Il ne restait que les junkers...

– Et les cosaques ?

L'officier poussa un soupir.

– Ils n'ont pas bougé. Au début, ils ont dit qu'ils se joindraient à nous si nous obtenions l'aide de l'infanterie. Ils ont dit en outre que leurs troupes étaient avec Kerenski et qu'ils faisaient leur part. Puis ils ont dit également que les cosaques étaient toujours accusés d'être les ennemis traditionnels de la démocratie. Et pour finir, ils ont déclaré : « Les bolcheviks promettent de ne pas nous enlever nos terres. Nous ne sommes pas menacés. Nous restons neutres ! »

Pendant que nous parlions, des gens entraient et sortaient sans cesse, des officiers pour la plupart, qui avaient arraché leurs épaulettes. Nous pouvions les voir dans le vestibule et entendre leurs chuchotements animés. De temps à autre, on distinguait, à travers les rideaux à moitié tirés, une porte qui s'ouvrait sur une salle de bains où un officier massif, en uniforme de colonel, était assis sur la lunette des cabinets et prenait des notes dans un carnet qu'il tenait sur les genoux. Je reconnus le colonel Polkovnikov, l'ancien commandant de la place de Petrograd, dont le Comité militaire révolutionnaire aurait récompensé l'arrestation à prix d'or.

– Notre programme ? dit l'officier⁸⁴. Le voici. Les terres remises aux comités agraires. Les travailleurs représentés pleinement dans la direction de l'industrie. Un programme énergique de paix, mais pas d'ultimatum lancé au monde comme celui des bolcheviks. Les bolcheviks ne peuvent pas tenir les promesses qu'ils ont faites aux masses, pas même à l'intérieur du pays. Nous les en empêcherons... Ils nous ont volé notre programme agraire pour obtenir l'appui des paysans. C'est malhonnête. S'ils avaient attendu l'Assemblée constituante...

– Il ne s'agit pas d'Assemblée constituante ! l'interrompit l'officier. Si les bolcheviks veulent fonder un état socialiste en Russie, nous ne pouvons collaborer avec eux en aucun cas ! Kerenski a commis la plus grande des erreurs. Il a révélé aux bolcheviks ce qu'il comptait faire en annonçant au Conseil de la République qu'il avait ordonné leur arrestation...

– Mais que comptez-vous faire à présent ?

Les deux hommes échangèrent un regard.

– Vous le verrez dans quelques jours. Si, parmi les unités du front, il y en a suffisamment qui se rallient à nous, nous ne transigerons pas avec les bolcheviks. Sinon, nous nous verrons forcés de le faire.

Redescendus dans la perspective Nevski, nous sautâmes sur le marchepied d'un tramway désespérément lent, bourré de monde et dont les plates-formes, ployant sous le poids des voyageurs, raclant la chaussée tout au long des interminables kilomètres qui nous séparaient du Smolny.

⁸⁴ Ce doit être l'homme habillé en ouvrier qui parle, à moins qu'il ne s'agisse de lui à l'alinéa suivant. (Note du traducteur.)

Mechkovski, un petit homme frêle, à l'aspect soigné, traversait le hall d'entrée. Il semblait soucieux. Les grèves des ministères, nous dit-il commençaient à porter leurs fruits. Par exemple, le Conseil des commissaires du peuple avait promis de publier les traités secrets, mais Nératov, le fonctionnaire qui en avait la garde, avait disparu en emportant les documents avec lui. On croyait qu'il les avait cachés à l'ambassade de Grande-Bretagne.

Le plus grave, pourtant, était la grève des banques.

– Sans argent, dit Menjinski, nous sommes impuissants. Les salaires des cheminots, des postiers, des télégraphistes, doivent être payés. Les banques sont fermées, et la Banque d'État, dont tout dépend, est fermée également. Tous les employés de Banque de Russie ont été soudoyés pour arrêter le travail... Mais Lénine a donné l'ordre de dynamiter les caves de la banque d'État, et un décret vient de paraître qui enjoint aux banques privées d'ouvrir leurs guichets dès demain, sans quoi nous les ouvrirons nous-mêmes !

Le soviet de Petrograd, rempli d'une foule d'hommes armés, était en pleine activité. Trotski faisait le point :

– Les cosaques reculent devant Krasnoïe Selo. (Acclamations exultantes.) Mais la bataille ne fait que commencer. À Poulkovo, le combat se poursuit avec violence. Tous les renforts disponibles doivent être expédiés là-bas... Les nouvelles de Moscou sont mauvaises. Le Kremlin est aux mains des junkers, les ouvriers disposent de peu d'armes. L'issue dépend de Petrograd... Au front, les décrets sur la paix et sur la terre provoquent un grand enthousiasme. Kerenski inonde les tranchées de racontars sur Petrograd mis à feu et à sang, sur les femmes et les enfants massacrés par les bolcheviks... Mais personne n'y ajoute foi... Les croiseurs *Oleg*, *Avrora* et *Respubblica* ont mouillé l'ancre dans la Neva et braqué leurs canons sur les abords de la capitale...

– Pourquoi n'êtes-vous pas là où sont les gardes rouges ? lança une voix rude.

– Justement, j'y vais, répliqua Trotski, et il quitta la tribune. Un peu plus pâle que d'habitude, il traversa la salle, entouré d'amis empressés, et se hâta vers l'auto qui l'attendait dehors.

Kamenev parla à son tour pour rendre compte des travaux de la conférence de conciliation. Les conditions d'armistice proposées par les mencheviks, dit-il, avaient été rejetées avec dédain. Les sections du syndicat des cheminots elles-mêmes avaient voté contre une offre pareille...

– À présent que nous avons conquis le pouvoir et que le pays tout entier se rallie à nous, déclara Kamenev, ces gens ne nous demandent que trois petites choses : primo, rendre le pouvoir, secundo, obtenir des soldats qu'ils poursuivent la guerre, et tertio, faire que les paysans oublient la terre...

Lénine fit une brève apparition pour répondre aux accusations des socialistes-révolutionnaires.

– Ils nous accusent de leur avoir volé leur programme agraire... S'il en est ainsi, qu'ils soient remerciés. C'est assez bon pour nous...

Ainsi le meeting allait son train tonitruant ; un leader après l'autre venait expliquer, exhorter, argumenter ; soldats et ouvriers se levaient à tour de rôle, pour mettre à nu le fond de

leur pensée et de leur cœur. Le public était en mouvement perpétuel, il changeait et se renouvelait sans cesse. De temps à autre, des hommes entraient pour lancer à tue-tête le nom de telle ou telle unité dont les membres devaient se rendre immédiatement au front ; des flots d'autres combattants, qui avaient été relevés, ou évacués pour blessures, ou qui étaient venus chercher des armes et de l'équipement au Smolny, déferlaient dans la salle.

Il n'était pas loin de 3 heures du matin lorsque nous quittâmes la réunion pour nous heurter à Holtzmann, du Comité militaire révolutionnaire, qui arrivait en courant transfiguré.

– Tout va bien ! s'écria-t-il en agrippant ma main. Un télégramme du front ! Kerenski est écrasé ! Regardez !

Il brandit une feuille de papier, couverte d'un gribouillage hâtif au crayon, puis, voyant que nous n'arrivons pas à la déchiffrer, il déclama :

Bourgade de Poulkovo. État-major. 2 heures 10 du matin.

La nuit du 30 au 31 octobre ⁸⁵ restera dans l'histoire. La tentative de Kerenski pour lancer les troupes contre-révolutionnaires contre la capitale de la révolution a reçu une riposte décisive. Kerenski recule, nous avançons. Les soldats, marins et ouvriers de Petrograd ont montré qu'ils savent et qu'ils veulent affermir, les armes à la main, la volonté et l'autorité de la démocratie. La bourgeoisie a essayé d'isoler l'armée révolutionnaire. Kerenski s'est efforcé de la battre avec l'aide des cosaques. Les deux plans se sont soldés par un piteux échec.

La grande idée de la domination de la démocratie ouvrière et paysanne a resserré les rangs de l'armée et a durci sa volonté. Dorénavant le pays tout entier se convaincra que, loin d'être un phénomène éphémère, le pouvoir soviétique représente le fait indestructible de la domination des ouvriers, des soldats et des paysans. La défaite de Kerenski est celle des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et des partisans de Kornilov. La défaite de Kerenski est l'affirmation des droits du peuple à une vie de paix et de liberté, à la terre, au pain et au pouvoir. En portant son coup valeureux ; le détachement de Poulkovo a renforcé la cause de la révolution ouvrière et paysanne. Il n'est pas de retour au passé. Des combats, des obstacles, des sacrifices nous attendent. Mais la route est ouverte et la victoire assurée.

La Russie révolutionnaire et le pouvoir soviétique ont le droit d'être fiers des troupes de Poulkovo commandées par le colonel Walden. Souvenir éternel à ceux qui sont tombés ! Gloire aux combattants de la révolution, aux soldats et officieux fidèles au peuple !

Vive la Russie populaire, révolutionnaire, socialiste !

Au nom du Conseil, le commissaire du peuple,

L. Trotsky.

⁸⁵ La nuit du 12 au 13 novembre de notre calendrier. (Note du traducteur.)

En rentrant à la maison par la place Znamenski, nous aperçûmes devant la gare Nicolas un attroupement insolite. Plusieurs milliers de marins, hérissés de fusils, y étaient massés.

Posté sur les marches de l'édifice, un membre du Vikjel parlementait avec la foule.

– Camarades, nous ne pouvons pas vous transporter à Moscou. Nous sommes neutres. Nous ne transportons les troupes d'aucun parti. Nous ne pouvons pas vous emmener à Moscou : la guerre civile y est déjà assez terrible comme ça...

La place qui bouillonnait tout entière lui répondit par un rugissement ; les marins se portèrent en avant. Soudain une autre porte s'ouvrit tout grand ; deux ou trois gardes-freins, un mécanicien ou quelque autre cheminot se tenaient sur le seuil.

– Par ici camarades, cria l'un d'eux. On vous emmène à Moscou, ou à Vladivostok, si vous le désirez. Vive la révolution !

Chapitre IX

LA VICTOIRE

[Retour à la table des matières](#)

Ordre n° 1

Aux troupes du détachement de Poulkovo

13 novembre 1917, 9 heures du matin.

Après un combat acharné, les troupes du détachement de Poulkovo ont mis en déroute complète les forces contre-révolutionnaires qui ont abandonné leurs positions en désordre et se retirent derrière Tsarskoïe Selo, vers Pavlovsk II et Gatchina.

J'ordonne au détachement de Poulkovo d'occuper Tsarskoïe Selo et d'en fortifier les abords, notamment du côté de Gatchina.

Ensuite, de poursuivre l'avance, d'occuper Pavlovskoïe d'en fortifier la lisière sud et de s'emparer de la voie ferrée jusqu'à la station de Dno.

Le détachement prendra toutes les mesures nécessaires pour fortifier les positions inoccupées au moyen de tranchées et d'autres ouvrages défensifs.

Il est tenu d'établir une étroite liaison avec les détachements de Kolpino et de Krasnoïe Selo, ainsi qu'avec l'état-major du commandant en chef pour la défense de Petrograd.

*Le commandant des forces combattant
les troupes contre-révolutionnaires de Kerenski.*

Lieutenant-colonel MOURAVIOV.

Mardi matin. Mais comment est-ce possible ? Seulement deux jours plus tôt, les environs de Petrograd regorgeaient de bandes errant à l'aventure, sans chefs, sans artillerie, sans plan d'action. Cette masse désorganisée de gardes rouges, indisciplinés et de soldats abandonnés par leurs officiers, qu'est-ce qui l'avait soudée pour en faire une armée obéissant aux commandants élus, trempée au point de résister aux canons et briser l'assaut de la cavalerie cosaque⁸⁶ ?

Un peuple révolté a une façon à lui de défier les règles de l'art militaire. Le souvenir n'est pas perdu des armées en haillons de la révolution française, de Valmy et de Wissembourg. Face à elles, les forces soviétiques avaient les junkers, les cosaques, les propriétaires fonciers, la noblesse, les Cent-Noirs, et, se profilant derrière eux, le tsar resurgi, l'Okhrana, les chaînes de la Sibérie, l'énorme et terrible menace des Allemands. La victoire signifiait pour parler comme Carlyle, « l'Apothéose et l'Âge d'Or à tout jamais » !

⁸⁶ Voir Appendice, chapitre IX, 1, p. 391.

Samedi soir, alors que les commissaires du comité militaire révolutionnaire s'en retournaient du front, désespérés, la garnison de Petrograd élit son état-major de combat ; le Comité des cinq, qui comprenait trois soldats et deux officiers, certifiés exempts de toute tare contre-révolutionnaire. À la tête, se trouvait le colonel Mouraviov, un officier ci-devant patriotard, un homme compétent, mais à surveiller de près. Des détachements provisoires furent formés à Kolpino, à Okoukhovo, et à Krasnoïe Selo, dont les effectifs augmentèrent avec l'afflux des traînards qui erraient dans les environs, soldats, marins et gardes rouges mélangés, fractions de régiments, infanterie, cavalerie, artillerie pêle-mêle, et quelques autos blindées.

Le jour pointa, et les éléments de reconnaissance cosaques de Kerenski effectuèrent la prise de contact. Fusillade intermittente, sommations de se rendre. Le bruit de la bataille monta au-dessus de la morne plaine, dans l'air froid et calme, pour parvenir jusqu'aux oreilles des bandes vagabondes qui attendaient, rassemblées autour de leurs petits feux. C'était donc commencé ! Les hommes s'en allèrent au-devant du combat ; pris dans le flot des foules ouvrières qui déferlait sur les routes rectilignes, ils hâtèrent le pas. Ainsi, de furieux essaims humains convergèrent spontanément vers tous les points d'attaque où des commissaires leur indiquèrent les positions à occuper ou les travaux à exécuter. C'était leur propre combat, livré pour leur monde à eux, et les officiers qui les commandaient, c'étaient eux-mêmes qui les avaient élus. En ce moment, ces volontés multiples et incohérentes ne formaient qu'une seule volonté.

Des combattants devaient me raconter plus tard comment les marins, après s'être battus jusqu'à leur dernière cartouche se lançaient à l'assaut, comment des ouvriers sans aucune expérience militaire se ruaient au-devant d'une charge cosaque et arrachaient les cavaliers de leur selle, comment une multitude anonyme, s'enfla comme la marée et submergea l'ennemi. Le lundi, avant minuit, les cosaques avaient cédé et pris la fuite en abandonnant leur artillerie, et l'armée du prolétariat avança sur un long front déchiqueté et dévala sur Tsarskoïe Selo avant que l'adversaire ait eu la possibilité de détruire le grand poste émetteur gouvernemental d'où les commissaires du Smolny envoyaient à présent aux quatre coins du monde des chants de victoire.

À TOUS LES SOVIETS

DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS

Le 12 novembre, au cours d'un combat acharné devant Tsarskoïe Selo, l'armée révolutionnaire a battu à plate couture les troupes contre-révolutionnaires de Kerenski et de Kornilov.

Au nom du gouvernement révolutionnaire, j'appelle tous les régiments confiés à mon commandement à repousser les ennemis de la démocratie révolutionnaire, ainsi qu'à prendre toutes mesures nécessaires pour s'emparer de Kerenski et pour empêcher le renouvellement d'aventures du même genre qui menacent les conquêtes de la révolution et le triomphe du prolétariat.

Vive l'armée révolutionnaire !

Mouraviov.

Nouvelles de province...

À Sébastopol, le soviet local avait pris le pouvoir : au cours d'un immense meeting, les équipages des navires de guerre mouillés dans la rade avaient forcé leurs officiers à s'aligner et à prêter serment au nouveau gouvernement. À Nijni-Novgorod, le soviet détenait le pouvoir. Les informations de Kazan parlaient de combats de rues : les junkers et une brigade d'artillerie s'affrontaient à la garnison bolchevique.

Une lutte acharnée avait repris à Moscou. Junkers et gardes blancs tenaient le Kremlin et le centre de la ville, assaillis de toutes parts par les forces du Comité militaire révolutionnaire. L'artillerie soviétique avait positionné place Skobélev et bombardait l'hôtel de ville, le bureau de la place et l'hôtel Métropole. Les pavés de la Tverskaïa et de la Nikitskaïa avaient été arrachés pour consolider les tranchées et construire des barricades. Une grêle de balles de mitrailleuse arrosait les quartiers des banques et des maisons de commerce. Il n'y avait pas de lumière ni de téléphone ; la population bourgeoise vivait dans les caves. Le dernier bulletin parlait d'un ultimatum adressé par le Comité militaire révolutionnaire au Comité de salut public⁸⁷ pour exiger la reddition immédiate du Kremlin sous la menace de bombardement.

– Bombarder le Kremlin ? s'exclama l'homme de la rue. Ils n'oseront pas !

De Vologda à Tchita, dans la lointaine Sibérie, de Pskov à Sébastopol sur la mer Noire, dans les grandes cités et dans les petites bourgades, la guerre civile faisait rage. Des milliers d'usines et de communes paysannes, des régiments et des armées, des bateaux perdus au grand large, inondaient Petrograd de félicitations adressées au pouvoir populaire.

Le gouvernement cosaque de Novotcherkassk télégraphia à Kerenski :

[Le gouvernement des troupes du Don invite le Gouvernement provisoire et les membres du Conseil de la République russe à se rendre, s'ils le peuvent, à Novotcherkassk où il est possible d'organiser la lutte contre les bolcheviks](#)

En Finlande également, les choses commençaient à bouger. Le soviet de Helsinki et le Tsentrobalt (Comité central de la flotte de la Baltique) proclamèrent conjointement l'état de siège et firent savoir que toute tentative pour d'opposer aux forces bolcheviques, de même que toute résistance armée à leurs ordres, seraient sévèrement réprimées. Au même moment, le syndicat des cheminots finlandais déclenchait la grève sur l'ensemble du territoire pour obtenir l'application des lois votées par la Diète socialiste de juin 1917 qui avait été dissoute par Kerenski. Le matin de bonne heure, je me rendis au Smolny. Je suivais le long trottoir de bois menant de la grille extérieure à l'entrée quand j'aperçus les premiers flocons de neige qui descendaient, frêles, hésitants, d'un ciel gris et figé.

– La neige ! s'écria le soldat devant la porte avec un sourire ravi. Excellent pour la santé !

À l'intérieur, les longs couloirs tristes et les bureaux mornes semblaient déserts. Rien ne bougeait dans l'énorme édifice. Un son grave, étouffé, me parvint aux oreilles et, regardant autour de moi, j'aperçus, par terre, le long des murs, partout, des hommes qui dormaient. Des hommes rudes et sales, ouvriers et soldats, couverts de croûte de boue séchée, étalés seuls ou

⁸⁷

Il est question d'une organisation fondée à Moscou pour lutter contre la révolution et qu'il ne faut pas confondre avec le Comité pour le salut de la Patrie et de la Révolution qui fonctionnait à Petrograd. De même, le Comité militaire révolutionnaire mentionné ici est celui de Moscou. (Note du traducteur.)

en tas, dans l'attitude insouciant de la mort. Quelques-uns portaient des pansements effilochés, souillés de sang. Tout autour étaient éparpillés fusils et cartouchières. La victorieuse armée du prolétariat !

En haut, à la cantine, les gens étaient tellement serrés qu'on avait du mal à passer. L'air était irrespirable. Une pâle lumière filtrait à travers les carreaux embués. Un samovar bosselé et froid trônait sur le comptoir, au milieu de nombreux verres où il restait encore un fond de thé. À côté, traînait un exemplaire du dernier bulletin du Comité militaire révolutionnaire, noirci au verso d'un gribouillage malhabile. C'était l'ultime hommage d'un soldat à ses camarades tombés dans le combat contre Kerenski, tel qu'il avait mis sur papier avant de s'écrouler, terrassé par le sommeil. L'écriture était indistincte, comme si des larmes avaient coulé sur le feuillet.

Alexei Vinogradov

D. Moskvine

S. Stobikov

A. Voskressenski

D. Léonski

D. Preobrajenski

V. Laïdanski

M. Bertchikov

Ces hommes avaient été incorporés le 15 novembre 1916. Il n'en reste que trois :

Mikhaïl Bertchikov

Alexeï Voskressenski

Dmitri Léonski

Dormez, aigles guerriers,

Dormez l'âme tranquille !

Frères, vous avez mérité

Gloire et repos éternel.

Dans votre tombe vous avez serré les rangs. Dormez, citoyens !

Seul le Comité militaire révolutionnaire veillait et fonctionnait toujours. Sortant de la pièce du fond, Skrypnik raconta que Gotz avait été arrêté, mais qu'il avait catégoriquement nié avoir signé la proclamation du Comité de salut ; Avksentiev en avait fait autant ; et le Comité de salut lui-même avait répudié l'appel à la garnison. Il y avait encore de l'hostilité dans les régiments de la capitale, ajouta Skrypnik, le régiment Volhynski avait refusé de se battre contre Kerenski.

Plusieurs détachements de troupes « neutres », avec Tchernov à leur tête, se trouvaient à Gatchina où ils essayaient d'amener Kerenski à ne pas attaquer Petrograd.

– Il ne peut plus y avoir de « neutres » à présent, dit Skrypnik en riant. Nous avons gagné !
– Son visage barbu aux traits burinés respirait une exaltation presque religieuse. Plus de soixante délégués sont arrivés du front en apportant des résolutions de soutien de toutes les armées, sauf les troupes du front roumain dont on n'a pas encore de nouvelles. Jusqu'à présent

les comités de l'armée interceptaient toutes les nouvelles de Petrograd, mais actuellement nous avons un système régulier de courriers...

En bas, dans le hall d'entrée, Kamenev venait d'arriver, exténué par une séance de la conférence pour la formation d'un nouveau gouvernement, qui avait duré toute la nuit, exténué mais heureux.

– Les socialistes-révolutionnaires penchent déjà pour notre admission dans le nouveau gouvernement, me dit-il. Les groupes de droite sont effrayés par les tribunaux révolutionnaires. Pris d'une sorte de panique, ils exigent que nous les abolissions avant de faire un pas de plus. Nous avons accepté la proposition du Vijkl pour la formation d'un ministère socialiste homogène ; en ce moment, ils travaillent là-dessus. Tout cela, voyez-vous, est le résultat de notre victoire. Lorsque nous étions au plus bas, ils ne voulaient de nous à aucun prix ; à présent, tout le monde désire un accord avec les soviets. Ce qu'il nous faut, c'est une victoire vraiment décisive. Kerenski veut un armistice, mais il devra capituler...⁸⁸

Tel était l'état d'esprit des dirigeants bolcheviques. À un journaliste étranger qui lui demandait ce qu'il avait à déclarer au monde, Trotsky répondit :

– En ce moment, la seule déclaration possible est celle que nous faisons par la bouche de nos canons !

Pourtant, sous la marée de la victoire, on discernait un courant de réelle anxiété. La question des finances. Au lieu d'ouvrir les établissements de crédit comme l'avait ordonné le Comité militaire révolutionnaire, le syndicat des employés de banque se réunit et décida officiellement de se mettre en grève. Le Smolny avait réclamé à la banque d'État quelque trente-cinq millions de roubles ; le caissier ferma les coffres et ne versa de l'argent qu'aux représentants du Gouvernement provisoire. Les réactionnaires se servaient de la Banque d'État comme d'une arme politique. Ainsi, lorsque le Vikjel réclama de l'argent pour payer les salaires du personnel des chemins de fer de l'État, il lui fut répondu de s'adresser au Smolny.

J'allais à la Banque d'État pour y rencontrer le nouveau commissaire, un bolchevik ukrainien aux cheveux roux, du nom de Pétrovitch. Il s'efforçait de mettre un peu d'ordre dans le chaos que les employés en grève avaient laissé derrière eux. Dans tous les bureaux de l'immense édifice, des volontaires, soldats et marins, le front en sueur ; l'air hébété, la langue pendante, tellement l'effort était intense, s'absorbaient dans l'étude des registres.

Le bâtiment de la douma regorgeait de monde. On rencontrait encore des cas isolés de résistance au nouveau gouvernement, mais ils se faisaient rares. Le Comité agraire central s'était adressé aux paysans ; leur enjoignant de ne pas reconnaître le décret sur la terre adopté par le Congrès des soviets, parce qu'il risquait de provoquer le désordre et la guerre civile. Le maire Schreider annonça qu'en raison de l'insurrection bolchevique, les élections à l'assemblée constituante devraient être ajournées indéfiniment.

Deux questions semblaient dominer les esprits, bouleversés par la férocité de la guerre civile, premièrement, une trêve pour arrêter l'effusion de sang⁸⁹, deuxièmement la création d'un nouveau gouvernement. Il n'était plus question d'« écraser les bolcheviks », peu question

⁸⁸ Voir Appendice, chapitre XI, 2, p. 401.

⁸⁹ Voir appendice, chapitre IX, 3, p. 402.

même, sauf chez les socialistes populistes et les soviets paysans, de les tenir à l'écart du gouvernement. Le Comité central de l'armée lui-même, qui était pourtant l'ennemi le plus résolu du Smolny, téléphona du GQG, de Moguilev. « Si, pour former un nouveau ministère, il est nécessaire de conclure un accord avec les bolcheviks, nous acceptons de les admettre *en minorité* au sein du Cabinet. »

La *Pravda* publia le message de Kerenski au Comité de salut en soulignant ironiquement les « sentiments humanitaires » de son auteur.

Conformément aux propositions du Comité de salut et de toutes les organisations démocratiques groupées autour de lui, j'ai suspendu toute action militaire contre les rebelles et j'ai envoyé un représentant, le commissaire attaché au commandant en chef Stankévitch, pour engager les pourparlers. Faites le nécessaire afin d'éviter l'éventualité d'une effusion de sang inutile...

Le Vikjel informa télégraphiquement la Russie tout entière :

La conférence tenue par la Syndicat panrusse des cheminots avec les représentants des partis et organisations en lutte qui admettent la nécessité d'un accord rejette énergiquement le recours aux méthodes de terreur politique dans la guerre civile, particulièrement dans les rapports entre les différentes fractions de la démocratie révolutionnaire, et déclare qu'en ce moment, l'emploi de cette terreur, quelles qu'en soient les formes, par une des parties contre l'autre, est en contradiction avec l'idée même et le but des négociations...

La conférence envoya des délégations au front, à Gatchina. Au sein même de cet organisme, l'accord final semblait sur le point d'être réalisé. Il avait même été décidé d'élire un Conseil provisoire du peuple d'environ quatre cents membres : soixante-quinze représentant le Smolny, le même nombre délégué par l'ancien Tsik et les autres désignés par les doumas municipales, les syndicats, les comités agraires et les groupes politiques. On mentionnait Tchernov pour la présidence du Conseil. Lénine et Trotsky, disait-on, n'en feraient pas partie.

Vers midi, je me trouvais une fois de plus devant le Smolny en train de parler avec le chauffeur d'une ambulance qui partait pour le front révolutionnaire. Pouvais-je venir avec lui ? Bien entendu ! Il était volontaire, étudiant à l'université, et tout en roulant le long de la rue, il me jetait par-dessus l'épaule des phrases en un allemand exécrable.

– *Also gut ! Wir nach die Kasernen zu essen gehen !*

Je compris qu'il y aurait à déjeuner dans quelque caserne.

Rue Kirotnaïa, il tourna dans une immense cour encadrée de bâtisses militaires ; je montais à sa suite un escalier sombre qui menait à une pièce basse éclairée par une seule fenêtre. Installés autour d'une longue table, une vingtaine de soldats, armés de cuillers de bois, étaient en train de manger les *chtchi* (soupe aux choux) dans une grande bassine de fer blanc tout en riant et en parlant à haute voix.

– Salut au Comité du VI^e bataillon de réserve du Génie ! lança mon ami et il me présenta comme un socialiste américain. Sur quoi tout le monde se leva pour me serrer la main. Un vieux soldat me prit dans ses bras et je me mis à table. On apporta un autre baquet rempli de kacha, un gigantesque pain noir et, bien entendu, les inévitables théières. Aussitôt tout le monde m'assaillit de questions sur l'Amérique. Était-il vrai que dans un pays libre les gens vendaient

leur voix pour de *l'argent* ? S'il en était ainsi, comment faisaient-ils pour obtenir ce qu'ils voulaient ? Qu'était ce « Tammany »⁵ ? Était-il vrai que dans un pays libre une poignée d'hommes pouvait tenir sous sa coupe une ville entière et l'exploiter pour son profit personnel ? Pourquoi les gens supportaient-ils cela ? En Russie, même du temps des tsars, des choses pareilles étaient impossibles ; il y avait toujours eu de la corruption, c'est vrai, mais de là à acheter et à vendre toute une ville remplie de monde ! Et cela, dans un pays libre ! Les gens n'avaient-ils donc aucune fibre révolutionnaire ? J'essayai d'expliquer que, dans mon pays, les habitants s'efforçaient de changer les choses au moyen des lois.

– Bien sûr, acquiesça un jeune sergent du nom de Baklanov qui parlait français. Mais n'avez-vous pas une classe capitaliste hautement développée ? Alors, ce sont les capitalistes qui dominent le parlement et les tribunaux et dans ce cas, comment les gens peuvent-ils changer les choses ? Je veux bien me laisser convaincre, car je ne connais pas votre pays, mais cela me paraît incroyable...

Je dis que j'allais à Tsarskoïe Selo.

– Moi aussi, dit subitement Baklanov.

– Et moi !

– Et moi !

Toute la tablée décida sur-le-champ de se rendre à Tsarskoïe.

À ce moment, on frappa à la porte. Elle s'ouvrit et un colonel se montra sur le seuil. Personne ne se leva mais les salutations fusèrent de toutes parts.

– Puis-je entrer ? s'informa le colonel.

– *Prossim ! Prossim !* répondirent-ils cordialement.

Il s'avança en souriant. Il était grand, distingué et portait une cape de peau de chèvre brodée d'or.

– Je crois avoir entendu, camarades, dit-il, que vous alliez à Tsarskoïe Selo. Pourrais-je venir avec vous ?

Baklanov réfléchit.

– Je crois qu'il n'y a rien à faire ici aujourd'hui, répondit-il. Oui, camarade, nous serons très contents de vous avoir avec nous.

Le colonel le remercia, il s'assit et se versa un verre de thé.

À voix basse, pour ne pas blesser l'amour propre de l'officier, Baklanov m'expliqua :

– Voyez-vous, je suis président du comité. Nous sommes les maîtres absolus du bataillon, sauf dans l'action où nous déléguons le commandement au colonel. Tant que l'action dure, ses ordres doivent être obéis, mais il est rigoureusement responsable devant nous. À la caserne, il ne peut rien faire sans notre autorisation. Il est ce que vous pourriez appeler notre agent d'exécution.

⁵ Tammany Hall, siège du Parti démocrate à New York. À la suite de nombreux scandales, le nom de Tammany est devenu aux États-Unis synonyme de corruption politique. (Note du traducteur.)

On nous distribua des armes : revolvers et fusils – « nous pouvons tomber sur des cosaques, n'est-ce pas ? » – et nous nous entassâmes tous dans l'ambulance, pêle-mêle avec trois grands ballots de journaux destinés au front. Dans un bruit de ferraille, la voiture remonta en ligne droite le Litéiny et suivit la perspective Zagorodny. J'avais à côté de moi un jeune garçon qui portait des épaulettes de lieutenant et qui semblait parler toutes les langues d'Europe avec une égale facilité. Il était membre du comité du bataillon.

– Je ne suis pas bolchevik, m'assura-t-il énergiquement. Ma famille est de très ancienne noblesse. Quant à moi, je suis, mettons, cadet...

– Mais alors... dis-je, perplexe.

– Oh, oui, je suis membre du comité. Je ne cache pas mes opinions politiques, mais les autres n'y trouvent rien à redire parce qu'ils savent que je ne suis pas de ceux qui s'opposent à la volonté du plus grand nombre. Toutefois, j'ai refusé de prendre part à la guerre civile actuelle car je ne suis pas d'accord pour porter les armes contre mes frères russes...

– Provocateur ! Korniloviste ! lui crièrent gaiement les autres en lui tapant sur l'épaule.

L'ambulance passa sous l'énorme arc en pierre grise de la porte de Moscou avec ses hiéroglyphes dorés, ses massives aigles impériales et ses noms de tsars, et s'élança sur la large route toute droite qui grisait sous la première neige. La chaussée débordait de gardes rouges à pied, les uns cheminaient vers le front révolutionnaire en criant et en chantant, les autres en revenaient couverts de boue et le teint plombé. La plupart semblaient des gosses. Des femmes passaient, chargées de bûches, portant un fusil et des cartouches en bandoulière ou bien arborant un brassard de la Croix-Rouge, femmes des taudis, courbées et usées par le travail. Des escouades de soldats qui avançaient au pas de route, lançant aux gardes rouges d'affectueuses plaisanteries, des matelots à l'aspect sévère, des enfants traînant des colis de vivres pour leurs parents, tous pataugeaient péniblement dans l'épaisse gadoue blanchâtre qui recouvrait les pavés. Nous dépassions des batteries avec leurs caissons qui s'en allaient vers le sud dans un cliquetis métallique, des camions qui roulaient dans les deux sens, hérissés d'hommes armés, des ambulances retour du front, remplies de blessés, et une lente et grinçante carriole paysanne avec un garçon blanc comme un linge qui poussait des hurlements monotones, plié sur son ventre déchiqueté. Dans les champs, des deux côtés de la route, des femmes et des vieillards creusaient des tranchées et tendaient des barbelés.

Derrière nous, au nord, les nuages s'écartèrent théâtralement, et un pâle soleil apparût. Au bout de la plaine, marécageuse et plate, Petrograd rutilait. À droite, les flèches et les bulbes blancs, dorés, polychromes ; à gauche, les hautes cheminées dont quelques-unes crachaient de la fumée noire ; et, au-delà, le ciel sombre au-dessus de la Finlande. Des tous côtés, nous pouvions voir des églises et des monastères. Parfois, on apercevait un moine silencieux, écoutant battre sur la chaussée le pouls de l'armée prolétarienne.

À Poulkovo, la route bifurquait ; nous nous arrêtâmes au milieu d'une grande foule où affluaient trois courants humains ; des amis s'y retrouvaient, excités et admiratifs, pour échanger des récits de bataille. Une rangée de maisons plantée face au carrefour portait des traces de balles ; à une lieue à la ronde, la terre, piétinée, n'était qu'un borborygme. Ici, le combat avait fait rage. Tout près, des chevaux cosaques sans cavalier tournaient, l'air affamé : dans la plaine, l'herbe avait disparu depuis belle lurette. Juste devant nous, un garde rouge essayait

gauchement d'en fourcher une des bêtes, il n'arrêtait pas de tomber devant un millier de spectateurs frustrés ravis comme des gosses.

La route de gauche, que les survivants cosaques avaient suivie dans leur retraite, montait vers un hameau situé en haut d'une côte d'où s'ouvrait une vue splendide sur l'immense plaine, grise comme une mer sans vent sous les nuages tumultueux qui la dominaient, et sur la cité impériale déversant ses milliers d'habitants par toutes les routes. À l'extrême gauche, la colline de Kra noïe Selo voisinait avec la ferme impériale et le terrain de parade du camp d'été de la garde. Plus près rien ne venait rompre la monotonie de la plaine, sinon de rares couvents et monastères entourés de murs, quelques usines isolées et plusieurs grandes bâtisses dressées sur des terrains mal entretenus : des asiles et des orphelinats.

– Ici, dit le chauffeur comme nous franchissions une colline dénudée, ici est morte Véra Sloutskaïa. Oui, la conseillère municipale bolchevique. C'est arrivé tôt ce matin. Elle était en voiture, avec Zalkind et un autre homme. C'était la trêve, et ils se rendaient dans les tranchées de première ligne. Ils parlaient et riaient lorsque, dans le train blindé où se trouvait Kerenski lui-même, brusquement quelqu'un a vu l'auto et a tiré un coup de canon. L'obus a touché Véra Sloutskaïa, la tuant sur place...

C'est ainsi que nous finîmes par arriver à Tsarskoïe Selo où les héros turbulents de l'armée prolétarienne se promenaient en conquérants. Le palais où se tenait le soviét ressemblait à une ruche. Gardes rouges et marins se pressaient dans la cour, des sentinelles se tenaient aux entrées, des flots de courriers et de commissaires s'engouffraient dans l'édifice ou s'en échappaient. Dans la salle du soviét, une cinquantaine d'ouvriers, de soldats, de marins et d'officiers, groupés autour d'un samovar, buvaient du thé en parlant à tue-tête. Dans un coin, deux travailleurs s'efforçaient gauchement de faire fonctionner un duplicateur. Courbé au-dessus d'une table au milieu de la pièce, l'énorme Dybenko marquait sur une carte avec des crayons bleus et rouges la disposition des troupes. De sa main libre, il serrait, comme toujours, un gigantesque revolver d'acier bleui. Soudain, il s'assit devant une machine à écrire et se mit à taper avec un seul doigt. Il s'interrompait à tout bout de champ pour ramasser son arme et en faisait amoureusement tourner le barillet.

Un jeune ouvrier était étendu sur un canapé poussé contre le mur. Deux gardes rouges étaient penchés sur lui, sinon personne n'y faisait attention. Il avait un trou dans la poitrine ; à chaque battement du cœur, un peu de sang frais sourdait à travers ses vêtements. Ses yeux étaient fermés, une pâleur verdâtre envahissait son jeune visage barbu. Il respirait encore, doucement et lentement, et, à chaque respiration, il soufflait :

– *Mir boudet ! Mir boudet !* (La paix vient ! La paix vient !)

Dybenko leva la tête en nous voyant entrer.

– Ah, dit-il à Baklanov. Camarade, voulez-vous aller au PC du commandant et tout prendre en main ? Attendez, je vais vous établir un ordre de service.

Il s'approcha de la machine à écrire et se mit à enfoncer avec lenteur les touches les unes après les autres.

J'accompagnai le nouveau commandant de Tsarskoïe Selo jusqu'au palais Catherine. Baklanov, très excité, faisait l'important. Quelques gardes rouges, curieux, étaient en train de farfouiller l'élégant salon blanc que je connaissais déjà ; mon vieil ami le colonel se tenait près

de la fenêtre en se mordillant la moustache. Il m'accueillit comme un frère depuis longtemps disparu. Le Français de Bessarabie se tenait assis à une table près de l'entrée. Les bolcheviks lui avaient donné l'ordre de rester et de continuer son travail.

– Que pouvais-je faire, grommela-t-il. Dans une guerre de ce genre, les gens comme moi ne peuvent se battre ni d'un côté ni de l'autre, quelle que soit l'horreur instinctive que leur inspire la dictature de la populace. Je regrette seulement de me trouver si loin de ma mère que j'ai laissée en Bessarabie !

Baklanov prit officiellement possession de son nouveau poste.

– Voici, fit nerveusement le colonel, les clés du bureau.

Un garde rouge lui coupa la parole.

– Où est l'argent ? demanda-t-il rudement.

Le colonel sembla surpris.

– L'argent ? L'argent ? Ah, vous voulez dire le coffre. Le voilà, exactement comme je l'ai trouvé il y a trois jours. Les clés ? – il hausa les épaules. – Je n'ai pas de clés.

Le garde rouge ricana d'un air entendu.

– Comme c'est commode, dit-il.

– Ouvrons le coffre, suggéra Baklanov. Apportez une hache. Nous avons avec nous un camarade américain. Qu'il enfonce lui-même le coffre et qu'il inscrive ce qu'il aura trouvé dedans.

Je brandis la hache. Le coffre de bois était vide.

– Arrêtons-le, dit le garde haineusement. Il est pour Kerenski. Il a volé l'argent et l'a donné à Kerenski.

Baklanov n'était pas d'accord.

– Mais non ! dit-il. C'est le korniloviste qui l'a précédé ici. Lui n'est pas coupable.

– Crénom ! s'écria le garde rouge. Puisque je vous dis qu'il est pour Kerenski. Si vous ne l'arrêtez pas, nous, nous allons le faire, nous le conduirons à Petrograd pour l'enfermer à Pierre-et-Paul, et il ne l'aura pas volé !

Les autres gardes rouges l'approuvèrent d'un grognement. Le colonel nous jeta un regard pitoyable. On l'emmena.

Devant le palais du soviet, un camion se préparait à partir pour le front. Une demi-douzaine de gardes rouges, quelques marins et un ou deux soldats, commandés par un ouvrier géant, grimpèrent dans la voiture et me crièrent de monter avec eux. D'autres gardes rouges sortirent du poste de commandement, ployant sous le poids de petites bombes en tôle ondulée qu'ils transportaient à pleins bras ; elles étaient chargées de *groubite*, un explosif dix fois plus puissant et cinq fois plus sensible que la dynamite, dirent-ils en jetant leur fardeau dans le camion. Ils garnirent d'un obus un canon de trois pouces et ils l'attachèrent à l'arrière du camion avec des bouts de corde et de fils de fer.

Nous démarrâmes en poussant un grand cri et à toute vitesse, bien entendu. Le lourd véhicule penchait à droite et à gauche ; le canon bondissait d'une roue sur l'autre et les bombes à la *groubite* nous roulaient sur les pieds, s'écrasant avec fracas contre les parois.

Le grand garde rouge, qui s'appelait Vladimir Nicolaïévitch, m'assaillit de questions sur l'Amérique. Pourquoi les États-Unis font-ils la guerre ? les ouvriers américains sont-ils prêts à renverser les capitalistes ? Où en est exactement l'affaire Mooney ? Berkman⁹⁰ sera-t-il extradé à San Francisco ? Ces questions, et bien d'autres tout aussi difficiles, il les lançait à tue-tête pour couvrir le rugissement du canon, pendant qu'agrippés l'un à l'autre, nous dansions au milieu des bombes qui se carambolaient.

Parfois une patrouille essayait de nous arrêter. Des soldats se jetaient au milieu de la route, devant nous et criaient « *STO** ! » et épaulaient leur fusil.

Nous n'y prêtions pas attention.

– Que le diable vous emporte ! hurlaient mes compagnons. Nous ne nous arrêtons pour personne. Nous sommes des gardes rouges !

Et nous foncions irrésistiblement, dans un bruit de tonnerre, tandis que Vladimir Nicolaïévitch me beuglait à l'oreille quelque remarque au sujet de l'internationalisation du canal de Panama et de problèmes du même genre.

Au bout d'environ huit kilomètres, nous aperçûmes un détachement de marins qui venait à notre rencontre, et le camion ralentit.

– Où est le front, frérots ?

Le matelot qui ouvrait la marche s'arrêta et se gratta la tête.

– Ce matin, dit-il, le front passait à 500 mètres d'ici, mais à l'heure qu'il est, ce sacré truc n'est nulle part. On marche, on marche, on marche, et on n'est pas fichu de le retrouver.

Ils montèrent dans le camion et nous partîmes. Un kilomètre et demi plus loin, Vladimir Nicolaïévitch dressa l'oreille et cria au chauffeur de s'arrêter.

– On tire, dit-il. Vous entendez ?

Un silence de mort, puis à une petite distance devant nous et à gauche, trois coups de feu rapprochés. À cet endroit, un bois épais bordait la route. Très excités, nous échangeons des chuchotements pendant que le camion avançait doucement pour s'arrêter tout près de l'endroit où avaient retenti les détonations. Sautant à terre, notre petit groupe se déploya avant de s'engager silencieusement dans la forêt, chaque homme armé de son fusil.

Entre-temps, deux camarades détachèrent le canon et le firent pivoter de façon à le braquer dans notre dos.

⁹⁰ Tom Mooney, syndicaliste et militant ouvrier américain, victime innocente d'une provocation policière, à San Francisco, en 1916. Condamné à mort, il vit sa peine commuée en emprisonnement à vie et fut libéré en 1939, à la suite d'un des plus grands mouvements d'opinion qu'aient connus les États-Unis et dont la répercussion dans le monde fut considérable. Berkman était un des coaccusés de Mooney. (Note du traducteur.)

Le bois se taisait. Les feuilles étaient tombées, et, dans les rayons du chérif soleil d'automne, les troncs des arbres prenaient de pâles teintes blafardes. Rien ne bougeait, sauf la glace des flaques d'eau qui frissonnait sous nos pas. Était-ce une embuscade ?

Nous avançâmes sans rien rencontrer jusqu'au moment où la forêt commença à s'éclaircir, puis nous fîmes halte. Au-delà, dans une petite clairière, trois soldats étaient assis autour d'un pauvre feu, qui semblaient parfaitement insouciantes.

Vladimir Nicolaiévitch alla vers eux.

– *Zdravstvouïté** camarades ! les salua-t-ils.

Derrière lui, un canon, vingt fusils et un chargement de bombes à *groubite* n'attendaient qu'un signe. Les soldats relevèrent péniblement.

– Les coups de feu qu'on a entendus, c'était pourquoi ?

L'air soulagé, un des soldats répondit :

– Eh bien camarade, on a tiré quelques lapins, c'est tout.

Le camion repartit dans la direction de Tomanovo. La journée était claire, la contrée déserte. Au premier carrefour, deux soldats s'élancèrent au-devant de notre voiture en brandissant leur fusil. Le camion ralentit l'allure et s'arrêta.

– Vos papiers, camarades !

Les gardes rouges poussèrent les hauts cris.

– On est des gardes rouges. On n'a pas besoin de papiers. On part, tant pis pour eux !

Pourtant un marin s'y opposa.

– Ce n'est pas juste, camarades. Nous devons maintenir la discipline révolutionnaire. Imaginez que des contre-révolutionnaires s'amènent avec un camion et qu'ils disent : « Nous n'avons pas besoin de papiers ! » Les copains ne vous connaissent pas.

Un débat s'engagea. Un à un, matelots et soldats se rangèrent à l'avis de leur camarade. Chaque garde rouge présenta en grommelant une *boumaga** crasseuse. Elles étaient toutes pareilles, sauf la mienne qui émanait de l'état-major révolutionnaire de Smolny. Les sentinelles déclarèrent que je devais les suivre. Les gardes rouges protestèrent énergiquement mais le marin qui avait parlé le premier expliqua :

– Nous savons que ce camarade est un bon camarade. Mais il s'agit des ordres du comité, et ces ordres doivent être obéis. C'est la discipline révolutionnaire.

Ne voulant pas faire de difficultés, je descendis du camion et le suivis des yeux qui s'éloignait en donnant de la bande pendant que ses occupants agitaient leurs bras en guise d'adieu. Les deux soldats se concertèrent brièvement à voix basse avant de me conduire vers un mur et de m'y adosser. Soudain, j'eus comme une révélation : ils allaient me fusiller.

On ne voyait nulle part un seul être humain. Unique signe de vie, un peu de fumée s'échappait de la cheminée d'une *datcha**, maison de bois biscornue qui se dressait à quelques centaines de mètres sur un chemin de traverse. Les soldats se dirigeaient vers la route. Désespéré, je courus après eux.

Camarades ! Regardez ! c'est le sceau du comité militaire révolutionnaire.

– Il est différent des autres, dit l'un d'eux d'un air renfrogné. Nous ne savons pas lire, frérot.

Je le pris par le bras.

– Venez, allons jusqu'à cette maison. Il doit bien y avoir là-dedans quelqu'un qui sait lire.

Ils hésitèrent.

– Non, dit l'un.

L'autre m'examina.

– Pourquoi pas ? grommela-il. Après tout, c'est un grand crime que de tuer un innocent.

Nous nous approchâmes de la porte d'entrée et frappâmes. Une petite femme boulotte nous ouvrit et recula, épouvantée, en proférant de paroles incohérentes.

– Je ne sais rien à leur sujet ! Je ne sais rien à leur sujet !

Un de mes gardiens lui tendit mon laissez-passer. Elle poussa un hurlement.

– Rien que pour le lire, camarade.

D'un geste hésitant, elle prit le papier et lut rapidement, à voix haute :

– « Le porteur de ce laissez-passer, John Reed, est un représentant de la social-démocratie américaine, un internationaliste... »

Revenus sur la route, les deux soldats se consultèrent à nouveau.

– Nous devons vous emmener au comité du régiment, dirent-ils.

Dans le crépuscule qui tombait rapidement, nous pataugeâmes sur une route boueuse. De temps à autre, nous rencontrions des groupes de soldats qui s'arrêtaient et m'entouraient d'un air menaçant faisant circuler mes papiers à la ronde et discutant violemment si, oui ou non, il convenait de me tuer.

Il faisait nuit lorsque nous arrivâmes au quartier du 2^e tirailleur de Tsarskoïe Selo, de longues bâtisses qui s'entassaient pêle-mêle au bord de la route. De nombreux soldats qui flânaient à l'entrée nous assaillirent de questions. Un espion ? Un provocateur ? Je montai un escalier tournant et me trouvai dans une grande salle nue, avec une énorme poêle au milieu et des rangées de lits de camp, où un millier de soldats étaient en train de jouer aux cartes, de causer, de chanter, de dormir. Dans le toit ; l'artillerie de Kerenski avait percé une brèche d'une forme irrégulière.

Je m'arrêtai sur le seuil et un silence soudain descendit sur tous ces petits groupes qui se tournèrent pour me dévisager. Tout à coup, ils se mirent en branle, d'abord lentement, puis ils s'élancèrent avec un bruit de tonnerre, les visages lourds de haine.

– Camarades ! Camarades ! hurla un de mes gardiens. Le comité ! Le comité !

La foule s'arrêta, se pressa autour de moi en grondant. Un jeune garçon parut, qui portait un brassard rouge.

– Qui est-ce ? demanda-t-il rudement.

Les gardes expliquèrent ce qui s'était passé.

– Donnez-moi le papier !

Il lut attentivement, me jetant des coups d'œil aigus. Puis il sourit et me tendit le laissez-passer.

– Camarades, c'est un camarade américain. Je suis président du comité et je vous souhaite la bienvenue dans notre régiment...

La salle se mit soudain à bourdonner, éclata en une tempête de salutations, et les hommes se bousculèrent pour me serrer la main.

– Vous n'avez pas dîné ? Nous, nous avons déjà mangé. Vous irez au mess des officiers où vous trouverez des gens qui parlent votre langue.

Il me fit traverser la cour jusqu'à la porte d'un autre bâtiment. Un jeune homme à l'aspect aristocratique, qui arborait des épaulettes de lieutenant, était sur le point d'y entrer. Le président me présenta, me serra la main et s'éloigna.

– Stépan Guéorguiévitch Morovski, pour vous servir, dit le lieutenant en français parfait.

Nous nous trouvions dans un élégant vestibule. Un majestueux escalier, illuminé par des lustres étincelants, menait au premier où des salles de jeu et de billard et une bibliothèque s'ouvraient sur le palier. Nous pénétrâmes dans la salle à manger. Une vingtaine d'officiers étaient aussi au centre d'une longue table, ils « étaient en grande tenue, avec leurs épées à poignée d'or et d'argent, la poitrine barrée de rubans et de croix des ordres impériaux. Tous se levèrent en me voyant entrer et me firent une place à côté du colonel, un homme de haute stature et d'aspect imposant, à la barbe grisonnante. Des ordonnances servaient prestement le repas. Cela ressemblait à n'importe quel mess d'officiers en Europe. Où donc était passée la révolution ?

– Vous n'êtes pas bolcheviks ? demandai-je à Morovski.

La tablée entière sourit, mais je surpris un ou deux regards furtifs lancés vers une ordonnance.

– Non, répondit mon ami. Il n'y a qu'un seul officier bolchevique dans ce régiment. Ce soir, il est à Petrograd. Le colonel est menchevik. Le capitaine Kherlov, que vous voyez là, est cadet. Moi-même, j'appartiens à l'aile droite des socialistes-révolutionnaires. Je dirais que la plupart des officiers de l'armée russe ne sont pas bolcheviks ; comme moi, ils croient dans la démocratie et considèrent qu'ils doivent suivre la masse des soldats...

Le dîner terminé, on apporta des cartes que le colonel étala sur la table. Tout le monde se groupa autour de lui pour mieux voir.

– Voici, dit le colonel, en indiquant des marques au crayon, nos positions de ce matin. Vladimir Kyrillovitch, où se trouve votre compagnie ?

Le capitaine Kherlov pointa le doigt.

– Conformément aux ordres, nous avons pris position le long de cette route. Karsavine m'a relevé à cinq heures.

À ce moment la porte s'ouvrit et le président du comité du régiment parut en compagnie d'un autre soldat. Ils se joignirent au groupe d'officiers et examinèrent ma carte.

– Bon, dit le colonel. Dans notre secteur, les cosaques ont reculé de dix kilomètres. Je ne crois pas qu’il soit nécessaire d’occuper des positions avancées. Messieurs, cette nuit vous allez tenir les lignes actuelles en renforçant les positions avec...

– Permettez, interrompit le président du comité. Les ordres nous prescrivent d’avancer à toute allure et de nous tenir prêts à attaquer les cosaques demain matin au nord de Gatchina. Il est nécessaire de leur infliger une défaite écrasante. Ayez l’obligeance de prendre les dispositions nécessaires.

Il y eut un bref silence. Une fois de plus, le colonel se tourna vers la carte.

– Très bien, dit-il, sur un ton de voix différent. Stépan Guéorguievitch, vous allez, s’il vous plaît...

Traçant rapidement des traits au crayon bleu, il répartit les missions qu’un sergent notait en sténo pour se retirer ensuite et revenir au bout de dix minutes en rapportant les ordres dactylographiés en deux exemplaires. Le président du comité en prit un et se mit à d’étudier la carte.

– Ça va dit-il en se levant. Il plia la feuille et la fourra dans sa poche. Puis il signa l’autre exemplaire, y apposa un cachet rond qu’il portait sur lui et remit le papier au colonel.

Elle était bien présente, la révolution !

Une auto de l’état-major du régiment me ramena au palais du soviet de Tsarskoïe Selo. J’y retournai les mêmes flots d’ouvriers, de soldats et de marins qui arrivaient et repartaient, la même cohue de camions, d’autos blindées et de canons devant l’entrée, les exclamations et les rires d’une victoire inespérée. Une demi-douzaine de gardes rouges se frayèrent un passage : ils escortaient un pope. C’était, dirent-ils, le père Ivan qui avait béni les cosaques lors de leur entrée dans la ville. Je devais apprendre par la suite qu’il avait été fusillé⁹¹.

Justement Dybenko sortait, distribuait des ordres rapides à droite et à gauche. Il tenait à la main son gros revolver. Une auto stationnait au bord du trottoir, son moteur tournait à plein régime. Le commissaire à la marine y monta seul, s’installa à l’arrière et partit vers Gatchina, pour battre Kerenski.

À la tombée de la nuit, il arriva aux abords de la ville et continua son chemin à pied. Personne ne sait ce que Dybenko dit aux cosaques, toujours est-il que le général Krasnov, son état-major et plusieurs milliers de cosaques capitulèrent en recommandèrent à Kerenski d’en faire autant⁹².

Quant à Kerenski, voici la déposition du général Krasnov, faite le matin du 14 novembre :

Gatchin, 14 novembre 1917.

Aujourd’hui, vers 15 heures, j’ai été mandé auprès du commandant en chef (Kerenski). Il était fort agité et très nerveux.

– Général, me dit-il, vous m’avez trahi. Vos cosaques déclarent catégoriquement qu’ils vont m’arrêter et me livrer aux marins.

⁹¹ Voir appendice, chapitre IX, 4, p. 394.

⁹² Voir Appendice, chapitre IX, 5, p. 395.

- Oui, répondis-je, on en parle, et je sais que vous ne jouissez de sympathie nulle part.
- Mais les officiers disent la même chose.
- Oui, ce sont surtout les officiers qui sont mécontents de vous.
- Que dois-je faire ? Il ne me reste qu’à me tuer.
- Si vous êtes un honnête homme, vous vous rendez immédiatement à Petrograd avec un drapeau blanc, vous vous présenterez au Comité militaire révolutionnaire et vous y engagerez les négociations en tant que chef du gouvernement.
- Bien, je vais le faire, général.
- Je vais vous donner une escorte et demander qu’un marin vous accompagne.
- Non, non, surtout pas de marin. Savez-vous que Dybenko est ici ?
- J’ignore qui est Dybenko.
- C’est mon ennemi.
- On n’y peut rien. Lorsqu’on joue gros jeu, il faut savoir prendre ses risques.
- Oui. Seulement je partirai de nuit.
- Pourquoi ? Ce serait une fuite. Partez calmement et ouvertement pour que tout le monde puisse voir que vous ne vous sauvez pas.
- C’est entendu.

Je sortis appeler le cosaque Roussakov, du 10^e régiment du Don et lui ordonnai de désigner huit cosaques pour escorter le commandant en chef. Une demi-heure plus tard, les cosaques sont venus me dire que Kerenski n’était pas là, qu’il avait pris la fuite. J’alertai tout le monde et donnai l’ordre de le retrouver, supposant qu’il n’avait pas pu quitter Gatchina et se cachait quelque part sur place.

Et c’est ainsi que Kerenski se sauva, seul, « déguisé en uniforme de marin », et perdit de la sorte les derniers vestiges de popularité dont il jouissait encore auprès des masses russes.

Je rentrais à Petrograd sur le siège avant d’un camion conduit par un ouvrier et rempli de gardes rouges. Faute de pétrole, nos phares ne brûlaient pas. La route débordait de troupes prolétariennes rentrant chez elles et de nouvelles réserves qui venaient les relever. Des camions grands comme le nôtre, des colonnes d’artillerie, des chariots se profilaient dans la nuit, sans feux, comme nous. Nous foncions devant nous, donnant des coups de barre à droite et à gauche pour éviter des collisions qui semblaient inévitables, frôlant les roues des voisins, poursuivis par les invectives des piétons.

Telle une digue de pierres précieuses, entassées dans la plaine nue, surgirent à l’horizon les lumières scintillantes de la capitale, d’une splendeur infiniment plus grande la nuit que le jour.

Le vieil ouvrier qui conduisait saisit le volant d’une main et projeta l’autre d’un geste exultant comme pour embrasser la capitale qui s’illuminait au loin.

- À moi ! s’écria-t-il, le visage rayonnant. À présent, c’est tout à moi ! Mon Petrograd !

Chapitre X

MOSCOU

[Retour à la table des matières](#)

Avec une farouche ardeur, le Comité militaire révolutionnaire, victorieux, poursuivait son avantage.

14 novembre.

À tous les comités d'armée, de corps d'armée, de division et de régiment, à tous les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, à tous, tous, tous.

Suivant l'accord conclu entre cosaques, junkers, marins et ouvriers, il a été décidé de livrer Alexandre Fédorovitch Kerenski au jugement public du peuple. Prière d'arrêter Kerenski et de le livrer au jugement du peuple. Prière d'arrêter Kerenski et de le sommer, au nom des organisations ci-dessous, de se rendre immédiatement à Petrograd pour se remettre entre les mains du tribunal.

Signé : Les cosaques de la 1^{re} division de cavalerie de l'Oussouri ; le comité des junkers du détachement de franc-tireurs de la région de Petrograd ; le délégué de la V^e armée. Le commissaire du peuple DYBENKO.

Le Comité de salut, la douma, le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire – qui revendiquait fièrement Kerenski comme un de ses membres – proclamèrent passionnément qu'il ne pouvait être responsable que devant l'Assemblée constituante.

Le soir du 16 novembre, je vis deux mille gardes rouges défilier au pas cadencé dans la perspective Zagorodny, précédés d'une musique militaire qui jouait la Marseillaise, et rien ne semblait mieux convenir à l'occasion ! Des drapeaux couleur de sang flottaient au-dessus des rangs sombres d'ouvriers s'en allant souhaiter la bienvenue à leurs frères qui avaient défendu la « capitale rouge ». Hommes et femmes, ils piétinaient pesamment dans la boue glissante des rues éclairées, au milieu de la foule silencieuse de bourgeois, méprisants mais apeurés, et leurs longues baïonnettes se balançaient au-dessus d'eux dans le crépuscule glacial.

Ils avaient contre eux tout le monde : hommes d'affaires, spéculateurs, rentiers, propriétaires fonciers, officiers, politiciens, professeurs, étudiants, membres des professions libérales, boutiquiers, commis, intermédiaires. Les autres partis socialistes vouaient aux bolcheviks une haine implacable. Les soviets avaient pour eux les simples ouvriers, les marins, tous les soldats qui n'étaient pas démoralisés, les paysans sans terre et une poignée – une petite poignée – d'intellectuels.

En apprenant la nouvelle de la défaite de Kerenski, les coins les plus reculés de la grande Russie, où les combats de rue faisaient rage, renvoyèrent l'écho de l'immense rugissement de la victoire prolétarienne. Il en fut ainsi à Kazan, à Saratov, à Novgorod, à Vinnitsa dont les rues

étaient rouges de sang, et à Moscou où les bolcheviks avaient braqué leurs canons sur la dernière forteresse de la bourgeoisie, le Kremlin.

– Ils bombardent le Kremlin !

La nouvelle courait de bouche en bouche dans les rues de Petrograd, provoquant un sentiment proche de la terreur. Les voyageurs qui arrivaient de « la petite mère de Moscou aux pierres blanches » racontaient des histoires effrayantes. Des milliers de tués, l'église Saint-Basile transformée en une ruine fumante, la cathédrale de l'Assomption à moitié effondrée, la Porte du Sauveur au Kremlin menaçant de s'écrouler, la douma complètement incendiée⁹³.

Rien de ce que les bolcheviks avaient fait jusque-là ne pouvait se comparer avec cet épouvantable sacrilège commis au cœur même de la Sainte Russie. Aux oreilles des croyants, retentissaient les coups des canons envoyant leurs obus à la face de la Sainte Église orthodoxe en réduisant en poussière le sanctuaire de la nation russe.

Le 15 novembre, en pleine séance du Conseil des commissaires du peuple, Lounatcharski, commissaire à l'Instruction publique, éclata en larmes et se précipita dehors en criant :

– Je ne peux pas le supposer ! Je ne puis souffrir cette monstrueuse destruction de la beauté et des traditions...

L'après-midi, sa lettre de démission paraissait dans les journaux.

Je viens d'apprendre par des témoins oculaires ce qui s'est passé à Moscou.

La cathédrale Saint-Basile, la cathédrale de l'Assomption sont en voie de disparaître. Le Kremlin où sont rassemblés à l'heure actuelle les plus importants trésors artistiques de Petrograd et de Moscou est soumis au feu de l'artillerie.

Les victimes se chiffrent par milliers.

La lutte a atteint un paroxysme de férocité bestiale.

Je ne puis le supporter. La mesure est pleine. Je suis impuissant devant ces horreurs.

Il m'est impossible de travailler sous le poids de ces pensées qui me rendent fou.

C'est pour cela que je me retire du Conseil des commissaires du peuple.

Je me rends compte de toute la gravité de ma décision mais je ne puis en supporter davantage⁹⁴...

Le même jour, les gardes blancs et les junkers qui tenaient le Kremlin capitulèrent et furent autorisés à se retirer sains et saufs. Voici les termes du traité de paix :

1. Le comité de salut public cesse d'exister.

2. La garde blanche livre ses armes et se dissout. Les officiers conservent leurs armes réglementaires. Les écoles militaires ne gardent que les armes nécessaires à l'instruction. Toutes les autres armes seront livrées par les Junkers. Le Comité militaire révolutionnaire garantit à tous la liberté et l'immunité personnelle.

⁹³ Voir Appendice, chapitre X, 1, p. 397.

⁹⁴ Voir Appendice, chapitre X, 2, p. 398. Lounatcharski demeura à son poste. (Note du traducteur.)

3. Afin de régler la question du désarmement telle qu'elle est définie au paragraphe 2, une commission spéciale est constituée qui comprend les représentants du Comité militaire révolutionnaire, des officiers et des organisations médiatrices.
4. Dès la signature du présent traité de paix, les deux parties donneront immédiatement l'ordre de cesser le feu et d'arrêter toutes les opérations militaires et prendront des mesures énergiques pour assurer la stricte application de cet ordre.
5. À la signature du traité, les prisonniers faits de part et d'autre seront immédiatement remis en liberté...

Cela faisait à présent deux jours que les bolcheviks étaient les maîtres de Moscou. Les citoyens terrorisés se glissaient hors des caves pour chercher leurs morts ; dans les rues, on démolissait les barricades. Et pourtant, au lieu de décroître, les histoires de la destruction de la ville ne faisaient que s'amplifier. Et c'est sous l'influence de ces terrifiants récits que nous décidâmes de nous rendre à Moscou.

Après tout Petrograd, bien qu'ayant servi de siège au gouvernement depuis un siècle, est encore une ville artificielle. Moscou est la vraie Russie, la Russie telle qu'elle sera. C'est à Moscou que nous saurons ce que le peuple russe pense véritablement de la révolution. Là-bas, la vie est plus intense.

Depuis une semaine, le Comité militaire révolutionnaire s'était assuré, avec l'aide de simples cheminots, la direction du chemin de fer Nicolas et dépêchait vers le sud-ouest trains sur trains remplis de marins et de gardes rouges. Nous nous étions munis au Smolny de laissez-passer, sans lesquels personne ne pouvait quitter la capitale. Lorsque le convoi pénétra à reculons dans la gare, une horde de soldats misérables chargés de grands sacs de victuailles prit d'assaut les portières, défonça les fenêtres et se déversa dans tous les compartiments, emplissant les couloirs et se hissant même sur le toit. Deux de mes compagnons et moi-même réussîmes à nous introduire dans un compartiment mais nous y fûmes rejoints presque aussitôt par une vingtaine de soldats. Il n'y avait de place que pour quatre personnes, mais nos arguments et remontrances, pourtant appuyés par le contrôleur, ne réussissant qu'à provoquer le rire des militaires. Ils n'allaient quand même pas se préoccuper du confort d'une bande de *Bourjoui** ? Nous sortîmes nos papiers du Smolny, aussitôt leur attitude changea.

– Venez camarades, lança l'un d'eux. Ce sont des *tovarichtchi** américains. Ils ont fait trente mille verstes pour voir notre révolution, bien sûr qu'ils sont fatigués.

Ils se retirèrent en s'excusant sur un ton poli et amical. Peu après, nous les entendîmes qui faisaient irruption dans un compartiment occupé par deux Russes corpulents et bien mis qui avaient graissé la patte au contrôleur et verrouillé leur porte.

Vers sept heures du soir, notre immense convoi, attelé à une petite locomotive chétive qui se chauffait au bois, quitta la gare et s'en fut cahin-caha, clopin-clopat, en faisant des haltes fréquentes. Les soldats installés sur le toit donnaient des coups de talons et chantaient des plaintifs airs paysans ; dans le couloir, de violentes discussions politiques firent rage tout au long de la nuit. Parfois, le contrôleur passait, comme par habitude, réclamant les billets. Il en trouva fort peu, à l'exception des nôtres ; au bout d'une demi-heure de disputes futiles, il levait les bras d'un geste désespéré et se retirait. L'air, chargé de fumée et de puanteur, était irrespirable ; sans les vitres brisées, nous aurions certainement étouffé cette nuit-là.

Au matin, alors que nous avions déjà plusieurs heures de retard, un monde enneigé se présenta à nos yeux. Il faisait un froid de loup. Vers midi, une paysanne monta dans le train avec un panier rempli de gros morceaux de pain et un grand broc de succédané de café tiède. Puis, jusqu'au soir, rien d'autre que notre convoi bondé, cahotant, s'arrêtant, et des gares où une foule vorace prenait d'assaut un buffet chichement approvisionné et le nettoyait. À une de ces haltes, je tombai sur Noguine et Rykov, les commissaires dissidents qui retournaient à Moscou pour exposer leurs griefs à leur propre soviet⁹⁵ ; plus loin, se tenait Boukharine, un petit homme à la barbe rousse, aux yeux de fanatique, dont on disait qu'il était « plus à gauche que Lénine ».

Les trois coups de cloche, et nous sautions dans le train, nous frayant un passage le long du couloir rempli de voyageurs et de bruit. C'était une foule bon enfant qui supportait l'inconfort avec patience et bonne humeur, discutait interminablement de tout, depuis la situation à Petrograd jusqu'au système des trade-unions britanniques et se disputait bruyamment avec quelques *bourjoui** égarés dans la cohue. Avant l'arrivée à Moscou, chaque wagon, ou presque, avait organisé un comité chargé de se procurer des vivres et de les distribuer, et ces comités s'étaient divisés en fractions politiques qui se chamaillaient sur les principes fondamentaux.

La gare de Moscou était déserte. Soucieux de régler la question des billets de retour, nous allâmes au bureau du commissaire. C'était un garçon maussade aux épauettes de lieutenant ; voyant les laissez-passer du Smolny, il s'emporta et nous déclara qu'il n'était nullement bolchevik : il représentait le Comité de salut public. Ce détail était caractéristique : dans l'agitation générale qui avait accompagné la conquête de la ville, les vainqueurs avaient oublié la gare principale.

Pas un fiacre en vue. Pourtant, un peu plus loin, nous réveillâmes un *izvochtchik** aux vêtements cocassement rembourrés qui dormait, raide sur le siège de son petit traîneau.

– Combien jusqu'au centre de la ville ?

Il se gratta la tête.

– Les *bariny** ne pourront trouver de chambres dans aucun hôtel, dit-il. Mais pour cent roubles, je veux bien vous conduire...

Avant la révolution, la course coûtait deux roubles. En nous entendant protester, il ne fit que hausser les épaules.

– Au jour d'aujourd'hui, il faut avoir bien du courage pour conduire un traîneau, dit-il.

Impossible de le faire descendre au-dessous de cinquante roubles. Pendant que nous glissions dans les rues silencieuses, mal éclairées et couvertes de neige, il nous conta ses aventures durant les dix jours de combats.

– On trotte devant soi, ou bien on attend un chaland au coin d'une rue, dit-il, et tout d'un coup, boum ! un boulet par-ci, boum ! un boulet par-là, rat-tat-tat ! une mitrailleuse. Je pars au galop, et ces démons de tirer tout autour de moi. Je me trouve une bonne rue calme, je m'arrête, je pique une petite somme, boum ! un nouveau boulet, rat-tat-tat ! ... Ah ! les démons, les démons, les démons !

⁹⁵ Voir chapitre 11, (Note de J. Reed.)

Au centre, les rues où s'accumulait la neige dormaient du sommeil de la convalescence. De rares lampes à arc brûlaient, de rares piétons hâtaient le pas sur les trottoirs. Un vent glacial, le vent de la grande plaine, vous pénétrait jusqu'à la moelle des os. Un hôtel se présenta à nos regards, nous entrâmes dans le bureau éclairé de deux bougies.

– Oui, nous avons quelques chambres très confortables, mais tous les carreaux ont été cassés par les balles. Si le *gospodine** n'a rien contre un peu d'air frais...

Dans la Tverskaïa, les vitrines des magasins étaient brisées, les obus avaient creusé des trous dans la chaussée dont les pavés traînaient, arrachés. Un hôtel après l'autre, tous complets à moins que le propriétaire ne fût encore terrorisé au point de ne pouvoir dire rien d'autre que : « Non, non, il n'y a pas de place ! Il n'y a pas de place ! » Dans les artères principales, où se trouvaient les grandes banques et maisons de commerce, l'artillerie bolchevique avait été d'une efficacité uniforme. Comme devait me le dire un fonctionnaire soviétique : « Quand nous ne savions pas où se tenaient les junkers et les gardes blancs, nous bombardions leurs portefeuilles. »

On finit par nous accepter au Grand Hôtel national parce que nous étions des Américains et que le Comité militaire révolutionnaire avait promis de protéger les habitations des étrangers. À l'étage supérieur, le gérant nous indiqua plusieurs fenêtres dont les shrapnels avaient fait voler les vitres en éclats.

– Les salauds ! dit-il en secouant son poing à l'adresse des bolcheviks imaginaires. Mais patience ! Leur tour viendra : leur gouvernement ridicule va s'effondrer dans quelques jours et alors nous allons leur en faire voir !

Nous dînâmes dans un restaurant végétarien – à l'enseigne alléchante de « je ne mange personne », avec le portrait de Tolstoï bien en évidence sur les murs – et nous nous retrouvâmes dans la rue.

Le soviet de Moscou occupait le palais de l'ancien gouverneur général, un imposant édifice blanc qui donnait sur la place Skobélev. Des gardes rouges se tenaient à l'entrée. Après avoir gravi un large et monumental escalier dont les murs étaient tapissés de convocations à des réunions de comités et de manifestes des partis politiques, nous traversâmes une suite de spacieuses antichambres décorées de tableaux aux cadres d'or voilés de rouge, pour aboutir à un splendide salon d'apparat avec de magnifiques lustres de cristal et de corniches dorées. Un bourdonnement de voix mêlé au ronflement grave d'une vingtaine de machines à coudre emplissant l'endroit. D'énormes pièces de cotonnade rouge et noire serpentaient, déroulées sur le parquet et sur les tables devant lesquelles une cinquantaine de femmes étaient occupées à tailler et à coudre des banderoles et des bannières pour les obsèques des morts de la révolution. La vie dans ce qu'elle a de plus pénible avait durci et marqué leurs visages ; elles travaillaient gravement ; beaucoup avaient les yeux rouges de pleurs. Les pertes de l'armée des travailleurs avaient été considérables.

Dans un coin, devant un bureau, se tenait Rogov, un homme barbu, au visage intelligent, portant des lunettes et une chemise noire d'ouvrier. Il nous invita à défiler, le lendemain matin, dans le convoi funèbre avec le Comité exécutif central.

– Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont vraiment indécrottables ! s'écria-t-il. Ils font des compromis rien que par la force de l'habitude. Imaginez-vous, ils nous ont proposé d'organiser les funérailles en commun des junkers !

Un homme en capote loqueteuse et coiffé d'une *chapka** traversa la pièce ; son visage me sembla familier. Je reconnus Melnitchanski que j'avais rencontré, sous le nom de George Melcher, horloger, à Bayonne, dans le New Jersey, pendant la grande grève de la Standard Oil. À présent, me raconta-t-il, il était secrétaire du syndicat des métallurgistes de Moscou et avait été, pendant les combats, un des commissaires du Comité militaire révolutionnaire.

– Regardez-moi ! lança-t-il en indiquant ses guenilles. J'étais au Kremlin avec nos gars lorsque les junkers y sont venus la première fois. Ils m'ont enfermé dans une cave et ils m'ont piqué mon pardessus, mon argent, ma montre et même la bague que j'avais au doigt. C'est tout ce qui me reste à mettre.

J'appris de lui bien des détails sur le combat sanglant qui, six jours durant, avait déchiré Moscou. Contrairement à Petrograd, ici, la douma municipale avait pris le commandement des junkers et des gardes blancs. Le maire, Roudnev, et le président de la douma, Minor, dirigeaient les activités du comité de salut public et des troupes. Le commandant de la place, Riabtsev, un homme de tendance démocratique, avait hésité à s'opposer au Comité militaire révolutionnaire, mais la douma l'y avait forcé. C'était le maire qui avait réclamé l'occupation du Kremlin. « Ils n'oseront jamais vous bombarder là-dedans », avait-il dit.

Les deux adversaires avaient pris contact avec un régiment de la garnison, profondément démoralisé par une longue inactivité. Les soldats avaient tenu un meeting pour décider de leur ligne de conduite. Ils avaient résolu de demeurer neutres et de se cantonner dans leurs occupations du moment, qui consistaient à vendre au coin des rues caoutchoucs et graines de tournesol.

– Ce qu'il y avait de pire, dit Melnitchanski, c'est que nous devions nous organiser tout en combattant. Les autres savaient exactement ce qu'ils voulaient, mais chez nous les soldats avaient leur soviets, et les ouvriers avaient le leur. Il y a eu une terrible dispute pour savoir qui serait le commandant en chef, certains régiments passèrent des journées à palabrer avant de se décider, et quand, tout à coup, les officiers nous ont lâchés, nous n'avions plus d'état-major pour donner les ordres.

Il me raconta de petites scènes pleines de vie. Par une journée froide et grise, il se trouvait au coin de la Nikitskaïa, arrosée de balles de mitrailleuses. Une bande de petits garçons s'y étaient rassemblés, de ces gosses qui poussent dans le ruisseau en vendant des journaux. Excités comme s'ils venaient d'inventer un jeu nouveau, ils attendaient en piaillant que la fusillade ralentît pour essayer de courir jusqu'au trottoir d'en face. Plusieurs furent tués, mais les survivants continuaient à traverser et retraverser la rue, riant et se lançant des défis.

Tard dans la soirée, j'allai du *Dvorianskoïe Sobranié* – le Cercle de la Noblesse – où les bolcheviks de Moscou devaient se réunir pour entendre le compte rendu de Noguine, Rykov et des autres camarades qui s'étaient retirés du Conseil des commissaires du peuple.

C'était un théâtre où, sous l'ancien régime, des amateurs jouaient, devant un public d'officiers et de dames éblouissantes, les plus récentes comédies françaises.

La salle commença par se garnir d'intellectuels, ceux qui vivaient près du centre. Noguine prit la parole ; il était évident que la plupart des auditeurs partageaient sa manière de voir. Les ouvriers arrivèrent plus tard : les quartiers prolétariens étaient situés à la périphérie et les tramways ne circulaient pas. Pourtant, vers minuit, ils commencèrent à gravir pesamment les escaliers par groupes de dix ou de vingt, de grands hommes, rudes, grossièrement vêtus, tout

juste revenus des premières lignes, où pendant une semaine, ils s'étaient battus comme des diables et avaient vu leurs camarades tomber autour d'eux.

À peine la séance fut-elle officiellement ouverte qu'une tempête de huées et de cris de colère s'abattit sur Noguine. C'est en vain qu'il tenta de discuter, de s'expliquer : ils ne voulaient pas l'écouter. Il s'était retiré du Conseil des commissaires du peuple, avait déserté son poste en pleine bataille. Quant à la presse bourgeoise, il n'y en avait plus à Moscou où la douma municipale avait été dissoute⁹⁶. Boukharine se dressa, farouche, logique, pour assener un coup après l'autre. Lui, ils l'écoutaient, les yeux brillants. Une résolution approuvant l'activité du Conseil des commissaires du peuple fut adoptée à une majorité écrasante. Moscou s'était prononcée.

Tard dans la nuit, nous parcourûmes des rues désertes, passant sous la porte Iverski pour déboucher sur la vaste place Rouge, en face du Kremlin. Devant nous, saint-Basile dressait sa silhouette fantastique ; on distinguait vaguement dans le noir les circonvolutions de ces coupoles parées de couleurs éclatantes. Il ne semblait pas avoir souffert. Les tours et les murs sombres du Kremlin s'élevaient sur le côté de la place. Les reflets rougeâtres de feux invisibles dansaient sur la haute enceinte ; des voix nous parvenaient par-dessus l'immense étendue, accompagnées d'un bruit de pioches et de pelles. Nous nous approchâmes.

Des montagnes de terre et de pierres s'empilaient au pied de la muraille. Nous les escaladâmes : devant nous s'ouvraient deux importantes fosses, profondes de dix à quinze pieds et longues d'une cinquantaine de mètres, que des centaines de soldats et d'ouvriers étaient en train de creuser à la lumière d'énormes feux de bois.

Un jeune étudiant s'adressa à nous en allemand.

– La fosse commune, expliqua-t-il. Demain nous enterrerons ici cinq cents prolétaires qui sont morts pour la révolution.

Il nous fit descendre dans le trou. Pelles et pioches s'abattaient avec une hâte frénétique, et les tas de terre grandissaient. Personne ne parlait. Au-dessus de nous, la nuit était remplie d'étoiles et l'antique muraille du Kremlin des tsars semblait monter jusqu'au ciel.

– En ce lieu sacré, dit l'étudiant, le plus sacré de tout la Russie, nous enterrerons ce que nous avons de plus sacré. Là où se trouvaient les tombeaux des tsars, reposera notre tsar, le Peuple.

Il portait le bras en écharpe : une blessure reçue pendant les combats. Il y jeta un coup d'œil.

Vous autres étrangers, dit-il, vous méprisez les Russes parce qu'ils ont toléré pendant si longtemps une monarchie médiévale. Mais nous savions que le tsar n'était pas le seul tyran sur terre, le capitalisme était pire, et dans tous les pays du monde, le capitalisme était roi. La tactique révolutionnaire est la meilleure.

Comme nous nous éloignions, les ouvriers, à bout de forces et trempés de sueur malgré le froid, commencèrent à grimper péniblement hors de la fosse. Une foule sombre traversa hâtivement la place Rouge, s'approcha. Les nouveaux arrivants s'entassèrent dans les trous, ramassèrent les outils et, sans dire un mot, se mirent à creuser. Ainsi, tout au long de la nuit, les

⁹⁶ Voir Appendice, chapitre X, 4, p. 399.

volontaires, du peuple se relayèrent sans jamais ralentir leur élan, et le froide lueur de l'aube éclaira la vaste place blanche de neige et les puits bruns et béants de la fosse commune achevée.

Réveillés avant le soleil, nous gagnâmes en hâte – par les rues obscures – la place Skobélev. Nulle part dans la grande cité on n'apercevait âme qui vive, mais, de près et de loin, un frémissement était perceptible, tel un grand vent qui se lève. Dans la pâle clarté du petit jour, une poignée d'hommes et de femmes étaient rassemblés devant le quartier général soviétique ; ils tenaient un faisceau de drapeaux rouge marqués d'inscriptions en lettres d'or ; c'était le Comité exécutif central du soviet de Moscou. Il faisait plus clair. Dans le lointain, le frémissement indistinct, basse géante et continue, devenait plus grave, plus puissant. La ville s'éveillait. Nous descendîmes la Tverskaïa. Les drapeaux claquaient au-dessus de nos têtes. Sur notre chemin, les petites chapelles étaient obscures et verrouillées. Celle de la Vierge Iverski l'était également ; elle que tout nouveau tsar visitait avant d'aller se faire couronner au Kremlin, et qui naguère était ouverte jour et nuit, toujours pleine de monde, resplendissante de l'éclat des icônes dont les ors, l'argent et les pierreries, reflétaient la flamme des cierges allumés par les fidèles. À présent, pour la première fois, disait-on, depuis le séjour de Napoléon à Moscou, les cierges étaient éteints.

La Sainte Église orthodoxe avait refusé sa bénédiction à Moscou, ce nid de vipères sacrilèges qui avaient bombardé le Kremlin. Les églises se taisaient, sombre et froides, les prêtres avaient disparu. Aucun pape n'était là pour officier aux obsèques rouges, les morts n'avaient pas reçu les derniers sacrements, nulle prière ne serait récitée sur la tombe des profanateurs. Bientôt, Tikhon, métropolitain de Moscou, devait excommunier les soviets.

Les magasins étaient fermés également et les possédants étaient restés chez eux, mais cela pour d'autres raisons. Cette journée était la journée du Peuple qui déferlait à présent dans un bruit de tonnerre, comme le ressac.

Déjà, un fleuve humain coulait sous la Porte Iverski, et la vaste place Rouge se couvrait de points noirs par milliers. Je notai qu'en passant devant la chapelle Ivserki, où naguère chacun faisait le signe de la croix, la foule n'avait pas l'air de la remarquer.

Nous frayant un passage à travers la cohue qui se pressait sous le mur du Kremlin, nous grimpâmes sur la montagne de terre. Plusieurs personnes s'y trouvaient déjà, dont Mouralov, le soldat qui avait été élu commandant de la place de Moscou, un grand homme barbu à l'aspect simple et au visage doux.

Par toutes les voies qui débouchent sur la place Rouge, les torrents humains affluaient, et chaque visage était marqué par la misère et par le travail. Une musique militaire parut, jouant l'Internationale et, spontanément, le chant prit, lent, solennel, et se propagea comme les ondulations que le vent fait courir sur la mer. Du sommet de la muraille du Kremlin, des bannières géantes se déroulaient jusqu'au sol, elles étaient rouges et portaient en grandes lettres or et blanc : « Aux martyrs de l'avant-garde de la révolution sociale universelle » et « Vive la fraternité des travailleurs du monde ».

Un vent âpre balayait la place, agitant les drapeaux. À présent, les ouvriers des usines arrivaient des quartiers éloignés en portant leurs morts. On pouvait les voir qui passaient sous la Porte, eux, l'éclat de leurs étendards et le rouge terne – rouge sang – des cercueils. C'étaient de grossières caisses de bois non raboté, badigeonnées de cramoisi, qui reposaient sur les épaules d'hommes rudes au visage baigné de larmes, et que suivaient des femmes qui

sanglotaient et hurlaient ou encore avançaient raides, les traits blêmes et figés ; certains cercueils étaient ouverts : d'autres mains tenaient le couvercle ; il y en avait qui étaient voilés d'un tissu doré ou argenté ou bien ornés d'une casquette de soldat clouée aux planches. Il y avait beaucoup de hideuses couronnes de fleurs artificielles.

La procession avançait vers nous dans un sillon irrégulier qui s'ouvrait sur son passage pour se refermer aussitôt. Un flot sans fin de drapeaux passait à présent sous la Porte ; ils étaient de toutes les nuances de rouge, avec des inscriptions en or et en argent et des nœuds de crêpe fixés à la hampe ; il y avait aussi quelques drapeaux anarchistes, noirs à lettres blanches. L'orchestre jouait la Marche funèbre révolutionnaire et, dans ce chœur immense de tout un peuple qui se dressait tête nue, les voix du cortège se détachaient, rauques et étouffée de sanglots.

Entre les groupes d'ouvriers d'usine venaient de détachements de soldats ; eux aussi portaient leurs cercueils ; des escadrons de cavalerie suivaient au pas de parade ; leurs pièces voilées de rouge et de noir, des batteries défilaient, interminablement. On lisait sur leurs bannières : « Vive la troisième Internationale ! » ou bien « Nous voulons une paix générale, juste et démocratique ! »

Le cortège s'approcha lentement de la fosse commune ; les porteurs de cercueils se hissent avec leur fardeau sur les tas de terre remuée avant de descendre au fond. Les femmes étaient nombreuses parmi eux, des prolétaires trapues et musclées. D'autres femmes suivaient les morts, de jeunes femmes, frisées, des vieilles toutes ridées qui geignaient comme des bêtes blessées ; elles voulaient suivre dans la tombe leurs fils et leurs maris et hurlaient quand des mains compatissantes les en empêchaient. Les pauvres s'aiment tant les uns les autres !

Toute la longue journée, la foule continua à défiler ainsi – arrivant par la Porte Iverski, quittant la place Rouge par la Nikolskaïa –, fleuve de bannières rouges portant des paroles d'espoir et de fraternité et de prodigieuses prophéties, fleuve qui s'écoulait devant cinquante mille spectateurs, sous les yeux des travailleurs du monde entier et de leurs descendants jusqu'à la fin des siècles.

Un à un, les cinq cents cercueils descendirent dans la fosse. Le crépuscule tomba, mais de nouveaux drapeaux continuaient à flotter et à s'incliner, la musique jouait le Marche funèbre et l'immense foule chantait. Au-dessus de la fosse commune, dans les branches nues des arbres des couronnes pendaient comme d'étranges fleurs multicolores. Deux cents hommes commencèrent à combler la tombe. La terre pleuvait sur les cercueils avec un bruit mat, perceptible malgré le chant.

Les réverbères s'allumèrent. Les derniers drapeaux s'étaient éloignés et les dernières femmes gémissantes qui regardaient derrière elles avec une effrayante intensité. La marée prolétarienne refluit lentement, découvrant la vaste place.

Soudain, je me rendis compte que le peuple russe, peuple croyant, n'avait plus besoin de prêtres pour lui ouvrir le ciel à coups de prières. Il était en train d'éditer sur terre un royaume plus resplendissant que tout ce que le ciel avait à proposer, un royaume pour lequel il était glorieux de mourir.

Chapitre XI

LA CONQUÊTE DU POUVOIR ⁹⁷

[Retour à la table des matières](#)

DÉCLARATION DES DROITS DES PEUPLES DE RUSSIE ⁹⁸

...Le Congrès des soviets a proclamé, au mois de juin de cette année, le droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes.

Au mois d'octobre de cette année, le II^e Congrès des soviets a confirmé, de façon plus nette et catégorique, ce droit inaliénable des peuples de Russie.

En exécution de la volonté de ces congrès, le Conseil des commissaires du peuple a décidé de fonder son action dans la question des nationalités de Russie sur les risques suivants :

1. Égalité et souveraineté des peuples de Russie.
2. Droit des peuples de Russie à disposer d'eux-mêmes, y compris le droit de sécession et de formation d'un État indépendant.
3. Abolition de tout privilège et restriction de caractère national ou religieux.
4. Le libre développement des minorités nationales et groupes ethniques peuplant le territoire russe.

Les décrets d'application seront élaborés dès la constitution de la Commission des nationalités.

Au nom de la République russe,

Le président du Conseil des commissaires du peuple

V. Oulianov (Lénine).

Le commissaire du peuple aux nationalités.

Joseph Djougachvili-Staline.

⁹⁷ Voir appendice, chapitre XI, 1, p. 401.

⁹⁸ Voir appendice, chapitre XI, 2, p. 401.

Aussitôt, à Kiev, la Rada centrale proclama l'Ukraine républicaine indépendante et le gouvernement de Finlande en fit autant par le truchement du Sénat à Helsinki. Des « gouvernements » indépendants surgirent en Sibérie et au Caucase. Le comité militaire supérieur polonais s'empressa de rassembler les unités polonaises qui faisaient partie de l'armée russe, abolit leurs comités et instaura une discipline de fer.

Tous ces « gouvernements » et « mouvements » avaient deux caractéristiques communes : ils étaient dirigés par les classes possédantes et redoutaient le bolchevisme autant qu'ils le détestaient.

Au milieu du chaos et du bouleversement général, le Conseil des commissaires du peuple érigeait infatigablement la charpente de l'ordre socialiste. Les décrets se succédaient : assurances sociales, contrôle ouvrier, règlement à l'usage des comités agraires de canton, abolition des rangs et des titres, suppression des anciens tribunaux et établissement des tribunaux populaires ⁹⁹ .

L'une après l'autre, armées et escadres envoyaient des délégations pour « saluer avec allégresse le nouveau gouvernement du peuple ».

Un jour, j'aperçu devant le Smolny un régiment, vêtu de loques, qui sortait des tranchées. Alignés devant l'entrée principale, maigres, le teint terreux, les hommes levaient la tête vers l'édifice comme si Dieu s'y trouvait en personne. Certains indiquaient en riant les aigles impériales au-dessus du portail. Des gardes rouges arrivèrent pour relever les sentinelles. Tous les soldats se tournèrent curieusement dans leur direction, comme s'ils en avaient entendu parler mais n'en avaient jamais vu. Avec un rire bon enfant, ils quittaient les rangs pour taper les gardes rouges sur l'épaule et leur adresser des remarques où la plaisanterie se mêlait à l'admiration.

Le Gouvernement provisoire n'existait plus. Le 15 novembre, les prêtres cessèrent de prier pour lui dans toutes les églises de la capitale. Mais, comme Lénine le dit lui-même au Tsik, « la conquête du pouvoir ne faisait que commencer ». L'opposition, qui, pour désarmée qu'elle fût, dirigeait encore la vie économique du pays, se mit en devoir, avec tout le génie que les Russes apportent aux actions collectives, d'organiser la désorganisation, de freiner, paralyser et discréditer les soviets.

La grève des fonctionnaires, financée par les banques et les maisons de commerce, avait été montée avec soin. Chaque tentative des bolcheviks pour s'emparer de l'appareil d'État se heurtait à de la résistance.

Trotsky se rendit au ministère des Affaires étrangères ; le personnel refusa de reconnaître son autorité, se verrouilla dans les bureaux, et, voyant les portes enfoncées, démissionna. Le commissaire du peuple réclama les clés des archives, il ne put les obtenir qu'après avoir fait venir les ouvriers et menacé de forcer les serrures. On s'aperçut alors que Nératov, ancien sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, avait disparu en emportant les traités secrets.

Chliapnikov essaya de prendre possession du ministère du Travail. Il y faisait un froid de loup, et il n'y avait personne pour allumer le feu dans les cheminées. Parmi les centaines de fonctionnaires, par un ne voulut indiquer le bureau ministériel.

⁹⁹ Voir Appendice, chapitre XI, 3, p. 402.

Alexandra Kollontaï, nommée le 13 novembre commissaire à la sécurité sociale, fut accueillie par une grève de tous ses subordonnés, sauf quarante. Du coup, les indigents des grandes villes, les pensionnaires des asiles manquèrent du strict nécessaire ; des délégations d'infirmités affamés, d'orphelins au visage hâve et blême, assiégeaient le ministère. Les joues ruisselantes de larmes, Kollontaï fit arrêter les grévistes jusqu'à ce qu'ils aient remis les clés de son bureau et du coffre-fort. À ce moment-là, on découvrit que l'ancien ministre, la comtesse Panina avait emporté les fonds et refusait de les rendre, sauf sur ordre de l'Assemblée constituante¹⁰⁰.

Des incidents du même genre eurent lieu au ministère de l'Agriculture, au ministère du Ravitaillement, au ministère des Finances. Lorsque les fonctionnaires étaient sommés de reprendre le travail, sous peine de perdre leur poste et leurs droits à la retraite, ils revenaient pour se livrer au sabotage, ou ne revenaient pas du tout. Et comme l'intelligentsia était presque unanimement opposée aux bolcheviks, il n'existait pas de réservoir où le gouvernement soviétique pût puiser des cadres nouveaux.

Les banques privées restaient obstinément fermées tout en maintenant l'entrée de service ouverte aux spéculateurs. Quand les commissaires bolcheviques arrivaient le personnel partait en cachant les livres et en emportant les fonds. Tous les employés de la banque d'État faisaient grève, à l'exception de ceux qui étaient préposés aux services des coffres-forts et de l'émission des billets : ils opposaient un refus à toutes les demandes du Smolny et versaient à titre privé des sommes énormes au Comité de salut et à la douma municipale.

À deux reprises, un commissaire, accompagné d'un détachement de gardes rouges, se présenta pour réclamer officiellement des sommes considérables destinées aux dépenses publiques. La première fois, il se heurta à un groupe imposant de conseillers et de chefs mencheviques et socialistes-révolutionnaires ; ils parlèrent des conséquences de sa demande en des termes si graves que le commissaire prit peur. Il revint avec un mandat qu'il se mit en devoir de lire à haute voix, selon l'usage, mais quelqu'un lui fit remarquer que la pièce ne portait ni date ni cachet, et le traditionnel respect russe pour les « documents » l'obligea à se retirer de nouveau.

Les fonctionnaires de la Chancellerie du crédit détruisirent leurs registres, de sorte qu'il n'y avait plus moyen de connaître l'état des rapports financiers de la Russie avec l'étranger.

Les comités de ravitaillement, les conseils d'administration des services publics régis par la municipalité ne fonctionnaient plus, quand ils ne se livraient pas au sabotage. Et lorsque, devant les terribles difficultés où se débattait la population, les bolcheviks offraient leur aide ou essayaient de faire marcher ces services eux-mêmes, le personnel se mettait aussitôt en grève, et la douma inondait le pays de télégrammes dénonçant « la violation de l'autonomie municipale » par les bolcheviks.

Les états-majors et dans les bureaux des ministères de la Guerre et de la Marine dont les vieux fonctionnaires avaient consenti à travailler, les comités de l'armée et le haut commandement créaient aux soviets toutes les difficultés possibles et imaginables, les troupes au front dussent-elles en souffrir. Le Vikjel, toujours hostile, refusait de transporter les unités soviétiques ; chaque convoi qui quittait Petrograd devait être conquis de haute lutte, et chaque

¹⁰⁰ Voir Appendice, chapitre XI, 4, p. 406.

fois il fallait arrêter les employés des chemins de fer, à la suite de quoi le Vikjel exigeait leur libération sous menace de grève générale et immédiate.

L'impuissance du Smolny était manifeste. Les journaux affirmaient que, faute de combustible, toutes les usines de Petrograd allaient être forcées de fermer leurs portes dans les trois semaines ; le Vikjel annonça que les trains devaient cesser de circuler le 1^{er} décembre ; à Petrograd, il n'y avait de réserves de vivres que pour trois jours, et plus d'arrivages ; au front, les soldats crevaient de faim. Le Comité de salut et les divers comités centraux exhortaient le pays à ne pas tenir compte des décrets gouvernementaux. Et les ambassades alliées demeuraient froidement indifférentes ou franchement hostiles.

Les journaux de l'opposition, interdits un jour pour réapparaître le lendemain sous un nouveau titre, couvraient de ridicule le régime soviétique¹⁰¹. La *Novaïa jizn* elle-même le qualifiait de « mélange de démagogie et d'impotence ».

Chaque jour, écrivait-elle, le gouvernement des commissaires du peuple, s'embourbe un peu plus dans le maudit train-train de la vie quotidienne. Les bolcheviks qui se sont si facilement emparés du pouvoir ne sont pas à même d'en prendre effectivement possession.

Incapables de maîtriser l'appareil d'État existant, ils n'arrivent pas en même temps à en créer un autre qui obéirait sans à-coups ni difficultés à la baguette des socialistes expérimentateurs.

Car si, tout récemment encore, les bolcheviks manquaient de cadres pour expédier le travail courant au sein d'un parti en voie d'expansion – travail de plume et de gosier en premier lieu – où pourraient-ils trouver les hommes nécessaires pour s'acquitter des tâches spécifiques de la vie de l'État, aussi diverses que complexes ?

Le nouveau pouvoir rue des quatre fers, inondant le pays de décrets plus « extrêmes et socialistes » les uns que les autres. Cependant, ce socialisme de papier, destiné surtout à épater nos descendants, ne sait ni ne veut résoudre les problèmes du jour...

Entre-temps, la conférence pour la formation d'un nouveau gouvernement, organisée par le Vikjel ; continuait à siéger nuit et jour. Les deux parties étaient parvenues à un accord de principe quant à la nature de ce gouvernement : elles étaient en train de discuter la composition du Conseil populaire ; celle du Conseil des ministres était ébauchée, avec Tchernov à la tête ; les bolcheviks y formaient une minorité considérable, mais Lénine et Trotsky en étaient exclus. Les comités centraux des partis menchevique et socialiste-révolutionnaire et le comité exécutif des soviets paysans, quoiqu'irrévocablement opposés à la « politique criminelle » des bolcheviks, avaient décidé de ne pas repousser la participation de ces derniers au Conseil populaire, « afin d'arrêter la lutte fratricide ».

La fuite de Kerenski et les surprenants succès des soviets avaient, pourtant, modifié la situation. Le 16, au cours d'une réunion du Tsik, les socialistes-révolutionnaires de gauche insistèrent pour que les bolcheviks forment un gouvernement de coalition avec les autres partis socialistes, faute de quoi ils se retiraient du Comité militaire révolutionnaire et du Tsik.

¹⁰¹ Voir Appendice, chapitre XI, 5, p. 406.

– Les nouvelles de Moscou, où nos camarades tombent des deux côtés des barricades, dit Malkine, nous forcent à poser une fois de plus la question de l'organisation du pouvoir ; nous avons non seulement le droit mais le devoir de la poser. Nous avons conquis le droit de siéger ici, dans l'enceinte de l'institut Smolny, aux côtés des bolcheviks, et de parler à cette tribune. Si vous vous refusez à un compromis, nous nous verrons obligés, après nous être livrés à une lutte acharnée à l'intérieur de notre parti, d'engager un combat ouvert, à l'extérieur. Nous avons l'obligation de proposer à la démocratie des conditions de compromis acceptables...

Après une interruption de séance pour examen de cet ultimatum, les bolcheviks revinrent avec un projet de résolution dont Kamenev donna lecture :

Le comité exécutif central estime désirable la participation au gouvernement des représentants de ceux parmi les partis composant les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, qui reconnaissent les conquêtes de la révolution sur la terre, la paix, le contrôle ouvrier et l'armement des travailleurs. Par conséquent, le Comité exécutif central décide de poursuivre avec tous les partis soviétiques les négociations au sujet du gouvernement et il insiste pour conclure l'accord aux conditions suivantes :

Le gouvernement est responsable devant le Comité exécutif central. Ce dernier est élargi et porté à 150 membres. À ces 150 délégués des soviets des députés ouvriers et soldats viennent s'ajouter 75 délégués des soviets paysans de province, 80 délégués des unités de l'armée et de la marine, 40 délégués des syndicats (dont 25 des fédérations syndicales nationales au prorata du nombre d'organisations qu'elles englobent, 10 du Vikjel et 5 des employés des postes et télégraphes) et 50 délégués de la douma municipale socialiste de Petrograd. La moitié des portefeuilles au moins doit être réservée aux bolcheviks. En tout état de cause, les portefeuilles du Travail, de l'Intérieur et des Affaires étrangères doivent revenir au Parti bolchevique. Le commandement des troupes des régions militaires de Moscou et de Petrograd appartient aux délégués des soviets des députés ouvriers et soldats de ces deux villes. Le gouvernement se donne pour tâche l'armement systématique des ouvriers dans toute la Russie. Il est décidé d'insister sur les candidatures des camarades Lénine et Trotsky.

Kamenev commenta le projet de résolution.

– Le soi-disant « Conseil populaire », proposé par cette conférence, dit-il, comprendrait quelque 420 membres dont environ 150 bolcheviks. Au surplus, en feraient partie des délégués de l'ancien Tsik contre-révolutionnaire, 100 membres désignés par les doumas municipales, tous kornolovistes, 100 délégués des soviets paysans, nommés par Avksentiev, et 80 délégués des vieux comités de l'armée qui ne représentent plus la masse des soldats. Nous refusons d'admettre l'ancien Tsik et les délégués des doumas municipales. Les délégués des soviets paysans seront élus par le Congrès paysan que nous avons convoqué et qui désignera en même temps son nouveau Comité exécutif. La proposition d'éliminer Lénine et Trotsky vise à décapiter notre parti, et nous ne l'acceptons pas. Et, pour finir, nous ne voyons pas du tout l'utilité d'un « Conseil populaire ». Les soviets sont ouverts à tous les partis socialistes et le Tsik les représente proportionnellement à l'influence qu'ils exercent dans les masses...

Au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, Karéline déclara que son parti voterait la résolution des bolcheviks tout en se réservant le droit d'en modifier certains détails, tels que

la représentation paysanne, et réclamant le portefeuille de l'Agriculture pour un de ses membres. Tout le monde fut d'accord là-dessus.

Plus tard, à une séance du soviet de Petrograd, interrogé sur la formation du nouveau gouvernement, Trotsky déclara :

– Je n'en sais rien du tout. Je ne participe pas aux négociations. Toutefois, je ne pense pas qu'elles aient une grande importance.

Cette nuit-là, un grand malaise s'empara de la conférence. Les délégués de la douma municipale se retirèrent.

Cependant, au Smolny même, une puissante opposition à la politique de Lénine ne cessait de grandir dans les rangs du parti bolchevique. C'est dans une ambiance de mauvais augure que, le soir du 17 novembre, le Tsik se réunit devant un public nombreux qui remplissait la grande salle des séances.

Le bolchevik Larine déclara que le moment des élections à l'assemblée constituante approchait et qu'il était temps de mettre fin à « la terreur politique ».

– Les mesures décrétées contre la liberté de la presse doivent être amendées. Elles avaient une raison d'être pendant la lutte, mais à présent elles n'ont plus d'excuse. Les excitations au désordre et à l'insurrection mises à part, la presse doit être libre.

Au milieu d'une tempête de huées et de coups de sifflet, dont l'accueillaient les membres de son propre parti, Larine proposa la résolution suivante :

Le décret sur la presse pris par le Conseil des commissaires du peuple est abrogé. Les mesures de répression politique sont soumises à une autorisation préalable d'un tribunal élu par le Stik proportionnellement à l'importance des partis qui y sont représentés¹⁰². Ce tribunal a également le droit de réformer les mesures répressives décidées antérieurement, telles que les arrestations, interdictions de journaux, etc.

Ce texte fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements : une partie des bolcheviks s'était jointe aux socialistes-révolutionnaires de gauche.

Au nom des partisans de Lénine, Avanessov s'empressa de proposer un ajournement de la question de la presse jusqu'à ce que les partis socialistes aient conclu un compromis. Sa suggestion fut rejetée à une majorité écrasante.

– La révolution qui est en train de s'accomplir, continua Avanessov, n'a pas craint de s'attaquer à la propriété privée, et nous devons examiner la question de la presse comme une question de propriété privée...

Ensuite, il lut le projet de résolution officielle des bolcheviks.

1. La suppression des journaux bourgeois n'a pas été dictée seulement par les exigences de la lutte au cours de l'insurrection et de la répression des tentatives contre-révolutionnaires ; elle constituait aussi une indispensable mesure de transition en vue de l'établissement du nouveau régime de la pensée, régime qui ne permet pas aux

¹⁰² La fin de la phrase, depuis « proportionnellement », ne figure pas dans les procès-verbaux du Tsik. (Note du traducteur.)

capitalistes – possesseurs des imprimeries et du papier – d’être les fabricants tout-puissants de l’opinion publique.

Il faudra procéder ensuite à la confiscation des imprimeries privées et des stocks de papier qui deviendront propriété du pouvoir soviétique dans la capitale et en province, afin que les partis et groupements politiques puissent disposer des moyens techniques de l’imprimerie, conformément à leur force idéologique réelle, c’est-à-dire proportionnellement au nombre de leurs adhérents.

Le rétablissement de la soi-disant « liberté de la presse », autrement dit la restitution pure et simple des imprimeries et du papier aux capitalistes, empoisonneurs de la conscience populaire, constituerait une capitulation inadmissible devant la volonté du capital, l’abandon d’une des positions essentielles de la révolution ouvriers et paysanne, soit une mesure incontestablement contre-révolutionnaire.

En conséquence, le Comité central propose au groupe bolchevique du Tsik de rejeter catégoriquement toute proposition tendant au rétablissement de l’ancien régime de la presse et de soutenir inconditionnellement dans cette question le Conseil des commissaires du peuple contre les prétentions et exigences dictées par des préjugés petits-bourgeois ou par la recherche évidente des bonnes grâces de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

La lecture de la résolution fut interrompue à plusieurs reprises par les cris ironiques des socialistes-révolutionnaires de gauche et par les exclamations indignées des bolcheviks dissidents. Karéline se dressa pour protester.

– Il y a trois semaines, dit-il, les bolcheviks étaient les plus ardents défenseurs de la liberté de la presse. Les arguments de cette résolution rappellent singulièrement le point de vue des anciens Cent-Noirs et des censeurs de l’époque tsariste : ils parlaient, eux aussi, des « empoisonneurs de la conscience populaire »

Trotsky défendit longuement la résolution. Il fit une distinction entre la presse du temps de guerre civile et celle qui paraît après la victoire.

– Pendant la guerre civile, le droit de recours à la violence appartient uniquement aux opprimés... (Cris : « Qui donc est opprimé à présent ? Cannibale ! »). Nous n’avons pas encore remporté la victoire définitive sur nos ennemis, et les journaux sont des armes entre leurs mains. Dans ces conditions, l’interdiction des journaux est une mesure de légitime défense...

Passant au problème de la presse après la victoire, Trotsky continua :

– Les socialistes devraient observer, à propos de la liberté de la presse, la même attitude qu’à l’égard de la liberté du commerce. Le pouvoir de la démocratie, en voie d’instauration en Russie, exige que la presse soit soustraite à la domination de la propriété privée, tout comme l’industrie doit lui être soustraite. Le pouvoir soviétique doit confisquer toutes les imprimeries. (Cris : « Confisquez l’imprimerie de la *Pravda* ! ») Il faut abolir le monopole de la bourgeoisie sur la presse. Sinon, ce n’était pas la peine de prendre le pouvoir ! Tout groupement de citoyens doit avoir accès aux imprimeries et aux stocks de papier. La propriété du plomb et du papier revient en premier aux ouvriers et aux paysans, et seulement ensuite aux partis bourgeois qui forment une minorité. Le passage du pouvoir aux mains des soviets entraînera une transformation radicale des conditions de vie essentielles et cette transformation se manifestera

forcément dans le domaine de la presse. Si nous voulons nationaliser les banques, comment pouvons-nous tolérer les journaux financiers ? L'ancien régime doit mourir, il convient de le comprendre une fois pour toutes...

Applaudissements et cris de colère.

Karéline déclara que le Tsik n'avait pas le droit de se prononcer sur cette importante question et qu'il fallait la confier à une commission spéciale.

Alors Lénine parla, calme, impassible, le front plissé ; il s'exprimait lentement, choisissant ses mots, et chaque phrase tombait comme un coup de marteau.

– La guerre civile n'est pas encore terminée. L'ennemi est encore en face de nous. Il est donc impossible d'abolir les mesures de répression contre la presse. Nous, bolcheviks, avons toujours dit qu'en arrivant au pouvoir, nous allions interdire la presse bourgeoise. Tolérer les journaux bourgeois signifie cesser d'être socialiste. Lorsqu'on fait la révolution, on ne peut piétiner sur place, on doit toujours aller de l'avant, ou reculer. Quiconque parle aujourd'hui de la « liberté de la presse » recule et retarde notre course impétueuse vers le socialisme. *Si la première révolution avait le droit de supprimer les journaux monarchistes*, nous avons celui de supprimer la presse bourgeoise. Il est impossible de séparer le problème de la liberté de la presse des autres problèmes de la lutte de classe. Nous avons promis d'interdire ces journaux et nous allons le faire. L'immense majorité du peuple est avec nous ! À présent que l'insurrection est terminée, nous n'éprouvons pas le moindre désir de supprimer les journaux des autres partis socialistes, sauf dans la mesure où ils prêchent l'insurrection armée ou l'insoumission au gouvernement soviétique. Toutefois, nous ne leur permettrons pas, sous prétexte de la liberté de la presse socialiste, d'obtenir, grâce au soutien secret de la bourgeoisie, le monopole des presses, des encres et du papier. Ces articles de première nécessité doivent devenir la propriété du gouvernement soviétique et être répartis avant tout entre les groupes socialistes, strictement en rapport avec le nombre de leurs électeurs...

On passa au vote. La résolution de Larine et des socialistes-révolutionnaires de gauche fut rejetée par 31 voix contre 22, celle de Lénine approuvée par 34 voix contre 24¹⁰³. Parmi les minoritaires, se trouvaient les bolcheviks Riazanov et Lozovski : ils déclarèrent ne pas pouvoir se prononcer pour une restriction quelconque de la liberté de la presse.

Alors les socialistes-révolutionnaires de gauche annoncèrent qu'ils ne voulaient plus porter la responsabilité des événements et quittaient le Comité militaire révolutionnaire ainsi que tous les autres postes importants qu'ils occupaient.

Cinq membres du Conseil des commissaires du peuple – Noguine, Rykov, Milioutine, Théodorovitch et Chliapnikov – démissionnèrent en faisant la déclaration suivante :

Nous considérons comme indispensable la formation d'un gouvernement socialiste avec la participation des représentants de tous les partis soviétiques. Nous estimons que seule la formation d'un tel gouvernement permettrait de consolider les résultats de la lutte héroïque menée par la classe ouvrière et l'armée révolutionnaire pendant les journées d'octobre et de novembre.

¹⁰³ La résolution de Larine fut rejetée par 25 voix contre 20. (Note du traducteur.)

À cette solution, nous ne voyons que l'alternative du maintien par la terreur politique d'un gouvernement purement bolchevique. C'est dans cette voie que s'est engagé le Conseil des commissaires du peuple. Nous ne pouvons ni ne voulons nous y engager. Nous constatons que cela aboutit à écarter de la direction de la vie politique les organisations prolétariennes de masse, à instaurer un régime irresponsable et à causer la perte de la révolution et du pays. Ne pouvant assumer la responsabilité d'une pareille politique, nous nous démettons entre les mains du Tsik de nos fonctions de commissaire du peuple.

D'autres commissaires du peuple signèrent cette déclaration tout en demeurant à leur poste : Riazanov, Derbychev, de la direction de la presse, Arbouzov, de l'imprimerie d'État, Iouréniev, de la garde rouge, Fédorov, du Commissariat du travail, et Larine, secrétaire de la section d'élaboration des projets de loi.

...Nous considérons que la formation d'un tel gouvernement (composé des représentants de tous les partis soviétiques) est indispensable pour prévenir une nouvelle effusion de sang, la famine qui menace, l'écrasement de la révolution par les forces de Kalédine ainsi que pour assurer la réunion de l'Assemblée constituante à la date prévue et l'application effective du programme de paix adopté par le II^e Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats...

Nous ne pouvons pas porter la responsabilité de cette politique funeste du comité central, appliquée en dépit de la volonté d'une immense partie des prolétaires et des soldats qui aspirent à l'arrêt le plus rapide possible de la lutte fratricide entre les différents groupements de la démocratie.

En conséquence, nous nous démettons de nos fonctions de membres du Comité central, afin d'avoir le droit de donner sincèrement notre avis à la masse des ouvriers et des soldats...

Nous quittons le comité central à l'heure de la victoire, à l'heure où notre parti occupe une position dominante, parce que nous ne pouvons pas rester tranquilles quand la politique du groupe dirigeant au sein du Comité central mène le parti des ouvriers à la perte des fruits de cette victoire et à l'écrasement du prolétariat.

Les masses ouvrières, les soldats de la garnison s'agitaient fébrilement, ils envoyèrent des délégations au Smolny et à la Conférence pour la formation d'un nouveau gouvernement, où la scission au sein du parti bolchevique avaient provoqué la joie la plus vive.

Pourtant, la riposte des partisans de Lénine fut prompte et impitoyable. Chliapnikov et Théodorovitch se soumièrent à la discipline de parti et reprirent leur poste. Kamenev fut destitué de ses fonctions de président du Tsik et remplacé par Sverdlov. Zinoviev dut abandonner la présidence du soviet de Petrograd. Le 20 au matin, la *Pravda* publia une féroce proclamation au peuple russe, œuvre de Lénine, qui fut tirée à des centaines de milliers d'exemplaires, affichée sur tous les murs et distribuée à travers tout le pays ¹⁰⁴.

Le II^e congrès panrusse des soviets a donné la majorité au parti bolchevique. En conséquence, seul un gouvernement formé par ce parti se trouve être un gouvernement

¹⁰⁴ Il s'agit de l'appel, rédigé par Lénine, du Comité central du Parti bolchevik « à tous les membres du parti et à toutes les classes laborieuses de Russie ». (Note du traducteur.)

soviétique. Personne n'ignore que, quelques heures avant la formation du gouvernement et avant que la liste de ses membres ne soit communiquée au II^e Congrès panrusse des soviets, le comité central du Parti bolchevique avait invité à sa séance les trois membres les plus en vue du groupe essaie de gauche, les camarades Kamkov, Spiro et Karéline *leur a proposé* de prendre part au nouveau gouvernement. Nous regrettons extrêmement le refus des camarades essaies de gauche, nous considérons que ce refus est inadmissible de la part de révolutionnaires et de partisans des travailleurs, nous sommes toujours prêts à inclure les essaies de gauche dans le gouvernement, mais nous déclarons qu'en tant que parti majoritaire du II^e congrès des soviets, nous avons le droit et *le devoir* vis-à-vis du peuple de former le gouvernement...

Camarades, quelques membres du Comité central de notre parti et du Conseil des commissaires du peuple – Kamenev, Zinoviev, Noguine, Rykov, Milioutine et quelques rares autres – se sont retirés hier, 17 novembre, du Comité central de notre parti, et, en ce qui concerne les trois derniers nommés, du Conseil des commissaires du peuple... Les camarades démissionnaires se sont comportés en déserteurs, ils n'ont pas seulement abandonné les postes qui leur étaient confiés, mais encore ils ont violé une décision formelle du Comité central de notre parti, qui leur enjoignait d'ajourner leur départ au moins jusqu'à ce que les organisations du parti de Petrograd et de Moscou se soient prononcées. Nous condamnons résolument cet acte de désertion. Nous sommes profondément convaincus que tous les ouvriers, soldats et paysans conscients, qu'ils soient membres de notre parti ou sympathisants, réprouvent aussi énergiquement que nous la conduite des déserteurs...

Souvenez-vous, camarades, que deux de ces déserteurs, Kamenev et Zinoviev, ont agi, dès avant l'insurrection de Petrograd, en déserteurs et en briseurs de grève, car non seulement ils avaient voté contre le soulèvement à la séance décisive du Comité central, le 23 octobre 1917, mais encore, *après* la prise de position du Comité central, ils avaient poursuivi devant les militants du parti leur agitation dans le même sens... Le grand élan des masses, le grand héroïsme de millions d'ouvriers, de soldats et de paysans, à Petrograd et à Moscou, au front, dans les tranchées et dans les villages, ont balayé les déserteurs aussi facilement qu'un train balaie des fétus.

Honte aux hommes de peu de foi, à tous ceux qui hésitent et qui doutent, à tous ceux qui se sont laissés terroriser par la bourgeoisie ou qui ont cédé aux cris de ses complices directs et indirects ! *La masse* des ouvriers et soldats de Petrograd, Moscou et ailleurs, *ignore jusqu'à l'ombre* d'une hésitation... Nous ne nous soumettons pas aux ultimatum de groupuscules d'intellectuels qui n'ont pas les masses derrière eux, qui *en fait* n'ont derrière eux que les partisans de Kornilov et de Savinkov, les junkers, etc.

La réaction du pays évoquait le souffle brûlant de la tempête. Les dissidents n'eurent jamais l'occasion de « donner sincèrement leur avis à la masse des ouvriers et des soldats ». La farouche condamnation populaire des « déserteurs » déferlait sur le Tsik avec la violence du ressac. Pendant plusieurs jours, le Smolny déborda de délégations et de comités qui arrivaient, furieux, du front, de la Volga, des usines de Petrograd.

« Comment ont-ils osé quitter le gouvernement ? Ils doivent retourner à leurs postes et se soumettre aux décisions du Comité central ! »

Seule la garnison de Petrograd était en proie à l'incertitude. Un grand meeting eut lieu le 24 novembre, au cours duquel les représentants de tous les partis politiques s'adressèrent aux soldats. Ceux-ci approuvèrent à une large majorité la position de Lénine et sommèrent les socialistes-révolutionnaires de gauche de participer au gouvernement ¹⁰⁵.

Les mencheviks lancèrent un dernier ultimatum exigeant la libération de tous les ministres et junkers, la complète liberté de la presse et le désarmement de la garde rouge : la garnison devait passer sous les ordres de la douma. Le Smolny répondit que tous les ministres socialistes ainsi que tous les junkers, à de rares exceptions près, avaient déjà été libérés, que tous les journaux, sauf ceux de la bourgeoisie, étaient libres et que le soviét garderait le commandement des forces armées. Le 19, la Conférence pour la formation d'un nouveau gouvernement mit fin à son existence et les membres de l'opposition, l'un après l'autre, filèrent à Moguilev où, sous l'aile du Grand quartier général, ils continuèrent jusqu'au bout à former gouvernement sur gouvernement.

Entre-temps, les bolcheviks s'étaient occupés à miner la puissance du Vikjel. Le soviét de Petrograd s'adressa à l'ensemble des cheminots pour qu'ils forcent le Vikjel à se démettre de ses pouvoirs. Le 15, le Tsik, fidèle à la tactique qu'il avait adoptée à l'égard des paysans, convoqua pour le 1^{er} décembre un Congrès panrusse des cheminots ; aussitôt le Vikjel décida de réunir, mais deux semaines plus tard, son propre congrès. Le 16 novembre, les membres du Vikjel vinrent occuper les sièges qui leurs avaient été réservés au Tsik. Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, à la séance d'ouverture du Congrès panrusse des cheminots, le Tsik offrit officiellement le commissariat des Voies et communications au Vikjel, qui accepta.

La question du pouvoir réglée, les bolcheviks se consacrèrent aux problèmes d'administration pratique. Avant tout, il fallait nourrir la capitale, le pays, l'armée. Des groupes de marins et de gardes rouges fouillaient les entrepôts, les gares, et jusqu'aux péniches sur les canaux, découvrant et confisquant des milliers de *pouds** de vivres accaparés par les spéculateurs ; des émissaires furent envoyés en province où, avec l'aide des comités agraires, ils se saisirent des magasins des grands négociants en grains. Des détachements de marins, de cinq mille hommes chacun, armés jusqu'aux dents furent expédiés dans le sud et en Sibérie avec mission de s'emparer, au hasard de leurs déplacements, des villes encore tenues par les gardes blancs, de rétablir l'ordre et de *dénicher des vivres*. Le trafic des voyageurs sur le transsibérien fut suspendu deux semaines, pendant que roulaient vers l'est treize trains, commandés chacun par un commissaire, et chargés de pièces de tissu et de barres de fer récoltées par les comités d'usine et destinées à être troquées contre le blé et les pommes de terre des paysans de Sibérie.

Kalédine tenait les mines de charbon du Donetz : la question du combustible se posa avec acuité. Le Smolny supprima l'éclairage électrique dans les théâtres, les magasins et les restaurants, réduisit le nombre de tramways et confisqua les stocks de bois de chauffage détenus par les marchands. Et, lorsque les usines de Petrograd furent sur le point de s'arrêter faute de charbon, les marins de la Baltique vidèrent les soutes de leurs navires pour remettre aux ouvriers deux cent mille *pound** de houille.

¹⁰⁵ Voir page 263 (Note de J. Reed.)

Vers la fin novembre, les « pogroms de vin » – pillages des caves – commencèrent par la mise à sac des celliers du Palais d'Hiver¹⁰⁶. Pendant plusieurs jours, on rencontra dans la rue des soldats ivres. En cela, on reconnaissait la main des contre-révolutionnaires qui distribuaient dans les régiments des plans indiquant les emplacements des commerces de spiritueux. Au début, les commissaires du Smolny se limitèrent aux prières et aux arguments ; cela ne mit pas fin au désordre toujours croissant qui dégénéra en batailles rangées entre soldats et gardes rouges. Pour finir le Comité militaire révolutionnaire dépêcha des détachements de marins armés de mitrailleuses qui ouvrirent sur les émeutiers un feu sans pitié et en tuèrent plusieurs ; à la suite d'un ordre spécial, des commissions munies de haches envahirent les caves pour fracasser les bouteilles ou les faire sauter à la dynamite.

Des compagnies de gardes rouges, disciplinés et bien rémunérés, avaient pris la relève de l'ancienne milice : elles étaient de service, jour et nuit, dans les locaux des soviets de quartier. Dans tous les arrondissements de la capitale, ouvriers et soldats avaient élu de petits tribunaux révolutionnaires qui jugeaient les délits mineurs.

Les grands hôtels où les spéculateurs continuaient à faire de bonnes affaires furent cernés par les gardes rouges et les profiteurs jetés en prison¹⁰⁷.

Méfiante et toujours sur le qui-vive, la classe ouvrière de Petrograd avait créé un vaste réseau de renseignements grâce aux domestiques qui surveillaient les intérieurs bourgeois ; les informations étaient communiquées au comité militaire révolutionnaire qui châtiât, d'une main de fer, sans répit. C'est ainsi que fut démasqué le complot monarchiste monté par l'ancien député à la douma Pourichkévitich et par un groupe de nobles et d'officiers qui avaient projeté un soulèvement des cadres de l'armée et écrit à Kalédine pour l'appeler à Petrograd¹⁰⁸. C'est ainsi que fut mise à jour la conspiration des cadets de la capitale qui envoyaient de l'argent et des hommes à Kalédine.

Effrayé par la fureur populaire qu'avait provoquée sa fuite, Nératov revint en rapportant les traités secrets pour les remettre à Trotsky qui en commença la publication dans la *Pravda* au grand scandale du monde entier.

Un décret qui faisait de la publicité le monopole des organes officiels du gouvernement vint renforcer les restrictions imposées à la presse¹⁰⁹. En signe de protestation, tous les autres journaux suspendirent leur publication, sauf ceux qui désobéirent au décret et furent supprimés. Ce n'est qu'au bout de trois semaines qu'ils finirent par s'incliner.

Toujours la grève des ministères, toujours le sabotage des fonctionnaires de l'ancien régime et l'arrêt de la vie économique normale. Le Smolny ne pouvait compter que sur la volonté des vastes masses inorganisées et c'est sur elles que s'appuyait le conseil des commissaires du peuple en dirigeant contre ses ennemis l'action révolutionnaire. Dans d'éloquents proclamations¹¹⁰, rédigées en une langue simple et répandues dans toute la Russie, Lénine

¹⁰⁶ Voir appendice, chapitre XI, 7, p. 409.

¹⁰⁷ Voir Appendice, chapitre XI, 8, p. 409.

¹⁰⁸ Voir Appendice, chapitre XI, 9, p. 410.

¹⁰⁹ Voir Appendice, chapitre XI, 10, p. 411.

¹¹⁰ Voir Appendice, chapitre XI, 14, p. 418.

expliquait la révolution, pressait le peuple de prendre le pouvoir dans ces mains, de briser par la force la résistance des classes possédantes, de s'emparer par la force de l'appareil d'État. Ordre révolutionnaire. Discipline révolutionnaire ! Comptabilité et contrôle rigoureux ! Pas de grèves ! Pas de fainéantise !

Le 20 novembre, le Comité militaire révolutionnaire lançait cet avertissement :

Les classes riches opposent de la résistance au nouveau gouvernement soviétique, gouvernement des ouvriers, des soldats et des paysans. Leurs partisans arrêtent le travail des fonctionnaires et des employés municipaux, appellent le personnel des banques à suspendre son activité, s'efforcent d'interrompre les communications ferroviaires, postales et télégraphiques, etc.

Nous les mettons en garde : ils jouent avec le feu. La famine menace le pays et l'armée. Pour la combattre, il est absolument indispensable de faire fonctionner avec le plus grand soin les organes de ravitaillement, les chemins de fer, les postes et les banques. Le gouvernement ouvrier et paysan prend toutes mesures nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels du pays.

Toute résistance à ces mesures constitue un crime contre le peuple. Nous avertissons les classes riches et leurs partisans : s'ils ne mettent pas fin à leur sabotage, s'ils provoquent l'arrêt des arrivages de vivres, ils seront les premiers à ressentir les effets de la situation qu'ils auront ainsi créée. Les classes riches et leurs valets se verront privés du droit de toucher les produits alimentaires. Toutes les réserves dont ils disposent seront réquisitionnées et les biens des principaux coupables confisqués.

Nous avons fait notre devoir : nous avons mis en garde ceux qui jouent avec le feu.

Nous sommes persuadés que ces mesures décisives, si elles se révélaient nécessaires, rencontreraient l'appui total des ouvriers, des soldats et des paysans.

Le 22 novembre, les murs de la capitale se couvrirent d'affiches intitulées : « Communication extraordinaire » :

Le conseil des commissaires du peuple vient de recevoir de l'état-major du front nord un télégramme urgent ainsi conçu : « Impossible de tarder davantage, ne nous laissez pas mourir de faim. Depuis quelques jours, les troupes du front nord n'ont plus une miette de pain, dans deux ou trois jours, elles manqueront de biscuits, actuellement prélevés sur des réserves jusqu'ici intangibles. Ces réserves sont près de s'épuiser. Déjà, des délégués venant des unités parlent de la nécessité de ramener méthodiquement les troupes à l'arrière, en prévision de la débandade imminente des soldats mourant de faim, épuisés par trois années de guerre de tranchées, malades, déguenillés, déchaussés, affolés par des privations insoutenables... »

Le Comité militaire révolutionnaire porte ces faits à la connaissance de la garnison et des travailleurs de Petrograd. La situation au front réclame des mesures immédiates et radicales... Cependant le personnel dirigeant de l'administration, des banques, des trésoreries, des chemins de fer, des postes et télégraphes, sabote et mine l'action du gouvernement qui s'emploie à assurer l'approvisionnement du front. Chaque heure de retard peut coûter la vie à des milliers de soldats.

Les fonctionnaires contre-révolutionnaires se comportent en criminels sans honneur à l'égard de nos frères affamés qui meurent au front.

Le comité militaire révolutionnaire adresse à ces criminels un dernier avertissement. En cas d'opposition ou de résistance, si faible soit-elle, ils feront l'objet de sanctions dont la rigueur sera à la mesure de leur crime.

La masse des ouvriers et des soldats réagit par une sauvage explosion de fureur qui secoué le pays entier. Dans la capitale, les fonctionnaires et les employés de banque lancèrent, pour protester et se défendre, des centaines de tracts et d'appels¹¹¹ dont voici un échantillon :

À L'ATTENTION DE TOUS LES CITOYENS

La banque d'État est fermée.

Pourquoi ?

Parce que les violences exercées par les bolcheviks contre la Banque d'État ont rendu le travail impossible. Pour commencer, les commissaires du peuple ont exigé dix millions de roubles mais, dès le 27 novembre, c'est vingt-cinq millions de roubles qu'ils ont réclamés sans indiquer la destination de cette somme.

Nous, fonctionnaires de la Banque d'État, nous ne saurions participer au pillage des deniers publics. Nous avons cessé le travail.

Citoyens, l'argent de la Banque d'État, c'est votre argent populaire gagné au prix de votre travail, de votre sueur, de votre sang.

Citoyens, protégez les deniers publics du pillage, protégez-nous de la violence, et nous reprendrons le travail sur-le-champ.

Le personnel de la banque d'État.

Au ministère du ravitaillement, au ministère des Finances, à la Commission spéciale de Ravitaillement, les déclarations et appels se succédaient, affirmant que le comité militaire révolutionnaire rendait le travail impossible et demandant l'aide de la population contre le Smolny. Pourtant l'ouvrier et le soldat moyen n'y ajoutaient pas foi. Le peuple était fermement persuadé que les fonctionnaires s'adonnaient au sabotage et affamaient l'armée et la population. Les gens qui, malgré le froid perçant, continuaient à former de longues queues devant les boulangeries critiquaient non pas le gouvernement, comme du temps de Kerenski, mais les *tchinovniki**, les saboteurs ; car, à présent, c'était *leur* gouvernement, *leurs* soviets, et les fonctionnaires des administrations en étaient les ennemis.

Au centre de l'opposition, se trouvaient la douma et son organe de combat, le Comité de salut. Ils protestaient contre tous les décrets du Conseil des commissaires du peuple, votaient sans cesse des résolutions refusant de reconnaître le pouvoir soviétique, collaboraient

¹¹¹ Voir Appendice, chapitre XI, 13, p. 415.

ouvertement avec les « gouvernements » contre-révolutionnaires formés à Moguilev. Ainsi par exemple, le 17 novembre, le Comité de salut s'adressa à « toutes les administrations municipales autonomes, tous les zemstvos, toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires de paysans, ouvriers, soldats et autres citoyens » avec les recommandations suivantes :

1. Ne reconnaissez pas le gouvernement bolchevique et combattez-le ;
2. Formez des comités locaux pour le salut de la patrie et de la révolution qui doivent englober toutes les forces démocratiques afin d'aider dans ses tâches le Comité de salut panrusse...

Cependant, les élections à l'Assemblée constituante donnèrent, à Petrograd, une énorme majorité aux bolcheviks¹¹², de sorte que les mencheviks internationalistes eux-mêmes reconnurent la nécessité de renouveler la douma dont la composition politique n'était plus représentative de la population de la capitale. De leur côté, les organisations ouvrières, les unités militaires, et même les paysans des environs de Pétrograd inondèrent la douma de résolutions l'accusant de tendances « contre-révolutionnaires » et « kornivolistes » et exigeaient sa dissolution. Les derniers jours de son existence furent marqués par des scènes orageuses : les travailleurs municipaux exigeaient des salaires convenables et menaçaient de se mettre en grève.

Le 23, le Comité militaire révolutionnaire décréta officiellement la dissolution du Comité de salut. Le 29, le Conseil des commissaires du peuple prit la décision de dissoudre la douma de Petrograd et de procéder à de nouvelles élections municipales.

Ayant été élue le 2 septembre... la douma municipale centrale a, de toute évidence, définitivement perdu le droit de représenter la population de Petrograd dont l'état d'esprit et les aspirations sont diamétralement opposés aux siens... étant donné que la majorité de la douma, dont la politique ne jouit plus d'aucune confiance, continue à user de ses prérogatives pour opposer une résistance contre-révolutionnaire à la volonté des travailleurs, des soldats et des paysans, pour saboter et essayer de faire échouer le fonctionnement méthodique des services publics, le conseil des commissaires du peuple estime indispensable d'appeler les habitants de la capitale à se prononcer sur la politique des autorités municipales.

Dans ce but, le Conseil des commissaires du peuple décrète :

1. La douma municipale de Petrograd est dissoute ; sa dissolution prendra effet le 30 novembre 1917.
2. Tous les fonctionnaires élus par la douma actuelle demeureront à leur poste et s'acquitteront des tâches qui leur sont dévolues jusqu'à leur remplacement par des successeurs qu'aura élus la nouvelle douma.
3. Tous les employés de l'administration municipale de Petrograd continueront à expédier les affaires courantes ; ceux qui auront abandonné leur poste de leur propre chef seront considérés comme licenciés sur le champ.

¹¹² Voir Appendice, chapitre XI, 15, p. 419.

4. Les nouvelles élections à la douma de Petrograd sont fixées au 9 décembre 1917, conformément au « Règlement sur les élections des conseillers à la douma municipale de Petrograd, en date du 9 décembre 1917 », promulgué en même temps que le présent décret.
5. La douma municipale de Petrograd nouvellement élue se réunira le 11 décembre 1917, à 2 heures de l'après-midi.
6. Les personnes coupables de désobéissance aux dispositions du présent décret, de destruction ou de détérioration intentionnelle de la propriété municipale, seront immédiatement arrêtées et traduites devant le tribunal militaire révolutionnaire...

Relevant le défi, la douma continua à se réunir et à adopter des résolutions dans lesquelles elle parlait de défendre sa position « jusqu'à la dernière goutte de son sang » et incitait désespérément la population à sauver « l'administration municipale qu'elle s'était elle-même donnée ». Mais la population demeurait indifférente, sinon hostile. Le 31, le maire, Schreider, et plusieurs conseillers furent arrêtés et relâchés après un interrogatoire. Ce jour-là et le lendemain la douma se réunit ; ses séances furent interrompues à plusieurs reprises par des gardes rouges et des marins qui prièrent poliment l'assemblée de se séparer. Lors de la séance du 2 décembre, pendant l'intervention d'un orateur, un officier et quelques marins pénétrèrent dans la salle Nicolas et, sous la menace du recours à la force, intimèrent aux présents l'ordre de se retirer. Les membres de la douma s'exécutèrent, protestant jusqu'au bout mais finissant par « céder à la violence ».

La nouvelle douma, élue dix jours plus tard sans la participation des socialistes « modérés », se composait presque exclusivement de bolcheviks.

Il restait encore divers dangereux centres d'opposition, tels que les Républiques » d'Ukraine et de Finlande qui manifestaient des tendances antisoviétiques prononcées. À Helsinki comme à Kiev, le gouvernement était en train de concentrer des troupes sûres d'une campagne pour écraser le bolchevisme, pour désarmer et expulser les unités russes. La Rada ukrainienne avait pris le pouvoir dans tout le sud de la Russie et fournissait renforts et approvisionnements à Kalédine. La Finlande et l'Ukraine avaient engagé toutes deux des pourparlers secrets avec les Allemands et furent aussitôt reconnues par les gouvernements alliés qui leur accordèrent des prêts considérables, créant, de concert avec les classes possédantes de ces pays, des bases d'agression contre la Russie soviétique. Finalement, lorsque le bolchevisme l'eut emporté chez ces deux peuples, la bourgeoisie vaincue appela les allemands pour se faire remettre au pouvoir.

Pourtant, de tous les dangers qui menaçaient le gouvernement soviétique, le plus grave venait de l'intérieur. Il était double : le mouvement de Kalédine et le GQG de Moguilev avec le général Doukhonine à sa tête.

L'omniprésent Mouraviou fut nommé au commandement des troupes qui opéraient contre les cosaques ; une armée rouge fut recrutée parmi les ouvriers des usines. Des centaines de propagandistes s'en allèrent dans la région du Don. Le Conseil des commissaires du peuple lança une proclamation aux cosaques¹¹³ expliquant ce qu'était le gouvernement soviétique et

¹¹³ Voir Appendice, chapitre XI, 16, p. 419.

comment les classes possédantes, les *tchinovniki**, propriétaires fonciers et banquiers, ainsi que leurs alliés, les seigneurs, généraux et nobles cosaques, s'efforçaient de vaincre la révolution et d'empêcher la confiscation de leur fortune par le peuple.

Le 27 novembre, un comité cosaque se présenta au Smolny pour rencontrer Trotsky et Lénine. Ils demandèrent s'il était exact que le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention de distribuer les terres cosaques aux paysans de la grande-Russie.

– Non, répondit Trotsky.

Les délégués se concertèrent.

– Bien, dirent-ils, le gouvernement soviétique a-t-il l'intention de confisquer les domaines des grands seigneurs cosaques et de les distribuer aux cosaques travailleurs ?

À cela Lénine répondit :

– C'est à vous-mêmes de le faire. Nous soutiendrons les cosaques travailleurs dans toutes leurs initiatives. La meilleure façon de vous y prendre, c'est de commencer par former des soviets cosaques ; vous serez représentés au Tsik et alors notre gouvernement deviendra aussi votre gouvernement...

La délégation se retira, plongée dans une profonde méditation. Deux semaines plus tard, le général Kalédine recevait des représentants de ses troupes.

– Promettez-vous, lui demandèrent-ils, de partager les grands domaines des seigneurs cosaques entre les cosaques travailleurs ?

– Plutôt mourir ! répliqua Kalédine.

Un mois plus tard, voyant son armée fondre sous ses yeux, il se faisait sauter la cervelle. Le mouvement cosaque avait vécu.

Entre-temps, à Moguilev, s'étaient rassemblés les membres de l'ancien Tsik, les chefs socialistes « modérés » – d'Avksentiev à Tchernov –, les plus actifs parmi les dirigeants des anciens comités de l'armée et les officiers réactionnaires. Le Grand Quartier Général refusait obstinément de reconnaître le Conseil des commissaires du peuple. Il s'était entouré des bataillons de la mort, des chevaliers de Saint-Georges et des unités cosaques du front et entretenait des relations étroites et secrètes avec les attachés militaires alliés, le mouvement de Kalédine et la Rada ukrainienne.

Les gouvernements de l'Entente n'avaient pas répondu au décret sur la paix du 8 novembre par lequel le Congrès des soviets demandait un armistice général.

Le 20 novembre, Trotsky adressait une note aux ambassadeurs alliés ¹¹⁴ :

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats a constitué, le 8 novembre, le nouveau gouvernement de la République russe sous forme d'un Conseil des commissaires du peuple. Ce

¹¹⁴ Voir Appendice, chapitre XI, 18, p. 423.

gouvernement est présidé par Vladimir Illitch Lénine ; la direction de la politique étrangère m'a été confiée en ma qualité de commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Tout en attirant votre attention sur le texte, approuvé par le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats, d'une proposition d'armistice et de paix démocratique sans annexion ni réparations, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, j'ai l'honneur de vous prier de considérer ce document comme une proposition officielle de négociation de paix, proposition que le gouvernement de la République russe adresse simultanément à tous les peuples belligérants ainsi qu'à leurs gouvernements.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'ambassadeur ; l'assurance de la profonde estime du gouvernement soviétique pour votre peuple qui ne peut pas ne pas aspirer à la paix, à l'égal de tous les autres peuples exténués et saignés à blanc par cette boucherie sans précédent...

La même nuit, le Conseil des commissaires du peuple envoya au général Doukhonine le télégramme suivant :

Le Conseil des commissaires du peuple estime indispensable d'adresser immédiatement une offre officielle d'armistice à tous les belligérants, aussi bien aux pays alliés qu'à ceux qui sont en guerre contre nous. Le commissaire du peuple aux Affaires étrangères a fait parvenir une déclaration dans ce sens à tous les représentants plénipotentiaires des pays alliés à Petrograd. Le Conseil des commissaires du peuple vous charge, citoyen commandant en chef... de vous adresser aux autorités militaires ennemies en leur proposant l'arrêt immédiat des hostilités en vue de l'ouverture des pourparlers de paix.

Tout en vous chargeant de mener ces négociations préliminaires, le Conseil des commissaires du peuple vous ordonne :

1. de le tenir constamment, et par fil direct, au courant du déroulement de vos pourparlers avec les plénipotentiaires des armées ennemies ;
2. De ne signer l'acte d'armistice qu'avec l'accord préalable du Conseil des commissaires du peuple...

Les ambassadeurs alliés opposèrent à la note de Trotsky un silence méprisant assortis d'interviews anonymes qui parurent dans la presse et qui respiraient le dépit et la rancœur. L'ordre donné à Doukhonine y était ouvertement qualifié d'acte de trahison.

Quant à Doukhonine lui-même, il ne donna pas signe de vie. La nuit du 22 novembre, une communication téléphonique lui fut adressée pour savoir s'il avait l'intention d'obéir à l'ordre reçu. Il répondit que cela lui était impossible, à moins que cet ordre n'émanât d'un « gouvernement jouissant du soutien de l'armée et du pays ».

Aussitôt, il fut destitué télégraphiquement de son poste de commandant en chef et remplacé par Krylenko. Fidèle à sa tactique d'appel direct aux masses, Lénine envoya un radiogramme à tous les comités de régiment, de division et de corps d'armée, à tous les soldats et marins des forces terrestres et navales pour les informer du refus de Doukhonine et leur donner l'ordre suivant : « Que les régiments se trouvant en première ligne élisent tout de suite des délégués qui engageront des pourparlers d'armistice avec l'adversaire... »

Le 23, les attachés militaires alliés, agissant sur les instructions de leurs gouvernements respectifs, remirent à Doukhonine une note pour le mettre solennellement en garde contre « une violation des clauses des traités conclus entre les puissances de l'Entente ». Si un armistice séparé était signé avec l'Allemagne, poursuivait la note, « il résulterait les plus graves conséquences » pour la Russie. Doukhonine communiqua aussitôt ce document à tous les comités de soldats.

Le lendemain matin, Trotsky adressa un nouvel appel aux troupes pour s'élever contre la note des représentants alliés, acte flagrant d'intervention dans les affaires intérieures russes et tentative non déguisée « de forcer par des menaces l'armée et le peuple russes à continuer la guerre en exécution des traités conclus par le tsar... » Doukhonine et les officiers contre-révolutionnaires qui l'entouraient, mettant en accusation les politiciens réactionnaires rassemblés à Moguilev, soulevant, d'un bout à l'autre d'un front long de quinze cents kilomètres, des millions de soldats furieux et méfiants. En même temps, Krylenko, escorté par trois détachements de marins fanatiquement dévoués, se mettait en route pour le GQG, en brandissant des menaces de vengeance¹¹⁵. Partout les troupes le recevaient par d'immenses acclamations : une véritable marche triomphale. Le comité central de l'armée publia une déclaration favorable à Doukhonine, du coup, dix mille soldats marchèrent sur Moguilev.

Le 2 décembre, la garnison de Moguilev se souleva, s'empara de la ville, arrêta Doukhonine et le Comité de l'armée et alla, ses victorieux drapeaux rouges déployés au vent, à la rencontre du nouveau commandant en chef. Le lendemain matin, Krylenko entra dans Moguilev pour y trouver une foule qui vociférait autour du wagon de chemin de fer où Doukhonine avait été emprisonné. Krylenko fit un discours pour supplier les soldats de ne pas toucher au général qui devait être emmené à Petrograd et jugé par le tribunal révolutionnaire. Il avait à peine fini de parler que soudain Doukhonine se montra à une fenêtre, comme s'il voulait s'adresser à la foule. Avec un hurlement sauvage, les soldats prirent le wagon d'assaut et, se jetant sur le vieil officier, le traînèrent dehors, sur le quai, et le frappèrent à mort.

Ainsi prit fin la rébellion du GQG.

Infiniment renforcé par la chute de la dernière importante citadelle d'un adversaire militaire en Russie même, le gouvernement soviétique se mit, avec conscience, à organiser l'État. Beaucoup d'anciens fonctionnaires se rallièrent à lui, de nombreux membres d'autres partis entrèrent dans les administrations. Pourtant ceux qui nourrissaient des ambitions pécuniaires se heurtèrent au décret sur les traitements des fonctionnaires qui fixait ceux des commissaires du peuple – les plus élevés de tous – à 500 roubles (environ 50 dollars) par mois. La grève des fonctionnaires, dirigée par l'Union des unions, s'effondra dès qu'elle fut lâchée par les milieux bancaires et commerciaux qui l'avaient financée. Les employés de banque reprirent le travail.

Grâce au décret sur la nationalisation des établissements de crédit, à la création du Conseil supérieur de l'économie nationale, à l'application dans les campagnes du décret sur la terre, à la réorganisation démocratique de l'armée, et aux changements impétueux dans tous les domaines des affaires publiques et de la vie courante, grâce à toutes ces mesures que seule pouvait mettre en pratique la volonté de la masse des ouvriers, des soldats et des paysans, –

¹¹⁵ Voir Appendice, chapitre XI, 20, p. 424.

commença lentement à se façonner, au prix de bien des erreurs et de bien des accrocs, la Russie prolétarienne.

Ce n'est pas un compromis avec les classes possédantes ou avec des politiciens, ni un effort de conciliation avec l'ancien appareil d'État qui a porté les bolcheviks au pouvoir. Ils ne l'ont pas conquis davantage par la violence organisée d'une petite clique. Si, dans toute la Russie, les masses n'avaient pas été prêtes à s'insurger, l'insurrection aurait échoué. Le succès des bolcheviks n'a qu'une seule explication : ils ont réalisé les vastes et simples aspirations des plus larges couches du peuple qu'ils appelèrent à démanteler et à détruire le monde ancien pour entreprendre ensuite, tous ensemble, dans la fumée des ruines écroulées, l'édification de la charpente d'un monde nouveau.

Chapitre XII

LE CONGRÈS PAYSAN

[Retour à la table des matières](#)

C'est le 18 novembre que la neige est tombée pour la première fois. Le matin, à notre réveil, les rebords des fenêtres étaient habillés de blanc et les flocons de neige descendaient en un tourbillon tellement dense qu'on ne voyait rien à trois mètres. La boue s'était évanouie, en un clin d'œil, la ville sombre était devenue éblouissante de blancheur. Les *drojki** avec leurs cochers aux vêtements rembourrés s'étaient transformées en traîneaux qui bondissaient à toute vitesse sur la chaussée cahoteuse ; le froid avait mué en glaçons la barbe des conducteurs. Malgré la révolution, et bien que la Russie tout entière se ruât vertigineusement dans un avenir inconnu et terrible, la venue de la neige transporta la ville de joie. Tout le monde souriait, les gens se précipitaient dehors et tendaient les bras au-devant des flocons moelleux. Tout ce qui était grisaille avait disparu, seules les flèches et les coupoles dorées et polychrome éclataient sous la neige blanche d'une splendeur barbare décuplée.

Le soleil même se montra à midi, pâle et délavé. Finis, les rhumes et les rhumatismes des mois pluvieux. La vie de la capitale se fit plus gaie et la révolution elle-même força le pas.

Un soir, j'étais assis dans un *traktir* – une sorte de cabaret de bas étage – en face de l'entrée du Smolny : un endroit bruyant, bas de plafond, qui s'appelait « La Case de l'Oncle Tom » et qu'affectionnaient les gardes rouges. Ils y étaient nombreux ce soir-là, entassés autour de petites tables où trônaient, sur des nappes tachées, d'énormes théières de porcelaine, et ils empestaient la salle de la fumée de leurs cigarettes. Les garçons, harassés, couraient de tous côtés en criant :

– *Seïtchass ! Seïtchass !* Tout de suite ! Tout de suite !

Installé dans un coin, un homme en uniforme de capitaine haranguait la foule qui l'interrompait à tout bout de champ.

– Vous ne valez pas plus cher que des assassins ! criait-il. Vous tirez dans les rues sur vos frères russes !

– Et quand l'avons-nous fait ? s'informa un ouvrier.

– Dimanche dernier, lorsque les junkers...

– Et eux, ils n'ont peut-être pas tiré sur nous ? – Un des hommes indiqua son bras en écharpe. – Comme s'ils ne m'avaient pas laissé un souvenir, les démons !

Le capitaine hurla à tue-tête :

– Vous devez rester neutres ! Vous devez rester neutres ! Qui êtes-vous pour renverser le gouvernement légal ? Qui est Lénine ? Les allemands l'ont...

– Et qui es-tu ? Un contre-révolutionnaire ! Un provocateur ! rugit la foule.

Lorsque le vacarme se fut apaisé, le capitaine se leva.

– Bon, dit-il. Vous vous dites peuple russe. Mais vous n’êtes pas le peuple russe. Les paysans, voilà le peuple russe. Attendez que les paysans...

– Oui, crièrent-ils, attendez que les paysans disent leur mot. Nous savons ce que les paysans vont dire. Est-ce que ce ne sont pas des travailleurs comme nous ?

En définitive, tout dépendait des paysans. Bien que politiquement arriérés, ils avaient leurs opinions particulières et ils constituaient plus de 80 % de la population. Les bolcheviks comptaient relativement peu de partisans dans les milieux ruraux, une dictature permanente des ouvriers d’usine n’était pas possible en Russie. Les socialiste-révolutionnaires avaient été le parti traditionnel de la paysannerie ; de tous les groupes qui soutenaient le gouvernement soviétique, ce rôle revenait logiquement aux socialistes-révolutionnaires de gauche : et ces derniers, qui se trouvaient à la merci du prolétariat urbain organisé, avaient désespérément besoin de l’appui des campagnes.

Celles-ci, le Smolny, entre-temps, ne les avait pas négligées. À la suite du décret sur la terre, un des premiers actes du nouveau Tsik fut de convoquer, par-dessus la tête du Comité exécutif des soviets paysans, un Congrès paysans panrusse. Quelques jours plus tard paraissait le règlement, fort détaillé, à l’usage des comités agraires de *volost* (district rural), suivi à son tour de lettres aux paysans de Lénine¹¹⁶ qui expliquaient en termes simples la révolution bolchevique et la nature du nouveau gouvernement. Le 16 novembre, Lénine et Milioutine publiaient les « Instructions aux émissaires envoyés en province », émissaires que les autorités soviétiques avaient expédiés par milliers dans les villages.

1. À son arrive dans la province, l’émissaire réunit le Comité exécutif des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, présente un rapport au sujet de la loi sur la terre et pose la question de la convocation d’une Conférence des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de district et de province.

2. Il étudie l’état du problème agraire dans la province :

a) Les terres des propriétaires fonciers ont-elles été placées sous contrôle ? Où et dans quels districts ?

b) qui administre les terres des propriétaires fonciers : ces derniers continuent-ils à le faire, ou les comités agraires s’en occupent-ils ?

c) comment a-t-on procédé en ce qui concerne le cheptel vif et mort ?

3. Y a-t-il eu augmentation des emblavures chez les paysans ?

4. À combien s’élèvent les livraisons de blé par rapport aux quantités fixées pour la province ?

5. Il faut faire ressortir que, puisque les paysans ont reçu la terre, il est indispensable d’augmenter les chargements de blé et d’en hâter au maximum la livraison aux villes, car seul l’accroissement de ces livraisons permettra d’écarter la menace de la famine.

¹¹⁶ Voir appendice, chapitre XII, 1, p. 425.

6. Quelles sont les mesures projetées ou déjà réalisées pour opérer le transfert des terres seigneuriales aux comités agraires de canton et de district et aux soviets des députés ouvriers agricoles, sous la direction d'agronomes...

Partout les campagnes fermentaient, non seulement sous l'influence électrisante du décret sur la terre, mais aussi grâce à l'esprit révolutionnaire que des milliers de paysans soldats rapportaient du front. Ce furent eux tout particulièrement qui accueillirent avec joie la nouvelle de la convocation du Congrès paysan.

Tout comme le vieux Tsik l'avait fait à l'occasion du II^e Congrès des soviets ouvriers et soldats, le Comité exécutif des soviets paysans s'efforça d'empêcher la réunion par le Smolny du Congrès paysan. Et, comme le vieux Stik, se rendant compte de la futilité de sa résistance, le Comité exécutif expédia des télégrammes frénétiques ordonnant l'élection de délégués conservateurs. Le bruit fut même répandu dans les campagnes que le congrès se tiendrait à Moguilev, et quelques délégués s'y rendirent effectivement ; n'empêche que, le 23 novembre, ils étaient environ quatre cents rassemblés à Petrograd et les réunions des groupes avaient déjà commencé.

La première séance eut lieu à la douma, dans la salle Alexandre. Le vote initial montra que plus de la moitié des délégués étaient socialistes-révolutionnaires de gauche, alors que les bolcheviks en représentaient à peine un cinquième et les socialistes-révolutionnaires de droite, un quart ; tous les autres délégués n'avaient en commun que leur hostilité à l'égard de l'ancien Comité exécutif, dirigé par Avksentiev, Tchaïkovski et Péchékhonov.

La grande salle pleine de monde résonnait de clameurs incessantes ; une profonde et persistante amertume divisait les délégués en des fractions farouchement opposées les unes aux autres. À droite, on remarquait des épauettes d'officiers et les barbes patriarcales des cultivateurs plus âgés, plus aisés ; au centre, siégeaient quelques paysans, quelques soldats et des sous-officiers ; à gauche, presque tout le monde portait l'uniforme du simple soldat. C'était la jeune génération, ceux qui avaient fait la guerre. Les tribunes débordaient d'ouvriers qui, en Russie, se souviennent encore de leur origine paysanne.

Contrairement à l'ancien Stik, le Comité exécutif en ouvrant la séance refusa de reconnaître à l'assemblée un caractère officiel ; le congrès officiel était convoqué pour le 13 décembre ; le président annonça, au milieu d'une tempête d'applaudissements et de cris de colère, que ce n'était qu'une « conférence extraordinaire ». Toujours est-il que la « conférence extraordinaire » ne tarda pas à manifester ses sentiments envers le Comité exécutif en portant à la présidence Maria Spiridonova, leader des socialistes-révolutionnaires de gauche.

La première journée se passa presque entièrement en une discussion acharnée : fallait-il valider les mandats des représentants des soviets de canton ou seulement ceux des soviets de province ? Tout comme au congrès ouvrier et soldat, une vaste majorité se prononça pour la plus large représentation possible, à la suite de quoi l'ancien exécutif quitta la salle.

Il devint évident presque aussitôt que la plupart des délégués étaient hostiles au gouvernement des commissaires du peuple. Zinoviev, qui essaya de prendre la parole au nom des bolcheviks, dut se taire sous les huées, et comme il descendait de la tribune des rires, des voix lancèrent :

– Il a fait chou blanc, le commissaire du peuple !

– Nous socialistes-révolutionnaires de gauche, lança Nazariév, un délégué de province, nous refusons de reconnaître le soi-disant gouvernement des ouvriers et des paysans tant que ces derniers n’y seront pas représentés. Pour le moment, ce n’est rien d’autre qu’une dictature des ouvriers. Nous insistons sur la formation d’un nouveau gouvernement qui représentera l’ensemble de la démocratie !

Les délégués réactionnaires encouragèrent habilement cette attitude en déclarant, malgré les protestations qui montaient des bancs bolcheviques, que le Conseil des commissaires du peuple avait l’intention soit de mener ce congrès à sa guise, soit de le dissoudre par la force des armes ; cette information déchaîna la colère des paysans.

Soudain, le troisième jour ; Lénine monta à la tribune ; dix minutes durant, la salle tempêta.

– À bas ! hurlaient les délégués. Nous n’écouterons pas vos commissaires du peuple ! nous ne reconnaissons pas votre gouvernement !

Debout, parfaitement calme, Lénine serrait le pupitre des deux mains, et, l’air songeur, observait de ses petits yeux le tumulte à ses pieds. La tempête finit par s’apaiser quelque peu, sauf du côté droit de la salle.

– Je ne suis pas venu ici en tant que membre du Conseil des commissaires du peuple, dit Lénine, et il attendit de nouveau le retour au silence, mais en tant que membre du groupe bolchevique, dûment élu à ce congrès.

Et il leva son mandat pour que tout le monde pût le voir.

– Néanmoins, poursuivit-il d’une voix égale, il n’y aura personne pour contester que l’actuel gouvernement russe a été formé par le parti bolchevique – il dut s’interrompre quelques instants encore. – ...et, par conséquent, dans la pratique, cela revient exactement au même.

Des bancs de la droite monta un vacarme assourdissant, mais le centre et la gauche, devenus curieux, imposèrent le silence.

Le raisonnement de Lénine était simple.

– Dites-moi franchement, vous, paysans à qui nous avons donné les terres des *poméchtchiki**, voulez-vous à présent empêcher les ouvriers de s’assurer le contrôle de l’industrie. Il s’agit de la guerre des classes. Il va de soi que les *poméchtchiki** s’opposent aux paysans comme les industriels s’opposent aux ouvriers. Allez-vous laisser les rangs du prolétariat se diviser ? De quel côté serez-vous ? Nous, bolcheviks, nous sommes le parti du prolétariat, le prolétariat des campagnes aussi bien que le prolétariat industriel. Nous, bolcheviks, nous sommes les partisans des soviets, les soviets paysans aussi bien que les soviets ouvriers et soldats. Le gouvernement actuel est le gouvernement des soviets ; non seulement avons-nous invité les soviets paysans à participer au gouvernement, mais encore nous avons invité les représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche à entrer dans le Conseil des commissaires du peuple... Les soviets sont les plus parfaits représentants du peuple, des travailleurs des usines et des mines ainsi que des travailleurs des champs. Quiconque tente de détruire les soviets se rend coupable d’un acte antidémocratique et contre-révolutionnaire. Et je vous mets en garde, camarades socialiste-révolutionnaires *de droite*, et vous messieurs les cadets, que, si l’Assemblée constituante essaie de détruire les soviets, nous serons là pour l’en empêcher !

Dans l'après-midi du 25 novembre, Tchernov, mandé par le Comité exécutif, arriva de Moguilev à bride abattue. Considéré seulement deux mois plus tôt comme révolutionnaire extrémiste, jouissant d'une grande popularité parmi les paysans, il était appelé afin d'arrêter le dangereux glissement à gauche qui se manifestait au sein du congrès. Dès son arrivée, Tchernov fut arrêté, conduit au Smolny et relâché après un bref entretien.

Il commença par réprimander vertement les membres du Comité exécutif pour s'être retirés du congrès. Ses collègues acceptèrent d'y retourner, et Tchernov fit son entrée dans la salle, accueilli par de vigoureux applaudissements de la majorité et par les huées et les quolibets des bolcheviks.

– Camarades ! J'étais absent. J'ai pris part à la Conférence de la XII^e armée pour la convocation d'un congrès de tous les délégués paysans des troupes du front ouest, et je sais peu de choses de l'insurrection qui a eu lieu ici...

Zinoviev se dressa en criant :

– Oui, vous êtes resté absent... quelques minutes.

Terrible vacarme. Cris : – À bas des bolcheviks !

– L'accusation selon laquelle j'aurais aidé à conduire une armée contre Petrograd, poursuit Tchernov, est dénuée de fondement, elle est tout à fait fausse. D'où vient cette accusation ? Indiquez-moi la source !

Zinoviev :

– Les *Izvestia* et le *Diélo naroda* – votre propre journal –, voilà la source !

La figure large de Tchernov, aux petits yeux, encadrée d'une chevelure ondulée et d'une barbe grisonnante, s'empourpra de colère, mais il se maîtrisa.

– Je répète, continua-t-il, que je ne sais pratiquement rien de ce qui s'est passé à Petrograd, je n'ai pris la tête d'aucune armée, sauf celle-ci – d'un geste, il indiqua les délégués paysans – que j'ai contribué pour une large part à amener ici.

Rires et exclamations : – Bravo !

— À mon retour, j'ai rendu visite au Smolny. Là-bas, personne n'a porté contre moi des accusations de ce genre. Après un bref entretien, je suis reparti, et voilà tout ! Que quelqu'un dans cette salle vienne répéter ces accusations !

Dans le vacarme déchaîné, les bolcheviks et certains socialistes-révolutionnaires de gauche, debout, brandissant le poing et hurlaient, tandis que le reste de l'assemblée s'efforçait de couvrir leurs vociférations en criant plus fort qu'eux.

– Ce n'est pas une séance, c'est une honte ! s'écria Tchernov, et il quitta la salle.

Le bruit et le désordre étaient tels que les débats furent ajournés.

Cependant, la question du rôle et des attributions du Comité exécutif agitait les esprits. Si l'assemblée avait été baptisée « conférence extraordinaire », c'était pour l'empêcher de réélire un comité exécutif. C'était une arme à double tranchant : les socialistes-révolutionnaires de gauche décidèrent que, du moment que le congrès était sans pouvoir sur le Comité exécutif, la réciproque était également vraie. Le 25 novembre, la conférence extraordinaire décida

d'assumer elle-même les fonctions du Comité exécutif dont seuls les membres qui étaient en même temps délégués pourraient prendre part au vote.

Le lendemain, en dépit d'une violente opposition des bolcheviks, la résolution fut amendée de façon à donner à tous les membres du Comité exécutif, aux délégués ou non, voix délibérative aussi bien que consultative.

Le 27, se déroula le débat sur le problème agraire qui révéla des divergences entre le programme des bolcheviks et celui des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Au nom de ces derniers, Katchinski fit un historique de la question agraire depuis le début de la révolution. Le I^{er} Congrès des soviets paysans, dit-il, avait voté une résolution précise et explicite du transfert immédiat aux comités agraires des domaines des propriétaires fonciers. Mais les chefs de la révolution et les bourgeois qui faisaient partie du gouvernement avaient soutenu que le problème ne pouvait être résolu avant la réunion de l'Assemblée constituante. Le deuxième stade de la révolution, le stade de la « conciliation », avait été marqué par l'entrée de Tchernov dans le ministère. Les paysans étaient convaincus qu'à partir de ce moment, la question agraire recevrait une solution pratique, mais malgré la décision impérative du I^{er} Congrès paysan, les réactionnaires et les conciliateurs au sein du Comité exécutif s'étaient opposés à tout changement. Cette politique avait provoqué toute une série de désordres, manifestations naturelles de l'impatience des paysans, frustrés dans leur désir d'action. Les habitants des campagnes comprenaient exactement le sens de la révolution et ils s'efforçaient de transformer les paroles en actes.

– Les événements récents, dit l'orateur, ne sont pas une simple émeute ou une « aventure bolchevique », c'est au contraire un véritable soulèvement populaire que le pays tout entier a salué avec sympathie... D'une façon générale, les bolcheviks ont adopté dans la question agraire une attitude juste, mais ils ont commis une profonde erreur en conseillant aux paysans de s'emparer des terres par la force. Dès le début, ils ont proclamé que les paysans devaient s'approprier les terres « par une action de masse révolutionnaire ». Ce n'est rien d'autre que l'anarchie ; il est possible de s'emparer des terres d'une façon organisée. Pour les bolcheviks, ce qui importait, c'était la solution la plus rapide possible, ils n'étaient pas intéressés de savoir *comment* ces problèmes seraient résolus... Le décret sur la terre du Congrès des soviets est, dans son essence, identique aux décisions du I^{er} Congrès paysan. Puisqu'il en est ainsi, pourquoi le nouveau gouvernement n'a-t-il pas appliqué la tactique élaborée au cours de ce congrès ? Parce que le Conseil des commissaires du peuple voulait hâter la solution de la question agraire afin que l'Assemblée constituante n'ait pas à intervenir... Pourtant, le gouvernement se rendait compte qu'il était nécessaire de prendre des mesures pratiques, aussi a-t-il adopté sans plus de réflexion le règlement à l'usage des comités agraires, créant ainsi une situation singulière, car le Conseil des commissaires du peuple avait aboli la propriété privée de la terre, alors que le règlement, établi par les comités agraires, est fondé sur le principe de la propriété privée. Toutefois, il n'en est résulté aucun mal, pour la bonne raison que les comités agraires ne tiennent nullement compte des décrets soviétiques et appliquent leurs propres décisions pratiques, décisions qui traduisent la volonté de la grande majorité des paysans... ces comités agraires ne s'attaquent pas à la solution législative du problème agraire, qui est de la compétence de l'Assemblée constituante, et d'elle seule. Mais la Constituante voudra-t-elle se conformer à la volonté de la paysannerie russe ? Nous n'en avons pas la certitude. La seule chose dont nous puissions être sûrs, c'est la volonté révolutionnaire des campagnes : la Constituante se verra

forcée de résoudre la question de la terre comme les paysans le désirent. Elle n'osera pas s'opposer à la volonté du peuple...

L'orateur suivant était Lénine qui, cette fois, fut écouté avec une prodigieuse attention.

– En ce moment, nous essayons de résoudre non seulement le problème agraire, mais aussi celui de la révolution sociale, et cela non seulement chez nous en Russie, mais dans le monde entier. La question de la terre ne saurait être résolue indépendamment des autres questions de la révolution sociale... Par exemple, la confiscation des grands domaines ne provoquera pas uniquement la résistance des propriétaires terriens russes, mais également celle du capital étranger qui est lié à la grande propriété foncière par l'intermédiaire des banques... La propriété foncière constitue en Russie le fondement d'une immense oppression, et la confiscation des terres par les paysans est l'acte le plus important de notre révolution. Pourtant il ne peut être isolé de nos autres actes, comme en témoignent les divers stades par où la révolution a dû passer. Le premier de ces stades a été marqué par l'écrasement de l'autocratie et du pouvoir de l'industrie capitaliste et des propriétaires fonciers dont les intérêts sont étroitement liés. Le deuxième stade se caractérise par le renforcement des soviets et par un compromis politique avec la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires de gauche ont commis l'erreur de ne s'être pas opposés à temps à la politique des compromis, car ils s'en tenaient à la théorie selon laquelle la conscience des masses n'était pas encore suffisamment développée... *Si le socialisme ne peut être instauré avant que le permette le développement intellectuel de l'ensemble du peuple, nous ne verrons pas le socialisme avant cinq cents ans au moins...* Le parti politique socialiste est l'avant-garde de la classe ouvrière ; il ne doit pas se laisser arrêter par le manque d'éducation des masses dans leur ensemble, il doit entraîner les masses en se servant des soviets en tant qu'organes de l'initiative révolutionnaire... Mais, s'ils veulent entraîner ceux qui hésitent, les camarades socialistes-révolutionnaires de gauche doivent cesser d'hésiter eux-mêmes... Au mois de juillet dernier, une série de ruptures se sont produites ouvertement entre les masses populaires et les conciliateurs, et pourtant, aujourd'hui, au mois de novembre, les socialistes-révolutionnaires de gauche continuent à tendre la main à Avksentiev et seulement le petit doigt aux ouvriers. Si l'esprit de conciliation persiste, la révolution périt. Il ne peut y avoir de compromis avec la bourgeoisie dont le pouvoir doit être définitivement écrasé... Nous, bolcheviks, nous n'avons pas modifié notre programme agraire, nous n'avons pas renoncé à abolir la propriété privée de la terre et nous n'avons pas l'intention de le faire. Nous avons adopté le règlement à l'usage des comités agraires – qui n'est *nullement* fondé sur le principe de la propriété privée – parce que nous voulions accomplir la volonté populaire suivant le mode décidé par le peuple lui-même, afin de raffermir l'union de tous les éléments qui se battent pour la révolution sociale. Nous invitons les socialistes-révolutionnaires de gauche à rejoindre les rangs de cette coalition en insistant toutefois pour qu'ils cessent de regarder en arrière et rompent avec les conciliateurs au sein de leur propre parti... En ce qui concerne l'assemblée constituante, il est vrai, comme l'a dit le précédent orateur, que son œuvre dépendra de la détermination révolutionnaire des masses. Moi, je dis : compte sur la détermination révolutionnaire, mais ne lâche pas ton fusil !

Puis Lénine donne lecture de la résolution bolchevique :

Le Congrès paysan donne son appui total et absolu à la loi (décret) sur la terre, ratifiée par le II^e congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats et promulguée par le Conseil des commissaires du peuple en tant que gouvernement ouvrier et paysan

provisoire de la République russe. Le congrès paysan exprime sa volonté ferme et inébranlable d'assurer l'application de cette loi ; il appelle tous les paysans à la soutenir unanimement et à la mettre immédiatement en pratique eux-mêmes ; en même temps, il les invite à n'élire à tous les postes et emplois importants que des hommes qui ont prouvé, non pas en paroles mais dans les actes, leur attachement total aux intérêts des paysans travailleurs et exploités, ainsi que leur volonté et leur capacité de défendre ces intérêts contre toute résistance de la part des propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs partisans ou complices.

De plus, le Congrès paysan se déclare convaincu que seul le succès de la révolution socialiste ouvrière commencée le 7 novembre rend possible la réalisation de toutes les mesures prévues par la loi sur la terre. En effet, seule la révolution socialiste est à même d'assurer le transfert gratuit des terres aux paysans travailleurs ; la confiscation du cheptel mort ou vif des propriétaires fonciers ; la sauvegarde complète des intérêts des ouvriers agricoles – concurremment avec les premières mesures immédiates visant à la suppression inconditionnelle du salariat, système d'esclavage capitaliste, la répartition équitable et planifiée des produits agricoles et industriels entre les diverses régions du pays et entre leurs habitants ; la mainmise sur les banques (sans quoi on ne saurait assurer, même en abolissant la propriété foncière privée, la mainmise du peuple sur la terre) ; une aide multiforme accordée par l'État en premier lieu aux travailleurs et aux exploités, etc.

En conséquence, le Congrès paysan, tout en donnant son appui unanime à la révolution du 7 novembre, précisément en tant que révolution socialiste, exprime sa volonté inébranlable de mettre en œuvre – progressivement, comme il convient, mais sans hésitation aucune – les mesures de transformation socialiste de la République russe.

La condition indispensable du triomphe de la révolution socialiste qui seul peut garantir le succès durable et l'application intégrale de la loi sur la terre, cette condition est l'union intime de la paysannerie travailleuse exploitée et de la classe ouvrière – le prolétariat – de tous les pays avancés. Désormais, dans la République russe, l'organisation et l'administration de l'État de haut en bas doivent reposer sur cette union. Celle-ci balayant toute tentative directe ou indirecte, ouverte ou déguisée, de revenir à une politique, condamnée par la vie, de conciliation avec la bourgeoisie, pourra seule assurer la victoire du socialisme dans le monde.

Les réactionnaires du Comité exécutif n'oseraient plus se montrer à visage découvert. Tchernov, cependant, intervint dans les débats à plusieurs reprises avec une modestie et une impartialité qui forçaient la sympathie. Il fut invité à prendre place à la tribune. Le deuxième soir, le président reçut une note anonyme dont l'auteur suggérait d'offrir à Tchernov la présidence honoraire du congrès. Oustinov lut le billet à haute voix. Aussitôt Zinoviev se dressa, hurlant que c'était là une manœuvre de l'ancien Comité exécutif pour reprendre la direction de l'assemblée ; en un clin d'œil, la salle tonitruante se transforma de part et d'autre en une masse bras qui s'agitaient et de visages déformés par la colère. N'empêche que Tchernov demeurait fort populaire.

Lors des orageux débats sur la question agraire et sur la résolution de Lénine, les bolcheviks faillirent quitter la salle à deux reprises ils en furent empêchés par leurs leaders. J'avais l'impression que le congrès se trouvait dans une impasse, sans espoir d'en sortir.

C'est que personne d'entre nous n'était au courant des réunions secrètes qui se tenaient au Smolny entre les bolcheviks et socialistes-révolutionnaires de gauche. Ces derniers avaient commencé par réclamer un gouvernement composé de porte-parole de tous les partis socialistes, même ceux qui ne participaient pas aux soviets, et responsable devant un Conseil du peuple où siègeraient en nombre égal les délégués des organisations d'ouvriers et de soldats et ceux des organisations paysannes, plus les représentants des doumas municipales et des zemstvos. Lénine et Trotsky devaient être éliminés, et le Comité militaire révolutionnaire et les autres organes de répression, dissous.

Le mercredi 28 novembre, au matin, après une terrible lutte qui avait duré toute la nuit, un accord fut conclu. Le Tsik, qui comptait 108 membres, allait en accueillir 108 autres élus à la proportionnelle par le Congrès paysan, 100 élus directement par l'armée et la marine, et 50 désignés par les syndicats (35 pour les fédérations nationales, 10 pour les cheminots, et 5 pour les employés des doumas et des zemstvos. Lénine et Trotsky demeuraient au gouvernement et le Comité militaire révolutionnaire continuait à fonctionner.

Le Congrès siégeait maintenant à l'École impériale de droit, au 6 du quai de la Fontanka, quartier général des soviets paysans. C'est là que les délégués se rassemblèrent le mercredi après-midi, dans la grande salle des séances. L'ancien Comité exécutif s'était retiré et tenait une réunion particulière dans une autre salle du même immeuble, en présence des délégués dissidents et des représentants des comités de l'armée.

Tchernov faisait la navette entre les deux séances dont il surveillait de près le déroulement. Il savait qu'un accord avec les bolcheviks était en voie de négociation, mais il ignorait que cet accord était déjà conclu.

Il prit la parole à la réunion dissidente.

– À présent que tout le monde est partisan d'un ministère socialiste homogène, dit-il, bien des gens oublient le premier gouvernement qui n'était point un gouvernement de coalition et qui ne comprenait qu'un seul socialiste, Kerenski, un gouvernement qui, en son temps, jouissait d'une grande popularité. Aujourd'hui on s'en prend à Kerenski ; on oublie qu'il a été porté au pouvoir non seulement par les soviets mais aussi par les masses populaires... Pourquoi l'opinion publique a-t-elle changé à l'égard de Kerenski ? Les sauvages fabriquent des dieux auxquels ils adressent des prières et qu'ils punissent lorsque l'une d'elles n'a pas été exaucée. C'est ce qui arrive en ce moment. Hier Kerenski, aujourd'hui Lénine et Trotsky, demain un autre... Nous avons proposé à Kerenski et aux bolcheviks de renoncer au pouvoir Kerenski a accepté : il a fait savoir aujourd'hui, de son lieu d'asile, qu'il démissionnait de la présidence du Conseil. Mais les bolcheviks, eux, veulent garder le pouvoir et ils ne savent même pas s'en servir... Que les bolcheviks réussissent ou échouent, le sort de la Russie n'en sera pas modifié. Les campagnes russes savent parfaitement ce qu'elles désirent et elles sont en train de prendre des mesures qu'elles ont elles-mêmes élaborées. C'est la paysannerie qui nous sauvera en fin de compte...

Entre-temps, dans la grande salle, Ustion annonça qu'un accord était intervenu entre le Congrès paysan et le Smolny. La nouvelle provoqua chez les délégués un déchaînement de joie. Soudain, Tchernov se montra et demanda la parole.

– Il paraît, dit-il qu'un accord est en voie de négociation entre le Congrès paysan et le Smolny. Un tel accord serait illégal étant donné que le véritable Congrès des soviets paysans

ne se réunira pas avant la semaine prochaine... En plus, je tiens à vous avertir que les bolcheviks n'accepteront jamais vos exigences...

Un grand éclat de rire l'interrompit et, se rendant compte de la situation, il quitta la tribune et la salle en emportant sa population avec lui.

Le vendredi 16 novembre, tard dans l'après-midi, le congrès se réunit en séance extraordinaire. L'assemblée avait un air de fête, tous les visages rayonnaient. Les délégués expédièrent en hâte les derniers points à l'ordre du jour, et Nathanson, un vieillard à la barbe blanche qui était le doyen de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, lut, d'une voix tremblante et les yeux peins de larmes, « l'acte de mariage » des soviets paysans et des soviets ouvriers et soldats. Chaque mention du mot « union » provoquait des applaudissements extatiques. Puis, Oustinov annonça l'arrivée d'une délégation du Smolny accompagnée de représentants de l'Armée rouge, que la salle, debout, accueillit par une ovation. L'un après l'autre, un travailleur, un soldat et un marin prirent la parole pour saluer l'assemblée.

Ensuite ce fut le tour de Boris Reinstein, délégué du parti ouvrier socialiste américain.

– Le jour où le Congrès paysan scelle son union avec les soviets des députés ouvriers et soldats est un des grands jours de la révolution. L'écho en retentira autour du monde, à Paris, à Londres et de l'autre côté de l'océan, à New York. Cette union remplira de bonheur le cœur de l'humanité laborieuse. Une grande idée a triomphé. L'Occident et l'Amérique attendaient de la Russie et du prolétariat russe quelque chose d'extraordinaire. Les travailleurs du monde ont les yeux fixés sur la révolution russe et sur la grande œuvre qu'elle est en train d'accomplir...

Sverdlov, président du Stik, vint saluer le congrès. Et la foule paysanne s'écoula dans la rue en criant :

– Vive la fin de la guerre civile ! Vive la démocratie unie !

Il faisait déjà nuit, la neige glacée scintillait sous la pâle lueur de la lune et des étoiles. Le long du quai de la Fontanka, les hommes du régiment Pavlovski en tenue de campagne étaient alignés, musique en tête. Les cuivres attaquèrent la Marseillaise. Accueillis par les vigoureuses et assourdissantes acclamations des soldats, les paysans formèrent un cortège et déployèrent la grande bannière rouge du Comité exécutif panrusse des soviets paysans sur laquelle se détachait, brodée en lettres d'or, une nouvelle inscription : « Vive l'union des masses laborieuses révolutionnaires ! » D'autres drapeaux suivaient, ceux des soviets de district, celui de l'usine Poutilov sur lequel on pouvait lire : « Nous saluons ce drapeau, gage de la fraternité de tous les peuples. »

Des torches s'embrasèrent dans la nuit d'un éclat orange, se reflétant mille fois dans les cristaux de glace, s'étirant en nuages de fumée au-dessus de la foule qui coulait en chantant sur le quai de la Fontanka entre une double haie de spectateurs muets d'étonnement.

– Vive l'armée révolutionnaire ! Vive la garde rouge ! Vivent les paysans !

Ainsi l'immense cortège parcourut la ville. Il grossissait toujours davantage, déroulait toujours plus de drapeaux rouges brodés d'or. Deux vieux paysans, courbés sous le poids d'une vie de travail, avançaient la main dans la main, le visage illuminé d'une béatitude enfantine.

– Eh bien, dit l'un, je voudrais les voir nous reprendre nos terres à présent !

Près du Smolny, les gardes rouges, transportés de joie, s’alignaient des deux côtés de la rue. L’autre vieux paysan parla à son compagnon.

– Je ne suis pas fatigué, dit-il. Je vole comme si j’avais des ailes.

Une centaine de députés ouvriers et soldats étaient massés sur les marches du Smolny. Leur drapeau se découpait, sombre, sur la lumière éclatante qui jaillissait entre les arcades. Ils déferlèrent comme une lame de fond, serrant les paysans dans leurs bras, échangeant des baisers. Et le cortège s’engouffra par la grande entrée et gravit l’escalier avec un bruit de tonnerre.

Dans la vaste salle blanche, le Tsik attendait ; le soviet de Petrograd était là, rassemblé au complet, ainsi qu’un millier de spectateurs, dans cette atmosphère solennelle qui accompagne les grands moments de l’histoire lorsque leurs acteurs ont conscience du poids de l’événement.

Zinoviev fit part de l’accord conclu ; il fut salué par un rugissement à ébranler les murs, qui s’enfla et se fit tempête lorsque la musique éclata dans le couloir et que la tête du cortège pénétra dans la salle. À la tribune, le bureau se leva pour faire une place au présidium du Congrès paysan ; tout le monde s’embrassait, au-dessus du cadre vide dont on avait arraché le portrait du tsar.

La séance solennelle commença. Après quelques paroles de bienvenue prononcées par Sverdlov, Maria Spiridonova monta à la tribune, frêle, pâle, affublée de lunettes, les cheveux plaqués, avec son air d’institutrice de Nouvelle-Angleterre. La femme la mieux aimée et la plus puissante de Russie.

– Les travailleurs russes voient s’ouvrir devant eux des horizons que l’histoire n’a encore jamais connus... Dans le passé, tous les mouvements ouvriers ont abouti à une défaite. Mais le mouvement actuel est international, et c’est pour cela qu’il est invincible. Il n’est pas de force au monde capable d’éteindre la flamme de la révolution ! Le vieux monde s’écroule, le monde nouveau est en train de naître...

Puis, Trotsky, plein de feu :

– Je vous souhaite la bienvenue, camarades paysans ! Vous venez ici, non pas en invités, mais en maîtres de cette maison où bat le cœur de la révolution russe. La volonté de millions de travailleurs est concentrée à présent dans cette salle. La terre russe ne connaît plus qu’un seigneur : les ouvriers, les soldats et les paysans unis...

Il parla avec un sarcasme mordant des diplomates alliés qui dédaignaient l’offre d’armistice russe, déjà acceptée par les puissances de l’Europe centrale.

– Une nouvelle humanité sortira de cette guerre. Dans cette salle, nous jurons aux travailleurs de tous les pays de demeurer à notre poste révolutionnaire. Si nous succombons, ce sera en défendant notre drapeau.

Krylenko parla à son tour pour expliquer la situation au front où Doukhonine préparait la résistance au Conseil des commissaires de peuple.

– Que Doukhonine et les hommes qui le suivent sachent que nous ne prendrons pas de gants avec ceux qui nous barrent le chemin de la paix !

Dybenko apporta à l’assemblée le salut de la marine, et Krouchinski, membre du Vikjel, déclara :

– À partir de ce moment où tous les vrais socialistes ont fait l'unité, la grande armée des cheminots se met inconditionnellement à la disposition de la démocratie révolutionnaire !

Puis ce fut le tour de Lounatcharski qui avait les larmes aux yeux ; après Prochian, porte-parole des socialistes-révolutionnaires de gauche, Sakharachvili déclara, au nom des sociaux-démocrates internationalistes unifiés qui englobaient les groupes de Martov et de Gorki :

– Nous nous étions retirés du Tsik à cause de la politique intransigeante des bolcheviks et pour les forcer à faire les concessions nécessaires à l'union de tous les éléments démocratiques révolutionnaires. À présent que cette union est réalisée, nous considérons comme notre devoir sacré de reprendre notre place au Stik. Nous affirmons que tous ceux qui ont quitté le Stik doivent à présent y retourner.

Stachkov, un vieux paysan vénérable, membre du présidium du Congrès paysan, se tourna vers les quatre coins de la salle en s'inclinant profondément chaque fois.

– Tous mes vœux à l'occasion du baptême de la nouvelle vie, de la nouvelle liberté russe.

Bronski, au nom des sociaux-démocrates polonais. Skrypnik, au nom des comités d'usine, Trifonov, au nom des troupes russes de Salonique, d'autres encore, interminablement, vinrent épancher leur cœur avec la joyeuse éloquence des espoirs réalisés.

Tard dans la nuit, la résolution suivante fut proposée et adoptée à l'unanimité :

Le comité exécutif central des soviets des députés paysans, ouvriers et soldats, de concert avec le Congrès extraordinaire panrusse des paysans et le soviet de Petrograd ratifie les lois sur la paix et sur la terre, adoptées par le II^e Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats, ainsi que la loi sur le contrôle ouvrier, adoptée par le Comité exécutif central panrusse des soviets.

Le Tsik et le congrès panrusse paysan, réunis en séance commune, expriment leur ferme conviction que l'union des ouvriers, des soldats et des paysans – cette union fraternelle de tous les travailleurs et de tous les exploités – consolidera le pouvoir qu'elle a conquis pour prendre ensuite toutes les mesures révolutionnaires propres à hâter le passage du pouvoir aux mains des masses laborieuses dans d'autres pays plus avancés, assurant ainsi une victoire durable à la cause de la paix juste, à la cause du socialisme... ¹¹⁷

¹¹⁷ Voir Appendice, chapitre XII, 2. p. 426.

Appendice

CHAPITRE I

1

[Retour à la table des matières](#)

Oborontsy – « défensistes ». Tous les groupes socialistes « modérés » avaient adopté ou reçu cette appellation parce qu'ils approuvaient la continuation de la guerre sous la direction des Alliés, en faisant valoir qu'il s'agissait d'une guerre de défense nationale. Les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les mencheviks internationalistes (groupe Martov) et les sociaux-démocrates internationalistes (groupe Gotki) voulaient forcer les alliés à proclamer des buts de guerre démocratiques et à proposer, sur cette base, la paix à l'Allemagne.

2. Salaires et coût de la vie avant et pendant la révolution

Les tableaux des salaires et des prix, ci-dessous, publiés par la *Novaïa jizn* du 26 octobre 1917, ont été dressés, le même mois, par une commission formée des représentants de la Chambre de Commerce de Moscou et de la section moscovite du ministère du Travail.

Salaires journaliers (en roubles et kopecks)

| <i>Professions</i> | <i>Juillet 1914</i> | <i>juillet 1916</i> | <i>Août 1917</i> |
|--------------------------|---------------------|---------------------|------------------|
| Menuisiers, charpentiers | 1,60-2,00 | 4,00-6,00 | 8,50 |
| Terrassiers | 1,30-1,50 | 3,00-3,50 | – |
| Maçons et plâtriers | 1,70-2,35 | 4,00-6,00 | 8,00 |
| Peintures, tapisseries | 1,80-2,20 | 3,00-5,50 | 8,00 |
| Forgerons | 2,25 | 4,00-5,00 | 8,50 |
| Fumistes et ramoneurs | 1,50-2,00 | 4,00-5,50 | 7,50 |
| Serruriers | 0,90-2,00 | 3,50-6,00 | 9,00 |
| Manœuvres | 1,00-1,50 | 2,50-4,50 | 8,00 |

Contrairement à de nombreuses assertions selon lesquelles les salaires avaient augmenté dans des proportions gigantesques aussitôt après la révolution de mars, les chiffres ci-dessus,

publiés par le ministère du travail comme étant typiques pour Russie tout entière, prouvent qu'au lieu de monter au lendemain de la révolution, les salaires n'ont progressé que petit à petit. En moyenne, l'augmentation a été d'un peu plus de 500 %.

En même temps, le rouble était tombé à moins d'un tiers de sa valeur et le coût des articles de première nécessité avait énormément augmenté.

Le tableau suivant a été dressé par la douma municipale de Moscou, ville où les vivres étaient plus abondants et meilleur marché qu'à Petrograd.

Prix des produits alimentaires (en roubles et kopecks)

| | Août 1914 | Août 1917 | Taux d'augmentation en % |
|--------------------------------------|-----------|-----------|--------------------------|
| Pain noir (la livre ¹¹⁸) | 0,02 | 0,12 | 330 |
| Pain blanc (la livre) | 0,05 | 0,20 | 300 |
| Bœuf (la livre) | 0,22 | 1,10 | 400 |
| Veau (la livre) | 0,26 | 2,15 | 727 |
| Porc (la livre) | 0,23 | 2,00 | 770 |
| Hareng (la livre) | 0,06 | 0,52 | 767 |
| Fromage (la livre) | 0,40 | 3,50 | 754 |
| Beurre (la livre) | 0,48 | 3,20 | 557 |
| Œufs (les 10) | 0,30 | 1,60 | 443 |
| Lait (la cruche ¹¹⁹) | 0,07 | 0,40 | 471 |

Les prix des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 556 %, soit 51 % de plus que les salaires.

Pour ce qui est d'autres articles de première nécessité, la hausse des prix a été vertigineuse.

Le tableau suivant a été établi par la section économique du soviet des délégués ouvriers de Moscou et reconnu exact par le ministère du Ravitaillement du Gouvernement provisoire.

¹¹⁸ La livre équivaut à 409,5 g. (Note du traducteur.)

¹¹⁹ Mesure de capacité égale à 1,23 l. (Note du traducteur.)

Prix des produits de première nécessité (en roubles et kopecks)

| | Août 1914 | Août 1917 | Taux d'augmentation en % |
|-----------------------------------|-----------|-----------|--------------------------|
| Calicot (l'archine*) | 0,11 | 1,40 | 1 173 |
| Cotonnades (l'archine*) | 1,15 | 2,00 | 1 233 |
| Drap (l'archine*) | 2,00 | 40,00 | 1 900 |
| Castorine (l'archine*) | 6,00 | 80,00 | 1 233 |
| Chaussures d'hommes (la paire) | 12,00 | 144,00 | 1 097 |
| Cuir pour semelles (l'archine*) | 20,00 | 400,00 | 1 900 |
| Caoutchoucs (la paire) | 2,50 | 15,00 | 500 |
| Complet d'homme | 40,00 | 400-455 | 900-1 109 |
| Thé (la livre) | 4,50 | 18,00 | 300 |
| Allumettes (le paquet) | 0,10 | 0,50 | 400 |
| Savon (le <i>poud</i> *) | 4,50 | 40,00 | 780 |
| Pétrole (le seau ¹²⁰) | 1,70 | 11,00 | 547 |
| Bonbons (le <i>poud</i> *) | 8,50 | 100,00 | 1 076 |
| Caramels (la livre) | 0,30 | 4,50 | 1 400 |
| Bois de chauffage (la charretée) | 10,00 | 120,00 | 1 100 |
| Charbon de bois | 0,80 | 13,00 | 1 525 |
| Articles métalliques divers | 1,00 | 20,00 | 1 900 |

Les produits ci-dessus ont augmenté de 1 109 % en moyenne, soit plus du double de l'augmentation des salaires. La différence, bien entendu, est allée dans la poche des commerçants et des spéculateurs.

En septembre 1917, lorsque je suis arrivé à Petrograd, le salaire journalier moyen d'un ouvrier industriel qualifié – par exemple un ouvrier métallurgique à l'usine Poutilov – s'élevait à près de 8 roubles. En même temps, les bénéfices étaient exorbitants. Un des propriétaires de la manufacture de laine Thornton, entreprise anglaise des faubourgs de Petrograd, m'a raconté

¹²⁰ Mesure de capacité égale à 1,3 l. (note du traducteur.)

que, chez lui, alors que les salaires avaient progressé de 300 % environ, les profils avaient augmenté de 900 %

3. Les ministres socialistes

L'histoire des efforts déployés par les socialistes au sein du Gouvernement provisoire pour réaliser leur programme en collaboration avec les ministres bourgeois est un lumineux exemple de la lutte des classes dans le domaine politique. Voici comment Lénine explique ce phénomène :

...Voyant que la position du gouvernement était intenable, ils (les capitalistes) ont eu recours à une méthode qui, après 1848, avait servi pendant des dizaines d'années aux capitalistes d'autres pays à duper, diviser et affaiblir les ouvriers. Cette méthode, c'est celle de la formation d'un soi-disant ministère de « coalition », c'est-à-dire composé de bourgeois et de renégats du socialisme réunis. Dans les pays où la liberté et la démocratie ont existé le plus longtemps côte à côte avec le mouvement ouvrier révolutionnaire – en Allemagne et en France – les capitalistes ont appliqué ce procédé à plusieurs reprises et avec un grand succès. Les chefs « socialistes », lorsqu'ils participaient à un ministère bourgeois, jouaient invariablement un rôle de prête-nom ; de marionnettes, de paravent pour les capitalistes, d'instrument pour tromper les ouvriers. Les capitalistes « démocratiques et républicains » russes ont eu recours à ce même procédé. Les essaires et les mencheviks se sont aussitôt laissés duper et, le 6 mai, le ministère « de coalition » avec la participation de Tchernov, Tsérételli¹²¹ et C^{ie} devenait un fait accompli. (*Problèmes de la révolution.*)

4. Élections municipales de septembre à Moscou

Dans la première semaine d'octobre 1917, la *Novaïa jizn* publia le tableau comparatif suivant des résultats des élections, en soulignant qu'ils signifiaient la faillite de la politique de coalition avec les classes possédantes. « Si nous réussissons à éviter la guerre civile, ce ne sera que grâce au front unique de toute la démocratie révolutionnaire. »

Élections à la douma centrale et aux doumas de quartier de Moscou

| | Juin 1917 | Sept. 1917 |
|------------------------------|-----------|------------|
| Socialistes-révolutionnaires | 58 sièges | 14 sièges |
| Cadets | 17 sièges | 30 sièges |
| Mencheviks | 12 sièges | 4 sièges |
| Bolcheviks | 11 sièges | 47 sièges |

¹²¹ Reed fait suivre ces noms de ceux de « Skobélev, Avksentiev, Savinkov, Zaroudny et Nikitine » qui ne figurent pas chez Lénine. (Note du traducteur.)

5. Arrogance croissante des réactionnaires

18 septembre. Selon le cadet Choulguine, qui écrit dans un journal de Kiev, le Gouvernement provisoire a commis un grave abus de pouvoir en déclarant que la Russie était une république. « Nous ne pouvons admettre ni la république, ni le gouvernement républicain actuel et nous ne sommes pas sûrs de vouloir que la Russie soit une république... »

23 octobre. À une réunion du Parti, tenue à Riazan, M. Doukhonine a déclaré : « Le 1^{er} mars, nous devons instaurer une monarchie constitutionnelle. Nous ne devons pas rejeter l'héritier du trône Mikhaïl Alexandrovitch... »

27 octobre. Résolution votée par la Conférence des Hommes publics à Moscou ¹²² :

La Conférence des Hommes publics, réunie à Moscou, charge deux de ses membres qui font partie du Conseil provisoire de l'État russe d'insister auprès du Gouvernement provisoire sur l'application immédiate dans l'armée des mesures suivantes :

Suppression de toute propagande politique dans l'armée, laquelle est placée en dehors des partis et de leur influence.

Interdiction et répression énergique de toute propagande en faveur d'idées dirigées contre l'État et contre la nation, ainsi que de doctrines niant la nécessité de l'armée et de la discipline militaire.

Tout en reconnaissant que l'existence des comités est incompatible en principe avec les normes de l'ordre militaire légal, comme le prouve l'expérience de toutes les armées du monde, on admettra provisoirement l'existence de ces comités, à condition de limiter leur activité aux questions d'administration et de ravitaillement ; leurs décisions devront être soumises à l'approbation du chef militaire auprès de qui fonctionne le comité, et ne seront pas appliquées avant d'avoir été ainsi approuvées ; en cas de désaccord, la décision finale appartient au chef militaire à l'échelon immédiatement supérieur.

En cas de violation flagrante par un comité de ses droits et devoirs, le chef militaire direct exerçant pour le moins les fonctions de commandant d'unité a le droit de dissoudre un tel comité et de provoquer de nouvelles élections.

Le salut militaire sera immédiatement rétabli en tant que salutation réciproque d'égal à égal et de subalterne à supérieur.

Le pouvoir disciplinaire des chefs de tout grade sera rétabli dans des limites strictement définies, les intéressés étant rigoureusement responsables de leurs décisions. En cas d'abus d'autorité, les subalternes se verront garantir au maximum la possibilité de porter plainte contre leur chef pour violation de leurs droits.

Tous les droits civils des officiers et de leurs organisations seront sauvegardés contre toutes atteintes.

¹²²

L'auteur attribue cette résolution, dont il donne un résumé souvent erroné, à une « Conférence des Hommes d'affaires ». (Note du traducteur.)

Seront considérées comme inadmissibles toutes les formes de surveillance, de contrôle politique et d'espionnage auxquelles se livrent actuellement les organisations et les commissaires militaires.

Instauration du principe de l'avancement progressif sans sauter les grades, en fonction des aptitudes au service et au combat de chacun et conformément à l'appréciation exclusive des commissions composées de chefs militaires appartenant à l'échelon immédiatement supérieur.

Il est indispensable d'épurer le corps d'officiers des éléments qui le déshonorent actuellement en participant à tous les actes d'insubordination et de non-accomplissement du devoir dont se rend coupable la masse des soldats ; il est possible d'y parvenir en rétablissant des jurys d'honneur.

Restauration dans toute son ampleur, avec attribution des droits dont jouit un établissement public, de l'union des officiers de l'armée et de la marine en tant qu'organisme foncièrement indispensable pour ranimer l'esprit combatif des forces armées russes.

Réalisation par le Gouvernement provisoire de mesures qui rendraient possible le retour dans les rangs de l'armée de tous les généraux et officiers injustement écartés, sous l'influence d'organisation arbitraires et irresponsables.

Appendice

CHAPITRE II

1

[Retour à la table des matières](#)

Je traite en détail de la révolte de Kornilov dans mon prochain volume *De Kornilov à Brest-Litovsk*¹²³. La part de responsabilité de Kerenski dans la situation qui a donné naissance à la tentative de Kornilov est à présent assez clairement établie. Plusieurs défenseurs de Kerenski affirment qu'il était au courant des plans de Kornilov, qu'il usa d'un subterfuge pour le faire agir prématurément et l'écraser ensuite. Pourtant M. A. -J. Sack lui-même écrit dans son livre *La Naissance de la démocratie russe* :

Plusieurs choses... sont à peu près certaines. Premièrement, Kerenski savait que plusieurs unités du front marchaient sur Petrograd : il est possible qu'en sa qualité de président du conseil et de ministre de la guerre, ce fut lui qui les manda en se rendant compte de la menace grandissante du bolchevisme.

Il n'y a qu'une paille dans ce raisonnement ; il n'existait pas à l'époque de « menace bolchevique » ; les bolcheviks ne constituaient qu'une minorité impuissante au sein des soviets et leurs chefs se trouvaient en prison ou étaient obligés de se cacher.

2. La conférence démocratique

Lorsque l'idée de la Conférence démocratique fut soumise à Kerenski pour la première fois, il conseilla de créer une assemblée représentant tous les éléments – « les forces vives », comme il disait – de la nation, y compris les banquiers, les industriels, les propriétaires fonciers et les porte-parole du Parti cadet. Le soviets s'y refusa et dressa la liste suivante, qui fut approuvée par Kerenski :

¹²³ Voir *Préface de l'auteur*, note 2.

| | |
|-----|--|
| 100 | délégués des soviets panrusses des députés ouvriers et soldats, |
| 100 | d délégués du soviet panrusse des députés paysans, |
| 50 | délégués des soviets provinciaux des députés ouvriers et soldats, |
| 50 | délégués des comités agraires paysans, |
| 100 | délégués des syndicats, |
| 84 | délégués des comités des armées du front, |
| 150 | délégués des coopératives des armées du front, |
| 20 | délégués du syndicat des cheminots, |
| 10 | délégués du syndicat des postes et télégraphes, |
| 20 | délégués du syndicat des employés du commerce et de l'industrie, |
| 15 | délégués des professions libérales, (médecins, avocats, journalistes, etc.), |
| 50 | délégués des zemstvos de province, |
| 59 | délégués des organisations de minorités nationales (polonaises, ukrainiennes, etc.), |

Ces chiffres furent modifiés à deux ou trois reprises. Voici la répartition finale des sièges :

| | |
|-----|--|
| 300 | délégués des soviets panrusses des députés ouvriers, soldats et paysans, |
| 300 | délégués des coopératives |
| 300 | délégués des conseils municipaux, |
| 150 | délégués des comités des armées du front, |
| 150 | délégués des zemstvos de province, |
| 200 | délégués des syndicats, |
| 100 | délégués des organisations de minorités nationales, |
| 200 | délégués des divers petits groupes. |

3. La mission des soviets est terminée

Le 28 septembre 1917, les *Izvestia*, organe du Tsik, publiaient un article au sujet du dernier Gouvernement provisoire, où l'on pouvait lire :

Un gouvernement authentiquement démocratique a été enfin créé par la volonté de toutes les classes du peuple russe, un gouvernement qui est la première ébauche, encore inachevée, du futur régime parlementaire libre. Bientôt, l'Assemblée constituante résoudra tous les problèmes concernant les lois fondamentales qu'elle rédigera dans l'esprit le plus démocratique possible. La mission des soviets touche à sa fin, voici venir le temps où ils devront disparaître, avec les autres organes de l'appareil révolutionnaire, de l'arène politique d'un peuple libre et victorieux qui ne se servira désormais que d'armes pacifiques.

L'éditorial des *Izvestia* du 25 octobre était intitulé : « Crise de l'organisation des soviets ». Il commençait par affirmer que les voyageurs constataient partout un ralentissement de l'activité des soviets locaux.

C'est naturel poursuivait l'auteur, car le peuple commence à s'intéresser à des coups législatifs de caractère plus permanent : les doumas municipales et les zemstvos.

Pourtant, même dans les grands centres de Petrograd et de Moscou, où ils sont le mieux organisés, les soviets sont loin de rassembler tous les éléments démocratiques. La classe numériquement importante de l'intelligentsia n'en fait pas partie, ni même la totalité des ouvriers : certains de ces derniers parce qu'ils sont politiquement arriérés, d'autres, au contraire, parce qu'ils mettent à présent au centre de leurs préoccupations les organisations purement professionnelles. On ne saurait nier que ces organisations sont plus étroitement liées aux masses dont elles satisfont mieux les besoins quotidiens.

Il convient d'attribuer une grande importance au fait que les organes de l'administration locale sont en train de prendre peu à peu des formes démocratiques durables. Les municipalités élues au scrutin universel jouissent, dans les questions purement locales, d'une plus grande autorité que les soviets. Aucun démocrate ne trouvera à y redire, ne fût-ce que pour la simple raison que la loi électorale qui préside à la description des municipalités est meilleure, plus parfaite et surtout plus démocratique que celle dont sont issus les soviets. Au fur et à mesure que les organes d'administration locale apprennent leur métier et remettent de l'ordre dans les affaires, il est naturel que le rôle des soviets locaux diminue.

Le déclin de l'organisation des soviets est dû à deux sortes de phénomènes : d'une part, la baisse de l'intérêt général pour la politique, de l'autre, l'édification de l'État et de la société dans la nouvelle Russie libre.

Il va de soi que plus rapide sera cette édification et plus vite les soviets perdront de leur importance... Nous sommes les fossoyeurs de notre propre organisation. Nous participons activement à la création d'un ordre social nouveau. Lorsque l'autocratie s'écroula, entraînant avec elle le régime bureaucratique, nous avons érigé les soviets des députés comme des baraquements provisoires pour abriter l'ensemble de la démocratie. À présent les pierres de taille de l'édifice permanent du nouvel ordre sont en train de

remplacer les baraquements que petit à petit leurs habitants abandonnent, comme de juste, pour des locaux plus confortables, à mesure que s'achève un étage après l'autre.

*4. Discours de Trotsky au Conseil de la République russe*¹²⁴

La Conférence démocratique, convoquée par le Comité exécutif central des soviets des députés ouvriers et soldats, avait pour objectifs ouvertement formulés l'élimination du régime personnel irresponsable, où le kornilovisme trouvait sa pâture, et la constitution d'un pouvoir responsable, apte à mettre fin à la guerre et à garantir la réunion de l'Assemblée constituante à la date prévue.

Or les tractations secrètes auxquelles se sont livrés, à l'insu de la Conférence démocratique, M. Kerenski, les cadets et les chefs essaires et mencheviks, ont abouti à des résultats qui sont exactement à l'opposé des objectifs officiellement proclamés.

Un pouvoir a été créé au sein et autour duquel les kornilovistes patents et déguisés jouent un rôle dirigeant. Désormais il est reconnu et confirmé formellement que ce pouvoir n'est responsable devant personne.

Le « Conseil de la République russe » devient un corps consultatif : au huitième mois de la révolution, un pouvoir irresponsable a créé un paravent à son usage en ressuscitant la douma de Boulganine¹²⁵.

Les éléments censitaires sont entrés au Conseil provisoire dans des proportions auxquelles ils n'ont nullement droit. Toutefois, c'est précisément le Parti cadet qui a cherché et obtenu que le pouvoir ne soit pas responsable même devant ce pré-parlement dont la composition a été faussée au profit de la bourgeoisie censitaire.

Le même Parti cadet, pas plus tard qu'hier, insistait pour faire dépendre la Gouvernement provisoire de la douma de M. Rodzianko, a réussi à rendre ce gouvernement indépendant du Conseil de la République.

À l'assemblée constituante, les éléments censitaires occuperont une position infiniment moins favorable qu'au Conseil provisoire. Le gouvernement ne pourra pas ne pas être responsable devant la Constituante. Si les éléments censitaires se préparaient réellement à la tenue de l'Assemblée constituante dans un mois et demi, ils n'avaient aucune raison d'insister aujourd'hui sur l'irresponsabilité du pouvoir. Le fait est que les classes bourgeoises qui orientent la politique du Gouvernement provisoire ont en vue de faire échouer l'Assemblée constituante. C'est, à l'heure actuelle, la tâche fondamentale des éléments censitaires qui lui subordonnent l'ensemble de leur politique intérieure et étrangère.

¹²⁴ Il s'agit de la déclaration du groupe bolchevik au Conseil de la République, dont Trotsky donna lecture à la séance du 20 octobre. (Note du traducteur.)

¹²⁵ Boulyguine, ministre du tsar avait projeté, au moment de la révolution de 1905, la création d'un parlement élu au suffrage restreint. La « douma de Boulyguine » devait rester à l'état de projet. (Note du traducteur.)

Dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et du ravitaillement, la politique du gouvernement et des classes possédantes tend à accentuer la désorganisation qui est la conséquence naturelle de la guerre. Les éléments censitaires qui ont provoqué le soulèvement paysan le répriment à présent et misent ouvertement sur « le bras décharné de la famine »¹²⁶ qui doit étrangler la révolution en commençant par anéantir l'Assemblée constituante.

La politique étrangère de la bourgeoisie et de son gouvernement n'est pas moins criminelle.

Après quarante mois de guerre, un péril mortel menace la capitale. En guise de riposte, un plan est échafaudé pour transférer le gouvernement à Moscou. L'idée de la reddition de la capitale révolutionnaire, loin de provoquer l'indignation de la bourgeoisie, est, au contraire, acceptée par cette dernière comme partie intégrante d'une politique générale destinée à faciliter le succès de la contre-révolution.

Au lieu d'admettre que le salut du pays réside dans la conclusion de la paix, au lieu de passer par-dessus la tête des gouvernements impérialistes et des chancelleries, en lançant ouvertement à tous les peuples épuisés une offre de paix immédiate pour rendre ainsi impossible en fait la continuation de la guerre, au lieu de cela, le Gouvernement provisoire, obéissant à la baguette des cadets contre-révolutionnaires et des impérialistes alliés, fait traîner sans raison, sans vigueur et sans plan défini une guerre meurtrière et voue à une mort stupide de nouvelles centaines de milliers de soldats et de marins tout en préparant la reddition de Petrograd et l'étouffement de la révolution. Et pendant que les soldats et marins bolcheviques périssent avec leurs camarades par suite des erreurs et des crimes d'autrui, le soi-disant commandant en chef continue à s'acharner contre la presse bolchevique...

Les partis dirigeants du Conseil provisoire couvrent sciemment toute cette politique.

Nous, groupe de sociaux-démocrates bolcheviques, déclarons que nous n'avons rien de commun avec ce gouvernement de trahison du peuple, ni avec ce Conseil de complaisance contre-révolutionnaire. Nous nous refusons à cautionner directement ou indirectement, fût-ce un jour, les activités, mortelles pour le peuple, qu'abritaient les coulisses officielles.

La révolution est en danger ! alors que les armées de Guillaume menacent Petrograd, le gouvernement Kerenski-Konovalov se prépare à fuir la capitale et à transformer Moscou en citadelle de la contre-révolution.

Nous faisons appel à la vigilance des travailleurs et des soldats de Moscou !

En nous retirant du Conseil provisoire, nous faisons appel à la vigilance et au courage des ouvriers, des soldats et des paysans de toute la Russie !

Petrograd est en danger ! La révolution est en danger ! Le peuple est en danger !

¹²⁶ Au II^e Congrès panrusse des commerçants et industriels, qui s'est tenu à Moscou, en été 1917, Riabouchinski, un des plus importants capitalistes russes, avait exprimé le vœu que « le bras décharné de la famine, la misère populaire prennent à la gorge les faux amis du peuple, les soviets et les comités, pour mettre fin à la situation actuelle ». (Note du traducteur.)

Ce danger, le gouvernement l'aggrave. Les partis au pouvoir aident le gouvernement.

Seul le peuple peut sauver le pays en se sauvant lui-même. C'est au peuple que nous nous adressons.

Tout le pouvoir aux soviets !

Toute la terre au peuple !

Vive la paix immédiate, honnête et démocratique !

Vive l'Assemblée constituante !

5. Le nakaz* de Skobélev (Résumé)

(Instructions approuvées par le Tsik et remises à Skobélev en tant que représentant de la démocratie révolutionnaire russe à la Conférence de Paris.)

Le nouveau traité doit faire mention des buts de la guerre. Le traité doit reposer sur le principe suivant : « Paix sans annexions ni réparations, avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. »

Les problèmes territoriaux.

1. Évacuation par les troupes allemandes des régions occupées de Russie. La Russie garantit le droit d'autodétermination à la Pologne, à la Lituanie et à la Lettonie.
2. L'Arménie turque jouit d'une autonomie totale, puis, après la mise en place des autorités locales et la création des garanties internationales, du droit d'autodétermination.
3. La problème de l'Alsace-Lorraine doit être résolu par un plébiscite populaire, à condition que le vote soit entièrement libre. Ce plébiscite sera organisé par les autorités locales après le retrait des troupes des deux coalitions.
4. La Belgique doit être rétablie dans ses frontières d'avant-guerre. Le paiement des dommages se fera par le truchement d'un fond international.
5. La Serbie et le Monténégro doivent être restaurés et recevoir des secours matériels d'un fonds international d'aide. La Serbie doit avoir accès à l'Adriatique. Autonomie de la Bosnie et de l'Herzgovine.
6. Les régions contestées des Balkans jouissent d'une autonomie provisoire en attendant un plébiscite.
7. La Roumanie est restaurée dans ses anciennes frontières et s'engage à garantir le droit d'autodétermination à la Dobroudja qui se voit octroyer immédiatement une autonomie temporaire. La Roumanie s'engage à mettre tout de suite en application temporaire le traité de Berlin concernant les juifs et à leur reconnaître la qualité de citoyens roumains égaux en droits.
8. Les provinces italiennes de l'Autriche jouissent de l'autonomie en attendant le plébiscite qui décidera de leur appartenance nationale.
9. Les colonies de l'Allemagne lui sont restituées.
10. La Grèce et la Perse sont restaurées.

La liberté des mers.

Tous les détroits donnant accès à des mers intérieures, ainsi que les canaux de Suez et de Panama, sont neutralisés. La navigation marchande est proclamée libre. Le droit de prise est aboli. Le torpillage des navires marchands est interdit.

Les réparations.

Tous les belligérants renoncent à réclamer des réparations directes ou camouflées (frais d'entretien des prisonniers). Toutes indemnités prélevées pendant la guerre sont restituées.

Les conditions économiques.

Les traités de commerce ne font pas partie intégrante des conditions de paix. Chaque pays décide de sa politique commerciale et ne saurait se faire imposer par le traité de paix l'obligation de conclure ou de ne pas conclure tel ou tel accord économique. Néanmoins, tous les pays doivent prendre, dans le traité de paix, l'engagement de ne pas pratiquer le blocus économique après la guerre, de pas conclure des conventions douanières séparées et d'accorder à tous les États sans distinction les droits de la nation la plus favorisée.

Les garanties de paix.

La paix est conclue à la Conférence de la paix par les délégués élus des organes de représentation populaire. Les conditions de paix sont ratifiées par les parlements.

La diplomatie secrète est abolie ; tous les pays s'engagent à ne pas conclure de traités secrets. Les traités de ce genre sont déclarés nuls et contraires au droit international. Tout traité demeure nul jusqu'à sa ratification par les parlements.

Désarmement progressif sur terre et sur mer et adoption du système de la milice.

La « Ligue des Nations » proposée par Wilson peut devenir une précieuse acquisition pour le droit international, à condition 1) que tous les États y participent obligatoirement et y disposent de droits égaux et 2) que la politique internationale soit démocratisée comme il est dit plus haut.

Les chemins de la paix.

Même si les buts de la guerre sont formulés de la manière la plus concrète, le traité doit indiquer et porter à la connaissance de tous que les alliés sont prêts à engager les pourparlers de paix dès que l'adversaire y aura consenti, à condition que les deux parties renoncent à toute annexion.

Les Alliés s'engagent à ne pas entamer de négociation de paix secrètes et à ne pas conclure de traité de paix autrement qu'à une conférence à laquelle participeront tous les pays neutres.

De plus, le délégué reçoit les instructions suivantes :

Tous les obstacles mis à la convocation de la conférence socialiste de Stockholm seront levés ; en particulier, les délégués de tous les partis et groupements ayant accepté d'y prendre part obtiendront immédiatement leurs passeports.

(Le Comité exécutif des soviets paysans a également rédigé un *nakaz** qui diffère peu de celui qui précède.)

6. La paix aux dépens de la Russie

Les révélations de Ribot des offres autrichiennes de paix à la France ; la soi-disant « conférence de la paix » qui s'est tenue à Berne, en Suisse pendant l'été 1917 avec la participation de représentants de la haute finance de tous les pays belligérants ; enfin la tentative de négociation d'un agent anglais avec un dignitaire de l'église bulgare ; tout cela permet de conclure l'existence, chez les deux adversaires, d'éléments influents disposés à bâcler la paix aux dépens de la Russie. J'ai l'intention de traiter cette question en détail dans mon prochain livre *De Kornilov à Brest-Litovsk*¹²⁷ et d'y publier plusieurs documents secrets découverts au ministère des Affaires étrangères à Petrograd.

7. Les soldats russes en France

Rapport officiel du Gouvernement provisoire

La nouvelle de la révolution a suscité à Paris la publication de toute une série de journaux russes de la tendance la plus extrémiste. Autorisés à circuler dans la masse des soldats, ces organes, de même que certaines personnes, ont déclenché la propagande bolchevique en répandant des informations souvent erronées, puisées dans les dépêches fragmentaires de la presse française. En l'absence de nouvelles et d'instructions officielles, ces agissements provoquèrent chez les soldats une certaine effervescence qui trouva son expression dans le désir d'un rapatriement immédiat et dans une hostilité injustifiée à l'égard des officiers. Sur la demande du ministre de la guerre, Kerenski, l'émigré Rapp s'est rendu auprès des troupes et a visité les diverses unités en y créant les nouvelles organisations, conformément à l'ordre 213. Pourtant l'effervescence ne s'apaisait pas, Elle était alimentée par le comité exécutif du 1^{er} régiment qui se mit à publier des bulletins de tendance léniniste. Le 18 juin, suivant le désir exprimé par les soldats, les troupes, cantonnées dans différents villages, furent rassemblées dans le camp de La Courtine. Une série de meetings y eurent lieu au cours desquels le 1^{er} régiment et ses meneurs s'efforcèrent de jouer le rôle dirigeant. Le comité du corps, qui venait d'être créé avec la participation des soldats les plus développés et les plus conscients, s'opposa dans la mesure du possible aux activités des soldats à adopter un mode de vue normal fondé sur les principes démocratiques introduits dans l'armée. Craignant l'influence du comité du corps, les dirigeants du 1^{er} régiment convoquèrent, dans la nuit du 23 au 24, un meeting auquel assistaient, en plus de leur unité, la presque totalité du 2^e régiment et des petits groupes des 5^e et 6^e régiments. Au cours de cette réunion, le comité de corps, pourtant élu seulement deux semaines plus tôt, fut dissous. Au même moment, les soldats de la première brigade refusaient d'obéir à l'ordre de se rendre à l'exercice, donné par le commandant de la division, et lançaient un appel pour expliquer que, la décision ayant été prise de ne plus se battre, il n'y avait plus de raison de s'entraîner. Cependant, les rapports hostiles entre la 1^{re} et la 2^e brigades risquaient de dégénérer en un conflit aigu. Les hommes de la 2^e brigade insistèrent eux-mêmes pour

¹²⁷ Voir *Préface de l'auteur*, note 2.

être séparés de la 1^{re} brigade rebelle, faute de quoi, ils menaçaient de quitter le camp de leur propre chef.

C'est dans ces conditions que le général Zankévitch, arrivé au camp avec le délégué du ministère de la guerre Rapp, et en accord avec ce dernier, donna l'ordre à ceux des soldats qui acceptaient de se soumettre inconditionnellement au Gouvernement provisoire, de quitter le camp de La Courtine en emportant tout leur équipement. Cet ordre fut exécuté le 25 juin, et ne demeurèrent au camp que les soldats qui déclaraient se soumettre au Gouvernement provisoire « sous conditions ». L'attitude extrêmement hostile des hommes à l'égard des gradés, allant même jusqu'à des voies de fait, força le général à éloigner les officiers du camp de la Courtine, n'en laissant que quelques-uns pour s'occuper des questions administratives. Sur l'initiative du citoyen Rapp, délégué du ministre de la guerre, des émigrés politiques l'accompagnèrent à plusieurs reprises à La Courtine pour essayer d'influencer les soldats, mais ces tentatives sont demeurées sans effet. Le citoyen Rapp, nommé commissaire, publia un ordre dans lequel il insistait sur la soumission immédiate et inconditionnelle des soldats au Gouvernement provisoire. Le 22 juillet, le commissaire Rapp se rendit à La Courtine avec les délégués du Comité exécutif du soviet des députés ouvriers et soldats Roussanov, Goldenberg, Ehrlich et Smimov, qui se trouvaient de passage à Paris ; ils comptaient essayer, une fois de plus, d'agir sur les rebelles. Toutefois leur tentative n'aboutit pas et les délégués du soviet se heurtèrent à une franche hostilité. Le déplacement à La Courtine de Svatikov, commissaire du Gouvernement provisoire, qui séjournait temporairement en France, ne donna pas davantage de résultat. Le Gouvernement provisoire fit savoir qu'il n'envisageait pas de rapatrier les troupes russes stationnées en France et il exigea catégoriquement que les soldats rebelles soient réduits à l'obéissance, si nécessaire par la force des armes. À la suite de cela, et après plusieurs tentatives infructueuses du commissaire et de nos émigrés politiques pour persuader les mutins de se soumettre, le général Zankévitch les somma de déposer les armes et de manifester leur soumission en se rendant en ordre de marche au village de Clairvaux. Mais ces ordres ne furent pas exécutés jusqu'au bout : pour commencer, près de 500 hommes quittèrent le camp, dont 22 furent arrêtés ; vingt-quatre heures plus tard, ils furent suivis par un nouveau groupe d'environ 6 000 soldats, tous les autres – 2 000 environ – restèrent au camp pour garder les armes que les rebelles refusaient de rendre.

En réponse à un nouvel ordre du général – leur demandant de rendre les armes après être revenus au camp – les soldats exprimèrent leur accord. Pourtant, ils n'en firent rien. Il semblait nettement dangereux de laisser des armes aux mains d'une foule anarchique qui comprenait à coup sûr des éléments provocateurs. La remise des armes constituait la condition essentielle du retour de cette foule à l'ordre. Dans ces circonstances, et tenant compte d'une certaine instabilité dans l'état d'esprit des unités demeurées fidèles au Gouvernement provisoire – de sorte que la possibilité de leur emploi en tant que force armée en vue du rétablissement de l'ordre parmi les mutins restait problématique – il fut décidé de recourir à des moyens de pression à longue échéance : les rations des rebelles furent diminuées, leurs solde supprimée, et des postes français mirent fin aux sorties dans la ville voisine de La Courtine. Ces mesures provoquèrent chez les rebelles un sentiment d'abattement ; tout en renforçant l'influence des meneurs qui cherchaient à se dissimuler dans la masse pour lui faire partager leurs responsabilités. À la même

époque, les soldats rebelles se permirent de recourir à des voies de fait sur la personne des gradés appartenant aux forces armées françaises. Ainsi ils arrêtaient et gardèrent pendant six heures un officier et deux sous-officiers français, qui, sur l'ordre du commandant français affichaient à l'intérieur du camp un télégramme du commandant en chef. Le 9 août, le général Zankévitch se rendit au camp de La Courtine pour essayer une dernière fois d'obtenir des soldats rebelles qu'ils mettent bas les armes. Pourtant lorsqu'il donna l'ordre de convoquer les représentants des compagnies, le comité du camp s'y refusa. Apprenant qu'une brigade d'artillerie, parfaitement disciplinée, se trouvait de passage en France, le général Zankévitch, d'accord avec le commissaire Rapp et dans le but de réduire les mutins par la force des armes, décida d'utiliser cette unité dont le commandant fut chargé de former un détachement placé sous ses ordres et se composant des éléments de sa brigade et d'une division d'infanterie.

Le 27 août, la décision du Gouvernement provisoire relative au rapatriement de nos troupes stationnées en France fut portée à la connaissance des soldats du camp de La Courtine : ces derniers s'obstinèrent à ne pas vouloir rendre les armes. Les artilleurs entreprirent d'eux-mêmes d'envoyer après des rebelles une délégation élue qui revint au bout de quelques jours convaincus de l'inutilité des négociations. Les délégués de la division d'infanterie n'obtinrent pas de meilleur résultat. Le 1^{er} septembre au soir, l'ordre fut donné de suspendre l'envoi des vivres au camp insurgé. Cette mesure ne pouvait toutefois produire qu'un effet moral, car les rebelles avaient à leur disposition des stocks considérables de produits alimentaires. Les troupes occupèrent les positions désignées. Le même jour, le général Zankévitch lança au comité du camp de La Courtine et à la foule des rebelles un ultimatum leur enjoignant de déposer les armes sous menace de bombardement au cas où cet ordre ne serait pas exécuté le 1^{er} septembre à 10 heures du matin, au plus tard. Après de multiples sommations, le 3 septembre, à 10 heures du matin, 18 obus furent tirés sur le camp et les rebelles furent avertis que le feu allait être intensifié. Étant donné qu'environ 160 hommes se rendirent dans la nuit du 3 septembre, le bombardement du camp reprit le lendemain et, à 11 heures du matin, après que 30 obus aient été tirés, les mutins hissèrent deux drapeaux blancs et commencèrent à sortir du camp en abandonnant leurs armes. Vers le soir, près de 8 300 hommes avaient ainsi quitté le camp et avaient été pris en charge par les troupes françaises. Ce jour-là, il n'y eut plus d'intervention d'artillerie. Le soir, les 150 hommes qui étaient demeurés au camp ouvrirent un feu nourri de mitrailleuses. Dans la soirée, un médecin et quatre infirmiers furent dirigés sur le camp pour porter secours aux blessés. Le 5 septembre, afin de mettre un terme à l'affaire, le camp fut soumis à un feu intensif et progressivement occupé par nos unités. Les rebelles ripostèrent obstinément par un tir de mitrailleuses. Le 6, vers 9 heures, le camp était entièrement occupé. 8 505 soldats au total avaient quitté le camp. Nos pertes se montent à 1 tué et 5 blessés. Celles des rebelles s'élèvent à 8 tués et 44 blessés. Les Français n'ont eu que 2 victimes accidentelles : 1 tué et 1 blessé, tous deux des facteurs qui avaient perdu leur chemin et s'étaient trouvés dans la ligne de tir des rebelles. Ainsi l'émeute de La Courtine fut matée par nos unités sans la moindre participation active des troupes françaises. Les rebelles désarmés, il fut procédé à 81 arrestations. Les prisonniers ayant été isolés, la masse des rebelles fut répartie dans des compagnies de marche non armées, dont deux, formées des éléments les plus turbulents, furent dirigées respectivement sur Bourg-Lastic et l'île d'Aix. Les

autres hommes demeurèrent au camp de La Courtine pour permettre de rechercher les coupables et d'établir leur degré de responsabilité. Une commission d'enquête fut créée sur l'ordre du commissaire militaire du Gouvernement provisoire.

Tel est le rapport. Nous savons pourtant, grâce aux documents secrets trouvés au ministère des Affaires étrangères, que ce récit n'est pas strictement exact. Les premiers troubles remontent à l'époque où les soldats avaient essayé de former des comités, à l'exemple de leurs camarades en Russie. Ils exigèrent leur rapatriement, ce qui leur fut refusé ; puis, de peur qu'ils n'exercent en France une influence dangereuse, ordre leur fut donné de se rendre à Salonique. Ils refusèrent de le faire, la bataille s'ensuivit. Il fut établi qu'ils ne se révoltèrent qu'au bout de deux mois qu'ils avaient passés à La Courtine, sans officiers et dans des conditions difficiles. Tous les efforts en vue d'identifier la « brigade d'artillerie russe » qui avait tiré sur eux se sont avérés vains. Les télégrammes trouvés au ministère permettant de supposer qu'il s'agissait d'artillerie française.

Après la capitulation, plus de 200 mutins furent fusillés de sang-froid.

8. Le discours de Téréchtchenko (Résumé)

Les questions de défense nationale et de politique étrangère sont étroitement liées. Aussi, puisque vous estimez nécessaire de discuter les questions de défense nationale à huis clos, devons-nous quelquefois observer la même discrétion dans les questions de politique étrangère...

Il ne fait aucun doute que la diplomatie allemande s'emploie à agir sur l'opinion publique... C'est pourquoi des chefs des grandes organisations démocratiques concernant la possibilité ou la proximité d'un congrès révolutionnaire et l'impossibilité d'une campagne d'hiver présentent le plus grand danger... Des déclarations de ce genre se soldent en vies humaines.

J'entends me placer exclusivement sur le terrain de l'efficacité nationale, c'est-à-dire me placer exclusivement sur le terrain de l'efficacité nationale, c'est-à-dire laisser entièrement de côté les problèmes de l'honneur et de la dignité de notre pays. Du point de vue de l'efficacité, la politique étrangère russe doit obéir à notre intérêt national bien compris... Cet intérêt exige que notre intérêt national bien compris... Cet intérêt exige que notre patrie ne soit pas isolée ; il en découle que le groupement actuel des forces nous est profitable... L'humanité entière veut la paix, mais personne en Russie n'admettrait une paix humiliante et contraire à notre intérêt national...

L'orateur souligne qu'une telle paix retarderait de plusieurs années sinon de plusieurs siècles le triomphe de principes démocratiques dans le monde et provoquerait inévitablement de nouvelles guerres.

Tout le monde se souvient des journées d'avril et de mai quand la fraternisation des soldats au front menaçait de mettre fin à la guerre par l'arrêt pur et simple des opérations et de précipiter le pays dans une honteuse paix séparée... Quels efforts n'a-t-il pas fallu

déployer alors pour faire comprendre à la masse des combattants que ce n'est pas ainsi que l'État russe devait mettre un terme à la guerre et assurer ses intérêts...

Téréchtchenko parle ensuite de l'effet miraculeux de l'offensive de juillet, du poids qu'elle a conféré aux paroles des ambassadeurs russes à l'étranger, du désespoir dans lesquels les victoires russes ont plongé l'Allemagne. Puis il mentionne la déception provoquée dans les pays alliés par les défaites des armées russes.

Pour ce qui est du gouvernement russe, il s'en tient résolument à la position formulée en avril : « Paix sans annexion ni réparations ». Nous jugeons indispensable non seulement de proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais encore de renoncer aux buts de guerre impérialistes.

L'Allemagne ne cesse de faire des tentatives pour conclure la paix. Il n'est question en Allemagne que de paix. Les Allemands savent qu'ils ne peuvent obtenir la victoire.

Je repousse tous les reproches adressés au gouvernement qui, dans sa politique étrangère, ne s'exprimerait pas avec assez de clarté sur les buts de la guerre...

Si la question se pose de connaître les objectifs poursuivis par les alliés, il faut d'abord savoir quels sont les objectifs arrêtés en commun par les Empires centraux...

Téréchtchenko affirme que l'Allemagne s'efforce manifestement de séparer la Russie de l'Occident par une série d'États tampons faibles.

Nous devons prêter la plus grande attention à ce dessein qui menace les intérêts les plus vitaux de la Russie...

Est-il possible que la démocratie russe qui a inscrit sur son drapeau le droit des peuples à disposer de leur destin, est-il possible qu'elle tolère dans l'avenir l'asservissement par l'Autriche-Hongrie des peuples les plus civilisés ?

Quiconque craint que les alliés ne profitent de notre situation difficile pour nous imposer une part considérable du fardeau de la guerre et pour résoudre à nos dépens les problèmes de la paix commet une profonde erreur... Notre adversaire considère la Russie comme un marché pour l'écoulement de ses produits. La cessation de la guerre nous laisserait dans une situation de faiblesse ; nos frontières s'ouvriraient au torrent des marchandises allemandes, qui regarderait de plusieurs années le progrès de notre industrie. Il est indispensable de réagir énergiquement contre un tel état de choses...

Je déclare franchement et ouvertement : le rapport des forces qui nous lie aux Alliés est *favorable aux intérêts de la Russie*. Aussi est-il très important que vos vues sur les problèmes de la guerre et de la paix correspondent aussi clairement et précisément que possible aux vues alliées sur les mêmes problèmes... Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à proclamer sincèrement qu'à la Conférence de Paris, la Russie doit exprimer *un point de vue unique*...

L'orateur n'a pas voulu commencer le *nakaz** de Skobélev, mais il s'est référé au manifeste du Comité hollando-scandinave qui venait d'être publié à Stockholm et qui se prononçait pour l'autonomie de Lituanie et de la Lettonie.

Mais il va de soi, a déclaré Téréchtchenko, que cela est impossible, car la Russie ne saurait se passer, sur la Baltique, de ports qui ne sont jamais pris par les glaces...

Dans ce domaine, les questions de politique intérieure et celles de politique étrangère sont étroitement liées car, s'il existait dans notre grande Russie un fort sentiment d'unité, nous ne serions pas témoins de manifestations qui se répètent souvent et partout et par lesquelles divers peuples expriment leur désir de se séparer du gouvernement central... Un pareil séparatisme est contraire aux intérêts de la Russie et les délégués russes ne peuvent le soutenir...

9. La flotte britannique (etc.)

Au moment de la bataille navale du golfe de Riga, non seulement les bolcheviks mais aussi les membres du Gouvernement provisoire considéraient que le flotte anglaise avait délibérément abandonné la Baltique et que c'était là une manifestation du sentiment si souvent exprimé publiquement par la presse de Grande-Bretagne et, officiellement, par les représentants de ce pays en Russie, à savoir que « la Russie était finie » et qu'il était « inutile de se tracasser pour elle ».

Voir plus bas l'interview de Kerenski (note 13).

Le général Gourko avait été chef d'état-major des armées russes sous le tsar. Il avait joué un rôle considérable à la cour corrompue de Nicolas II. Après la révolution, il fut une des très rares personnes exilées à cause de ses antécédents politiques et personnels. La défaite navale russe dans le golfe de Riga coïncida avec la réception publique par le roi George, à Londres, du général Gourko, homme que le Gouvernement provisoire considérait dangereusement germanophile et réactionnaire !

10. Appels contre l'insurrection

AUX OUVRIERS ET SOLDATS

Camarades, des forces occultes s'emploient activement provoquer ces jours prochains des désordres et des pogroms à Pétrograd et dans d'autres villes. Elles en ont besoin pour pouvoir noyer dans le sang tout le mouvement révolutionnaire. Sous prétexte de rétablir l'ordre troublé et de sauvegarder la vie des habitants, ces forces espèrent imposer le triomphe du kornivolisme que le peuple révolutionnaire vient de réussir à écraser. Malheur au peuple si ces calculs devaient réussir ! La contre-révolution victorieuse détruirait les soviets et les comités de l'armée, ferait échouer l'Assemblée constituante, interromprait le transfert des terres aux paysans, mettrait fin aux espoirs populaires d'une paix prochaine et remplirait les prisons de soldats et d'ouvriers révolutionnaires.

Les contre-révolutionnaires et les Cent-Noirs spéculent sur le mécontentement spontané que provoquent dans les couches arriérées de la population la désorganisation du ravitaillement, la poursuite de la guerre et l'actuel mode de vie. Ils espèrent transformer

toutes manifestations de soldats et d'ouvriers en massacres qui effraieraient la population paisible et la précipiteraient dans les bras des restaurateurs de l'ordre.

Dans ces circonstances, toute tentative d'organiser ces jours-ci une manifestation, fût-ce avec les objectifs les plus révolutionnaires, serait d'une légèreté criminelle. S'ils manifestaient, les ouvriers et les soldats conscients, qui n'approuvent pas la politique gouvernementale, ne nuiraient qu'à eux-mêmes et à la révolution. Ils feraient le jeu de la contre-révolution.

Aussi le Comité exécutif central demande-t-il instamment à tous les ouvriers et soldats de ne pas écouter les appels aux manifestations.

Ouvriers et soldats ! N'oubliez pas votre devoir à l'égard du pays et de la révolution ! Ne rompez pas l'unité du front révolutionnaire par des manifestations vouées à l'échec !

*Comité exécutif central des soviets
des députés ouvriers et paysans.*

***PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE RUSSE
LE DANGER EST IMMINENT
À TOUS LES OUVRIERS ET SOLDATS***

(LISEZ ET FAITES CIRCULER)

Camarades ouvriers et soldats ! La patrie est en danger. Notre liberté et notre révolution vivent les journées les plus difficiles de leur existence. L'ennemi se tient aux portes de Petrograd. La désorganisation générale s'aggrave d'heure en heure. Il devient de plus en plus difficile de se procurer du pain pour la capitale. Tous, du plus petit au plus grand doivent redoubler d'efforts, doivent s'employer par tous les moyens rétablir la situation... Sauvons notre patrie, sauvons notre liberté... Des armes et des vivres pour l'armée ! Du pain pour les grandes villes ! De l'ordre, de l'organisation dans le pays tout entier !

Et c'est en ces journées redoutables et décisives que les rumeurs se répandent d'une manifestation qui se préparerait quelque part, qu'il se trouve des gens pour appeler ouvriers et soldats à saboter la paix et l'ordre révolutionnaire... Le journal bolchevique Rabotchi pout verse de l'huile sur le feu ; il flatte les éléments arriérés et inconscients, s'insinue dans leur confiance, s'efforce de séduire les ouvriers et les soldats, les soulève contre le gouvernement en leur promettant monts et merveilles... Les gens incultes et confiants ne raisonnent pas, ils croient sur parole, les valets du tsar, les agents allemands se frottent joyeusement les mains. Ils se préparent à faire front commun avec les bolcheviks et à fomenter de concert avec eux les troubles et la guerre civile.

Les bolcheviks et les ouvriers et soldats illettrés qu'ils ont désorientés s'écrient stupidement : « À bas le gouvernement ! tout le pouvoir aux soviets ! » et les louches valets du tsar, les espions de Guillaume se préparent à leur faire écho en répétant : « Sus

aux juifs ! Sus aux marchands ! Pillez les marchés ! Saccagez usines et magasins ! Videz les celliers ! Mettez tout à feu et à sang ! »

Voici venir un temps de troubles épouvantables et de guerre intestine. La désorganisation ne fera que s'aggraver et peut-être le sang rougira-t-il à nouveau les rues de la capitale. Et alors... Qu'advient-il alors ?

Alors la route de Petrograd s'ouvrira devant Guillaume. Alors, dans Petrograd privé de pain, les enfants mourront affamés. Alors, les combattants se verront abandonnés, nos frères des tranchées seront livrés aux balles allemandes. Alors, la Russie perdra tout crédit auprès des pays étrangers, notre monnaie perdra toute valeur et les prix monteront tellement que la vie deviendra impossible. Alors, l'Assemblée constituante, si ardemment désirée, devra être ajournée car on ne pourra la réunir à temps. Alors, ce sera la mort de la révolution, la mort de notre liberté...

Est-ce que vous voulez, ouvriers et soldats ? Non ! Mais si c'est non, allez, allez auprès des gens arriérés, égarés par les trompeurs, et dites-leur toute la vérité telle que nous venons de vous la dire !

Sachez que quiconque vous incite en ces jours redoutables à descendre dans la rue et à manifester contre le gouvernement est soit un serviteur secret du tsar, un provocateur, soit un aide inconscient des ennemis du peuple, soit un espion à la solde de Guillaume.

Tous les ouvriers révolutionnaires conscients, tous les paysans conscients, tous les soldats révolutionnaires, tous ceux qui comprennent qu'une manifestation ou une émeute contre le gouvernement nous menace de malheurs indicibles s'unir pour empêcher les ennemis du peuple de détruire notre liberté !

*Comité électoral de Petrograd
des mencheviks-oborontsy*.*

11. « Lettre aux camarades » de Lénine

Cette série d'articles a paru dans le *Rabotchi pout*, fin octobre et début novembre 1917 ; pendant plusieurs jours de suite. Je ne donne ici que des extraits de deux articles ¹²⁸.

« Nous ne disposons pas de majorité dans le peuple, sans quoi l'insurrection est vouée à l'échec... »

Les gens capables de parler ainsi sont soit des falsificateurs, soit des pédants qui désirent à tout prix, et sans nullement tenir compte du climat de la révolution, recevoir à l'avance la garantie que le Parti bolchevique obtiendra partout dans le pays exactement la moitié des voix plus une...

¹²⁸

La version de ce texte publiée par Reed commence par les mots : « Kamenev et Riazanov disent que nous ne disposons pas »... etc. La suite tient le milieu entre la traduction et le résumé. Nous avons rétabli le texte original de Lénine. (Note du traducteur.)

Enfin le fait le plus marquant de la vie actuelle en Russie est le soulèvement paysan... Le mouvement paysan dans le gouvernement de Tambov a été un soulèvement dans le sens matériel et politique du terme, un soulèvement qui a donné des résultats politiques aussi splendides que, premièrement, l'acceptation du transfert des terres aux paysans. Ce n'est pas pour rien qu'effrayée par le soulèvement, toute la canaille essaie, jusques et y compris le *Diélo naroda*, hurlent à présent qu'il est indispensable de remettre les terres aux paysans ! ...

Une autre excellente conséquence politique et révolutionnaire du soulèvement paysan... ce sont les livraisons de blé dans les gares du gouvernement de Tambov...

La presse *bourgeoise*, la *Rousskaïa Volia*, elle-même, ont été forcées de reconnaître les magnifiques résultats de *cette* solution du problème du blé (unique solution réaliste) en annonçant que les gares du gouvernement de Tambov regorgeraient de blé... *Et cela après que les paysans se soient révoltés ! ...*

... « Nous ne sommes pas assez forts pour nous emparer du pouvoir et la bourgeoisie ne l'est pas suffisamment pour faire échouer l'Assemblée constituante... »

Dans sa première partie, cet argument ne fait que reprendre celui qui précède. Il ne gagne pas en puissance et en force de persuasion du fait que le désarroi et la peur qu'inspire la bourgeoisie se traduisent par une attitude optimiste à l'égard de cette dernière et pessimiste envers les ouvriers. Lorsque les junkers et les cosaques disent qu'ils vont combattre les bolcheviks jusqu'à la dernière goutte de leur sang, ce sont paroles d'évangile, mais lorsque, dans des centaines de réunions, ouvriers et soldats expriment toute leur confiance dans les bolcheviks, et confirment leur détermination de se dresser pour assurer le pouvoir des soviets, alors il « convient » de se souvenir que voter est une chose et se battre en est une autre !

Bien entendu, si l'on raisonne ainsi, le soulèvement est « réfuté ». Mais alors la question se pose : en quoi ce pessimisme, curieusement dirigé et curieusement orienté, diffère-t-il de l'adoption des idées politiques de la bourgeoisie ?

Qu'a donc prouvé l'aventure de Kornilov ? Elle a prouvé que les soviets constituent une force réelle...

Comment veut-on prouver que la bourgeoisie n'est pas assez puissante pour causer l'échec de l'assemblée constituante ?

Si la bourgeoisie *n'a pas la force* d'abattre les soviets, il en *résulte* qu'elle est suffisamment forte pour torpiller l'Assemblée constituante, car il n'y a personne pour s'y opposer. Croire aux promesses de Kerenski et ajouter foi aux résolutions des laquais du pré-parlement, est-ce là une attitude digne d'un révolutionnaire, membre d'un parti prolétarien ?

Si le gouvernement actuel n'est pas renversé, la bourgeoisie est non seulement *suffisamment forte* pour empêcher la tenue de l'Assemblée constituante, mais encore elle peut obtenir ce résultat indirectement en livrant Petrograd aux Allemands, en dégageant le front, en multipliant les lock-out, en sabotant les arrivages de blé...

... « Les soviets doivent être un revolver pressé contre la tempe du gouvernement, pour exiger la convocation de l'Assemblée constituante et l'abandon des tentatives kornilovistes... »

Renoncer à l'insurrection *équivaut* à renoncer au mot d'ordre : tout le pouvoir aux soviets... Depuis le mois de septembre, le parti discute le problème du soulèvement ;

Renoncer à l'insurrection signifie renoncer au transfert du pouvoir aux soviets et « transférer » tous les pouvoirs à la gentille bourgeoisie qui a « promis » de convoquer l'Assemblée constituante... Si ce sont les soviets qui *détiennent le pouvoir*, la convocation de l'Assemblée constituante est *garantie* et son succès assuré.

(Renoncer à l'insurrection) c'est passer ouvertement du côté des *lieberdans*¹²⁹ ...

Ou bien rejoindre les *lieberdans* et renoncer *ouvertement* au mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets », ou bien déclencher l'insurrection. Il n'y pas de milieu.

...« La bourgeoisie ne peut pas livrer Petrograd aux Allemands, bien que Rodzianko le désire, car ce ne sont pas les bourgeois, mais nos héroïques marins qui combattent »... Le GQG n'a pas subi de transformation... les gradés sont partisans de Kornilov...

Si les kornilovistes (avec Kerenski à leur tête, car il en est un lui aussi) *décident* de livrer Petrograd, ils peuvent s'y prendre de deux et même de trois façons.

Premièrement, ils peuvent, grâce à la trahison des officiers kornilovistes, ouvrir le front nord aux allemands.

Deuxièmement, ils peuvent « s'entendre » avec les impérialistes, aussi bien allemands qu'anglais, pour laisser toute liberté d'action à la flotte allemande qui est plus forte que la nôtre. De plus, les « amiraux disparus » ont pu remettre les *plans* aux Allemands.

Troisièmement, ils peuvent recourir au lock-out et saboter les arrivages de blé pour réduire nos troupes à l'impuissance et au désespoir *complets*.

On ne saurait nier la possibilité d'aucun de ces trois stratagèmes. Les faits prouvent que le parti bourgeois-cosaque a déjà frappé à ces trois portes et a essayé de les ouvrir. Nous n'avons pas le droit d'*attendre* que la bourgeoisie étouffe la révolution. Rodzianko est un homme d'action... Cela fait des dizaines d'années qu'il applique en son âme et conscience la politique du capital.

Alors ? Alors hésiter sur la question de l'insurrection en tant qu'unique moyen de sauver la révolution, c'est tomber à la fois dans la confiance peureuse, à l'égard de la bourgeoisie, des *lieberdans*, essaires et mencheviks et dans la crédulité inconsciente et « moujik » que les bolcheviks ont combattue par-dessus tout.

... « Nous devenons chaque jour plus forts, nous pouvons former une opposition puissante à l'Assemblée constituante, pourquoi jouer notre va-tout ? ... »

¹²⁹ Voir note 17 p. 73. (Note du traducteur.)

Argument de philistin qui a « lu » la nouvelle de la convocation de l'Assemblée constituante et qui fait paisiblement confiance à la vie constitutionnelle, aussi légale et loyale que possible.

Il est seulement dommage que l'*attente* de l'Assemblée constituante ne permette pas de résoudre le problème de la famine ni celui de la reddition de Petrograd. C'est un « détail » qui échappe à des gens naïfs, désarmés, ou qui se sont laissé terroriser.

La famine n'attend pas. Le soulèvement paysan n'a pas attendu. La guerre n'attend pas. Les amiraux disparus n'ont pas attendu...

Et il y a des aveugles pour s'étonner que le peuple affamé et les soldats trahis par les généraux et les amiraux soient indifférents aux élections ! O sages !

... « Si les kornilovistes recommençaient, alors on leur ferait voir ! Mais à quoi bon courir des risques en agissant les premiers ! ... » L'histoire ne se répète pas, mais si nous lui tournons le *derrière* et, les regards fixés sur la première aventure de Kornilov, redisons sans cesse : « Pourvu que les kornilovistes commencent », si nous agissons ainsi, que voilà une merveilleuse stratégie révolutionnaire ! ... Que voilà une argumentation sérieuse en faveur d'une politique prolétarienne !

Et si les kornilovistes... *attendent* que commencent les émeutes provoquées par la faim, que le front soit ouvert et Petrograd livré, *sans rien entreprendre* jusque-là ? Que faire alors ?

Oublions tout ce que les bolcheviks ont mis en évidence des centaines de fois et qu'ils ont fini par *prouver*, tout ce qu'a prouvé l'histoire de nos six mois de révolution – notamment qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir objectivement d'autre issue que la dictature des kornilovistes ou la dictature du prolétariat – oublions tout cela, renions tout cela et attendons ! Attendons quoi ? Attendons un miracle...

12. Discours de Milioukov (Résumé)

Tout le monde, semble-t-il, commence à admettre que la défense du pays constitue la tâche principale de l'heure, dont le succès exige de la discipline dans l'armée et de l'ordre dans le pays. Afin de créer ces conditions, nous devons disposer d'un gouvernement capable d'agir, non seulement par la persuasion, mais encore par la force... À la source de tous nos malheurs se trouve une conception originale purement russe, des problèmes de politique étrangère, la conception dite internationaliste.

Lorsque M. Lénine croit qu'en Russie va naître un monde nouveau qui régénérera le vieil Occident et remplacer le vieux drapeau du socialisme doctrinaire par la nouvelle action directe des masses affamées, lorsqu'il croit que grâce à cela l'humanité se trouvera aussitôt précipitée en avant pour briser les portes du paradis socialiste, lorsqu'il croit tout cela, il ne fait qu'imiter Kerenski...

Ces hommes croyaient sincèrement que la désagrégation de la Russie allait provoquer la désagrégation du monde bourgeois tout entier. En se plaçant à ce point de vue, ils sont capables de commettre en temps de guerre des actes de trahison inconsciente ou bien de suggérer en toute tranquillité aux soldats qu'ils doivent quitter les tranchées et, plutôt que de combattre l'ennemi, déclencher la guerre civile en attaquant les propriétaires, fonciers et les capitalistes.

À cet endroit, Milioukov fut interrompu par les cris furieux de la gauche qui exigeait les noms des socialistes qui auraient jamais recommandé une pareille conduite.

Martov dit que la seule pression révolutionnaire du prolétariat est à même de triompher de la volonté malfaisante des cliques impérialistes et d'abattre leur dictature... On y arrivera, non pas par un accord inter-gouvernemental sur la limitation des armements, mais uniquement grâce au désarmement de ces gouvernements eux-mêmes et à la démocratisation radicale des institutions militaires...

Il attaqua haineusement Martov pour s'en prendre ensuite aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires qu'il accusa d'être entrés au gouvernement dans le but avoué de mener la lutte des classes...

Les socialistes d'Allemagne et des pays considèrent ces messieurs avec un mépris à peine dissimulé ; mais, décidant que cela concernait la Russie, ils nous ont envoyé quelques apôtres de l'incendie universel.

La formule de notre démocratie révolutionnaire est fort simple : pas de politique étrangère, pas d'art diplomatique, une paix démocratique immédiate, une déclaration adressée aux Alliés : « Nous n'avons besoin de rien, nous n'avons pas de raison de nous battre. » Alors nos adversaires s'empresseront de lancer une déclaration analogue et la fraternité des peuples deviendra un fait accompli.

Milioukov malmena en passant le manifeste de Zimmerwald et déclara que Kerenski lui-même n'avait pas été capable d'échapper à l'influence de « ce malheureux document qui constituera à tout jamais un acte d'accusation contre vous ». Puis il attaqua Skonélev dont la position dans les assemblées internationales, position de délégué russe opposé à la politique étrangère de son gouvernement, serait tellement singulière que les gens se demanderaient : « Que désire ce monsieur et qu'avons-nous à lui dire ? » pour ce qui est du *nakaz**, Milioukov déclara qu'il était pacifiste lui-même, qu'il plaçait ses espoirs dans la création d'un Office international d'arbitrage et qu'il croyait à la nécessité de limiter les armements et de soumettre au contrôle parlementaire la diplomatie secrète, ce qui ne signifiait pas l'abolition de cette dernière.

Quant aux idées socialistes contenues dans le *nakaz** et qu'il appela « les idées de Stockholm » – la paix sans victoire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le renoncement à la guerre économique – il dit :

Les succès allemands sont directement proportionnels aux succès de ceux qui se nomment eux-mêmes des démocrates révolutionnaires. Je ne dis pas qu'ils sont directement proportionnels aux « succès de la révolution », car je pense que les défaites de la démocratie révolutionnaire sont des victoires de la révolution...

L'influence des leaders soviétiques à l'étranger n'est pas sans importance. Il suffisait d'écouter le discours du ministre des Affaires étrangères pour se convaincre que, dans cette salle même, la démocratie révolutionnaire pèse sur le politique étranger d'un poids si grand qu'en sa présence le ministre s'interdit de parler à haute voix de l'honneur et de la dignité de la Russie !

Nous voyons dans le *nakaz** des soviets que les idées du manifeste de Stockholm ont été développées dans deux directions : celle de l'utopie et celle des intérêts allemands.

Interrompu par les exclamations furieuses de la gauche et rappelé à l'ordre par le président, Milioukov soutint que la proposition d'une paix conclue par les assemblées populaires, non par les chancelleries, ainsi que l'offre d'engager les négociations dès que l'ennemi aurait renoncé au principe des annexions, favorisaient les Allemands. Kuhlmann a dit récemment qu'une déclaration personnelle n'engageait que celui qui la faisait... « En tout cas, nous imiterons les Allemands avant d'imiter le soviét des députés ouvriers et soldats... »

Les paragraphes de *nakaz** relatifs à l'indépendance de la Lituanie et de la Lettonie étaient des symptômes de l'agitation nationaliste qui régnait dans diverses parties de la Russie et qui était entretenue, dit Milioukov, avec de l'argent allemand... Au milieu du déchaînement de la gauche, il opposa les clauses concernant l'Alsace-Lorraine, la Roumanie et la Serbie à celles qui traitaient du problème des nationalités en Allemagne et en Autriche. Le *nakaz**, dit-il, épousait le point de vue austro-allemand.

Passant au discours de Téréchtchenko, il accusa dédaigneusement le ministre d'avoir peur d'exprimer le fond de sa pensée, d'avoir même peur de penser à la grandeur de la Russie. Les Dardanelles doivent être russes...

Vous répétez sans cesse que le soldat ne sait pas pourquoi il se bat et qu'il se battra quand il le saura... Il est absolument exact que le soldat ignore pourquoi il se bat, mais à présent vous lui avez dit qu'il n'a pas de raisons de se battre, que nous n'avons pas d'intérêts nationaux, que nous combattons pour des objectifs étrangers...

Après avoir rendu hommage aux Alliés qui, dit-il, avec l'aide de l'Amérique, « finiront par sauver la cause de l'humanité », il conclut :

Vive la lumière de l'humanité, vivent les démocraties avancées de l'Occident qui suivent depuis longtemps le chemin sur lequel nous commençons seulement à nous engager d'un pas hésitant et mal assuré ! Vivent nos héroïques alliés !

13. Interview de Kerenski

Le correspondant de l'Associated Press tenta sa chance.

– Monsieur Kerenski, commença-t-il, en Angleterre et en France les gens sont déçus par la révolution...

– Oui, je sais, l'interrompit Kerenski sur un ton moqueur. À l'étranger, la révolution n'est plus à la mode.

– Comment expliquez-vous que les Russes aient cessé de combattre ?

– C'est une sotte question. Kerenski semblait contrarié. La Russie a été le premier pays allié à entrer en guerre et pendant longtemps en elle a supporté tout le poids. Ses pertes ont été

infiniment plus importantes que celles de tous les autres peuples pris ensemble. Aujourd'hui la Russie a le droit d'exiger des Alliés qu'ils accentuent leur pression militaire.

Il s'arrêtait de parler et contempla son interlocuteur.

– Vous demandez pourquoi les Russes ont cessé de combattre et les Russes demandent : où est la marine britannique alors que les cuirassés allemands se trouvent dans le golfe de Riga ?

Une fois de plus, il s'interrompit pour éclater tout à coup :

– La révolution russe n'a pas échoué et l'armée révolutionnaire n'a pas échoué non plus. Ce n'est pas la révolution qui a provoqué la désorganisation de l'armée, cette désorganisation remonte à plusieurs années, elle est le résultat de l'ancien régime. Pourquoi les Russes ne combattent-ils pas ? Je vais vous le dire. Parce que les masses populaires sont épuisées économiquement et parce qu'elles sont déçues par les Alliés !

L'interview dont je viens de citer des extraits a été câblée aux États-Unis ; au bout de quelques jours, elle fut renvoyée par le Département d'État avec prière de la « modifier ». Kerenski s'y refusa, mais son secrétaire, le D^r David Soskis, s'en chargea à sa place ; il supprima toutes les allusions désobligeantes pour les Alliés, et c'est ainsi que l'interview fut communiquée à la presse mondiale.

Appendice

CHAPITRE III

I

[Retour à la table des matières](#)

Résolution de la fraction bolchevique sur le rapport du camarade Larine, adoptée par la Conférence panrusse des comités d'usine.

I

1. (Voir le texte p. 284)
2. L'organisation du contrôle ouvrier est une manifestation aussi saine de l'activité ouvrière dans le domaine de la production que l'organisation de l'activité du parti dans le domaine de la politique, l'organisation de syndicats dans le domaine de la politique, l'organisation de coopératives dans le domaine de l'emploi de la main-d'œuvre, l'organisation de coopératives dans le domaine de la consommation, l'organisation de clubs dans le domaine de la culture.
3. Les travailleurs sont plus intéressés que les propriétaires au fonctionnement régulier et ininterrompu des entreprises. À cet égard, l'existence du contrôle ouvrier sauvegarde mieux les intérêts de la société actuelle dans son ensemble et du peuple tout entier que le bon plaisir autocratique des patrons guidés par des considérations de profit matériel et d'avantages politiques égoïstes. Aussi le contrôle ouvrier ne constitue-t-il pas uniquement une revendication du prolétariat, mais correspond aux intérêts de tout le pays et doit être soutenu par la paysannerie et l'armée révolutionnaire.

II

4. Vu l'attitude négative de la majorité des capitalistes à l'égard de la révolution, la répartition rationnelle des matières premières et du combustible ainsi que la gestion normale de la production sont, comme l'a suffisamment démontré l'expérience, impossibles sans le contrôle ouvrier.
5. Seul le contrôle ouvrier sur les entreprises capitalistes est capable – en renforçant une attitude consciente vis-à-vis du travail et en dégagant son sens social – de créer des conditions favorables à l'établissement d'une ferme discipline librement consentie dans le travail et au plus grand développement du potentiel de productivité.

6. La reconversion imminente de l'économie en une économie de paix et la nouvelle répartition, qui en résultera, de la main-d'œuvre entre les établissements industriels du pays ne peuvent s'accomplir, sans causer les perturbations les plus graves, qu'au cas où les ouvriers ont le droit de disposer de leur personne en décidant démocratiquement de la distribution de la main-d'œuvre. Aussi bien la réalisation du contrôle ouvrier constitue-t-elle une des conditions préalables les plus nécessaires à la reconversion de l'industrie.

III

7. Conformément au principe du « contrôle ouvrier à l'échelle nationale », mot d'ordre proclamé par le parti politique du prolétariat russe – le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevik) – ce contrôle, pour produire les résultats les plus fructueux, doit s'exercer non pas au hasard, mais systématique, non pas détachée de la vie économique du pays mais conforme à un plan d'ensemble.

8. La vie économique du pays, son agriculture et son industrie, son commerce et ses transports, doivent être subordonnés à un plan unique destiné à satisfaire les besoins économiques et sociaux de larges masses. Ce plan, approuvé par les représentants élus du peuple, est exécuté sous la direction de ces représentants par l'intermédiaire d'institutions nationales et locales appropriées, chargées de l'application du plan économique.

9. La partie du plan relative à l'agriculture est réalisée sous le contrôle des organisations des paysans et des ouvriers agricoles, tandis que la partie concernant l'industrie, le commerce et les transports des ouvriers, tenant compte du fait que les organes normaux de ce contrôle sont, à l'intérieur de l'entreprise, les comités d'usine et organisations du même genre et, pour l'emploi de la main-d'œuvre, les syndicats.

IV

10. Les conventions collectives portant sur les salaires, que les syndicats concluent au nom de plus de la moitié des ouvriers d'une industrie donnée, doivent être respectées par tous les propriétaires d'entreprises de cette branche dans une région donnée.

11. Les Bourses du travail doivent être gérées par les syndicats en tant qu'organisations prolétariennes de classe fonctionnant dans le cadre d'un plan économique général et en coordination avec ce dernier.

12. Les syndicats doivent être habilités à ester en justice, de leur propre initiative, au sujet de toute violation d'un contrat d'embauche ou de la législation du travail, dont serait victime un ouvrier de la profession qu'ils représentent.

13. Dans toutes les questions concernant le contrôle ouvrier de la production, la répartition et l'emploi de la main-d'œuvre, les syndicats sont tenus de communiquer avec les ouvriers d'une entreprise par l'intermédiaire du comité d'usine.

14. Les questions touchant le règlement intérieur, l'embauche, les licenciements, les congés, les tarifs, les aptitudes et connaissances professionnelles, les motifs justifiant la rupture d'un contrat de travail, les conflits avec la direction et les autres questions de la vie intérieure de l'entreprise ne pourront être traitées, après l'instauration du contrôle ouvrier, qu'avec le consentement et l'approbation du comité d'usine qui a également le droit de récuser tout membre de la direction.

15. Le comité d'usine forme une commission de contrôle qui supervise l'approvisionnement régulier de l'entreprise en matières premières et combustible, les commandes, la main-d'œuvre, le potentiel technique (y compris l'équipement) et toutes autres questions et mesures ; elle assure également la coordination de l'activité de l'entreprise avec le plan économique général. La direction de l'entreprise est tenue de communiquer aux contrôleurs ouvriers, aux fins d'information et de vérification, toutes les données nécessaires, de leur fournir les moyens d'effectuer cette vérification et de leur ouvrir tous les livres de l'entreprise.

16. Lorsque le contrôle ouvrier met à jour une irrégularité, constatée ou supposée, qui ne peut pas être rectifiée ou élucidée par les ouvriers de l'entreprise, le comité d'usine demande l'aide de l'ensemble des comités de la même branche d'industrie dans une région donnée, et ceux-ci saisissent à leur tour les organismes chargés de l'exécution du plan économique qui prennent toutes les mesures nécessaires, jusques et y compris la mise sous séquestre de l'entreprise en question.

17. Les comités d'usine des diverses entreprises doivent se grouper par branches d'industrie afin de faciliter le contrôle de chaque branche, en ce qui concerne la coordination de son activité dans le cadre du plan économique général, la répartition rationnelle entre les entreprises des commandes, des matières premières, du combustible, de l'outillage et de la main-d'œuvre, ainsi que dans le but de faciliter la collaboration avec les syndicats qui sont, eux aussi, organisés par branches d'industrie.

18. Les conseils urbains des syndicats et des comités d'usine représentent le prolétariat, au sein des organisations et locaux chargés de l'élaboration et de la réalisation du plan économique et de l'organisation des échanges entre la ville et la campagne ; ils constituent l'instance supérieure des comités d'usine et des syndicats en matière de contrôle ouvrier dans une région donnée ; ils promulguent les règlements obligatoires sur la discipline ouvrière dans le travail, règlement qui doivent être approuvés par le vote général des ouvriers eux-mêmes.

19. Tout en réclamant l'établissement du contrôle ouvrier à l'échelle du pays, la conférence appelle les camarades à réaliser ce contrôle dès maintenant dans la mesure où le rapport local des forces le rend possible dans une région déterminée. La conférence déclare que l'appropriation par les ouvriers, à leur profit, des entreprises isolées est incompatible avec les objectifs du contrôle ouvrier ¹³⁰.

130

Reed ne reproduit pas ce dernier paragraphe. (Notes du traducteur.)

2. La presse bourgeoise et les bolcheviks

La *Rousskaïa Volia* du 28 octobre :

Le moment critique approche. Ce moment est critique pour les bolcheviks. Ou bien ils nous donneront une réédition des événements du 16 et 18 juillet, ou bien ils devront reconnaître que tous leurs plans, leurs aspirations, leur politique éhontée de rupture avec tous les éléments nationaux conscients ont subi un échec total.

Quelles sont leurs chances de succès ?

Il est malaisé de répondre à cette question, car les bolcheviks ont pour ressource principale... l'ignorance des masses populaires. Ils spéculent sur cette ignorance et s'en servent pour leur démagogie incessante...

Le gouvernement doit intervenir dans cette affaire. Avec le soutien moral du Conseil de la République, il doit prendre ouvertement une position antibolchevique...

Et si les bolcheviks provoquent un soulèvement contre les autorités établies, créant ainsi la possibilité d'une invasion allemande, il faudra les traiter en rebelles et en traîtres...

Les *Birjévyé Védmosti* du 28 octobre :

À présent que les bolcheviks se sont eux-mêmes séparés du reste des forces démocratiques, il est devenu beaucoup plus facile de les combattre ; pour cela, il n'est plus besoin d'attendre qu'ils manifestent. Bien au contraire, le gouvernement ne doit pas permettre une telle manifestation...

Les appels des bolcheviks à l'insurrection et à l'anarchie sont passibles de sanctions pénales : même au pays le plus libre du monde, les auteurs de pareils appels seraient sévèrement châtiés. Car ce n'est pas à une lutte politique contre le gouvernement, ni même pour la prise du pouvoir, que se livrent les bolcheviks, mais à la propagande en faveur de l'anarchie, des massacres et de la guerre civile. Une pareille propagande doit être écrasée dans l'œuf, il serait étrange d'attendre que les désordres se soient effectivement produits pour commencer à lutter contre l'agitation qui les prépare...

Le *Novoïé Vrémia* du 1^{er} novembre :

—Pourquoi le gouvernement ne craint-il que la date du 2 novembre (*date de la convocation du Congrès des soviets*) alors qu'il n'a pas redouté celles du 12 septembre et du 3 octobre ? Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Russie est en proie aux flammes et à la ruine, et la fumée du terrible incendie brûle depuis longtemps les yeux de nos alliés.

Le gouvernement a-t-il pris ces mois derniers une seule mesure pour réfréner l'anarchie ? Quelqu'un a-t-il tenté d'éteindre l'incendie dans toute la Russie ?

Il y avait d'autres chats à fouetter !

Le gouvernement s'est inventé une tâche urgente. Il s'est occupé à mater ce soulèvement (la révolte de Kornilov) dont tout le monde se demande avec surprise s'il a vraiment eu lieu...

3. La presse socialiste modérée et les bolcheviks

Le *Diélo naroda* (organe socialiste-révolutionnaire) du 28 octobre :

Le crime le plus grave que les bolcheviks aient commis contre la révolution consiste en ceci qu'ils attribuent tous les malheurs dont souffrent si cruellement les masses aux seules mauvaises intentions du gouvernement révolutionnaire, alors qu'en réalité ces malheurs ont des raisons objectives.

Ils promettent aux masses monts et merveilles, sachant d'avance qu'ils ne sauront tenir une seule de leurs promesses ; ils entraînent les masses sur un mauvais chemin et les trompent sur la cause des difficultés...

Les bolcheviks sont les ennemis les plus dangereux de la révolution...

Le *Den* (organe menchevique) du 30 octobre :

Est-ce bien cela la « liberté de la presse » ? Chaque jour, la *Noviaïa Rouss* et le *Rabotchi pout* incitent ouvertement à l'insurrection. Chaque jour, ces deux journaux commettent de véritables crimes dans leurs colonnes. Chaque jour ils appellent aux massacres... Est-ce cela la « liberté de la presse » ?

Le gouvernement doit se défendre et nous défendre. Nous avons le droit d'exiger que les pouvoirs publics ne restent pas inactifs alors que la menace de massacres sanglants est suspendue au-dessus de la tête des citoyens.

4. Edinstvo

Le journal de Plékhanov, *Edinstvo* a cessé de paraître quelques semaines après la prise du pouvoir par les bolcheviks. Contrairement à une version largement répandue, il n'a pas été interdit par le gouvernement soviétique. Une note dans le dernier numéro avouait qu'*Edinstvo* ne pouvait continuer de paraître *parce qu'il avait trop peu d'abonnés...*

5. Les bolcheviks étaient-ils des conspirateurs ?

Le journal français de Petrograd, l'*Entente*, a publié dans son numéro du 15 novembre un article dont voici un extrait :

Le gouvernement Kerenski discute et hésite ; le gouvernement Lénine-Trotsky attaque et agit.

On appelle ce dernier un gouvernement de conspirateurs, mais c'est faux. Un gouvernement d'usurpateurs, oui, comme tous les gouvernements révolutionnaires qui triomphent de leurs adversaires. Des conspirateurs, non !

Non ! Ils n'ont pas conspiré, au contraire. Ouvertement, audacieusement, sans mâcher les mots, sans dissimuler leurs intentions, ils ont multiplié leur agitation, intensifié leur propagande dans les usines, dans les casernes, au front, dans le pays, partout, ils ont même fixé à l'avance la date où ils allaient prendre les armes, la date où ils allaient s'emparer du pouvoir...

Eux, des conspirateurs ? Jamais ! ...

6. Appel du Comité central de l'armée contre l'insurrection

...Nous insistons avant tout sur l'exécution rigoureuse de la volonté organisée de la majorité du peuple, qui s'exprime par l'organe du pouvoir populaire, le Gouvernement provisoire, en accord avec le Conseil de la République et le Comité central...

Toute tentative pour renverser le pouvoir par la violence, en un moment où une crise gouvernementale susciterait inévitablement la désorganisation, le chaos et la guerre civile, serait considérée par l'armée comme une entreprise contre-révolutionnaire et réprimée par la force des armes...

Tous les intérêts particuliers de tous les groupes et classes doivent être subordonnés à l'intérêt général qui consiste dans l'accroissement de la production industrielle et dans la répartition équitable des produits de première nécessité.

Tous les fauteurs de troubles, de désorganisation et de sabotage, tous les déserteurs, fainéants et pillards doivent être astreints aux corvées derrière les lignes.

7. Les événements de la nuit du 6 novembre

À la tombée du soir, des détachements de gardes rouges commencèrent à occuper les imprimeries de la presse bourgeoise où ils firent tirer à des centaines de milliers d'exemplaires le *Rabotchi pout*, le *Soldat* et divers tracts. La milice municipale fut chargée de faire évacuer les imprimeries, mais elle les trouva barricadées et protégées par des hommes en armes. Les soldats qui reçurent le même ordre refusèrent de marcher.

Vers minuit, un colonel se présenta au Club des Libres Penseurs ; il était porteur d'un mandat d'arrêt contre le rédacteur en chef du *Rabotchi pout*. Une foule énorme s'amassa aussitôt dans la rue, qui menaçait de lyncher les junkers. Le colonel demanda alors à être arrêté avec ses hommes et conduit à la forteresse Pierre-et-Paul pour plus de sûreté. Il obtint satisfaction.

À une heure du matin, un détachement de soldats et de marins du Smolny occupa le central téléphonique. À 1 h 35, ce fut le tour de la poste centrale. L'hôtel militaire fut pris au point du jour et le central téléphonique à 5 heures du matin¹³¹. La Banque d'État fut cernée à l'aube. Et, à 10 heures du matin, un cordon de troupes encerclait le palais d'Hiver.

¹³¹ Le central télégraphique fut occupé à 2 heures, le central téléphonique à 7 heures du matin. (Note du traducteur.)

Appendice

CHAPITRE IV

1. Les événements du 7 novembre

[Retour à la table des matières](#)

De 4 heures du matin à l'aube, Kerenski demeura à l'état-major de Petrograd, envoyant des ordres aux cosaques et aux junkers des écoles militaires de la capitale et des environs qui lui firent tous savoir qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de bouger.

Le colonel Polkovnikov, commandant de la place, faisait la navette entre l'état-major et le Palais d'Hiver ; manifestement il n'avait pas de plan arrêté.

Kerenski donna l'ordre d'ouvrir les ponts ; rien ne fut fait pendant trois heures puis un officier et cinq hommes prirent l'initiative d'aller disperser un piquet de gardes rouges et d'ouvrir le pont Nicolas. Mais, dès qu'ils furent repartis, des marins fermèrent le pont à nouveau.

Kerenski ordonna d'occuper l'imprimerie du *Rabotchi pout*. L'officier chargé de cette mission devait recevoir une escouade de soldats : deux heures plus tard, on lui promit quelques junkers ; ensuite l'ordre fut oublié.

Une tentative fut faite pour reprendre la grande poste et le central téléphonique ; après quelques coups de feu, les troupes gouvernementales firent savoir qu'elles ne combattraient plus les soviets.

À une délégation de junkers, Kerenski déclara : « En tant que président du Gouvernement provisoire et commandant en chef, je ne sais rien, je ne puis rien vous conseiller, mais, en tant que vieux révolutionnaire, je vous conjure, vous, jeunes révolutionnaires, de demeurer à vos postes et de défendre les conquêtes de la révolution. »

Ordre de Kichkine du 7 novembre :

Par décret du Gouvernement provisoire, un de ses membres, N. M. Kichkine, est investi des pleins pouvoirs pour le rétablissement de l'ordre dans la capitale et la protection de Petrograd contre toutes manifestations anarchistes quelle qu'en soit l'origine. Les autorités militaires et civiles sont placées sous ses ordres.

Conformément au mandat qui m'est confié par le Gouvernement provisoire, je relève de ses fonctions le colonel Guéorgui Polkovnikov, commandant en chef de la région militaire de Petrograd.

Appel à la population du vice-président du Conseil, Konovalov, du 7 novembre :

Citoyens, sauvez la patrie, la république et la liberté ! Des hommes insensés se sont insurgés contre l'unique pouvoir national instauré par le peuple en attendant la convocation de l'Assemblée constituante : le Gouvernement provisoire. Les ministres de ce gouvernement font leur devoir, ils demeurent à leur poste et continuent à œuvrer pour le bien de la patrie, le rétablissement de l'ordre et la réunion à la date prévue de l'Assemblée constituante, future maîtresse souveraine de la terre russe et des peuples qui l'habitent.

Citoyens, vous devez venir en aide au Gouvernement provisoire. Vous devez renforcer son autorité. Vous devez empêcher les insensés, à qui se sont joints tous les ennemis de la liberté et de l'ordre, partisans de l'ancien régime, de faire échouer l'Assemblée constituante, de ruiner toutes les conquêtes de la révolution et tout l'avenir de notre chère patrie.

Citoyens, groupez-vous autour du Gouvernement provisoire pour la défense de son autorité temporaire, au nom de l'ordre et du bonheur de tous les peuples de notre grande patrie.

7 novembre 1917.

Radiogramme du Gouvernement provisoire :

... Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd a proclamé la déchéance du Gouvernement provisoire dont il a exigé qu'il lui remette le pouvoir sous menace de bombardement du Palais d'hiver par les pièces de la forteresse Pierre-et-Paul et du croiseur *Avrora*, mouillé dans la Neva.

Le gouvernement ne peut remettre ses pouvoirs qu'à l'Assemblée constituante, aussi a-t-il décidé de ne pas capituler et de se placer sous la protection du peuple et de l'armée. Il en a informé télégraphiquement le GQG qui a répondu en annonçant l'envoi d'un détachement.

Que le pays et le peuple ripostent à la tentative insensée des bolcheviks qui déclenchent une insurrection à l'arrière d'une armée qui se bat...

Vers 9 heures du matin Kerenski parti pour le front.

À la tombée du jour, deux soldats à bicyclette se présentèrent au quartier général de l'état-major ; ils étaient délégués, dirent-ils, par la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul. Ils pénétrèrent dans la salle des conférences où se trouvaient Kichkine, Rutenberg, Palchinski, le général Bagratouni, le colonel Paradélov et le comte Tolstoï, et exigèrent la reddition immédiate de l'état-major, menaçant en cas de refus de bombarder l'édifice. À l'issue de deux conciliabules tenus sous le signe de la panique, l'état-major se replia sur le Palais d'Hiver, et le quartier-général fut occupé par des gardes rouges.

Tard dans l'après-midi, plusieurs autos blindées bolcheviques vinrent tourner sur la place du palais et des soldats partisans des soviets essayèrent, mais sans succès de parlementer avec les junkers.

C'est vers 7 heures du soir que le palais essuya les premiers coups de feu.

À 10 heures du soir, l'artillerie entra en action de trois côtés ; la plupart des obus étaient chargés à blanc ; trois shrapnels de petit calibre seulement touchèrent la façade.

2. La fuite de Kerenski

Parti en voiture de Petrograd dans la matinée du 7 novembre, Kerenski arriva à Gatchina où il réclama un train spécial. Vers le soir, il se trouvait à Ostrov, dans le gouvernement de Pskov. Le lendemain matin, le soviet des députés ouvriers et soldats local se réunit en séance extraordinaire à laquelle participaient les délégués des cosaques : il y en avait près de six mille à Ostrov.

Kerenski prit la parole devant l'assemblée et lui demanda son aide contre les bolcheviks. Il s'adressa presque uniquement aux cosaques, provoquant ainsi le mécontentement des soldats présents. Des voix lancèrent :

– Pourquoi êtes-vous venu ici ?

– Pour demander aux cosaques de m'aider à écraser l'insurrection bolchevique, répondit Kerenski

Ses paroles soulevèrent de violentes protestations qui ne firent que d'accroître lorsqu'il poursuivit :

– J'ai brisé la tentative de Kornilov, je briserai celle des bolcheviks !

Le tumulte qui se déchaîna le força à abandonner la tribune.

Les députés soldats et les cosaques de l'Oussouri décidèrent d'arrêter Kerenski, mais les cosaques du Don les en empêchèrent et aidèrent le président du Gouvernement provisoire à prendre le train et à fuir. Un comité militaire révolutionnaire, constitué dans la journée essaya d'alerter la garnison de Pskov, mais les lignes téléphoniques et télégraphiques étaient coupées.

Kerenski n'alla pas jusqu'à Pskov : des soldats révolutionnaires avaient saboté la voie pour empêcher l'envoi de troupes contre la capitale. Dans la nuit du 8, Kerenski arriva en voiture à Louga où il fut bien reçu par les bataillons de la mort qui s'y trouvaient cantonnés.

Le lendemain, il prit le train pour le front sud-ouest et rendit visite au comité d'armée qui fonctionnait au quartier général. Toutefois, le succès des bolcheviks avait suscité l'enthousiasme de la V^e armée, et le comité ne put pas promettre son soutien à Kerenski.

Ce dernier se rendit au GQG, à Moguilev, où il donna l'ordre à dix régiments, choisis dans différents secteurs du front, de marcher sur Petrograd. Les soldats s'y refusèrent presque unanimement ; les régiments qui prirent le départ devaient s'arrêter en route. Finalement, près de cinq mille cosaques suivirent Kerenski.

3. Le pillage du Palais d'Hiver

Je ne prétends pas affirmer qu'il n'y ait pas eu de cas de pillage au Palais d'Hiver. De nombreux larcins y ont été commis aussi bien après qu'*avant* sa chute. Toutefois, l'affirmation du journal socialiste-révolutionnaire *Naroda* et de certains membres de la douma selon qui il a été volé au palais pour cinq cents millions de roubles d'objets précieux constitue une exagération flagrante.

Les plus importants trésors artistiques du palais d'Hiver – tableaux, statues, tapisseries, porcelaines et armes rares – avaient été transportés à Moscou au mois de septembre et, dix jours après la prise du Kremlin par les troupes bolcheviques, se trouvaient toujours en bon état dans les caves du grand palais impérial. Je puis en témoigner personnellement.

N'empêche que certains individus, particulièrement parmi les visiteurs qui furent autorisés à circuler librement dans le palais pendant plusieurs jours après sa chute, ont dérobé de l'argenterie de table, des pendules, de la literie, des miroirs et quelques vases en porcelaine de prix et en pierres semi-précieuses, d'une valeur totale d'environ 50 000 dollars ¹³².

Le gouvernement soviétique a immédiatement créé une commission spéciale, composée d'artistes et d'archéologues, dans le but de récupérer les objets volés. Les deux proclamations suivantes furent publiées le 14 novembre :

Citoyens de Petrograd !

Nous prions instamment tous les citoyens de déployer les plus grands efforts pour retrouver autant que possible tous les objets volés au palais d'Hiver dans la nuit du 7 au 8 novembre et pour les restituer au commandant du palais.

Les receleurs des objets volés, ainsi que les antiquaires trouvés en possession de ces derniers, seront poursuivis et subiront des peines sévères.

*Les commissaires chargés de la protection
des musées et des trésors artistiques .*

G. Iatmanov, B. Mandelbaum.

**À TOUS LES COMITÉS DE RÉGIMENT
ET COMITÉS DE LA MARINE**

De nombreux objets d'art de grande valeur ont été volés, dans la nuit du 7 au 8 novembre, au Palais d'Hiver qui est la propriété inaliénable du peuple russe.

Nous appelons instamment tous et chacun à déployer tous leurs efforts pour assurer la restitution des objets volés au palais d'Hiver.

Les commissaires

G. Iatmanov, B. Mandelbaum.

Près de la moitié des objets disparus a été retrouvée, quelque fois dans les bagages d'étrangers quittant la Russie. Au cours d'une conférence tenue à l'initiative du Smolny, artistes et archéologues désignèrent une commission chargée d'inventorier les trésors du Palais d'Hiver. Cette commission se vit confier la gestion du palais et de tous les musées d'État et collections artistiques de Petrograd. Le 16 novembre, le palais fut fermé au public pour la durée des travaux d'inventaire.

¹³² 250 000 francs or, soit mille fois moins que le chiffre de 500 millions de roubles mentionné plus haut. (Note du traducteur.)

Dans la dernière semaine de novembre, le Conseil des commissaires du peuple promulgua un décret attribuant au Palais d'Hiver le nom de Musée populaire, le confiant aux soins de la commission d'Art et d'Archéologie, et interdisant à l'avenir d'y installer tout service gouvernemental.

4. Le viol du bataillon des femmes

Aussitôt après la chute du palais d'Hiver, la presse antibolchevique publia et la douma municipale reprit toutes sortes d'histoires sensationnelles concernant le bataillon de femmes qui avait assuré la défense de l'édifice. On disait que certaines femmes soldats avaient été précipitées par les fenêtres dans la rue, que la plupart des autres avaient été violées et que plusieurs s'étaient donné la mort à la suite des horreurs qu'elles avaient subies.

La douma municipale désigna une commission d'enquête. Le 16 novembre, celle-ci revint de Lévochovo où était cantonné le bataillon de femmes. M^{me} Tyrkova raconta que les combattantes avaient d'abord été emmenées à la caserne Pavlosvski et que certaines d'entre elles y avaient été maltraitées, mais que, par la suite, la plupart avaient regagné Lévochovo et les autres s'étaient dispersées dans Petrograd où elles vivaient chez des particuliers. Un autre membre de la commission, le Dr Mandelbaum, déposé sèchement qu'*aucune* femme n'avait été défenestrée au palais d'Hiver, qu'*aucune* d'entre elles n'avait été blessée, trois avaient été violées et une s'était tuée en laissant une note pour dire qu'elle « était déçue dans son idéal ».

Le 21 novembre, le comité militaire révolutionnaire décréta officiellement la dissolution du bataillon, sur la demande des femmes elles-mêmes qui reprirent leur costume civil.

On trouve dans le livre de Louise Bryant, *Six mois rouges* en Russie, une description intéressante des femmes soldats pendant cette période.

Appendice

CHAPITRE V

1. Appels et proclamations

*Le Comité militaire révolutionnaire,
en date du 8 novembre,
à tous les comités de l'armée active,
à tous les soviets des députés soldats*

[Retour à la table des matières](#)

La garnison et le prolétariat de Petrograd ont renversé le gouvernement Kerenski qui s'était insurgé contre la révolution et contre le peuple...

Tout en portant à la connaissance des troupes au front et à l'arrière, le Comité militaire révolutionnaire appelle les soldats révolutionnaires à exercer une surveillance vigilante de la conduite des cadres de commandement. Les officiers qui ne se sont pas rangés ouvertement et franchement du côté de la révolution doivent être considérés comme ennemis et arrêtés sans délai.

Le soviet de Petrograd estime que le programme du nouveau gouvernement doit comporter l'offre immédiate d'une paix démocratique, la remise immédiate aux paysans des domaines seigneuriaux, le passage du pouvoir aux soviets et la convocation loyale de l'Assemblée constituante. L'armée populaire révolutionnaire ne doit pas permettre que des unités peu sûres soient transférées du front à Petrograd. Il faut agir par la parole et par la persuasion et, là où cela ne suffit pas, s'opposer au départ des troupes par l'emploi impitoyable de la force.

Le présent ordre sera lu immédiatement devant les unités de toutes armes. Les organisations de l'armée qui cacheront l'existence de cet ordre à la masse des soldats commettront le plus grave des crimes contre la révolution et seront châtiés avec toute la rigueur de la loi révolutionnaire.

Soldats ! Pour la paix, pour le pain, pour le pouvoir populaire !

Le Comité militaire révolutionnaire.

À tous les comités d'armée, de corps d'armée, de division, de régiment et de compagnie, au front et à l'arrière, et aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Soldats et officiers révolutionnaires !

Le comité militaire révolutionnaire a décrété, conformément au désir général des soldats, ouvriers et paysans, le transfert immédiat à Petrograd, en tant qu'ennemis du peuple et de la révolution, du général Kornilov et tous les complices démasqués de sa conspiration, aux fins d'incarcération à la forteresse Pierre-et-Paul et de comparution immédiate devant le tribunal militaire révolutionnaire, pour être jugé avec rigueur. Quiconque s'opposera à la présente décision est déclaré traître à la révolution et ses ordres doivent être considérés comme nuls et non avenue.

*Le Comité militaire révolutionnaire
auprès du soviet des députés ouvriers
et soldats de Petrograd*

À tous les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de province et de district

Par décision du Congrès panrusse des soviets, tous les membres des comités agraires qui ont été arrêtés seront libérés immédiatement. Les commissaires qui ont décidé leur arrestation doivent être arrêtés. Désormais tout le pouvoir appartient aux soviets. Les commissaires du gouvernement sont destitués. Les présidents des soviets communiquent directement avec le gouvernement révolutionnaire.

2. La protestation de la douma municipale

La douma centrale de Petrograd élue selon les principes les plus démocratiques, a accepté, au moment de la plus grande débâcle économique, la lourde tâche de gérer l'administration municipale et de ravitailler la population. À l'heure actuelle, le parti bolchevique – qui, trois semaines avant les élections à l'Assemblée constituante et en présence de l'ennemi extérieur, a renversé par la force des armes le seul gouvernement révolutionnaire héritier du pouvoir légal – ce parti s'attaque aux attributions et à l'autonomie des autorités municipales dont il exige la soumission à des commissaires désignés et à un nouveau pouvoir illégal.

En cette heure redoutable et tragique, la douma municipale proclame hautement, à la face de ses électeurs et de la Russie tout entière, qu'elle ne tolérera jamais la moindre atteinte à ses droits et à son indépendance et qu'elle demeurera au poste de haute responsabilité où elle a été placée par la volonté des habitants de la capitale.

La douma municipale centrale de Petrograd appelle toutes les administrations autonomes des villes et des districts de la République russe à se joindre à elle pour la défense d'une des plus grandes conquêtes de la révolution russe : la liberté et l'indépendance de l'administration autonome.

3. Le décret sur la terre Le nakaz* paysan

La question agraire ne peut être résolue dans son ensemble que par l'Assemblée nationale.

La solution la plus équitable de la question agraire est la suivante :

1. *Le droit de propriété privée foncière est aboli à tout jamais* : la terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni affermée, ni hypothéquée, ni aliénée de quelque manière que ce soit.

La terre, qu'il s'agisse des terres domaniales, d'apanage, de la couronne, des monastères et églises, de jouissance, de majorat, privées, communales, paysannes, etc., est confisquée sans compensation, déclarée bien public et placée à la disposition de tous ceux qui la travaillent.

Les personnes lésées par le bouleversement du régime de propriété n'ont droit qu'à une aide de l'état pendant le temps nécessaire à leur adaptation aux nouvelles conditions d'existence.

2 Toutes les richesses du sous-sol : minerais, pétrole, charbon, sel, etc., de même que les eaux et forêts possédant une importance nationale, sont exploitées exclusivement par l'État. Tous les cours d'eau, lacs, bois, etc., de moindre importance, sont mis à la disposition des communes, à condition d'être gérées par les administrations autonomes locales.

3. Les terrains où sont appliquées les méthodes scientifiques de culture, tels que jardins, plantations, pépinières, serres, etc., demeurent indivis et sont transformés en propriétés modèles et remis à l'usage exclusif de l'État ou des communes, selon leur étendue et leur importance.

Les terrains attenants aux maisons de ville et de campagne ainsi que les terres communales avec leurs jardins et potagers privés restent à la disposition de leurs possesseurs actuels, l'étendue de ces terres et l'impôt de jouissance devant faire l'objet de dispositions législatives.

4. Les haras, entreprises d'élevage et d'agriculture, etc., aussi bien publics que privés, sont confisqués, déclarés biens publics et mis à la disposition exclusive soit de l'État, soit des communes, selon leur dimension et leur importance.

La question d'une indemnité de rachat est du ressort de l'Assemblée constituante.

5. Tout le cheptel mort et vif des terres confisquées passe, sans indemnisation à l'usage exclusif de l'État ou des communes, selon son importance.

La confiscation du cheptel ne vise pas les petites exploitations paysannes.

6. Le droit d'exploitation de la terre est accordé à tous les citoyens de l'État russe, sans distinction de sexe, qui désirent se livrer à la culture eux-mêmes, avec l'aide de leur famille ou en association, et seulement tant qu'ils sont capables de le faire. L'embauchage de salariés n'est pas admis.

En cas d'incapacité accidentelle, pendant une durée de deux ans, d'un membre d'une collectivité villageoise, celle-ci s'engage à lui venir en aide en cultivant sa terre en commun jusqu'à rétablissement de sa capacité de travail.

Les agriculteurs, qui, pour raison de vieillesse ou d'invalidité, sont frappés d'incapacité permanente de travail, perdent le droit à la terre mais reçoivent en échange une pension de l'État.

7. L'exploitation de la terre doit être égalitaire, autrement dit les terres sont réparties entre les travailleurs, conformément aux conditions locales, selon des normes de travail ou de consommation.

Le mode d'exploitation – par foyer, ferme, commune ou coopérative – sera librement décidé par chaque village et localité.

8. Toutes les terres confisquées sont affectées à un fonds agraire national. Elles sont réparties entre les travailleurs par les administrations autonomes locales et centrales, depuis les communautés urbaines et rurales – démocratiquement constituées sans tenir compte des ordres de l'ancien régime – jusqu'aux administrations régionales centrales.

Le fonds agraire fait l'objet de redistributions périodiques, suivant l'accroissement de la population, l'augmentation du rendement et le degré de perfectionnement intact.

Les sommes investies dans les engrais et amendements qui n'auront pas été récupérées au moment du retour du lot au fonds agraire seront remboursées.

Dans les régions où le fonds agraire disponible s'avère insuffisant pour satisfaire les besoins de la population locale, l'excédent de cette dernière doit être transférée ailleurs.

L'organisation et les frais du transfert, l'approvisionnement en cheptel, etc... incombent à l'État.

Le transfert de l'excédent de population s'effectue dans l'ordre suivant : d'abord les paysans sans terre désireux d'émigrer, etc., enfin les personnes désignées soit au sort soit d'un commun accord.

Toutes les dispositions de la présente instruction expriment la volonté formelle de l'immense majorité des paysans russes conscients et acquiert force de loi provisoire dont l'application, en attendant la convocation de l'Assemblée constituante, se fera autant que possible sans délai ou, en ce qui concerne, se fera autant que possible sans délai ou, en ce qui concerne certaines de ses parties, et selon les circonstances, sur un rythme progressif fixé par les soviets des députés paysans de district.

4. La terre et les déserteurs

Le gouvernement n'eut pas à se prononcer sur le droit des déserteurs à la terre. La fin de la guerre et la démobilisation contribuèrent à la solution automatique de ce problème.

5. Le Conseil des commissaires du peuple

Au début, le conseil des commissaires du peuple se composait uniquement de bolcheviks. Ce n'était pourtant pas entièrement de leur faute. Le 8 novembre, ils offrirent des portefeuilles aux socialistes-révolutionnaires de gauche qui les refusèrent (voir p. 287).

Appendice

CHAPITRE VI

1. Appels et invectives

[Retour à la table des matières](#)

À toutes les organisations civiles et militaires du Parti socialiste-révolutionnaire.

La folle tentative des bolcheviks est à la veille d'échouer. La garnison est divisée, abattue. Les ministères sont en grève. Les réserves de blé touchent à leur fin. À l'exception d'une poignée de maximalistes, tous les groupes ont quitté le Congrès. Le parti bolchevique est isolé. Les mesures de répression exercées contre l'imprimerie du Comité central, l'arrestation des camarades Maslov, Tsion et d'autres membres de notre parti, le pillage et les violences dont s'est accompagnée la prise du Palais d'Hiver, tout cela n'a fait qu'irriter encore davantage une partie considérable des marins et des soldats. Le Tsentroflot appelle à désobéir aux bolcheviks !

Nous proposons : premièrement, prêter tout le concours possible aux organisations de l'armée, aux commissaires et officiers dans l'œuvre de liquidation définitive de la folle tentative et de rassemblement autour du Comité pour le salut de la patrie et de la révolution qui doit instaurer un pouvoir révolutionnaire et démocratique homogène sur la base du transfert immédiat des terres aux comités agraires et de l'offre immédiate de la paix démocratique générale à tous les pays belligérants ; deuxièmement, faire preuve d'initiative pour garder les locaux du parti ; troisièmement, se tenir prêts à opposer, au moment voulu, à l'appel du Comité central, une résistance active aux éléments contre-révolutionnaires qui essaieraient d'exploiter l'aventure bolchevique pour détruire les conquêtes de la révolution ; et quatrièmement, manifester une vigilance accrue pour faire échec à l'ennemi s'il voulait mettre à profit l'affaiblissement de nos lignes.

*Comité central et section militaire
du comité central du Parti socialiste-révolutionnaire.*

9 novembre 1917.

Extrait de la *Pravda* :

... Mais qui est Kerenski ? Un imposteur dont la vraie place est à la forteresse Pierre-et-Paul aux côtés de Kornilov et de Kichkine. Un criminel vis-à-vis des soldats, des paysans et des ouvriers qui lui ont fait confiance.

Kerenski est un assassin de soldats.

Kerenski est un bourreau de paysans.

Kerenski est un étrangleur d'ouvriers.

Voilà ce qu'est ce second Kornilov qui espère en vain pouvoir attenter à la liberté conquise par les ouvriers, les soldats et les paysans !

Appendice

CHAPITRE VII

1. Deux décrets

[Retour à la table des matières](#)

LE DÉCRET SUR LA PRESSE

À l'heure grave et décisive du coup d'État et pendant les jours qui l'ont suivi, le Comité révolutionnaire provisoire a dû prendre toute une série de mesures à l'encontre de la presse contre-révolutionnaire de diverses nuances.

Aussitôt, le nouveau pouvoir socialiste a été accusé de toutes parts d'avoir, en portant atteinte à la liberté de la presse, violé le principe fondamental de son programme.

Le gouvernement ouvrier et paysan attire l'attention de la population sur le fait que, dans la société où nous vivons, ce rideau de libéralisme dissimule en réalité la liberté pour les classes possédantes, qui détiennent la part du lion dans le domaine de la presse, d'empoisonner impunément les esprits et de semer le trouble dans la conscience des masses.

Chacun sait que la presse est une des armes les plus puissantes de la bourgeoisie. Au moment critique où le nouveau pouvoir ouvrier et paysan ne fait que se consolider, il est impossible d'abandonner cette arme, aussi dangereuse actuellement que les bombes et les mitrailleuses, aux mains de la bourgeoisie. C'est pourquoi des mesures urgentes et provisoires ont été prises pour arrêter le torrent de boue et de calomnie dans lequel la presse jaune (et verte) aurait volontiers noyé la victoire toute neuve du peuple.

Dès que l'ordre nouveau sera consolidé, la presse sera soustraite à toutes les pressions administratives ; elle jouira d'une complète liberté dans les limites de sa responsabilité pénale et conformément à une loi aussi généreuse et évoluée que possible.

Considérant toutefois que les restrictions imposées à la presse, même dans des moments critiques, ne sont admissibles que dans des cas d'absolue nécessité, le conseil des commissaires du peuple décrète :

1. Seuls sont passibles d'interdiction les organes qui
 - a) incitent à la résistance ouverte et au refus d'obéissance au gouvernement ouvrier et paysan
 - b) fomentent des troubles en déformant les faits d'une façon manifestement calomnieuse,

- c) poussent à des actes évidemment criminels, c'est-à-dire justiciables des tribunaux.
2. L'interdiction temporaire ou permanente des organes de presse ne peut être prononcée que sur décision du Conseil des commissaires du peuple.
 3. Les présentes dispositions ont un caractère provisoire et seront abrogées par un décret spécial dès le retour à la vie publique normale.

*Le président
du conseil des commissaires du peuple.
Vladimir Oulianov (Lénine).*

De la milice ouvrière

1. Tous les soviets des députés ouvriers et soldats créent une milice ouvrière.
2. La milice ouvrière est de la compétence unique et exclusive des soviets des députés ouvriers et soldats.
3. Les autorités militaires et civiles sont tenues de prêter leur concours à l'armement de la milice ouvrière et à son équipement technique, y compris son approvisionnement en armes réglementaires.
4. La présente loi est promulguée par télégraphe.

*Le commissaire du peuple à l'Intérieur,
A. I. Rykov.
Petrograd, le 10 novembre 1917.*

Ce décret encouragea la formation, à travers le pays, de compagnies de gardes rouges qui allaient devenir l'arme la plus précieuse du gouvernement soviétique pendant la guerre civile.

2. Le fonds de grève

Le fonds de grève des fonctionnaires et employés de banque fut fourni par les banques et les maisons de commerce de Petrograd et d'autres villes, ainsi que par des sociétés étrangères établies en Russie. Tous ceux qui accepteraient de faire grève contre les bolcheviks touchaient la totalité de leur salaire, ce dernier étant même augmenté dans certains cas. Lorsque les bailleurs de fonds comprirent que les bolcheviks étaient fermement installés au pouvoir ils arrêtaient les versements et la grève prit fin.

Appendice

CHAPITRE VIII

1. L'avance de Kerenski

[Retour à la table des matières](#)

Le 9 novembre, Kerenski et ses cosaques arrivèrent à Gatchina dont la garnison, irrémédiablement divisée en deux camps, se rendit aussitôt. Les membres du soviet de Gatchina furent d'abord arrêtés, puis relâchés sur parole.

Les avant-gardes cosaques occupèrent Pavlovsk, Alexandrovsk et d'autres stations de chemin de fer sans rencontrer de résistance ou presque et arrivèrent devant Tsarskoïe Selo le lendemain 10 novembre, au matin. Aussitôt la garnison se scinda en trois groupes : les officiers, partisans de Kerenski, une partie des soldats et des sous-officiers qui se proclamèrent « neutres », et la majorité des simples soldats qui étaient pour les bolcheviks. Ce dernier groupe qui manquait et de chefs et d'organisation se replia en direction de la capitale. Le soviet local se retira également, à Poulkovo.

De là, six membres de ce soviet se rendirent à Gatchina dans une auto chargée de tracts pour faire de la propagande parmi les cosaques. Ils passèrent la plus grande partie de la journée à visiter les cantonnements cosaques de Gatchina, plaidant leur cause, discutant, expliquant. Vers le soir, leur présence fut découverte par des officiers qui les firent arrêter et conduire devant le général Krasnov.

– Vous vous êtes battus contre Kornilov, dit-il, à présent vous combattez Kerenski. Je vais vous faire tous fusiller !

Après avoir lu à haute voix l'ordre qui le nommait commandant en chef de la région de Petrograd, Krasnov leur demanda s'ils étaient bolcheviks. Sur leur réponse affirmative, il se retira un peu plus tard, un officier vint les libérer en disant qu'il le faisait sur ordre du général Krasnov.

Entre-temps, les délégations continuaient à affluer de Petrograd, envoyées par la douma, le Comité de salut et, en tout dernier lieu, par le Vikjel. Le syndicat des cheminots insistait sur un accord qui mît fin à la guerre civile, il exigeait que Kerenski arrêtât sa marche sur Petrograd et traitât avec les bolcheviks. En cas de refus, le Vikjel menaçait de déclencher la grève générale des chemins de fer le 11 novembre, à minuit.

Le 11, les éclaireurs cosaques atteignirent Krasnoïe Selo, provoquant le départ précipité du soviet et des forces hétéroclites du Comité militaire révolutionnaire dont certains éléments se rendirent. La même nuit, les cosaques arrivèrent devant Pioulkovo où ils se heurtent pour la première fois une résistance réelle.

Les déserteurs cosaques commençaient à s'infiltrer dans Petrograd. Kerenski, racontaient-ils, leur avait menti, il avait répandu au front des tracts affirmant que la capitale brûlait, que les

bolcheviks, qui assassinaient femmes et enfants et mettaient la ville à sac, y avaient appelé les allemands.

Le Comité militaire révolutionnaire envoya sur-le-champ quelques douzaines d'agitateurs avec des milliers d'appels imprimés pour mettre les cosaques au courant de la situation véritable.

2. Proclamations du Comité militaire révolutionnaire

À tous les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ¹³³

Le Congrès panrusse des soviets décrète :

La peine de mort aux armées rétablie par Kerenski est abolie. L'entière liberté de propagande est restaurée au front. Tous les soldats et officiers révolutionnaires détenus pour de prétendus crimes « politiques » seront libérés sur-le-champ.

À TOUTE LA POPULATION

L'ex-ministre Kerenski, destitué par le peuple, refuse de se soumettre à la décision du Congrès panrusse des soviets et tente d'opposer une résistance criminelle au Conseil des commissaires du peuple, gouvernement légitime, élu par le Congrès. Les combattants du front ont refusé leur soutien à Kerenski. Moscou s'est ralliée au nouveau gouvernement. Dans plusieurs autres villes (Minsk, Moguilev, Kharkov) le pouvoir est passé aux soviets. Aucune unité d'infanterie n'accepte de marcher contre le gouvernement ouvrier et paysan qui, conformément à la ferme volonté de l'armée et du peuple, a engagé les pourparlers de paix et remis les terres aux paysans...

Nous portons à la connaissance de tous : si les cosaques n'arrêtent pas Kerenski qui les a trompés, s'ils marchent sur Petrograd, les troupes révolutionnaires se dresseront pour défendre de toute la force de leurs armes les précieuses conquêtes de la révolution, la paix et la terre.

Citoyens de Petrograd ! Kerenski a fui votre cité en vous abandonnant aux bons soins de Kichkine, partisan de la reddition de la capitale aux Allemands, de Paltchinski qui a mérité la haine unanime de toute la démocratie. Kerenski a fui en vous condamnant à l'occupation allemande, à la famine, aux massacres. Le peuple insurgé a arrêté les ministres de Kerenski et vous avez vu que l'ordre et le ravitaillement n'ont fait qu'y gagner. Sur les injonctions des seigneurs, des capitalistes, des spéculateurs, Kerenski marche sur vous pour rendre les terres aux propriétaires fonciers, pour continuer la guerre odieuse et meurtrière.

¹³³ Reed cite deux fois cette proclamation : dans le corps du livre et dans l'appendice. (Note du traducteur.)

Citoyens de Petrograd ! Nous savons que dans votre énorme majorité vous êtes pour le pouvoir du peuple révolutionnaire, contre les kornilovistes que commande Kerenski. Ne vous laissez pas duper par les déclarations mensongères d'impuissants conspirateurs bourgeois qui seront impitoyablement écrasés.

Ouvriers, soldats, paysans, faites preuve de ferveur révolutionnaire, de discipline révolutionnaire.

Les millions de paysans, les millions de soldats sont avec nous. La victoire de la révolution populaire est irrévocable.

*Le Comité militaire révolutionnaire
du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.*

Petrograd, le 10 novembre 1917.

3. Les décrets du Conseil des commissaires du peuple

Je ne reproduis dans ce livre que les décrets qui se rapportent, à mon avis, à la prise du pouvoir par les bolcheviks. Les autres textes législatifs relèvent d'un exposé détaillé de la structure de l'État soviétique, exposé que, faute de place, je ne puis entreprendre dans ces pages. J'en traiterai d'une manière exhaustive dans le deuxième volume de mon ouvrage, actuellement en préparation, *De Kornilov à Brest-Litovsk*¹³⁴.

DE LA GESTION MUNICIPALE DES LOGEMENTS

1. Les autorités municipales ont le droit de réquisitionner tous les logements inoccupés propres à l'habitation.
2. Les autorités municipales ont le droit, conformément à des règles et normes par elles établies, d'installer dans les logements disponibles les citoyens non logés ou qui vivent dans des locaux surpeuplés ou insalubres.
3. Les autorités municipales ont le droit de créer un service d'inspection des logements et d'en fixer les attributions et l'organisation.
4. Les autorités municipales ont le droit de publier des ordonnances portant création de comités de maison, définissant leur structure et leurs attributions et leur conférant la personnalité civile.
5. Les autorités municipales ont le droit de créer des tribunaux de logement et d'en définir les attributions, l'organisation et la compétence.

¹³⁴ Voir, Préface de l'auteur, note 2.

6. Le présent décret est promulgué par télégraphe.

Le commissaire du peuple à l'Intérieur.

A. I. Rykov.

**COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT
AU SUJET DES ASSURANCES SOCIALES**

Le prolétariat russe inscrit sur son drapeau le droit des salariés, ainsi que les indigents des villes et des campagnes, à un système complet d'assurances sociales. Ni le gouvernement du tsar, des capitalistes et des propriétaires fonciers ni celui de la coalition, n'ont satisfait les revendications ouvrières en cette matière.

Le gouvernement ouvrier et paysan qui s'appuie sur les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, porte à la connaissance de la classe laborieuse et des indigents des villes et des campagnes qu'il entreprend sans délai la promulgation de décrets sur les assurances sociales intégrales en se fondant sur les revendications des travailleurs dans ce domaine.

1. Extension des assurances à tous les salariés sans exception ainsi qu'aux indigents des villes et des campagnes.
2. Extension des assurances à toutes les catégories d'incapacité de travail, notamment la maladie, les mutilations, l'invalidité, la vieillesse, la maternité, la perte du conjoint ou des parents, ainsi que le chômage.
3. Obligation pour les employeurs d'assumer la totalité des charges sociales.
4. Versement d'une somme au moins égale au salaire intégral en cas d'incapacité de travail ou de chômage.
5. Gestion entièrement autonome de toutes les caisses d'assurances par les assurés eux-mêmes.

*Au nom du gouvernement de la République russe,
le commissaire du peuple au travail,*

Alexandre Chliapnikov.

COMMUNICATION
DU COMMISSAIRE DU PEUPLE À L'ÉDUCATION

Citoyens de Russie !

En se soulevant le 7 novembre, les masses laborieuses ont, pour la première fois, véritablement accédé au pouvoir.

Le Congrès panrusse des soviets a provisoirement transmis ce pouvoir à son Comité exécutif et au Conseil des commissaires du peuple.

Par la volonté du peuple révolutionnaire, je suis nommé commissaire du peuple à l'éducation.

En attendant l'Assemblée constituante, la direction générale de l'éducation populaire, dans la mesure où elle relève des autorités centrales, est confiée à la commission nationale d'Éducation populaire dont le commissaire du peuple est le président et l'agent d'exécution.

Quels sont les principes fondamentaux qui guideront la commission d'État ? Comment se détermine sa sphère de compétence ?

Orientation générale de l'activité pédagogique.

Dans un pays en proie à l'analphabétisme et à l'ignorance, tout pouvoir véritablement démocratique doit avoir pour premier objectif en matière d'éducation la lutte contre ce manque de connaissances. Il doit obtenir dans les délais les plus brefs la liquidation de l'analphabétisme en créant un réseau d'écoles conformes aux exigences de la pédagogie moderne et en instaurant l'enseignement général, obligatoire et gratuit ; il doit en même temps ouvrir de nombreux instituts pédagogiques et écoles d'instituteurs, capables de fournir le plus rapidement possible une puissante armée de maîtres populaires, nécessaire à l'instruction générale de tous les habitants de l'immense Russie...

Instruction et éducation.

Il convient de souligner la différence entre l'instruction et l'éducation

L'instruction est la transmission par le maître à l'élève de connaissances toutes faites. L'éducation est une création. L'homme s'éduque toute sa vie et sa personnalité s'enrichit, d'affermir, se perfectionne.

Les masses laborieuses – ouvriers, soldats et paysan – ont soif d'apprendre à lire et à écrire, de s'initier aux sciences. Mais elles sont également avides d'éducation. L'État ne peut pas la leur procurer, pas plus que l'intelligentsia, ni aucune force extérieure. Dans ce domaine, l'école, le livre, le théâtre, le musée, etc., ne peuvent leur servir que d'aides. Consciemment ou inconsciemment, les masses populaires élaboreront leur propre culture. Elles ont des idées qui leur sont propres et qui sont dictées par leur position sociale, tellement différente de celle des classes dominantes et de l'intelligentsia, créatrices de culture dans le passé elles ont leurs propres idées, leurs

propres sentiments, leur propre manière d'aborder tous les problèmes qui se posent devant l'individu et devant la société. Le travailleur de la ville, le travailleur de la campagne vont forger, chacun à sa façon, leur propre conception du monde, une conception lumineuse, pénétrée de l'idéologie de la classe ouvrière. Il n'est pas de phénomène plus grandiose et plus beau que celui dont les prochaines générations seront les témoins et les participants : la formation, par des communautés de travail, de leur âme collective, riche et libre.

Le rôle de l'instruction dans tout cela sera important sans être décisif. Ce qui comptera davantage, c'est l'effort critique et créateur des masses elles-mêmes, car la science et l'art n'ont de portée universelle que dans certains de leurs éléments : à chaque bouleversement profond des rapports de classe, ils subissent des modifications essentielles.

Une activité culturelle et éducative débordante se manifeste partout en Russie, particulièrement chez les ouvriers des villes, mais aussi parmi les paysans ; des organisations vouées à ce genre de travail se multiplient sans cesse chez les ouvriers et les soldats ; aller à leur rencontre, les aider par tous les moyens, leur frayer le chemin, telle est la toute première tâche d'un gouvernement révolutionnaire et populaire dans le domaine de l'éducation du peuple.

Décentralisation.

La commission d'État pour l'Éducation populaire ne constitue nullement un organe central qui dirige les établissements scolaires et pédagogiques. Bien au contraire, le système scolaire tout entier doit être confié à l'administration autonome locale. Les organisations culturelles, qu'ouvriers, soldats et paysans créent de leur propre initiative, doivent avoir une activité indépendante et jouir d'une autonomie complète à l'égard du pouvoir central et des municipalités.

La commission d'État a pour tâche de servir d'intermédiaire et d'aide, d'assurer à l'échelle nationale le soutien matériel, idéologique et moral aux organisations culturelles, municipales et privées, et avant tout à celles qui, créées par les travailleurs, ont un caractère de classe.

Le comité d'État pour l'Éducation populaire.

Le comité d'État pour l'éducation populaire, assez démocratique de par sa composition et riche en spécialistes expérimentés, a élaboré, depuis le début de la révolution, toute une série de projets de lois de grande valeur. La commission d'État désire sincèrement la collaboration régulière de cet organisme.

Elle s'adressera au bureau du comité avec prière de réunir immédiatement une session extraordinaire avec l'ordre du jour suivant :

1. Examen du mode de représentation au sein du comité en vue d'une démocratisation plus grande encore.

2. Examen des attributions du comité en vue de leur élargissement et de la transformation de cet organisme en une institution d'État chargée de l'élaboration des projets de lois visant à la complète réorganisation, dans un sens démocratique, de l'éducation et de l'enseignement publics en Russie.

3. Révision, en commun avec la nouvelle commission d'État, des projets de lois déjà préparés par le comité, révision rendue nécessaire par le fait qu'en les élaborant le comité devait tenir compte de l'esprit bourgeois des anciens ministres qui, du reste, freinaient l'application de ces mesures même dans leur forme édulcorée.

À la suite de cette révision, les projets de lois seront mis en application sans aucune lenteur bureaucratique, conformément à l'ordre révolutionnaire.

Les pédagogues et la société.

La commission d'État rend hommage aux pédagogues engagés dans le beau et noble travail d'éducation du peuple, maître du pays.

Aucune mesure dans le domaine de l'éducation populaire ne doit être adoptée par aucune instance du pouvoir sans une consultation attentive des représentants du monde enseignement.

D'autre part, les décisions ne sauraient être prises exclusivement par un corps de spécialistes. Cette remarque s'applique également à la réforme des établissements d'éducation générale.

La collaboration des enseignants et des forces sociales, voilà l'objectif que poursuivra la commission dans le choix de ses membres, au sein du comité d'État dans toute son activité.

La commission considère que sa tâche la plus urgente consiste à améliorer la situation des enseignants et avant tout, des travailleurs les plus déshérités et les plus importants peut-être pour la cause de la culture, les maîtres des écoles primaires. Leurs justes revendications doivent être satisfaites sans délai et à tout prix. C'est en vain que le prolétariat de l'enseignement exige que son traitement soit porté à cent roubles par mois. Ce serait une honte que de continuer à condamner à la misère les maîtres de l'immense majorité des enfants russes.

L'Assemblée constituante.

Il est hors de doute que l'Assemblée constituante commencera bientôt ses travaux. Elle seule pourra fixer d'une façon durable les formes de la vie politique et sociale de notre pays, y compris le caractère de l'organisation de l'éducation populaire.

Toutefois, à présent que le pouvoir est passé aux soviets, le caractère authentiquement populaire de l'Assemblée constituante est assuré. La ligne que va adopter la commission d'État en s'appuyant sur le comité d'État, l'influence de l'assemblée constituante ne saurait le faire dévier considérablement. Sans préjuger de la volonté de la Constituante, le nouveau gouvernement populaire considère qu'il a, dans ce domaine comme dans les

autres, le droit de mettre en pratique une série de mesures qui vivent à enrichir et à éclairer le plus rapidement possible la vie spirituelle du pays.

Le ministère.

Pour l'instant, les affaires courantes doivent passer par le ministère de l'Éducation populaire. Toutes les modifications qui doivent être apportées à sa composition et à son organisation feront l'objet d'une délibération de la commission d'État élue par le Comité exécutif des soviets, et du comité d'État. Bien entendu, c'est l'Assemblée constituante qui décidera en dernier ressort de la gestion d'État dans le domaine de l'éducation populaire. D'ici là, le ministère doit jouer le rôle d'un organe exécutif auprès de la commission d'État et du Comité d'État pour l'Éducation populaire.

Le gage du salut de notre pays réside dans la collaboration de ses forces vives véritablement démocratiques.

Nous croyons que les efforts communs du peuple travailleur et de l'intelligentsia honnête et éclairée permettront de tirer le pays de la crise douloureuse où il se trouve et le guideront par la voie d'une démocratie parfaite vers le règne du socialisme et de la fraternité des peuples.

Le commissaire du peuple à l'éducation,

A. – V. Lounatcharski.

Petrograd, le 11 novembre 1917.

DU MODE DE RATIFICATION ET DE PROMULGATION DES LOIS

1. En attendant la réunion de l'assemblée constituante, l'élaboration et la promulgation des lois sont confiées par le présent décret au gouvernement provisoire ouvrier et paysan, élu par le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.
2. Tout projet de loi est soumis à l'examen du gouvernement par le ministère compétent et dûment signé par le commissaire du peuple intéressé, ou bien présenté directement par la section des projets de lois, créée auprès du gouvernement et revêtu de la signature du chef de cette section.
3. Après ratification par le gouvernement, le texte, dans sa rédaction définitive, est signé, au nom de la République russe, par le président du Conseil des commissaires du peuple ou, par délégation, par le commissaire du peuple qui l'a soumis à l'examen du gouvernement, après quoi la loi est publiée pour que nul n'en ignore.
4. La loi prend effet le jour de sa publication dans La Gazette officielle du gouvernement provisoire ouvrier et paysan.

5. La loi peut spécifier une date d'entrée en vigueur autre que celle de sa publication, de même qu'elle peut être promulguée par télégraphe, auquel cas, elle entre en vigueur dans chaque localité lors de la publication dans ladite localité du télégramme en question.

6. La promulgation des dispositions législatives du gouvernement par le Sénat est abrogée. La section des projets de lois auprès du Conseil des commissaires du peuple édite périodiquement des recueils d'ordonnances et décrets gouvernementaux ayant force de loi.

7. Le Comité exécutif central des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans a le droit en tout temps de suspendre, modifier ou abroger toute décision du gouvernement.

Au nom de la République russe,

Le président du Conseil des commissaires du peuple,

V. Oulianov-Lénine.

4. Le problème de l'alcool

ORDRE DU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

1. La fabrication de l'alcool et de toutes les boissons alcoolisées est interdite en attendant la publication d'une ordonnance spéciale.

2. Tous les propriétaires de dépôts de spiritueux, tous les fabricants d'alcool et de boissons alcoolisées doivent faire connaître le 27 courant au plus tard l'adresse exacte où se trouvent les stocks.

3. Tous les contrevenants au présent ordre seront traduits devant le tribunal militaire révolutionnaire.

Le comité militaire révolutionnaire.

5. ORDRE NUMÉRO 2 DU COMITÉ DU RÉGIMENT DE RÉSERVE FINLANDAIS DE LA GARDE À TOUS LES COMITÉS DE MAISON ET AUX CITOYENS DE L'ÎLE VASSILI

La bourgeoisie a choisi un vil moyen de lutte contre le prolétariat ; elle a constitué dans divers quartiers de la ville d'énormes dépôts de spiritueux et elle y entraîne les soldats, s'efforçant de diviser ainsi les rangs de l'armée révolutionnaire.

Il est ordonné à tous les comités de maison, dans les trois heures suivant l'affichage du présent ordre, de déclarer personnellement et secrètement au président du Comité du régiment finlandais de la garde les stocks de spiritueux se trouvant dans leurs immeubles.

Les personnes qui ne se conformeront pas à cet ordre seront *arrêtées et jugées de la façon le plus impitoyable* ; leurs biens seront *confisqués* ; quant aux stocks de spiritueux découverts, ils seront dynamités avec un préavis de 2 heures, car l'expérience a montré que les mesures moins énergiques ne donnent pas les résultats voulus.

Nous déclarons que les explosions ne seront pas précédées d'un avertissement spécial.

La Comité du régiment finlandais de la garde.

Appendice

CHAPITRE IX

1. Bulletin numéro 2 du Comité militaire révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Le 12 novembre au soir, Kerenski fit parvenir aux troupes révolutionnaires l'offre de « mettre bas les armes ». La bande de Kerenski ouvrit un feu d'artillerie. Notre artillerie riposta, réduisant l'adversaire au silence. Les cosaques passèrent à l'offensive. Ils durent battre en retraite sous le feu meurtrier des marins, des gardes rouges et des soldats. Nos autos blindées pénétrèrent dans les rangs de l'adversaire. L'ennemi est en fuite. L'ordre a été donné d'arrêter Kerenski. Les troupes révolutionnaires ont pris Tsarskoïe Selo.

Les tirailleurs lettons – Le Comité militaire révolutionnaire a été informé de source sûre que les vaillants tirailleurs lettons sont arrivés du front et ont pris position sur les derrières des bandes de Kerenski.

L'état-major du Comité militaire révolutionnaire communique :

La prise de Gatchina et de Tsarskoïe Selo par les unités de Kerenski est due à l'absence presque totale dans ces localités de canons et de mitrailleuses, alors que la cavalerie de Kerenski disposait d'artillerie depuis le début.

Notre état-major s'est activement occupé depuis deux jours à pourvoir les troupes révolutionnaires en canons, mitrailleuses, téléphones de campagne, etc., le tout en nombre suffisant. Dès que cet objectif a été atteint, avec l'aide la plus énergique des soviets de district et des usines (Poutilov, Oboukhovo, etc.), l'issue de la rencontre imminente ne pouvait plus faire de doute : les troupes révolutionnaires jouissaient non seulement d'une supériorité numérique et de la proximité d'une base aussi puissante que Petrograd, mais encore d'une immense supériorité morale. Tous les régiments de la capitale sont entrés en campagne, animés du plus grand enthousiasme. Une conférence des unités de la garnison désigna une commission de contrôle composée de cinq soldats et assura de la sorte l'unité complète du commandement suprême et de la garnison. Au cours de la même conférence, il fut décidé à l'unanimité de déclencher l'action décisive.

Le 12 novembre, vers 3 heures de l'après-midi, le feu d'artillerie prit une ampleur exceptionnelle. Les cosaques furent tout à fait démoralisés. Ils envoyèrent à l'état-major un parlementaire qui demanda de cesser le feu, sans quoi il menaçait de prendre des mesures « extrêmes ». Il lui fut répondu que le feu cesserait dès que Kerenski aurait déposé les armes.

Lors du combat qui s'ensuivit, toutes les unités – marins, soldats et gardes rouges – firent preuve d'un courage indomptable. Les marins poursuivirent l'offensive jusqu'à leur dernière cartouche. Le montant des pertes n'a pas encore été établi, mais elles sont plus élevées chez les troupes contre-révolutionnaires, fortement éprouvées par une de nos autos blindées.

De peur d'un encerclement complet, l'état-major de Kerenski donna l'ordre de retraite qui s'effectua dans le désordre. À minuit, les forces armées des soviets avaient occupé la totalité de Tsarskoïe Selo, y compris le poste radiotélégraphique, et les cosaques se retiraient sur Gatchina et Kolpino.

Le moral de nos troupes est au-dessus de tout éloge. L'ordre a été donné de poursuivre les cosaques en retraite. Un radiotélégramme a été envoyé immédiatement par le poste de Tsarskoïe Selo au front et aux soviets locaux.

(Les nouvelles sont diffusées au fur et à mesure de leur arrivée.)

2. Les événements du 13 novembre à Petrograd

Trois régiments de la garnison de Petrograd refusèrent de se battre contre Kerenski. Le 13 au matin, ils invitèrent soixante délégués du front à une conférence commune pour trouver un moyen de mettre fin à la guerre civile. La conférence désigna un comité chargé de se rendre auprès des troupes de Kerenski et de les décider à mettre bas les armes. Il avait été décidé de poser aux soldats gouvernementaux les questions : 1) les soldats et cosaques de Kerenski acceptent-ils de reconnaître le Tsik comme dépositaire de l'autorité gouvernementale, responsable devant le Congrès des soviets ? 2) acceptent-ils les décrets du II^e Congrès des soviets ? 3) acceptent-ils les décrets sur la terre et sur la paix ? 4) sont-ils d'accord pour cesser les hostilités et rejoindre leurs unités ? 5) consentent-ils à l'arrestation de Kerenski, Krasnov et Savinkov ?

À la séance du soviet de Petrograd, Zinoviev déclara : – Ce serait une sottise de croire que ce comité est à même de régler l'affaire. L'adversaire ne peut être écrasé que par la force. Nous courons le danger de nous laisser endormir en nous imaginant que la lutte est terminée. Il serait criminel de renoncer à une tentative, fût-elle d'un caractère général, d'obtenir le ralliement des cosaques. Nous ferons toutes les tentatives, mais, d'un autre côté, nous commettrions un crime en berçant les gardes rouges et les soldats de l'idée qu'on s'en tirera à coups de délégations. Si le calme a régné hier en ville, c'est le résultat d'une victoire militaire, c'est parce que le soulèvement des junkers de Petrograd a été écrasé... La nouvelle de l'armistice est fausse. L'état-major de la révolution sera parfaitement disposé à conclure un armistice lorsque l'ennemi sera mis hors d'état de nuire. À présent, sous l'influence de la victoire des troupes révolutionnaires, il n'est plus question des mêmes conditions qu'hier, quand Dan nous proposait de mettre bas les armes et d'ouvrir la ville à Kerenski. Le socialiste-révolutionnaire Rakitnikov, parlant au nom du Comité central de son parti, accepte généreusement d'admettre au gouvernement quelques bolcheviks qui lui agréent. C'est un écho des victoires nocturnes. D'autres groupes se cantonnent dans l'attente pour savoir qui va gagner, de Kerenski ou de la révolution, en flottant de-ci de-là au gré des oscillations de l'aiguille de la balance. Ils continueront à hésiter tant que la défaite de Kerenski ne sera pas consommée.

À la douma municipale, l'attention générale était concentrée sur la formation du nouveau gouvernement. Dans de nombreuses usines et casernes, les tribunaux révolutionnaires fonctionnaient déjà, et les bolcheviks menaçaient d'en créer plusieurs autres et de faire passer en jugement Gotz et Avksentiev. Dan proposa de lancer un ultimatum exigeant l'abolition de ces tribunaux, sans quoi les autres participants à la conférence allaient rompre sur-le-champ toute négociation avec les bolcheviks.

Chingarov, un cadet, déclara que la municipalité ne devait souscrire à aucun accord avec les bolcheviks. « Aucun accord n'est possible avec ces déments tant, qu'ils n'auront pas déposé les armes et reconnu l'autorité des tribunaux indépendants... »

Iartsev, parlant au nom du groupe *Edinstvo*, affirma qu'une entente avec les bolcheviks équivaldrait à la victoire de ces derniers.

Le maire Schreider indique, au nom des socialistes-révolutionnaires, que son parti était opposé à tout accord avec les bolcheviks. « Quant au gouvernement qui doit émaner de la volonté populaire, et puisque cette volonté, capable de donner naissance à un gouvernement, s'est exprimée lors des élections municipales, elle se trouve en fait représentée par la douma... »

Après avoir écouté d'autres orateurs, dont seul le porte-parole des mencheviks internationalistes était disposé à envisager l'admission des bolcheviks dans le nouveau gouvernement, la douma décida de maintenir sa participation à la conférence du Vikjel mais d'insister avant tout sur la restauration du Gouvernement provisoire et la non-admission des bolcheviks dans le nouveau ministère.

3. L'armistice Réponse de Krasnov au Comité pour le salut de la patrie et de la révolution

En réponse à votre télégramme au sujet d'un armistice immédiat, le commandant en chef, désireux d'éviter l'effusion du sang russe, a consenti à entamer les négociations et à établir des relations normales entre les forces du gouvernement et les insurgés. Il propose donc à l'état-major des insurgés de ramener ses troupes à Petrograd, de neutraliser la ligne Ligovo-Poulkovo-Kolpino et d'admettre librement à Tsarskoïe Selo les avant-gardes de la cavalerie gouvernementale, aux fins de maintien de l'ordre. La réponse à cette proposition doit être envoyée par l'entremise de nos parlementaires demain à 18 heures du matin au plus tard.

Major-général commandant le III^e corps de cavalerie,

Krasnov.

4. Les événements de Tsarskoïe Selo

Le jour du départ des troupes de Kerenski, quelques prêtres de Tsarskoïe Selo organisèrent, le soir, une procession dans les rues de la ville et prononcèrent des discours exhortant les

citoyens à soutenir l'autorité légitime, le Gouvernement provisoire. Les cosaques, lorsque les premiers gardes rouges entrèrent dans Tsarskoïe Selo, des témoins vinrent leur raconter que les popes avaient excité la population contre les soviets et dit des prières sur la tombe de Raspoutine, enterré derrière le palais impérial. Un des prêtres, le père Ivan Koutchourov, fut arrêté et fusillé par les gardes rouges furieux.

Au moment même où les gardes rouges pénétraient dans la ville, les lumières électriques furent éteintes et les rues plongées dans l'obscurité complète. Le directeur de la centrale, Lubovitch, fut arrêté par les forces soviétiques qui lui demandèrent pourquoi il avait coupé le courant. On le trouva un peu plus tard, dans la pièce où on l'avait enfermé, avec un revolver à la main et un trou dans la tempe.

Les journaux antibolcheviques de Petrograd parurent le lendemain portant en manchette : « Plékhanov a 39° de fièvre ! » Plékhanov qui habitait Tsarskoïe Selo, était malade au lit. Des gardes rouges vinrent perquisitionner dans sa maison : ils cherchaient des armes. Ils interrogèrent le vieillard.

– À quelle classe de la société appartenez-vous ? lui demandèrent-ils.

– Je suis un révolutionnaire, répondit Plékhanov, et depuis quarante ans j'ai consacré ma vie à la lutte pour la liberté !

– N'empêche qu'à présent, dit un ouvrier, vous vous êtes vendu à la bourgeoisie.

Les travailleurs ne connaissaient plus Plékhanov, pionnier de la social-démocratie russe !

5. Appel du gouvernement soviétique

Les unités de Gatchina, qui avaient été trompées par Kerenski, ont déposé les armes et décidé de l'arrêter. Cet homme, chef de la lutte contre-révolutionnaire, a fui. Dans son écrasante majorité, l'armée s'est prononcée pour les décisions du II^e Congrès panrusse des soviets et pour le soutien du gouvernement qui en est issu. Des dizaines de délégués du front sont accourus à Petrograd pour assurer le pouvoir soviétique de la fidélité des troupes. Aucune déformation des faits, aucune calomnie contre l'esprit révolutionnaire des ouvriers, des soldats et des marins n'ont pu aider les ennemis du peuple. La révolution des ouvriers et des soldats a triomphé.

Le Comité exécutif central du soviet des députés ouvriers et soldats s'adresse aux unités isolées qui suivent les rebelles contre-révolutionnaires. Déposez immédiatement les armes, ne versez pas le sang de nos frères pour défendre les intérêts d'une poignée de propriétaires fonciers et capitalistes. Chaque goutte de sang populaire répandue rejaillira sur vous. La Russie des ouvriers, des soldats et des paysans maudira ceux qui s'attarderont ne fût-ce qu'un instant encore, sous les drapeaux des ennemis du peuple.

Cosaques passez au peuple victorieux ! Cheminots, postiers, télégraphistes, tous, comme un seul homme, soutenez le nouveau pouvoir populaire.

Appendice

CHAPITRE X

1. Les dégâts du Kremlin

[Retour à la table des matières](#)

J'ai pu me rendre compte par moi-même des dégâts causés au Kremlin que j'ai visité aussitôt après le bombardement. Le petit palais Nicolas, édifice de piètre importance, qui servait quelquefois aux réceptions d'une des grandes-duchesses, avait été utilisé comme caserne par les junkers. Il fut non seulement bombardé, mais encore passablement saccagé ; par chance, il ne contenait rien qui eût une valeur historique particulière.

La cathédrale de l'Assomption avait eu un de ses dômes traversé par un obus, il lui manquait quelques pieds carrés de mosaïque au plafond, sinon, elle n'avait pas souffert. Un autre obus avait sérieusement endommagé les fresques du portail de la cathédrale de l'Annonciation, un troisième avait emporté un coin du clocher d'Ivan le Grand. Le monastère Tchoudov avait été touché une trentaine de fois, mais un obus seulement avait pénétré par une fenêtre à l'intérieur : tous les autres n'avaient fait que briser les moulures en brique des fenêtres et les corniches du toit.

L'horloge de la porte du Sauveur était fracassée. La porte de la Trinité avait souffert, mais était facile à réparer. Une des tours d'angle avait perdu sa flèche de brique.

L'église saint-Basile n'était pas endommagée, pas plus que le Grand Palais dont les caves contenait toutes les richesses artistiques de Moscou et de Petrograd, et la Trésorerie avec les bijoux de la couronne. Personne n'y avait mis les pieds.

2. La déclaration de Lounatcharski

Camardes !

...Vous êtes les jeunes maîtres du pays et, bien qu'à l'heure actuelle vous ayez de nombreux sujets de réflexion et de préoccupation, vous saurez également sauvegarder votre patrimoine artistique et scientifique.

Camarades ! Un terrible et irréparable malheur a frappé Moscou. La guerre civile a été cause du bombardement de plusieurs quartiers. Des incendies se sont allumés. Des destructions ont eu lieu. Quelle horreur indicible que d'être commissaire à l'Éducation populaire en ces temps de ruine totale et de guerre féroce, impitoyable, dévastatrice. En ces jours pénibles, seul nous fait vivre l'espoir de la victoire du socialisme, source d'une culture nouvelle et supérieure qui nous récompensera et nous consolera de tout. Pourtant c'est sur moi que pèse la responsabilité de sauvegarder le patrimoine artistique du peuple...

On ne saurait demeurer à un poste où on se sent impuissant. C'est pourquoi j'ai donné ma démission ¹³⁵.

Je vous supplie, camarades, soutenez-moi, aidez-moi. Préservez pour vous-mêmes et pour vos descendants les trésors de notre pays. Soyez les gardiens des biens du peuple...

Bientôt, les gens les plus incultes, ceux que l'absolutisme avait si longtemps maintenus dans l'ignorance, s'éduqueront et comprendront quelle source de joie, de force et de sagesse nous offrent les œuvres d'art.

Peuple travailleur russe, sois un maître diligent et parcimonieux !

Citoyens, tous tant que vous êtes, sauvegardez notre richesse commune !

Le commissaire du peuple à l'Éducation,

A. Lounatcharski.

16 novembre 1917.

¹³⁵ Voir note 2, p. 265. (Note du traducteur.)

3. Questionnaire à l'usage de la bourgeoisie

| | | |
|--|----------------------------------|--|
| Arrondissement N° Adresse Rue ou ruelle | Nom Prénom Patronyme N° | Comité de maison N° Appartement n° |
|--|----------------------------------|--|

| | | |
|------|-----|--------------------|
| Sexe | Âge | Réerves existantes |
|------|-----|--------------------|

| | | | |
|--------|------------------|-----------|------|
| Tissus | <i>Archines*</i> | Vêtements | Nbre |
|--------|------------------|-----------|------|

| | | |
|--------------------|--|--|
| Recettes. Dépenses | Pour linge Pour vêtements légers (complets) Pour vêtements épais (pardessus) | Pardessus (d'hiver, d'état et de demi-saison) Robes et complets Linge Chaussures (paires) Caoutchoucs (paires) |
|--------------------|--|--|

Je certifie que les renseignements ci-dessus sont exacts et que je n'ai pas reçu de cartes ailleurs.

Moscou, le. 191.

Signature

Sceau du comité de maison

Signature du locataire

4. Une mesure révolutionnaire

ORDRE

En vertu des pouvoirs qui me sont confiés par le Comité militaire révolutionnaire après des soviets des députés ouvriers et soldats de Moscou, je décrète :

1. Toutes les banques et leurs agences, la Caisse centrale d'Épargne d'État et ses succursales, les caisses d'épargne des bureaux de poste seront ouvertes, à partir du 22 novembre, et jusqu'à nouvel ordre, de 11 heures du matin à 1 heure de l'après-midi.
2. La semaine prochaine, les établissements indiqués ci-dessus effectueront sans restriction aucune le paiement aux dépositaires des sommes ne dépassant pas 150 roubles par compte courant ou livret de caisse d'épargne.
3. Le paiement hebdomadaire des sommes supérieures à 150 roubles par compte courant ou livret de caisse d'épargne, de même que tout paiement au titre d'autres comptes, ne sont autorisés pendant trois jours prochains – les 22, 23 et 24 novembre – que dans les cas suivants :
 - a) sur les comptes des unités militaires pour la satisfaction de leurs besoins ;
 - b) Pour le règlement des salaires des employés et ouvriers, sur présentation de listes certifiées exactes par les comités d'usine ou par les conseils d'employés et visées par les commissaires ou représentants du Comité militaire révolutionnaire et des comités militaires révolutionnaires de quartier.
4. Les mandats postaux donnent lieu à des paiements ne dépassant pas 150 roubles, toute somme supérieure étant versée en compte et les retraits s'effectuant conformément aux dispositions générales du présent décret.
5. Toutes autres opérations bancaires sont interdites pendant ces trois jours.
6. Les versements en espèces à tous les comptes sont autorisés sans restriction.
7. Les représentants du Conseil des Finances habilités à viser les autorisations énumérées au § 3 reçoivent dans les locaux de la Bourse, rue Ilinka, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.
8. Les banques et caisses d'épargne font parvenir le relevé quotidien de leurs opérations, à 5 heures de l'après-midi, au siège du soviet, place Skobélev, à l'adresse du Comité militaire révolutionnaire, pour le conseil des Finances.
9. Les employés et directeurs des établissements de crédit de tout genre qui refusent d'obéir au présent décret sont poursuivis selon toute la rigueur de la loi révolutionnaire, en tant qu'ennemis de la révolution et des larges masses populaires. Leurs noms sont portés à la connaissance de tous.
10. Afin de contrôler, dans les limites du présent décret, les opérations des succursales des caisses d'épargne et des banques, les comités militaires révolutionnaires élisent chacun trois représentants et font connaître l'endroit où ils tiennent séance.

Appendice

CHAPITRE XI

1. Les limites chronologiques du chapitre

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre s'étend sur une période d'environ deux mois. Il correspond à l'époque des négociations avec les Alliés, des pourparlers et l'armistice avec les Allemands, et le début des négociations de paix de Brest-Litovsk, ainsi qu'aux semaines où furent posées les fondations de l'État soviétique.

Je n'avais toutefois pas l'intention de décrire et de commenter dans mon livre ces événements historiques importants qui exigent plus de place. Je les réserve pour un autre volume. *De Kornilov à Brest-Litovsk*¹³⁶.

Dans ce chapitre, je me borne donc à parler des tentatives du gouvernement soviétique pour consolider son pouvoir politique à l'intérieur du pays et j'esquisse les victoires successives qu'il a remportées sur les éléments hostiles en Russie même, victoires qui ont été provisoirement interrompues par la désastreuse paix de Brest-Litovsk.

2. Préambule de la déclaration des droits des peuples de Russie

La révolution ouvrière et paysanne d'Octobre a commencé sous le drapeau commun de l'émancipation.

Les paysans sont affranchis du pouvoir des propriétaires fonciers, car le droit de propriété des seigneurs sur la terre n'existe plus : il a été aboli. Les soldats et marins sont affranchis du pouvoir des généraux autocrates, car désormais les généraux seront élus et révocables. Les ouvriers sont affranchis des caprices et de l'arbitraire des capitalistes, car désormais est instauré le contrôle ouvrier des usines et fabriques. Tout ce qui est vivant et viable est affranchi des chaînes odieuses.

¹³⁶ Voir, *Préface de l'auteur*, note 2.

Du temps du tsarisme, les peuples de Russie étaient systématiquement excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : les massacres et les pogroms d'une part, et, de l'autre, l'esclavage des populations.

Il n'y a plus, il ne saurait y avoir de retour à cette honteuse politique de provocation. Dorénavant, elle doit céder la place à une politique d'union volontaire et loyale des nationalités de Russie.

À l'époque de l'impérialisme, lorsque, après la révolution de Mars, le pouvoir est passé à la bourgeoisie cadet, la politique de provocation ouverte a été remplacée par une politique de méfiance peureuse à l'égard des minorités nationales de Russie, une politique de chicanes et d'exclusion qui s'abritait derrière des déclarations verbales concernant la « liberté » des peuples. Les résultats de cette politique sont connus : c'est le renforcement de l'hostilité entre les populations, la diminution de la confiance réciproque.

Il faut mettre fin à cette indigne politique du mensonge et de méfiance, de chicanes et de provocations. Elle doit être abandonnée pour une politique franche et loyale qui instaurera entre les peuples de Russie des rapports de confiance mutuelle totale.

Seule cette confiance peut cimenter l'union des ouvriers et paysans des peuples de Russie pour en faire une force révolutionnaire capable de résister à toutes les atteintes de la bourgeoisie impérialiste et annexionniste.

3. Décrets

DÉCRET SUR LA NATIONALISATION DES BANQUES

Dans l'intérêt de l'organisation rationnelle de l'économie nationale et de la suppression définitive de la spéculation bancaire, pour mettre fin à l'exploitation par le capital bancaire des ouvriers, des paysans et de toute la population laborieuse, et en vue de créer une banque populaire unique de la République russe, qui serait véritablement au service du peuple et des classes les plus pauvres, le Comité exécutif central décrète :

1. Le système bancaire est déclaré monopole d'État ;
2. Toutes les banques privées et tous les complots bancaires existants sont fusionnés dans la banque d'État ;
3. La banque d'État prend à son compte l'actif et le passif des établissements liquidés ;
4. Les modalités de la fusion des banques privées dans la banque d'État feront l'objet d'un décret spécial ;
5. La gestion provisoire des affaires des banques privées est confiée au Conseil de la Banque d'État ;
6. Les intérêts des petits dépositaires seront entièrement sauvegardés.

**DÉCRET SUR L'ÉGALITÉ
EN DROITS DE TOUS LES MILITAIRES**

En exécution de la volonté du peuple révolutionnaire quant à l'abolition aussi rapide et définitive que possible de toutes les survivances, dans l'armée, de l'inégalité du passé, le Conseil des commissaires du peuple décrète :

1. Tous les grades et titres militaires, à partir du grade de caporal jusqu'à celui de général, sont abolis ; l'armée de la République russe se compose désormais de citoyens libres et égaux qui portent le titre honorable de soldats de l'armée révolutionnaire,
2. Tous les privilèges attachés aux anciens grades et titres, ainsi que tous les signes distinctifs, sont abolis ;
3. Toute mention orale de grade dans les rapports entre militaires est abolie ;
4. Toutes les décorations et autres insignes sont abolis ;
5. Avec la disparition du grade d'officier, toutes les organisations réservées aux officiers sont dissoutes ;
6. Le service de planton existant dans l'armée active est supprimé.

Note : Les plantons subsistent uniquement dans les bureaux de régiment, comités et autres organisations de l'armée.

Le président du Conseil des commissaires du peuple, V. Oulianov (Lénine) ; le commissaire du peuple aux affaires militaires et navales, N. Krylenko ; le commissaire du peuple aux affaires militaires, N. Podvoïski ; les commissaires du peuple adjoints aux affaires militaires, Kredrov, Skalianski, Legragne, Mékhanochine ; le secrétaire du conseil, N. Gorbounov. 16 décembre 1917.

**DÉCRET SUR LE PRINCIPE ÉLECTIF
ET L'EXERCICE DE L'AUTORITÉ DANS L'ARMÉE**

1. L'armée, qui sert la volonté du peuple travailleur, obéit à son expression suprême, la volonté du Conseil des commissaires du peuple.
2. Dans le cadre de chaque unité et de chaque groupement d'unités, toute l'autorité appartient aux comités et soviets de soldats.
3. Les secteurs de la vie et de l'activité des troupes qui sont déjà de la compétence des comités passent désormais sous leur direction immédiate. Les secteurs de l'activité des troupes dont les comités ne peuvent assumer la direction sont placés sous leur contrôle ou sous le contrôle des soviets.
4. Les cadres de commandement et les fonctionnaires militaires sont élus. Les commandants des unités, jusques et y compris le régiment, sont élus au suffrage universel par leur section, escouade, compagnie, détachement, escadron, batterie, bataillon ou régiment, jusques et y compris le commandant en chef, sont élus par les

congrès des unités intéressées ou par des conférences réunies auprès des comités de ces unités.

Note : Il faut entendre par « conférence » la réunion du comité de l'unité intéressée avec les délégués des comités de l'échelon immédiatement inférieur.

5. Les commandants élus des unités plus importantes que les régiments sont confirmés dans leurs fonctions par le Comité supérieur le plus proche.

Note : En cas de refus motivé, par le Comité supérieur, de confirmer dans ses fonctions un commandant élu, ce dernier, s'il est réélu par le comité dont il relève, doit être obligatoirement confirmé dans ses fonctions.

6. Les commandants d'armée sont élus par les congrès d'armée. Les commandants de front sont élus par les congrès de front.

7. Les fonctions techniques qui exigent une formation ou des connaissances spéciales ou toute autre préparation pratique, telles que les fonctions de médecin, ingénieur, technicien, télégraphiste, radiotélégraphiste, pilote, chauffeur, etc. sont réservés aux personnes possédant la compétence nécessaire, qui sont désignées par les comités des unités intéressées.

8. Les chefs d'état-major sont élus par les congrès qui les choisissent parmi les personnes possédant la formation spéciale adéquate.

9. Tous les autres membres d'un état-major sont désignés par le chef de ce dernier et confirmés dans leurs fonctions par le congrès compétent.

Note : Toutes les personnes ayant reçu une formation spéciale font l'objet d'un recensement particulier.

10. Les commandants d'un âge supérieur à celui des soldats du contingent et qui, faute d'avoir été élus à un poste quelconque, se trouvent dans la situation de simple soldat, sont admis à faire valoir leur droit à la retraite.

11. Les commandants élus nomment les titulaires de tous les postes autres que ceux de commandement sauf dans les services administratifs.

12. Une instruction détaillée pour les élections des cadres de commandement sera promulguée séparément.

Le président du Conseil des commissaires du peuple, V. Oulianov (Lénine) ; le commissaire du peuple aux affaires militaires et navales, N. Krylenko ; le commissaire du peuple aux affaires militaires, N. Podvoïski ; les commissaires du peuple adjoints aux affaires militaires, Kredrov, Skalianski, Legragne, Mékhanochine ; le secrétaire du conseil, N. Gorbounov.

*DÉCRET SUR L'ABOLITION
DES ORDRES ET DES TITRES CIVILS*

Art. 1. Tous les ordres et toute subdivision des citoyens en ordre, qui existaient jusqu'à présent en Russie, les privilèges et les restrictions qui y étaient attachés, les organisations et institutions qui s'y rapportaient, de même que tous les grades civils, sont abolis.

Art. 2. Toutes les qualifications (noble, marchand, petit-bourgeois, paysan, etc.), tous les titres nobiliaires (duc, comte, etc.) et toutes les désignations de grades civils (conseiller secrets, d'États, etc.) sont abolis et remplacés par la dénomination, commune à toute la population de Russie, de citoyen de la République russe.

Art. 3. Les biens des institutions de l'ordre de la noblesse sont, dans chaque localité, immédiatement remis aux zemstvos.

Art. 4. Les biens des institutions de l'ordre des marchands et de celui de la petite bourgeoisie sont, dans chaque localité, immédiatement mis à la disposition de la municipalité.

Art. 5. Tous les établissements appartenant aux ordres, ainsi que leurs dossiers et archives sont, dans chaque localité, immédiatement remis à l'administration autonome municipale ou rurale compétente.

Art. 6. Toutes les dispositions des lois antérieures relatives à ces questions sont abrogées.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation ; il est immédiatement mis en application par les soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans.

Le présent décret a été ratifié par le Comité exécutif central des soviets des députés ouvriers et soldats, dans sa séance du 23 novembre 1917.

Signé : Le président du Comité exécutif central, Sverdlov ; le président du Conseil des commissaires du peuple, V. Oulianov (Lénine) ; le chef du service administratif du conseil des commissaires du peuple, V. Bontch-Brouiévitich ; le secrétaire du conseil, N. Gorbounov.

Le 3 décembre, le conseil des commissaires du peuple décida de « réduire les traitements de tous les fonctionnaires et employés sans exception, dans toutes les administrations d'État ».

Pour commencer, le Conseil fixa le traitement de commissaire du peuple à 500 roubles par mois, plus 100 roubles pour chaque membre adulte de la famille, inapte au travail.

C'était le plus haut traitement accordé à un fonctionnaire.

4

La comtesse Panina fut arrêtée et jugée par le Tribunal révolutionnaire suprême. Son procès sera décrit dans mon prochain volume, de *De Kornilov à Brest-Litovsk*¹³⁷ au chapitre « La justice révolutionnaire ». La prisonnière fut condamnée à « restituer l'argent et être livrée à l'opprobre public ». Autrement dit, elle fut relâchée.

5

Le nouveau régime tourné en ridicule *Extrait du Droug Naroda (menchevique) du 18 novembre :*

L'histoire de « la paix immédiate » des bolcheviks rappelle un film comique. Nératov fuit, Trotsky le poursuit. Nératov escalade un mur, Trotsky en fait autant. Nératov plonge à l'eau, Trotsky s'y jette à sa suite. Nératov monte sur un toit, Trotsky grimpe après lui. Nératov se cache en rampant sous un lit, même là, Trotsky lui donne la chasse. Attrapé ! Bien entendu, la paix est signée sur-le-champ.

Le ministère des affaires étrangères est désert et silencieux. Les courriers ont l'air respectueux, mais leur expression est sarcastique.

Et si l'on arrêtait l'ambassadeur, pour signer avec lui l'accord d'armistice ou même le traité de paix ? Mais ces ambassadeurs sont des drôles de gens. Ils s'obstinent à se taire comme s'ils n'entendaient rien. Eh là, Angleterre, France, Allemagne ! Nous avons signé un armistice avec vous. Se peut-il que vous n'en sachiez rien ? Pourtant c'est imprimé dans tous les journaux et affiché sur tous les murs. Parole de bolchevik, la paix est déjà signée ! Nous ne vous demandons rien, sauf de tracer deux mots...

Les ambassadeurs se taisent. Les puissances se taisent. Le ministère des Affaires étrangères est désert et silencieux.

– Écoutez, dit Robespierre-Trotsky à son adjoint Marat-Uritsk ; rendez-vous chez l'ambassadeur d'Angleterre et dites-lui que nous proposons la paix.

– Allez-y vous-même, répond Marat-Ouritski. Il ne reçoit pas.

– Alors, téléphonez-lui.

– J'ai essayé, il a décroché l'écouteur.

– Envoyez-lui un télégramme.

– C'est fait.

– Et alors ?

Marat-Ouritski sourit et ne répond pas. Furieux, Robespierre-Trotsky crache dans un coin.

¹³⁷ Voir, *Préface de l'auteur*, note 2.

- Écoutez, Marat, recommence Trotsky au bout d'un instant, nous devons à tous prix montrer au monde que nous menons une politique étrangère active. Comment nous y prendre ?
- Décrétez une fois de plus l'arrestation de Nératov, répond Ouristki d'un air profond.
- Marat, vous êtes un imbécile ! s'exclame Trotsky. Soudain, il se dresse, menaçant, imposant ; en cet instant, il ressemble vraiment à Robespierre.
- Écrivez, Ouritski ! dit-il sévèrement. Écrivez une lettre à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, une lettre recommandée avec une réponse payée. Écrivez ! Moi aussi, je vais écrire. Tous les peuples du monde attendent une paix immédiate.

Dans le ministère des affaires étrangères, désert et immense, on n'entend que le bruit de deux machines à écrire. Trotsky mène une politique étrangère active, de sa propre main.

6. Sur la question de l'accord

À L'ATTENTION DE TOUS LES OUVRIERS ET DE TOUS LES SOLDATS

Le 11 novembre, s'est tenue au club du régiment Préobrajenski une réunion extraordinaire des représentants de toutes les unités de la garnison de Petrograd.

Cette réunion a eu lieu sur l'initiative des régiments Préobrajenski et Sémenovski, pour discuter des questions suivantes : quels partis socialistes sont pour le pouvoir soviétique, lesquels sont contre, lesquels sont pour le peuple, lesquels sont contre lui, un accord est-il possible ?

Étaient invités à la réunion les représentants du Comité exécutif central des soviets, de la douma municipale, du soviet paysan d'Avksentiev et de tous les partis politiques, depuis les bolcheviks jusqu'aux socialistes populistes, inclusivement.

À la suite d'une longue discussion et après avoir entendu les interventions des représentants de tous les partis et organisations, l'assemblée a constaté ; à une majorité écrasante, que seuls les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche sont pour le peuple, alors que tous les autres partis ne font que s'abriter derrière le mot d'ordre d'accord pour ravir au peuple les conquêtes de la grande révolution d'Octobre des ouvriers et des soldats.

Voici le texte de la résolution adoptée à cette réunion de la garnison de Petrograd par 61 voix contre 1 avec 12 abstentions :

La réunion de garnison, convoquée sur l'initiative des régiments Preobrajenska et Sémenovski, ayant entendu les représentants de tous les partis socialistes et des organismes publics sur la question de l'accord, constate : 1° que les représentants du Comité exécutif central des soviets (II^e législature), ceux des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche ont déclaré être partisans du pouvoir soviétique et des décrets sur la terre, sur la paix et sur le contrôle de la production, et admettre sur cette base un accord entre les partis socialistes ; 2° que les représentants des autres partis

(socialistes-révolutionnaires et mencheviks) se sont ou bien abstenus de répondre ou bien ouvertement déclarés contre le pouvoir soviétique et contre les décrets sur la terre, sur la paix et sur le contrôle.

En conséquence, l'assemblée décide :

1. D'infliger un blâme sévère aux partis qui, sous couvert du mot d'ordre d'accord, veulent en fait anéantir les conquêtes arrachées par le peuple pendant les journées de la révolution d'Octobre ; 2, D'exprimer son entière confiance au Comité exécutif central et au Conseil des commissaires du peuple et de leur promettre le soutien le plus complet.

En même temps l'assemblée juge indispensable que les camarades socialistes-révolutionnaires de gauche entrent dans le gouvernement populaire.

*Conférence des représentants
des unités de la garnison de Petrograd.*

7. Le pillage des caves.

On devait apprendre plus tard qu'il existait une organisation spéciale entretenue par les cadets pour fomenter des troubles parmi les soldats. Les casernes étaient informées par téléphone qu'il y avait distribution de vin à telle adresse et lorsque les hommes s'y présentaient, un individu leur indiquait l'emplacement de la cave.

Le Conseil des commissaires du peuple désigna un commissaire chargé de la répression de l'ivrognerie qui, tout en mettant impitoyablement fin au pillage des caves fit détruire des centaines de milliers de bouteilles. Les caves du Palais d'Hiver qui contenaient des crus rares évalués à plus de cinq millions de dollars furent inondées ; les réserves furent ensuite expédiées à Cronstadt et détruites.

À cette occasion, les marins de Cronstadt – « La fleur et l'orgueil de la révolution », comme les appelait Trotsky – firent preuve d'une discipline de fer.

8. Les spéculateurs

Voici deux ordres les concernant :

LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE AU COMITÉ MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

La débâcle dans le domaine du ravitaillement, due à la guerre et à l'incurie, s'aggrave à l'extrême du fait des spéculateurs, des maraudeurs et de leurs complices dans les chemins de fer, les compagnies de navigation, les entreprises de transport, etc.

Alors que le peuple se trouve en butte aux calamités les plus grandes, ces rapaces criminels sacrifient à leur amour du gain la santé et la vie de millions de soldats et d'ouvriers.

Une telle situation ne saurait être tolérée un jour de plus.

Le Conseil des commissaires du peuple invite le Comité militaire révolutionnaire à prendre les mesures les plus énergiques pour mettre fin à la spéculation et au sabotage, à la dissimulation des stocks, aux entraves délibérément apportées à l'expédition des marchandises, etc.

Toute personne coupable de tels actes sera, sur décision spéciale du Comité militaire révolutionnaire, immédiatement arrêtée et incarcérée à Cronstadt en attendant de comparaître devant le tribunal militaire révolutionnaire.

Toutes les organisations populaires doivent participer à la lutte contre les pirates de l'alimentation.

Le président du Conseil des commissaires du peuple ;

V. Oulianov (Lénine).

À TOUS LES CITOYENS HONNÊTES

Le comité militaire révolutionnaire décrète :

Les pillards, maraudeurs et spéculateurs sont déclarés ennemis du peuple...

Le Comité militaire révolutionnaire invite tous les organismes publics, tous les citoyens honnêtes, à lui signaler immédiatement tous les cas de pillage, de maraudage et de spéculation qui parviennent à leur connaissance.

La lutte contre ce fléau est l'affaire commune de tous les honnêtes gens. Le comité militaire révolutionnaire compte sur l'appui de tous ceux qui sont chers les intérêts du peuple.

Le Comité militaire révolutionnaire se montrera impitoyable dans sa poursuite des spéculateurs et des maraudeurs.

Le Comité militaire révolutionnaire.

Petrograd, le 2 décembre 1917.

9. La lettre de Pourichkévitch à Kalédine

La situation de Petrograd est désespérée. La ville est isolée du monde extérieur et se trouve entièrement au pouvoir des bolcheviks. Les gens sont arrêtés dans la rue, précipités dans la Neva, noyés, emprisonnés sans jugement. Bourtsev lui-même se trouve à la forteresse Pierre-et-Paul au régime le plus rigoureux.

L'organisation que je dirige s'emploie sans répit à rassembler et à armer les officiers et ce qui reste des écoles militaires. Seule la création de régiments d'officiers et de junkers

peut sauver la situation. En les lançant à l'attaque, on pourrait, après un succès initial, gagner les unités locales ; sinon, impossible de compter sur un seul soldat, car les meilleurs d'entre eux sont divisés et terrorisés par la canaille dans tous les régiments sans exception. Quant aux cosaques, une partie considérable d'entre eux a succombé à la propagande, en raison de l'étrange politique de Doutov qui a laissé passer le moment où les actes énergiques pouvaient encore donner des résultats. La politique des sollicitations et des exhortations a porté ses fruits : tous les honnêtes gens sont persécutés et traqués, le pouvoir appartient aux criminels et à la populace qu'on ne pourra mater désormais qu'à coups d'exécutions et de pendaisons publiques.

Nous vous entendons, mon général, et au moment de votre approche nous attaquerons avec toutes les forces disponibles. Mais pour cela nous devons établir une liaison avec vous et avant tout obtenir les éclaircissements suivants :

1. Savez-vous que tous les officiers susceptibles de prendre part à la lutte qui nous attend ont reçu, en votre nom, la proposition de quitter Petrograd sous prétexte de se joindre à vous ?
2. À quel moment à peu près peut-on compter sur votre arrivée à Petrograd ? Il serait utile que nous en soyons avertis à l'avance afin de coordonner nos actions.

Malgré la passivité criminelle des éléments conscients de la capitale qui acceptent le joug bolchevique, malgré l'extraordinaire apathie d'une partie considérable des officiers que nous avons beaucoup de peine à regrouper, nous croyons que la vérité est de notre côté et qu'en agissant au nom de l'amour de la patrie et pour son salut, nous triompherons des forces du vice et des ténèbres. Quoi qu'il arrive, nous ne perdons pas courage et saurons tenir jusqu'au bout.

Traduit devant le tribunal révolutionnaire, Pourichkévitich fut condamné à une brève peine de prison.

10. Arrêté obligatoire

1. L'état de siège est décrété à Petrograd.
2. Les réunions, meetings et rassemblements de toutes sortes dans les rues et sur les places sont interdits.
3. Les tentatives de pillage des caves de vin, entrepôts, boutiques, magasins, appartements particuliers, etc., seront réprimés par un tir de mitrailleuse sans sommation.
4. Il est formellement prescrit aux comités de maison, portiers concierges et miliciens de maintenir l'ordre le plus strict dans les immeubles, les cours et les rues. Les portes cochères et entrées des immeubles doivent rester fermées de 9 heures du soir à 7 heures du matin. Après 9 heures du soir, ne peuvent sortir que les locataires, sous le contrôle du comité de maison.

5. Les personnes coupables de distribution, de vente ou d'achat de boissons alcoolisées ou de violation des dispositions des paragraphes 2 et 4 ci-dessus seront immédiatement arrêtées et publiées selon toute la rigueur de la loi.

*Le Comité de lutte contre les désordres
auprès du Comité exécutif des députés
ouvriers et paysans.*

Petrograd, le 6 décembre, 3 heures du matin.

11. Décret sur le monopole des annonces

1. L'insertion à titre onéreux d'annonces dans les organes périodiques de presse, ainsi que dans des recueils et affiches, de même que la remise d'annonces aux kiosques, bureaux, et autres établissements de ce genre, sont déclarées monopole d'État.

2. L'insertion de telles annonces est réservée aux publications du gouvernement provisoire ouvrier, soldat et paysan. L'insertion d'annonces dans les publications n'y ayant pas droit entraîne la suppression de ces dernières.

3. Les propriétés des journaux et des agences recevant les annonces de même que tous les employés des comptoirs, messageries et toutes entreprises de ce genre, doivent demeurer à leur poste jusqu'au transfert à l'État, représenté par les publications indiquées ci-dessus, de leur établissement ; ils assument la responsabilité de celui-ci quant à sa bonne marche ininterrompue et en ce qui concerne la remise aux publications soviétiques de toutes les annonces privées et des sommes encaissées pour ces dernières, avec toutes pièces comptables justificatives à l'appui.

4. Tous les directeurs des publications et entreprises s'occupant de l'insertion d'annonces à titre onéreux, ainsi que tous leurs employés et travailleurs, s'engagent à se réunir sans délai dans leurs villes respectives pour former d'abord des sections syndicales locales, ensuite un syndicat panrusse, en vue de contribuer à une organisation meilleure et plus rationnelle du système d'insertion d'annonces privées dans les publications soviétiques, ainsi qu'à l'élaboration de règles de dépôt et d'insertion de ces annonces, plus commodes pour la population.

5. Les personnes coupables d'avoir dissimulé des documents ou des sommes d'argent, ou saboté les dispositions des paragraphes 3 et 4, sont passibles d'une peine d'emprisonnement de 3 ans au maximum et de la confiscation de tous leurs biens.

6. L'insertion à titre onéreux dans des publications privées d'annonces camouflées sous forme de comptes rendus, articles publicitaires, etc., entraîne les mêmes peines.

7. La confiscation des agences s'occupant de recueillir et de placer des annonces s'accompagne, en cas de besoin du versement par l'État à leurs propriétaires d'un secours temporaire. Les petits propriétaires, dépositaires et actionnaires des entreprises confisquées sont remboursés intégralement.

8. Toutes les publications, agences, messageries et autres entreprises s'occupant d'insertion d'annonces à titre onéreux doivent se faire immédiatement connaître aux soviets des députés ouvriers et soldats et procéder au transfert de leurs affaires, sous peine des sanctions prévues au paragraphe 5.

Le président du Conseil des commissaires du peuple,

V. Oulianov

(LÉNINE) ; le commissaire du peuple à l'éducation,

*A. V. LOUNATCHARSKI ; contresigné par
N. GORBOUNOV, secrétaire.*

12. Proclamation

À LA POPULATION

Camarades ouvriers, soldats et paysans, tous les camarades travailleurs !

La révolution ouvrière et paysanne a définitivement triomphé à Moscou à Petrograd et à Moscou.

Chaque jour, chaque heure, le nouveau gouvernement reçoit du front et de la campagne des messages de soutien... La révolution ouvrière et paysanne est sûre de vaincre, car la plus grande partie du peuple s'est ralliée à elle.

Il va de soi que les propriétaires fonciers et les capitalistes, les employés et les fonctionnaires étroitement liés à la bourgeoisie, bref tous les riches et ceux qui s'accrochent à leurs basques sont hostiles à la nouvelle révolution, qu'ils s'opposent à son triomphe, lui créent des obstacles de toutes sortes, la freinent tantôt directement tantôt indirectement, menacent de suspendre le fonctionnement des banques, sabotent ou arrêtent le travail dans diverses administrations. Tout ouvrier conscient comprend parfaitement bien que nous devons nous heurter à une pareille opposition, car les hauts fonctionnaires se recrutaient parmi les éléments hostiles au peuple et qu'ils n'acceptent pas de lui céder sans résistance les positions qu'ils occupent. Cette résistance ne saurait effrayer un seul instant les classes laborieuses...

Nous avons avec nous la majorité du peuple. Nous avons avec nous la majorité des travailleurs et des opprimés du monde entier. Nous avons avec nous la justice. Notre victoire est assurée.

La résistance des capitalistes et des hauts fonctionnaires sera brisée. Nous ne déposséderons pas une seule personne de ses biens sans une loi spéciale sur la nationalisation des banques et des sociétés financières. Cette loi est en préparation. Pas un seul ouvrier, pas un seul travailleur ne sera lésé d'un kopeck, au contraire, il recevra une assistance. Sans établir actuellement de nouveaux impôts, le gouvernement considère comme sa première tâche le contrôle le plus strict de la perception des impôts déjà existants, et cela sans dissimulation aucune.

Camarades travailleurs, n'oubliez pas qu'à présent vous dirigez vous-mêmes l'État. Personne ne vous aidera si vous ne vous unissez pas et ne prenez pas dans vos propres mains toutes les affaires de l'État. Désormais, vos soviets sont les organes de l'autorité, des organes souverains ayant pouvoir de décision.

Serrez les rangs autour de vos soviets. Renforcez-les. Mettez-vous au travail à la base, vous-mêmes, sans attendre personne. Faites régner l'ordre révolutionnaire le plus rigoureux, écrasez impitoyablement les tentatives anarchiques des ivrognes, des voyous, des junkers contre-révolutionnaires, des kornilovistes.

Instaurez le contrôle le plus strict de la fabrication et de la comptabilité des produits. Arrêtez et traduisez devant le tribunal révolutionnaire quiconque oserait nuire à la cause du peuple, soit en sabotant (détériorant, freinant, torpillant) la production, soit en dissimulant les stocks de blé et de vivres, soit en retardant les envois de blé, soit en désorganisant les chemins de fer, les postes, téléphones et télégraphes, ou, d'une façon générale, s'opposant de n'importe quelle manière à la grande œuvre de paix, à l'œuvre de transfert des terres aux paysans, à l'œuvre d'application du contrôle ouvrier sur la fabrication et la répartition des produits.

Camarades ouvriers, soldats, paysans, tous les camarades travailleurs ! Partout sur place, assurez le pouvoir de vos soviets... Peu à peu, avec le consentement et l'approbation de la majorité des paysans, grâce à leur expérience et à celle des ouvriers, nous avancerons fermement et résolument vers la victoire du socialisme que viendra raffermir l'avant-garde ouvrière des pays les plus civilisés et qui apportera aux peuples une paix durable et les affranchira de tout joug et de toute exploitation.

Le président du Conseil des commissaires du peuple,

V. Oulianov (Lénine).

Petrograd, le 18 novembre 1917.

13. Appels et contre-appels

LES EMPLOYÉS DES BANQUES D'ÉTAT ET DES BANQUES PRIVÉES À LA POPULATION DE PETROGRAD

Camarades ouvriers, soldats et citoyens !

Dans une « communication extraordinaire », le Comité militaire révolutionnaire accuse les travailleurs des établissements bancaires et autres, d'État et privés, de « saboter » l'activité du gouvernement qui s'emploie à ravitailler le front.

Camarades et citoyens, n'ajoutez pas foi à cette calomnie dirigée contre nous qui formons un détachement de l'armée du travail.

Aussi difficile qu'il nous soit de travailler sous la perpétuelle menace d'immixtion violente dans notre vie laborieuse, aussi pénible qu'il soit de se dire que la patrie et la

révolution se trouvent au bord de l'abîme, nous tous, employés, commis, comptables, travailleurs, garçons de course, etc., du plus petit au plus grand, nous continuons à nous acquitter de celles de nos obligations qui concernent le ravitaillement du front et du pays en vivres et en munitions.

Camarades ouvriers et soldats, on compte sur votre manque d'information dans les questions financières et bancaires pour vous exciter contre les travailleurs comme vous ; ceux qui le font cherchent à rejeter ainsi la responsabilité qu'ils portent vis-à-vis de nos frères soldats qui souffrent de la faim et qui meurent au front, à la rejeter sur des travailleurs innocents qui accomplissent leur devoir malgré la misère et la désorganisation générales.

Souvenez-vous, ouvriers et soldats ! Les employés ont toujours défendu et continueront à défendre les intérêts du peuple laborieux dont ils font partie ; ils n'ont jamais retardé et ne retarderont jamais le paiement d'un seul kopeck nécessaire au front et aux ouvriers.

Depuis le 6 novembre jusqu'au 23 novembre, c'est-à-dire en 17 jours, 500 millions de roubles ont été transférés au front et 120 millions à Moscou, sans compter les sommes expédiées dans d'autres villes.

Tout en sauvegardant les biens de la nation dont seul le peuple russe, représenté par l'Assemblée constituante, est le maître souverain, les employés refusent uniquement de fournir de l'argent pour des dépenses dont ils ignorent la nature.

Ne croyez pas les calomnieurs qui vous incitent à des actes de justice sommaire.

*Le bureau central de l'Union panrusse
des employés de la Banque d'État.*

*Le Bureau central du Syndicat panrusse
des employés des établissements de crédit.*

À LA POPULATION DE PETROGRAD

Citoyens ! Ne croyez pas les calomnies que des gens irresponsables s'efforcent d'insinuer en répandant d'effroyables mensonges sur le compte des fonctionnaires du ministère du Ravitaillement et des collaborateurs d'autres organes de ravitaillement qui, en ces sombres journées, travaillent sans désespérer pour le salut de la Russie. Citoyens ! Des proclamations affichées sur les murs vous incitent à vous livrer contre nous à des actes de justice sommaire, elles nous accusent faussement de sabotage et de grève, nous rendent responsables de tous les malheurs et calamités dont souffre la population, alors que nous avons lutté sans cesse et continuons de lutter pour sauver le peuple russe des affres de la famine. Malgré tout ce que nous devons supporter en tant que citoyens de la Russie martyre, nous n'arrêtons pas, fût-ce une heure, notre pénible et important travail de ravitaillement de l'armée et de la population.

L'image des troupes, vouées au froid et à la faim et qui défendent nos vies au prix de leur sang et de leurs souffrances, ne nous abandonne pas un seul instant.

Citoyens ! Si nous avons réussi à survivre aux journées les plus noires de l'existence et de l'histoire de notre peuple, si nous avons réussi à protéger Petrograd de la famine, si,

grâce à des efforts incroyables, presque surhumains, nous avons réussi tant bien que mal à ravitailler en pain et en fourrage notre malheureuse armée, c'est pour l'unique raison que nous avons honnêtement continué et continuons à travailler.

Au « dernier avertissement » des usurpateurs du pouvoir, nous répliquons : ce n'est pas à vous qui menez le pays à sa ruine de nous abreuver de menaces, nous qui faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour ne pas laisser sombrer notre patrie ! Vos menaces ne nous font pas peur ; nous gardons devant les yeux l'image sacrée de la Russie martyre. Nous continuerons à ravitailler en pain l'armée et le peuple, nous retravaillerons de toutes nos forces à condition que vous ne mettiez pas définitivement dans l'impossibilité d'accomplir notre devoir envers la patrie. Sinon l'armée et le peuple se trouveront face à face avec toutes les horreurs de la famine, mais la responsabilité en retombera sur la tête des tenants de la violence.

*Le Comité exécutif du personnel
du ministère du Ravitaillement.*

À TOUS LES FONCTIONNAIRES

Tous les fonctionnaires et employés qui ont quitté le service du gouvernement et des établissements publics ou qui ont été licenciés pour sabotage ou refus de rendre leurs comptes et qui ont touché d'avance des émoluments pour une période pendant laquelle ils n'ont pas travaillé, sont informés par le présent avis qu'ils doivent rembourser, le 27 novembre 1917 au plus tard, aux administrations qui les avaient employés, les sommes indûment perçues.

Les personnes coupables de contrevenir aux dispositions ci-dessus devront répondre du vol de deniers publics et seront déférées au tribunal militaire révolutionnaire.

Le Comité militaire révolutionnaire

24 novembre 1917.

COMMUNIQUÉ

DU COMITÉ SPÉCIAL DE RAVITAILLEMENT

Citoyens, notre travail pour le ravitaillement de Petrograd se fait dans des conditions chaque jour plus pénibles.

L'immixtion, néfaste pour notre activité, des commissaires du Comité militaire révolutionnaire continue.

Leurs actes arbitraires, l'annulation de nos ordres, peuvent provoquer une catastrophe.

Une fois de plus, un des entrepôts frigorifiques où sont conservés la viande et le beurre destinés à la population a été mis sous scellés et nous ne pouvons régler la température afin d'empêcher que les denrées ne pourrissent.

Un wagon de pommes de terre et un wagon de choux ont été saisis et conduits vers une destination inconnue.

Des marchandises qui ne sont pas soumises à la réquisition (Khalva) sont réquisitionnées par les commissaires ; ces jours derniers, un commissaire s'est emparé à son profit de cinq caisses de khalva.

Nous ne pouvons disposer de nos frigorifiques où des commissaires agissant de leur propre chef s'opposent à la sortie des marchandises et terrorisent nos employés en les menaçant d'arrestation.

Les nouvelles de tout ce qui se passe à Petrograd se répandent en province : de la région du Don, de Sibérie, de Voronej et d'ailleurs nous parviennent des refus en e qui concerne les expéditions de blé.

Cet état de choses ne peut pas durer.

Le travail commence à nous tomber des mains.

Il est de notre devoir d'en informer la population.

Nous continuerons à sauvegarder jusqu'à la dernière limite les intérêts des citoyens.

Nous ferons tout pour éviter la famine qui menace mais si, dans ces pénibles conditions, nous sommes forcés d'arrêter notre travail, que la population sache que la faute ne nous en incombe pas...

14. À tous les ouvriers de Petrograd

Camarades ! La révolution triomphe, la révolution a triomphé. Tout le pouvoir est passé à nos soviets. Ce sont les premières semaines qui sont les plus difficiles. Nous devons écraser définitivement la réaction déjà vaincue ; nous devons assurer le triomphe total de nos aspirations. La classe ouvrière a le devoir, elle a l'obligation de faire preuve en ces journées *de la plus grande maîtrise, de l'endurance la plus grande*, afin de faciliter au nouveau gouvernement soviétique l'accomplissement de ses tâches. Ces jours prochains seront promulgués de nouvelles lois sur le travail, dont une des toutes premières instaurera le contrôle ouvrier de la production et la réglementation de l'industrie.

Actuellement, les grèves et les manifestations des masses ouvrières à Petrograd ne peuvent qu'être nuisibles.

Nous vous prions d'arrêter immédiatement toutes les grèves revendicatives et politiques, de vous mettre tous au travail et de travailler en ordre parfait. Le fonctionnement des usines et de toutes les entreprises est indispensable au nouveau gouvernement des soviets, car toute désorganisation de ce travail nous crée des difficultés supplémentaires et nous en avons déjà suffisamment. Chacun à son poste !

Le meilleur moyen à l'heure qu'il est de soutenir le nouveau gouvernement des soviets, c'est de faire son travail. *Vive la fermeté inflexible du prolétariat ! Vive la révolution !*

*Le soviet des député ouvriers et soldats de Petrograd,
le Conseil des syndicats de Petrograd,
le Conseil central des comités d'usine.*

15. Les élections à l'assemblée constituante à Petrograd

Il y eut à Petrograd 19 listes. Voici le résultat du scrutin tel qu'il a été publié le 30 novembre :

| <i>Partis</i> | <i>Voix</i> |
|---|-------------|
| Socialistes populistes | 19 109 |
| Cadets | 245 006 |
| Démocrates paysans | 3 707 |
| Bolcheviks | 424 027 |
| Socialistes universalistes | 158 |
| Ouvriers ukrainiens et juifs sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires | 4 219 |
| La Ligue pour l'Égalité de la femme | 5 310 |
| Socialistes-révolutionnaires (défensistes) | 4 696 |
| Socialistes-révolutionnaires de gauche | 152 230 |
| Union pour le Développement du Peuple | 385 |
| Démocrates radicaux | 413 |
| Paroisses orthodoxes | 24 139 |
| Union féminine pour le Salut de la Patrie | 318 |
| Union indépendante des ouvriers, soldats et paysans | 4 942 |
| Démocrates chrétiens (catholiques) | 14 382 |
| Sociaux démocrates unifiés | 11 740 |
| Mencheviks | 17 427 |
| Groupe Edinstvo | 1 823 |
| Union des troupes cosaques | 6 712 |

16

Le Conseil des Commissaires du peuple aux Cosaques travailleurs

Frères cosaques ! On vous trompe. On vous excite contre le reste du peuple. On vous raconte que les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans sont soi-disant vos ennemis, qu'ils ont l'intention de vous priver de votre liberté cosaque. N'y croyez pas ! Ce sont des mensonges criminels. Vos propres généraux et propriétaires fonciers vous trompent pour vous maintenir dans l'ignorance et dans la servitude. Nous, Conseil des commissaires du peuple, nous nous adressons à vous, cosaques, et voici ce que nous disons. Lisez-nous attentivement et jugez vous-mêmes de quel côté la vérité se trouve le vil mensonge.

La vie du cosaque, chez lui et dans l'armée, a toujours été une vie de serf et de bagnard. Au premier appel de ses chefs, le cosaque devait monter sur son cheval et partir en campagne. Tout son équipement militaire, le cosaque devait se le procurer lui-même avec l'argent qu'il avait gagné à la sueur de son front. Et pendant qu'il était en campagne, sa ferme allait à vau-l'eau et périssait. Un tel ordre de choses est-il juste ?

Non, il doit être aboli à tout jamais. *Les cosaques doivent être affranchis de la servitude.* Le nouveau pouvoir populaire, le pouvoir des soviets, est prêt à venir en aide aux cosaques travailleurs. Il faut seulement que les cosaques se décident eux-mêmes à détruire l'ancien ordre des choses, qu'ils cessent de se soumettre aux officiers négriers, aux seigneurs, aux richards, qu'ils rejettent le joug maudit. Cosaques, soulevez-vous ! Unissez-vous. Le Conseil des commissaires du peuple vous appelle à une nouvelle vie, plus libre et plus heureuse.

En octobre et en novembre, se sont tenus à Petrograd des congrès panrusses des soviets des députés soldats, ouvriers et paysans. Ces congrès ont confié tout le pouvoir local aux soviets, c'est-à-dire aux représentants élus du peuple. Désormais il ne doit plus y avoir en Russie de maîtres ni de fonctionnaires qui commandent au peuple du haut de leur charge et qui le mènent à la baguette. Le peuple crée lui-même son propre pouvoir. Un général n'a pas plus de droits qu'un soldat. Tous sont égaux. Jugez, cosaques, est-ce bon ou mauvais ? Nous vous appelons à vous joindre à cet ordre populaire nouveau et à former vos propres *soviets de députés cosaques*. Ces soviets doivent détenir la totalité du pouvoir local. L'autorité doit appartenir non pas aux atamans généraux, mais aux représentants élus des cosaques travailleurs, à des hommes de confiance, à des hommes sûrs.

Les congrès panrusses des députés soldats, ouvriers et paysans ont décidé de mettre toutes les terres seigneuriales à la disposition du peuple travailleur. N'est-ce pas équitable, cosaques ? Les Kornilov, les Kalédine, les Doutov, les Karaoulov, les Bardij sont dévoués aux richards corps et âme, ils sont prêts à noyer la Russie dans le sang pourvu que les propriétaires gardent leurs domaines. Mais vous, cosaques travailleurs, ne souffrez-vous pas vous-mêmes de la misère, de l'exploitation, du manque de terre ? Sont-ils nombreux, les cosaques qui ont plus de 4 ou 5 *déciatines** ? Alors que les seigneurs cosaques possèdent des milliers de *déciatines** de terres et s'approprient en plus celles des armées cosaques. On veut vous faire peur en vous disant que les soviets ont l'intention de vous enlever toutes vos terres. Qui donc vous effraie ainsi ? Les richards cosaques qui savent que le *pouvoir soviétique veut remettre les domaines des seigneurs entre vos mains*. Cosaques, choisissez votre camp : celui des Kornilov et des Kalédine, des généraux et des richards, ou celui des soviets des députés paysans, soldats et ouvriers.

Le Conseil des commissaires du peuple, élu par le Congrès panrusse, a offert à tous les peuples un armistice immédiat et une paix honnête et démocratique qui ne serait conclue au détriment ni au préjudice d'aucune nation. Tous les capitalistes, propriétaires fonciers et généraux kornilovistes se sont dressés contre la politique du pouvoir des soviets. Pour eux, la guerre signifiait profits, puissance, grades. Que signifiait-elle pour vous, simples cosaques ? Vous mouriez, sans raison et sans but, comme vos frères soldats et marins. Il y aura bientôt trois ans et demi que dure cette maudite boucherie que les capitalistes et propriétaires fonciers de tous les pays ont déclenchée dans leur intérêt, pour se livrer au pillage dans le monde entier. Aux cosaques travailleurs, la guerre n'a apporté que ruine et mort. Elle a saigné à blanc les fermes cosaques. Une paix prompte et honnête, voilà l'unique salut pour notre pays tout entier et en particulier pour les cosaques travailleurs. Le Conseil des commissaires du peuple a déclaré à tous les gouvernements et à tous les peuples : nous ne voulons pas prendre les biens d'autrui, ni nous séparer

des nôtres. Paix sans annexions et sans réparations ! Chaque peuple doit décider lui-même de son destin. Aucune nation ne doit en opprimer une autre. Voilà la paix honnête et démocratique, c'est-à-dire populaire, que le pouvoir soviétique propose à tous les gouvernements, à tous les peuples, alliés et ennemis. Cet appel a déjà donné des résultats : l'armistice a été conclu sur le front russe. Le sang des soldats et des cosaques a cessé d'y couler. À présent, cosaques, décidez vous-mêmes : si vous voulez faire durer cette boucherie funeste, stupide et criminelle, alors, soutenez les cadets ennemis du peuple, soutenez Tchernov, Tsérételli et Skobélev qui vous ont lancé dans l'offensive du 1^{er} juillet, soutenez Kornilov qui a introduit au front la peine de mort pour les soldats et les cosaques. Mais si vous voulez une paix prompte et honnête, alors rejoignez les rangs des soviets et soutenez le Conseil des commissaires du peuple.

Cosaques, vous tenez votre sort entre vos propres mains. Nos ennemis communs – les propriétaires fonciers, les capitalistes, les officiers kornilovistes, les journalistes bourgeois – vous trompent et vous poussent à votre perte. À Orenbourg, Doutov a arrêté le soviets et désarmé la garnison. Kalédine menace les soviets de la région du Don. Il y a proclamé la loi martiale et il y concentre des troupes. Au Caucase, Karaoulov fusille les autochtones. La bourgeoisie cadet finance ces hommes à coups de millions. Leur objectif commun est d'anéantir les soviets populaires, d'écraser les ouvriers et les paysans, de rétablir dans l'armée la discipline du fouet et de perpétuer l'esclavage des cosaques travailleurs.

Nos troupes révolutionnaires marchent vers le Don et l'Oural pour mettre fin au soulèvement criminel contre le peuple. Les chefs des unités révolutionnaires ont reçu l'ordre de ne pas engager de pourparlers avec les généraux rebelles et d'agir avec énergie et sans pitié.

Cosaques ! À présent, il dépend de vous que le sang russe cesse de couler. Nous vous tendons la main. Ralliez-vous au peuple dressé tout entier contre ses ennemis. Proclamez Kélédine, Kornilov Douro, Karoualov et tous leurs aides et complices ennemis du peuple, traîtres et félons. Arrêtez-les-vous-même et remettez-les aux autorités soviétiques qui les feront juger ouvertement et publiquement par le tribunal révolutionnaire.

Cosaques ! Formez des soviets de députés cosaques. Prenez entre vos mains de travailleurs la gestion des affaires cosaques. Confisquez les terres de vos riches seigneurs. Utilisez leur grain, leur cheptel, pour cultiver les terres des cosaques travailleurs ruinés par la guerre.

En avant, cosaques, au combat pour la cause du peuple !

Vivent les cosaques travailleurs !

Vive l'union des cosaques, des soldats, des paysans et des ouvriers !

Vive le pouvoir des soviets des députés cosaques, soldats, ouvriers et paysans !

À bas la guerre ! À bas les propriétaires fonciers et les généraux kornilovistes !

Vivent la paix et la fraternité des peuples !

Le Conseil des commissaires du peuple.

17. Communiqué de la commission de l'Éducation populaire auprès de la douma municipale centrale

Camarades ouvriers et ouvrières !

Quelques jours avant les fêtes, les instituteurs de la ville se sont mis en grève. Ils se sont rangés aux côtés de la bourgeoisie contre le gouvernement ouvrier et paysan.

Camarades, organisez des comités de parents et votez des résolutions contre la grève des enseignants. Adressez-vous aux soviets des députés ouvriers et soldats du district, aux syndicats, aux comités d'usine, aux organisations du parti, en les invitant à tenir des meetings de protestation. Montez vous-mêmes des arbres de Noël et des attractions pour les enfants, exigez la reprise des classes après les fêtes, à la date que fixera la douma centrale.

Camarades, renforcez vos positions dans le domaine de l'éducation populaire. Insistez pour que les établissements scolaires soient placés sous le contrôle des organisations prolétariennes.

*La commission de l'Éducation populaire
auprès de la douma municipale centrale.*

18. La correspondance diplomatique du gouvernement soviétique

Les notes de Trotsky aux Alliés et aux puissances neutres, de même que celles des attachés militaires alliés au général Doukhonine, sont trop longues pour être reproduites ici. En outre, elles se rapportent à un autre aspect de l'histoire de la République soviétique – ses relations internationales – qui n'a pas sa place dans ce volume. J'en parle en détail dans mon prochain livre de *Kornilov à Brest-Litovsk*¹³⁸.

19. Appel aux combattants du front Doukhonine

La lutte pour la paix s'est heurtée à la résistance de la bourgeoisie et des généraux contre-révolutionnaires...

Selon les journaux, le GQG de l'ex-commandant en chef Doukhonine est le point de rencontre des conciliateurs et agents de la bourgeoisie Verkhovski, Tchernov ; Gotz, Tsérételli, etc. Il paraît qu'ils auraient même l'intention de former un nouveau gouvernement antisoviétique.

¹³⁸ Voir, *Préface de l'auteur*, note 2.

Camarades soldats ! Tous les hommes ci-dessus ont déjà été ministres. Ils ont agi de concert avec la bourgeoisie de Kerenski. Ils sont responsables de l'offensive du 1^{er} juillet et de la prolongation de la guerre. Ils ont promis la terre aux paysans, mais en réalité ils ont fait arrêter les membres des comités agraires. Ils ont rétabli la peine de mort pour les soldats. Ils ont suivi les ordres des financiers anglais, américains et français...

Pour avoir refusé d'obéir aux ordres du Conseil des commissaires du peuple, le général Doukhonine a été destitué de son poste de commandant en chef... En guise de riposte, il propage parmi les troupes la note des attachés militaires des puissances alliées impérialistes et d'efforce de déclencher la contre-révolution.

N'obéissez pas à Doukhonine ! Ne cédez pas à ses provocations ! Surveillez-le avec vigilance, lui et son groupe de généraux contre-révolutionnaires ! ...

20. Extrait de l'ordre du jour n° 2 des armées de terre et de mer

...Je déclare ennemi du peuple le ci-devant commandant en chef général Doukhonine pour sa résistance opiniâtre à l'ordre de destitution et pour ses actes criminels susceptibles de provoquer une nouvelle explosion de guerre civile.

Tous ceux qui accordent leur soutien à Doukhonine seront arrêtés quels que soient leur position et leur passé publics et politiques. Les arrestations seront opérées par des personnes spécialement mandatés à cet effet. Le général Manikovski est chargé de donner les ordres nécessaires pour les modifications à apporter à l'avancement des militaires visés ci-dessus, les modifications en question devant être consignées dans leurs états de service.

Commandant en chef KRYLENKO.

Appendice

CHAPITRE XII

1. À la population

[Retour à la table des matières](#)

En réponse à de nombreuses demandes d'éclaircissement des paysans, nous faisons savoir que désormais le pouvoir appartient intégralement aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Après avoir triomphé à Petrograd et à Moscou, la révolution ouvrière est en train de remporter la victoire dans toutes les autres localités de Russie. le gouvernement ouvrier et paysan assure l'union des travailleurs et des masses paysannes les plus pauvres, qui forment la majorité de la paysannerie, contre les propriétaires fonciers, contre les capitalistes.

En conséquence, les soviets des députés paysans, en premier lieu les soviets de district, ensuite ceux de province, sont désormais et en attendant la réunion de l'Assemblée constituante les organes réguliers du pouvoir dans leurs localités respectives. Le II^e Congrès panrusse des soviets a aboli le droit de propriété des seigneurs. Le décret sur la terre a été promulgué par l'actuel gouvernement provisoire ouvrier et paysan. En vertu de ce décret, tous les domaines des propriétaires sont transférés dans leur totalité au soviet des députés paysans. Les comités agraires de canton doivent prendre immédiatement possession de toutes les terres des propriétaires fonciers, les soumettre au contrôle le plus strict, y maintenir l'ordre et sauvegarder rigoureusement les anciens biens seigneuriaux, devenus à présent biens publics dont la protection doit être assurée par le peuple lui-même.

Tous les ordres donnés par les comités agraires de canton, avec l'assentiment des soviets des députés paysans, en application des décrets du pouvoir révolutionnaire, sont parfaitement légaux et doivent être mis en exécution sans délai et sans discussion.

Le gouvernement ouvrier et paysan, désigné par le II^e congrès panrusse des soviets, a reçu le nom de Conseil des commissaires du peuple.

Le Conseil des commissaires du peuple appelle les paysans à prendre en main le pouvoir dans leur localité.

Les ouvriers accorderont aux paysans leur appui entier, total et absolu, ils mettront en route la fabrication des machines et outils ; à leur tour, ils prient les paysans de les aider en leur envoyant du blé.

Le président du Conseil des commissaires du peuple,

V. Oulianov (Lénine)

Petrograd, le 18 novembre 1917.

Le Congrès des soviets paysans, muni des pleins pouvoirs, se réunit environ une huitaine plus tard et siégea pendant plusieurs semaines. Son histoire n'est qu'une version plus détaillée de celle de la conférence extraordinaire. Au début, la grande majorité des délégués était hostile au gouvernement soviétique et soutenait les réactionnaires. Au bout de quelques jours, l'assemblée appuyait Tchernov et les modérés. Quelques jours encore, et la large majorité des présents vota pour le groupe de Maria Spiridonova et envoya des représentants au Tsik, à l'Institut Smolny... Alors l'aile droite abandonna ce congrès pour en réunir un autre qui vivota en déclinant de jour en jour jusqu'à la dissolution finale...

« Journaliste, poète, révolutionnaire... »

Lorsque Charles Reed quitta l'État de New York pour tenter fortune au far West et qu'il échoua dans l'Oregon, la ville de Portland comptait déjà une vingtaine de milliers d'habitants et une première voie ferrée venait de la relier à l'est du pays. Il vendit de l'équipement agricole aux descendants des pionniers anglais et scandinaves qui peuplaient la région, acquit sinon une fortune, du moins une honnête aisance et épousa la fille de Henry Green qui, lui, pour venir jusque-là, avait dû contourner le continent à bord d'un voilier, à une époque où le canal de Panama n'existait pas encore et où Portland, récemment fondé, n'était qu'un village. Lui, avait réussi, et c'est dans sa maison, inspirée d'un château français et entourée d'un vaste parc où se promenaient des biches apprivoisées que, le 20 octobre 1887, est né John Reed dont les dictionnaires biographiques américains disent aujourd'hui qu'il fut « journaliste, poète, révolutionnaire ».

La course au Pacifique était sur le point de se terminer et l'Amérique qui avait fini de se découvrir ; était en passe de devenir la première puissance industrielle du monde. Un des derniers grands chefs indiens, l'Apache Geronimo, avait été, quelques mois plus tôt, fait prisonnier par les troupes fédérales ; John D. Rockefeller bâtissait l'empire de la Standard Oil : les syndicats ouvriers qui venaient de prendre le nom de l'*American Federation of Labor* avaient déclaré, le 1^{er} mai 1886, à Chicago, la première grève générale pour la journée de huit heures, grève dont est née la tradition du 1^{er} mai.

Ce n'est pas dans le château de son grand-père ni dans le parc aux biches que John Reed aurait pu l'apprendre. Les souvenirs qu'il allait garder de son enfance pour les évoquer, à l'autre bout de sa vie, dans un long poème autobiographique, étaient d'une nature différente.

Tonnerre bleu du Pacifique, claironnants couchers du soleil,

Noires forêts fumant sur des promontoires battus par le ressac,

Plages perdues, feux de campements, gémissement du puma parti à la chasse...

Le petit-fils de Charles Reed fréquenta des écoles privées, réservées aux enfants de bonne famille : l'Académie de Portland, un internat de Morristown, dans le New Jersey. Il n'aimait que lire : *Les Mille et Une Nuits* et Mark Twain, les légendes de chevaliers de la table Ronde et le grand dictionnaire Webster « Ma passion, c'était l'histoire », devait-il noter plus tard. Déjà, il écrivait lui-même.

Il avait dix-neuf ans lorsqu'il entra à Harvard, la plus ancienne, la plus fermée des universités privées américains. Il n'était guère facile au petit-fils d'un pionnier d'Oregon de rivaliser avec les descendants des familles patriciennes de la Nouvelle-Angleterre. John Reed fit partie de l'équipe de natation, du groupe dramatique, des comités de rédaction des deux publications de Harvard, le *Lampoon* et le *Harvard Monthly*. Il présida aux destinées du Club Cosmopolite où se retrouvaient les étudiants étrangers. Il fut même *Cheer leader*, chef de l'équipe des acclamations dont les tonitruants encouragements rythmés soutiennent joueurs et athlètes dans toutes les compétitions sportives interuniversitaires. Grand, bien de sa personne, la voix sonore, le sourire contagieux, il était devenu parmi ses camarades ce qu'on appelle en

américain « le plus populaire » des élèves, « le plus propre à réussir ». La poésie l'attirait, la politique, pas. Alors qu'il était à Harvard, un groupe d'étudiants y fonda un Club socialiste que présidait Walter Lippman dont les articles, plus tard, devaient tant contribuer à la défense et à l'illustration du système de libre entreprise. De ce club, John Reed ne fit jamais partie. Pourtant les discussions qui s'y déroulaient pour se poursuivre dans les cantines et les dortoirs ne pouvaient manquer de l'intéresser. « Ainsi que bien d'autres, allait-il constater par la suite, je me rends compte que dans le terne monde extérieur, il se passait quelque chose de plus excitant que les activités universitaires... »

En 1910, il termina ses études et s'embarqua avec un ami sur un cargo à bétail en partance pour l'Europe. Ils venaient d'appareiller quand l'ami changea d'idée et sauta par-dessus bord ; sur le moment personne ne s'en aperçut, mais sa montre fut retrouvée parmi les affaires de son camarade ; soupçonné de meurtre, Reed fut relâché grâce que témoignage de sa prétendue victime, arrivée en toute hâte à Manchester sur un bateau plus rapide. Il visita l'Angleterre, parcourut l'Espagne à pied, échoua sur la Côte d'Azur, tomba amoureux d'une jeune fille du pays, Madeleine Filon, se fiança avec elle et retourna à New York « pour gagner un million de dollars et se marier », pensait-il : comme tant d'autres avant et après lui, il eut sa part du grand rêve américain.

Il devait se marier bien plus tard, et avec une autre, et ne jamais devenir millionnaire. Il s'installa à New York dont il allait si bien se souvenir dans son poème autobiographique :

*Manhattan, la cruelle,
La plus jeune des grandes villes du monde...
.....
Celui qui t'a connue brûlera
Dans l'exil en attendant de revenir
Pour se soumettre à ton amère volonté, ô inflexible
Lune des marées humaines.*

Rédacteur à l'*American Magazine*, auteur d'un long poème, *Sangar*, publié en 1912, dans une revue, puis en plaquette à compte d'auteur, continuellement déporté à gauche sous l'influence combinée de ses amis, de ses impressions, de sa curiosité intellectuelle, de sa générosité, il se trouva, l'année suivante, collaborateur de *Masses*, rendez-vous des rebelles et des révolutionnaires, et, pour la première fois de sa vie, témoin volontaire d'une grève. Cela se passait à Paterson, dans le New Jersey, tout près de New York, à une trentaine de kilomètres de Morristown où Reed avait fait une partie de ses confortables études. C'était un autre monde.

Simple spectateur, Reed fut arrêté, inculpé, jugé, condamné et jeté en prison en moins de temps qu'il n'en faut pour dire « démocratie ». Pendant ses quatre journées de détention, il en apprit autant sur les États-Unis qu'en quatre années de Harvard. « C'est la guerre à Paterson, dans le New Jersey, écrivait-il à son retour à New York. Mais c'est une guerre étrange. La violence est tout entière d'un seul côté, du côté des propriétaires d'usines. » John Reed, lui, s'était retrouvé de l'autre côté.

Il y était surtout sentimentalement. Son éducation ne faisait que commencer. Elle allait se poursuivre, la même année 1913, au Mexique, où les péons insurgés accouraient en foule sous

les drapeaux de Pancho Villa. Correspondant de guerre, Reed passa le Rio Grande et se joignit aux rebelles. Il n'était plus, comme à Paterson, un spectateur satisfait d'observer les événements à distance : la police de New Jersey lui avait appris à prendre part et à prendre parti. Il fut de toutes les batailles, de toutes les déroutes, de toutes les victoires. Il connut la faim et, pire encore, la soif, la peur, pire encore, l'attente ; il vit les hommes souffrir et mourir ; il se fit des amis. Il commença à discerner certains motifs d'action, l'action des individus et celle des peuples. « Ces quatre mois, devait-il écrire plus tard, que j'ai passés à galoper des centaines de milles à travers les plaines brûlantes, à dormir à même le sol avec les *hombres*, à danser et à boire toute la nuit dans les haciendas pillées après avoir chevauché toute la journée, partageant intimement les amusements de mes compagnons et leurs combats, ont sans doute été l'époque de la plus satisfaisante de ma vie. Je méritai l'estime de ces farouches combattants, et la mienne. J'aimais ces hommes et j'aimais la vie. »

Il rentra à New York pour découvrir que ses articles l'avaient rendu célèbre et que les États-Unis se préparaient à intervenir au Mexique, trop riche en pétrole, en plomb argentifère, en cuivre, en fous rêvant d'indépendance.

D'autres fous venaient de se révolter au États-Unis mêmes, dans le Colorado. Ils étaient Américains et mineurs, et rêvaient d'indépendance, eux aussi : les maisons qu'ils habitaient, le sol qu'ils foulaient, le magasin où ils se fournissaient ; l'école où ils envoyaient leurs enfants, tout appartenait aux patrons, et le patron des patrons s'appelait Rockefeller. Ce dernier devait, par la suite, complimenter ses subordonnés sur la façon dont ils s'y étaient pris pour assurer la paix sociale dans le Colorado. « Des tueurs furent importés du Texas, du Nouveau-Mexique, de la Virginie de l'Ouest et, du Michigan, des briseurs de grève et des gardes qui avaient une longue expérience des désordres ouvriers : des soldats de fortune, des déserteurs de l'armée et d'anciens policiers... On s'assura les services de la tristement célèbre agence d'enquêtes privées Baldwin-Felts, spécialisée dans les briseurs de grèves, et dont de nombreux employés, recherchés pour meurtre dans d'autres États, furent nommés policiers auxiliaires dans les comtés sud (du Colorado). Entre douze et vingt mitrailleuses furent expédiées dans les mines et mises à la disposition de ces hommes...

C'est ainsi que John Reed décrivait « la guerre du Colorado ». Il y était arrivé en 1914, au moment où les fusiliers marins des États-Unis débarquaient à Veracruz et dix jours après le massacre de Ludlow, petite localité minière : c'est là que l'armée privée des patrons avait attaqué le camp où vivaient les grévistes et leurs familles depuis qu'ils avaient été expulsés des corons ; après avoir mis le feu aux tentes, les assaillants avaient tiré dans le tas à la mitrailleuse ; on avait retrouvé une vingtaine de morts, femmes et enfants.

À Ludlow, comme à Paterson, comme au Mexique, John Reed poursuivait l'essentiel, il apprenait à réunir les faits, à en dégager l'essentiel, il apprenait aussi à reconnaître, sous la couleur locale et le pittoresque superficiel, le système de forces agissant à l'intérieur de la société et, au-delà des destinées particulières, la trame de l'histoire.

Le Mexique insurgé venait de paraître en volume. Août 1914 trouva Reed en Europe. En France, il observa « ces trains fleuris remplis de garçons rieurs et chantants – la classe 14 – qui montaient au front avec tant de gaieté et si peu de réflexion ». Il aperçut dans chaque gare, à chaque passage à niveau, des foules de femmes silencieuses. Il assista à une partie de la bataille de la Marne et vécut, au nord d'Amiens, le début de la guerre des tranchées qu'il retrouva en face, en Allemagne, où « des hommes couverts de poux, enfoncés dans l'eau jusqu'aux hanches

tiraient sur tout ce qui bougeait derrière un talus de boue, à soixante-dix mètres de là. Ils étaient couleur de boue eux-mêmes, leurs dents claquaient et, chaque nuit, il y en avait quelques-uns qui perdaient la raison ».

Il visita l'Angleterre, la Suisse, la Belgique occupée ; en février 1915, il était de retour à New York et, un mois plus tard, de nouveau parmi les combattants, cette fois-ci dans les Balkans et en Russie. « J'ai passé un an et demi dans les différents pays et sur différents théâtres d'opérations, devait-il écrire en 1917, visitant les capitales de tous les belligérants et voyant la guerre sur cinq fronts... Partout j'ai constaté le même fait essentiel, sans cesse répété : cette guerre n'était pas une guerre des peuples. »

Il rentra aux États-Unis, déçu dégoûté, désespéré. Aucun soldat d'aucun pays ne voulait la guerre mais tous la faisaient ; « socialistes et antimilitaristes eux-mêmes rejetaient leurs convictions comme on fait peau neuve, à la vue du premier drapeau, au premier roulement de tambour. »

Il trouva son pays en proie à l'hystérie chauvine et à la veille d'intervenir en Europe pour « sauver la démocratie », comme disaient les journaux. Pour Reed, cette guerre n'était qu'une « querelle entre marchands rivaux ». « La démocratie, écrivait-il, qu'a-t-elle à voir dans cette alliance avec le tsar Nicolas ? »

C'est qu'il l'avait vue, la Russie et ses prisonniers politiques que des policiers, sabre au clair, escortaient en Sibérie, ses villages juifs, « abandonnés, saccagés, calcinés », ses « milliers de jeunes géants, sans armes, sans équipement et souvent sans nourriture, expédiés au front pour opposer à l'avance allemande leurs gourdins, leurs corps sans défense... » Jamais pendant la guerre, dans aucun pays, il n'avait vu autant de blessés, ni autant de mépris chez les gens de la caste dirigeante à l'égard du peuple. « Le paysan russe est un imbécile, lui avait confié un officier. Il ne sait pas lire ni écrire. Si vous lui demandez de s'engager comme volontaire il vous dira qu'il est fort bien où il se trouve et qu'il n'a aucune envie de se faire tuer. Mais si vous lui commandez de marcher, il marche. »

Arrêté par des bureaucrates bornés et soupçonneux, lâché par son ambassadeur, John Reed réussit à quitter la Russie en emportant « une impression de grandes forces négligemment éparpillées de-ci de-là, d'une énorme indifférence, d'un gigantesque gaspillage » et d'un gouvernement qui était « comme une nation séparée, imposée au peuple russe ». En même temps, il lui semblait que « les idées russes étaient les plus vivifiantes, la pensée russe la plus libre, la cuisine et les boissons russes les meilleurs à mon goût, et les Russes eux-mêmes les êtres humains sans doute les plus intéressants qui soient ».

En septembre 1917, six mois après la chute du tsar, quelques jours après le putsch avorté du général Kornilov, John Reed arrivait à Petrograd. Louise Bryant, qu'il avait épousée au début de l'année, l'accompagnait. Il ne savait pas encore, alors qu'il promenait sa jeune femme sur les quais de la Neva et dans la perspective Nevski, que tout son passé, toute son expérience – son enfance dans le parc aux biches de son grand-père et les interminables discussions à Harvard, les excursions dans les bas-fonds de New York et la fumée des salles de rédaction new-yorkaises, les batailles rangées entre policiers et grévistes, les meetings et les procès, le Mexique des péons insurgés et la France des poilus, et aussi ses rêves et ses poèmes, et jusqu'au tonnerre bleu du Pacifique avec ses claironnants couchers de soleil où bientôt il allait puiser des métaphores à l'échelle d'une révolution – que tout cela n'avait été qu'une minutieuse

préparation à l'épreuve qui l'attendait. Il allait avoir trente ans et sa brève vie était sur le point de commencer.

Après un séjour de six mois en Russie, John Reed repartit vers « cette civilisation qui est la nôtre et qui pousse les hommes à la révolte et au rêve pour les écraser ensuite ». Le 28 avril 1918, il débarquait à New York. Il était pressé de rentrer : sa revue, *The Masses*, était poursuivie pour incitation des militaires à la désobéissance. Les poursuites visaient particulièrement un article de Reed, intitulé « Tricotez une camisole de force pour votre petit soldat ».

De son voyage, il rapportait des valises bourrées de notes, de documents, d'affiches, de journaux. La douane les lui confisqua. Au prix de longs efforts, il réussit à se faire restituer son bien. Et le procès s'en alla en eau de boudin, les jurés ne réussirent pas à se mettre d'accord.

Enfermé avec des monceaux de papier imprimé dans une petite pièce où, toutes les deux minutes, jour et nuit, le métro aérien déclenchait un tremblement de terre, John Reed s'efforçait à présent de mettre de l'ordre dans le récit d'« un des grands faits de l'histoire de l'humanité », qu'il venait de vivre.

Ce n'était rien moins que facile. Il manquait de recul sinon de perspective. Il se voyait forcé de parler en historien d'une époque dont il n'avait été que le témoin oculaire, nécessairement limité dans ses connaissances par son champ de vision. Il n'y avait pas jusqu'à sa documentation qui ne fût sujette à caution ; faute d'avoir accès à toutes les sources, il était à la merci d'un informateur pressé ou négligent, d'un texte mal recopié d'un simple lapsus. L'insurrection bolchevique n'avait pas été préparée en plein jour, les réunions du Comité central n'étaient pas ouvertes à un jeune journaliste américain, fût-il animé des meilleures intentions, et, de juillet à novembre, la plupart des dirigeants du parti, à commencer par Lénine, se trouvaient dans la clandestinité ou en prison. Comment aurait-il pu connaître, par exemple, les différends qui opposèrent, souvent violemment, Lénine et la majorité du Comité central à Trotsky ou à d'autres, sauf quand ces dissensions éclataient au grand jour, comme ce fut le cas pour Kamenev et Zinoviev ? Tout compte fait, l'étonnant, ce n'est pas que John Reed ait commis des erreurs, c'est qu'il en ait si peu commis, et d'aussi peu importantes. Peu d'écrivains ont sut, comme lui, dominer de si haut les événements auxquels ils participaient de si près. C'est dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde* que le monde a fait la connaissance de la révolution d'Octobre : aujourd'hui encore il n'existe en aucune langue – pas même en russe – de meilleur livre sur le même sujet.

Pendant les mois qui suivirent son retour de Russie, Reed sillonna les États-Unis faisant des dizaines de conférences, tenant des dizaines de meetings. Il parla à Brooklyn, encadré d'une centaine de policiers, fit à Bronx un « discours incendiaire » qui lui valut des poursuites, bientôt abandonnées, prononça un autre « discours incendiaire » à Philadelphie, qui se solda par une arrestation, comparut – déjà – devant une commission d'enquête du Sénat, se retrouva sur le banc des accusés au deuxième procès de *Masses*, ce qui lui donna l'occasion de raconter aux jurés les horreurs de la guerre. En même temps, il travaillait à son poème autobiographique, *Amérique 1918*, commencé à Petrograd, terminé à New York, et fut un des fondateurs du Provincetown Playhouse qui devait marquer une date dans l'histoire du théâtre américain et faire connaître, entre autres, Eugène O'Neill.

Il prit une part active à la fondation du Parti communiste des États-Unis et, en automne 1919, était de retour en Union soviétique. Il loua une chambre à Moscou, faisant sa popote lui-

même, visitait les usines, les environs de la capitale. La neige s'empilait dans les rues, les trottoirs étaient impraticables, les tramways ne circulaient pas. De temps à autre Reed allait voir Lénine.

Apprenant qu'aux États-Unis, les autorités avaient arrêté cinq mille communistes, socialistes, syndicalistes, que lui-même avait été inculpé, il voulut retourner chez lui. Il fut emprisonné en Finlande où le ministre américain refusa de lui délivrer un passeport qui lui aurait permis de traverser l'Atlantique. Il dut rentrer en Russie. Il participa, en juillet 1920, au II^e Congrès de l'Internationale communiste, fut élu membre du Comité exécutif. Sa femme devait bientôt le rejoindre à Moscou. Ensemble, ils retournèrent chez Lénine, visitèrent les galeries de peintures, allèrent au théâtre. En octobre, Reed tomba malade. C'était le typhus, qui ravageait le pays. La République des soviets, investie par ses ennemis et ses amis de la veille, manquait de tout, même de médicaments. Le 17 octobre 1920, John Reed mourait, cinq jours avant son trente-troisième anniversaire, trois semaines avant le troisième anniversaire de la Révolution russe, qui avait été aussi sa révolution. Il fut enterré place Rouge, devant le mur du Kremlin, laissant plus d'amis que la plupart des hommes et un livre qui montre sur le meilleur des exemples que « les travailleurs ne sont pas seulement capables de grands rêves mais encore ont en eux la force de faire de ces rêves une réalité ».

VLADIMIR POZNER.

1958

FIN